LES MONTAGNES UPOROTO ENTRE VILLE ET CAMPAGNE, GEOGRAPHIE DES FLUX ET INTEGRATION TERRITORIALE EN TANZANIE

Sylvain Racaud

▶ **To cite this version:**

Sylvain Racaud. LES MONTAGNES UPOROTO ENTRE VILLE ET CAMPAGNE, GEOGRAPHIE DES FLUX ET INTEGRATION TERRITORIALE EN TANZANIE. Géographie. École doctorale et discipline ou spécialité ED TESC : Géographie et aménagement, 2013. Français. NNT : . tel-01242728

HAL Id: tel-01242728
https://shs.hal.science/tel-01242728

Submitted on 14 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HAL
archives-ouvertes.fr

Les montagnes Uporoto entre ville et campagne, géographie de flux et integration territoriale en Tanzanie

Sylvain Racaud

▶ **To cite this version:**

Sylvain Racaud. Les montagnes Uporoto entre ville et campagne, géographie de flux et integration territoriale en Tanzanie : . Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2013. Français. <NNT : 2013TOU20110>. <tel-00967439>

HAL Id: tel-00967439

https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00967439

Submitted on 28 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Toulouse

THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :
Université Toulouse 2 Le Mirail (UT2 Le Mirail)

Cotutelle internationale avec :

Présentée et soutenue par :
Sylvain Racaud

Le mercredi 23 octobre 2013

Titre :

Les montagnes Uporoto entre ville et campagne, géographie des flux et intégration territoriale en Tanzanie

---

École doctorale et discipline ou spécialité :
ED TESC : Géographie et aménagement

Unité de recherche :
UMR - MA 104 - Dynamiques Rurales

Directeur(s) de Thèse :

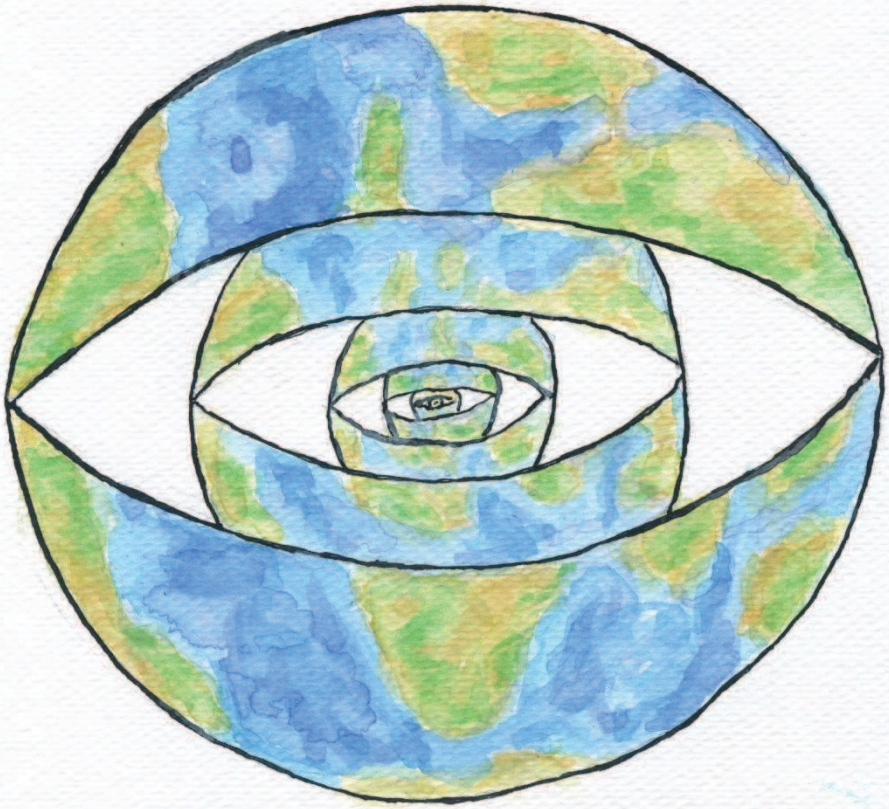
Pr Bernard Charlery de la Masselière

Rapporteurs :

Pr François Bart
Pr Jean-Charles Edouard

Autre(s) membre(s) du jury :

Pr Jean-Claude Bruneau
Mr Alain Cazenave-Piarrot
Pr Laurien Uwizeyimana



Des yeux de terre, 2013, aquarelle et encre de Chine. Ara.

« La thèse, comme stimulant de la recherche,
est la meilleure des choses. »
Gilles Sautter, *La géographie en question*, 1985.

« La complexité est un mot problème,
et non un mot solution *»*.
Edgar Morin, *Introduction à la pensée complexe*, 1990.

Seuls la loi et l'ordre du changement sont permanents.
Héraclite

Les temps durs font des gens durs.
Zhou Enlai

REMERCIEMENTS

Cette thèse n'est pas la mienne, elle appartient à ceux qui m'ont accompagné, soutenu et supporté durant ces années, à ceux qui ont rendu possible la réalisation de cette production, ici et là bas.

La confiance que le Professeur Bernard Charlery de la Masselière a continuellement exprimée est le facteur décisif de la construction de ce travail. Je lui suis infiniment reconnaissant pour l'orientation, les conseils, les critiques, pour le partage de réflexions qui ont donné un peu de hauteur au questionnement, du moins je l'espère. Je le remercie aussi sincèrement pour sa compréhension, pour ses multiples soutiens et pour son approche humaine du métier.

Mes remerciements vont au Professeur Laurien Uwizeyimana, celui par lequel j'ai pu connaître un peu de l'Afrique dans le cadre du master, il y a déjà quelques années, sans lui et ce cours de licence sur l'Afrique, tout cela n'aurait pas existé.

Je remercie chaleureusement Alain Cazenave-Piarrot pour ses conseils astucieux sur le terrain.

J'exprime ma gratitude envers François Bart, Jean-Charles Edouard et Jean-Claude Bruneau pour les échanges informels ; je remercie Bernard Calas pour son soutien quand il dirigea l'IFRA Nairobi; mention particulière à Hélène Mainet pour son concours précieux à de nombreuses reprises.

Ahsante sana aux chercheurs tanzaniens qui m'ont guidé : Cosmas Sokoni, Milline Jethro Mbonile et Festo Ndumbaro qui m'a aussi facilité les démarches liées au permis de recherche.

Ayo reni au Dr. Jean-Pierre Ngouloure pour la relecture minutieuse du document.

J'exprime ma reconnaissance envers les enseignants du département de géographie de l'Université de Toulouse le Mirail qui ont nourri mon appetit du savoir géographique depuis la licence et ceux qui m'ont épaulé pour les enseignements : Marie-Pierre Sol, Fabienne Cavaillé, Michaël Pouzenc, Philippe Dugot. Un grand merci à Mélanie Gambino pour son aide indispensable sur les enseignements. Merci à l'atelier de cartographie et en particulier à Joseph Buosi.

Merci à Dominique Deligny du laboratoire Dynamiques Rurales, pour son professionnalisme et son écoute ; je souhaite saluer ses membres, ceux du CEREHT à Dschang (Pr. Kuete, Pr. Tsalefac, Dr. Aristide Yemafouo, Chretien Ngouanet), je pense à mes collègues du lycée Bayard et à mes supérieurs qui m'ont soutenu et compris durant ces longues années (M. Malavialle, Mme Rouanet, M. Maury).

Merci au Dr. Daniel Lamah pour la formation sur le tas à MapInfo et pour la découverte des arcanes de Word.

J'exprime une infinie reconnaissance envers Eulalie et Jonas, pour la joie qu'ils me procurent au quotidien ; merci illimité envers ma famille : mon frère Christophe, ma sœur Katia, mes grands-parents le colonel Yves Racaud et Mamie, Estela, Patrick, Flo et Jean-Pierre, à la famille Mpuli, Evelyne & Michel, Rachel.

Merci à mes amis pour leur accompagnement et leur compréhension, Gaby&Pat, Seb-Roti, Dalaweedlama, Alex, Mange &Fjord, tous ceux et celles avec qui nous partageons des moments authentiques accompagnés ou pas de mélodies bruyantes, tous ceux et celles qui se démènent pour faire vivre une (scène) alternative. Je rends hommage à la musique qui me fait vibrer depuis plus de vingt ans et qui m'a aidé à surmonter maintes épreuves ; qu'il me soit permis de citer quelques titres afin de suggérer un aperçu du message : *Never surrender*, *Fight to live* de Blitz, *Stand still* de Gorilla Biscuits, *Live your life*, *I'll survive* de Negative Approach, etc., la liste est longue, cette musique « Hardcore » bien qu'assourdissante pour le commun des oreilles, n'est pas violente dans son message, la violence réside dans les inégalités quotidiennes, dans les rapports de domination apparents ou implicites, dans lesquels le commun des mortels est ancré.

Je pense à Joseph Lukumay qui m'a guidé et avec qui nous avons partagé questionnements, inquiétudes, joies *na wengi bia*…

Je formule ma sincère reconnaissance envers les personnes que j'ai sollicitées sur le terrain, les producteurs, les commerçants, les responsables locaux, les fonctionnaires, Jacob, Bony, je leur dois ce travail.

J'ai fait de mon mieux pour essayer de m'acquitter de la dette contractée envers ma famille, mes amis, mes professeurs, le temps est irrattrapable, mais le meilleur reste à venir.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS .....

SOMMAIRE 1

AVANT-PROPOS 2

PROLOGUE 3

INTRODUCTION GENERALE 9

PREMIERE PARTIE : 43

Fondements ruraux du système d'échange et du système urbain dans les montagnes Uporoto 43

SECONDE PARTIE : 120

Approche interrelationnelle du mode d'ouverture de la montagne 120

PARTIE III 206

Les moteurs des flux 206

PARTIE IV 272

Intégration contrastée et 272

cohésion incertaine du système montagnard 272

CONCLUSION GENERALE : 388

Recentrage de la péripherie en redéfinition, ...388

au prix du renforcement de sa dépendance 388

BIBLIOGRAPHIE 399

TABLE DES MATIÈRES 415

TABLES DES ILLUSTRATIONS 426

Glossaire 430

Tables de conversion 431

ANNEXES 432

AVANT-PROPOS

On trouve selon les ouvrages les expressions « Uporoto Mountains », « Poroto Mountains », « Uporoto Mounts », « Uporoto Highlands », « Uporoto Ridge », « mount Rungwe », « Mbeya highlands », le couple « Mount Rungwe-Kipengere Range ». Cette abondance terminologique porte à confusion, elle reflète peut-être la complexité géomorphologique de ces massifs.

Les expressions « Poroto » et « Uporoto » sont les plus fréquentes. La première se retrouve dans des cartes et des documents officiels d'organismes de l'État tanzanien (URT Regional Commisioner's office, URT Mbeya District Council, URT Planning Commission, URT Ministery of Natural Resources and Tourism, Mbeya Handbook Committe), la seconde est utilisée par des acteurs locaux (fonctionnaires en charge de l'agriculture, paysans, commerçants) et par des universitaires (Sokoni, 2001, Andersson 1996, etc.). La désignation du massif sous le terme « Uporoto » fait sens dans les représentations et les discours de ceux qui vivent cette montagne au quotidien.

Pour éviter des ambiguïtés je porte mon choix sur l'expression « montagnes Uporoto », ou les « Uporoto », au même titre que j'utilise l'expression « montagnes Pyrénées », ou les « Pyrénées » ; l'approche par le bas est privilégiée.

PROLOGUE

Avertissement

Cette thèse est le fruit d'une expérience humaine, dont le point de départ est un intérêt particulier pour ce qui m'entoure. Cela remonte à l'enfance, du temps où je me demandais en regardant d'un air songeur les paysages à travers la vitre de la voiture familiale : « pourquoi est-ce comme cela ?, pourquoi ici ?, comment est-ce ailleurs ? ». La passion est le moteur de cette entreprise, les pages qui suivent traduisent le produit de la relation entre l'objet de recherche : les montagnes Uporoto, l'espace d'une société, et le sujet, l'auteur de ces lignes inscrit dans une réalité sociale et dans un projet scientifique. Ainsi, en dépit des précautions méthodologiques et de la rigueur mobilisée dans la construction de l'objet, le sujet est présent dans l'objet qui le construit, autrement dit les Uporoto livrées dans ce travail et moi sommes constitutifs l'un de l'autre, soit que l'un soit réductible à l'autre. Il s'agit en définitive d'accepter que l'individu et le monde ne font qu'un, que l'un constitue l'autre qui le constitue.

Cette aventure m'a mené dans le massif du sud-ouest tanzanien en pleine saison pluvieuse, l'humidité et la fraîcheur d'altitude tranchaient avec la chaleur des basses terres d'où j'arrivais. J'avais franchi un seuil climatique mais j'étais aussi parvenu dans un nouveau monde, en tout cas pour moi. Les paysages de basses côtes puis de hauts plateaux avaient laissé la place à des décors marqués par le dénivelé, par une topographie mariant les pentes raides et les systèmes de collines arrondies. Cette première distinction environnementale se conjugue avec le contraste en matière de centre et de périphérie, Mbeya, située à plus de 800 km de la capitale, est une marge, en même temps est un centre sous-régional. Le jeu des échelles, outil privilégié du géographe, permet ainsi de constater combien le site et la situation de Mbeya et des Uporoto relèvent du contraste voire du paradoxe par rapport à leur environnement. A l'échelle de la montagne, on observe de fortes différences, d'une part entre la ville et la campagne, d'autre part entre les zones rurales.

Mbeya se distingue de son arrière pays agricole, elle est une métropole récemment promue au rang de city avec ses attributs urbains, mais il existe aussi de fortes différences à l'intérieur de la capitale régionale entre l'ancien centre, c'est-à-dire le quartier administratif et les quartiers commerciaux situés le long de la route bitumée. Le contraste spatial se double également d'une dissimilitude temporelle, entre l'activité diurne et le calme nocturne, sauf

dans le quartier Soweto, lieu d'une vie trépidante. Du fait de la concentration des gradients agro-écologiques, l'espace rural présente des paysages variés qui indiquent que la gamme des cultures est multiple. Cette concentration est d'autant plus forte dans les montagnes africaines où l'altitude permet de s'affranchir de la tropicalité. Ainsi, les Uporoto sont une unité marquée par la multiplicité.

Ces impressions des traits divers au sein d'un même objet ont rendu tout naturel un intérêt particulier pour la complexité, qui était déjà là d'une manière inconsciente, ou plutôt non assumée. C'est désormais chose faite, le terrain, et le problème qu'il ma posé, m'ont conduit à envisager un dépassement des relations linéaires de causes à effets, de la dichotomie, des principes de séparation de la réalité en des catégories commodes. Cela avait déjà été appréhendé lors des travaux de master qui portent sur l'agriculture urbaine et sur la rurbanité. Il s'agissait de faire avec les contradictions, et de parvenir à appréhender la richesse de leurs interrelations, tant au niveau du sujet d'ailleurs que de l'objet. En définitive, cette thèse essaye de penser la dualité dans l'unité, en partant de la relation urbanisation-agriculture.

Cela pourrait tenir de la gageure, le cadre de cet exercice s'y prête, et puis quitte à tout sacrifier pour la thèse, autant se faire plaisir en essayant de faire osciller la réflexion du terrain à l'idée, de l'idée au terrain. Et qu'on m'en excuse par avance, j'ai peut-être trop phosphoré dans l'abstraction, probablement pour échapper à une réalité devenue amère, et face au terrible inconfort vécu face au sens de ce travail, entre celui qui se bat pour un diplôme de docteur et une masse laborieuse qui se démène pour envoyer les enfants à l'école ; l'empathie est une faculté à double tranchant. Mon regard a évidemment évolué au cours de ces années de thèse, non seulement parce que je me sentais plus familier avec le terrain, ses habitants, mes amis, mais aussi parce que le chercheur est avant tout un individu, et qu'entre le début et la fin de ce travail, (et bien avant déjà…) j'ai collectionné les boulots, de l'abattoir au Quai d'Orsay, du bar à la salle de cours, multipliant les expériences, les échanges et l'apprentissage de soi à travers l'autre. L'auteur de ces lignes et l'objet se sont co-construits, la disjonction entre sujet et objet ne me semble pas opérationnelle d'autant plus en sciences humaines. Ainsi, j'ai essayé de transposer dans la démarche le défi relevé sur le plan personnel.

Cette aventure humaine a été jalonnée par quatre missions de terrain, de décembre 2008 à août 2011. Mon regard et ma pratique du terrain ont évolué, l'excitation des premiers temps a laissé la place à un regard qui se voulait froid et objectif, mais comme je l'ai écrit

plus haut, l'auteur n'a pu dissocier la tête et le cœur. C'est une histoire de cœur, qui m'a grandement facilité des démarches administratives et qui m'a ouvert de nombreuses portes, la présentation de la photo de Madame d'origine camerounaise et de notre enfant, fut le meilleur visa, que ce soit pour les bureaux et pour des arcanes du monde commercial. Le rapport proximité-distance est fondamental pour la relation avec le terrain, il est vrai que, quand bien même les contextes sont différents, je me sens de la même classe sociale que la majorité de la population étudiée, si l'on distingue les classes entre ceux qui veulent que la domination continue et ceux qui veulent qu'elle cesse. Cette recherche est placée sous le signe de l'authenticité et de l'humilité. Qu'on me pardonne certaines lignes écrites sur un ton un peu léger ou caustique, cela est probablement le moyen qui m'a paru acceptable à un moment donné, pour écrire sur une réalité inacceptable.

Aussi, au fil de la rédaction, s'est révélé un sincère plaisir d'écriture qui procure parfois des sentiments presque euphoriques que l'on peut retrouver dans des activités créatrices « artistiques ». La séparation entre le domaine scientifique et le domaine artistique a paru de moins en moins étanche, et rappelons qu'elle est totalement artificielle tout comme les clivages disciplinaires, la science est construite, inscrite dans un contexte et ancrée dans une histoire. Au cours de la formalisation de ce document, de plus en plus d'analogies ont émergé entre la réalisation d'un disque et celle de la thèse. Il est question de faire des choix selon une cohérence propre au projet, la mise en valeur de tel instrument faisant écho à l'accent mis sur un concept, et dans tous les cas, l'enjeu est de jouer sa partition jusqu'au bout. Par ailleurs, la pratique, quelle qu'elle soit, affute les compétences mobilisées, cet exercice a permis à son auteur d'enrichir sa gamme des savoirs et des outils.

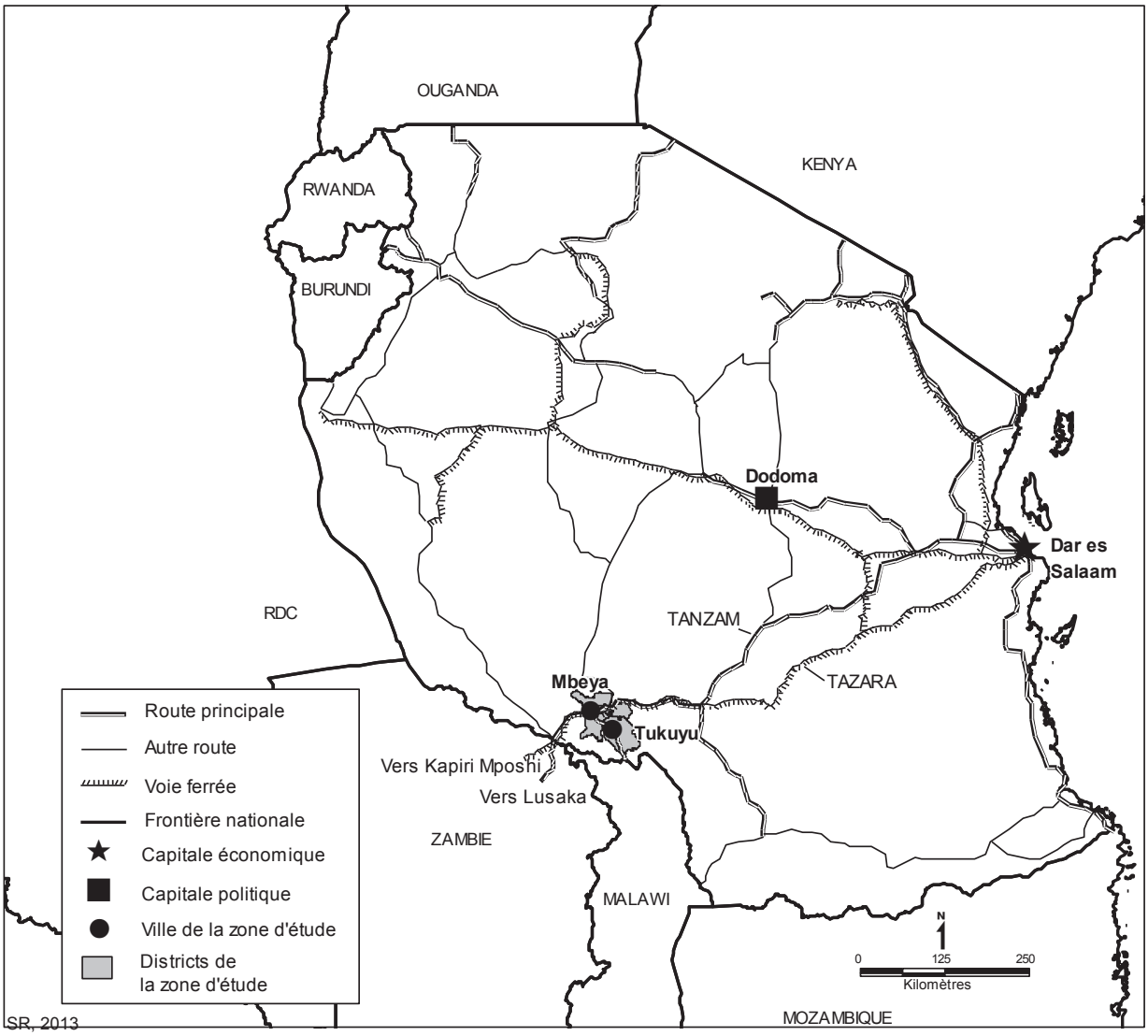
Choix du terrain

Cette thèse a été ancrée dans deux programmes de recherche. Le premier était un programme européen intitulé CREATING[1] et le second un projet CORUS[2] du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes. Tous deux à l'initiative du Pr. Charlery de la Masselière, ces programmes ont permis le travail en commun sur la thématique « montagne et ville en Afrique de l'Est» entre des universités et instituts de recherche européens et Est-africains. Des terrains est-africains avaient été présélectionnés, et j'aurais peut-être alors pu travailler au

[1]Cooperative Research on East African Territorial Integration within Globalisation, voir http://www.creating7.net/

[2]Numéro de projet CORUS 6165, "Montagnes et villes moyennes en Afrique de l'Est"

Mont Elgon en Ouganda, ou aux Monts Uluguru non loin de Dar es Salaam. Mais debout devant une carte de l'Afrique de l'Est, au premier regard la localisation des montagnes Uporoto m'a frappé. La situation périphérique à 850 Km de la capitale, la proximité de la Zambie, du Malawi, de la R.D.C., du lac Nyassa et des Monts Livingstone, la localisation sur le corridor Dar-Lusaka suscitaient mon intérêt doublé il est vrai d'un goût pour l' « aventure » en supposant que « si c'est loin, il doit y avoir peu de travaux… tout reste à faire dans ce *far-west*». Et bien cette intuition s'est révélée juste...



Carte 1. Carte de localisation de la zone d'étude

En effet, il y a très peu de travaux sur les montagnes Uporoto et sur la ville de Mbeya. J'ai difficilement trouvé une thèse soutenue en 1988 à l'Université d'Ottawa sur l'urbanisation de Mbeya. Même les longues journées passées à la bibliothèque de l'Université de Dar es Salaam ont confirmé la non prolifération de travaux sur les Uporoto. Heureusement,

la thèse de notre collègue Dr. Cosmas Sokoni sur l'influence des réformes économiques en matière agricole m'a donné de précieux renseignements. Quelques mémoires de master, sur des sujets éloignés (santé, H.I.V., gestion des ressources naturelles, services sociaux) mais sur un terrain commun nourrissaient mon espoir de trouver des données de base. La pêche a été peu fructueuse. J'ai pu tant bien que mal trouver sur internet via de nombreux moteurs de recherche anglophones spécialisés quelques articles du champ « *agricultural marketing* » sur la région Mbeya. Cependant, et cela est assez cocasse pour le signaler, j'ai découvert récemment qu'il y a deux « raco » qui travaillent sur les Uporoto. En effet, un étudiant finlandais a soutenu un mémoire de master dans la discipline « politique agricole » en février 2012, Juhani Rahko traite de la filière pomme de terre, principalement en exploitant quatorze entretiens dont la plupart ont été réalisés avec des responsables de l'administration ou d'ONG. Il conclut que la filière n'est pas organisée par l'Etat et qu'elle aurait à y gagner pour combler les carences du marché (Rahko, 2012). En français je n'ai trouvé que deux mémoires de master, le premier sur Mbeya, le second sur Tukuyu, mais sur des thématiques éloignées (santé, eau) mais aucune thèse, ni ouvrage, ni article. La très faible production scientifique sur mon terrain relève l'intérêt scientifique de cette recherche et me met une pression certaine. Pour finir l'énoncé de ce qui à mon sens justifie la pertinence de ce terrain de recherche, La pertinence de cette zone comme terrain de recherche est aussi étayée par un transect très particulier. Ce remarquable transect monte dans les Uporoto depuis Mbeya jusqu'à une altitude de 2300 mètres, puis redescend en contournant le mont Rungwe pour arriver au bord du lac Nyassa à 500 mètres. Sur cette ligne de 130 Km, on peut observer un contraste saisissant entre les étages différents sur une distance somme toute réduite. Tour à tour, on pourrait se croire sur un massif pyrénéen, puis sur les hautes terres de l'Ouest du Cameroun, et enfin dans un littoral tropical.

À la mémoire de mes parents, Maïté et Christian Racaud,

et à celle de Rubyn Climie

INTRODUCTION GENERALE

« Il faut dès lors essayer de raisonner hors des catégories fonctionnelles » écrivait Bernard Kayser conscient que la multiplicité des phénomènes qui traversent le monde rural occidental invitait à un nouveau regard plus qualitatif (1990 : 34). Il soulignait le bien-fondé à appréhender le rural en tant que continuum de l'urbanité plutôt que comme un objet en opposition à l'urbain. Ainsi s'établissaient des seuils de ruralité en fonction de critères différentiels et de gradients. Cette théorie a pris racine dans une remise en cause sur le fatalisme quant au destin du couple ville-campagne. En effet le sort du rural n'était plus sa disparition au profit de l'urbain. Le problème reste à savoir à partir de quel point se situe-on pour tracer le continuum, celui de l'urbain ou celui du rural ? Il est question de décloisonner les approches de la ville et de la campagne dont les interrelations sont de plus en plus étroites, variées et intenses aussi bien au Nord qu'au Sud. Le chercheur qui s'intéresse aux rapports entre les objets ne peut considérer lesdits objets comme des entités closes même si leurs frontières peuvent être conçues comme mobiles, floues, voire fluctuantes. Cette thèse s'ancre dans le paradigme de la complexité dans lequel m'a « poussé » le terrain de recherche situé dans le sud-ouest Tanzanien. Les Uporoto sont une montagne agricole dont les modalités d'échange avec leur extérieur sont en mutation. Les flux qui la traversent participent à la réorganisation territoriale du massif et à la redéfinition de sa place et de son rôle dans le schéma général.

Le premier fil conducteur : c'est le terrain qui pose problème !

La zone d'étude est située au sud-ouest de la Tanzanie, elle couvre les montagnes Uporoto, c'est-à-dire la partie fortement anthropisée et densément habitée à l'est du prolongement formé par le Kipengere Range, puis au sud-est par les monts Livingstone. Le terrain englobe les terres comprises entre 1000 m et 2300 m, mis à part les réserves forestières, le sol est mis en valeur par une agriculture dont la gamme variée s'appuie sur des complémentarités agro-écologiques. Les paysages sont divers et marqués par le relief, ils sont essentiellement ruraux. Le réseau urbain est limité, il est dominé par Mbeya, capitale régionale, située à 1700 mètres d'altitude au nord du croissant formé par les montagnes Uporoto qui englobent le mont Rungwe. À l'intersection du rift occidental et du rift oriental,

cet ensemble géomorphologie complexe allie le système du rift et le volcanisme. Le climat de type tropical à régime unimodal est influencé par les gradients altitudinaux, les températures s'échelonnent de 0° à 28° et la pluviométrie moyenne annuelle varie entre 800 mm et 2800 mm. Cette périphérie tanzanienne est marquée par la prégnance d'une agriculture dynamique et par le développement de Mbeya, leurs évolutions spécifiques apparaissentt complémentaires.

Un espace fortement anthropisé mais faiblement urbanisé

Les densités rurales sont importantes, la plupart du temps supérieures à 150h/km² et avoisinant par endroits les 400 h/km², elles caractérisent l'espace qui est essentiellement rural. Les systèmes de production variés marquent ces paysages de campagnes d'altitude. Le regard peut se porter sur un patchwork de cultures voisines telles la tomate avec le blé, le maïs ou le petit pois, ailleurs l'attention sera attirée par les vastes étendues de pommes de terre et de choux, plus bas c'est l'association haricot-banane-arbre fruitier qui confortera le géographe tropical dans ses savoirs. Les Uporoto sont une mosaïque de décors qui traduisent l'anthropisation des espaces ainsi territorialisés : les caractères physiques ne suffisent pas pour définir les montagnes car elles sont aussi le produit des sociétés.

Les Nyakyusa et les Safwa sont les principaux groupes ethniques autochtones qui ont modifié le milieu naturel par la mise en valeur agricole, l'espace a également été transformé par la création de centres urbains. Le réseau urbain est dominé par la ville de Mbeya reliée de manière inégale à la myriade de villages situés dans son arrière pays. Le nombre de villages s'élève à près de 130 dans le district de Mbeya Rural et à presque 170 dans celui du Rungwe, la population moyenne par village est respectivement de 2502 habitants et 2327 habitants. Le terme de « village » se réfère à la dernière strate administrative, ce niveau ne se traduit pas systématiquement par une agglomération de population. La campagne d'altitude est émaillée d'une pléiade de petites localités dont la plupart ont des équipements urbains très sommaires (pas d'électricité, pas d'asphalte, etc.). Seulement vingt-quatre villages ont un marché périodique dont l'activité est contrôlée par le district ; ces marchés dit *gulio* sont enregistrés auprès des services car ils ont un volume d'échange justifiant la perception de taxes. Le mauvais état des routes contraint les communications entre les villages qui sont connectés aux deux axes de transport bitumés par un réseau de pistes. La zone d'étude est traversée au nord

par la Tanzam[3] suivant une orientation latitudinale, et par la route bitumée B 345 orientée nord-sud qui joint Mbeya au Malawi ; ces deux axes structurent la zone d'étude.

La superficie du terrain de recherche est alors d'environ 3800Km². Cette valeur est obtenue en additionnant les superficies des districts Mbeya Urban (214Km²), Mbeya Rural (2432Km²) et Rungwe (2200Km²) et en y retranchant près de 1000Km² correspondant au nord du district Mbeya Rural, souvent situé à moins de 1500 mètres, avec une couverture principalement forestière où la densité humaine est faible ; cette zone tranche avec l'unité géomorphologique, agricole et économique de notre terrain. Il s'agit bien de s'intéresser à des espaces d'altitude densément peuplés (densité > 150h/Km²) où le sol est mis en valeur par les activités agricoles.

Dynamiques des montagnes Uporoto

Quand on arrive à Mbeya en provenance de Dar es Salaam, si l'on a voyagé par bus, on se sent infiniment soulagé d'en finir avec un trajet qui a dépassé la bonne douzaine d'heures. On a parfois du mal à réaliser qu'on y est enfin, tellement on a pu croire, depuis plusieurs heures, que les lumières aperçues au loin signalaient enfin la fin du périple, et non le mirage d'une métropole s'effacait pour des villages. Quand on voyage par bus depuis la capitale nationale, l'arrivée à Mbeya se fait de nuit. On entre dans la ville en longeant Uyole, quartier situé à 11Km du centre institutionnel, la traversée est rapide, le passager sent qu'il touche au but, mais en quelques minutes, plus rien, après Uyole, c'est le néant. Il y a bien des lumières éparses sur notre droite mais c'est le vide à gauche, sur environ trois kilomètres. Mais rapidement, on sort de cette interface sombre et on pénètre dans la vie urbaine nocturne, la circulation se ralentit, les arrêts des *daladala*[4] freinent le flux et bien qu'on ne distingue pas grand-chose d'autre que les bords de route, on découvre une pléiade de petits bars faiblement éclairés, dans lesquels des consommateurs pudiques et accompagnés pour l'occasion se cachent derrière de vaines voilures. D'intempestifs hôtels sortent de terre et se concurrencent avant même que le ciment n'ait séché. Ces établissements, mauvaises copies les uns des autres, se concentrent à l'entrée du quartier Soweto. La vie de Soweto *by night* semble active, les contre-allées sont couvertes par les nombreux passants, le volume

[3] L' « autoroute » Tanzania-Zambia relie Dar-es-Salaam à Lusaka.

[4] Les *daladala* sont les petits bus de transport collectif (appelé « *matatu* » au Kenya), c'est généralement un mini-bus de marque japonaise, âgé d'une grosse quinzaine d'années, très souvent un Toyota Hiace aussi appelé « *ice* ». Ce type de véhicule peut pouvant accueillir 15 places assises et contenir au total une vingtaine de passagers.

assourdissant de la musique met en péril les enceintes qui crépitent et qui mettent en péril les tympans, les fumées de *nyama choma*[5] masquent des devantures, enfin la bière et le K*onyagi*[6] coulent pour ne pas que le froid nocturne se fasse sentir. À peine sortis de cet antre épicurien, on bifurque à droite en laissant derrière une station service et un *supermarket,* pour se plonger dans une Mbeya calme et sereine, si ce n'est moribonde. Pourtant, à en croire le paysage urbain nocturne caractérisé par la densité du bâti, il semble bien que l'on soit dans le centre ville. Contrairement à ce que je pouvais imaginer, le cœur bat moins que sa périphérie, jusqu'à ce que l'on atteigne *standi kuu*, la gare routière et la fin du voyage. Comme tout bon lieu de trafic, le lieu est animé et le voyageur fatigué, qui plus est quand c'est un *musungu,*[7] n'est pas laissé à son sort, des jeunes locaux très hospitaliers orientent l'heureux arrivant vers l'établissement dont il a besoin. Le nombre de *guest house* et d'hôtels est important aux alentours, mais passé l'enceinte de la gare, c'est le calme plat, pas de lieux vivants, voire même peu de signes de vie. Mbeya est une ville de passage, et nul besoin de traverser le noyau. Il semble au premier abord, qu'il y ait une césure entre la périphérie traversée par la Tanzam, et le centre monotone.

Pourtant, cette « ville de brousse » est une métropole régionale. Elle est localisée à 822 km de la capitale tanzanienne, sur le corridor Dar es Salaam-Zambie. Que ce soit avec la Zambie et le Malawi, les frontières sont distantes d'à peine une centaine de kilomètres de Mbeya. La capitale administrative de la région est la porte d'entrée pour ses voisins enclavés (Zambie, Malawi, sud-est de la R.D.C.) et elle est également un débouché commercial pour son arrière pays. Sa création dans les années 1920 aurait suivi la ruée vers l'or du début du siècle dans cette région. La ville se développa rapidement à partir de 1952 lorsque les Anglais en firent la capitale de la *Southern Zone*. Elle a atteint le rang de *city* en 2008, elle est la troisième *city* sur les trois que compte la Tanzanie, les deux premières sont Dar es Salaam et Mwanza. Ce statut et les subsides associés participent au dynamisme de la croissance économique de la ville. La capitale de région regroupe huit districts et est encore celle de la *Southern Zone*[8], elle constitue un pôle administratif. Elle compte 385 279 habitants en 2012[9].

---

[5] Le *nyama choma* recouvre une gamme variée de préparations à base d'une viande grillée, le plus répandu étant le bœuf grillée.

[6] Le Konyagi est un spitituex populaire, de fabrication industrielle mais de qualité médiocre, qui tire à 35 vol.%.

[7] *« Musungu »* signifie européen, c'est le terme employé pour désigner « les Blancs ».

[8] La Southern Zone regroupe les régions Rukwa, Mbeya, Iringa et Ruvuma.

La population urbaine et la population rurale croissent rapidement. Le taux de croissance économique de la région Mbeya est remarquable, il atteint 7.01 % en 2006, 7.16 % en 2007 et 7.2 en 2008[10]. L'économie est caractérisée par l'ampleur des activités agricoles qui occupent plus des trois quarts de la population rurale et près de la moitié des habitants de la *city*[11].

Les observations menées dans le cœur historique de Mbeya montrent que la fonction administrative est le moteur de ce secteur. Le noyau vit au rythme des horaires de bureaux, des magasins sont présents, mais les chalands ne se bousculent pas et certaines boutiques ont baissé le rideau dans les rues les plus anciennes. De plus, Uhindini, le marché du centre a mystérieusement brulé en avril 2011, cela plombe encore plus l'activité et l'attractivité du centre. Certes cette zone remplit son rôle de pôle administratif, puisqu'elle n'abrite pas moins que le siège (*headquarter*) du district Mbeya Rural, celui de la région Mbeya, et celui de la *city*. A ceux là s'ajoutent les services étatiques inhérents à un pôle administratif (services fiscaux, scolaires, hospitaliers, etc).

Le dynamisme nocture du quartier Soweto observé en rentrant dans la ville me conduisit dans cette zone pendant la journée. La polarité économique augmente au fur et à mesure que l'on se rapproche de la Tanzam, là, tout change. Le trafic est dense, à la myriade de *daladala* se joignent les gros porteurs circulant entre Dar es Salaam et la sous-région enclavée. Le nombre de commerce est impressionnant, ils sont disposés tout le long des deux contre-allées derrière la Tanzam. Il semble que l'on puisse presque tout trouver à Mwanjelwa et à Soweto, hauts lieux commerciaux : vêtements, électroménager, électronique, alimentation, téléphonie, équipement de la maison, etc. Cette zone est aussi le centre d'investissements urbains si l'on en croit l'implantation de bâtiments habillés « façon la Défense », tels des sièges de banques et autres assurances. Ces quartiers expriment le boom économique de la ville. Le rôle de pôle commercial semble se jouer ici. Je décidais de continuer jusqu'aux lisières de la ville où plus je m'avançais, plus elle semblait se réduire au rôle de pôle démographique. Le quartier d'Ilomba représente l'urbanisation par le bas à fortes densités. Puis s'opère une rupture paysagère, l'habitat dense laisse la place à de vastes champs de blé sur la droite de la route, le paysage se ruralise tout comme de l'autre côté de la voie. Cette zone intermédiaire s'étend sur presque quatre kilomètres, les champs sont le territoire

[9] URT, Bureau of Statistics, 2012.

[10] URT, Bureau of Statistics, 2010.

[11] J'emploie indifféremment Mbeya Urban et Mbeya City, la première dénommination se réfère au statut de « district », en 2008, cette unité territoriale a acquis le statut de « *city* », les limites restent inchangées.

du Uyole Agricultural Research Center. Après cette vaste exploitation, Uyole s'étale à partir du carrefour Tanzam-route B 345.

Les établissements qui bordent l'autoroute, à l'entrée d'Uyole, signalent l'urbanisation et le commerce de long cours des produits agricoles. Des entrepôts de stockage se jouxtent, certains sont spécialisés dans une production, c'est le cas pour l'ail et la pomme de terre. Ces affaires occupent de vastes superficies encloses par des murs d'enceinte qui ne laissent pas entrevoir l'activité. Ensuite, c'est l'espace de transformation du riz. Le *mpunga*[12] (grain de riz non décortiqué) stocké dans les monticules de sacs est décortiqué dans les nombreux ateliers pour être vendu et expédié dans les grandes métropoles. Il semble y avoir une organisation par type de produits, ces derniers ne se mélangent pas et ils sont visibles depuis la Tanzam, comme pour faciliter l'identification, l'accessibilité et les affaires, nul besoin de panneau publicitaire, le produit parle de lui-même. La jonction des deux voies majeures semble indiquer un changement d'échelle dans les transactions. Les gros porteurs qui jalonnent les contre-allées de l'autoroute sont remplacés par les camions de moindre tonnage au bord de la B 345. Aux véhicules Fuso d'une capacité d'une douzaine de tonnes se joint le fourmillement des *daladala* faisant la navette entre Mbeya et Uyole-Igawilo. Les bus *coaster* font également le plein de passagers qui se rendent dans le Rungwe, à Kyela où à la frontière malawite. Des entrepôts sont cachés dans l'urbain, face à l'important quartier-marché d'Uyole. Celui-ci est organisé en damier, il est composé d'une multitude de magasins en tout genre, et d'un marché alimentaire où l'on retrouve les productions locales telles la tomate, le chou, la banane, la pomme de terre, le maïs, le haricot, les fruits, etc. Cet espace rectangulaire est spatialement organisé, il est structuré selon les produits. Les échanges foisonnent mais ne semblent concerner que des transactions domestiques, d'autant plus que les gros porteurs ne peuvent pas accéder à ce marché. Les véhicules qui transportent les vivres sont les Land Rovers usés et croulant sous un monticule de denrées (en particulier les choux) et les Fuso, auxquels s'ajoutent les remorques *tololi* tractées par de jeunes garçons hardis et laborieux qui acheminent les tomates en dévalant la B 345 depuis les hauteurs des Uporoto. Uyole respire la suractivité commerciale et le marché alimentaire ne peut à lui seul assurer les échanges. Il faut alors cheminer aux abords du marché, aller de l'autre côté de la route, discuter avec des travailleurs pour comprendre que nombre de transactions se réalisent à Uyole mais hors du

[12] Il est intéressant de signaler que le terme « riz » en français se réfère au grain sous toutes ses formes, du champ à l'assiette, tandis qu'en swahili, le riz non décortiqué se nomme *mpunga*, le grain décortiqué non cuit est le *mchele* et le riz cuit est le *wari.*

marché. Des explications avec des marchands me font réaliser qu'Uyole est une place centrale des échanges, mais que ceux-ci ne sont peut-être que négociés à Uyole et effectués ailleurs. Au pied des gros porteurs qui attendent la cargaison et qui tranchent avec les centaines de vendeuses de vivres alignées le long de la route, l'amas de négociants agricoles, téléphone en main, me fait réaliser la dimension immatérielle de la fonction commerciale d'Uyole. Ce lieu est aussi une bourse où se négocient l'approvisionnement alimentaire de Dar es Salaam et autres Dodoma. Les échanges caractérisent Uyole, ceux des hommes, ceux des produits et l'agriculture imprègne l'atmosphère de manière visible et invisible.

Les paysages de Mbeya et d'Uyole semblent être le reflet de la fonction d'échange, les constructions neuves s'implantent autour des axes de communication tandis que le centre ville éloigné de la route apparaît délaissé. Indéniablement, la ville se développe à une allure fulgurante, la compréhension du phénomène passe par l'identification de sa cause.

L'émergence du questionnement

Dans le champ des rapports ville-campagne, les interactions entre la production et le commerce agricole avec l'urbanisation fondent le questionnement géographique. Étant donné que l'agriculture est le secteur majoritaire de l'économie locale, il semblait approprié de se demander si elle est le moteur de l'urbanisation. À une autre échelle, le développement, ou du moins le changement de modèle agricole est-il un moteur de l'économie des Uporoto et peut-il modifier la contribution de cette région à l'économie nationale ? L'économie tanzanienne repose pour près de la moitié sur son agriculture, selon la FAO en 2003, 43,4 % du produit intérieur brut provient du secteur agricole. Les régions d'altitude en zone tropicale permettent de s'affranchir de la tropicalité, elles offrent en général des conditions climatiques propices à une agriculture florissante. De là je pouvais supposer que les Uporoto jouent un rôle important dans l'économie (conjointement aux autres massifs tanzaniens[13]). De plus les réformes agricoles et la libéralisation de ce secteur majeur de l'économie montagnarde peuvent laisser présager que des recompositions sociales et spatiales sont en œuvre[14]. Dans quelle mesure la société montagnarde était-elle affectée par la mutation de l'environnement économique ? Vaste champ… Également le terrain ne déroge pas aux traits communs des montagnes d'Afrique de l'Est, les densités rurales sont importantes et les terroirs sont saturés. La

[13] Principalement les couples « massif-ville de piémont » : Kilimandjaro-Moshi, Meru-Arusha-, Uluguru-Morogoro et Usangu-Iringa.

[14] Comme j'avais pu l'observer dans le cadre du master, au Pays Bamiléké dans la région Ouest du Cameroun.

question sur les ressources nombreuses et (sur)exploitées laisse augurer des tensions intéressantes à décrypter. La localisation de Mbeya sur le corridor Dar-Lusaka, proche d'une petite centaine de kilomètres du Malawi et de la Zambie revêtait un intérêt supplémentaire. Il est connu que les zones frontalières sont des espaces d'échanges variés et importants et avec une dimension informelle significative. Cette position de Mbeya, ville dont la croissance est très forte entraine, un dynamisme vigoureux.

Pôle démographique, pôle administratif et pôle économique, située dans une montagne à forte activité agricole, située aux portes de l'intérieur de cette partie du continent, Mbeya et son arrière pays sont animés par des fonctions d'échange à plusieurs échelles géographiques. À cette étape, il apparaît possible de poser la question initiale de recherche comme suit :

Le développement agricole des Uporoto est-il le moteur du développement urbain de Mbeya et de l'intégration de cette périphérie dans le territoire national ?

Cet énoncé insiste sur les dynamiques entre l'espace et la société, il met en scène le jeu des échelles géographiques, il introduit un fondement de l'espace humain : la distance. Ce principe implique que la notion de « position », fille de la démarche positionnelle de la géographie classique, est mise en cause par la dimension sociale et relationnelle de l'espace. L'espace est considéré comme la dimension spatiale de la société, la géographie proposée est une science sociale de l'espace. L'espace est alors relatif, il est un produit social, il est donc relationnel. La périphéricité des Uporoto et leurs conditions environnementales ne sont pas des déterminants et ne sont pas absolues. Par ailleurs la dimension sociale de la réalité ne peut pas négliger les caractéristiques spatiales dont certaines ont fait le succès économique des productions agricoles. Les Uporoto et le territoire national sont en constante négociation, cela se mène aux niveaux économiques, politiques, territoriaux et culturels. Ces dimensions de la société se retrouvent dans l'espace, par exemple la croissance urbaine de Dar es Salam peut dynamiser la production agricole locale, modifier les paysages et l'ordre social. Cette question induit la nécessité de négocier avec le paradoxe de *l'espace configurant configuré, «* espace » et « société » sont intrinsèquement liés, ainsi « la dimension spatiale, objet de la géographie, contient toutes les autres, de même que l'espace s'inscrit dans toutes les autres [-] l'espace entre *en entier* dans la société qui niche *en entier* dans l'espace » (Lévy, Lussault, 2003 : 330). Je lance ici des prémices de ma démarche, puisque la réalité est multidimensionnelle, il s'agit de battre en brèche un principe fondateur de la science classique, celui de la disjonction des objets et des disciplines. La motivation de la démarche trouve sa légitimité dans les

processus en cours dans une montagne ouverte et en transition permanente. La fonction d'échange de Mbeya et la fonction de production de son arrière pays ancrent les Uporoto dans des réseaux commerciaux à plusieurs échelles géographiques ; l'ouverture de la montagne, bien qu'ancienne, fait l'objet de modifications dans ses modalités et dans sa réalisation. Au cœur de ces processus interviennent conjointement les dimensions économiques, sociales, spatiales et individuelles. Cela produit une complexité relationnelle que les simples relations linéaires de causalité ne peuvent pas expliquer à elles seules. Les Uporoto et Mbeya, comme on vient de le voir, sont caractérisées par des fonctions de production et d'échange, elles sont incluses au sein des systèmes commerciaux dont l'environnement économique a bouleversé l'organisation. L'agencement des multiples éléments qui interviennent dans les processus qui m'intéressent mettent en scène plusieurs champs de la géographie.

Les relations entre les attributs géographiques classiques (position, caractéristiques physiques) et les acteurs du système d'échange soulignent les divers entrelacements complexes entre l'urbain et le rural, pour ne pas dire les urbains et les « rurals ». Une grande partie des productions des Uporoto est destinée aux marchés urbains nationaux, en premier lieu Dar es Salaam, puis Dodoma, mais également à ceux de la sous-région chez les voisins du Malawi, de la Zambie, de la République Démocratique du Congo, du Kenya et du Botswana. Les territoires de production tanzaniens autour de Moshi, Iringa, et Morogoro sont en concurrence pour l'approvisionnement des centres urbains majeurs. Certes les calendriers culturaux ne concordent pas complètement, mais la concurrence n'en reste pas moins vive. Il y a une multiplicité d' « urbains » et de « rurals » en interrelations avec les Uporoto. À une échelle plus grande, l'urbain et le rural sont centraux dans les phénomènes qui focalisent mon attention. Par conséquent, m'interroger sur les échanges, sur l'ouverture de la montagne, sur ses relations avec son extérieur situe ma démarche dans la thématique des relations ville-campagne, avec pour perspective de dépasser le cloisonnement aux niveaux thématiques, disciplinaires, théoriques et conceptuels. Les points suivants présentent, par un procédé de zoom, la construction de cette thématique en géographie.

Le décloisonnement des approches sur l'urbain et le rural

Le constat de l'accroissement des flux et des mobilités entre l'urbain et le rural qui s'urbanisent de plus en plus a invité les sciences sociales à renouveler les approches et les objets eux-mêmes. Sortir d'une vision binaire et réductrice de l'urbain et du rural est un enjeu aussi bien scientifique que politique, que ce soit dans les « Nords » ou dans les « Suds ». Le

défi est d'autant plus difficile à relever qu'il implique de jouer avec les échelles spatiales, de prendre en compte les stratégies individuelles et collectives et d'appréhender les contradictions entre les aspirations, les représentations et les pratiques des individus et des groupes. La recherche d'une voie correspondant aux problématiques contemporaine a participé à l'élaboration du paradigme de l'entre-deux.

L'entre-deux implique qu'il y ait deux bornes, soit la ville et la campagne, et concerne le périurbain qui peut être conçu comme un « espace de l'entre-deux résultant d'une combinatoire complexe entre ville et campagne » (Bonerandi, Landel, Roux, 2003: 70). Cet espace remet en cause la dichotomie ville-campagne qui serait caduque d'autant plus si on s'en réfère aux nombreux travaux portant sur les périphéries des villes. La périurbanisation a été réifiée en tant qu'objet d'étude pour rompre avec la dialectique ville campagne. Ainsi certains en sont venus à la voie de la trialectique, « c'est-à-dire l'invention et l'usage d'une troisième clé de lecture de la société en espace qui viendrait s'insinuer entre les deux précédentes et aider à la compréhension de leurs mutations » (Vanier, 2000 : 25). Cette approche intéressante a le mérite de mettre l'accent sur les phénomènes qui se produisent entre les deux catégories classiques à des temporalités longues et courtes, ces dernières donnant tout son sens à la trialectique. Cette démarche introduit le tiers espace qui n'est ni rural, ni urbain mais qui est l' « espace multiforme, instable entre la ville et la campagne » (*Idem.* :105). Cependant les horizons fondamentaux demeurent toujours le rural et l'urbain. Pourtant est posée la question de la pertinence des catégories « ville » et « campagne » en tant qu'objet bien que ces derniers soient toujours support des représentations et des pratiques des individus et aussi des chercheurs. Il existerait un paradoxe entre la nécessité de repenser la nature des objets et la pérennité sociale de ces objets. (Debarbieux, 2005).

De cette incertitude, j'avais proposé dans mon mémoire de master[15], un renversement conceptuel. Le point de départ était l'agriculture urbaine à Bafoussam dans l'Ouest du Cameroun. Le constat signalait la persistance d'une activité dite « rurale » dans une ville, soit la cohabitation du rural et de l'urbain, autrement dit la présence d'un entre-deux au sein même de la ville. L'entre-deux ne consistait plus en une interface spatiale entre l'urbain et le rural ; il était bien présent à l'intérieur de ces espaces comme le remarquait aussi Gaelle Brient à Moshi « Il était déjà clair que ces espaces [d'entre-deux] n'étaient pas uniquement présents sur les périphéries, mais également diffus au cœur de la ville administrative et des zones

[15] Racaud (2006).

villageoises » (Brient, 2007 : 16). J'avais alors placé le concept de « rurbanité » au centre et non aux marges des catégories traditionnelles, « non pas dans une situation intermédiaire bancale […] La rurbanité, espace hybride, peut constituer un objet géographique […] produit de contradictions, d'une opposition entre les forces de l'urbanité et celles de la rurbanité […] produit du mouvement immanent des choses. […] La rurbanité produit à ses marges de l'urbanité et de la ruralité » (Racaud, 2006 : 40 et 42). Des travaux sur Dakar, Thiès et N'Djamena soutiennent la proposition. « Cet espace pourra alors se définir en soi, non plus comme une interface ville/campagne mais au contraire comme un lieu » (Bachimon, 2001 :12). L'objectif était de montrer que ce concept, au-delà de la remise en cause de la définition classique de « ville », permettait d'appréhender le métissage urbain-rural mis en évidence par les multi-territorialités des habitants de Bafoussam et les paysages. Le travers principal de ce travail est que l'accent est trop mis sur les objets par rapport aux processus, alors que c'est d'après les phénomènes que la rurbanité a été élaborée. L'entre-deux urbain-rural a nourri une abondance terminologique « périurbain, suburbain, rurbain, exurbain, contre-urbain, etc. » (Vanier, 2000 : 105). D'autres contributions ont suggéré les « espaces marginaux » (Claval, 1998) ou les « non-lieux (Augé, 1992) selon une acceptation dichotomique, puisque chacun ne peut exister sans un centre ou un lieu. L'effervescence en matière de recherche sur l'urbain et le rural a montré la volonté de dépasser une approche dichotomique par le truchement d'un troisième objet interstitiel : l'entre-deux.

Interactions urbain-rural en Afrique[16]

Le champ des relations ville-campagne est bouleversé par les modifications d'une « Afrique en marche » (Latouche, 1998). La ruralisation des villes et l'omniprésence de l'agriculture en ville étudiées par Pierre Vennetier qui écrit « L'Afrique tropicale a transporté la campagne à la ville » (Vennetier, 1976 : 162), traduisent la singularité des trajectoires africaines à travers notamment la permanence de l'agriculture urbaine qui est aussi ancienne que les villes. Des auteurs insistent sur les profondes transformations du continent africain et notamment sur « l'authentique révolution urbaine en cours » (Bart, Bonvallot, Pourtier, 2002 : 104). Ainsi, les changements ne seraient pas conjoncturels mais bel et bien structurels ; ils manifestent la résistance et la créativité africaines, la démonstration de l'inventivité des

[16] La généralisation n'est pas judicieuse, ni même fondée et il apparaît maladroit de parler de l'Afrique et non pas des Afriques. Cependant dans cette section je dresse quelques grands traits des relations urbain-rural au sud du Sahara qui présentent des tendances générales et invitent le lecteur à la nuance.

sociétés africaines, ce que George Courade qualifie de « résilience » (Courade, 2000). Les bouleversements lents ou soudains ont affectés les villes et les campagnes.

Le discours scientifique et politique sur la ville africaine et ses relations avec la campagne a beaucoup évolué ces dernières décennies. Les tropismes de la macrocéphalie doublés de ceux de l'intermédiarité ont guidé les approches classiques sur l'urbanisation en Afrique dans un contexte d'explosion urbaine au profit des métropoles. L'accent était mis sur la croissance effrénée des villes reliées à la campagne par l'exode rural massif, par la problématique de l'alimentation de la cité et par la prédation de la ville sur la campagne. Les grandes villes étaient un frein au développement rural, pire encore elles dominaient et exploitaient la classe pléthorique des pauvres ruraux ; ce phénomène a été théorisé et dénommé « *urban bias* » par Michael Lipton à la fin des années 1970. Malgré les controverses scientifiques en particulier sur le rôle des élites urbaines dans la captation des richesses, cet apport a justifié les politiques néolibérales de réduction du rôle de l'État (Tacoli, 1998 : 150). Puis les vitalités démographiques et économiques bien qu'inégales ont suscité la prise de conscience de l'intérêt des villes intermédiaires à la fin des années 1970. Ces villes ont été ensuite prises en compte dans les politiques d'aménagement dans le contexte d'incitation à la décentralisation qui légitima les villes secondaires. Ces dernières devinrent un objet de recherche et fer de lance de l'idéologie du développement local Elles acquirent de nouveaux rôles et de nouvelles fonctions (du moins en théorie) et ce qui est en jeu est de savoir si elles sont de simples intermédiaires d'une hiérarchie urbaine ou si elles ont un réel rôle structurant. Il subsiste cependant de réels décalages entre les politiques et les pratiques de décentralisation (Bertrand, Dubresson, 1997). Leur essor est concomitant à la crise multiforme et aux plans d'ajustement structurels qui frappent la plupart des pays africains au milieu des années 1980. Cette crise a non seulement été plus visible en ville, mais elle a aussi réduit les différences entre ville et campagne et a favorisé la croissance des villes secondaires qui cumulent les avantages de la ruralité et ceux de la citadinité (Pélissier, 2000). Leur taille réduite rend plus commode, plus simple ou plus évidente l'articulation avec leur arrière pays.

Dans les années 1990 les interactions rural-urbain sont devenues centrales dans les travaux. Il est compris que le développement de l'un ne va pas sans l'autre. Les changements de l'environnement économique global ont trouvé comme écho la croissance de la multi-activité et de la multi-territorialité au sein des foyers. L'amalgame des activités et des pratiques spatiales se construit sur les différences et les complémentarités spatiales et socio-

économiques de l'urbain et du rural, preuve s'il en est de l'agriculture urbaine et de la *de-agrarianization* (Bryceson, 1993) du rural, c'est-à-dire le développment d'activités non-agricoles. Les deux mondes s'interpénètrent de manières plus aiguës, la ruralité persiste en ville et l'urbanité s'intègre dans la campagne. Les échanges se sont diversifiés et amplifiés et ils ont accru les interactions urbain-rural. Les villes secondaires ont été appréhendées à travers leur fonction d'échange perçue comme déterminante, pour autant que le centre urbain devienne un moyen d'accès au marché pour l'économie rurale et un fournisseur de services en particulier agricoles ; le hub atténuerait les imperfections du marché et permettrait le développement du rural et de l'urbain dans une espèce de cercle vertueux. La main invisible du marché ne saurait être perturbée par quelconque régulation étatique des flux. La recherche s'est donc penchée sur les flux circulant entre la ville et la campagne pour analyser les interrelations. La mesure du solde des flux permet de qualifier la nature des relations entre la ville et la campagne comme complémentaires ou déséquilibrées. Leurs effets en matière de construction territoriale créent des dépendances, des inégalités ou des complémentarités si ce n'est des équités (Coquery-Vidrovitch, d'Almeida Topor, Sénéchal, 1996). Les objets géographiques ne sont plus étudiés comme des isolats puisque les relations avec leur extérieur sont constitutives des objets même. En Afrique la dichotomie ville-campagne n'a pas de sens tant les deux mondes sont fortement imbriqués dès la création des villes. Les dynamiques contemporaines mettent à mal les frontières tout en s'appuyant sur les différences spatiales, « *populations and activities described either as « rural » or « urban » are more closely linked both across space and across sectors than is usually thought, and that distinctions are often arbitrary* » (Tacoli, 1998 : 160). L'urbain et le rural s'articulent dans une sorte de rapport paradoxal entre imbrication et démarcation.

Le relevé succinct qui précède souligne que la science s'est adaptée au contexte d'augmentation des échanges qui atténuent dans une certaine mesure les frontières sans les gommer. L'époque du cloisonnement de la ville et de la campagne dans le monde scientifique est révolue, cependant des formes de distinction des deux objets demeurent toujours permanentes puisqu'elles inspirent les représentations et les pratiques des acteurs. L'entre-deux remet en cause la définition des objets « campagne » et ville », du moins ils doivent être pris comme des objets mouvants et animés par les dynamiques qui les traversent. Dès son point de départ, cette entreprise s'est ancrée dans une conception dynamique des objets compris comme incertains. Le cheminement de ce travail m'a d'abord fait arpenter les hautes terres Bamiléké en m'attachant aux relations urbain-rural par le prisme de l'agriculture

urbaine. Dans le cadre de cette thèse je concentre mon attention sur les liaisons campagne-ville et la montagne.

Les montagnes d'Afrique de l'Est[17] *: territoires privilégiés des interactions urbain-rural*

Les caractéristiques physiques des montagnes (volume, pente, versant, etc.) fixent de prime abord leur originalité vis-à-vis des contrebas, et cela d'autant plus dans la zone intertropicale du fait de l'affranchissement relatif de la zone climatique. Cependant, il faut se garder des travers d'un déterminisme physique si commode au découpage de l'espace[18]. En effet c'est l'usage des ressources montagnardes par les acteurs intra et extra montagnards qui fonde la cohérence d'un territoire dynamique traversé par des forces multiples et pris dans des systèmes d'échange et des jeux d'échelles. L'abondance des ressources variées a été un facteur de concentration des hommes, c'est aussi un avantage comparatif pour les échanges commerciaux dont l'exploitation a bouleversé les sociétés montagnardes et leurs rapports aux territoires.

Les montagnes d'Afrique de l'Est : concentration des ressources et des hommes

La topographie des montagnes d'Afrique de l'Est, ou d'Afrique de Grands Lacs est le résultat du système géologique du grand rift. Les plus importantes sont des isolats volcaniques comme le mont Kilimandjaro (5895m), le mont Meru (4545m), le mont Kenya (5199m), le mont Elgon (4321m), ou des sommets de chaînes comme le Karisimbi (4507m) et le Ruwenzori (5119m). L'altitude provoque une différentiation importante avec les contrebas, elle atténue une caractéristique essentielle de la tropicalité, à savoir la chaleur. Les températures tempérées et les précipitations abondantes aux étages cultivés offrent des conditions climatiques optimales pour la culture de variétés en grandes quantités. La montagne moite se démarque fortement des basses terres de l'Afrique de l'Est qui sont arides

[17] Je préfère mentionner la dimension orientale africaine afin de différencier ces montagnes des autres massifs africains, qu'ils soient dans la zone intertropicale (Fouta Djalon, Monts Bamboutos, etc.) ou au-delà des tropiques (Atlas, Drakensberg). À une autre échelle, il est nécessaire d'isoler les montagnes d'Afrique des autres montagnes tropicales, situées en Amérique du Sud et en Asie. Il ne s'agit pas de nier les points communs des montagnes de faibles latitudes (toujours à nuancer, selon l'échelle d'analyse…), mais plutôt de dresser les grands traits des montagnes d'Afrique des Grands Lacs. La mise en évidence de l'originalité de « ses » objets est intrinsèque à toute discipline scientifique qui cherche à les définir.

[18] Démarche issue de l'approche spatialiste de l'histoire naturelle du XVIIe et XVIIIe siècle, puis des travaux de Philippe Buache et d'Alexander de Humbolt, puis de la géographie vidalienne de l'école des Alpes, et encore vivace de nos jours dans les approches environnementalistes et naturalistes.

voire désertiques du fait d'un déficit pluviométrique. Les pluies orographiques sont d'autant plus considérables quand le massif est isolé, les montagnes arrosées « forment de véritables « oasis » d'humidité et de verdure, dont les paysages tranchent très brutalement avec ceux des terres basses voisines » (Bart, 2006 : 309). La biomasse et la biodiversité y sont considérables de même que les phénomènes d'endémisme. Ce qui distingue les massifs des hautes terres, c'est la concentration dans un espace restreint de faits nombreux : « la montagne introduit des gradients multiples et vigoureux en termes de température, de précipitations, de couverture végétale, de gamme de cultures, de ressources pastorales » (Bart, 2001 : 9-10). Elles offrent ainsi un large choix de potentialités renforcées par des facteurs pédologiques favorables. La plupart d'entre elles ont des sols volcaniques riches qui fournissent abondamment les éléments nécessaires à des rendements importants. Ces conditions environnementales favorables ont attiré les hommes, en particulier les sociétés agropastorales mais les peuplements des massifs ne sont pas systématiquement linéaires. Les déplacements sont marqués par des mouvements de flux et de reflux, en fonction de l'histoire, de la structuration des sociétés, de l'inégale maîtrise technique et des modes de gestion des milieux, et des différentes valeurs, et cela d'autant plus que la montagne fonctionne en interaction avec le reste du monde (Sacareau, 2003). Les densités montagnardes sont élevées en Afrique orientale et présentent des taux impressionnants dans certaines régions avec 312,2 et 386,7 hab./km² au Burundi et au Rwanda (Cazenave-Piarrot, 2009), pouvant dépasser 500 hab./km² chez les Banyarwanda (Bart, 1993) et même atteindre les 1000 hab./km² dans la vallée de la Manafwa sur le piémont du mont Elgon (Charlery de la Masselière *et al.* 2009, François, 2009). Les sociétés agricoles ont été attirées par la généreuse ressource en eau, la fertilité des sols et la grande diversité des terroirs tandis que les pasteurs pouvaient y garder leurs troupeaux à l'abri des pathologies tropicales. Les montagnes ont aussi pu servir de refuge à des peuples menacés, tandis que certaines ont été le foyer d'un pouvoir dominant sur les contrebas. En ce sens, ces terres d'altitude sont qualifiées de « bastion ethno-démographiques » (Gallais, 1982) dont l'identité s'est forgée à travers la montagne. Pour récapituler, la montagne peut être pensée comme un réservoir d'eau, de biomasse, de biodiversité et d'hommes (Bart, 2006). La mise en valeur de ses potentialités par les acteurs construit des ressources qui ont varié à travers les environnements socio-éco-politiques des périodes successives.

L'économie des montagnes d'Afrique des Grands Lacs repose sur le commerce des productions agricoles. La répartition des cultures dans les échanges en termes de volume et de poids financier a suivi l'évolution de l'environnement économique et l'urbanisation. L'économie rurale s'est monétarisée à travers les bouleversements des systèmes de production et de commercialisation. Dans un premier temps, les colons ont introduit le café puis le thé vers le dernier quart du XIXe siècle dans les montagnes des Grands Lacs. Au début du XXe siècle, les cultures d'exportation devinrent rémunératrices et elles se sont développées dans leurs étages de prédilection, soit entre 1300 et 1800 m pour la région. L'administration coloniale encouragea ces productions qui modifièrent profondément les rapports de production et les rapports socio-spatiaux en assignant des populations à un territoire de production : « La politique coloniale a consisté à mettre en compatibilité le fonctionnement endogène des sociétés agraires et les orientations du marché, en utilisant les nécessités internes d'évolution, produites par les contradictions des sociétés indigènes » (Charlery de la Masselière, Racaud, 2012 : 412). Puis à partir des Indépendances, les nouvelles administrations continuèrent à inciter l'agriculture de rente et encadrèrent les filières. Les cultures commerciales traditionnelles d'exportation ont engagé les paysans montagnards dans l'économie de marché et ont ainsi favorisé les mutations sociales et économiques. La caféiculture a participé à une requalification des terres d'altitude et à une construction paysagère contemporaine en fonction des nouvelles associations culturales (Bart, 2001). Le café et son support « la montagne » furent des ferments de l'identité des populations montagnardes d'autant plus que les massifs étaient souvent des centres éthno-démographiques comme le Kilimandjaro peuplé par les Chagga ou le mont Kenya par les Kikuyu. Ainsi profondément transformée en son intérieur par une orientation extravertie, la montagne et en particulier ses producteurs ont été dans une certaine mesure intégrés au marché et au territoire national. Ce modèle de développement a prévalu jusque vers le milieu des années 1980.

Les mesures de libéralisation économiques imposées par les bailleurs de fonds, en réponse aux faillites des États, visaient à créer un marché incitatif et donc à terme une économie compétitive. Globalement, les performances de l'agriculture ont diminué dans les années 1980 tandis que la part des produits alimentaires importés augmentait. Dans les années 1990 et 2000 les cours des matières premières ont beaucoup fluctué et affecté non seulement les populations rurales mais également les classes moyennes urbaines ; cela a pu entrainer des

« émeutes de la faim »[19]. Le processus progressif et continu de libéralisation a brisé les monopoles d'État et a dérégulé le commerce et les prix. Les structures d'encadrement de la production et de la commercialisation furent démantelées et les marchés n'étaient plus garantis. Ainsi, les paysans se trouvèrent livrés à eux-mêmes face aux forces du marché. Ces changements de l'environnement économique, en particulier ce contexte d'incertitudes se sont traduits dans le rural par des stratégies d'adaptation au jeu de l'offre et de la demande, par la force des choses, puisque l'approvisionnement en argent par les cultures commerciales traditionnelles devenait aléatoire. Les agriculteurs ont alors modifié leurs systèmes de production au niveau de la composition des cultures, de l'usage des intrants, des techniques, de la main d'œuvre, de la gestion du sol et des modes de commercialisation. Ils ont privilégié les denrées à destination des marchés urbains croissants (principalement : maraîchage, banane, pomme de terre). Ces cultures devinrent une source de revenus pour les ménages ancrés dans l'économie monétaire dans laquelle la marchandisation des moyens de production et des services impliquent de dégager du cash. Structurellement le marché continue de s'appuyer sur une faible rémunération des producteurs qui n'ont pas de prise sur celui-ci. Cette reconversion de l'agriculture a constitué une alternative à la désorganisation des filières traditionnelles qui servaient aussi de moyens de contrôle territorial par l'Etat. Au-delà, la libéralisation des filières a entrainé la « dislocation du contrat social spatial [-] la redéfinition du contrat social - et spatial - sur lequel se construit la nation » (Charlery de la Masselière, 2002 : 6). Les nouvelles conditions économiques ont rendu inopérant le modèle de développement par la « modernisation nationale » et ont irrémédiablement bouleversé le rural et l'urbain dans leur intérieur et également leurs modalités d'interaction. Les montagnes, en tant que zone d'approvisionnement pour les marchés urbains croissants, ont été aux premières loges des transformations des interactions urbain-rural à l'échelle locale et à l'échelle nationale voire sous-régionale.

La demande urbaine en produits vivriers et en matières premières agricoles originaires des montagnes a considérablement augmenté du fait de la croissance démographique soutenue et de l'urbanisation qui connaît des taux très élevés tant au niveau des métropoles que des villes intermédiaires. L'Afrique orientale est sous-urbanisée (excepté le Kenya) avec des taux

[19] Ces évènements ont débuté en 2007 à Mexico, puis à partir de 2008 en Haïti, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Maroc, au Nigeria, aux Philippines, etc., puis en 2010 au Mozambique. À la malnutrition chronique de certaines populations rurales s'est ajoutée une crise urbaine qui affecte les classes moyennes frappées par l'explosion des cours des matières premières. D'autres causes profondes (« aspirations démocratiques », chômage structurel, etc.) expliquent également certaines de ces émeutes.

inférieurs à 30 % tandis que le continent est urbanisé à 52 % en 2008. Néanmoins, cette région détient les taux de croissance urbaine les plus forts à l'échelle de la planète avec une augmentation annuelle de 2 % sur la décennie 2000-2010[20]. Les capitales nationales ont explosé jusque dans les années 1990 (avec des taux de l'ordre de 10% par an), puis ce taux s'est tassé et l'urbanisation s'est diffusée dans les petites et moyennes villes, le semis urbain s'est intensifié à la fois dans les plaines et les montagnes. Les massifs est-africains abritent la plupart du temps une grande ville de piémont : Arusha (280 000 h., 1400 m) au pied du mont Meru, Moshi (150 000 h., 850 m) sur les pentes du Kilimandjaro, Nyeri (100 000 h.,1800 m) au pied du mont Kenya, Mbale (90 000 h., 1200 m) sur le piémont du mont Elgon ou encore Mbeya (385 000 h., 1700 m) dans les montagnes Uporoto. Aussi, les montagnes est-africaines enveloppent nombre de petites villes et de marchés. Ces centres urbains ont, chacun à leur niveau, des fonctions urbaines d'encadrement administratif, d'offre de services, de pôle démographique, de diffusion de la modernité et de pôle commercial en particulier en matière de distribution des flux de produits agricoles issus de leur arrière pays. Les politiques de décentralisation mises en œuvre dans la plupart des pays africains dans les années 1990 ont renforcé le rôle des noyaux urbains mais les fonctions administratives ne sont souvent pas suffisantes pour dynamiser la croissance de ces centres. Ce qui caractérise les villes de montagnes, ce sont des fonctions commerciales et logistiques très affirmées et leur ancrage avec le rural proche, elles jouent le rôle d'interface entre le rural et l'urbain, et cela à plusieurs échelles géographiques. Le réseau urbain des montagnes d'Afrique de l'Est se développe dans le cadre d'interactions qui mettent en scène plusieurs échelles géographiques et tous les échelons de la hiérarchie urbaine, le semis urbain est alors une interface d'un système d'échange de ressources concentrées et orientées vers l'extérieur. Les agencements complexes des nombreuses potentialités montagnardes sont propices à la multiplication des espaces d'interface (Bart, Calas, 2008). Cette notion d'interface, c'est-à-dire de contact entre des éléments différents, peut prendre des formes et des modalités très variées selon la localisation des montagnes par rapport au territoire national, et selon la trame du semis urbain. La montagne est un réceptacle de multiples interfaces et elle est elle-même, à une autre échelle, une interface avec la globalité.

[20] Base e-Geopolis, AFD, 2010. www.e-geopolis.eu/

La relation paradoxale entre l'ancrage territorial et l'ouverture à la globalité

Les spécificités internes des montagnes d'Afrique de l'Est sont mobilisées à des fins d'extraversion, les massifs recèlent de nombreuses potentialités naturelles dont les mises en valeur créent des ressources génératrices de revenus. Anciennement arrimées au marché par le commerce des cultures d'exportation, elles connaissent une phase de transition depuis la crise du modèle colonial de développement. Les cultures de rente traditionnelles n'ont pas disparu, mais c'est dans le commerce du vivrier marchand à destination des villes et dans la diversification des activités que les ménages montagnards se battent pour dégager des revenus. Des productions s'affirment et la montagne devient par exemple une terre d'élection de la pomme de terre à destination des capitales et des autres grandes agglomérations nationales et régionales. À plus grande échelle, on observe dans la montagne des spécialisations productives en fonction des conditions agro-écologiques mais également en fonction de l'accessibilité, c'est-à-dire de la proximité avec les infrastructures de transport. Ces nouvelles spécialisations ont pris leur essor depuis la libéralisation économique du milieu des années 1980. Elles s'affirment par le développement de marchés urbains et par la constitution de filières complexes non encadrées dans lesquelles s'introduisent de nombreux acteurs. Ces échanges et ces dynamiques qui animent la montagne reposent sur les particularités environnementales locales et sur les débouchés extérieurs. Il s'agit d'une « continuité en rupture »[21] par rapport au modèle précédent, certes l'orientation est toujours tournée vers l'extérieur mais les modalités d'ouverture ont considérablement changé. Aux marchés garantis et au prix régulés, succèdent l'incertitude de l'accès au marché et des prix fluctuants et à négocier ; la donne est fortement différente. Les ressources exploitées proviennent toujours du sol, mais elles changent de nature et leurs modes de circulation convoquent de nouveaux acteurs, de nouveaux terroirs et de nouveaux marchés. Dans le cadre de ce nouveau système d'échange, il est toujours question de tirer profit des avantages comparatifs liés à des territoires, et plus pragmatiquement de trouver une alternative capable de faire face aux nouvelles charges liées au désengagement de l'État. Les identités fondées sur les cultures de rente traditionnelles sont ébranlées par le déclin (relatif) du modèle et par

[21] « Osons la formule », explicitée par ailleurs. Un certain Valery Giscard d'Estaing avait lui proposé « le changement dans la continuité », mais dans ce cas là, il ne s'agissait que d'un slogan dont le but inavouable, était de séduire si ce n'est d'emberlifiquoter les éventuels partisans. À ce propos, on peut noter la continuité (simple cette fois…) de ces pratiques de séduction d'un électorat potentiel, chacun jugera, mais ce n'est guère mieux de nos jours… La permanence des méthodes et l'affirmation de techniques de marketing dans le politique ou comment occulter les enjeux réels avec des formules simplistes.

l'émergence de nouvelles opportunités. « Les territoires des hautes terres sont aujourd'hui investis par des forces, des enjeux dont les déterminants modifient de façon radicale les formes d'accumulation économique comme celles des identités sociales » (Charlery de la Masselière, 2002 : 1). Des groupes comme les Bamiléké au Cameroun, les Chagga en Tanzanie ou les Kikuyu au Kenya ont bâti leur succès et une partie de leur identité sur la culture du café et voient un des éléments structurant de leurs caractères propres remis en question sans que cela n'atténue leur identification au groupe. Le dynamisme des fondements d'une identité montre que cette dernière est bel et bien un processus, une construction individuelle et collective, et qu'en aucun cas elle ne saurait être un état intangible. La relation entre la mobilisation des particularités locales et leur direction vers l'extérieur peut être dépassée si l'on conçoit les fondements de l'ancrage territorial comme un processus, et cela en particulier concernant des populations mobiles.

« Les montagnards appartiennent à des sociétés de circulation » (Sacareau, 2003 : 183), ils sont rompus à l'exploitation de terroirs différents et complémentaires entre le haut et le bas, entre les versants. De plus, la forte saisonnalité en montagne peut les pousser à des mobilités temporaires. Ces traits globaux, sans qu'ils soient l'apanage des massifs, se retrouvent et sont renforcés dans les montagnes d'Afrique de l'Est par le changement de l'environnement économique. L'ancrage territorial renforcé par des potentialités agro-écologiques est toujours un élément majeur de l'économie de montagne, l'agriculture répond aux opportunités et s'amplifie tandis que dans le même temps les ménages ruraux recherchent de nouvelles activités en s'appuyant sur le rural et/ou sur l'urbain : la pluriactivité se double souvent de la pluri-territorialité. Ce dynamisme induit des mobilités dans un espace ruralo-urbain et la ville de piémont est souvent la première étape du passage vers la grande ville, comme cela a été montré à Moshi (Brient, 2007) ou à Arusha (Chauvin, 2010). La montagne est intégrée dans des logiques de multi-territorialités des populations et ses spécificités sont valorisées dans des systèmes plus larges (Bart, 2006). À la modernité construite dans une certaine mesure par le modèle colonial d'exploitation de terroirs spécifiques, succède une modernité fondée sur l'ouverture par la pluriactivité et par la pluri-territorialité dans laquelle l'individuel s'affranchit de plus en plus du collectif dans un environnement qui s'urbanise.

Le paradigme de la complexité : le primat de la relation sur l'objet

Les montagnes d'Afrique de l'Est doivent être pensées en relation avec leur extérieur puisque les dynamiques qui les animent sont le produit de forces internes et externes, les deux

ayant d'ailleurs une histoire commune. Dans un premier temps, c'est par le paradigme du développement que les analyses se sont centrées sur les objets à défaut d'insister sur la relation entre les objets. Les approches sur le développement, qu'il soit rural, urbain, local, endogène, etc., ont non seulement cloisonné les objets de manière commode et artificielle, mais elles ont aussi sous-estimé le caractère structurant des relations des objets avec leur environnement et les rétroactions. Selon une logique évolutionniste, la question des « problèmes d'adhésion » des sociétés rurales à la modernité (ou au développement) a pu être soulignée par le biais urbain dans des problématiques portant sur la marginalisation des sociétés rurales africaines, des années 1930 à 1980 ; il était plus question de sortir du rural que d'intégrer le rural et l'urbain (Charlery de la Masselière, 2005). Les deux mondes cloisonnés dans les modèles de développement colonial, puis néocolonial son restés bornés dans les avatars du paradigme et c'est ce qui expliquerait entre autres l'échec du développement (Charlery de la Masselière, *idem*). Finalement, le « développement » est une émanation de plus du paradigme classique, carthésien pour ne pas le nommer, soit une méthode de décomposition de la réalité en éléments simples. Toutefois la montagne n'évolue pas en un vase clos, « ces systèmes montagnards ne vivent aujourd'hui que nourris par de multiples connexions avec d'autres acteurs, d'autres espaces, proches ou lointains » (Bart, *op. cit.* : 10). La posture élémentariste ne semble alors pas appropriée surtout si l'on s'intéresse aux relations. L'approche par le développement vise à étudier l'objet et son évolution, cependant, l'ampleur de l'ouverture de la montagne et ses effets territoriaux me conduisent à privilégier les relations à l'objet, tout en considérant l'objet qui est compris dans lesdites relations.

La compréhension de la multiplicité des possibilités liées à l'hétérogénéité des processus en cours dans les Uporoto ne m'a pas semblé possible via la seule démarche analytique. L'exemple des relations ville-campagne est révélateur de la complexité à appréhender ces deux éléments de l'espace et leur interface, tour à tour présentée comme espace périurbain, rurbain, périrural, etc. La difficulté réside déjà dans le choix du point de vue : se situe-t-on du côté de l'urbain, du rural, ou bien dans l'entre-deux ? Les modèles d'analyse qui favorisent la frontière et l'enveloppe me mettent dans une posture inconfortable étant donné qu'en interrogeant l'intégration je privilégie les interactions entre deux éléments. Ce constat de non adéquation de la méthode analytique avec mon questionnement est devenu évident par mes premières tentatives d'analyse de filière. Cet outil classe les acteurs de la production jusqu'aux différents stades de commercialisation, il y aurait alors une chaîne dans laquelle chaque acteur est positionné selon sa fonction dans la filière. Mais comment prendre

en compte les changements variables de position des acteurs dans la filière selon des facteurs multiples (pluriactivité, saison, capital, évènements, etc.)? Comment faire quand, pour un même produit, il existe des chaînes diverses et variées et cela dans les mêmes marchés, les mêmes villages, et parfois les mêmes ménages ? L'outil « filière » est certes opérationnel pour analyser des chaînes d'opérations relativement statiques et cloisonnées mais dans le contexte libéral incertain, les hiérarchies dans les circuits de commercialisation sont instables (comme les marchés financiers ?). Dans quelle « boîte » placer un acteur qui cultive du maïs pour sa famille, qui vend de la pomme de terre à la saison, qui est en même temps chargé d'approvisionner un négociant de la ville, et qui sera ensuite vendeur au marché ? Il peut être simultanément producteur (paysan ?), intermédiaire, commerçant, d'autant plus que selon les caprices des saisons, les opportunités du marché, ou les « aléas de la vie », cette organisation peut changer. La difficulté à circonscrire des éléments à des places fixes avait déjà été rencontrée dans le cadre du master lorsque je m'interrogeais sur ce qui faisait la ville, la campagne et l'entre-deux. Les citadins qui partent quotidiennement aux champs sont-ils des urbains, des ruraux, des rurbains ? Bafoussam, capitale régionale de l'Ouest du Cameroun est-elle une ville rurale si l'on regarde ailleurs que les contours linéaires de l'axe majeur ? Où commence la ville, où s'arrête la campagne ? L'approche cartésienne de séparation de ce qui est lié ne permet pas de comprendre correctement les transformations en œuvre.

La hiérarchisation et le compartimentage des objets géographiques sont le fruit de la hiérarchisation et du compartimentage des disciplines dans le paradigme classique qu'Edgar Morin nomme « paradigme de simplification » (Morin, 1977). Le renversement épistémologique a débuté depuis environ le début du XXe siècle, avec la science des systèmes issue de la mécanique cantique et de l'astrophysique. C'est vers le milieu du XXe siècle que le paradigme systémique s'est affirmé face à l'incapacité de la démarche analytique à rendre compte seule de la transformation des phénomènes et des comportements[22]. Le monde évolue, la science en fait partie, elle doit répondre à la demande sociale, elle doit s'adapter à l'amplification des échanges, des mouvements sociaux, spatiaux, et cela à toutes les échelles et selon les multiples temporalités.

[22] Voir Ludwig Von Bertalanffy, 1993 [1968]. *Théorie générale des systèmes.* Dunod. Paris. 308 p. L'ouvrage du biologiste fut précurseur dans la diffusion du « systémisme ». Ce travail, à partir de la science du vivant, proposa une méthodologie commune et une des premières définitions du mot système « ensemble d'éléments en interaction les uns avec les autres », p 32.

La géographie s'est saisie de ces enjeux épistémologiques, sans que la systémique s'installe comme une méthode universelle (et heureusement), mais en prenant en compte des énoncés de la science de la complexité, par exemple les boucles de rétroaction ; à plus forte raison « l'espace sur lequel vivent les groupes humains n'est pas un simple support. Il possède en lui-même des propriétés, il est lui-même complexe, et cette complexité se croise avec les intentionnalités des groupes humains » (Chamussy, 2003 : 68). L'espace intervient dans l'organisation de la société qui l'organise, autrement dit « il [l'espace] est à la fois configurant et configuré » (Levy, Lussault, *op. cit.* : 190). Il y a donc une boucle récursive entre l'espace et la société, cette relation est mise à jour par l'approche systémique, l'espace est paradoxalement la graine et le fruit du social et le social est à la fois la graine et le fruit de l'espace, ces deux éléments s'incorporent et se transforment mutuellement selon un principe d'irréversibilité et d'ambivalence. La montagne n'est pas uniquement un espace de contrainte qui définirait les activités humaines, le déterminisme naturel que l'on peut qualifier de causalité linéaire n'a pas lieu, sauf pour les tenants d'une approche naturaliste propice aux explications intellectuelles commodes et leurs avatars politiques. La demande urbaine est un moteur majeur de l'agriculture des Uporoto qui s'affranchit dans une certaine mesure, par endroits des contraintes environnementales. Les transformations des systèmes de production et de commercialisation remettent en cause la structure économique et spatiale du massif. L'offre en denrées agricoles s'adapte, quelquefois par le biais des « incitations » des intermédiaires, à la demande urbaine.

Un système est une totalité organisée, il est judicieux de se pencher sur son organisation pour relever les phénomènes d'émergence, par exemple le changement de statut d'individus au sein d'un système d'échange ou le changement de fonction d'un village par telle ou telle promotion. Les flux d'information agissent sur l'organisation qui organise les flux, et l'organisation arrange l'information qui forme l'organisation. Les rétroactions s'appuient sur l'information qui a une capacité organisationnelle, d'établissement d'ordre, mais l'information peut générer le désordre, car l'introduction de la variété peut remettre en cause la cohésion des éléments, la structure (Lapierre, 1992). On peut imaginer que le contrôle de l'information par des éléments externes au système puisse mettre en péril l'organisation. L'approche proposée ne néglige pas la structure spatiale comprise comme l'agencement géographique, *id est* l'articulation des éléments constitutifs de l'espace (pôles, réseaux, interface). La difficulté consiste à ne pas tomber dans les travers de la classification hiérarchique, fille d'une conception statique des objets, il est question d'envisager l'analyse

par des « hiérarchies enchevêtrées » (Barel, 1979). On comprend qu'il est possible de procéder à une analyse de système qui soit non hiérarchique stricto sensu, cela s'avère intéressant pour l'analyse du système urbain dans les Uporoto, où hiérarchie urbaine ne rime pas toujours avec hiérarchie fonctionnelle ; on peut parler de hiérarchies relatives. Il s'agit de prendre de la distance avec le primat d'une approche mécaniste. La structure doit être comprise, ainsi que l'organisation selon la finalité du projet, à savoir dans une perspective d'intégration ; l'objet est une réalité dynamique, pas une structure statique, sa « téléonomie »[23] est sa reproduction en une nouvelle réalité par les voies de l'intégration.

Formes et limites du système ouvert multi-scalaire

Pour appréhender l'intégration, il est question de penser les rétroactions, l'ordre et le désordre, la continuité et les discontinuités par l'analyse des dynamiques organisationnelles. Ces forces sont par essence mouvantes entre l'intérieur et l'extérieur du système, elles impliquent une vision dynamique des objets traversés par des flux structurants et structurés par le différentiel intérieur-extérieur. Je considère les réalités matérielles et immatérielles comme des objets construits dont la forme élémentaire n'est pas nécessairement celle de l'enveloppe. La forme de la membrane s'applique pour une cellule humaine ou un pays. Je préfère penser la montagne au-delà de son déterminisme physique, suivant un système mêlant la forme du champ à gradients décroissant, tel un continuum spatial irrégulier à la forme réticulaire dont les limites sont difficiles à appréhender. D'un point de vue géographique, il est question de savoir à quelles échelles se situe-t-on, l'objet de cette entreprise se réfère à plusieurs unités spatiales qu'il faudrait délimiter et ne pas cloisonner. Cette étape ne doit pas être un stade de simplification réductrice de la réalité, occultant la complexité des entrelacements des niveaux et des incertitudes. Il ne s'agit pas de nier la dimension topographique des objets, mais comme je l'ai indiqué plus haut, j'insiste sur les relations entre les éléments pour comprendre leurs organisations et leurs traductions spatiales. À cela s'ajoute que l'intégration induit un tout reconstruit par l'intensification des relations entre ses parties, lesquelles sont comprises comme fluctuantes, incertaines, voire floues ; je considère alors les objets comme des entités non closes et en construction permanente.

Délimiter un système est extrêmement délicat, puisqu'il faut prendre en compte le caractère éphémère et incertain de certains systèmes, la perméabilité et la fluidité des

[23] Téléonomie : « ensemble des finalités qui orientent l'ensemble des processus d'un système » (Lapierre. *ibid*. : 223)

frontières entre les systèmes (spatiaux, d'acteurs) et que les acteurs d'un champ donné ont tendance à appartenir à plusieurs systèmes (Lugan, 1993). La question des limites du système sera abordée de manière progressive et empirique, en soulignant les caractéristiques essentielles de l'intérieur, les interdépendances et les effets différentiels avec l'extérieur. La frontière est comprise dans mon approche par la coexistence de l'ouverture et de la fermeture ; afin d'assurer sa reproduction, il faut qu'un système soit ouvert, pour puiser les flux à l'extérieur et fermé pour maintenir sa cohésion interne. La cohérence des relations fait système, les liens sont entendus comme des interdépendances, des liaisons de plus en plus étroites entre les parties, qu'elles soient des unités spatiales ou des membres de groupes, individus, ménages, villages, etc. Ces relations se traduisent par des flux qui forment des réseaux, par exemple, la filière de pomme de terre, le réseau de solidarité du ménage, le réseau urbain, etc. L'intégration suppose que ces réseaux fassent « système » si l'organisation de leurs relations montre des interdépendances, et cela même à des degrés multiples. La forme réticulaire permet d'envisager la souplesse de l'organisation et son évolution. Je pose que le système des Uporoto est de forme réticulaire, il est un ensemble constitué de réseaux dont l'enchevêtrement produit une complexité cumulative. Ces réseaux articulent à des degrés d'autonomie variables plusieurs échelles géographiques, le système ouvert est l'expression d'une totalité sans être cette totalité.

Le produit des interactions entre les dynamiques internes et externes participent à la configuration spatiale et économique du massif. L'économie des montagnes d'Afrique de l'Est est tournée vers l'extérieur, du moins un extérieur topographique. Cependant, l'extérieur topographique devient un intérieur dans la mesure où zones de production et marchés urbains sont des éléments d'un même réseau, la demande urbaine aiguille l'offre des producteurs de montagne, elle est contenue dans le système d'échange des Uporoto. Cette conception s'attache à distinguer mais à ne pas disjoindre, suivant un axiome de la complexité. Ainsi, s'interroger sur les limites revient à s'interroger sur la nature même des objets. La montagne, en tant qu'objet géographique, est un « pain béni » pour cette entreprise. Bernard Debarbieux soulève le paradoxe selon lequel la montagne apparaît comme un objet évident (au premier regard…), et pourtant le problème de sa définition n'est pas résolu en dépit de l'ancienneté de la présence de la montagne dans les discours géographiques (Debarbieux, 2001).

Le nécessaire retour critique : la « géographie avec conscience »[24]

Plus encore, c'est la manière de s'interroger qui est au cœur du problème posé par le terrain. J'ai indiqué plus haut mon ancrage dans le paradigme systémique dont mes choix théoriques et conceptuels résultent. J'aurais peut-être pu faire l'impasse, dans une certaine mesure, de toutes ces considérations théoriques, et m'en tenir à une conception « plus simple » des choses et de la manière des les envisager. Seulement, j'avais l'intime conviction, au début de ma recherche, qu'une approche « classique » ne pouvait pas me permettre d'appréhender les phénomènes que j'avais observés dans les montagnes Uporoto. Le cloisonnement théorique, conceptuel et méthodologique ne pouvait pas me permettre d'appréhender la réalité relationnelle des objets, ni même la réalité du rapport intime entre le sujet et l'objet, ces derniers co-existants, c'est-à-dire ne pouvant aller l'un sans l'autre[25]. De plus, la conception élémentariste, de séparation, avec par exemple comme avatar le « développement », a montré ses limites. J'avais pu être le témoin de leurs implications concrètes, quotidiennes, et terriblement matérielles. Ma certitude initiale s'est trouvée confortée après la lecture d'articles et d'ouvrages sur l'approche systémique qui m'ont aidé à construire ma réflexion pour négocier avec la réalité en offrant d'autres perspectives et possibilités conceptuelles[26] ; ma conviction est devenue une posture scientifique. Les choix que j'ai fait visent non pas à proposer le reflet de la réalité, tâche somme toute impossible, mais plutôt à traiter de et avec cette réalité, par le prisme d'une géographie qui place l'homme au cœur des phénomènes ; ces derniers ne doivent pas être intellectuellement cloisonnés puisqu'ils mettent réellement en interrelation l'espace et les hommes. En somme, l'espace est bien un espace social, le produit des différents arrangements des acteurs avec leurs espaces. Il m'apparaît nécessaire de penser le monde autrement, au-delà des simplifications, des raisonnements commodes et des postures confortables, d'autant plus que la réalisation d'une thèse s'y prête, c'est une gageure en vue d'apporter quelque chose à la géographie, même une

---

[24] Cette expression est un clin d'oeil au livre d'Edgar Morin: Morin E. (1990) *Science avec conscience*, Seuil. Paris. 320 p. (1ère éd. 1982). Ouvrage qui indique notamment que le chercheur est un être subjectif, et que l'objectivité résulte d'un consensus entre la communauté démocratique des chercheurs qui accepte la règle du jeu scientifique « celui de la recherche de la vérité et de l'acceptation de l'erreur » ; l'enjeu réside alors dans l'élaboration de ces règles.

[25] On reviendra sur la question des rapports sujet/objet dans le chapitre trois.

[26] Afin de saisir des enjeux de l'approche systémique, dans une première étape, je recommande la lecture de : Codur AM. (1998) « Approche systémique et modélisation des systèmes sociaux : un système sociétal unique ou des sous-systèmes hiérarchisés ? » In Loriaux M. (dir.) (1998) *Populations et développement : une approche globale et systémique*. Academia Brulant, L'Harmattan. Louvain La Neuve, Paris. pp 167-199 ; et de Morin E. *Introduction à la pensée complexe.* Seuil. Paris. 2005. 148 p. (1ère éd. 1990)

infime contribution. C'est également un défi à moi-même, en vue de prendre de la distance avec mon rapport au monde, ma façon de faire de la géographie dont l'objet demeure la dimension spatiale des sociétés.

La discipline a éprouvé des difficultés à expliciter son objet exclusif qui l'aurait caractérisée au sein des autres disciplines des sciences sociales. Imprégnée du paradigme classique dominant, la géographie a, à partir des années1950, substitué le déterminisme de l'espace au déterminisme de la nature, et ce n'est que depuis les années 1970 que la question du sens que donnent les hommes à l'espace fut introduite. Ce mouvement s'opéra de manière paradoxale (selon les orientations fondamentales de ces périodes), puisque la géographie en cherchant à se distinguer des autres disciplines scientifiques et à légitimer sa scientificité a puisé dans d'autres sciences sociales des éléments conceptuels comme celui d'acteur, transcrit en acteur spatial. Finalement, la science de l'espace des sociétés vise des relations, celles entre la réalité sociale et la réalité spatiale, elle est une science relationnelle, elle est selon moi un avatar de la science de la complexité. Mon objet de recherche est la montagne sociale, cette dernière étant comprise par sa dimension relationnelle, dans ses dynamiques internes et ses relations avec son environnement, le tout constituant un système ouvert pour lequel seront analysées les boucles de rétroaction, l'organisation et les relations multi-scalaires. Dans cette perspective, ma matière est un objet de la géographie selon Claude Raffestin et Bertrand Levy qui indiquent que « l'objet de la géographie n'est pas l'espace mais les relations que les hommes nouent avec l'espace. L'objet de la géographie n'est pas un 'donné' mais un 'produit' ». Par conséquent, si l'objet du géographe est un « système de relations à l'espace, ce système doit être construit » (Raffestin, Levy *in* Bailly (dir.) 2005 : 30). Cela renvoie à la conception de l'espace social qui, appliqué à la montagne, inscrit l'évidence matérielle du volume dans l'immatérialité des représentations et de la conceptualisation, ces dernières pouvant atténuer la réalité physique, ou au contraire la prononcer. En d'autres termes, la montagne est une réalité bio-physique et sociale, un produit socio-spatial, que mon appropriation cognitive construit en objet géographique dans un premier temps, puis en système ouvert multiscalaire selon une démarche systémique ancrée dans le paradigme de la complexité.

Ma conception du dispositif de négociation avec le réel a pour objectif, bien que j'ai conscience de la difficulté de la tâche, d'essayer d'apporter ma pierre à l'ouvrage géographique et au thème ville-montagne en Afrique. Mon inconfort a débuté lors de mes

travaux de master portant sur l'agriculture (r)urbaine, étais-je en train de faire de la géographie urbaine ou de la géographie rurale ? Etait-ce une bonne question ? Quel est le sens de ce cloisonnement, de ces qualificatifs si le champ de recherche se trouve entre les deux ? La situation intermédiaire, celle de l'entre deux, est justement située entre les deux, légitimés de fait. Dans le cadre de cette thèse, l'objet est la montagne et son cadre territorial dépasse le massif physique. Elle est un objet géographique, un « objet de géographie totale » si l'on considère simultanément plusieurs échelles géographiques (Debarbieux, 2001 : 33).

On constate que la montagne émet, reçoit et est traversée par de multiples flux. La complexité de l'objet « montagne sociale » n'est pas le seul facteur explicatif au choix de ma démarche. Mon travail est guidé par l' « authenticité ». Mon esprit, curieux de nature, a trouvé dans la science de la complexité une stimulation intellectuelle indéniable qui a nourri mes réflexions. J'ai pensé le sens de la démarche, au fur et à mesure de sa progression, et je me suis interrogé sur la distinction entre le sujet (c'est-à-dire moi-même, apprenti géographe) et l'objet (ici la montagne sociale), ainsi sans sujet, point d'objet (dans le sens de construit cognitif), autrement dit, dans une perspective systémique, l'objet est contenu dans le sujet qui est lui-même une partie de l'objet. Sujet et objet sont intrinsèquement et inéluctablement liés, hors, dans la science disjonctive, simplifiante, ils sont non seulement séparés mais cette césure serait un fondement de l'objectivité de la recherche. Cette relation manifeste n'est pas un contre point avec l'affirmation d'une objectivité en sciences sociales dont on souligne, certes par soucis d'honnêteté intellectuelle, le caractère inattingible. Eriger une chose en objet géographique, c'est proposer un « commentaire théorique du monde produit par l'expérimentation » et reconnu par la communauté des chercheurs (Ruby, *in* Levy, Lussault, *op. cit.* : 675). L'objet pose problème, interroge la réalité, par extension l'objet est un moyen pour le sujet d'interroger son rapport au monde dont force est de constater qu'il est en mouvement, et que les incertitudes certaines ne doivent pas être un facteur de répulsion, mais au contraire un stimulant. Suivant un principe d'Héraclite « l'obscur », rien n'est, mais tout le devient, les choses ne sont alors jamais achevées ; l'objet, tout comme le sujet n'est pas statique, il est sans cesse traversé et renouvelé par les forces qui le traversent. Le couple sujet-objet est un moyen de traiter de la réalité en acceptant la permanence du changement d'eux-mêmes et de leurs relations. Le passage graduel d'un état à un autre, l'articulation des niveaux de complexité, du sujet à l'objet, d'un niveau de basse à un niveau de haute complexité, dans un cadre relationnel dynamique peut se révéler un champ géographique stimulant puisque la discipline est familière de l'articulation d'échelles, c'est-à-dire de rapport entre des réalités.

« Et parler d'échelle, c'est justement admettre qu'autre chose que la taille change quand on change la taille » (Levy, *op. cit*. : 285), l'analogie avec les niveaux de complexité n'est pas infondée ; géographie et complexité semblent faire bon ménage. Ce cadre théorique d'où découle le choix de représentation de la réalité, et la façon de poser le problème par le prisme systémique pourrait proposer des horizons assez inattendus (Barel *op.cit*. : 169). Je conçois ainsi l'incertitude comme un stimulant. L'objet est sans cesse retravaillé, discuté, et remis en cause, et suivant une boucle récursive, la manière de l'aborder doit également être à l'épreuve de ces rapports.

La montagne sociale est un système ouvert multiscalaire, cette construction fait la part belle aux dynamiques, et cela s'avère d'autant plus pertinent pour une montagne en transition. Il a été indiqué plus haut que les montagnes, anciens terroirs vecteurs de développement économique, ont connu des modifications de leurs modalités d'intégration au marché et au territoire national. Les Uporoto vivent un changement de leur modèle de développement renforcé par l'explosion récente de Mbeya, dont le rand de *city* renforce son effet polarisant. Je postule que les modalités du changement se traduisent par une complexification des dynamiques socio-éco-spatiales ; la montagne doit être comprise comme une réalité en transition.

De la question de départ à l'hypothèse principale

L'organisation territoriale de la montagne change par le développement d'un nouveau modèle fondé sur le vivrier marchand et l'essor de nouvelles cultures commerciales. Ce modèle déjà émergé et toujours en expansion est en rupture avec celui qui avait fondé l'enrichissement de populations de nombreuses montagnes tropicales (les Bamiléké au Cameroun, les Chagga en Tanzanie, les Kikuyu au Kenya, les Badaga des monts Nilgiri, etc.). Assurément, la rupture est consommée, les montagnes tropicales se trouveraient plutôt dans une situation de transition, dans un entre-deux dont on connaît l'avant mais dont on s'interroge sur l'après tout en cherchant à comprendre le maintenant.

Pour ce faire, à cette étape de la démarche scientifique de sciences sociales[27], j'énonce le postulat initial de mon approche tel que les flux qui représentent l'intensité des interactions structurent le territoire mais ils sont également le produit des territoires, les flux et les

[27] Depuis la maîtrise de géographie, je m'appuie sur la méthode de recherche en sciences sociales présentée par l'équipe d'enseignants qui nous avait notamment présenté l'ouvrage Quivy R., Van Campenhoudt L. (1995) *Manuel de recherche en sciences sociales*. Dunod. Paris. 288 p.

territoires sont à la fois configurant et configurés. Les effets qui organisent le territoire des montagnes Uporoto sont le produit des interactions entre les forces du marché et les acteurs des filières à l'échelle locale et aux échelles plus petites. Le questionnement de départ de ce travail émane du terrain dont je rappelle brièvement les grandes lignes : les montagnes Uporoto bénéficient de bonnes conditions climatiques et édaphiques ; elles tirent profit de leur localisation sur un axe stratégique ; la croissance démographique et la croissance urbaine sont importantes ; les densités rurales sont fortes dans une situation de saturation foncière ; les anciennes cultures d'exportation ont arrimé la montagne dans des réseaux commerciaux ; un autre modèle agricole basé sur le vivrier-marchand et sur de nouvelles cultures commerciales se développe et ancre la montagne dans d'autres réseaux commerciaux . Cette évolution entraine une amplification des échanges entre une plus grande gamme d'acteurs plus nombreux et entre de plus en plus d'espaces à plusieurs échelles. À l'aune de ce qui précède, la question de recherche initiale est reformulée comme tel :

L'organisation du système montagnard basé sur une économie agricole extravertie permet-elle l'intégration des Uporoto au territoire national ?

Cette question univoque a une intention de compréhension de la mutation du modèle agricole et des rapports urbain-rural. Elle permet de dérouler le questionnement comme suit : quelles sont les modalités d'échange entre la montagne et la ville ? Comment ces échanges créent-ils des interrelations entre l'urbain et le rural? Quelle est la place de l'agriculture dans ces flux ? La demande urbaine exogène est le moteur de l'agriculture de montagne, en retour, est-ce que la montagne est un moteur de développement urbain et rural, que ce soit au niveau local ou à plus petites échelles ?

Mon approche privilégie les flux comme entrée afin de mettre l'accent sur les relations entre les objets géographiques « montagne », « ville » et « campagne ». Il s'agit de s'interroger sur leur statut territorial au regard de leurs interactions géographiques. Selon la définition d'Edgar Morin tirée du premier tome de la Méthode : « Les interactions sont des actions réciproques modifiant le comportement ou la nature des éléments, corps, objets, phénomènes en présence ou en influence » (Morin, 1977 : 51). Ainsi, les effets nés des échanges modifient l'état des objets. On pourrait imaginer que le développement du vivrier marchand à destination des aires urbaines puisse enrichir la montagne qui pourrait alors changer de modèle de développement et modifier la nature des échanges. Je complète par l'apport de la définition de l'interaction spatiale comprise comme phénomène par lequel des

actions s'exercent entre deux ou plusieurs points de l'espace (Levy, Lussault, *idem* : 518) J'écarte la conception quantitative et les travers de la modélisation familiers de la problématique de l'interaction spatiale (en particulier celle du modèle gravitaire, quand bien même il ait pu être enrichi). Je définis les interactions géographiques comme les actions réciproques issues d'acteurs entre des lieux qui se manifestent par des flux, lesquels participent à la construction territoriale de ces lieux. De ces interactions naît la complexité que l'approche systémique proposée va interpréter comme des interdépendances dans la mesure où elles sont organisées. Ainsi il est nécessaire de prendre en compte dans l'approche les incertitudes, les incohérences, les irrationalités, les contradictions, les paradoxes que seule une approche complexe peut viser. De plus, l'apport de cette démarche se justifie par le constat de la complexification des échanges issus du développement du vivrier marchand. Les processus organisés ne sont pas systématiquement linéaires, il est alors question de prendre en compte les rétroactions (*feedback*) entre les phénomènes observés dans la montagne et ceux qui émanent de l'extérieur. Par exemple, dans quelle mesure le prix du sac de pomme de terre fixé à Dar es Salaam affecte le paysan des Uporoto ? Comment ce dernier va-t-il intégrer cela ? De là, sa réaction va-t-elle avoir une influence sur le prix du sac dans la capitale économique, si par exemple le producteur décide de s'organiser et de modifier les processus de commercialisation. Cette thèse de géographie s'attache à analyser des interactions et la territorialité des phénomènes en se concentrant sur les flux liés à la commercialisation des cultures de montagne. L'objectif est de proposer un modèle d'analyse capable de comprendre les ancrages territoriaux des interactions. Il est temps de formuler la problématique que j'ai déjà peut-être trop déflorée.

Dans quelle mesure l'émergence d'un modèle d'intégration fondé sur de nouvelles cultures commerciales, reposant sur un réseau de marchés et sur la complexification des flux, produit un système qui redéfinit la montagne et sa place dans le territoire?

Elle structure les propositions suivantes :

Le cadre d'un marché imparfait laisse libre court à un jeu d'acteurs concurrentiels qui structure les flux de produits agricoles et reconfigure le territoire montagnard et ses modalités d'intégration au marché. Comment la marchandisation des moyens de production met en péril la cohésion des acteurs, des flux et du territoire ? Par quelles lectures est-il possible d'appréhender la montagne extravertie et en transition?

Dans une perspective géographique, cette élaboration oriente la recherche en mettant l'accent sur la construction territoriale par flux, ces derniers étant eux-mêmes configurés par l'espace des sociétés. À travers les relations entre les parties et le tout, la problématique entend (re)visiter des objets géographiques classiques et la manière de les aborder. J'ai choisi de me positionner de la sorte du fait d'un paradoxe observé sur le terrain : le commerce agricole est en effervescence, Mbeya se transforme, mais l'espace rural et la paysannerie ne semblent pas profiter du foisonnement alors qu'ils sont aux racines de ces dynamiques. Il me semblait plus judicieux d'interroger les interactions par le truchement des flux pour comprendre les dynamiques de construction territoriale en dépassant leurs contradictions, si ce n'est leurs « incertitudes logiques » (Morin, 1991).

La problématique induit l'hypothèse principale ancrée dans le champ de la montagne et dans celui du modèle centre-périphérie. La supposition cardinale énonce que :

Le développement de cultures alimentaires commerciales redéfinit l'étagement de la montagne et « recentre » la périphérie.

Cette combinaison organise les propositions qui mettent en relations les phénomènes que je cherche à observer, à analyser et à expliquer. Le corpus des hypothèses s'articule comme suit :

1. L'amplification des échanges liée à l'essor de nouvelles cultures commerciales destinées à la demande urbaine contribue à l'urbanisation de la montagne et à son intégration territoriale à la globalité.

Cette proposition anticipe les relations entre le modèle agricole, le marché et l'organisation territoriale au regard de l'échelle locale et des échelles plus petites. Elle se réfère aux fondements de l'agriculture de montagne, à son évolution, aux interactions montagne-agriculture-ville selon une conception multi-scalaire. Au final il s'agit de se pencher sur l'autonomie et l'interdépendance entre la montagne et la ville.

2. Les flux des produits agricoles reconfigurent la mobilisation des lieux dans la montagne.

Il est question de vérifier si les lieux de production et de commercialisation sont valorisés au delà de leurs déterminants physiques et de voir comment les acteurs réorganisent le territoire par les principes traditionnels de complémentarités entre les étages, les versants,

etc., mais aussi par des principes commerciaux de spécialisation, de hiérarchisation, d'accessibilité, etc. (au-delà du déterminisme naturel).

3. Dans le cadre d'un marché dérégulé, le jeu d'acteurs concurrentiels contribue à la marchandisation des moyens de production.

Cette supposition souligne que l'économie rurale est orientée vers le marché qui bouleverse les logiques traditionnelles de production.

4. Les flux sont contrôlés par des acteurs occupant une place stratégique à des nœuds du réseau.

Cette proposition se justifie par la nécessité d'analyser l'accès au marché, qui intervient dans l'intégration de la paysannerie à la globalité. Une attention sera portée aux relations de pouvoirs, notamment à travers les transactions.

Le champ d'investigation est vaste, toutes les pistes ne seront pas arpentées de manière égale, mais elles convergent vers la compréhension d'interactions entre des champs de l'urbain et du rural, ces deux objets géographiques sont mis en relation par le bais de l'ouverture de la montagne. Les dynamiques articulent plusieurs échelles géographiques, les processus se jouent à l'intérieur des Uporoto, que ce soit dans les campagnes ou dans la métropole, mais aussi à l'extérieur du massif. Cette thèse a pour clé de voûte l'échange entre les acteurs, paysans et commerçants entre les espaces à plusieurs échelles géographiques, les champs disciplinaires « urbain » et « rural », la problématique de l'intégration, c'est-à-dire l'incorporation d'éléments à un nouveau tout relève des interrelations entre les hommes et entre les espaces, considérés comme des réalités en devenir permanent. La mise en valeur des dynamiques et des phénomènes relationnels semblent appropriés pour l'appréhension de mouvements spatio-temporels et du changement permanent.

Le travail s'organise en quatre parties et neuf chapitres. J'ai adopté une logique qui établit dans une première partie les fondements de l'ampleur de l'agriculture de montagne au regard de l'évolution urbaine dans les Uporoto, la seconde partie propose un regard par le haut, elle présente et justifie l'approche théorique, c'est-à-dire la méthode systémique et les concepts mobilisés, puis la méthodologie utilisée. Les moteurs des échanges sont analysés dans la troisième partie à travers les acteurs, les circulations des hommes et les flux de produits. L'ultime partie porte sur l'organisation spatiale du système d'échange, les recompositions territoriales et les processus d'urbanisation des Uporoto. La trame décrit le

terrain, propose l'approche pour comprende le problème posé par l'objet de recherche, puis analyses les moteurs et les canaux des flux, afin de discuter les dépendances et les autonomies de la montagne à travers son intégration territoriale au schéma général. Le chemin est ainsi parcouru entre l'origine des flux, leurs trajets et ensuite leurs effets en matière de réorganisation de l'espace montagnard.

PREMIERE PARTIE :

Fondements ruraux du système d'échange et du système urbain dans les montagnes Uporoto

L'objectif de cette première partie consiste à montrer comment le terrain, à travers ses acteurs, ses logiques spatiales et ses contradictions a posé un problème scientifique. L'hypothèse principale suppose une relation entre le modèle agricole fondé sur les cultures alimentaires commerciales et l'intégration de la montagne au territoire national. L'agriculture, moteur de l'économie des Uporoto permettrait leur développement et leur recomposition. La proposition est implicitement positive, l'économie rurale serait en croissance et l'intégration serait la panacée. Cette présomption se base sur les avantages structurels de la montagne. L'augmentation de la demande urbaine en denrées alimentaires favorise l'augmentation des productions et amplifie les relations entre la campagne et le réseau urbain des Uporoto avec des logiques externes, dont les répercussions sont internes, l'extérieur et l'intérieur tendent à se confondre dans les dynamiques qui traversent la zone d'étude. Cette ouverture de l'économie montagnarde repose sur des territoires qui sont orientés vers la demande urbaine ; l'agencement des espaces de production et de commercialisation transgesse l'organisation verticale de la montagne. À une autre échelle, la relation de périphérie, c'est à dire de dépendance vis-à-vis du centre politico-économique, est réactualisée par les nouvelles modalités d'intégration. Les montagnes Uporoto sont un bassin productif dont les cultures ravitaillent les populations nationales et aussi celles de pays limitrophes.

Le chapitre 1 porte sur les Uporoto qui constituent une région cohérente, avec pour centre urbain la ville de Mbeya, elles sont « une aire qui prend un sens parce qu'elle a des caractéristiques qui la distingue des autres aires » (Coffey *in* Bailly, Ferras, Pumain, 1995 : 148). Comme nombre de massifs d'Afrique de l'Est, elles sont des zones de productions agricoles qui bénéficient de conditions environnementales favorables à la production considérable de denrées alimentaires en quantité et en variété, principalement destinées aux marchés urbains.

Ces espaces jouissent de caractéristiques écologiques et sociales qui les ont très tôt insérés par des politiques coloniales de mise en valeur et de contrôle de l'espace dans les circuits de commercialisation de cultures de rente. Ce modèle d'intégration a été remis en cause depuis les crises multiformes des années 1980 et les dérèglements consécutifs en matière de régulation agricole. Les populations ont réagi à ces bouleversements en reconvertissant leurs productions et en les redéployant vers la demande urbaine croissante. L'agriculture de montagne a résisté à ce choc en développant le vivrier marchand, c'est-à-dire en posant les bases d'un nouveau modèle de développement. Les processus de production et de mise en marché entrainent une amplification des échanges. Cela se traduit par un volume accru de produits et des flux d'acteurs plus variés, reliant un nombre croissant d'espaces. La montagne se trouve ainsi dans une phase de transition, dont les bases et la durabilité questionnent la viabilité de ce modèle qui arrime autrement la montagne au marché et interroge sa place dans le développement.

Le chapitre 2 concerne les dynamiques démographiques et urbaines qui présentent de forts contrastes entre la ville et la campagne. Réservoirs de fortes densités de population, l'urbanisation y est ancienne, limitée et très inégale. La transformation de la capitale régionale souligne les fonctions de commerce et de logistique, on retrouve ces logiques dans les campagnes à travers l'affirmation d'un réseau urbain animé par les échanges marchands. Les nœuds marchands structurent leur arrière pays qui fonde leur essor commercial, l'urbain et le rural sont fortement imbriqués à plusieurs échelles. Un réseau de marchés périodiques se constitue en vue de profiter des opportunités du marché, ces interfaces cristallisent les interactions urbain-rural.

Les recompositions à l'intérieur du massif offre de nouvelles conditions de participation de l'économie montagnarde à l'économie nationale. L'organisation du système d'échange redéfinit les rapports de dépendance entre la périphérie et son centre, elle réagence les versants du massifs en faisant la part belle aux logiques d'accessibilité au marché dans lesquelles les marchés périodiques jouent un rôle important. Chaque entité semble affirmer ses attributs spécifiques grâce aux interrelations qui les lient entre elles.

Chapitre 1

UNE MONTAGNE NOURRICIERE, QUELLE ORIENTATION DU MODELE PRODUCTIF ?

L'objet de ce chapitre est de montrer la vocation agricole de ces montagnes, leur orientation vers le marché et l'amplification des échanges commerciaux de produits issus de la terre. Cette disposition classique de nombreux massifs d'Afrique tropicale s'appuie sur des conditions environnementales favorables et sur un système urbain dominé par la ville de Mbeya. Les relations entre la capitale régionale à croissance très élevée et son arrière pays plein s'articulent dans le cadre d'un marché agricole libéralisé. Les échanges sont amplifiés, ils concernent une gamme plus large de produits et d'acteurs. Cette intensification met en relation un nombre plus important d'espaces à l'intérieur de la montagne et également dans le territoire national et sous-régional.

Les avantages comparatifs des Uporoto lui confèrent un rôle de territoire de production majeur pour la population tanzanienne, pour la banane et la pomme de terre, elle fait partie du trio de tête parmi les principales zones d'approvisionnement de la capitale économique. Son modèle productif était basé sur les cultures commerciales traditionnelles (cash crops) telles le café, le pyrèthre et le thé, auxquelles s'articulaient les cultures vivrières. Depuis les années 1980, le modèle classique est en déclin tandis que s'affirment les cultures alimentaires commerciales dynamisées par la croissance de la demande urbaine. Des terroirs montagnards se reconvertissent, d'autres se convertissent aux productions marchandes dont le commerce se réalise dans le cadre d'un marché dérégulé, ou plutôt régulé par la loi du marché. Les nouvelles cultures commerciales, surtout la pomme de terre, sont un vecteur de marchandisation de facteurs de production et de dépendance à l'économie de marché. Les terrroirs, lieux de pratiques sociales et culturales éprouvées, se transforment en des espaces de production régis par des logiques vénales.

Le premier point s'intéresse aux facteurs physiques d'une agriculture abondante à travers la situation géomorphologique et climatique, la seconde section considère le développement de l'agriculture et son évolution vers le marché, la dernière partie traite de la dimension économique de l'agriculture et des reconfigurations spatiales dans les Uporoto.

1. Conditions physiques d'une agriculture abondante

À l'opposé des idées reçues sur l'Afrique qui lui donnent une image répulsive[28], ce continent recèle des campagnes d'altitude capables de nourrir non seulement ses habitants mais également ceux des villes. Les facteurs qui rendent possible une agriculture riche relèvent d'un environnement favorable caractéristique de la plupart des montagnes d'Afrique de l'Est, et aussi d'une histoire agricole qui souligne les mutations de la paysannerie en particulier face à la croissance urbaine.

1.1- Situation géomorphologique

Les montagnes Uporoto se situent au sud-ouest de la Tanzanie, à proximité de la Zambie et du Malawi, entre 8,5° et 9,5° de latitude au sud de l'équateur et entre 33° et 34° de longitude à l'est du méridien de Greenwich. Elles sont incluses dans le système géologique de la vallée du grand rift, « berceau de l'humanité », à qui elles doivent leur topographie. La vallée du rift africain s'étend de la Mer Rouge au Zambèze sur plus de 6000 km de longueur et forme un « Y » pour lequel la branche du levant est la plus longue. La position des Uporoto est remarquable puisqu'elles constituent le cœur où se divise le rift est africain en deux bras : le rift occidental et le rift oriental. Au sud des Uporoto le grand rift est-africain abrite le lac Nyassa dans son fossé d'effondrement. Le rift occidental est le support de nombreux grands lacs est africain dont le lac Tanganyika (le plus profond d'Afrique, 1400 m, et le deuxième plus profond du monde), le lac Kivu, le lac Edouard, le lac Albert. Les failles longent ces dépressions et peuvent s'élever à plus de 5000 m (5110 m pour le mont Margherita), elles comprennent notamment les montagnes Virunga et Ruwenzori. La vallée est du rift est moins saillante, elle se prolonge par delà les terres Masai jusqu'à la mer Rouge.

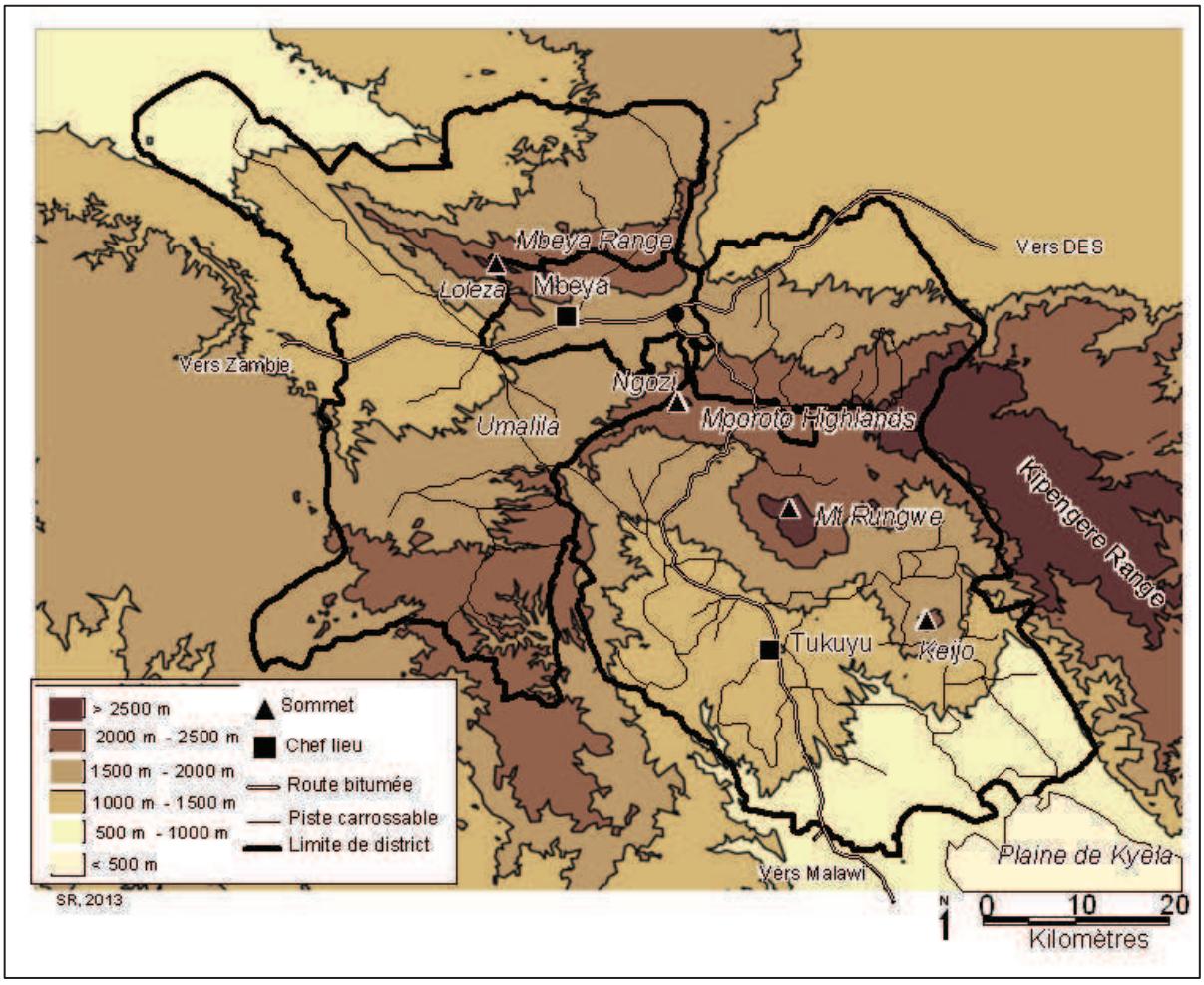
[28] Voir à ce sujet Courade G. (dir.) (2006) *L'Afrique des idées reçues*. Belin. Paris. 400 p. « [Les idées reçues] issues des projections occidentales, des explications du retard africain et des réévaluations mémorielles, mais aussi des confrontations autour du développement, elles sont souvent répétées de manières obsédantes depuis l'époque coloniale sans vraiment avoir évolué ou être rediscutées. [ ] L'ensemble de ces attributs appartient à une Afrique mythique alors que ce continent est pluriel dans sa géographie et son histoire, ses sociétés et son économie, ses lieux de mémoire et ses mythologies. » pp 37-38.

Carte 2. Rift Est-Africain[29]

La démarcation des Uporoto n'est pas claire, en particulier à l'Est, où elles se prolongent dans le Kipengere Range orienté sud-est ; au nord elles s'étirent dans le Mbeya Range (2824 m au Mbeya Peak). Elles forment un croissant bréviligne horizontal dont la face convexe est légèrement pointée vers le nord-ouest, qui englobe le Uporoto Ridge (altitude

[29] D'après une carte sans légende trouvée sur internet. Source internet non retrouvée.

supérieure à 2000 m et comprenant le Ngozi Crater Lake), le mont Rungwe (2960 m), le plateau Umalila (altitude supérieure à 1900 m) et les terres au-delà de 1000 m dans le district Rungwe.



Carte 3. Reliefs des Uporoto

Géologie

Les formations géologiques sont marquées par le volcanisme toujours actif dont des preuves indiquent que des éruptions pourraient encore survenir (Fontijn et al, 2012). Trois volcans sont actifs, ils sont situés sur un axe orienté sud-est à nord-ouest, jalonné de centres volcaniques, entre les lignes de faille du rift occidental et à la jonction avec le rift oriental. Le mont Ngozi s'élève 2622 m et abrite dans sa caldeira de près de 4 km² le lac Ngozi. Le mont Rungwe (2961m), stratovolcan formé il y 2,5 millions d'années aurait connu sa plus importante éruption explosive dans l'Holocène il y a environ 4000 ans, la dernière serait survenue vers 800 de notre ère. Il a la superficie la plus étendue et est couronné par une

caldeira de plus de 4 km de diamètre. Le volcan Keijo (2175 m) est le massif le moins vaste du trio, il est localisé sur la partie sud-est de ce corridor volcanique.

Globalement le sol de la zone d'étude est composé de cendres volcaniques magmatiques anciennes (haut pliocène, moyen pléistocène, haut miocène) et jeunes (haut à moyen pléistocène). Les premières sont largement érodées. Les roches principales du sous-sol sont des trachytes, des phonolites, également du calcaire (trachyte à phonolite) et du basalte. Sous les cendres jeunes, la lithosphère est constituée de lave basaltique, elle est accompagnée de trachytes phonolitiques anciens et de calcaire (trachyte phonolitique) sur les versants du mont Rungwe. Ce calcaire est aussi présent à l'est, vers Mwakaleli. En direction du lac Nyassa sous 600 m d'altitude, dans la plaine du même nom, le sol est formé de dépôts lacustres (haut miocène, pliocène) et d'alluvions (moyen pléistocène, holocène). Une zone de grès rouge (du crétacé) se trouve à l'entrée du plateau Umalila, et en dessous de 1000 m entre la rivière Kiwira et Ruwalesi. La composition globale de la lithosphère de la zone d'étude est caractérisée par un sol andique, qui offre des spécificités physiques, minéralogiques et chimiques expliquant leur importante fertilité.

L'ensemble des sols « andiques » [= sol noir en japonais] est caractérisé par l'existence de propriétés « andiques » dans la majeure partie du solum ou, au minimum, sur les 40 premier centimètres depuis la surface. Ces propriétés de comportement résultent d'une constitution spécifique. Leur fraction colloïdale est dominée par des complexes organo-minéraux stables, très hygrophiles et à propriété de gels. Ces complexes sont constitués de produits minéraux amorphes ou para-cristallins (allophane, imogolite, hisingérite) associés en abondance à des acides humiques [ ] Les sols « andiques » présentent une structure micro-agrégée, très poreuse et très friable, qui leur confère une faible densité apparente et une faible plasticité.

P. Quantin, 3ème version, octobre 1988, remodelée par D. Baize.

http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_23-25/30953.pdf

Encadré 1 : Caractéristiques des sols volcaniques

Cet encadré présente en termes minéralogiques ce qui fonde la fécondité des terres volcaniques. Autrement dit, dans les andosols, la matière organique est présente en quantité importante, elle est fortement humifiée, les liaisons matières organiques et matières minérales sont fortes et la capacité de rétention de l'eau est très importante (Bonfils, Moinerau, 1971).

Topographie

Les combinaisons entre le système du rift et les caractéristiques volcaniques qui en sont le produit ont créé une complexité géomorphologique et une variété d'aspects. Cela se traduit par des paysages variés et marqués par des reliefs plus ou moins découpés dans lesquels s'enchevêtrent chaînes de montagnes, vallées, escarpements, planèzes et les nombreux cours d'eau. Les Uporoto forment la ligne de partage des eaux entre le bassin de la rivière Great Ruaha au nord-est alimenté par le Kipengere Range et ceux des rivières qui s'écoulent globalement selon une orientation nord-sud, nord sud-est et qui se jettent dans le lac Nyassa. Le système géomorphologique des Uporoto comprenant les trois volcans est un véritable château d'eau pour le bassin versant de la Kiwira, de la Luwalesi, de la Mbaka et de la Rumakali (Lufirio), tous compris dans le concave du croissant. Une pléiade de cours d'eau a pour source le mont Rungwe qui configure leur drainage selon une forme radiale. En contrebas du convexe, depuis l'arrête ouest du croissant, s'écoulent le réseau hydrographique de la Runga, et une partie de celui de la Songwe, irriguant le plateau Umalila. Le terrain s'échelonne de près de 3000 m à environ 1000 m. Une catégorisation en fonction de l'altitude, permet de dessiner les grands traits des trois étages retenus dans cette présentation générale, elle s'appuie sur le découpage de William Rugumamu[30].

- La zone moyenne (1000-1500 m) recouvre la planèze disséquée au sud du mont Rungwe et le plateau du Songwe, tous deux séparés par l'arrête Uporoto (Poroto Ridge). La planèze centrale est bordée à l'est par l'escarpement des monts Livingstone et à l'ouest par la rivière Kiwira. Les principaux éléments du relief sont :

  - le bouclier volcanique en forme de dôme autour de Tukuyu, irrigué par de nombreux affluents de la Kiwira et de la Mbaka.

  - la pédiplaine volcanique disséquée Mwankenja, au sud-ouest du mont Rungwe, drainée par la Kiwira et ses affluents

  - le plateau Lupata, composé de collines coniques et de caldeiras, situé entre la Mbaka et la faille des Livingstone.

[30] Rugumamu W., (1988) *Soils resource survey and evaluation for land use planing in part of Mbeya Region, Tanzania*. Thesis of Doctorate. University of Dar es Salaam.

- La zone d'altitude (1500-2000 m), située au nord de la zone moyenne. Elle a une forme en arc de cercle qui se prolonge eu nord par le Mbeya Range. Elle regroupe :

  - La plaine centrale de Mbeya qui s'élève graduellement vers les plus hautes altitudes des Uporoto, sa topographie ondule et supporte des collines coniques. Elle est drainée par des affluents de la Songwe et de la Ruhaha au nord-est.

  - L'escarpement Rungwe descend doucement du sommet du volcan jusqu'au dôme de Tukuyu. La topographie est très saillante, elle comprend des vallées étroites et profondes où s'écoulent les tributaires de la Kiwira et de la Mbaka.

  - La plaine longiligne verticale de Mwakaleli, enclavée par le Rungwe au nord-ouest, le plateau Kitulo au nord (parfois nommé Elton), les Livingstone à l'est et le Kiejo au sud. Elle est drainée par les affluents de la Lufirio.

  - Le bassin Isongole est contenu au nord-est par les hauteurs des Uporoto et au sud-est par le Rungwe. Il a une forme de bol ouvert vers l'ouest irrigué par des tributaires de la Kiwira.

  - Le plateau Umalila qui s'engouffre dans l'arrête des Uporoto et qui s'ouvre vers le bassin de la Songwe, dont l'amont du réseau hydrographique orienté est-ouest, est très dense dans cette partie.

- La zone montagneuse (2000-3000 m) correspond au sommet du croissant qui se prolonge à l'est dans la chaîne Kipengere via le plateau d'altitude Kitulo, elle englobe également les hauteurs des volcans Rungwe et Ngozi. Elle représente un véritable château d'eau.

  - La crête des Uporoto a une forme d'arc de cercle, dont l'arrondi est marqué par de multiples et variées excroissances et trouées étroites. Elle est caractérisée par des escarpements modérés à parfois très abrupts (>30°), et par des vallées étroites et profondes. Elle draine le lac Nyassa, la Songwe et la Ruhaha.

- Le Rungwe s'élève de manière conique tandis que le Ngozi a une forme plus ovale. Le premier draine, suivant une disposition radiale par un réseau dense la Kiwira, la Mkaba et la Lufirio qui ont creusé de profondes vallées. Le second alimente la Songwe et la Kiwira.

La topographie est caractéristique du grand rift est-africain marqué par le volcanisme, les Uporoto sont un château d'eau qui alimente via un dense réseau hydrographique une vaste aire s'étalant bien au-delà du territoire montagnard.

1.2- Climat et végétation

Le climat et la végétation reflètent les caractéristiques générales des montagnes d'Afrique de l'Est, leur environnement est influencé par la zone climatique de type tropical humide et est nuancé par l'altitude. Il en ressort un large panel de situations favorables aux activités traditionnelles des sociétés agricoles.

Climat

Les conditions atmosphériques sont sous l'influence des importantes masses d'eau : l'océan Indien et la lac Nyassa, la latitude (entre 8,5° et 9,5° au sud de l'équateur) et l'altitude. Cette dernière affranchit selon un gradient altitudinal les conditions atmosphériques du massif à la zone climatique, la chaleur décroit avec l'altitude. Globalement, les précipitations sont importantes et la saison des pluies s'étale du mois d'octobre au mois de mai. Les étages les plus hauts sont plus froids et humides et la température peut descendre au dessous de zéro. Ils sont fréquemment noyés dans un brouillard persistant qui par moment réduit la visibilité à quelques mètres. Les étages en dessous de 1700 m connaissent des températures plus élevées surtout à la période chaude entre les mois d'octobre et de février. Entre 1700 m et 2000 m, la situation est intermédiaire, le thermomètre passe fréquemment en dessous des 10° et par moments en dessous des 5 ° en été. L'évolution des températures[31] le long de l'année indique des caractéristiques analogues, les zones les plus proches du lac Nyassa ont des températures plus irrégulières. L'altitude affecte les températures, plus on s'élève, plus elles descendent. Dans les Uporoto Highlands, le gel est fréquent pendant la nuit en saison froide (mai à août). Pendant cette période, le thermomètre à Mbeya peut aussi

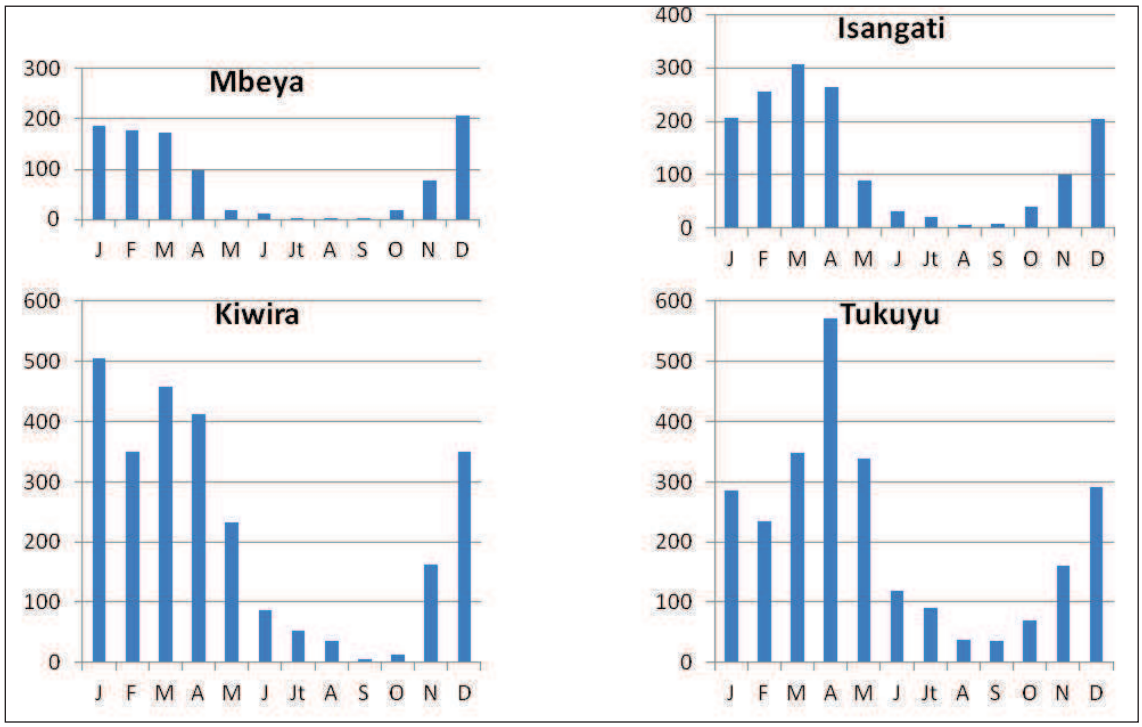
[31] Seules les données pour Mbeya et Chivanje sont disponibles, in Rugumamu (1988).

descendre en dessous de zéro aux heures nocturnes. D'après les données disponibles, la température annuelle moyenne à Mbeya est de 16,9° (min 4,6° ; max 26,8° ; 1963-1977) et est de 21,6° (min 15,1° ; max 28,7° ; 1976-1980) à Chivanje (1067 m).

Le régime des précipitations est de type unimodal, la saison des pluies s'échelonne du mois d'octobre au mois de mai. Elles sont plus importantes au sud de l'arrête où elles atteignent 2662 mm à Kiwira[32] (1961-1970 ; 1372 m) et 2577 mm à Tukuyu (1961-1982 ; 1615 m), et jusqu'à 3500 mm dans les Uporoto Highlands (Nalitola, 1990 *in* Sokoni, 2001). Le minimum a été observé à Mbeya (959 mm). À l'est du croissant, elles sont moins importantes, de l'ordre de 1536 mm à Isangati (1961-1982 ; 1829 m), situé aux portes du plateau Umalila et de l'autre côté de l'arrête. L'évaporation régulière du lac Nyassa, bloquée par les Uporoto agit sur l'atmosphère humide du concave, fréquemment plongé dans le brouillard et les nuages. Les variations annuelles sont notables, d'après la population locale, la stabilité et la régularité des saisons sont plus incertaines qu'auparavant. A. Vincens et al[33] indiquent des observations de l'ordre de 2500 mm à Tukuyu. Cosmas Sokoni observa en 1996 qu'au mois de novembre, la saison des pluies n'avait toujours pas commencé, et que les paysans se plaignaient d'un raccourcissement de la saison des pluies et de la baisse des précipitations (Sokoni, 2001).

[32] Données issues de mesures anciennes, années 1961-1982, années 1961-1970, les altitudes indiquées sont également celles mentionnées dans Rugumamu (1988).

[33] Vincens A. et al (2003) *Pollen-based vegetation changes in southern Tanzania during the last 4200 years: climate change and/or human impact*. In Palaeogeography, Palaeoclimatology, Palaeoecology Volume 198, Issues 3–4, 1 October 2003, Pages 321–334.



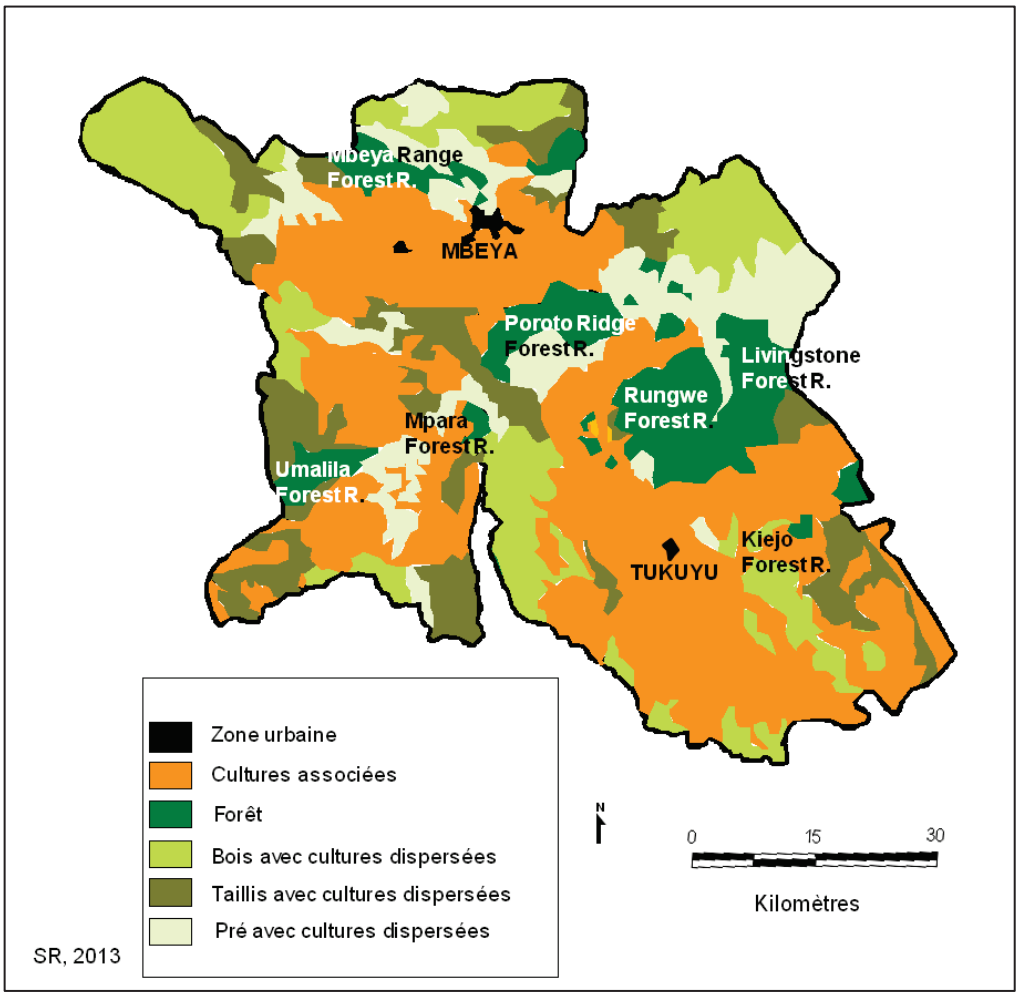
Graphique 1. Diagramme des précipitations, d'après Rugumamu, 1988

Les diagrammes de précipitation indiquent des variations en termes de distribution des pluies : dans le concave des Uporoto, la saison des pluies est plus longue et leur volume est plus important que dans le convexe de la crête. Plus on se rapproche du lac Nyassa, plus le régime des pluies est irrégulier. Dans la zone convexe, l'altitude est moindre, tout comme les précipitations, et tout comme la durée de la saison des pluies.

Les différents climats influent les types et les durées de mise en culture de ces espaces où le sol est principalement exploité en polyculture.

Végétation

Le couvert végétal est influencé par l'altitude et est le résultat d'un territoire fortement anthropisé, l'agriculture est le mode principal de mise en valeur du sol. Les cultures permanentes (banane, thé, café, arbres fruitiers, etc.) et les cultures annuelles (pomme de terre, maraîchage, céréales, etc.) sont réalisées entre des espaces de prairies et de forêts, sur les plateaux, sur les collines et les reliefs même le plus abrupts et dans les fonds de vallées. La forêt initiale a presque partout été défrichée pour laisser la place aux activités agricoles, sauf là où elle a été mise en réserve. Dans les Uporoto Highlands, Cosma Sokoni notait « *a part from the reserved forests no other natural forests has survived from the expansion of farmland* » (*idem* : 96).



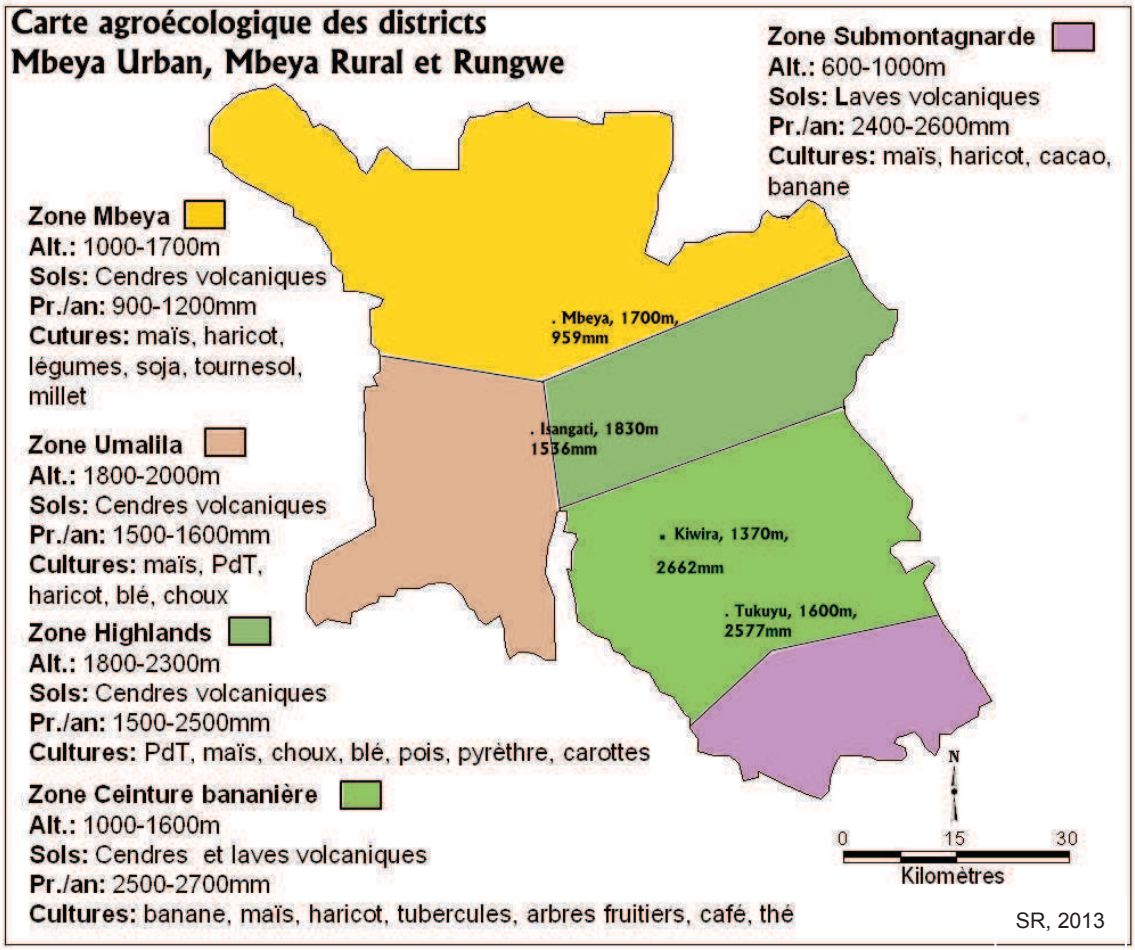
Carte 4. Couverture et usage du sol

- Au dessus de 1800 m, la forêt pluviale est la formation végétale initiale, la canopée s'échelonne de 7 à 40 mètres. La forêt est marquée par l'altitude, les principales essences sont : *Millettia, Ficus, Cissus, Arundinaria Alpina* (bambou), *Hagenia abyssinica, Ocotoa usambarensis, Ficalhoa laurifolia*. Une dizaine de parcelles classées en tant que réserves forestières sont protégées, la plupart d'entre elles sont de très petites dimensions, et sont convoitées par les paysans. Seules la Rungwe Forest Reserve, la Poroto Ridge Forest Reserve et la Livingstone Forest Reserve ont des superficies importantes (environ 120km² pour RFR). Non loin d'Igoma, une plantation de pins a été créée au début des années 1970 en remplacement de la forêt initiale et des prairies.

- Des prairies boisées poussent dans les Uporoto Highlands entre 1700 et 2300 m enveloppant la Poroto Ridge Forest. Y paissent des vaches pour la

production de lait. Hormis les forêts protégées c'est l'étage du maraîchage (pomme de terre, chou, tomate, carotte), du blé et du maïs. Le pyrèthre fut une culture commerciale majeure de cet étage, jusqu'à son déclin qui a correspondu à l'essor de nouvelles cultures commerciales : la pomme de terre et le maraîchage. Les essences originaires les plus rencontrées sont : *Hyparrhenia, Themada, Acacia albida, Erythrina abysinica, Agoria salicifolia.*

- Entre 1000 m et 1800 m, le couvert végétal est le fruit de l'agriculture qui associe les cultures annuelles et les cultures saisonnières : haricot, maïs, banane, arbres fruitiers (avocat), fruits (ananas), thé, café, manioc, etc. Des plantations de café sont établies sur le plateau Songwe, tandis que celles de thé se trouvent au sud du mont Rungwe.



Carte 5. Carte des zones agroécologiques

2. Le développement de l'agriculture

L'économie du terrain d'étude est marquée par la prédominance de l'agriculture dont les productions sont non seulement destinées à l'alimentation de la population locale mais également à la demande urbaine nationale, voire sous-régionale. L'agriculture est familiale, elle recourt à la main d'œuvre pour des tâches spécifiques ; elle est en transformation, bouleversée par les modifications de l'environnement économiques et des modes d'encadrement. Des processus d'individuation et de commercialisation des moyens de production sont des manifestations de la pénétration de l'économie globale dans un monde rural plein articulé à l'économie de marché.

2.1- Caractéristiques de l'agriculture

Les données agricoles de cette section proviennent de plusieurs sources :

- a : rapport du National Bureau of Statistics (NBS) portant sur l'agriculture, basé sur le recensement de 2002[34]

- b : rapport du bureau de la planification de la région Mbeya, 2011, basé sur les données des services de l'agriculture des districts

- c : tableaux statistiques du bureau régional de l'agriculture, qui compile les données d'après celles des districts

- d : données issues de mes questionnaires

J'indique toutes les données récoltées et leur source[35]. Il m'est apparu important de mentionner tous les chiffres disponibles pour essayer de coller au maximum à la réalité. La valeur de ces chiffres n'est pas tant de donner des indications précises, mais plutôt dans notre contexte, ils visent à donner des indices et des ordres de grandeur. Il est extrêmement délicat de travailler avec des données statistiques dont le manque de fiabilité est mis en exergue par

[34] URT, NBS (2007) *National Sample Census of Agriculture 2002/2003, Vol VI : Regional Report : Mbeya.* Dar es Salaam. NBS. 332 p.

[35] Pour ne pas alourdir la lecture, s'il n'y a qu'une seule source, elle est indiquée à une seule reprise par phrase ou par paragraphe. Elle est mentionnée dès qu'il a un changement et quand elles sont plusieurs. Je ne présente pas certains chiffres fantasques et incontestablement faux, probablement issus de mauvais calculs (comme des moyennes aberrantes).

des chiffres divergents si ce n'est contradictoires entre plusieurs documents officiels. Ce point sera développé dans le chapitre trois.

Des terroirs saturés mis en valeur par des systèmes de production éprouvés

Les Nyakyusa, peuple du Rungwe, sont rompus à l'agriculture « They [the Nyakyusa] are cattle owners and cultivators, with elaborate techniques of green manuring and rotation, and unlike most of their neighbours they practise fixed, not shifting cultivation ». (Willson, 1949 : 2). Leurs systèmes de productions ancrés dans des terroirs fixes allient agriculture et petit élevage. Un système de production est « la combinaison de cultures et de moyens de production mis en œuvre au niveau de l'exploitation agricole » (Chaléard, 1987 : 19). Cette section présente les moyens de production à travers la terre, la force de travail et les instruments de travail, puis seront exposées les cultures des Uporoto. Globalement, les foyers agricoles produisent des cultures traditionnelles pour leur autoconsommation et vendent les éventuels surplus, s'ajoutent ceux qui peuvent en complément produire des cultures commerciales pour dégager des revenus.

De faibles superficies cultivées par foyer

Les terres sont propices à l'agriculture, ainsi les surfaces arables représentent 89 % (216400 ha) (c) de la superficie de MR, 75 % (165825 ha) du Rungwe et jusqu'à 45 % (9623 ha) de MU. Les trois districts de la zone d'étude n'ont pratiquement plus de terres en réserve, la quasi-totalité du sol est cultivée mis à part les réserves forestières. Dans le district Mbeya Urban, 96 % (a) de la terre arable disponible par foyer est mise en valeur, ce taux s'élève à 97 % dans Mbeya Rural et à 98 % dans le Rungwe. Ces chiffres sont impressionnants, il est intéressant de les compléter par la superficie moyenne disponible par ménage qui est de 1,23 ha pour l'ensemble des trois districts, soit 0,8 ha dans MU, 1,7 dans MR et 1,2 dans le Rungwe. Les moyennes, bien commodes soient-elles, ne sont pas toujours pertinentes, celle-ci en est un exemple, il est donc plus approprié de la calculer sur les deux districts ruraux, elle est donc de 1,45 ha pour la zone rurale. Cependant, les densités dans les districts ne sont pas homogènes, comme on le verra, il y a de grandes différences à l'intérieur des districts entre les zones d'altitudes, les zones sub-montagnardes et la plaine. Globalement, elles s'étalent de moins de 100 à 475 hab./km² pour la rural du Rungwe, et de 100 à 250 hab./km² dans Mbeya Rural, les plus élevées se concentrent entre 1200 et 1600 m. Il est fréquent que des foyers travaillent plusieurs parcelles situées dans des villages ou des versants différents. Selon mes

enquêtes qui concernent des ménages vivant dans la montagne, là où les densités sont fortes, la superficie moyenne disponible par ménage est de 2,3 acres (d), soit 0,9 hectares et les foyers disposent en moyenne de trois à quatre parcelles. Les foyers dont les revenus ne dépendent que de l'agriculture disposent de 3 acres, soit 1.2 hectares. Mes données sont en deçà de celle du NBS, la différence peut provenir de l'intervalle entre les enquêtes, mais plus certainement du fait que mes données proviennent des zones de montagne où la densité est élevée, tandis que celles du NBS concernent les districts entiers dont les écarts de densité sont importants par endroits. La faible superficie cultivée par foyer rapportée au nombre de champs indique que ces derniers sont très petits, d'ailleurs l'unité utilisée localement n'est pas l'hectare (100 m X 100 m = 10000 m²) mais l'acre (63 m X 63 m = 4000 m² = 0,4 ha). Au-delà des chiffres, la caractéristique importante est la faible surface disponible par ménage et la taille réduite des parcelles. La jachère n'est plus possible du fait de la saturation foncière, la terre est très convoitée, elle est une denrée rare des systèmes de production.

La force de travail

L'agriculture des Uporoto est en transition, cette évolution est le fruit de son adaptation à l'environnement économique. Elle est encore fortement marquée par un mode familial et paysan, soit « une organisation de modes de vie et de production caractérisée par les liens étroits existant entre les activités sociales et économiques, les structures de la famille et les conditions locales (terroirs, groupe d'appartenance) » (Courade, Devèze, 2006 : 5), cependant, l'insertion dans l'économie de marché a favorisé des phénomènes d'individuation et le recours à la main d'œuvre salariée. Les résultats des enquêtes menées confirment le caractère familial des unités agricoles. La main d'œuvre familiale est utilisée dans 59 % (d) des cas, les employés à hauteur de 16 %, la famille et les ouvriers dans 21 % des cas, et 4 % des unités sont exploitées par une seule personne qui emploie des ouvriers. Autrement dit, près de la moitié des foyers agricoles ont recours à des ouvriers agricoles payés. Ce chiffre peut indiquer la pénétration de l'économie monétaire dans le rural, le délitement des solidarités villageoises et les changements dans les choix de culture. Malheureusement, il n'existe pas à ma connaissance de statistiques officielles, il serait intéressant de connaître la tendance. On peut présumer que ce chiffre est en augmentation au regard de l'évolution générale de l'agriculture, et en fonction du contexte spécifique des Uporoto. Certains travaux nécessitent l'emploi d'ouvriers agricoles, c'est le cas notamment pour les récoltes et mises en sac de pomme de terre. Les Safwa qui sont un des deux groupes majoritaires de la zone

d'étude utilisent depuis plusieurs décennies le travail salarié agricole comme source de revenu, pendant la colonisation des hommes partaient travailler dans les plantations à Tanga, Morogoro, Kilombero et Kilimandjaro. L'évolution de la force de travail est un indicateur de l'insertion de l'agriculture des Uporoto dans l'économie globale.

Les techniques de production

Le sol

La préparation du sol se fait à la force des bras avec la houe, outil aratoire traditionnel quasi-exclusif utilisé pour le labour et le sarclage. Seulement 6 % (d) des paysans utilisent la traction animale pour le labour, ceux là disposent d'au moins trois parcelles et/ou trois acres. La terre est travaillée pour réaliser des cultures sur billons pour la plupart des cultures. Cette technique demande beaucoup de travail, elle consiste à faire des rangées de petite butes qui ont l'avantage de favoriser le drainage de la pluie et la conservation de l'humidité, d'augmenter les rendements et de lutter contre l'érosion ; les billons « permettent une meilleure utilisation des réserves d'humus, une moindre perte des éléments fertilisants, une limitation de l'érosion sur les pentes, l'évacuation de l'excès d'eau » (George, 1993 : 44). Les terrasses sont une technique culturale traditionnelle des Uporoto Highlands, mais cette méthode est en déclin, ce qui facilite l'érosion. Les causes de la baisse sont l'abandon du système coutumier d'organisation des activités, en particulier l'entretien collectif des terrasses. Cette évolution serait due à la commercialisation des moyens de production en réponse aux changements économiques (Sokoni, 2001). Les cultures alternent sur des sols très sollicités. Le système de rotation des cultures est favorisé par les conditions environnementales et par les choix culturaux. Certaines plantes traditionnelles (haricot, maïs) peuvent donner deux récoltes la même année, aussi des végétaux à cycle courts sont intercalés (pomme de terre, chou) entre les cultures habituelles. Le calendrier agricole traditionnel est bouleversé par l'insertion de cultures commerciales dans les intervalles coutumiers. Par endroits, les sols sont utilisés toute l'année. Il existe une différence dans le taux d'usage du sol selon les saisons, en particulier dans les districts MR et MU, dans le Rungwe la distinction n'est pas significative. Pendant la saison sèche, après la récolte du maïs, une partie des parcelles des districts MR et MU est nue, d'après le NBS un quart des terres cultivées en saison humide le sont aussi en saison sèche.

L'irrigation est peu répandue dans la zone d'étude, elle se réalise par gravité, l'eau s'écoule dans des petits canaux qui captent l'eau dans une rivière. La superficie irriguée totale

du district MR serait de 3377 ha(a), de 295 ha dans MU et de 2193 ha dans le Rungwe. Elle se rencontre en périphérie de Mbeya, dans le *ward* d'Utengule (environ 1000 ha (d) et dans celui d'Igawilo (environ 160 ha), et de manières éparses autour d'affluents de la Songwe. Sur le piémont du Rungwe, l'irrigation est située en particulier dans l'arrière pays de Kiwira et dans le bassin versant de la rivière éponyme et dans une moindre mesure autour de la Rumakali vers Mwakaleli.

Les intrants

Environ la moitié des producteurs utilise des engrais, 54 % des paysans rencontrés indiquent avoir recours aux engrais naturels (fumure et compost), 52 % utilisent des engrais chimiques et 23 % se servent de pesticides. Les produits phytosanitaires chimiques sont systématiquement employés pour les cultures de pomme de terre, de chou et autres plantes maraichères. Si l'on retranche de la population enquétée, les producteurs de deux villages spécialisés en pomme de terre et en chou (Ntokela et Simambwe), ce n'est plus que 26% des paysans qui épandent des engrais modernes et 10 % des pesticides. Le fumier provient des petits élevages en stabulation composés par ordre décroissant de poules, de bœufs, de porcs, de chèvres et de moutons. Les cultivateurs utilisent à 67 % des semences améliorées (46 % en retranchant les producteurs de Ntokela et Simambwe). Les types de culture caractérisent les systèmes de production et les zones de productions. Le type d'intrants employés est un indicateur de l'insertion de la paysannerie au marché et permet de qualifier les systèmes de production. Mis à part la production de cultures commerciales, l'intensivité relative de l'agriculture ne repose pas sur l'usage important d'engrais et de matériel.

Le bétail et les volailles

Bovins, caprins et ovins.

Les animaux sont associés aux systèmes de production agricoles, certains peuvent être l'objet d'une petite industrie telle l'aviculture, ou la production de lait en périphérie de Mbeya. D'après le NBS, le nombre de bœuf s'élève à 86639 (a) têtes dans le Rungwe, 67205 dans MR et 9016 dans MU. Environ les trois quarts du bétail est composé de vaches laitières. Le pourcentage de races à lait sélectionnées est de 26 % dans le Rungwe et 14 % dans MR. Ce taux serait en augmentation constante car l'État appui la production laitière (Small-Scale Dairy Development Programme) (Foecken, Sofer, Mlozi, 2004). Les modes d'élevage sont la stabulation et la pâture. Le premier fait référence aux bœufs maintenus dans un enclos de la taille de la bête nourrie de fourrage, le second ne signifie pas la libre pâture sur des prairies, il

s'agit plutôt d'attacher le *bos taurus* à un piquet avec une courte corde, puis de déplacer le piquet quand l'herbe est rase.[36]

Les chèvres et les moutons sont de races locales et sont élevés pour leur viande. Ils sont élevés dans l'exploitation, liés à un poteau, ils paissent, ils défrichent où ils recyclent des déchets organiques. Les caprins et les ovins sont au nombre de 77995 dans MR, 12780 dans le Rungwe et 10399 dans MU, rapporté au nombre de ménages ruraux cela représente 1,4 bêtes par foyer dans MR et MU et 0,2 dans le Rungwe. Le chiffre est relativement élevé pour le district urbain tandis qu'il est très bas dans le Rungwe, pays des Nyakyusa qui préfère de loin le porc.

La population de cochons domestiques dans le Rungwe atteint 47019 têtes, 33535 dans MR et 3164 dans MU, soit 0,7 porcs par ménages agricoles dans le Rungwe, 0,6 dans MR et 0,4 dans MU. La plupart du temps, les animaux sont enclos dans une porcherie sommaire grande comme eux.

La volaille

Les races améliorées sont en augmentation, en particulier pour les pondeuses mais ne représentent qu'un très faible volume de l'effectif. Les poules, coqs et poulets sont de races locales, les gallinacés ont été comptabilisés à hauteur de 373004 dans le Rungwe, 313661 dans MR et 55364 dans MU.

Le nombre des animaux présentés est en augmentation (période 1995-2003), sauf pour les bœufs et les moutons dont l'effectif stagne. Les plus fortes croissances concernent par ordre décroissant le porc, le poulet et la chèvre. Il est admis qu'une population qui s'enrichit garnit son alimentation en commençant par les protéines animales, il ne faudrait qu'un pas pour dire que l'augmentation du cheptel est un indicateur de l'amélioration des conditions de vie, je m'en garderais mais il est raisonnable d'affirmer que cette tendance est un indicateur du développement économique.

Les techniques de production sont caractérisées par l'emploi de la main d'œuvre familiale, un équipement simple, un recours limité aux intrants et une complémentarité avec les animaux. L'entrée par les plantes cultivées vient compléter ce profil de l'agriculture des Uporoto.

---

[36] Dans le *ward* MU, se trouvent des exploitations qui concentrent le bétail : Uyole Agricultural Training Institute (60 têtes), Agriculture Research Farm (100 têtes), Iwambi Dairy Farm (200 têtes). Cependant, ces exploitations ne représentent que 4% du total.

Les cultures

La gamme des cultures réalisées dans les Uporoto repose sur des conditions environnementales favorables, sur la diversité de zones agro-écologiques, sur des systèmes de production éprouvés et sur une agriculture en lien avec le marché depuis plusieurs décennies. L'agriculture des Uporoto n'est pas homogène, les systèmes de production se sont adaptés aux conditions environnementales, sociales, historiques, politiques et économiques. La paysannerie montagnarde est articulée depuis des décennies à un schéma global, dont personne ne maîtrise vraiment tous les tenants et les aboutissants mais les changements et les adaptations plus ou moins contraintes s'opèrent. Il en résulte une diversité de paysages agricoles que l'étendue des différentes cultures peut dévoiler. L'association des plantes est très répandue, le fameux trio « haricot-maïs-café » occupe les superficies les plus importantes et il est complété par la banane dans le Rungwe. L'évolution des cultures commerciales modifie le paysage agricole.

À L'échelle des trois districts, en termes de superficie, les premières cultures sont le maïs, le haricot, la banane, la pomme de terre et le café ; en termes de volumes, le classement est la banane, le maïs, la pomme de terre, la patate douce, l'ananas, l'avocat, le maraîchage et le haricot (c). Les cultures représentant des superficies et des volumes faibles ne sont pas étudiées, tels les pois, le millet, le sésame et le sorgho que l'on trouve dans MR, le manioc, les ignames et le riz[37] dans le Rungwe. Il est intéressant de raisonner d'après les indicateurs de superficie et de volume pour tenter de dresser le plus fidèle panorama possible, pour ne pas occulter une culture spécifique et pour mesurer le caractère intensif d'une production. Les tableaux suivants présentent les données issues des services régionaux de l'agriculture qui reçoivent les informations de chaque district[38], j'ai travaillé et compilé les chiffres des trois districts pour dresser le tableau de l'agriculture des Uporoto. Au niveau des surfaces cultivées, on peut distinguer le maïs qui occupe une étendue supérieure à 100000 ha, puis les cultures dont la surface est comprise entre 20000 ha et 30000ha, soit le haricot, la banane, la pomme

[37] Le riz est cultivé dans l'interface du Rungwe et du district Kyela, soit à des altitudes inférieures à 600 m, dans le bassin de la rivière Rumakali, sur une surface de 1600 ha pour un tonnage de 3057 tonnes en 2008-09.

[38] J'ai indiqué nd (non disponible) chaque fois qu'il manquait des données permettant de faire la somme des trois districts. J'ai délibérément éliminé des données, et indiqué nd quand le chiffre était aberrant, trop différent des autres années, signe d'une erreur. Les chiffres en italiques sont peu fiables, peu conformes à la tendance ou peu pertinents, ils diffèrent trop de la série. Je les ai néanmoins laissés faute de mieux, car elles peuvent au moins donner des indices à défaut de statistiques fiables, de plus ils illustrent les difficultés à travailler avec les données statistiques dont la fiabilité n'est pas à toute épreuve.

de terre et le café, puis les autres productions dont l'aire est inférieure à 9000 ha. En ce qui concerne les volumes, la banane se différencie par son tonnage supérieur à 400000 tonnes les deux dernières années, le maïs et la pomme de terre ont des tonnages supérieurs à 350000 tonnes sur la même période, puis un second groupe qui comprend la patate douce, l'ananas, l'avocat, le maraichage, le haricot et le thé avec des volumes qui s'échelonnent entre 17000 et 54000 tonnes, et enfin les cultures qui produisent moins de 4000 tonnes.

Ha **MR MU R**	2002-03	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	Taux évol. 2002-2011 %
maïs	94274	104553	107599	108126	107643	14
haricot	27522	27486	26868	27823	26450	-4
banane	20000	24710	25433	25658	25050	**25**
Pdt	17536	22852	22963	23316	23760	**35**
Café	22455	22358	23358	*17306*	20858	-7
patate douce	nd	8715	9080	8865	9295	7
pyrèthre	6473	3550	3824	3511	3511	**-46**
Thé	3600	5147	5147	*2992*	2992	-17
fruits	3150	nd	nd	nd	nd	Nd
maraichage	nd	nd	1426	*5079*	*2925*	Nd
ananas	nd	nd	2000	*1002*	*nd*	Nd
Blé	878	1390	1495	*nd*	1100	**25**
avocat	nd	nd	615	nd	642	Nd
canne	nd	nd	nd	31655	nd	Nd

Tableau 1 Hectares cultivés districts Mbeya Rural, Mbeya Urban, Rungwe

T MR MU R	2002-03	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	Taux évol 2002-2011 %
banane	nd	331217	374480	473611	501000	**51**
maïs	223935	255501	267904	366916	376751	**68**
Pdt	150200	268171	289845	413101	356400	**137**
ananas	nd	nd	48000	60196	nd	Nd
avocat	nd	nd	38253	nd	40146	Nd
patate douce	29206	37979	39410	nd	nd	Nd
maraichage	nd	nd	19764	*54984*	*28700*	Nd
haricot	12238	17113	22367	*31489*	*52900*	**332**
Thé	8500	19344	22646	24534	13464	**58**
Café	2895	2876	3640	3917	5529	**91**
Blé	1725	2084	1910	1466	2200	**28**
pyrèthre	1945	1500	1282	nd	nd	**-34**
canne	nd	nd	nd	42789	nd	Nd
fruits	28200	nd	nd	nd	nd	Nd

Tableau 2 Volumes produits en tonnes, districts Mbeya Rural, Mbeya Urban, Rungwe

Le maïs (*mahindi*) occupe les superficies les plus importantes et figure parmi les trois principaux tonnages. Elle est considérée comme une culture vivrière (*food crops)* par les autorités. La production dans la zone d'étude est tournée vers l'autoconsommation, le maïs exporté vers les grands centres urbains depuis la région Mbeya provient principalement du district Mbozi. Cependant, il peut être considéré comme du vivrier marchand dans la zone Umalila (MR). Cette céréale est la culture traditionnelle par excellence, utilisée pour préparer le mets atavique mangé quasi quotidiennement, le *ugali*[39], c'est-à-dire le couscous qui est accompagné de légumes feuilles et de haricot (*maharage*). Cette légumineuse est également une denrée coutumière, qui revêt un caractère marchand croissant.

La banane (*ndizi*) est la culture omniprésente dans les paysages du Rungwe. Les superficies cultivées sont stables contrairement aux volumes produits qui augmentent fortement et constamment. Il est à noter que d'après mes observations, ces superficies sont sous-estimées, cela se confirme si on les compare avec les données du NBS pour l'année 2002 qui indiquent une surface égale à 46366 ha, soit le double du chiffre avancé par les services

[39] Le *ugali* est le couscous traditionnel fait à partir de maïs. C'est un aliment de base dans de nombreux pays d'Afrique intertropicale appelée *foufou* au Cameroun, *attiéké* en Côte d'Ivoire, etc. C'est une pâte réalisée à partir de farines bouillies (maïs ou manioc et parfois les deux mélangés, banane, féculent, tubercules et autres céréales).

régionaux de l'agriculture. L'explosion des volumes au regard de la stagnation des superficies pose problème, soit la superficie est mal calculée, soit les volumes étaient sous-estimés les années précédentes. Pour la banane comme pour toutes les autres productions, la croissance des volumes peut aussi s'expliquer par une meilleure récolte des informations. Quoi qu'il en soit, la banane est la principale production en volume, elle est un élément ancien du système de production du Rungwe, sa croissance peut également traduire son orientation vers le marché.

La pomme de terre (*viazi mvirungu*) est une culture commerciale plantée au dessus de 1700 m. Autrefois, le *solanum tuberosum* était une production vivrière, c'est à partir des années 1980 que le tubercule est devenu une denrée commerciale, après l'introduction de variétés sélectionnées et les bouleversements des systèmes de production. Celle qui est nommée en anglais selon de mythiques origines irlandaises (*irish potatoes*) est cultivée de manière intensive, aussi bien au niveau des intrants que de la main d'œuvre. Ce mode de culture intensive explique des rendements importants et les volumes conséquents.

Le café (*kahawa*) occupe un peu plus de 20000 ha selon les services régionaux de l'agriculture. D'après le recensement de 2002, la caféiculture s'étend sur 35 % des terres cultivées du Rungwe et sur 9% de celles de MR, les rendements sont très inégaux : 300 kg/ha dans MR et 60 kg/ha dans le Rungwe. La santé de la caféiculture suit aussi les cours mondiaux de l'arabica négociés à la bourse de New York. Les caféiers du Rungwe ne sont que l'ombre d'eux-mêmes, subsistant sous celle des bananiers florissants. Les plantations ne sont plus entretenues sur le piémont du volcan. Dans MR, des plantations industrielles viennent gonfler les chiffres, mis à part ces exploitations de grandes ampleurs, les arbustes *coffea* ont perdu l'éclat et la fraîcheur des années fastes.

La situation est plus contrastée pour le thé (*cai*), les chiffres indiquent une baisse des surfaces cultivées et une hausse des volumes. Les cultures traditionnelles commerciales ne sont pas au cœur de ce travail, ces seules données contradictoires ne peuvent rendre compte de l'évolution de cette production. Le pyrèthre a beaucoup décru par rapport à la période glorieuse des années précédentes. Si les chiffres peuvent laisser subsister des doutes, des travaux ont montré que les paysans peuvent reconvertir leur système de production, c'est-à-dire passer de *cash crops* traditionnelles à des cultures plus rémunératrices et moins consommatrices d'intrants (Mwakalobo, 1997, 2000 ; Ponte, 1998, Sokoni, 2001).

Les cultures vivrières comme la patate douce, le manioc connaissent une croissance constante, signe de l'essor du vivrier marchand destiné à la consommation montagnarde. Les données sur les fruits et le maraîchage sont délicates à travailler du fait de l'hétérogénéité manifeste des modes de calculs entre les districts, on peut cependant poser que ce secteur est aussi en croissance. L'absence de données peut être interprétée comme un indicateur des changements en œuvre, le plus frappant est l'exemple de l'ananas, de l'avocat et de la canne, qui n'étaient pas comptabilisés au début de la série et qui s'imposent comme des cultures commerciales.

L'évolution des surfaces cultivées par type de culture coorobore la présomption du développement des cultures alimentaires commerciales et du déclin des cultures commerciales traditionnelles. La parmentière et la banane voient leur superficient fortement augmenter. Les données concernant l'évolution des tonnages présentent des taux très importants, pour lesquels il semble prudent de garder des réserves. D'une manière générale, les volumes croissent et les cultures alimentaires commerciales ont vu leur tonnage exploser, en dépit des écarts de valeurs, les taux sont supérieurs à 50 % d'augmentation en moins de 10 ans, ils dépassent les 100 % pour la pomme de terre et les haricots. En dépit de la fragilité, on peut admettre qu'ils indiquent indubitablement un développement certain des cultures alimentaires commerciales, considéré comme l'affirmation d'un nouveau modèle agro-économique.

Les superficies cultivées en vivrier marchand et en cultures commerciales alimentaires augmentent sensiblement, celles des cultures commerciales traditionnelles (café, thé, pyrèthre) décroissent. Les rendements les plus importants concernent la banane, la pomme de terre et des productions s'affirment parfois aux dépens d'autres mais cela n'est pas systématique. L'agriculture des Uporoto est loin du cliché d'une agriculture figée, reproduisant à l'identique, selon le rythme des saisons des cycles immuables, au contraire, elle vit une véritable explosion.

2.2- Evolution vers le marché

Avant la colonisation, les échanges agricoles se rapportaient pour une part non négligeable au troc. Ils se réalisaient par l'intermédiaire des marchés périodiques ruraux dans lesquels les paysans des alentours apportaient leurs produits. Du temps des colons, les Uporoto représentaient une réserve de main d'œuvre pour les plantations des autres régions et

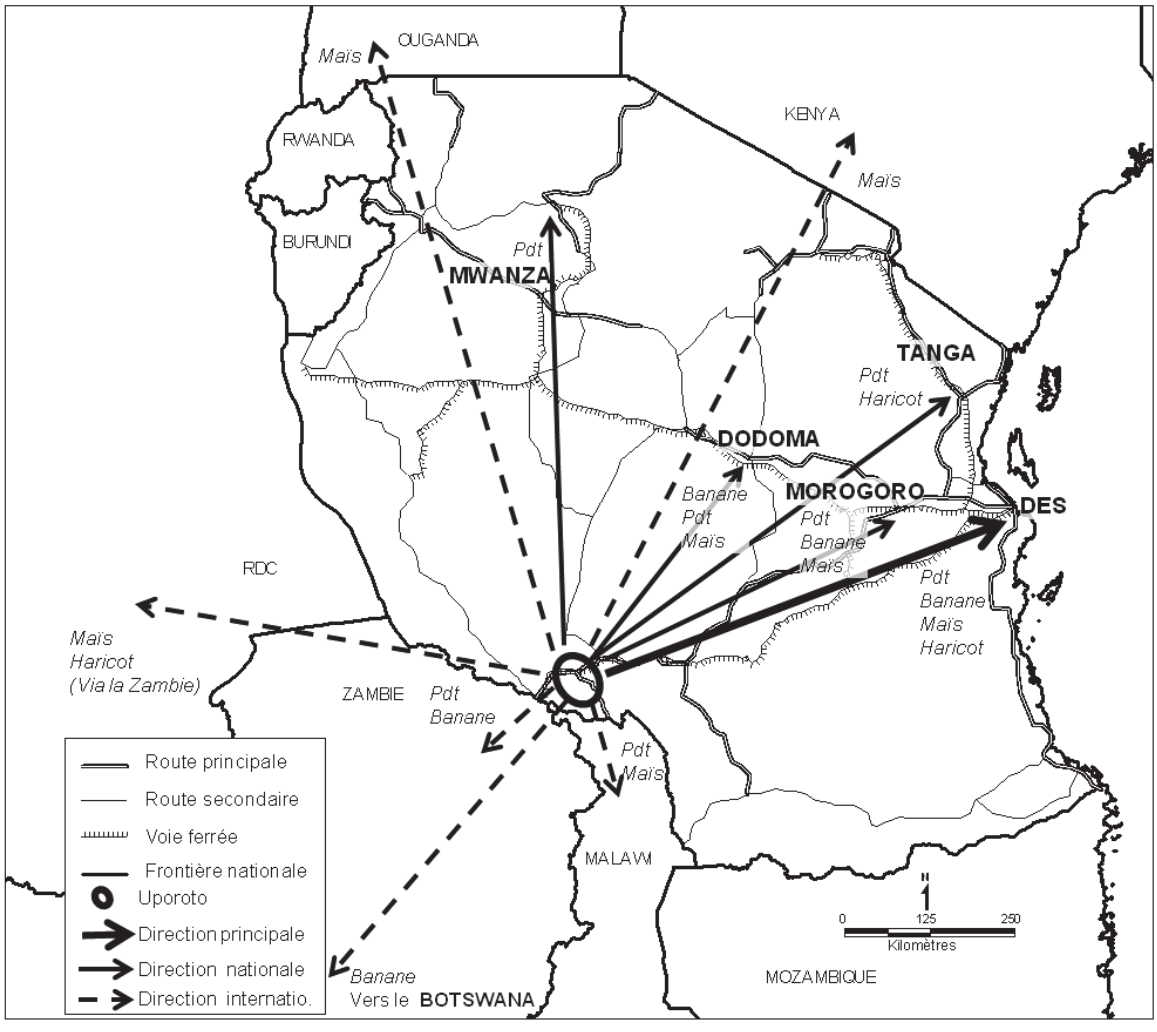
aussi pour l'industrie minière d'Afrique du Sud. Jusqu'au années 1960, la source principale de revenus provenait des travailleurs émigrés (Rasmussen 1986, *in* Ponte, 1998 : 323). Le système de taxation et l'introduction de cultures commerciales ont accéléré le besoin en numéraire et la création d'une main d'œuvre marchande. « *Taxation and export crop production, and laws requiring housholds to cultivate a minimum of acreage of a specific export crop acted as instruments of market penetration* » (Sokoni, 2007 : 4). Les cultures du café, du thé et du pyrèthre ont participé à la mutation de l'économie traditionnelle. Le pyrèthre de Dalmatie (*Tanacetum cinerariifolium*) est une plante herbacée vivace cultivée pour ses fleurs dont on tire une poudre insecticide. Des colons l'auraient implanté dans la région d'Iringa au débit des années 1930 et il aurait été adopté dans les Uporoto vers 1960 (Kabahaula, 1989). Le point de départ du café tanzanien remonte aux Pères français de la Congrégation du Saint-Esprit qui ont planté la première graine à Bagamoyo en 1871. Le café s'est ensuite diffusé dans les terres grâce aux routes caravanières et aux implantations des missions qui exploitaient des cultures vivrières et des cultures commerciales. À partir de 1909 les prix devinrent incitants et nombre de colons se lancèrent dans cette entreprise (Charlery de la Masselière, 1994). Le thé a d'abord été expérimenté par les Allemands en 1904 dans les Monts Usambara et dans le Rungwe à la mission de Kyimbila. C'est à partir de la deuxième moitié des années 1920 que la production commerciale de thé débuta. En 1929 une commission de l'administration coloniale recommanda que le thé remplace le café à Tukuyu. À la suite, des semences furent distribuées gratuitement aux colons. Avec la création de la première usine à Mufindi, dans la région Iringa, l'industrie était solidement lancée (Carr *et al.*, 1992).

Après l'indépendance acquise en 1961, le secteur agricole fut encouragé de manière considérable par l'État du Tanganyika puis à partir de 1964 par la République unie de Tanzanie. La déclaration d'Arusha proclamée le 5 février 1967 par le Président Julius Nyerere définit les grandes lignes de la politique de l'Ujamaa qualifié de socialisme à l'africaine. Le développement rural s'appuyait sur les mesures de villagisation qui, en encourageant le regroupement, ont aussi favorisé l'augmentation des emplois non-agricoles et la croissance des marchés ruraux (Sokoni, 2001). Cette politique privilégia le soutien à l'agriculture commerciale par la création de coopératives et de services de régulation de la commercialisation (*marketing board).* L'objectif était la transformation des systèmes de production dans le but de passer d'une agriculture d'autosubsistance à une agriculture capable de dégager des surplus commerciaux pour augmenter les revenus et répondre à la demande

urbaine croissante. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, le bilan est mitigé, le pays entre dans une phase de récession économique. Si l'accès à l'éducation et aux services sociaux de base comme l'éducation ont beaucoup progressé, les résultats économiques furent loin d'être à la hauteur des espérances des dirigeants. Les déficits budgétaires s'accumulaient tout comme les déficits commerciaux d'une économie fortement axée sur l'exportation de cultures commerciales. En matière agricole, l'encadrement étatique était pointé du doigt. Il était reproché à l'État de fixer des prix qui ne correspondaient pas aux cours du marché. De plus les nombreux organismes publics de régulation chargés de la commercialisation des cultures commerciales furent taxés d'être un frein à la modernisation de la paysannerie. Aussi, d'autres accusations portaient sur l'importante corruption des responsables à plusieurs niveaux de ce système. Pour remédier à ces problèmes, la Tanzanie lança son propre programme de réforme au nom évocateur de *National Economic Survival Programme* qui couvrit la période de 1981 à 1985. Cette décision fut l'annonce des plans d'ajustement structurels imposés par le FMI à partir de 1986 pour mettre fin à l'interventionnisme de l'État. L'objectif de ces mesures était d'augmenter les performances économiques de la Tanzanie et de stimuler la production et le marché agricole par la « *liberalization of exchange and trade regime ; liberalization of agricultural marketing system and domestic prices ; initiation of parastatal and civil reforms* » (FMI, Nord *et al.*, 2009 : 4). Cela s'est traduit par le désengagement de l'État dans la régulation des prix et de la commercialisation et dans la fourniture de subventions aux paysans. Les organismes publics furent démantelés. La libéralisation du marché agricole a signifié pour les producteurs la fin des certitudes quant à l'accès au crédit et à des marchés auparavant garantis. L'essentiel des interventions s'intéressait aux cultures d'exportation mais autant le secteur des *food crops* comme toute l'agriculture et la vie rurale se trouvèrent bouleversés par ce changement de règles ou pour ainsi dire la quasi absence de règles.

Cette pénétration de l'économie globale a conduit à une marchandisation de la vie rurale qui certes semblait inéluctable, mais qui s'est imposée par la force des choses. Les productions alimentaires ont revêtu une dimension marchande intensifiée. L'État ne participait pas aux cultures de subsistance et malgré qu'elles aient pris un caractère marchand, il a laissé les forces du marché réguler ce nouveau jeu de l'offre et de la demande. Les nouvelles possibilités du cadre libéral s'appréhendent au regard d'un contexte national de croissance urbaine et de croissance démographique. La demande urbaine en denrées alimentaires a encouragé l'élargissement de la gamme des cultures dans les zones de

production. Les paysans ont adapté leurs systèmes de production en plantant des cultures rapides et intensives pour générer des revenus rapides (Ponte, 1998). Dans les Uporoto, ces nouveaux vivres orientés vers le marché urbain sont la pomme de terre, le haricot, la banane, le chou et d'autres légumes (tomates, carottes, oignons, ail, etc.)[40]. Les principales cultures produites dans les Uporoto et envoyées vers les bassins de consommation sont la pomme de terre, la banane, et le maïs. Le marché principal est le marché national, et en premier lieu celui de Dar es Salaam. Des variétés cultivées dans le massif sont aussi consommées dans la sous-région. La carte suivante montre les destinations principales des productions montagnardes majeures.



SR, 2013

Carte 6. Direction des produits majeurs cultivés dans les Uporoto

[40] Il est nécessaire de nuancer l'aspect « nouveau », par exemple les pommes de terre de variétés traditionnelles sont plantées depuis longtemps, ce qui est récent c'est l'introduction de nouvelles variétés (dont la variété *arika)* adaptées à la demande urbaine et gourmandes en intrants. La banane est une culture traditionnelle mais ce qui est récent réside dans la croissance de la production et l'adaptation de la gamme des variétés aux différents marchés.

La production croît continuellement et durablement malgré la saturation foncière. Les tonnages récoltés augmentent beaucoup plus que les superficies cultivées par des pratiques d'intensification. Ce développement s'est fait au détriment du café et du pyrèthre dont les superficies cultivées sont en diminution constante[41]. Les revenus escomptés sont pour une grande part absorbés par le remboursement des investissements lourds que nécessitent les cultures maraîchères. L'accès aux moyens de production et l'accès au marché impliquent des coûts auxquels l'Etat ne pourvoit plus. Le modèle agricole basé sur l'essor du vivrier marchand s'est développé selon une tradition de non-intervention étatique. Le secteur privé opère depuis toujours dans la commercialisation de denrées alimentaires car les interventions publiques étaient dédiées aux cultures d'exportation[42]. Néanmoins, le fait que le privé ait structuré le commerce du vivrier marchand et que ce dernier soit en expansion ne doit pas être compris comme un avantage ou comme un facteur de développement du rural. Le libéralisme, la disponibilité d'un marché et des conditions environnementales favorables n'impliquent pas un enrichissement significatif de la paysannerie montagnarde. Le processus d'accumulation demeure limité, les producteurs ne capitalisent pas à hauteur de pouvoir s'occuper de la commercialisation et de là renforcer leur capacité de négociation et de décision au sein des filières. Toutes les étapes de mise en vente sont accaparées par les acteurs privés qui prolifèrent et qui sont en concurrence. Dans ce marché dérégulé et en expansion il apparaît que les forces du marché orientent le développement agricole des Uporoto.

3. La prégnance d'une économie agricole dans un contexte d'amplification des échanges

La ville de Mbeya est un pôle commercial pour lequel les échanges reposent sur l'agriculture de son arrière pays; à l'échelle de la région éponyme, ils sont croissants avec l'extérieur et fondent le dynamisme économique : le produit intérieur brut de la région a augmenté de 19 % entre 2006 et 2007 et de 18 % entre 2007 et 2008. Le secteur agricole

[41] Les superficies de thé ont légèrement augmenté de 2002 à 2009 mais auraient chuté de 40% en un an : 5147 ha cultivés pour la campagne 2008-2009, et 2992 ha cultivés en 2009-2010. Ce chiffre est vraisemblablement douteux, il illustre la difficulté à utiliser les données officielles. Je n'ai pas observé de faits significatifs sur le terrain.

[42] Ici aussi il faut nuancer un pseudo cloisonnement strict entre les *food crops* et les *cash crops* ; les paysans savaient tirer profit de certains avantages des *cash crops.* En effet, ils pouvaient ne pas épandre tout le sac d'engrais subventionné sur la culture commerciale pour en garder pour la production de subsistance.

anime l'essentiel de la population rurale, et près de la moitié des habitants de la métropole, en effet 39,7 % des habitants du district Mbeya Urban vivent de l'agriculture (URT, 2002).

3.1- La prédominance de l'agriculture comme source de revenus des ménages

Dans l'espace rural les activités non agricoles occupent une place négligeable ; en ville l'agriculture et le commerce de vivres bruts représentent près de la moitié des activités économiques. L'économie urbaine et l'économie rurale sont considérablement imbriquées et dépendent du commerce des produits de la terre. 80 % de la population dans le district de Mbeya rural et 90 % de la population dans le district de Rungwe tirent leurs revenus de l'activité agricole, « *agriculture is the back bone of Mbeya residents of which 80,4% of the residents depend on it as their major source of livelihood*» (URT, 2011 : 70). Le secteur agricole anime l'essentiel de la population rurale, et près de la moitié des habitants de la métropole.

Le pourcentage de foyers agricoles[43] dont au moins une source de revenus ne provient pas de la propriété familiale s'élève à 90 % dans Mbeya Rural, 91 % dans Mbeya Urban et 42 % dans le Rungwe. Ces activités (*off-farm income*) signifient des activités non agricoles, comme le salariat permanent ou temporaire dans les secteurs secondaires ou tertiaires, l'artisanat, le commerce et également l'emploi comme ouvrier agricole, cette dernière activité étant une ressource « traditionnelle » pour les Safwa. Elle est vraissemblablement l'activité majoritaire pratiquée hors de l'exploitation, elle procure certes des revenus en provenance de l'extérieur de l'exploitation agricole, mais elle n'en reste pas moins des activités agricoles. Le tableau 3 signale que ces activités sont les secondes sources de revenus pour les districts Mbeya, et la cinquième pour le Rungwe. Celui-ci repose indiscutablement sur l'agriculture familiale faisant peu appel à une main d'œuvre salariée. De plus dans ce département, le bétail est la troisième source de revenus, ce qui consolide sa spécificité rurale. La différence peut aussi s'expliquer pour MR par la proximité (relative) avec les centres urbains Mbeya, Mbalizi, Uyole. Dans les trois districts, la source principale de revenus provient des cultures annuelles, cette donnée atteste de leur caractère agricole. Curieusement, les activités forestières occupent

[43] Données issues URT, 2007. *National Sample Census of Agriculture 2002/2003. Vol VI : Regional Report Mbeya Region.* URT-NBS. 332p. Ce document présente les données pour les foyers ruraux, c'est-à-dire ce qui ne résident pas dans les unités statistiques urbaines.

le troisième poste dans MR et MU, compte tenu du défrichement déjà consommé, j'émets des doutes sur cette valeur qui ne me semble pas refléter la réalité de la majorité des paysans.

District	Cultures annuelles	Cultures permanentes	Bétail	Activités non agricoles	Versements	Chasse, cueillette	Foresterie
Mbeya Urban	1	5	4	2	6	7	3
Mbeya Rural	1	6	5	2	7	4	3
Rungwe	1	2	3	5	7	4	6

Tableau 3. Sources de revenus des foyers agricoles

Les habitants du Rungwe restent fortement enracinés dans l'agriculture. Les activités non-agricoles sont les secondes activités pour les ruraux des districts MU et MR. Les districts ne sont pas égaux face au processus de dé-paysannisation (d*e-agrarianization*) qui souligne l'importance des activités non-agricoles dans l'économie rurale. La dé-paysannisation est définie par Deborah Bryceson comme « *a process of economic activity reorientation, occupational adjustment and spatial realignment of human settlement away from agrarian patterns* » (Bryceson, 1993 : 5). C'est une évolution économique et sociale vers des activités non agricoles qui a une incidence sur la l'implantation géographique des ménages. Elle se traduit par une diminution de la part de l'autosubsistance alimentaire des ménages, par un déclin de la part du salariat agricole par rapport au salariat total, par une diminution de la part de la production agricole par rapport à la production totale et par une baisse de la proportion des ménages ruraux (*Idem*.). Les activités non agricoles se réfèrent à l'artisanat, à l'emploi salarié formel ou informel dans le commerce, les services et l'industrie. Ce dernier secteur est très peu développé dans le terrain d'étude, les travailleurs qui sortent de l'agriculture s'engagent souvent dans le commerce et les services divers et variés. Ce phénomène a touché les économies industrielles et post-industrielles depuis des siècles[44], et il est en expansion en Afrique sub-saharienne avec d'importantes variations selon les pays. Globalement, elles s'expliquent par des histoires coloniales et des histoires agricoles différentes, par des politiques nationales et des économies singulières et par des taux d'urbanisation hétérogènes. Le développement des activités non agricoles est une adaptation au changement de l'environnement économique, cette orientation s'inscrit dans les stratégies paysannes

[44] On pourrait remonter à la Révolution industrielle dont la datation du début est une débat d'historiens, pour certains elle aurait commencé dès la fin du XIVème siècle avec l'avènement de cités marchandes et la constitution d' « économies-mondes », telles Venise vers 1380 (Braudel 1985) ; il est plus généralement admis que l'ère industrielle commença à se développer vers la fin du XVIIème en Angleterre.

éprouvées de minimisation des risques en diversifiant non plus les cultures, mais les activités. Cependant, ce phénomène demeure limité dans la zone d'étude, en particulier dans le Rungwe. Cela peut s'expliquer car l'agriculture est l'atout majeur de ce district, on comprend alors pourquoi les ruraux restent attachés à cette activité qui génère des revenus. La dé-paysannisation relative des districts MU et MR peut s'interpréter par la proximité avec la métropole et ses satellites (Mbalizi et Uyole). Les richesses créées proviennent de la terre, en 2002 plus des deux tiers du produit intérieur brut de la région Mbeya provenait de l'agriculture. La dé-paysannisation ne semble pas en cours dans les Uporoto qui au contraire réaffirment leur vocation agricole.

Ces traits d'une économie agricole ne sont pas automatiquement un handicap si l'on envisage un scénario différent que celui joué par les sociétés industrielles et postindustrielles. En effet, l'universalisme du développement d'une économie agricole, à une économie industrielle puis à une économie de services est impossible et encore moins souhaitable. Les échanges mondiaux croissants, les progrès techniques et les politiques commerciales mises en œuvre font que l'industrie ne pourra pas absorber le surplus des populations agricoles. Il semble que le schéma de développement vendu comme « universel » par les acteurs du développement depuis des décennies ne s'enracine pas dans les Uporoto. L'agriculture n'a pas absorbé le surplus de population rurale dans des terroirs saturés et l'industrie balbutie. Ce schéma déjà bien mal engagé à Mbeya me permet d'aborder la structure économique des Uporoto comme un atout. Cependant l'avantage basé sur un environnement favorable et sur l'abondance de l'agriculture est contrecarré par la saturation des terroirs et par une mise en concurrence accrue des paysanneries dans un contexte de régulation par le marché. L'atout agricole peut être fragile dans la perspective économique, gageons que dans l'optique de population elle demeure une garantie de subsistance.

3.2- Reconfiguration par de nouvelles interactions économiques et spatiales

L'évolution vers le marché de l'agriculture des Uporoto s'opère via un glissement d'un modèle traditionnel basé sur des cultures de rente, vers un modèle qui s'appuie sur des cultures destinées à la demande urbaine en vivres. Ces échanges mettent en scène des lieux et des acteurs plus nombreux, selon des modalités multiples, et se traduisent par des interactions complexes entres les lieux et les acteurs. Pierre George emploie le terme « interaction » par la discipline « biogéographie », soit l'interaction biotique comme l' « ensemble des rapports

dynamiques entre les organismes d'une même biocénose » (George, 1993 : 251). L'entrée par la biogéographie est intéressante, puisqu'elle permet d'établir un parallèle : la biocénose est la communauté des êtres vivants réunis par des liens de dépendances réciproques, la communauté qui fait partie de mon objet de recherche est socio-éco-spatiale, elle rassemble les acteurs du système d'échange des produits agricoles. Les relations peuvent être qualifiées selon la nature des interactions, dont je retiens la compétition qui est inhérente à l'environnement économique caractérisé par le libéralisme et la régulation par le marché. La qualification « spatiale » de l'interaction et le passage de l'interaction à l'interdépendance sera franchi dans le chapitre trois. À ce stade, on retient qu'une interaction est un phénomène relationnel entre des acteurs et entre des lieux qui s'inscrivent dans un environnement dont les dynamiques traversent les éléments à des degrés divers. Les dynamiques sont appréhendées dans ce travail en matière de flux, l'accent étant mis sur les circulations liées à la production et au commerce agricole.

La croissance des volumes du vivrier marchand destiné au marché national a entrainé une augmentation des échanges entre des acteurs et des espaces plus nombreux. De nouveaux acteurs ont investi les filières à tous les stades. Au niveau de la production, l'essentiel est assuré par des locaux, mais se développent des systèmes marchands dans lesquels les paysans deviennent dépossédés des moyens de production. Les filières s'allongent et se complexifient par l'intervention d'une gamme plus variée d'acteurs. Agents-courtiers, transporteurs, grossistes, détaillants, tout un éventail d'intermédiaires prennent en charge les activités de mise en marché. Ils sont de différentes origines géographiques, par exemple certains sont ruraux locaux, d'autres viennent de Mbeya ou de Dar es Salaam. La terre est de plus en plus sollicitée. Les nouvelles cultures alimentaires commerciales se sont diffusées dans les terres de façon hétérogène suivant le rythme, les modalités et les incertitudes des réponses au marché. Les processus de différentiation spatiale et de spécialisation qui existaient déjà lors de l'ancien modèle agricole sont en mutation, les étages se redéfinissent. Ce nouveau système agricole a changé l'organisation territoriale de la montagne.

Les échanges reposent sur un réseau de marchés montagnards qui continuent à augmenter en nombre et en taille. Ainsi, dans les montagnes Uporoto, des lieux formels d'échange ont été créés selon des modalités et des temporalités différentes. Leur localisation semble accentuer une différenciation de l'espace montagnard et les différents rythmes de création indiquent des dynamiques hétérogènes dans l'ensemble des Uporoto. Ces marchés

arriment d'une autre manière les sociétés rurales à la globalité. Ils sont les lieux privilégiés de l'interaction entre l'échelle locale et les plus petites échelles, autrement dit, ils sont les espaces où se matérialisent de manière prégnante les relations entre l'urbain et le rural. Ils sont aussi les vecteurs de l'urbanisation des campagnes. Ils représentent également un support des flux amplifiés par la marchandisation de l'agriculture de montagne. Les flux s'appuient sur ce système de marchés extraverti mais reposant sur son arrière pays.

Le moteur de la production agricole des Uporoto en concurrence avec les autres aires d'approvisionnement est la demande urbaine, il est donc exogène à la montagne car Mbeya n'est pas la consommatrice exclusive des denrées de son *hinterland*. La construction du rail et de la route Dar-Zambie dans les années 1970 est un facteur déterminant du changement de modèle agricole (Anderson, 1996). Ainsi l'intégration de la montagne dans des réseaux d'échange élargis, serait favorisée par les infrastructures de transport. Le rôle des équipements de communication est fondamental pour l'ouverture de la montagne vers l'extérieur, le désenclavement des montagnes européennes a d'ailleurs été permis par des investissements étatiques dans ce secteur. Les flux s'amplifient entre des lieux et des acteurs parties prenantes dans un marché national concurrentiel et incertain. Les Uporoto sont en concurrence pour l'approvisionnement de Dar es Salaam en pomme de terre avec les autres zones de production comme par exemple la région proche de Njombe, ou le Kilimanjaro, ou le Kenya. L'incertitude réside au niveau local dans la cohérence entre les acteurs, les flux et le territoire du fait de l'imprévisibilité des marchés, de la dépendance de l'agriculture au climat et du manque de régulation coordonnée à la fois nationalement et localement.

Conclusion

L'objectif de ce premier chapitre était de montrer les fondements structurels d'une agriculture florissante et d'indiquer son orientation vers la demande urbaine en denrées. Un modèle agro-économique s'affirme, il s'appuie sur le développement des cultures alimentaires commerciales qui rencontrent un marché croissant. Les conditions physiques sont marquées par le fait montagnard, l'altitude permet de s'affranchir dans certaines mesures de la tropicalité et d'offrir des conditions climatiques tempérées. Les gradients altitudinaux et pluviométriques ainsi que les facteurs édaphiques favorables offrent une variété de possibles

agricoles. Les systèmes de production se réfèrent à une agriculture familiale qui ne recourt pas à la mécanique et très peu à la traction animale. L'usage de la fumure naturelle est limité d'une part par un volume restreint du cheptel, et d'autre part par l'insuffisance de l'articulation entre l'élevage et l'agriculture. Les intrants modernes sont utilisés surtout pour les cultures commerciales, dont les variétés nouvelles nécessitent l'emploi de molécules chimiques, cependant, les prix élevés et fortement volatiles limitent leur accès. L'agriculture se réalise sur de petites parcelles sur lesquelles les cultures alternent. Les récoltes peuvent fortement varier d'une année sur l'autre du fait de la dépendance aux précipitations. Le climat permet de récolter à plusieurs reprises la même année, parfois jusqu'à trois fois selon les cultures. L'agriculture des Uporoto parvient non seulement à nourrir sa population, qu'elle soit rurale ou urbaine, mais elle est aussi capable d'exporter des marchandises pour le marché urbain national et sous-régional. Son orientation commerciale n'est pas nouvelle, le fait récent réside dans les transformations des interactions amplifiées avec un marché incertain et libéralisé. L'agriculture articulée au marché est la clé de voute de l'économie rurale, et près de la moitié des actifs de la métropole travaillent dans ce secteur. L'agriculture est un ferment des relations urbain-rural dans les Uporoto, elle est caractérisée par l'amplification des échanges et entre des lieux et des acteurs plus variés, ces processus arriment la population des Uporoto au marché et au territoire national selon des modalités complexes et hétérogènes. L'intensification de l'orientation vers le marché des agricultures et des systèmes d'échange participe à la reconfiguration socio-spatiale du territoire montagnard. La question de recherche principale a été reformulée ainsi « est-ce que l'intégration au marché conduit à l'intégration territoriale ? ». L'entrée par les flux souligne la dimension relationnelle multi-scalaire de la montagne. Ce chapitre premier a introduit un des moteurs des changements en cours, le chapitre second présente le fait urbain dans les Uporoto comme producteur et produit de l'agriculture.

Chapitre 2

CROISSANCE SOUTENUE ET INEGALE DES DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES URBAINES

La démographie de la zone d'étude est marquée par le dynamisme des mouvements migratoires et par la vitalité de la croissance naturelle, dans un cadre urbain déséquilibré dominé par la métropole régionale. À l'image de l'Afrique de l'Est, l'urbanisation des Uporoto est limitée et fortement inégale. Mbeya est de loin la plus grande ville de la région, son taux de croissance est encore très soutenu même s'il a diminué. La population des montagnes Uporoto est rurale pour la plus grande partie, cependant les centres urbains secondaires ne restent pas en marge de la concentration des hommes. La ville change à un rythme rapide et de manière irréversible, la métropole régionale cristallise ce que certains responsables qualifient de boom économique, conformément au discours officiel. Sur quoi cette évolution est-elle fondée? Plus exactement Mbeya est-elle le moteur de la croissance économique ou en est-elle une bénéficiaire ? Évidemment, on se doute que les choses ne sont pas simplement binaires. L'immobilier se modernise dans une certaine mesure, les activités économiques sont en effervescence, la population croît, l'évolution du statut administratif de Mbeya fait monter la ville dans la hiérarchie ; en somme toute une série de signes reflètent le dynamisme de la capitale régionale. Pierre Georges définit l'urbanisation, au sens strict, comme « le processus de développement des villes, en nombre d'habitants, en extension territoriale, en terme aussi de mode de vie » (Georges, 1993 : 472). Dans le sud-ouest tanzanien, l'affirmation d'une civilisation urbaine, dans le sens de la diffusion d'une urbanité en rupture avec la ruralité, ne se réalise globalement pas, il s'agit plutôt de constructions de formes hybrides ou d'un continuum de formes, c'est-à-dire des degrés d'intégration à la ville sans que cela ne signifie une distanciation mécanique avec le rural. L'urbain incorpore de nouvelles parties et voit son tout renouvelé, ce processus signale les nombreuses imbrications entre l'urbain et le rural.

Ce chapitre traite des dynamiques démographiques au niveau de la montagne puis en distinguant les zones urbaines et les zones rurales, toutes marquées par la croissance. La

métropole régionale est l'objet du second point qui s'attache à montrer l'évolution de la ville et de sa périphérie. La troisième section porte sur le réseau urbain montagnard tandis que les fonctions d'échange et les interactions urbain-rural cristalisées par les marchés sont mises en avant dans le dernier point.

1. Le nombre des hommes[45]

L'évolution démographique montre un dynamisme très important marqué par des inégalités entre l'urbain et le rural. Dans la métropole, les taux de croissance annuels de la population sont de 3,7 % sur la période 2002-2012. La ville compte 385 279 âmes en 2012, d'après le recensement officiel, ce qui représente un accroissement d'un peu plus de 30 % en 10 ans. Dans les districts Mbeya Rural et Rungwe, dans lesquels environ 80 à 90% de la population est rurale, la croissance de la population est contenue par l'émigration.

1.1- Groupes ethniques principaux

Les groupes ethniques majoritaires de la zone d'étude sont les Nyakyusa et les Safwa, les premiers sont originaires de Mbeya Rural avec les Malila, les seconds ont leurs racines dans le Rungwe, avec les Wandali. Mbeya était initialement peuplée par les Safwa mais aujourd'hui les Nyakyusa sont majoritaires (Foecken, Sofer, Mlozi, 2004).

Les Safwa.

En 1910, pendant l'occupation allemande leur population était estimée à 9000, en 1957, elle était d'environ 63000 personnes et après le recensement de 2002, elle était évaluée à 300000 âmes. Ces communautés de chasseurs n'auraient pas été organisées en État, cependant il existait de petites chefferies mais le peuplement était dispersé. La plus importante, Mwashingas se situe à Igawilo (Mbeya Urban). Le peuple *safwa* se serait réfugié dans les montagnes dans la seconde moitié du XIXème siècle pour échapper au Wasangu venus du nord-est. Pendant la période coloniale, ils étaient employés comme ouvriers

[45] Ce titre fait référence au premier chapitre du tome « Les structures du quotidien : le possible et l'impossible », 544 p., premier volume de l'ouvrage de Fernand Braudel *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e - XVIII^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 3 volumes, 1979.

Les données démographiques issues des documents officiels de la région Mbeya, des districts Mbeya Rural, Mbeya Urban et Rungwe, d'après les recensements officiels des années citées. Les catégories « urban » et « rural » sont déterminées par l'administration tanzanienne.

agricoles saisonniers et beaucoup d'entre eux partirent travailler dans les plantations à Tanga, Morogoro, Kilombero et Kilimandjaro[46]. De nos jours, ils seraient encore nombreux à gagner leur vie localement de cette manière.

Les Nyakyusa

Les Nyakyusa sont originellement établis sur un territoire qui s'étend au sud de la crête des Uporoto jusqu'aux rivages du lac Nyassa. En 2006, ils seraient au total 1105000 dont 300000 au Malawi où ils sont appelés Ngonde. Ils représenteraient 95 % de la population du Rungwe (Mwamfupe, 1998). Ils descendraient de Nyanseba, une reine nubienne qui fut enlevée par un guerrier. Cette société à classe d'âge était politiquement faiblement organisée en une centaine de petites chefferies indépendantes jusqu'aux raids des Sangus, des Mereres et des Ngonis au XIXème siècle. Dès cette période, ils ont remarquablement agencé l'espace comme le signalait J. Thomson en 1881[47] "*It seemed a perfect Arcadia. Imagine a perfectly level plain, from which all weeds, garbage, and things unsightly are carefully cleared away*", ou A. Merensky en 1893[48] "*One could imagine being in a garden on Lake Geneva*." Ils étaient d'enthousiastes agriculteurs et un rituel d'appel de la pluie se tenait à chaque début de saison humide. Ils étaient initialement des cultivateurs de bananes et des bergers, le troupeau était leur plus grande fierté. Les échanges avec les autres communautés concernaient seulement le troc de surplus agricoles contre des armes ou des outils à valeur artistiques, parmi les Nyakyusa les échanges s'effectuaient surtout à l'intérieur de la chefferie, contrairement aux Ngonde qui participaient au commerce de l'ivoire et d'esclaves avec les Arabes. Les Nyakyusa auraient étendu leur territoire depuis les trois derniers siècles, et ils auraient commencé à s'installer plus au nord vers Mbeya et Mbozi à partir des années 1930 (Willson, 1973 : 332).

---

[46] Source wikipedia… http://en.wikipedia.org/wiki/Safwa_people Consulté le 17/07/2012

[47] THOMSON J. (1881) *To the Central African Lakes and Back*. Sampson, Low, Marston, Searle & Rivongton, Oxford University. 357p. http://archive.org/stream/tocentralafrica02thomgoog#page/n12/mode/2up

Les travaux sur les Nyakyusa sont assez abondants et ces derniers promeuvent leur culture sur la toile. Voir par exemple le site http://www.nyakyusa.com qui référence la littérature historique, linguistique et anthropologique sur la communauté

[48] MERENSKY, A. (1893) "Das Konde Volk im deutschen Gebiet am Nyasa-See", *Verhandlungen der Berliner Gesellschaft für Anthropologie, Ethnologie und Urgeschichte. (1894) Deutsche Arbeit am Njassa*, Berlin.

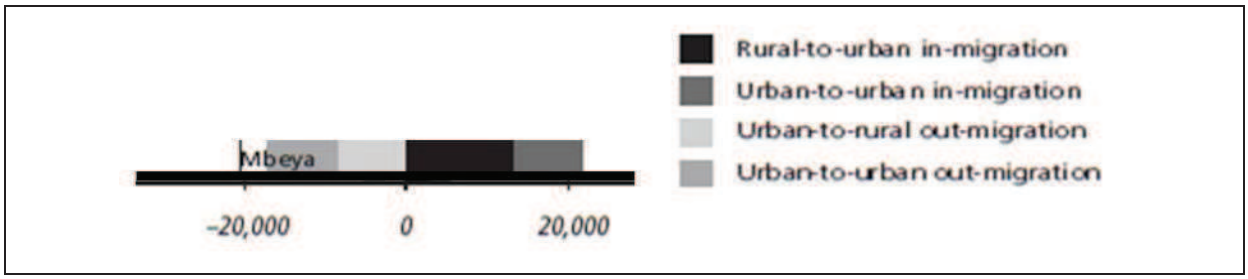
1.2- Croissance de la population

Migration

La région Mbeya est une zone d'immigration, le solde migratoire est positif à hauteur de 65377 personnes en 2002 contre 46999 en 1988. La migration urbaine dans la région de Mbeya est caractérisée par l'attractivité des centres urbains secondaires couplée à celle de la métropole régionale. L'immigration a contribué pour 35 % à la croissance urbaine de la région Mbeya entre 1988 et 2002 (Muzzini, Lindeboom, 2008)[49]. A Mbeya *city*, les immigrants proviennent à 46 % de la région éponyme, à 20 % des régions limitrophes (Rukwa, Tabora, Singida et Iringa) et à 34 % d'autres territoires. Pour la région Mbeya, les immigrants en provenance d'Iringa sont les plus nombreux, suivis par ceux de Kilimandjaro. Les départs interrégionaux depuis Mbeya s'effectuent surtout vers les régions Rukwa et Ruvuma.

Cependant, les flux migratoires principaux sont intra-régionaux et concernent non seulement les mouvements entre les campagnes et les villes mais également entre les villes. Pour la période 2001-2002, les départs des centres urbains se répartissent équitablement vers la ville et la campagne, les arrivées sont nourries pour les deux tiers par le rural et par un tiers par l'urbain. Les flux rural-urbain et urbain-urbain indiquent que les centres secondaires sont intégrés aux systèmes circulatoires intra-régionaux et qu'ils contribuent de manière significative aux mobilités importantes qui les animent. Le taux d'attractivité des centres urbains de la région est supérieur à celui de la métropole puisque le taux net de migration de la capitale s'élève à 0,2 % tandis que celui des autres centres urbains atteint 1,1 %. Il apparaît que les chefs lieux de district sont des étapes dans la mobilité vers la grande cité, la circulation entre les centres urbains participe au renouvellement de la population de la capitale pour laquelle le taux de *turnover* est légèrement supérieur à celui des centres secondaires (11 % contre 9 %).

[49] Dans les paragraphes sur la migration, les données sont issues de Muzzini E., Lindeboom W., (2008) *The Urban Transition in Tanzania. Building the Empirical base for Policy Dialogue*. IBRD-World Bank. Stock No. 37274 Washington. 150 p. Les auteurs ont travaillé sur les recensements de 1988 et de 2002. Les mobilités se réfèrent aux circulations de personnes entre 2001 et 2002. Sont comptabilisés comme « urbains » les chefs lieux de régions et de districts.



Graphique 2. Flux migratoires, région Mbeya 2001-2002 (valeur absolue) [50]

À Mbeya, une étude réalisée en 2010[51] auprès de chefs de ménage montre qu'un tiers des habitants de la capitale y vivent depuis moins de 10 ans, qu'un autre s'y est installé entre 10 et 20 ans auparavant et que 17 % y résident depuis plus de 30 ans. Ces chiffres indiquent que la croissance de la métropole se nourrit de l'immigration et que les anciens habitants, natifs ou immigrés avant les années 1980, représentent un faible pourcentage, deux tiers des urbains vivent en ville depuis moins de 20 ans.

Démographie galopante

Néanmoins, la contribution des migrations à la croissance urbaine doit être relativisée puisqu'elle n'y participe qu'à 35 %. L'augmentation de la population urbaine est pour les deux tiers le produit de l'accroissement naturel d'une société où le taux de natalité demeure toujours élevé[52]. Les données démographiques sur la région Mbeya sont très lacunaires, la source est pour l'essentiel le National Bureau of Statistics qui indique que le taux de fécondité national est de 5,4 enfants par femmes, il est identique pour la Southern Zone (régions Rukwa, Mbeya, Iringa et Ruvuma). Il est à noter que cet indice est en baisse, puisqu'il était de 7,1 en 1987[53]. Le tableau suivant montre le dynamisme démographique tanzanien, qui devrait refléter globalement celui de la zone d'étude.

---

[50] Réalisé d'après Muzzini, Lindeboom, *op. cit*.

[51] URT (2010), E2361 v9. *Environmental Impact for Statement for Tanzanian Strategic Cities Project-Mbeya Municipality*. PMO-RALG –SMEC 102p.

[52] Sur les 2,9% de croissance urbaine (1988-2002), la croissance naturelle représente 1,9% et la migration 1%.

[53] INED, 1987. http://www.ined.fr/fichier/t_publication/633/publi_pdf1_pop_et_soc_francais_216.pdf

Pop. Tz en M (2010)*	Tx Crois. An. Pop. (2002-2010)*	Tx Nat. p.mil (2011)**	Tx Mor. p.mil (2011)**	Tx Mor. Inf.p.mil. (2010)*	Tx Fécond. (2010)*	Tx Fécond. Rural (2010)*	Tx Fécond. Urbain (2010)*	% Pop. <15ans***
44,8	2,9	32,6	15	51	5,4	6,1	3,7	42
*URT, National Bureau of Statistics (2010) **CIA World Factbook (2011) ***World Bank (2011)								

Tableau 4. Démographie tanzanienne

La population de la zone d'étude connaît une croissance soutenue. L'évolution est inégalement répartie dans le temps et dans l'espace. La ville de Mbeya explose, la population de Mbeya Rural augmente toujours de manière constante tandis que celle du Rungwe est contenue par un espace plein, ce qui signifie un exode structurel. Le tableau 5 présente les données fournies par trois recensements.

Districts	Pop. 1978	Tx croiss. An. 1967-78	Pop. 1988	Tx croiss. An 1978-88	Pop. 2002	Tx croiss. An 1988-2002	Pop. 2012	Tx croiss. An 2002-2012
Mbeya Urban	78111	18.1	152844	6.9	266422	4.1	385279	3,7
Mbeya Rural	141832	4.2	179548	2.7	254069	2.8	305319	1,8
Rungwe	235314	1.4	272008	1.4	306380	0.9	339157	1

Tableau 5. Croissance de la population

La population continue d'augmenter rapidement même si les taux se sont relativement atténués dans les districts Mbeya. La population de Mbeya rural a augmenté de 27 % entre 2002 et 2012, celle de Mbeya Urban a cru de 27 % et celle du Rungwe n'a progressé que de 10 % La population totale de la zone d'étude dépasse le million d'habitants. La croissance démographique de la ville a été très forte dans l'intervalle 1960-2000 avec des taux de croissance annuelle exceptionnels au début de cette période : en 1967, la ville regroupait 12469 habitants et six fois plus dix ans plus tard. La courbe s'est infléchie et Mbeya a augmenté tout de même de 4,1% par an de 1988 à 2002, et de 3,7 % de 2002 à 2012. Son hinterland a des taux de croissance moindre, inégaux mais élevés : sur la dernière décennie, Mbeya Rural et le Rungwe ont crû respectivement de 1,8 % et 1 % par an, le premier a encore

des réserves de terres dans les zones reculées tandis que le second est le siège d'une congestion humaine depuis plusieurs décennies. La croissance annuelle moyenne de Mbeya Rural s'est infléchie, elle a baissée d'un point entre les deux dernières périodes, signe de la finitude des terres et de l'émigration de jeunes.

Ces éléments ont vocation à souligner le très fort dynamisme démographique d'une société dans un massif qui n'est pas extensible. Comme de nombreuses hautes terres tropicales (hautes terres du Pays Bamiléké au Cameroun, du Burundi, du Rwanda, d'Ethiopie, du Kenya, etc.), et montagnes africaines (Monts Kilimandjaro, Meru, Elgon, Kenya, etc.), les Uporoto sont des espaces pleins qui surplombent une grande ville de piémont articulée à un réseau urbain intramontagnard et aux grands réseaux nationaux.

1.3- Population urbaine et population rurale

Mis à part les habitants du district Mbeya Urban, l'essentiel de la population est rurale, à l'image de celle du pays dont le taux d'urbanisation est estimé à 26 % en 2010.[54] La question de la distinction entre les catégories urbaines et rurales est problématique, il existe trois définitions officielles, présentées par e-Geopolis (d'après Muzzini, Lindeboom, 2008) « celle politico-administrative des services de l'administration Régionale du Bureau du Premier Ministre (Prime Minister's Office-Regionla Administration and Land Government, PMO-RALG), celle en termes d'unités de peuplement du Ministère du développement des terres et des villages (Ministtry of Lands and Human Settlements Development, MLHSD) et la définition statistique du bureau national de la statistique (National Bureau of Statistics, NBS) utilisée pour les recensements. Dans cette approche, c'est la plus petite unité territoriale du recensement de la population [ ] entité géographique de 300 à 900 individus [ ] les centres urbains disposent généralement d'un marché et de services sociaux ». La majorité des données utilisées dans cette thèse s'appuient sur les chiffres du NBS. En fonction de ces trois définitions, trois taux d'urbanisation sont calculés, celui du PMO-RALG indique 16,8 %, celui du MLHSD signale 23,5 % et celui du NBS 22,8 %, il y a donc un écrat de pratiquement 7 % suivant la définition retenue (*Idem*). Dans tous les cas, les taux d'urbanisation sont faibles et le taux qui apparaît le plus fiable est celui utilisé par le NBS, c'est-à-dire la source dont proviennent de nombreuses données statistiques employées.

[54] Source, e-geopolis, consulté le 1 er juillet 2013. http://e-geopolis.eu/spip.php?rubrique69

Pour la zone d'étude, les zones classées « urbaines » sont *de facto* les chefs-lieux des districts, auxquels s'ajoutent des circonscriptions limitrophes et quelques autres secteurs. Dans les trois districts, les taux de population urbaine et leur croissance sont inégaux.

	1988			2002		
	Pop.	Pop Urb.	%Pop. Urb.	Pop.	Pop Urb.	%Pop. Urb.
Mbeya Urban	151844	130805	86.1	266422	230318	86.7
Mbeya Rural[55]	179548	-	-	254069	37933	14.9
Rungwe	272008	19079	7	306380	22582	7.4

Tableau 6. Population urbaine 1988-2002

Le tableau 6 montre de grandes différences dans la répartition de la population urbaine selon les districts. Sans surprise celui de Mbeya Urban est le plus urbanisé mais on peut être surpris par ce taux qui signifie que 13,9 % des habitants sont des ruraux. Ceci s'explique car le district regroupe 165 villages, ces unités sont le plus petit découpage administratif que ce soit à la campagne ou à la ville (d'après le recensement de 2002)[56]. Dans la *city*, les villages peuvent être une rue et son arrière court (Kyela street), un quartier (Soko Matola), ou des foyers ruraux de peuplement en périphérie de la ville. Le district a une superficie de 214 km² (dont 26 km² compris dans la Mbeya Forest Reserve). D'après le classement, il y a 28 villages non urbains. Les réserves foncières se trouvent à l'est de la ville dans le *ward* d'Iwambi, de Kalobe, d'Itende, au sud dans celui de Nzowe et de Tembela et au nord-est dans celui d'Itemi, de Mwansekwa et d'Itezi. Ces *wards* sont des espaces ruraux où le sol est mis en valeur par l'agriculture.

Le taux d'urbanisation dans Mbeya Rural (14,9 %) est faible mais supérieur à celui du Rungwe (7,4 %). La différence peut résider dans le fait que les villages de Mbeya rural, sont un peu plus peuplés que ceux du Rungwe et bien qu'ils soient moins nombreux, leur population a peut-être dépassé le seuil fatidique lors des classements. Ces taux peuvent s'expliquer par le mode de calcul puisque l'agriculture est l'activité quasiment exclusive du rural. Aussi, ces données se basent peut-être sur une classification obsolète.

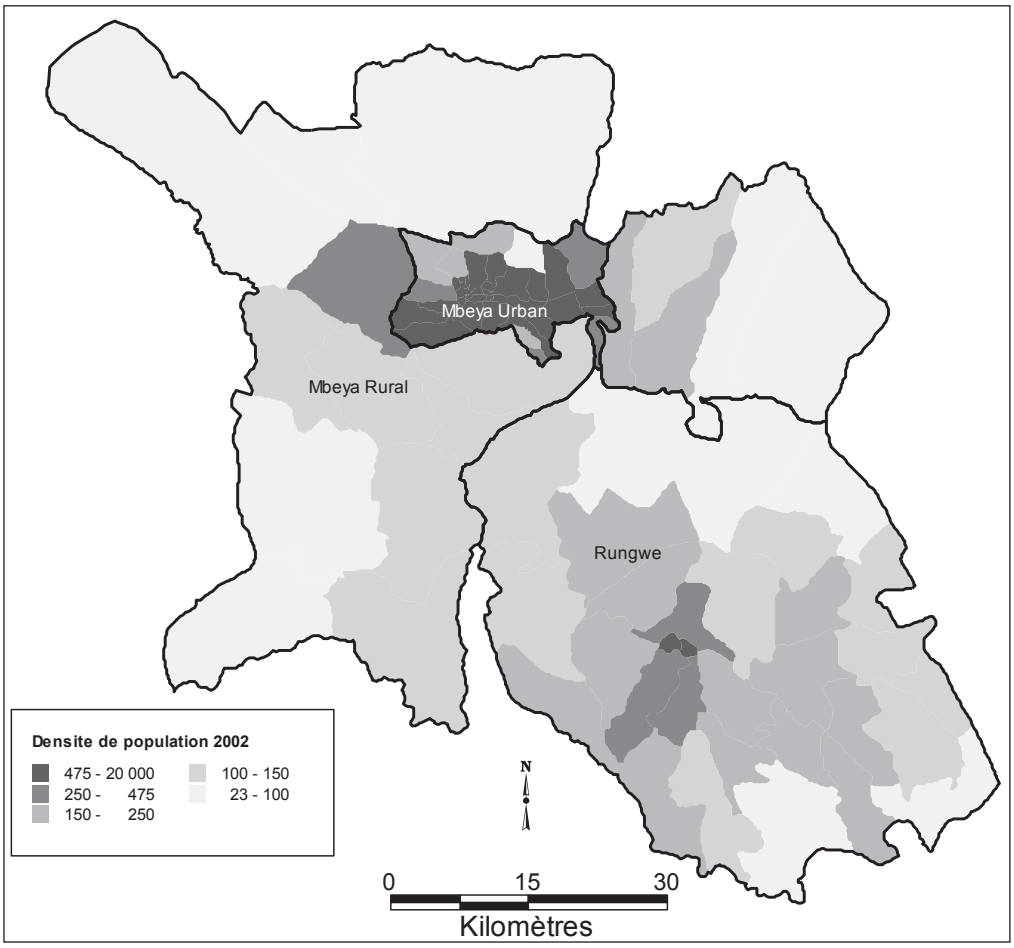
Quoi qu'il en soit, au-delà des chiffres à nécessairement nuancer, discuter et critiquer, ce qui importe ce sont les indices et les tendances auxquels ils renvoient. Les deux tiers de la population de la zone d'étude sont ruraux, et si l'on soustrait le poids de la métropole et de sa

[55] En 1988, Mbeya Rural comprenait l'actuel district Mbarali. Seule la population de Mbeya Rural sans le territoire de Mbarali est connue.

[56] Par ordre croissant, les découpages administratifs sont les suivants : *village, ward, district, region, pays.*

périphérie, ce serait moins de 11 % de la population qui serait urbaine selon les catégories statistiques officielles.

Les densités rurales du terrain de recherche sont élevées, de l'ordre de 158h/km² dans la zone Uporoto (Kirway Kikunda, 1982 *in* Mwaseba 2005,) et de 150 h/km² dans le Rungwe où elle frise les 400 h./km² dans certaines zones. (URT, Rungwe district, 2010). Ces données sont anciennes, compte tenu de la croissance soutenue de la population dans un espace fini, elles sont encore plus importantes de nos jours. Aussi, de fortes disparités de peuplement existent dans les districts. Les plus fortes se rencontrent entre 1200 m et 1600 m en particulier sur le piémont du mont Rungwe où elles atteignent 372 h/km² dans la division d'Ukukwe non loin de Tukuyu[57]. Sur les terres les plus basses du district, à une trentaine de kilomètres au sud de Tukuyu, la division de Busokelo connaît les valeurs les plus faibles, soit 79 h/km².



Carte 7. Densité de population, calculée par ward, d'après le recensement de 2002 (URT, 2002)

[57] URT, Rungwe District Council, (2010) *Rungwe Investment Profile*. 33 p. Données issues du recensement de population de 2002.

Il existe de forts contrastes de densités humaines, la métropole et sa périphérie connaissent logiquement les plus fortes valeurs qui atteignent les 20000 dans les quartiers qui longent la Tanzam. Dans le rural, elles dépassent les 150 hab./km² dans une bande diagonale orientée nord-ouest sud-est, elle correspond aux Uporoto. Le Rungwe rencontre les plus fortes densités rurales, en particulier sur une bande verticale qui couvre Tukuyu. Le mode de calcul fausse l'image réelle, en effet les densités relles sont plus importantes au nord du district que celles montrées par la carte, l'image est faussée car cette zone fait partie du vaste *ward* d'Isongole qui s'étend aussi sur des réserves forestières. La discontinuité de peuplement se situe eu nord-est du Rungwe, là où se trouvent la réserve forestière du Rungwe et des Livingstone.

2. La ville de Mbeya

Mbeya est une jeune centenaire qui a connu un developpement relativement lent, il s'est accéléré à partir du dernier tiers du siècle dernier. La métropole régionale a gravi les échelons administratifs, elle trône depuis 2008 sur la troisième marche du podium national des *city*, elle connaît de profondes transformations depuis la dernière décennie, elle est le siège d'une grande effervescence économique basée sur ses fonctions d'échange en lien avec le boom agricole, l'amplification des activités se traduisent dans les bouleversements paysagers qui s'opèrent de manière inégale.

2.1- Eléments historiques de l'urbanisation de la *city*

La cité de Mbeya tirerait son nom du mot *ibeja*, terme local signifiant « sel », les colons anglais n'auraient pas su prononcer *ibeja* qu'ils auraient transformé en *Mbeya* (Banyikwa, 2007). Dès le tournant du XXe siècle, Mbeya était connu dans la région pour son rôle important dans le troc transfrontalier de sel : « *It is this commercial role in salt that explains the historitical roots of urbanism in Mbeya municipality* » (*Idem* : 5). La position de la ville se trouve au croisement de l'axe reliant la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud avec la route de Lupa Gold Mining Centre of Chunya, créée vers 1923[58]. La fonction

[58] Les Lupa Goldfields, situés dans le district de Chunya, seraient la seconde zone de production d'or en Tanzanie, troisième producteur d'or en Afrique. Une compagnie privée a obtenu en 2010 des licences d'exploitation pour développer la production aurifère majoritairement artisanale. D'après la Shanta Gold Cie. http://www.shantagold.com/projects/lupa-goldfields Consulté le 05/07/2012

commerciale a été renforcée lors de la création de la mine d'or de Chunya dont le métal précieux transitait par Mbeya, ce rôle semble être à l'origine du centre urbain. Bien que Mbeya fût un centre d'échange de sel reconnu, le principal centre urbain officiel de la région après Neu-Langenburg (Tukuyu) était Igale Town, situé au sud-est de Mbeya, sur l'ancienne route à mi-chemin avec Tukuyu[59]. En ces temps là, Mbeya était principalement une aire de peuplement dispersé dans laquelle des foyers en nombre restreint étaient répartis d'une colline ou d'une crête à une autre, ou d'une vallée à une autre (Gwasa 1969, *in* Comoro 1988 : 120).

En 1927, Mbeya acquis le rang de *government station* du fait de sa localisation stratégique. En 1935, la ville disposait d'une route, d'une piste aéroportuaire et du télégraphe. Une année plus tard, le centre régional de la Southern Zone fut transféré d'Iringa à Mbeya. La ville explose dans la décennie 1967-1978 pendant laquelle sa population est multipliée par six. En 1984, la ville acquiert le statut de *municipality* et celui de *city* en 2008[60].

Mbeya est une jeune centenaire. La fonction commerciale est à l'origine de Mbeya idéalement placée sur la route du sel aux portes de la sous-région et ouvrant vers le port de Dar es Salaam. Cette fonction s'est ensuite appuyée sur le commerce de l'or. Son emplacement stratégique a intéressé les missionnaires et les colons successifs. Sa situation aux portes des pays enclavés de la sous-région, doublé de la présence du corridor Dar es Salaam-Zambie ont été des vecteurs de son développment et de l'affirmation de ses fonctions commerciales. La disponibilité d'infrastructures urbaines et de communication, ainsi que l'évolution des statuts administratifs furent des facteurs importants de la croissance de Mbeya.

2.2- Les paysages urbains

Ce qui frappe l'observateur c'est l'inscription de Mbeya dans une orographie à l'image de son arrière pays, la ville s'étend entre des reliefs montagneux sur une plaine dans laquelle s'écoulent de nombreux cours d'eau dont les rivières Meta, Nzowe et Sisimba. Mbeya est située dans le septentrion d'un couloir horizontal délimité au nord et au nord-ouest par le Mbeya Range (point culminant : Mbeya Peak 2654 m) qui contraint l'extension de la ville. Au

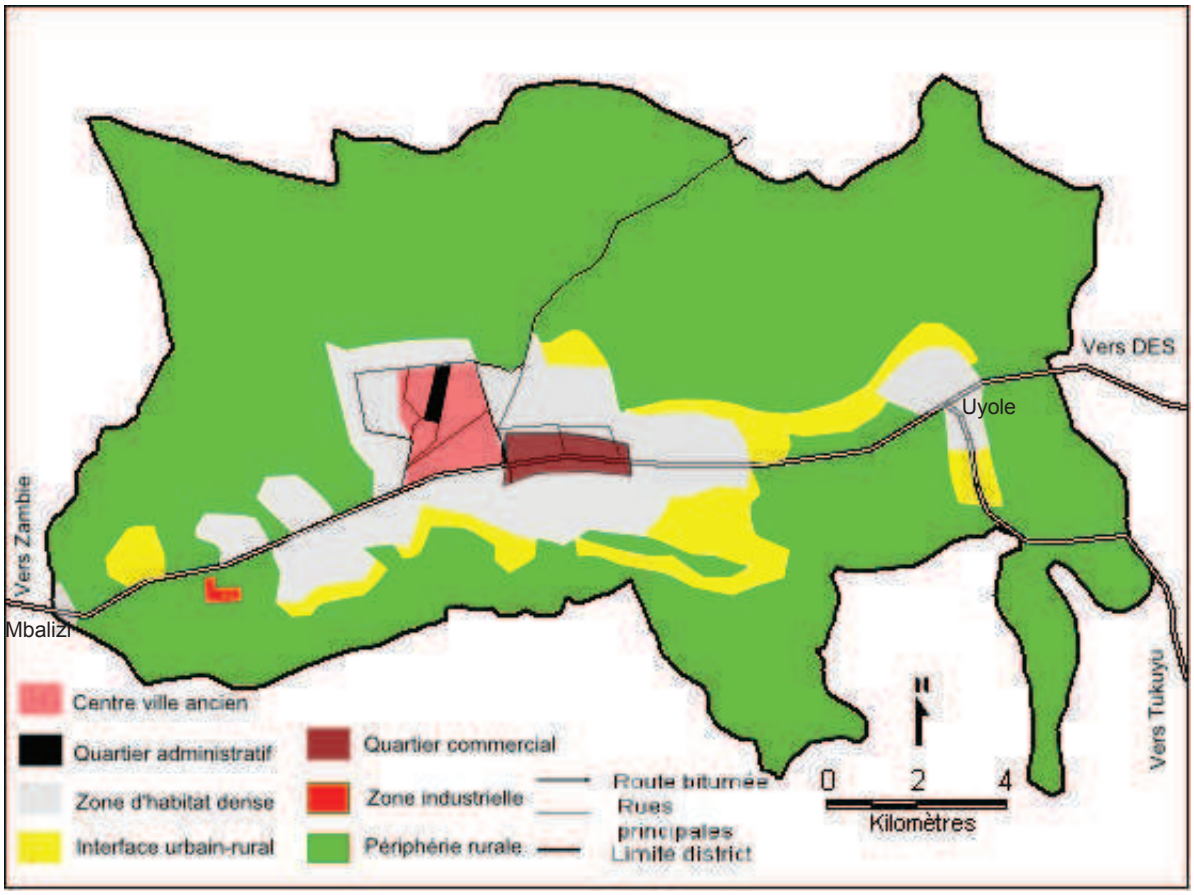
[59] La route bitumée n'est pas passée par Igale qui est resté un village, peuplé par 1566 habitants en 2002.

[60] Sur ce point également des difficultés ont été rencontrées. Selon les sources, il est mentionné que Mbeya devient une *city* en 2005, 2006 ou en 2008. Un responsable de la planification urbaine de la ville, m'a mentionné l'année 2008 lors d'un entretien. Il est possible d'émettre l'hypothèse que le processus a débuté en 2005 et que c'est trois ans plus tard que le statut et les compétences associées furent acquis.

sud, le corridor est bordé par le mont Ngozi. Une vue panoramique depuis le Loleza[61] permet non seulement de visualiser l'ancrage spatial de la ville prise dans le système morphologique de la vallée du rift mais également de réaliser sa situation exceptionnelle au regard de cet élément géologique majeur. Comme il a été écrit plus haut, le terrain se trouve à l'intersection du « Y » formé par le grand rift africain, qui se sépare en deux dans les Uporoto. Ce trait remarquable est mentionné par le Père Philipp Leedal « *Everyone has heard of the African Rift Valley. From our view point above Mbeya town, we look north-east and south-east up and down the western rift valley, whilist round the corner, as it were, of the Mbeya range from where we stand and looking east, is the terminated end of the eastern rift valley* » (*in* Comoro, 1988 : 123). Lors de mon premier séjour, il m'avait paru indispensable de monter le Loleza afin d'accéder à une vue surplombante, sans savoir que je marchais peut-être sur les pas de feu le Père Leedal. De ce belvédère naturel, l'observateur comprend l'étalement de la métropole sur cette plaine ouverte selon un axe est-ouest. L'espace est densément urbanisé, deux zones se distinguent, le vieux centre ville avec un bâti plus vertical au pied du Loleza, d'une dimension réduite comparé au reste de l'ensemble urbain qui présente un habitat bas, une couverture de toiture en tôle grise masquée par la poussière marron de la saison sèche. Grossièrement, la ville a une orientation latitudinale, parallèle à la Tanzam, la forme de la ville « enfle » au sud du Loleza, le cœur de cette partie est le carrefour Tanzam-Lumumba *road* qui se dirige vers le centre ville administratif.

Il est possible de diviser Mbeya *city* en trois parties : la vieille ville qui comprend le centre ville administratif, la zone économique et les zones vouées à l'habitation. Mis à part le tarmac qui constitue un élément paysager discriminant, le plus souvent, il n'y a pas de limites strictes entre ces zones.

[61] « Loleza » est le nom local donné au Mbeya Range



Carte 8. Découpage de Mbeya

La vieille Mbeya et le centre administratif

Cette partie est située aux pieds du Loleza, elle est contenue dans la boucle Mbalizi *road*-Independance avenue-Lumumba *road*-Tanzam, soit une superficie de presque 4 km² correspondant aux *wards* Sisimba, Mbalizi et Forest. Elle englobe ce qui serait le plus vieux quartier de la ville, celui de Sokomatola à l'agencement quadrillé par des rues sans revêtement et aux maisons anciennes à un seul niveau. Elle contient aussi la gare routière principale qui anime quotidiennement l'ambiance, le Mbeya Referral Hospital, la mosquée, la cathédrale et des établissements scolaires primaires et secondaires. Le centre administratif est un sous-quartier homogène, la zone de bureaux occupe un espace restreint à l'échelle de la ville, environ 0,2 km² (sur les 214 km²), ce quartier est doté de rues goudronnées, de constructions à 2 niveaux (parfois plus pour certains immeubles comme celui des impôts, certaines banques, le maximum est de 5 étages). Par rapport à l'étendue du district Mbeya Urban, ce quartier est minuscule, puisque il couvre moins de 1% de la surface totale. Il concerne une espace d'environ 600 mètres sur 300 mètres. Pourtant, c'est dans cet antre que sont concentrées les forces du pôle administratif qui rayonne sur le sud-ouest tanzanien : services des districts

Mbeya Rural et Mbeya city, Mbeya Region et impôts. Les fournisseurs de services sont aussi présents : électricité (Tanesco : Tanzania Electric Supply Electric Limited), banques et sièges d'opérateurs en téléphonie. Les bâtiments sont rangés dans un quadrillage urbain, ils se mêlent à des commerces qui correspondent à l'activité dominante de ce quartier : papèteries, cyber cafés, téléphonies, restaurants, épiceries, cireurs de chaussures, habillement, etc. On y trouve aussi des magasins dédiés à l'agriculture comme des points de vente d'intrants, mais également le siège d'une coopérative de thé. De nombreux vendeurs de crédits téléphoniques sont postés sous un parasol couvrant un étal sommaire, d'autres sillonnent les rues, foulant le tarmac comme la poignée de vendeurs en produits touristiques et artisanaux (cartes postales, peintures, etc, ou pièces de monnaie anciennes), d'autres cherchent à convaincre de l'efficacité des pièges et autres raticides par leur flot ininterrompu d'arguments. Parfois, un prédicateur zélé prêche bible à la main, sueur sur le front, à des passants insensibles au discours maintes fois entendu puisque le volubile convaincu habite à Mbeya. Un vieux garage se trouve au bout de South Street, face à l'office privé du tourisme que je n'ai vu ouvert qu'une seule fois. Les vestiges du dépôt de la Scandinavia Express, autrefois prestigieuse et aujourd'hui dissoute servent de garage pour une autre société de transport bien moins prestigieuse mais non moins vivante. Cette zone est aussi peuplée par quelques familles indiennes qui y sont établies depuis plusieurs décennies. Quelques hôtels et restaurants à faible succès, dont les tarifs sont au-delà du commun des citadins locaux complètent ce paysage.

La zone économique

Elle s'étend le long de l'autoroute et est concentrée du carrefour Tanzam-Lumumba *road* au quartier Ilomba pour les fonctions commerciales. La multitude de magasins en tout genre est rassemblée dans les contre-allées de la Tanzam au niveau des quartiers Mwanjelwa et Soweto ; la liste suivante des marchandises disponibles n'est pas exhaustive : pièces automobiles d'occasion, accessoires de téléphones, fournitures électriques, habillement, quincaillerie, musique, librairie-papèterie, intrants agricoles, bijouterie, pharmacie, Hi-Fi et électroménager, vélos, produits cosmétiques, épiceries, secrétariat, grossistes (épicerie), opticien, etc. Se mêlent à ces établissements de nombreux bars, *guest houses, motels et* hôtels, signes que l'argent généré peut être vite dépensé sur place. Les constructions sont très basiques et se résument souvent à des rectangles en béton au toit en tôle avec des devantures qui se veulent attractives. Le marché de Mwanjelwa est le plus important de la ville, y sont

vendus des denrées alimentaires et des produits manufacturés. D'après les responsables locaux, son emplacement est un élément majeur de son attractivité. Il est proche de la route et il est situé dans un quartier où l'économie est vivace, un client qui se rend à Mwanjelwa est presque sûr de trouver ce qu'il cherche dans un espace limité, et si sa bourse le lui permet, il peut dans la foulée prendre du bon temps. Outre les commerces, l'activité productive se résume à de l'artisanat, des entreprises ayant trait à la construction, et des services. Le secteur tertiaire s'implante aux bords de l'autoroute, de nombreux bâtiments flambant neufs s'installent et donnent une image moderne aux passagers. Ces édifices tranchent franchement avec les implantations originales locales, tels le Century Plaza, siège de banques et d'assurances, l'Exime Bank ou le Rehema City Conference Center. Lors du dernier travail de terrain en 2011, un immense chantier était en cours, il s'agit du centre commercial Mwanjelwa, qui serait un des plus importants d'Afrique de l'Est. Manifestement, la ville tente de changer de visage, ou du moins elle offre une vitrine moderne là où elle est la plus vue. Ce type de construction demeure encore largement minoritaire, mais on sent bien que quelque chose est en marche.

Les quartiers d'habitation

La ville compte près de 400000 habitants regroupés dans des maisons qui n'ont le plus souvent qu'un seul niveau, presque l'essentiel de la superficie de Mbeya est utilisé par ce mode d'occupation du sol. Les densités des constructions sont très élevées, il y a peu de place pour les espaces ouverts. Entre les deux tiers à la moitié la ville ne semblent pas suivre un plan organisé si l'on se réfère au tracé irrégulier des rues et aux formes désordonnées de quartiers. L'agencement des quartiers spontanés (comme Isanga) contrastent avec les poches parfois réduites d'espaces nettement quadrillés (Iyela). La voirie n'a pas de revêtement, l'électricité est la source principale d'éclairage mais pas exclusive. Mbeya est un pôle démographique dont les formes de l'extension sont influencées par l'absence de planification sur la majeure partie de sa superficie. 48 %[62] des habitations disposent de 3 à 6 pièces, 27 % de une à 3 pièces, 15 % de 7 à 9 pièces et 9 % ont plus de 10 pièces. Deux tiers des foyers rassemblent entre 4 et 9 résidents, 20 % de une à 3 et 10 % plus de 10 membres de la famille nucléaire ou étendue. 84 % des propriétaires fonciers sont des hommes, 30 % d'entre eux ont plusieurs maisons dont 18 % possèdent un second foyer dans le même quartier ou dans la

[62] Les données de ce paragraphe proviennent de URT 2010, *Environmental Impact for Statement for Tanzanian Strategic Cities Project-Mbeya Municipality*. PMO-RALG. 102 p.

même rue, ceci est indicateur du régime polygame et des fonctions autres que résidentielles pour les proriétés complémentaires. Les maisons principales ont pour vocation l'habitation du foyer à 84 %, 11 % sont mises en location pour la résidence et 5 % sont « multifonctions ». Le foncier a été acquis à 54 % par héritage, 43 % par achat et 3 % par attribution faite par le gouvernement. Les achats se font auprès de propriétaires privés qui disposent de lopins, les autorités n'ayant quasiment pas de terres disponibles. Les propriétaires mettent en valeur le sol de leur propriété, ne serait-ce que pour marquer l'occupation, il n'y a pas de friche à Mbeya. Les locataires ne représentent que 9 % des résidents, ce chiffre est assez surprenant si on le compare avec le nombre de nouveaux arrivants puisque un tiers des habitants ont immigré en ville depuis moins de 10 ans, les gens viennent s'établir et cela commence par l'achat d'une parcelle.

2.3- Modifications de la forme urbaine

Mbeya connaît une urbanisation à deux vitesses, d'un côté le centre est peu dynamique tandis que dans les quartiers aux abords de l'autoroute les paysages changent rapidement, la Tanzam polarise de nombreux édifices nouveaux. Le plus frappant est la multiplicité des hôtels qui pullulent à partir du quartier Ilomba, à mi chemin entre Mbeya et Uyole, puis dans le prolongement à Mwanjelwa, New Forest et jusqu'à mi chemin de Mbalizi, soit sur une distance d'une dizaine de kilomètres. Ces constructions s'accompagnent de nouvelles stations services, de nouvelles banques, de nouveaux sièges d'assurances et autres prestataires de services. Les secteurs où s'opèrent les investissements ont encore des réserves de terre, en particulier le quartier au nom évocateur de « New Forest » face au quartier Forest de l'autre côté de la *highway*. L'essentiel de l'investissement dans l'immobilier provient du secteur privé, que ce soit pour les constructions à vocation résidentielle ou économique. Les édifices modernes, vitrés, de formes parfois originales, tranchent avec la vétusté des habitations anciennes. L'effet « route » se vérifie également à Uyole où l'habitat s'étend à partir du carrefour et le long de la B 345. L'extension linéaire se trouve également dans les *wards* Iwambi et Iyunga, entre Mbeya et Mbalizi, aux dépens des cultures. La métropole s'étire le long de la Tanzam, à partir du carrefour d'Uyole elle s'étale parallèlement à la B 345. Cette extension concerne le bâti résidentiel. Pour ce qui est des investissements économiques, ils se concentrent dans le prolongement sud du vieux Mbeya, de l'autre côté de l'autoroute. En

centre ville, on peut présumer que les conditions foncières sont moins avantageuses, les prix peut-être plus élevés et les parcelles plus petites et moins disponibles.

Le centre ville traditionnel ne montre pas les mêmes dynamiques. Il se dégage plutôt une atmosphère étrange de cette partie de la ville, une certaine anémie commerciale, et presque seules les fonctions administratives animent cette zone pendant le jour, qui demeure moribonde à la fermeture des bureaux. Ce quartier administratif suranné est à l'image de la MGB fanée des années 1960 garée dans South Street. Le calme du centre tranche beaucoup avec la forte activité des quartiers Soweto, Mwanjelwa où l'on peut presque tout acheter. La gare routière (*standi kuu)* et les flux de passagers animent tout de même le secteur. Il y a de nombreux établissements hôteliers autour de *standi kuu* et quelques bars où l'on peut manger de la viande grillée (*nyama choma*). D'ailleurs un nouveau bar rencontre un certain succès, pour être à la mode il faut que l'établissement soit un pub, c'est-à-dire que l'aménagement soit moderne, qu'on puisse y manger le *nyama choma*, écouter de la musique et éventuellement qu'il y ait des filles. Il est situé presque en face de la gare routière, juste devant les grillades nocturnes informelles qui participent aussi au succès de ce pub ; l' « ambiance » est une aménité qui contribue à l'attractivité et aux investissements. L'arrêt des transports collectifs urbains, à partir de 21h30, contient les activités nocturnes et maintient le centre ville dans un calme. Quelques investissements immobiliers sont réalisés en ville. Des immeubles de deux étages étaient en chantier en 2011, sur des espaces qui étaient en friche les années précédentes. Le centre ville donne l'impression qu'une transformation est en œuvre, son paysage se « verticalise » « toute proportion gardée ». Les opérations sont en nombre limitées, mais elles sont le signe d'un changement en cours, d'autant plus que le rythme s'accélère puisque ces chantiers ont été lancés en 2010 et 2011.

Néanmoins, on a l'impression que le centre de Mbeya est en train de se déplacer vers la route Dar es Salaam-Zambie. Le dynamisme de Mbeya repose sur sa fonction d'échange, la route en est un outil fondamental. Les projets excentrés, vitrines de l'effervescence économique et de la modernisation apparaissent cohérents avec le rôle de Mbeya. De plus, l'urbanisation des quartiers linéaires à la Tanzam apparaît être une réponse des acteurs privés, non le fruit d'une planification, en somme les quartiers dynamiques émanent d'une urbanisation par le bas. Mais gardons à l'esprit que la ville change et qu'elle semble revêtir les habits d'un pôle économique fondé sur le commerce et le tertiaire et non sur l'industrie. La situation de déséquilibre relatif peut s'inverser, l'urbanisation par le haut du centre ville peut à

termes affermir la centralité de la ville autour du pôle institutionnel jouxtant des centres commerciaux et des bureaux d'affaires. Du moins il semble que ce soit une volonté politique.

2.4- Les périphéries centrales de la métropole

L'oxymore « périphérie centrale » qualifie Uyole et Mbalizi, l'association des contraires est pertinente pour caractériser ces deux centres. Bien qu'ils ne soient que des villages, dans la terminologie administrative, ils sont des centres de collecte et de redistribution des denrées produites de la montagne voire même dans des basses. Mbeya est parée de deux centres urbains à ses marges, Mbalizi et Uyole sont situés sur la route reliant Dar es Salaam à la Zambie ; Mbalizi se trouve à 10 km à l'ouest de la capitale, Uyole est positionné 10 km à l'est.

La rupture urbaine entre les satellites et la capitale est limitée, à l'ouest, la discontinuité urbaine n'est que d'environ cinq kilomètres, puisque la périphérie urbaine de Mbeya s'étend à travers les *wards* de Nzowe et d'Iyunga. À l'est, il n'y a pas de discontinuité urbaine entre la métropole et Uyole mis à part les champs de blé long de 4 km, qui poussent au sud de la Tanzam tandis qu'en face des champs, au nord de la route, Ilomba assure le continuum bâti entre la capitale et sa périphérie. Ces deux centres sont des unités statistiques qui ne reflètent pas leur rang, elles sont des villages qui n'ont alors que de faibles attributs administratifs et politiques. Mbalizi comptait 29768 habitants en 2002, presque 10 ans plus tard, un responsable local indique que la population atteint 56000 habitants. Uyole est la continuité urbaine à l'est de la métropole dont le village regroupait 4442 habitants urbains en 2002. Cette unité statistique ne rend pas compte de la réalité urbaine d'Uyole qui se prolonge sans discontinuité dans les *wards* d'Itezi, de Nsalaga, d'Igawilo d'Iganjo. En additionnant les populations urbaines de ces cinq *wards*, on obtient un total de 31493 habitants urbains, cette valeur semble plus représentative du groupement humain dans et autour d'Uyole. Ces deux centres périphériques remplissent peu les fonctions de services administratifs, ce sont des pôles démographiques secondaires du continuum de la capitale qui sont animés par des fonctions commerciales majeures.

Mbalizi s'établit dans le prolongement de la périphérie urbaine de Mbeya. La ville revêt une forme concentrique, d'environ 5 km², traversée dans la longueur par la Tanzam, avec une extension linéaire aux abords de la route qui s'enfonce vers le plateau Umalila au sud. Mbalizi est une agglomération de maisons d'un seul niveau, quadrillée par des rues sans

revêtement, parmi lesquelles une parallèle à la Tanzam est la voie principale autour de laquelle, dans la partie est de la ville, s'organise le marché-ville. Cet espace est plutôt un regroupement linéaire d'entrepôts et de magasins, le marché journalier n'étant que de faibles dimensions et destiné aux transactions locales de faible volume. À 1400 m, elle est la porte d'entrée pour les productions de la zone Umalila dans les Uporoto, un centre de collecte et de redistribution de maïs, de haricots et de riz, ce dernier provenant de la dépression orientée vers le lac Rukwa au nord-ouest et du district Mbozi à l'est. Mbalizi profite de sa situation sur l'axe routier et de sa proximité avec Mbeya pour assoir ses fonctions commerciales soutenues. Le centre commercial regroupe environ une centaine de magasins de vente de maïs et de haricots dans lesquels de commerçants venus de la Tanzanie et des pays limitrophes s'approvisionnent.

Ces deux marchés périphériques, idéalement placés sur l'axe de transport, des deux côtés de la métropole, sont des interfaces entre des productions locales et des marchés lointains. Le contact se réalise rarement directement entre un producteur et un acheteur, entre les champs et les chargements dans les camions, toute une série d'intermédiaires prend sa part. Le mode d'approvisionnement est dominé par le ravitaillement des commerçants. Uyole et Mbalizi ont une fonction d'approvisionnement pour la population locale mais également une fonction de distribution pour les grandes villes. Ces centres urbains reposent sur leurs fonctions commerciales et logistiques et bénéfice d'un emplacement stratégique, à la fois aux portes de leur arrière pays et à celles des marchés lointains, ils sont de véritables charnières dans les échanges entre le rural et l'urbain, cependant, Uyole joue un rôle plus important que son homologue de l'ouest.

3. Le réseau urbain des Uporoto

Mbeya est la capitale qui domine le réseau urbain des Uporoto, elle concentre les fonctions administratives et politiques, celles de services, elle est un pôle démographique. Il n'a pas été simple d'établir une hiérarchie urbaine, ne fût-ce que pour le « podium urbain » de la zone d'étude. En matière de population, d'après le recensement de 2002, Mbalizi est la seconde ville de la zone d'étude avec près de 30000 habitants, cependant ce « village » est complètement inféodé à son chef lieu, situé en périphérie proche de la métropole, avec une faible discontinuité urbaine, Mbalizi sera dans les années à venir un quartier de Mbeya. Tukuyu comptait 15941 âmes en 2002, elle est la seconde ville de la zone d'étude si l'on ne

considère pas seulement le critère « population ». Cette agglomération de moindre taille est le chef lieu du Rungwe dont elle rassemble les services du district, elle est distante de près de 60 km avec la métropole. Tukuyu regroupe les fonctions administratives et politiques d'une capitale de district. Ce centre urbain date de la colonisation allemande, il fait partie de l'histoire urbaine des Uporoto. Par ailleurs, le décompte de sa population reste obscur, comme on le verra dans le point qui lui est consacré.

Le réseau des routes est insuffisant puisque seuls deux axes asphaltés traversent le terrain. Le premier est l'axe Dar es Salaam-Zambie d'orientation latitudinale, le second joint Mbeya au Malawi sur les pentes du relief par un tracé méridien. La majorité des circulations dans la montagne se fait sur des voies en terre et caillouteuses connectées plus ou moins directement avec les routes goudronnées. Les camions, pickups, minibus parviennent à s'engouffrer dans des abysses montagnards pour peu qu'existe une piste. Les véhicules peuvent circuler tant bien que mal sur les routes carrossables sans revêtement mais les transports deviennent parfois impossibles à la saison des pluies qui ne dure pas moins de huit mois. Certains villages sont donc par moment pratiquement inaccessibles par véhicule et la traction animale est peu répandue. Les transports sont organisés en fonction des jours d'activité des marchés ruraux périodiques, ces jours là, le nombre d'engins augmente, les marchés périodiques battent la mesure des transports.

3.1- Tukuyu, un chef lieu dans l'ombre de la métropole régionale

Tukuyu située à environ1500 m d'altitude, dans la ceinture bananière est le chef lieu du district Rungwe et la seconde ville de la zone d'étude. Des missions luthériennes et *moravians* s'établirent dès les années 1880 à l'époque de la colonisation allemande, qui procéda par une administration directe des peuples. Tukuyu était la ville principale à cette période, les colons y construisirent un fort (dont l'enceinte abrite désormais le bureau du chef du district, le tribunal et d'autres services du district). Von Soden, premier gouverneur du Tanganyika s'appuya sur les Luthériens et les Moravians pour établir l'influence de Berlin conjointement à celle de la chrétienté. Rungwe (Tukuyu) était le poste principal. En 1893 le premier prêche fut prononcé, une année plus tard, une église en bambou fut construite et équipée d'une cloche, elle pouvait accueillir jusqu'à 300 croyants. Au tournant du XXe siècle, Rungwe comptait une soixantaine d'habitants et 22 huttes, une décennie après, le nombre de chrétiens atteignait 180. Une petite dizaine de missions *moravian* s'établirent avec un inégal

succès dans la région[63]. Tukuyu était pour les Allemands un lieu important du fait de la proximité des voisins hostiles, c'est-à-dire les Anglais et leurs alliés les Boers plus au sud. L'établissement colonial fut officiellement baptisé « Neu Langenburg » en 1900. Après la Première Guerre mondiale, les Anglais héritèrent de la Société des Nations du mandat du Tanganyika et mirent en place l'*indirect rule*. Sir Donald Cameron, fraîchement arrivé du Nigéria où il servit sous Lord Lugard, introduisit le système d'administration par les natifs. Ce mode de contrôle territorial instituait le chef traditionnel comme officier de l'État, il voyait ainsi son pouvoir préservé et conforté, une certaine paix était par là imposée et la guerre ne vint pas perturber l'urbanisation.

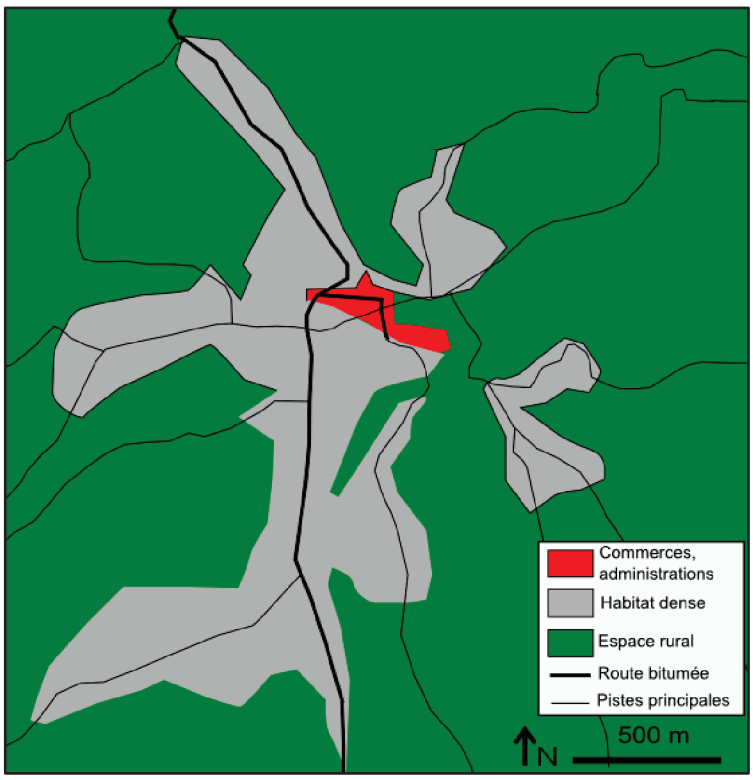
Tukuyu comptait 7500 habitants en 1967 alors que Mbeya en avait 12500. La capitale du Rungwe stationnée dans la ceinture bananière regroupait 15941 citadins en 2002. Il est très difficile de connaître la taille de sa population du fait d'un imbroglio statistique. Le chef lieu du district s'étale sur 12 *wards* représentant une population d'environ 80000 habitants d'après un *planning officer*[64]. Cependant, cet ensemble administratif ne correspond pas à l'aire de la ville. Une comparaison d'images satellites montre que la superficie densément bâtie de Tukuyu est un peu plus réduite que celle de Mbalizi. De nos jours, la population de Mbalizi atteindrait les 50000 résidents, on peut prudemment avancer que la population de l'agglomération du bâti à Tukuyu devrait s'échelonner entre 40000 et 50000 citadins. Comme bien souvent, il est difficile de borner la ville qui s'étend avec l'allure du fameux continuum ruralo-urbain. Le taux de croissance de la capitale du Rungwe n'a pas été rapide comparé à celui de Mbeya. Tukuyu ne profite pas directement de la Tanzam, elle reste un chef lieu de district en retrait de la métropole et de l'axe international. Son rayonnement ne semble guère dépasser l'aire de sa circonscription administrative (si l'on excepte la notoriété relative du thé du Rungwe à laquelle Tukuyu peut être associée). Pourtant, l'observateur pourrait se laisser tromper par des attributs paysagers urbains. Cette ville est localisée à mi-chemin entre Mbeya et le Malawi sur le seul axe goudronné qui traverse les Uporoto et le Rungwe. Son réseau

---

[63] Voir Rev. Angetile Yasaya Musomba (2005) « The Moravian Church in Tanzania Southern Province : a short history ». In *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*. N°29. IFRA. Nairobi. 92 p. Les éléments historiques de la période coloniale s'appuient sur ce document.

[64] Je n'ai jamais, et pourtant ce n'est pas faute d'avoir essayé, retrouvé quelques traces des ces fameux 12 *wards*. Ce qui est officiel, c'est que la ville s'étend sur la *ward* Bagamoyo et Bulyaga, qui comptent respectivement 8030 habitants et 7826 habitants en 2002, soit un total de 15856, chiffre différant de celui du pourtant officiel Rungwe district Profile. Les valeurs pour les deux *wards* sont issues du recensement de 2002. Le dernier point du chapitre 4 fait état des quelques problèmes rencontrés face aux confusions, si ce n'est aux désordres liés aux statistiques officielles.

routier est « relativement étoffé » puisque mis à part la route B 345, le tarmac s'étale sur près de 600 mètres jusqu'au *headquarter*. Mais surtout, de nombreux bâtiments (banques, commerces) longeant ce bras asphalté disposent d'étages, dont le célébrissime Landmark Hotel, reconnu dans les meilleurs guides touristiques. Outre les bâtiments administratifs inhérents à un chef lieu de district, des services urbains tels que la poste et un hôpital sont présents. Un marché quotidien, dont une grande partie est équipée d'une halle se trouve en amont de la gare routière. La capitale du Rungwe est bel et bien une ville, mais une petite ville. En effet, si l'on s'aventure ne serait-ce que quelques dizaines de mètres dans l'arrière cours du centre local, il n'est plus possible d'apercevoir les buildings qui ont laissé la place à des maisons urbaines d'un seul niveau. Une plantation de thé d'environ 10 ha est cultivée à moins de 400 m de la gare routière et à 150 m de la route. La ville s'est construite au pied de l'ancien fort colonial situé au point culminant du dôme (1540 m). L'urbanisation accompagne la topographie accidentée de la ville, elle suit les arêtes, sur lesquelles sont tracées les pistes le long desquelles sont construites les maisons. La ville est orientée selon une forme radiale irrégulière, dont le centre est la rue goudronnée reliant la B 345 aux bâtiments administratifs. Les nombreux bas-fonds sont des interstices cultivés dans lesquels des bosquets linéaires occupent les points les plus bas.



Carte 9. Tukuyu

3.2- Le tissu des villages, un ensemble de points aux attributs urbains limités

Le semis des villages est relativement dense, il rassemble presque 300 unités. Il doit son organisation à la politique de l'Ujamaa, la plupart des villages sont sous-équipés et certains n'ont de « village » que le nom quand les agglomérations humaines sont peu prononcées. Néanmoins, ils sont la dernière maille administrative dont les prérogatives ont été renforcées par les mesures de décentralisation.

L'implantation des villages[65] : l'organisation spatiale de l'Ujamaa

Les Uporoto sont anciennement anthropisées selon les rythmes des groupes ethniques autochtones Nyakyusa, des Safwa, des Malila, et des Wandali. Le peuplement a connu des moments de bouleversement dont le plus majeur, ou du moins le plus contemporain est la politique de villagisation menée dans les années 1970, cette évolution s'inscrit dans un politique de construction du socialisme à l'africaine. La déclaration d'Arusha le 29 janvier 1967 marque un tournant dans la politique tanzanienne qui s'organise autour du concept de *self-reliance*, c'est-à-dire l'autosuffisance de la nation. La philosophie de Julius Nyerere était enracinée dans des valeurs traditionnelles africaines telles la famille, la communauté, elle était également imprégnée d'idées rousseauistes basées sur le Contrat social énonçant le principe de la souveraineté du peuple qui organise la vie collective, à l'instar de la villagisation qui devait s'effectuer sur des principes volontaires (Stoger-Eising, 2000 *in* Ibhawoh, Dibua, 2003). La société idéale selon le *Mwalimu*[66] devait s'articuler autour du triptyque liberté, égalité et unité, cependant le bilan controversé résulterait du caractère utopique de sa philosophie (Ibhawoh, Dibua, 2003). L'objectif de pouvoir compter sur ses propres forces devait être rendu possible par le développement du monde rural à travers l'éducation et les techniques agricoles. Ces mesures s'appuyaient sur le regroupement de population, d'abord par l'adhésion, puis par la contrainte et ensuite par la force. Le mouvement des populations dans des villages gouvernementaux s'est réalisé en trois phases, la première étape n'a pas rencontré d'engouement et n'a duré qu'une année, le constat d'échec des *Village Settlement*

[65] Les villages en question ne se réfèrent pas à la catégorie statistique du district Mbeya Urban qui concerne des quartiers *intra-muros* ou périphériques. Le terme « village » se rapporte aux agglomérations rurales, au sens de finage, c'est-à-dire « à une unité humaine et à son espace de souveraineté et de production, généralement avec un composant agricole » (F.P. *in* Levy J., Lussault M., 2003 : 987), sauf que dans notre cas il faut supprimer l'adverbe « généralement » puisque les villages de la zone d'étude sont essentiellement dominés par les activités agricoles.

[66] « *Mwalimu* » est le surnom donné à Julius Nyerere, il signifie « enseignant » en swahili.

Scheme fut établi en 1966, soit après seulement un an la promulgation du Land Tenure (*Village Settlement Act*) en 1965. La seconde phase qualifiée d'Ujamaa (signifiant « famille élargie », « fraternité » en swahili) a suivi la déclaration d'Arusha et est la plus connue, alors qu'elle n'a finalement pas eu beaucoup d'impacts. Jusqu'en 1970, les rassemblements dans les villages nouveaux concernent une très faible part des tanzaniens, le mouvement s'accélère en 1973, année où le terme d'Ujamaa est remplacé par celui de « village de développement », année à partir de laquelle la villagisation devient obligatoire, année aussi où les mouvements forcés prennent une ampleur considérable. Moins de 20% de la population de la région Mbeya vivait dans ces villages en 1974, deux ans plus tard ce n'est pas moins de 80% des habitants qui vivent dans les centres nouvellement créés (Raison, 1989). Au niveau national, les déplacements ont été conduits « pour l'essentiel en moins d'un an (surtout juillet à novembre 1974) et globalement en moins de trois ans un déplacement de population d'une très grande ampleur en chiffres absolus et plus encore en proportion de sa population : le nombre des habitants dans les villages est passé de 2 millions et demi en janvier 1974 à 13 millions (plus des trois quarts de la population de la Tanzanie continentale) en janvier 1977, cependant que la taille moyenne des villages passait de 500 à près de 1700 habitants » (Raison, *idem* :416). La politique a officiellement été abandonnée en 1983. Le peuplement des Uporoto a été bouleversé lors de cette troisième phase. Une vue du ciel illustre bien l'orientation linéaire des villages et des hameaux le long des pistes. Les ambitions de cette politique étaient louables, il s'agissait de rassembler les populations dispersées dans des centres où ils puissent bénéficier des services d'éducation, de santé et d'eau potable. L'autre objectif, certes moins affiché, était de « transformer une société de parenté en société de citoyenneté, elle [la villagisation] devait permettre le travail en commun, facteur de progrès et de socialisation » (*Idem* :404). Seulement, dès le mois de décembre 1973, soit avant l'accélération du mouvement, le travail en commun n'est plus obligatoire et devient résiduel. Les décalages entre les ambitions annoncées et les moyens réels, les erreurs fondamentales conceptuelles et le fait que la bureaucratie aurait dévoyé les objectifs initiaux ont participé à l'échec relatif du projet original. En matière agricole « l'intérêt de la villagisation est alors tout sauf agronomique » (*Idem* : 416), paradoxalement, les premiers critères de sélection de sites d'implantation dont la base productive est agricole n'étaient pas la qualité des sols, ils étaient plutôt ceux d'accessibilité et de positionnement sur un axe de transport. Ainsi s'opérait la localisation quasi-systématique des villages sur des voies carrossables, sans de véritables prises en compte de la fertilité des sols, ni des systèmes de production ébranlés par l'augmentation de la

distance entre le lieu d'habitation et les champs. Le bilan de ces politiques reste controversé et les effets sur l'organisation spatiale toujours prégnants. Pourtant si plus de 80% des habitants de la région Mbeya ont été déplacés dans des villages, trente ans plus tard c'est toujours environ 90% de la population du district MR et Rungwe qui est rurale, certes les habitants ont été regroupés, mais les concentrations n'en demeurent pas moins rurales, l'accès aux services de base n'est pas systématique et les équipements urbains limités.

Le nombre de villages s'élève à 126 dans le district de Mbeya Rural et à 162 dans celui du Rungwe, la population moyenne par village est respectivement de 2502 habitants et 2327 habitants[67]. 42 villages ont plus de 2000 habitants dans MR et 51 dans le Rungwe. Très peu dépassent les 4000 habitants en 2002, un seul dans Mbeya Rural et six dans le Rungwe (dont trois excèdent les 5000 h.). L'essentiel du peuplement se rapporte donc à de nombreux villages de taille réduite et à de l'habitat dispersé le long des pistes qui occupent l'espace en fonction des contraintes topographiques. Globalement dans les zones à reliefs escarpés, principalement le piémont sud du Rungwe, le peuplement s'effectue le long des lignes de crêtes longitudinales, dans les zones où les reliefs sont moins saillants, le peuplement s'apparente à du mitage à partir des pistes. Sur le piémont sud-ouest du mont Rungwe le peuplement très dense a une orientation longitudinale sur les arêtes tandis que là où la topographie n'est pas contraignante, le piémont du volcan est parsemé d'une pléiade d'habitations orientées en fonctions de la multitude de pistes sinueuses comme sur la planèze de Mwakaleli. Dans le Rungwe, les centres urbains les plus importants sont surtout répartis le long de l'axe Mbeya-Malawi. Dans les Uporoto Highlands, le peuplement est concentré dans les villages de taille moyenne, entre 1000 et 4000 habitants. Dans la zone Umalila, il suit une organisation similaire mais les centres sont de tailles plus réduites mais ils sont relativement plus nombreux, l'habitat s'y concentre à un niveau inférieur d'autant plus que les reliefs doux n'ordonnent pas l'agencement. Des petits foyers de peuplement émaillent le district sans qu'une piste carrossable ne les relie au réseau de transport. La densité humaine dans le concave des Uporoto est irrégulière, des zones sont encore peu occupée tandis que d'autres sont congestionnées. De nombreux hameaux traversés par une piste, ne regroupent que quelques dizaines de maisons, ceux de taille moyenne, dont l'effectif est plus réduit ont plusieurs rangées d'habitations parallèles à la piste.

[67] Les critères de définition d'un village ne sont pas indiqués dans le rapport du recensement de 2002, cette unité administrative regroupe des ensembles qui vont de 1 à 74 000 habitants (e-geopolis, 2012).

La gestion villageoise

Les Conseils villageois sont les autorités locales en charge de l'administration institutionnalisés en 1975, ils sont responsables envers la communauté rurale et envers les échelons supérieurs administratifs, les *districts*. Les premiers conseils ont été élus par les communautés des villages dont la superficie regroupait des hameaux existants, l'aire du village revêtait une cohérence, cependant dans d'autres endroits des villages ont été créés de toutes pièces par des regroupements imposés. Il est difficile de savoir quels ont été les villages établis sur une communauté préexistante, et quels sont les autres. La toponymie est utile, le village Mbeye 1 (911habitants en 2002), situé dans le district Rungwe, sur la route principale, est visiblement une création récente, il est d'ailleurs surnommé « Number One », ce qui tranche avec un toponyme vernaculaire. Les sous-villages sont des entités dont le Président siège de droit au Conseil villageois, élu par l'Assemblée villageoise (composée de tous les résidents de plus de 18 ans) pour une durée de cinq ans. Depuis 1999, une nouvelle législation foncière a été promulguée, elle s'appuie sur deux lois, le Land Act et le Village Land Act, ce dernier texte énonce le cadre juridique de gestion des terres rurales qui devra se faire par le biais de conseil villageois chargé de mettre en place le régime de gestion communautaire du foncier. Il existe un décalage entre l'adoption de la loi par le Parlement et l'application par les communautés rurales libres de choisir leur calendrier de la mise en place des procédures, notamment d'enregistrement cadastral (Alden Wily, 2003). D'aucuns ne seront pas surpris par les inadéquations entre les objectifs affichés et les traductions concrètes pour les sujets concernés. Cette mesure est une étape dans les politiques de décentralisation qui sous couvert de réduction de la pauvreté et du développement des communautés tendrait à enraciner une citoyenneté rurale imprégnée d'un modèle néolibéral, modifiant ainsi l'accès aux ressources par l'affirmation du capital (Pallotti, 2008). Par le biais de cette réforme, la vente des terres est facilitée, conformément à ce qui a été observé dans les Uporoto. Les changements en œuvre dans la montagne agricole du sud-ouest tanzanien sont multiples et entrelacés, la gestion communautaire doit faire face à des forces extérieures camouflées dans des politiques gouvernementales alors que le *business* agricole les fait apparaître au grand jour. La rhétorique du développement rural inonde les grands plans, tandis que les campagnes demeurent encore sous-équipées.

4. L'urbain: relais du rural

Le réseau urbain est dominé par la ville de Mbeya qui s'appuie sur des relais secondaires et sur une myriade de villages disséminés dans les campagnes et agencés le long de pistes. La fonction commerciale et logistique est un pilier de développement des centres urbains, et en premier lieu de la capitale. Dans les campagnes, les interfaces urbain-rural se matérialisent à travers les marchés périodiques.

4.1- L'échange : au cœur de la croissance urbaine

Dès ses origines, l'échange a été au cœur du développment de Mbeya, cette fonction se décline de la métropole aux villages et elle assure la croissance des centres urbains. La localisation stratégique et les atouts de l'agriculture montagnarde ont donné lieu à une économie hybride basée sur l'arrière pays rural et relayée par des centres urbains.

L'échange commercial favorisé par une situation stratégique

La métropole régionale perchée à 1700 m d'altitude est distante de 822 Km avec Dar es Salaam. Elle est située sur le corridor Dar es Salaam-Zambie (chemin de fer TAZARA, autoroute Tanzam et Tazama oléoduc). Que ce soit avec la Zambie et le Malawi, les frontières sont éloignées d'à peine une centaine de kilomètres de Mbeya qui est la porte d'entrée pour ses voisins enclavés (Zambie, Malawi, Botswana, Zimbabwe, sud-est de la R.D.C.). Dès 1965, la métropole sut tirer profit de sa position stratégique. La déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie du Sud (Southern Rhodesia, devenue le Zimbabwe en 1980) proclamée par Ian Smith le 11 novembre 1965 fait de la colonie britannique un État souverain qui coupe l'accès à la mer de la Zambie qui s'oriente alors vers la voie tanzanienne « *since the development of the Rhodesia crisis, Mbeya has functioned as a gate to the sea port of Dar es Salaam, Tanga, Mombasa for its landlocked southern neighbours* » (Comoro, 1988 : 20). Cette situation poussa l'État tanzanien à construire en hâte la « grande route du sud » entre le port de Dar es Salaam et la Zambie pour que « la Zambie, alors coupée de ses débouchés maritimes habituels [ ] si bien qu'une armada de camions chargés de cuivre dans un sens, de pétrole dans l'autre rejouait quotidiennement ' Le Salaire de la Peur' » (Raison, 1989 : 406). Entre 1970 et 1975 la ligne ferroviaire Dar es Salaam-Kapiri Mposhi fut réalisée par les Chinois. Le TAZARA (TAnzania ZAmbia Railway Authority) suit un tracé de 1860 km et permet la circulation de passagers et de marchandises pour la sous-région. Un port à sec a été

aménagé à la périphérie de Mbeya afin de stocker des marchandises qui seront chargées à Mbeya dans des wagons ou déchargées en vue d'être distribuées dans la sous-région. Mbeya fait de ce point de vue office de point de rupture de charge, cette fonction logistique est déterminante pour l'approvisionnement et l'écoulement de biens dans une aire géographique internationale. Mbeya est une porte d'entrée et elle est aussi un débouché pour les productions de son arrière pays.

La capitale du sud-ouest tanzanien est un centre de collecte et de redistribution en denrées. Elle est un haut lieu des échanges et un nœud dans les réseaux de commercialisation. La ville assure une fonction d'intermédiation entre les échelons inférieurs et l'extérieur, et entre la population, « la ville naît fondamentalement de fonctions centrales d'échange, de confrontation ou de rencontre collective » (Claval *in* Merlin, Choay, 2000 : 881). Les multiples transferts qui se réalisent à Mbeya peuvent être illustrés par les flux de personnes ou par les transactions commerciales qui animent quotidiennement les marchés.

L'emplacement de Mbeya a dès son origine été marqué par la volonté d'articulation d'échelles géographiques variées, que cela fût pour l'or, puis pour le cuivre et le pétrole auxquels se sont ajoutées les marchandises agricoles.

L'économie rurbaine

Les prérogatives de la capitale du sud-ouest confèrent à Mbeya un effet polarisant dans des domaines administratifs, éducatifs et sanitaires. La ville regroupe des administrations uniques dans la région, elle rassemble de nombreux établissements scolaires supérieurs tels des universités, l'hôpital fédéral, elle réunit des sièges d'entreprises tels ceux des opérateurs téléphoniques. Elle remplit ainsi dans certaines mesures les fonctions administratives, de services et de commerce ; par contre l'activité industrielle de grande ampleur n'est pas développée contrairement à l'agriculture qui imprègne une grande part de l'activité. L'économie de la capitale est à l'image de sa région dans laquelle les activités agricoles occupent 80 % de la population du district de Mbeya rural, 90 % celle du district de Rungwe et près de la moitié des habitants de la métropole[68].

En 2002 plus des deux tiers du produit intérieur brut de la région Mbeya provenait de l'agriculture, l'économie de la ville de Mbeya repose sur le rural, près de la moitié des activités s'appuient sur l'agriculture. Les seules industries de grande ampleur sont une

[68] URT, 2002

cimenterie, une brasserie, une usine textile, une usine de torréfaction et deux usines à thé. Les industries de taille moyenne sont peu nombreuses et se réfèrent à la transformation de produits de la terre, principalement l'agroforesterie, la fabrication de farine, d'huile et dans une moindre mesure l'aviculture. Elles peuvent se confondre avec l'artisanat qui, avec le petit commerce, absorbent une grande partie la force de travail qui ne peut pas s'investir dans l'agriculture. La frontière entre le secteur formel et le secteur informel reste floue. Christopher Comoro dans sa thèse sur l'urbanisation de Mbeya considère que le formel et l'informel constituent un tout symbiotique qui permet la survie des citadins (Comoro, 1988). Certes il y a des emplois urbains en ville, mais dans la métropole aussi, la débrouille soulage beaucoup de laborieux et de laborieuses. Les chiffres suivants issus du recensement de 2002 donnent une image de l'économie du district Mbeya Urban. Les activités se répartissent comme suit : 38 % dans l'agriculture, 27 % dans le commerce et les services, 9 % dans l'emploi public, 8 % dans la vente de denrées agricoles brutes, 6 % dans le bois, 7 % dans l'industrie et la construction 5 % regroupent les activités diverses. Si l'on regroupe l'agriculture et la vente des produits crus, c'est presque la moitié de l'économie de Mbeya Urban qui repose sur l'agriculture. Les chiffres officiels montrent le poids de l'agriculture dans l'économie de Mbeya et ils soutiennent l'intuition sur le lien entre l'urbanisation et la croissance du commerce agricole. Parmi les travailleurs, 40 % sont paysans, 19 % vendeurs dans la rue, 9 % sont employés dans les services et le commerce, 6 % sont artisans, 8 % sont techniciens. Ces chiffres indiquent la prégnance et la persistance de caractères ruraux et informels dans l'économie urbaine. Les fonctionnaires en costume côtoient les salariés des sociétés privées, les artisans, les petits vendeurs et la foule des travailleurs souvent originaires de l'*hinterland* qui, faute de débouchés au village, vend de manière informelle sa force de travail dans les bars, les hôtels, les marchés, les gares routières, les ateliers, etc. Un travail est frappant, celui des rabatteurs dans les gares routières et les stations principales. Ce sont de jeunes hommes qui passent toute la journée à essayer de remplir les *daladala* faisant les innombrables navettes urbaines, ou les *coaster* qui partent dans les villes environnantes. Les jeunes arrivent au petit matin, prennent une tasse de thé aux vendeuses assises sous un parasol, et commencent à s'agiter entre le balai des véhicules, fréquemment « motivés » par la marijuana et par l'ambiance reggae pour tenir le rythme[69]. Ils font partie du paysage des transports, ils sont toujours là, tous les jours. La nuit, une autre activité interpelle, ce sont les grillades de *michkaki* (petites brochettes de

[69] Bien que l'on accepte qu'il y ait une grande différence de tempo entre la musique d'origine jamaïcaine et le flot des véhicules.

bœuf), de *kuku* (poulet) et de *chipsi mayai* (omelette aux pommes de terre). Dès la nuit tombée, trois à quatre jeunes gens sortent d'une arrière court pour déposer le *choma* (barbecue) et lancer le feu. Ce restaurant est sommaire, puisque seuls quelques bancs sont disposés derrière les feux, il est très apprécié par les consommateurs de toutes les classes, du rabatteur local, au père de famille avec enfants, au *boss* accompagné jusqu'aux *musungu*. Ces activités difficilement quantifiables et que l'on peut qualifier d'informelles sont très répandus dans la ville, sans parler des mini-kiosques fixes ou ambulants. Ce sont des présentoirs rapidement établis, où l'on trouve du crédit téléphonique, des boissons non alcoolisées, des cigarettes, des gâteaux et des sucreries. Ces points de vente sont très nombreux dans la ville. Ces activités peuvent s'articuler avec d'autres occupations rémunératrices, selon les opportunités.

Les activités agricoles occupent toujours une grande part de citadins et le facteur saisonnier intervient dans la répartition des activités sur l'année. La faiblesse du secteur secondaire formel s'explique en partie par le faible nombre d'usines, un capital financier insuffisant, une main d'œuvre peu qualifiée, des coûts de production élevés et des politiques libérales qui privilégient les importations de produits manufacturés aux dépens de la production intérieure. En dépit de la faiblesse structurelle de l'économie urbaine de Mbeya, la ville s'urbanise rapidement. Sur la période dans laquelle se sont réparties les missions, soit 29 mois, j'ai constaté une véritable explosion de certains quartiers, surtout entre 2010 et 2011. Le nombre d'hôtels, de centres de conférence, de banques, de commerces divers et variés sont des indicateurs de l'effervescence économique.

Par conséquent, l'économie peut être qualifiée de rurbaine. Le terme « rurbain » implique une combinaison d'éléments urbains et ruraux, il apparaît pertinent pour qualifier des villes qui s'appuient sur leur arrière pays, au premier chef sur leur agriculture. La fonction productive agricole anime encore des villes dont l'économie n'est pas industrielle, ou ne repose pas sur des activités de services, c'est le cas de Mbeya dont le commerce repose pour une grande part sur la production agricole et dont les habitants sont toujours fortement engagés dans l'agriculture, que ce soit au niveau de la production, de la transformation ou du commerce. Le caractère métissé du profil économique de la capitale n'est donc pas un fait isolé ni récent. En 1969, Pierre Vennetier écrit que « la persistance [de l'économie traditionnelle] est d'ailleurs pour maints citadins une condition de survie » (Vennetier, 1969), pour signaler la ruralisation des villes. Jean-Claude Bruneau notait que la «ruralisation

croissante des sites urbains » est une réponse aux dégradations des conditions économiques et la paupérisation des citadins (Bruneau, 2002 :185). Le maintien de l'agriculture et sa prégnance dans l'économie de villes africaines est non seulement une réponse structurelle aux impasses urbaines mais c'est également le signe d'une urbanité originale qui manifeste l'appropriation de la ville par des sociétés et des économies s'appuyant sur l'agriculture (Racaud, 2006). Le terme « rurbain » correspond aussi à l'articulation entre les activités formelles et informelles des divers secteurs, visibles sur les hauts lieux de l'échange que sont les marchés.

4.2- Les marchés : interfaces qui cristallisent les interactions urbain-rural

Les places marchandes pôlarisent les échanges commerciaux dans le temps et dans l'espace, ils sont aussi le lieu de l'échange social. Vitrine de leur arrière pays, ils sont des interfaces entre le proche et le lointain, ils dynamisent leurs aires d'approvisionnement qui les dynamisent, autrement dit, ils exercent un effet d'entrainement sur la prodcution qui les alimente. La création d'un marché périodique est une étape dans l'urbanisation des campagnes.

Le marché : lieu majeur des échanges

La fonction commerciale est un moteur structurel de l'économie rurbaine qui relaie la fonction productive des campagnes environnantes. Les échanges relient le rural et l'urbain à travers un système complexe dans lequel les marchés ont un rôle organisateur puissant. Ces marchés ont des formes et des fonctions multiples mais au-delà des éléments distinctifs, la finalité est de permettre les échanges. Un marché est fondamentalement un moyen de rencontre, le terme a une dimension matérielle et immatérielle, il est « lieu de rencontre des offres et des demandes relatives à un bien ou un service. Par extension, tout dispositif, matériel ou immatérielle, permettant à des opérateurs de réaliser des échanges par transaction » (Benko, 2003, *in* Levy, Lussault, 2003 : 587). Jean-Louis Chaléard indique que les marchés « constituent les lieux privilégiés du contact- paysans-commerçants dans les campagnes, et d'approvisionnement des citadins dans les villes » et il définit la marché comme « toutes les formes d'échanges, à toutes les catégories qui concernent les surfaces marchandes (marché national, marché urbain), à tel ou tel produit » avant d'ajouter que « c'est d'abord le lieu physique de l'échange » (Chaléard, 1996 : 493). Le marché fait référence aux

lieux de commercialisation, et également au système d'organisation des échanges qui s'inscrit dans un système économique : l'économie de marché.

Dans la montagne, l'organisation des échanges repose sur une gamme variée de marchés dont l'organisation est hiérarchisée, certains jouent un rôle clés dans les échanges volumineux au long cours, à l'opposé on trouve les petits marchés de détail. Dans tous les cas, tous participent à leur niveau, à l'animation de flux d'importance variable, par l'écoulement de denrées qu'ils permettent, par la facilitation du commerce, ils sont le lieu de création de richesses. On présume d'une relation d'interdépendance entre le développement du modèle agricole basé sur les cultures alimentaires commerciales, le développement de dispositifs de commercialisation, tels les marchés, et l'urbanisation. Les interdépendances de ces éléments feraient système, c'est-à-dire que production-commercialisation-urbanisation seraient constitutifs, à travers leurs relations, d'une organisation cohérente que l'on nomme système. Les flux sont une manifestation des dynamiques du système, ils ont une origine, un itinéraire et une destination, leur ancrage territorial est fort, bien qu'ils soient « mouvement ». Cette organisation est organisée, puisqu'elle vise la fluidité des flux des denrées agricoles, elle est aussi organisante, elle construit l'organisation qui l'organise. L'exemple du réseau de marché est révélateur : un territoire qui émet un volume important de flux, voit son dispositif commercial (disons un marché) se développer pour faciliter l'écoulement des marchandises pour ne pas dire l'accès au marché. Cette place marchande offre des opportunités, qui pourront se traduire par un développement de la production, qui engendrera des flux importants, qui nécessiteront des infrastructures adaptées qui, réalisées, faciliterons les échanges. La boucle des relations est alors cumulative, et dans ce cycle, les marchés jouent un rôle prépondérant, du moins c'est ce que pose la question de recherche. L'analyse du réseau des marchés est alors cruciale.

La gamme des places marchandes est variée, du centre sous-régional de collecte et de redistribution, au marché de détail, un large éventail de lieux de l'échange marchand s'organise en un réseau dont la fonction est essentiellement économique. On distingue les marchés urbains de détail qui opèrent quotidiennement, les marchés périodiques qui se produisent une à deux fois par semaine dans le rural, il existe aussi des points de convergence des denrées, des centres de collecte et de redistribution qui font office de nœuds du réseau.

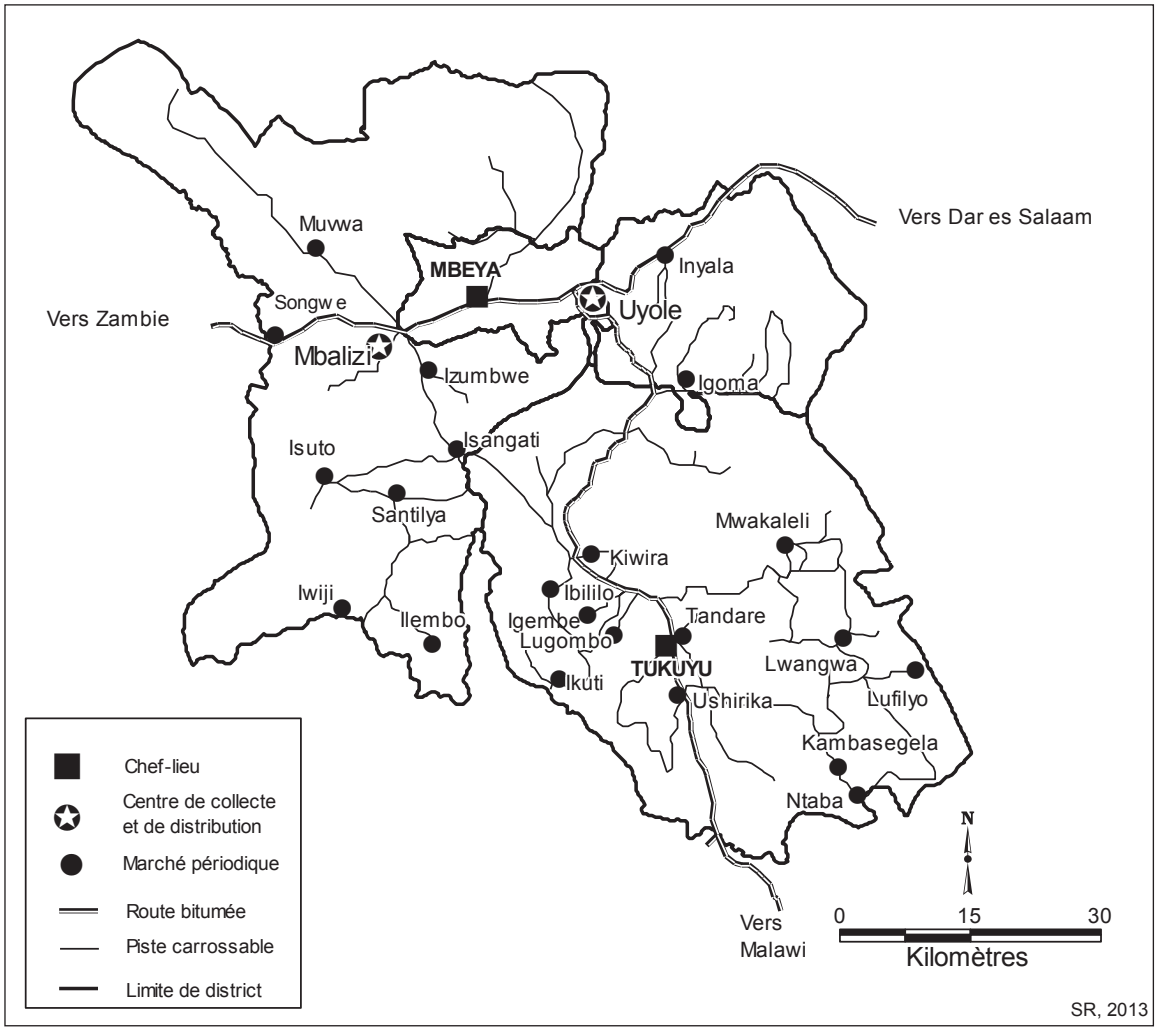
Relations entre les marchés ruraux et l'urbanisation

Le réseau de marchés des Uporoto Mountains comprend les marchés périodiques dit *gulio* qui se tiennent une à deux fois par semaine. Ces lieux du commerce sont la vitrine des productions de leurs alentours et ils ont aussi les lieux par lesquels sont introduits les marchandises importées de l'extérieur. Leurs formes sont variées, certains disposent d'une infrastructure couverte, d'autres s'organisent autour de l'arbre central du village. Les étals dépendent de l'infrastructure, sous les halles très ouvertes, l'agencement est ordonné. Géométriquement parlant, les espaces de plein ciel paressent moins ordonnés, mais pourtant ils le sont car les zones sont spécialisées par des types de produits. Ainsi, ne se mélangent pas les vêtements et le poisson sec ou le vivrier marchand et les cultures commerciales, etc. Les acteurs sont les paysans et les commerçants. Les producteurs apportent en faible quantité des produits pour les consommateurs locaux tels du maraîchage, des tubercules, des condiments, des fruits, etc. auxquels s'ajoutent suivant l'état des champs des cultures destinées aux commerçants comme la banane. Le transport est souvent fait à pied. Des paysans sont, le temps du marché, des commerçants des marchandises qu'ils ont achetées comme du poisson sec, du riz, etc. Les commerçants professionnels sont de types variés, les détaillants arpentent les marchés périodiques de leur aire d'action, ils se déplacent avec leurs marchandises importées (équipement de la maison, vêtements, chaussures, etc) via les transports en commun. Un autre type de commerçants regroupe les intermédiaires, les transporteurs, les négociants, les grossistes qui cherchent à s'approvisionner en grande quantité, enfin les commerçants urbains viennent constituer leur stock qui sera vendu dans les marchés de Mbeya. Cette présentation est succincte, elle dresse les grands traits de la complexité du corps social qui interagit dans les marchés.

La dimension sociale du marché est importante, d'autant plus pour les marchés ruraux qui font office de lieux de rencontre, les personnes communiquent, donnent et prennent des nouvelles. Le marché « ne saurait se réduire à sa simple fonction marchande. Chez beaucoup de populations, une fonction sociale se superpose à la fonction économique » (Chaléard, 1996 : 495). De plus les rencontres faites lors des *gulios* sont l'occasion de boire la bière locale, d'autant plus quand c'est le dimanche. Après les affaires, les paysans prennent le temps de boire quelques litres de millet ou de maïs fermentés, ils apprécient la saveur finement balancée entre l'acide, l'amère et le sucré, issue d'un savoir faire séculaire. Ce rituel

social fortifiant le corps et l'âme se réalise dans de petites échoppes, ou alors les bidons au préalable remplis sont bus à l'extérieur sur des lopins d'herbe accueillante.

Les marchés sont qualifiés de « marchés primaires » pour indiquer que les paysans amènent directement leur production. Cependant, les formes de circulation des flux entre les champs et la place du village sont multiples tout comme les modes d'approvisionnement de ces marchés. Ils peuvent être directement ravitaillés par les paysans, ou par des agents collecteurs, ou des commerçants. Il est difficile d'établir une typologie en fonction des canaux de circulation des flux. Les flux entrants d'objets manufacturés sont globalement identiques, ils concernent principalement des vêtements, des chaussures, de l'épicerie (sucre, huile, savon, etc.), des ustensiles pour la maison (plats, seaux, etc.) et une multitude d'objets en provenance de chine (montres, réveils, radios, serre tête, coupe-ongles, etc). Par contre, les flux sortant sont à l'image des cultures locales, dans la ceinture bananière, les volumes exportés concernent principalement la banane, plus haut il s'agit de la pomme de terre, du maïs et du haricot. La zone d'étude regroupe 24 marchés périodiques enregistrés par les services en charge du commerce des circonscriptions de référence (districts). Douze d'entre eux se trouvent dans le district de Rungwe et douze dans celui de Mbeya Rural. Il existe d'autres places marchandes qui se tiennent régulièrement une fois par semaine, cependant, elles sont d'une importance limitée, elle concerne du commerce de détail entre un nombre réduit d'acteurs. Par exemple, il y a un marché périodique tous les mercredis à Simambwe, une dizaine de commerçants investissent un espace ouvert dans le village. Ils proposent de l'habillement, des biens d'équipement de la maison, de l'épicerie. Ces dispositifs d'échange ne sont pas enregistrés par le district du fait des volumes et des montants restreints échangés ; ils ne sont pas compris dans le réseau des *gulio* analysés.



Carte 10. Localisation des marchés

Dans les places marchandes, le nombre de points de vente s'échelonne entre quelques dizaines pour les plus petits à l'image d'Ibililo qui rassemble environ 50 commerçants, à plusieurs centaines comme à Kiwira. Il est plus pertinent d'utiliser le terme de « commerçant » à celui de « vendeur », ce dernier étant ambigu puisque les paysans qui vendent leur production sont en même temps des acheteurs, de produits comme le savon, l'huile, etc. La fréquentation des marchés périodiques varie entre plusieurs centaines et plusieurs milliers de personnes, de 400 personnes jusqu'à 20 000 personnes pour Kiwira qui est le plus important. L'aire d'attraction des *gulio* est variable et ne dépend pas de la taille du village mais plutôt de l'agencement du réseau urbain qui a des implications au niveau de l'accessibilité au marché pour les paysans locaux et de l'accessibilité aux denrées pour les commerçants. L'aire d'attraction se réfère à la zone géographique du marché dans lequel les paysans viennent écouler leur récolte, l'aire d'influence est la zone d'où proviennent la

majorité des clients, ces derniers étant des commerçants ou des intermédiaires venus s'approvisionner. Pour l'aire d'influence, il est plus question de distance réticulaire que distances topographiques, par contre du fait de manque de capitaux, les paysans sont contraints par la distance topographique. Le marché d'Ibililo attire les paysans d'un rayon d'environ 7 km, en même temps, des commerçants de Dodoma s'approvisionnent directement dans ce petit village. Il y a une distorsion entre l'aire d'attraction et l'aire d'influence, et entre la taille urbaine et l'importance commerciale. Tout comme les échanges participent fortement à la croissance de Mbeya, ils sont un moteur de l'urbanisation des campagnes par le biais des marchés périodiques.

Dans les Uporoto, l'urbanisation de la montagne s'appuie sur le réseau d'échange dont certains nœuds ne correspondent pas toujours aux centres urbains. Par exemple, Kiwira, village de moins de 4000 habitants, joue un rôle bien plus important dans les échanges que Tukuyu, chef lieu du district et le village d'Ibililo émet autant de flux que la capitale du Rungwe. La fonction de collecte et de distribution des marchés ruraux crée un réseau de places d'échange dont la hiérarchie s'organise en fonction de critères commerciaux tels la disponibilité des produits, l'accessibilité, les prix et la qualité. Le volume des transactions génère des revenus dans la localité et dans son aire d'attraction, pour les foyers et pour la communauté.

Au niveau des foyers, la ressource monétaire sert d'abord à la reproduction des moyens de production et à assumer les dépenses indispensables d'alimentation (pour ceux qui ne peuvent pas être autoproduits : sucre, sel, huile, etc.), de santé, de scolarité, d'habillement et d'équipement basique de la maison. Les dépenses sociales sont aussi très importantes, ne fût-ce que pour la dimension symbolique. Ensuite les éventuels surplus peuvent être alloués pour l'amélioration des conditions de vie qui se traduisent souvent par une amélioration de l'habitat, une diversification de la consommation alimentaire, une augmentation des déplacements. Aussi, des investissements peuvent être possibles pour développer la production du ménage en renforçant l'activité et en la diversifiant. Les éventuels surplus monétaires réalisés à partir du commerce agricole peuvent donc modifier les conditions d'existence au quotidien et à terme pour les producteurs. Les possibilités financières peuvent permettre d'envoyer un enfant en ville pour étudier au lycée, et peut-être plus tard à l'université, c'est en quelque sorte sortir de la seule condition de paysan. De plus, fréquenter un marché c'est aussi s'exposer à l'extériorité, rencontrer des personnes d'ailleurs, de la ville,

voire de loin, mais aussi livrer son mode de vie à la « modernité ». Un paysan qui négocie avec un commerçant de Dodoma est aux premières loges dans le théâtre de l'économie libérale globalisée.

Les ressources monétaires occasionnées entrent pour partie dans le budget des villages animés par un marché périodique. Les moyens financiers et matériels sont affectés à l'entretien des équipements, aux premiers desquels l'école et le dispensaire. L'équipement rural est sommaire, l'électricité n'est pas présente dans la quasi-majorité des villages et les routes ne sont pas bitumées. Les investissements nécessaires pour parfaire le réseau de route et celui de l'électricité sont au-delà des capacités des villages quand bien même leurs ressources augmentent grâce aux flux générés par le marché périodique. Néanmoins, les échanges participent à l'urbanisation des campagnes de manières subtiles. L'urbanisation ne se réfère pas seulement à la concentration des hommes et des activités dans des centres urbains, elle se rapporte aussi à la modification des conditions d'existence rurales, ces dernières étant intégrées à des degrés variables au système global. La traduction spatiale du produit des interfaces est l'expression de formes d'intégration au système global multidimensionnel, elle est matérielle et idéelle. Ainsi, la réalité sociale surgit de la dialogique permanente entre le matériel et l'idéel avec une prégnance de la matérialité (Godelier, 1984) ; l'urbanisation relève de la modification du cadre matériel de vie, et des changements dans les pratiques et les représentations des ruraux. L'urbanisation revient à une orientation vers l'urbain, à une transformation du rural qui n'a pas la vocation à devenir urbain, puisque le moteur reste l'ancrage agricole, il s'agit plutôt de formes sociales et spatiales hybrides et complexes, les phénomènes ne se produisent pas de façon homogène. L'émergence de nœuds intermédiaires entre l'urbain et le rural comme certains marchés, fait converger les stratégies de revenus des ménages urbains et ruraux vers une forme économique métisse, la croissance des emplois non agricoles seraient un atout pour l'économie des villages (Bryceson, 1993 : 16) et ne sont pas un danger pour la production agricole. L'urbain ne s'oppose pas au rural, l'urbain n'est pas la panacée comme le rural n'est pas la tare du « développement ». La transition que vit l'environnement des Uporoto est subtile, la fonction productive et commerciale à travers les échanges, modifie le cadre socio-spatial et économique qui réalise la fonction productive et commerciale. En ce sens, l'urbain et le rural, appréhendés en termes spatiaux et économiques sont les parties d'un même système.

Les flux entre la ville et la campagne s'amplifient en volume et en variété, ce qui multiplie les relations entre la ville et la campagne. Les flux intensifient les contacts entre les producteurs et le marché, entre le rural et l'urbain ; les échanges créent des interfaces, c'est-à-dire des dispositifs de contacts qui ont des expressions multiples selon que l'on se réfère à l'interaction sociale telle la transaction, ou à l'interaction spatiale entre l'urbain et le rural. Les échanges commerciaux ne sont pas neutres pour l'environnement dans lequel ils s'inscrivent. En ce sens, dans le champ des rapports urbain-rural, les relations qui se réalisent dans le cadre des échanges agricoles sont appréhendées en tant qu'éléments d'un système d'échange, dans lequel les parties du tout sont renouvelées par les dynamiques qui traversent le système. L'urbanisation peut être considérée comme une rétroaction positive de l'amplification des échanges.

Conclusion

Le rythme de la croissance de la population est toujours rapide et nuancé par les mobilités. La métropole connaît une augmentation de sa population très rapide et les densités rurales sont élevées, bien qu'inégales. Les plus importantes d'entre elles se rencontrent sur le piémont du mont Rungwe où elles avoisineraient les 400hab/km² tandis qu'elles oscillent autour de 150hab/km² dans la zone Umalila. L'espace rural est un espace plein où les terroirs sont saturés. L'urbanisation de la ville centenaire est inégale, le centre de gravité tend à s'éloigner du centre ville et s'allonge le long de la *tanzam*. L'implantation des villages est marquée par la politique nationale de villagisation, leur localisation s'est faite en fonction du réseau routier, ce dernier étant fortement contraint par la topographie. La taille moyenne des villages est d'environ 2500 habitants, cependant ils vivent dans des espaces où l'équipement urbain fait sévèrement défaut. L'économie repose sur le commerce des productions agricoles de l'arrière pays, plus des trois quarts des ruraux et environ la moitié des urbains sont engagés dans l'agriculture, cette dernière peut être qualifiée de rurbaine pour indiquer l'imbrication entre l'urbain et le rural. Mbeya, par le bais de ces deux piliers commerciaux que sont Mbalizi et Uyole, est un centre de collecte et de redistribution de denrées vers des destinations lointaines, ces pôles ont un rayonnement national et international. À des degrés divers, les marchés ruraux remplissent aussi cette fonction marchande de collecte et de distribution. Les flux transitent par ces interfaces entre l'urbain et le rural, sans qu'elles en aient l'exclusivité car les zones de contacts se multiplient à l'instar des flux. Le système d'échange favorise les

interactions sociales et spatiales exprimées par des flux dont l'intensification tendrait à l'urbanisation.

L'objet de recherche est la montagne appréhendée dans ses relations avec l'extérieur, elles se manifestent par l'émission de flux agricoles en vue de satisfaire une demande extérieure. Les dynamiques d'ouverture et les recompositions du massif sont la matière travaillée par cette thèse, il est question d'articuler les causes et les effets des processsus en cours, à savoir l'affirmation d'un modèle agricole qui redéfinit les territoires montagnards et son statut à l'échelle nationale. Les Uporoto sont pensées en tant que système ouvert en interaction avec un environnement global. L'organisation de cet ensemble cohérent vise l'intégration du massif à un tout qui redéfinit l'élément incorporé, en ce sens, la mise en valeur des interrelations justifie une approche systémique dont la construction fait l'objet de la seconde partie.

Conclusion de la première partie

L'affirmation d'un nouveau modèle agricole qui s'appuie sur les avantages agro-économiques des Uporoto et qui répond à la demande urbaine extérieure, est un phénomène qui suppose de nouvelles modalités d'ouverture. Cette orientation pose le problème de l'intégration de l'économie et de la société de la montagne périphérique, de plus en plus en interaction avec des dynamiques extérieures. Le passage graduel vers une montagne moins périphérique se traduit par des phénomènes d'articulations de plus en plus étroites entre l'économie rurale et l'économie urbaine, entre les lieux du système d'échange dans lesquels l'homme est au centre de la construction sociale de l'espace. Pour aborder ces phénomènes, je construis une problématique qui porte l'empreinte de la pensée complexe et systémique. Ce choix se justifie par l'objet de recherche qui est la dimension relationnelle de la montagne, autrement dit l'intégration territoriale de la montagne sociale à la globalité. L'intégration est une dynamique qui établit des relations plus étroites entre les parties d'un tout, elle organise des interdépendances dans un tout renouvelé par l'intensification des liens entre des éléments eux mêmes reconstruits par cette dynamique. L'intégration est « l'incorporation d'une réalité dans une autre […] elle n'est pas la fusion [elle] donne lieu à un mélange dissymétrique » (Levy, 2003 : 516). En termes géographiques, ce processus peut être illustré par les rapports entre les centres et les périphéries, et s'avère approprié pour appréhender les relations entre Mbeya, zone de production agricole et le réseau urbain dominé par Dar es Salaam. À une autre échelle, l'intégration territoriale fait référence aux relations entre les lieux dans la montagne, dont les modalités d'ouverture et l'articulation au centre régional sont au cœur de la problématique.

Les dynamiques qui organisent le système d'intégration territoriale mettent en scène les dimensions sociales de l'espace et les dimensions spatiales de la société, l'enjeu est d'élaborer un modèle qui dépasse la dualité dans son ontologie, exprimée par celle des territoires et des réseaux, celle du centre et de la périphérie, ou encore celle du configurant et du configuré. La manière d'aborder le phénomène s'attache à ne pas se laisser emporter dans des modes d'explication mécanistes. Mon objectif est de ne pas cloisonner la réalité puisque l'objet de recherche nous montre à quels points les phénomènes sociaux, économiques et spatiaux sont liés, reste à savoir comment les regarder et avec quels outils les appréhender. Il s'agit de réaliser un travail géographique façonné par le terrain et par un cadre théorique dont

l'ambition est de dépasser les relations linéaires de causes à effets, les principes de disjonction ou encore ceux de l'opposition.

La question de départ rétravaillée est formulée ainsi :

L'organisation du système montagnard basé sur une économie agricole extravertie permet-elle l'intégration des Uporoto au territoire national ?

Elle pose les interrelations entre les dimensions spatiales et économiques de la société, elle suppose un lien entre le développement agricole et le développement territorial, le modèle agricole composerait le territoire qui le compose, les deux éléments sont constitutifs l'un de l'autre, puisque chacun d'entre eux est nourri et nourri son vis-à-vis. Leurs échanges se manifestent par des flux dont l'écoulement met à jour la nature et l'intensité des relations. Il est question de se demander en quoi les flux du système d'échange réorganisent les territoires dans la montagne et la place des Uporoto dans l'économie et le territoire national ? Ces flux étant produit par des logiques économiques, on peut compléter la question recherche avec celle-ci : **est-ce que l'intégration au marché conduit à l'intégration territoriale** ?

Des sous-questions de recherche enrichissent ce questionnement : l'urbanisation conduit-elle à l'intégration ? L'intégration conduit-elle à l'urbanisation ? Ce questionnement devient le fil central de la recherche, il met en relation les dimensions que le modèle d'analyse s'attachera à investiguer. La formulation de la problematique est la suivante :

Dans quelle mesure l'émergence d'un modèle d'intégration fondé sur l'essor de nouvelles cultures commerciales, sur un réseau de marchés et sur la complexification des flux, produit un système qui redéfinit l'organisation montagnarde et la place du massif dans le territoire?

Dans une perspective géographique, cette élaboration oriente la recherche en mettant l'accent sur la construction territoriale par flux, ces derniers étant eux-mêmes configurés par l'espace des sociétés. Les flux et les territoires sont à la fois configurant et configurés, les flux produisent les territoires qui les produisent, autrement dit les territoires produisent les flux qui les produisent, au même titre que les hommes produisent la société qui les produit. La clé de voûte de cette articulation est la boucle de rétroaction, relation fille de l'approche systémique. À travers les relations entre les parties et le tout, la problématique entend (re)visiter des objets géographiques et la manière de les aborder. Ainsi seront étudiés les couples urbain-rural, centre-périphérie, territoire-réseau, ainsi que les notions de « marché », de « flux ».

L'orientation théorique retenue est imprégnée par le paradigme de la complexité et par la science complexe, elle est un alliage entre une géographie rurale, une géographie urbaine, une géographie tropicale, sans être chacune d'elle ni toutes à la fois ; peut être l'approche proposée peut se retrouver dans l'expression « géographie métisse » de Paul Pélissier, qui insistait sur le métissage social des populations africaines du fait de la multiplication des échanges entre la ville et la campagne, de la modernisation des campagnes et du rôle grandissant des petites villes croissantes (Pélissier, 2004), en résumé du fait de la croissance des interactions rurales-urbaines (Pélissier, 2000). Le modèle élaboré fait la part belle aux flux de l'échange car cette entrée est une « aubaine géographique » si l'on peut dire, puisqu'elle permet d'articuler les échelles géographiques indissociables des phénomènes d'intégration comme le souligne Torsten Hägerstrand « même dans les activités les plus simples, les individus sont pris dans des flux, des interrelations, etc. qui dépassent largement l'échelle locale » (Hägerstrand, *in* Levy, Lussault *op. cit.* : 368). Le flux ainsi placé au cœur de l'ambition géographique de ce travail sera traité dans ses dimensions matérielles (flux de produits, flux d'hommes, etc.) et dans sa dimension immatérielle (flux d'information). Les hypothèses de travail et les concepts associés sont déclinés dans la seconde partie.

SECONDE PARTIE :

Approche interrelationnelle du mode d'ouverture de la montagne

L'objectif de cette partie est de permettre la compréhension de la construction théorique. Elle montre le cheminement depuis l'hypothèse générale jusqu'aux indicateurs, la réflexion navigue entre l'abstraction issue de l'élaboration théorique et la réalité concrète. L'axe principal de recherche s'intéresse à l'organisation de la montagne pensée comme un système ouvert, dont le modèle économique s'appuie sur des avantages internes fondés par des complémentarités à plusieurs échelles, cette orientation tend à redéfinir le statut de la montagne. Cette supposition centrale a placé la problématique de l'intégration territoriale comme ligne directrice de la thèse. Il est question d'analyser ses modalités, c'est-à-dire les conditions qui rendent possible sa mise en œuvre à travers le réseau de marché et les flux agricoles.

L'intégration territoriale est déclinée avec la dimension spatiale et la dimension économique, l'intégration spatiale et l'intégration économique sont complémentaires dans le processus d'incorporation du territoire montagnard au territoire national. Le modèle d'analyse occulte (malheureusement) la dimension politique qui n'apparaît pas déterminante dans l'organisation du modèle agricole, la sphère privée est celle qui à la main mise sur le marché des produits agricoles, en dépit de l'importance de ce secteur dans l'économie nationale. De plus la question de l'adhésion à un projet politique national relève d'un autre projet de recherche.

Les dimensions de l'hypothèse principale sont travaillées dans cette partie par les hypothèses de résultat. La première relève de l'aspect territorial, elle postule que l'amplification des flux contribue à l'urbanisation et à l'intégration territoriale de la montagne qui dynamisent en retour les flux. Le modèle agricole serait à la fois la cause et la conséquence de l'intégration produite par le développment des cultures commerciales, cette présomption articule les spécialisations des territoires montagnards et l'urbanisation. La seconde porte sur la reconfiguration spatiale des lieux montagnards par les flux eux-mêmes

configurés par les lieux, elle met en relation les circulations de produits et les lieux du mouvement, en particulier les étages montagnards et les marchés. La troisième et la quatrième hypothèse s'intéressent au domaine économique, l'une suppose que le cadre libéralisé implique la marchandisation des moyens de production, l'autre présume que des acteurs positionnés à des nœuds du réseau contrôlent les flux des cultures alimentaires commerciales. L'objectif de cet ensemble de présomptions est de lier les indicateurs du terrain à l'hypothèse centrale, l'union des étapes du cadre théorique vise la compréhension de la rédéfinition de la montagne au regard de l'affirmation du modèle agricole récent.

Cette seconde partie est structurée par deux chapitres, le premier expose la construction et justifie l'approche sytémique qui met l'accent sur les processus organisationnels. Les fondements du systémisme sont convoqués en fonction d'un regard géographique pour expliciter des notions mobilisées dans la démarche et pour justifier l'appréhension de la montagne comme un système, cette élaboration répondant au projet scientifique. Le chapitre 4 propose une approche conceptuelle des acteurs et des flux selon l'objet de recherche : la montagne dont certains fondements seront mis en lumière pour éclairer les corpus conceptuel. Les acteurs sont pensés dans leurs interrelations marchandes et à travers leur organisation dans le «cadre » d'un réseau. Cette partie se conclut par la présentation, la justification de la méthodologie employée et par les difficultés rencontrées.

Chapitre 3

MÉTHODE SYSTÉMIQUE POUR COMPRENDRE L'INTÉGRATION TERRITORIALE DE LA MONTAGNE

Ce chapitre vise à servir la problématique dédiée à l'intégration en explicitant la démarche systémique mise en œuvre. Les phénomènes exposés dans les deux premiers chapitres soulignent les fondements agricoles de l'amplification des échanges et les dynamiques urbaines qui se nourrissent des flux engendrés. La relation entre la croissance de l'agriculture et l'urbanisation de la métropole et des campagnes insistent sur la dimension relationnelle de la perspective théorique adoptée dont je rappelle la formulation : Dans quelle mesure l'émergence d'un modèle d'intégration fondé sur l'essor de nouvelles cultures commerciales, sur un réseau de marchés et sur la complexification des flux, produit un système qui redéfinit l'organisation montagnarde et la place du massif dans le territoire? La problématique articule plusieurs échelles géographiques, puisqu'il s'agit d'étudier l'incorporation d'une partie renouvelée à un tout renouvelé ; une échelle est un « rapport de taille entre réalités géographiques » (Levy, 2003 : 286), ce rapport procède par la distinction des niveaux de taille, cette dernière induisant les effets de la distance sur la spatialité des sociétés. Dans ce travail, l'approche proposée articule les niveaux de taille et les niveaux de complexité dans une relation non proportionnelle, il s'agit plutôt de considérer que le tout est plus que la somme des parties, ces dernières exprimant pour partie la totalité. Comme l'indique Gilbert Rist, la société est plus que l'agrégation des individus, par exemple la société s'organise aussi par des relations de pouvoir que l'on ne retrouve pas à l'échelle de l'individu (Rist, 2010). L'individu, quant à lui, exprime à travers ses stratégies et ses pratiques la société dans laquelle ses actions s'inscrivent. L'approche complexe, par le biais de la systémique, se prête à l'analyse de l'objet de recherche dont l'organisation repose sur les relations entre ses intériorités et ses extériorités, par exemple le potentiel agricole et le marché urbain. L'objet est la montagne, espace social, relationnel, ouvert sur les basses terres, pour laquelle la distinction de seuils ne peut se faire selon la méthode analytique classique, il apparaît plus pertinent de penser en terme de degrés de complexité, ces derniers n'étant pas proportionnels à la taille. Cette orientation théorique implique un cadre d'analyse qui considère le primat de la relation sur l'objet dans la perspective de comprendre l'objet, au-delà de sa seule conception territoriale où de ses frontières, mais en considérant également son

organisation interne et son ouverture. La boucle de rétroaction, le principe de « récursion organisationnelle » (Morin, 1977) est la clé de voûte théorique de cette entreprise, illustrée par la relation configurant-configuré entre les flux et le territoire. Le corpus des hypothèses et des concepts considère successivement l'articulation entre la croissance agricole et l'intégration territoriale, puis la reconfiguration de la montagne par la circulation des flux, et enfin l'organisation du réseau d'échange.

1. L'organisation des échanges : un système extraverti

Ce point examine les motivations du recours à l'approche complexe en soulignant le passage de la transition économique et spatiale à un processus d'intégration territoriale, réifiée en tant que concept. Des principes de complexité sont mobilisés pour définir des fondements géographiques avant que soient indiquées l'évolution du paradigme et sa relation avec une géographie.

1.1- De la transition à l'intégration territoriale

Transitions économiques et spatiales

La ligne directrice de cette thèse s'attache à voir comment la diffusion d'un nouveau modèle agricole contribue à la reconfiguration territoriale de la montagne et à l'évolution de sa place dans le territoire. Il est question d'étudier les liens entre des processus productifs et commerciaux avec leurs expressions spatiales, cela à l'échelle de la montagne et également dans ses modalités d'ouverture. Cet objectif se traduit par la première hypothèse de résultat formulée comme suit :

L'amplification des échanges liée à un réseau de marchés et à l'essor de nouvelles cultures commerciales destinées à la demande urbaine, contribue à l'urbanisation de la montagne et à son intégration territoriale à plusieurs échelles, dynamisant ainsi les échanges.

Cette proposition anticipe les relations entre le modèle agricole, le marché et l'organisation territoriale au regard de l'échelle locale et des échelles plus petites. Elle se réfère aux fondements de l'agriculture de montagne, à son évolution, aux interactions montagne-agriculture-ville. On accepte l'idée selon laquelle la montagne est en transition, elle

passe d'un modèle agricole à un autre[70]. D'aucuns pourraient objecter en indiquant que les transitions sont permanentes, ou du moins le changement, et qu'il n'y a rien de particulièrement notable dans le cadre de l'évolution des Uporoto. On pourrait aussi tomber dans le piège selon lequel on ne voit que ce que l'on regarde et qu'il serait plus légitimant pour une recherche de montrer le caractère novateur d'une réalité mouvante. Il ne s'agit pas d'indiquer à tout prix une quelconque spécificité « atypique » des processus en cours, mais le propos insiste sur le fait que la réalité des Uporoto change, certes dans la continuité, mais on passe bien d'un modèle de développement à un autre, d'une société à une autre, plus intégrée au marché, plus en proie aux logiques marchandes, plus en prise avec la globalité. Il n'est pas question d'une discontinuité temporelle brusque, ni d'une rupture franche, au contraire, le nouveau se construit aussi à partir de l'ancien et ce processus est engagé depuis les années 1980. Le modèle agricole basé sur les cultures alimentaires commerciales est dans une certaine mesure le produit de l'échec du modèle qui s'appuyait sur le café ou le pyrèthre. Plus largement, il est un ersatz, ou l'expression de la mise en valeur de potentialités locales amplifiée par un environnement économique plus vaste. Le changement articule la structure et la conjoncture, il illustre la flexibilité et l'ouverture de la société, ce qui n'est en rien spécifique aux sociétés montagnardes. Au terme de cet exposé, nous verrions si tout change pour que tout reste pareil…ou si les mouvements initiés permettent de revisiter la ruralité dans le cadre de ces relations ville-campagne transformées.

---

[70] N'en déplaise à d'illustres personnages ayant (eu) pignon sur rue, dont l'ignorance n'a d'égale que l'arrogance... on pense évidemment au discours de N. Sarkozy prononcé à Dakar le 26 juillet 2007 dont voici un morceau choisi : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.

Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès.

Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance.

Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin ».

Il fallait oser…, parmi d'autres perles… dans l'intégralité du discours disponible sur le site *Le Monde.fr*, consulté le 13 juin 2013.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/11/09/le-discours-de-dakar_976786_3212.html

La société montagnarde, fortement rurale et paysanne change donc. Elle ne se dirige pas vers un « tout-urbain », sa configuration ressemble plus à un modèle hybride, un système qui imbrique l'urbain et le rural, les deux étant renouvelés, formant des entités paradoxales : leurs spécificités respectives s'affirment en même temps que leurs interrelations avec l'autre s'intensifient. Le changement est au cœur de notre problème, « chaque changement requiert [ ] une action, une situation et des acteurs ; et produit, à partir de leur relation, du temps et une nouvelle situation, en somme de l'histoire » (Ruby, *in* Levy, Lussault, *op. cit*. : 149), en tant que géographe, j'essaye de comprendre comment à partir d'une situation (agriculture vivrière, vivrière-marchande, commerciale-traditionnelle ; sous-urbanisation, etc.) on passe à un autre état (économie montagnarde intégrée au marché et au territoire national, urbanisation, etc.) et dans quelle mesure ce nouvel état modifie les conditions des mutations. Les acteurs du changement observé sont ceux qui sont engagés dans l'agriculture, au niveau de la production, de la commercialisation et de la régulation. L'action s'exprime par l'organisation du système d'échange qui met en relation la société et l'espace. Je pose que ce changement se traduit par une complexification, et je mets l'accent sur le moteur des transformations qui se manifeste par une boucle récursive entre l'amplification des flux agricoles et l'urbanisation.

L'essor de nouvelles cultures commerciales comme l'ananas, l'avocat, l'orientation commerciale de cultures traditionnellement vivrières comme la pomme de terre et la banane, le déclin relatif des cultures commerciales traditionnelles expriment la reconversion de l'agriculture de montagne. Cette évolution s'ancre dans un environnement physique, social, économique qui peut être considéré comme des dimensions d'un même Tout. Dans les chapitres précédents, il a été montré que les volumes sont en augmentation et que le paysage urbain des Uporoto est en transition. Je présume qu'il existe un lien entre la croissance agricole et la croissance urbaine sans augurer que l'un est la cause de l'autre. Je suppose que l'amplification des relations à travers les échanges agricoles est un facteur d'intégration de la montagne avec la globalité. La montagne ne reste pas inerte, elle est affectée par les effets produits par les causes, par exemple l'amplification de l'agriculture est motivée par la demande urbaine adressée justement du fait des potentialités, ainsi « causes » et « effets » sont des éléments des mêmes processus[71], peu s'en faut pour que « causes » et « effets » se confondent. L'orientation générale de ces phénomènes est cumulative, plus les échanges croissent, plus la montagne s'urbanise et plus elle est intégrée au système urbain national, à la

[71] Cette proposition tente de sortir de l'impasse causale, du cul-de-sac de la linéarité, du danger de la simplicité ; on connaît tous l'exemple de la poule et de l'œuf, qui était là en premier ?...

globalité. Le moteur serait alors l'agriculture mais ce ressort est nourri par l'extérieur puisque la demande urbaine constitue le principal débouché et dans ce même processus cette dynamique s'entretient par l'urbanisation qu'elle produit. Les transformations en cours dans le massif du sud-ouest tanzaniens ne sont pas exceptionnelles au regard de l'évolution des montagnes d'Afrique de l'Est.

Le maraîchage se développe dans la plupart des montagnes d'Afrique orientale. Ce mouvement a des causes relativement similaires, des conditions écologiques favorables, des ressources variées, des agricultures commerciales traditionnelles qui furent moteur des économies coloniales, puis nationales. À cela s'ajoutent une population et des mobilités ville-campagne croissantes. Ces montagnes ne sont pas seulement des terroirs ruraux, non seulement car elles abritent une ville importante située sur le piémont, mais aussi car elles ont été anciennement insérées dans des logiques extérieures à travers la culture du café, du thé. (Charlery de la Masselière *et al.*, 2009). Les auteurs observent le changement de modèle agricole et la construction d'un nouveau système maraîcher qui s'appuie sur l'ancien modèle, plaçant le développement de la montagne dans une situation tributaire d'un certain niveau d'échange et de réseaux multiples à toutes les échelles géographiques. Les auteurs ajoutent que ces phénomènes s'accompagnent de la densification du réseau de semis urbains constitués de villages aux fonctions commerciales et logistiques, et que ces centres urbains sont des agents essentiels du développement économique, des transformations sociales, de la modernisation agricole et de l'augmentation du maraîchage. Ces éléments confortent l'hypothèse présentée puisque l'évolution des montagnes Uporoto correspond à ces faits. Des caractéristiques notables du terrain de recherche sont sa situation périphérique par rapport au territoire tanzanien et les très faibles taux d'urbanisation, cela mis en perspective avec le dynamisme agricole, la présomption d'une transition spatiale alimentée par une transition économique apparaît plausible.

L'enjeu est d'appréhender les liens entre l'insertion au marché et l'intégration territoriale, à plus forte raison que ces voies sont multiples et que les relations ne sont pas homogènes. Jean-Paul Minvielle souligne que l'insertion des paysans au marché ne signifie pas toujours leur intégration « les modèles d'articulation au marché des économies paysannes s'avèrent multiformes, construits sur des arbitrages complexes entre possibilités locales du moment, pratiques antérieures et déterminants socioéconomiques profonds, contraintes extérieures impérieuses » (Minvielle, *in* Haubert, 1999:107) L'auteur conclut que l'agriculture

paysanne est de plus en plus intégrée au marché, et il est à noter que sa réflexion ne concerne pas l'agriculture de montagne. Pour les montagnes est-africaines, le phénomène est ancien, imparfait, incomplet et hétérogène. Il est intéressant de signaler que selon lui, le déclin de l'agriculture paysanne est plus rapide lorsque des économies d'échelle sont possibles, il est envisageable que la montagne qui concentre dans un espace réduit une pléiade de cultures puisse permettre ces économies d'échelle. Il faut ajouter que des phénomènes d'individuation qui accompagnent la transformation de la paysannerie forcent aux efforts d'adaptation dans un contexte économique libéral. Ce mouvement s'est traduit dans les Uporoto par des changements dans les choix culturaux, notamment le passage du pyrèthre à la pomme de terre, ou le déclin du café et l'essor de la banane ou de l'avocat comme cultures commerciales. L'ancrage des paysanneries dans un environnement économique est mis en évidence par Jean Louis Chaléard « les exploitations familiales dépendent dans leur expansion, voire leur survie, de politiques nationales et de marchés internationaux qui les dépassent. On ne saurait donc isoler les conditions internes aux unités de production de cet environnement global auquel, à bien des égards, les paysanneries sont soumises » (Chaléard, *in* Haubert 1999 : 106). Des effets de transformations de l'environnement économique sur les systèmes de productions des Uporoto ont été analysés au nord du mont Rungwe par Cosmas Sokoni qui a montré comment ces bouleversements mettent en péril la fertilité des Uporoto Highlands et comment les producteurs ont modifié leurs systèmes de production en développant la pomme de terre destinée aux marchés urbains (Sokoni, 2001). Ces considérations visent à faire ressortir l'aspect multi-scalaire de l'agriculture de montagne, prise dans des enjeux locaux et des logiques plus globales, ces relations sont exposées par le prisme du concept d'intégration.

Le concept d'intégration territoriale pour appréhender les relations et les processus territoriaux de l'ouverture

Si l'on considère une échelle plus petite que celle du volume montagnard, la transition signifie un changement des modalités d'ouverture de la montagne, elles peuvent être appréhendées à travers le concept d'intégration qui souligne les interactions et les imbrications d'échelles spatiales et sociales puisque la montagne n'évolue pas en un vase clos : « ces systèmes montagnards ne vivent aujourd'hui que nourris par de multiples connexions avec d'autres acteurs, d'autres espaces, proches ou lointains » (Bart, 2001: 10). Donner le statut de concept à la notion d'intégration, c'est choisir une construction abstraite permettant de représenter une réalité matérielle et immatérielle qu'est le phénomène

d'incorporation d'éléments dans une unité reconstruite, la notion d'intégration est une « métaphore spatiale », un mélange dissymétrique entre deux réalités qui produit une nouvelle réalité (Levy, 2003 : 516). Ma préoccupation est de me concentrer sur les relations intramontagnardes et celles entre la montagne et l'extérieur, ce concept s'applique si l'on considère la « rencontre » entre la montagne et le territoire national, celui-ci étant modifié par un massif moins périphérique tandis que ce dernier est à son tour transformé par son caractère plus central.

Je définis l'intégration comme une dynamique qui établit des relations plus étroites entre les parties d'un tout, elle organise des interdépendances dans un tout renouvelé par l'intensification des liens entre des éléments eux mêmes reconstruits par cette dynamique.

Autrement dit, l'intégration signifie le renforcement des liens qui unissent les éléments d'un système et qui établissent des interdépendances entre des points (Bret, 2005). Ce concept peut concerner le massif et l'extérieur, que ce soit les basses terres, le pays, la sous-région, et il peut aussi se référer à l'espace montagnard. À l'échelle du massif, un territoire intégré est un espace qui suppose la cohérence des acteurs, des flux et du territoire. L'intégration territoriale fait le lien entre l'espace et les acteurs et souligne les dynamiques qui l'animent par des flux complexes. Dans une perspective géographique, cette dynamique territoriale s'appuie sur des espaces relativement discontinus qu'elle tend à unir, elle repose sur des acteurs individuels, sur des acteurs collectifs, à travers des relations de pouvoir. J'élabore cette abstraction en en considérant les dimensions sociales, économiques et spatiales.

L'intégration est souvent conçue d'une manière duale, c'est-à-dire avec son opposé, la fragmentation, la marginalisation ; les espaces considérés sont mal intégrés ou marginalisés et cela d'autant plus quand il s'agit des montagnes. Les contraintes physiques (relief, climat) participeraient à leur isolement. Les voies de leur intégration sont nombreuses : politiques volontaristes d'aménagement et dynamiques spontanées des populations comme les mobilités et les valorisations de nouvelles ressources. Les modalités d'ouverture aux grands flux sont diverses, chaque montagne est spécifique et a des logiques territoriales intégrées qui la lie fortement avec la plaine (Bart, 2001). Selon le modèle centre-périphérie, la position géographique de la montagne par rapport au centre explique ses dynamiques spatiales, et le concept de « situation » s'avère pertinent (Sacareau, *op. cit.*). Le positionnement conditionnerait alors l'intégration de la montagne aux ensembles plus vastes. Cette explication structuraliste souligne l'importance de la proximité aux réseaux urbains et de

transports, mais néglige peut-être trop la force de dynamiques qui peuvent s'affranchir de l'effet « distance » dans les modalités d'ouverture, surtout quand il s'agit de forces du marché qui ont un rapport ambigu si ce n'est paradoxal avec la distance ; la distance peut être contraignante et augmenter les coûts de transport, et en même temps elle peut être incitative puisqu'elle favorise des prix d'achat bas dans les zones enclavées, dans les situations de monopsone. Le plus souvent, le désenclavement passe par le développement d'infrastructures de transport et de communication pour intégrer la marge ou l'espace enclavé comme cela a été entrepris dans les Alpes. Elle passe également par la valorisation de ressources locales comme le développement de la caféiculture qui a ancré les massifs d'Afrique de l'Est à la mondialisation. L'histoire du peuplement explique aussi la situation de certaines montagnes, nombre de métropoles sud-américaines se trouvent à plus de 3000 mètres et confèrent aux hautes altitudes des rôles centraux. C'est parfois des motivations politiques de contrôle de populations et de leur territoire qui pousse l'État à réduire la périphéricité d'une région par des mesures de colonisation de même qu'il est en cours au Xinjiang, marge continentale, géographique et culturelle de la Chine (Cariou, 2009). La dimension spatiale de l'intégration est au cœur de mon approche géographique mais la notion n'est pas l'apanage de notre discipline.

La notion d'intégration est souvent complétée par des qualificatifs suivant le domaine scientifique. Les questions sur l'intégration ont nourri la pensée sociale de la fin du XIXe siècle, puis T. Parsons a utilisé la notion d'intégration comme une fonction fondamentale que doit remplir tout système d'action afin de maintenir son organisation et une coordination suffisantes de ses parties (Parsons, 1951 *in* Merlin, Choay, 2000). La sociologie distingue l'intégration sociale et l'intégration systémique, la première mettant l'accent sur ses fonctions normatives (établissement des normes qui articulent les individus et les systèmes de socialisation), la seconde sur ses fonctions d'adaptation (capacités de régulation du système social) (Merlin, Choay, *op. cit*.). Les idées d'exclusion et de ségrégation font écho à leurs pendants géographiques que sont la fragmentation et la marginalisation. L'intégration dans cette perspective se réfère toujours à l'établissement d'interdépendances et d'incorporation à un nouveau tout.

L'intégration économique associe les enjeux territoriaux, économiques et politiques et s'appuie sur le rassemblement d'entités territoriales. L'objectif dans cette démarche, c'est le regroupement dans le cadre d'alliances économiques et politiques (Union Africaine, East

African Community, Union Européenne, etc.). L'enjeu fondamental est la question des degrés de l'intégration au marché dans le cadre d'une économie libéralisée. Ce fonctionnement s'opère sur le modèle centre-périphérie, où l'État à base territoriale est la forme primaire du pouvoir. Fernand Braudel, le plus géographe des historiens, a travaillé sur la question des zones moins intégrées à leur centre. Il a proposé le concept d' « économies-mondes », « une économie-monde occupe un espace géographique donné […] accepte toujours un pôle, un centre représenté par une ville dominante […] toute économie-monde se partage en zones successives […] la partition de toute économie-monde en zones concentriques, de moins en moins favorisées à mesure que l'on s'éloigne de son pôle triomphant » (Braudel, 1985 : 85-86 et 94). C'est un espace économique dominant qui a acquis une cohérence assurée par des infrastructures, l'ensemble complémentaire est économiquement autonome, en d'autres termes, c'est un espace intégré qui garantit des liens entre des points. L'avènement d'un monde multi-polarisé, l'explosion des communications matérielles et immatérielles, etc. ne rendent pas caduque l'analyse faite pour la période moderne, l'organisation du monde est toujours hiérarchisée, que ce soit à grande échelle ou à petite échelle « Mais, dans sa loi, le monde n'a guère changé : il continue à se partager, structurellement, entre privilégiés et non privilégiés. Il y a une sorte de société mondiale, aussi hiérarchisée qu'une société ordinaire, et qui est comme son image agrandie, mais reconnaissable. Microcosme, macrocosme, c'est finalement la même texture » (Braudel, 1985 : 84) d'autant plus que si le capitalisme a bien changé de formes, sa nature demeure fondamentalement intangible. Ces quelques lignes ne sont pas une digression si l'on souscrit aux changements d'échelles et de formes, en somme l'intégration qui nous préoccupe est une illustration, certes à une autre mesure, de la série des « décentrages » et « recentrages » analysés en Europe depuis le cas de Venise à la fin du XIVème siècle jusqu'à nos jours. Ces considérations s'ancrent dans un modèle spatial centre-périphérie et indiquent que les centres et les périphéries peuvent changer, nous revenons ainsi dans le cœur de la problématique. Les montagnes Uporoto sont une marge articulée à Dar es Salaam en fonction de relations hiérarchiques, ses relations sont multiples (politiques, administratives, économiques, etc.) et l'intérêt est d'envisager dans quelle mesure la périphérie peut se recentrer, ou s'intégrer territorialement. Évidemment il n'est pas question d'envisager un décentrage de Dar es Salaam au profit de Mbeya, telle Amsterdam vers Londres, la capitale domine fatidiquement son réseau urbain mais il est intéressant d'envisager le changement de positionnement des Uporoto dans des réseaux d'échange et l'expression territoriale de cette mutation relationnelle à l'échelle du massif et à celle du

territoire national, les Uporoto, en transition, ne pourraient-elles pas être dans une situation intermédiaire et en voie de recentrage ?

Conformément au modèle explicatif de relations hiérarchiques entre des lieux, l'intégration spatiale est convoquée dans l'analyse spatiale qui considère les spécialisations comme un facteur qui individualise l'unité dans l'ensemble géographique et qui contribue aux différentes complémentarités au sein de l'ensemble (Pumain, Saint-Julien, 2001). Les spécialisations spatiales sont alors des processus de différentiation de l'espace, elles favorisent les interactions et peuvent tendre à l'intégration spatiale. La montagne est pensée par sa relation différentielle avec l'extérieur, son modèle de développement a été fondé sur ses ressources internes vouées à l'extérieur, la montagne est alors un objet propice à la démarche interactionniste. En fonction de l'échelle, en fonction de la détermination des limites des unités, les statuts de centre et de périphérie deviennent ambivalents, Mbeya apparaît comme une périphérie de la Tanzanie tandis qu'elle est un centre polarisant pour les Uporoto, et même au-delà. Le caractère instable des éléments, des réseaux et des systèmes se retrouve sur mon terrain dans les filières agricoles dérégulées, dans les pluriactivités, dans les multiterritorialités, dans la saisonnalité incertaine, etc.

Le schéma ci-dessous présente la décomposition du concept d'intégration territoriale. Cette représentation simplifiée reprend les éléments des paragraphes précédents. L'intérêt des cette figure est de montrer visuellement les liens entre l'abstraction et le terrain, « les indicateurs sont des manifestations objectivement représentables et mesurables des dimensions du concept » (Quivy, van Campenhoudt, 1995 : 121). Cette construction montre la sélection opérée, ainsi, l'accent est mis sur la dimension spatiale et la dimension économique de l'intégration.

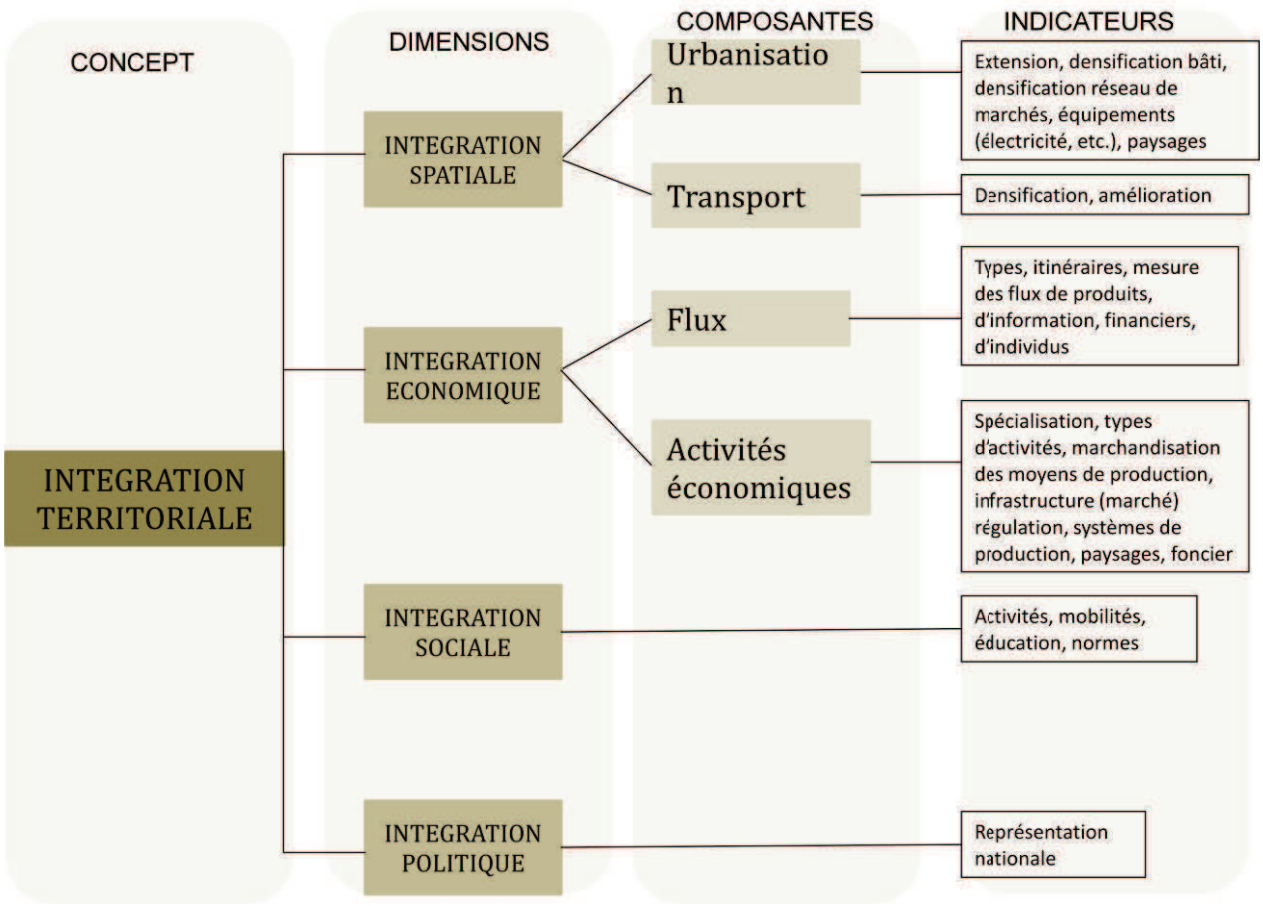


Schéma 1. Décomposition du concept d'intégration territoriale

Les traits changeants, parfois aléatoires des dynamiques de l'objet de recherche, m'ont amené à ancrer mon approche théorique dans le paradigme scientifique de la complexité empreinte de l'approche systémique.

1.2- Principes de la complexité au service d'une problématique relationnelle

Cette section présente des notions fondamentales de la science complexe dont l'usage est justifié par la volonté de considérer le changement global, puisque les phénomènes rencontrés dans les montagnes Uporoto sont affectés par la globalité. Le projet est ambitieux, l'attention portée sur l'organisation du système de relations peut permettre d'articuler les échelles, mais il faut accepter que ce travail se concentre à l'échelle de la montagne et on se gardera de croire que les modes d'organisation sont identiques quand l'on passe d'une échelle à une autre, ou que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Il me semble important d'exposer un préambule présentant des notions de base de la géographie d'après la

perspective théorique, puis d'expliciter les fondements de la complexité en vue de justifier l'approche systémique.

Préambule théorique : l'espace relationnel de la société multidimensionnelle

La distance

Avant tout, il semble approprié de citer Henri Reymond : « deux objets ne pouvant occuper la même place, il y a une obligation d'espacement[72] », ainsi la distance, quelle qu'elle soit, affecte la circulation des flux quels qu'ils soient. L'hypothèse principale de recherche met en relation les échanges et les transformations de l'espace compris comme une dimension de la société multidimensionnelle. Les déplacements de personnes, les circulations d'objets matériels ou immatériels sont des forces organisationnelles de l'espace tandis qu'elles sont elles mêmes inscrites, affectées si ce n'est produites par l'espace. La proposition fait référence de manière implicite à un concept central de la géographie : la distance, sujet et objet à débats, dont la signification théorique présentée ici se réfère à une conception multidimensionnelle de la société, dont l'espace serait la dimension spatiale, cette dernière est le produit des relations avec la distance. La distance est au cœur de la géographie, bien que Pierre George ne la définisse pas dans son dictionnaire, ce que Jacques Levy remarque « L'une des faiblesses de la géographie a longtemps été de ne pas avoir de réflexion théorique sur la distance » (Levy, *op. cit.* : 267). Pourtant, la distance est consubstantielle à l'espace, elle est ce qui relie et sépare, elle « configure spatialement les composantes du réel, devient inséparable de leur substance […] n'est pas séparable des réalités qu'elle configure » (*Idem.* : 268-269). La distance n'est alors plus seulement euclidienne, elle n'est pas, comme l'indique Denise Pumain,[73] seulement l' « intervalle à franchir pour se rendre d'un lieu à un autre » qui se mesure en unités métriques ; la géographe disciple de l'analyse spatiale, complète « l'espace géographique n'étant pas isotrope, les distance-coût et distance-temps ne sont pas égales en général à la distance physique, kilométrique ». Ainsi, la distance métrique peut se mesurer en différentes unités, et il existe souvent des décalages entre les types de distance, cela d'autant plus dans des milieux contrastés tels la montagne et les basses terres pour lesquels les propriétés physiques sont très contrastées à l'intérieur d'eux et entre eux. Ces considérations

[72] Reymond H., (1981), « Pour une problématique théorique ». *In* Isnard H., Racine J.B., Reymond H., *Problématiques de la géographie*, Paris, PUF. 262 p. Cité par Denise Pumain (2004), voir note suivante.

[73] Remarques tirées de l'article Pumain D., (2004) « Distance » disponible sur le site *Hypergéo*, consulté le 13 juin 2013. http://www.hypergeo.eu/spip.php?article54

économiques s'articulent avec les représentations, ces dernières introduisent la distance-perçue, c'est-à-dire la distance résultant de proximité cognitive de l'espace par un individu ou un groupe d'individus. Un habitant d'un versant montagnard pourrait mieux connaître la ville de piémont dans laquelle il a étudié qu'un village physiquement proche, mais situé sur un autre versant dont l'accès est difficile et qui ne présente pas d'intérêt pour lui. Enfin, la distance est aussi la distance topologique des réseaux, elle se mesure par le nombre d'arrêtes et de nœuds à emprunter afin d'arriver au point de destination.

La distance est ainsi euclidienne, topologique, économique, temporelle, elle est complexe mais elle se complexifie du fait des articulations multiples entre des dimensions plus nombreuses ; elle articule l'espace, le temps, l'économique, l'individuel, le collectif, elle est la charnière des activités humaines, de la société. La distance est une caractéristique de la relation entre au moins deux choses, elle naît du non-contact, elle spécifie leur degré de séparation. Qu'elle soit métrique ou réticulaire, elle participe à l'organisation des interactions par la co-présence, la mobilité et la télé-communication (Levy*, op. cit.,* 2003).

De plus, le rapport distance-société n'est pas à sens unique, il n'y a pas de « diktat » de la distance, du moins en théorie. La société peut se jouer de la distance en fonction de nombreux facteurs. La distance est intégrée différemment dans les stratégies des acteurs selon le degré de contrainte qu'elle représente. Par ailleurs, la distance peut être réduite voire annulée ou augmentée, qu'elle soit matérielle ou immatérielle. Prenons un exemple concret pour illustrer l'ambiguïté de la distance : dans le cadre du jeu de l'offre et de la demande, un commerçant peut considérer l'éloignement physique d'un produit comme un atout, si l'offre est supérieure à la demande, les prix seront bas. Pour les paysans de ce secteur, la distance représente une contrainte qui limite leur accès au marché et les contraint à vendre à vil prix. Cependant, cette relation contradictoire avec la distance n'est pas irrémédiable, on peut imaginer que la distance physique soit atténuée par le développement d'infrastructures qui faciliterait l'accès au marché et les opportunités, et qui pourrait réduire l'attractivité de cette zone d'approvisionnement si le jeu de l'offre et de la demande fait augmenter les prix. Cet exposé montre la complexité des traductions spatiales et leurs imbrications avec les stratégies sociales. La distance est une variable ambiguë du jeu complexe des relations sociales, elle peut favoriser ou réduire l'interaction, elle est consubstantielle à l'espace et l'espace est consubstantiel à la société, la distance est consubstantielle à la société. En résumé, l'appréhension de la distance dépend de la problématique qui a été explicitée, dans le cadre de

ce travail, il est question d'analyser le produit des interrelations entre un modèle économique basé sur l'agriculture c'est-à-dire sur une production humaine, avec son expression spatiale, en intégrant la dimension sociale avec la dimension spatiale dans un même tout. La distance n'est donc pas uniquement (voire de moins en moins) la mesure d'espacement entre deux objets de l'espace topographique, elle est aussi l'expression de la connectivité entre deux nœuds d'un réseau, ainsi la distance semble se complexifier et mettre en jeu de nombreuses unités et dimensions de la société. La distance est métrique et topologique, par déroulement, un arrêt sur la notion d'espace s'impose, naturellement.

L'espace

La lacune et les travers théoriques relevés par Jacques Levy dans le dictionnaire de géographie (Levy, Lussault, *op.cit*.) se retrouvent pour le concept d'espace jusque vers les années 1960-1970, moment à partir duquel des démarches se sont successivement attachées à renouveler la géographie et son objet central : l'espace. Avant cette période, la discipline était cloisonnée selon qu'elle était humaine ou physique. Cette géographie dite « classique » a été initiée par Paul Vidal de La Blache co-fondateur des Annales de Géographie à la fin du XIXe siècle. Il succède au déterminisme environnementaliste et introduit le possibilisme en faisait la part belle aux analyses des relations homme/milieu, selon des jeux de position et d'échelle, en distinguant les mécanismes des différentes combinaisons en fonction de relations de causes à effets. La géographie classique est une illustration du « cartésianisme », il s'agissait de mettre en évidence l'ordonnancement et le fonctionnement des structures. C'est à partir des années 1950 que la géographie glisse vers une conception de sciences sociales avec la nouvelle géographie, empreinte des approches de l'économie et de l'analyse spatiale issue de modèles mathématiques, ou influencée par des approches comportementaliste insistant sur la dimension sociale, ou encore influée par des approches marxistes de production de l'espace. Ensuite s'opèrera l'influence du paradigme de l'espace vécu et des représentations, puis celui de l'analyse des territoires et des territorialités. Ces différents moments ne sont pas des périodes étanches ni successives, les paradigmes se sont entrecoupés. Cette insuffisante évocation de périodes historiques de la géographie indique que le concept d'espace géographique s'est précisé à travers divers courants, et qu'il répond à ces différents projets comme le souligne André Dauphiné « le géographe construit un modèle de l'espace terrestre, objet réel qu'il veut décrire, expliquer et transformer. Les espaces *économique*, *sociologique* et *géographique* sont trois abstractions différentes de la surface terrestre [l'espace géographique est] espace formel construit par le géographe à partir de certains caractères de

l'espace terrestre » (Dauphiné, 2005, *in* Bailly, *op.cit.* : 56). La définition du concept majeur en géographique est pour le moins encline à l'équivocité. Pour Rodolphe de Koninck, l'espace est un produit social qui s'explique par le fonctionnement de la société (de Koninck, *in* Bailly, *op.cit.*), sa conception est proche de celle de Claude Raffestin et de Bertrand Levy qui considère l'espace non pas comme un donné, mais comme un produit, et « l'objet de la géographie n'est pas l'espace mais les relations que les hommes nouent avec l'espace » (*in* Bailly, 2005 : 30). Tous s'accordent sur la construction de l'objet en fonction du projet, on sait que l'espace géographique est l'objet de la géographie, et qu'il y a autant d'espaces géographiques que de projets géographiques. Guy Di Méo décline l'espace en « espace de vie, espace vécu, espace social », la première déclinaison se réfère à l'espace fréquenté, pratiqué, approprié quotidiennement, la seconde renvoie aux représentations, les deux déclinaisons s'entremêlent, l'espace social est la traduction collective des formes individuelles (Di Méo, 2000). L'auteur défend une démarche dialectique, issue du courant structuralo-marxiste des années 1970, ainsi « l'espace est produit par les forces sociales et leurs contradictions [il] demeure inséparable de la formation sociale qui l'a secrété » (Di Méo, 1991 : 51) ; cependant, l'auteur privilégie le pouvoir des structures et minimise celui de l'organisation, de plus il occulte la boucle de rétroaction entre l'espace et la société en autonomisant les éléments, encore il appréhende mal qu'un système puisse être ouvert. En 1975, Gilles Sautter fait état du consensus artificiel parmi les géographes autour de la notion d'espace « Si l'on va au fond des choses, ce qui fait le plus problème dans la géographie de cette fin de siècle, c'est probablement l'idée même qu'elle se fait de l'espace, placé comme on l'a vu au centre de ses préoccupations. L'accord que semble recouvrir le mot est purement apparent » (Sautter, *in* Antheaume *et al*, 1989 : 35). Le géographe africaniste présente le désaccord selon que l'on considère l' « espace-organisateur » avec ses propriétés propres dont il faudrait repérer les structures et les mécanismes, l'autre conception privilégie l' « espace-champ », c'est-à-dire des agencements spatiaux caractéristiques articulés par des forces extérieures. Il semble que la divergence puisse être dépassée si l'on accepte d'élever l'espace au niveau de complexité qui incorpore les caractères absolus et relatifs de l'espace par le prisme d'une approche relationnelle.

Par conséquent, compte tenu de la problématique, il apparaît plus intéressant d'inscrire mon approche hors des « dérives spatialistes » (Levy, Lussault, *op. cit.* : 329) sans nier la consistance et la pertinence de l'espace comme objet d'analyse, mais « l'espace ne peut pas être conçu comme un objet-en-soi absolu, dont les principes d'organisation et les lois

d'évolution ne devraient être cherchés et trouvés qu'en lui-même, à l'exclusion de tout le reste [l'espace est] une des dimensions de la société correspondant à l'ensemble des relations que la distance établit entre différentes réalités» (*Idem* : 325-329). Cette proposition a l'avantage de souligner l'imbrication de l'espace et de la société en mettant l'accent sur les relations et sur une conception multidimensionnelle de la société comprise comme un tout systémique.

Le paradigme de la complexité : une alternative ancrée dans son monde

Le paradigme de simplicité

Un paradigme est un « ensemble de principes et d'orientations fondamentales s'appliquant à un secteur de la connaissance, à partir duquel le travail scientifique est conçu et réalisé (Bernard, *in* Levy, Lussault, *op. cit.* : 683), c'est une orientation générale de la production de connaissance qui cadre la démarche scientifique. Le paradigme classique est dit « analytique », il est ancien et a fondé la science à travers les époques, et il la caractérise toujours aujourd'hui même si des remises en question sont à l'œuvre dans les disciplines, la géographie n'échappant pas aux entreprises de mise à distance et de recadrage. Présent dans la pensée grecque, il a été réactivé et raffermi par Descartes à l'époque moderne et est toujours un modèle de pensée majeur. Il repose sur un principe simple (sans jeu de mots), il s'agit de décomposer la réalité, l'analyse de tout problème repose sur la décomposition en éléments simples comme l'indique Yves Barel cité par Anne-Marie Codur « Diviser chacune des difficultés en autant de parcelles qu'il se pourrait et qu'il serait requis pour mieux les résoudre, conduire par ordre ses pensées en commençant par les objets les plus simples et les plus aisés à connaître pour monter peu à peu par degrés, jusqu'à la connaissance des plus composés… » (Codur, *in* Loriaux (dir.), 1998 : 167). L'objectif est d'obtenir une collection d'éléments, d'atteindre le niveau de décomposition ultime pour les additionner ensuite, ainsi le tout serait la somme des parties qui auraient un caractère fixe, les causes et les effets s'enchaînent de manière linéaire et mécaniste, l'état ultérieur est déduit à partir des conditions initiales. Cette conception a guidé la physique dans sa recherche de l'élément le plus simple, les sciences sociales, peut-être en quête de légitimité scientifique, se sont inspirées des sciences « asociales ». Edgar Morin énonce que « La simplicité voit soit l'un, soit le multiple, mais ne peut voir que l'Un peut être en même temps Multiple. Le principe de simplicité soit sépare ce qui est lié (disjonction), soit unifie ce qui est divers (réduction) » (Morin, 2005 : 79), il s'est répercuté dans la constitution même de la science, c'est-à-dire dans le compartimentage entre les disciplines scientifiques, et même à l'intérieur des disciplines dans

lesquelles la segmentation est venue s'ajouter au cloisonnement académique. La « pluri-multi-trans-disciplinarité[74] » revendiquée aujourd'hui dans les sciences sociales naît du constat que l'orientation « segmentariste » est une impasse pour la connaissance, qui plus est dans le contexte de consensus général sur la complexification du monde. Le cloisonnement à outrance de la science rend impossible le passage d'un niveau hiérarchique à un autre, par exemple de l'individu à la société, alors même que l'un est l'autre sont indissociables[75]… En géographie, les principes analytiques sont les piliers de l'analyse spatiale qui présume « une certaine autonomie et une certaine spécificité de la dimension spatiale de l'organisation sociale » (Saint-Julien, *in* Levy, Lussault, *op. cit.* : 69). Cependant, je privilégie la dimension relationnelle entre les objets, l'aspect pluridimensionnel de la société et la conception sociale de l'espace.

Le paradigme de la complexité

La complexité a émergé au XXe siècle dans la physique à travers la mécanique quantique, l'atome se révélait être un système constitué d'innombrables particules en interaction. Dans le domaine de la macrophysique, le constat s'établissait tel que le désordre produit de l'ordre, la thermodynamique signalait que l'univers tend à l'entropie, et que paradoxalement dans ce désordre le monde s'organise. La complexité naît de la prise en compte de la nécessité à unir ces deux notions qui semblent s'exclurent, la complexité supporte la contradiction et le paradoxe. Ainsi la phrase d'Héraclite reprise par Edgar Morin étaye le caractère paradoxal du monde « vivre de mort, mourir de vie », autrement dit « on vit de la mort de ses cellules » (Morin, *op. cit*. : 85). Nos corps vivent par le renouvellement de nos cellules qui meurent sans cesse, leur mort créant la vie de nouvelles, jusqu'à ce que le processus se détraque, et effectivement si « on vit de mort, on meurt de vie ». Cet exemple vise à pointer la pertinence à ne pas nier les contradictions, à les accepter en les distinguant et en considérant leurs interactions. C'est d'ailleurs dans le domaine biologique et la théorie générale des systèmes de Ludwig von Bertalanffy que des principes de complexité seront repris, après l'établissement de la boucle de rétroaction dans la cybernétique.

Le paradigme complexe coexiste avec le modèle analytique depuis le milieu du XXe siècle à travers la systémique. La complexité en tant que paradigme est définie par Serges

[74] La confusion à dénommer toute tentative de dépassement des limites disciplinaires illustre pour le moins l'inconfort scientifique de la communauté.

[75] Par extension, on peut évoquer la muraille artificielle et infranchissable entre la science et l'art, ou entre le sujet et l'objet dont j'ai dit quelques mots au début de l'ouvrage.

Thibault comme le « paradigme scientifique qui s'oppose au paradigme analytique et privilégie les relations entre éléments, les causalités non linéaires et le changement global des réalités étudiées » (Thibault, in Levy, Lussault, *op. cit.* : 188). L'opposition n'implique pas la négation des principes de l'autre versant, la complexité reprend des méthodes analytiques comme la distinction qu'elle complète par l'interaction. Cette dernière n'est pas citée, mais finalement cette définition renvoie à l'extrême diversité des interactions entre les éléments, la complexité se rapporte au phénomène quantitatif comme l'indiquent Claude Raffestin et Angelo Barampama, elle est la « surabondance du possible » (Raffestin, Barampama, in Bailly *op. cit.* : 65). Pour autant, elle ne se résume pas à cela, le jeu des multiples actions réciproques entre les éléments a une logique entendue comme l'organisation d'un tout organisé. Les éléments ne sont pas indépendants de l'environnement dans lequel ils évoluent, ils sont des unités qui interagissent dans le tout, l'organisation prime sur la structure ; la boucle de rétroaction s'exprime à travers les relations configurant-configuré des flux et de l'espace ; l'intégration illustre le rapport d'échelle entre le local et le global. Les réalités sont enchevêtrées, la réalité économique est solidaire de la réalité sociale, de la réalité géographique, de la réalité psychologique, etc. ; la vision complexe est la prise en compte de la multidimensionnalité du monde. Edgar Morin précise que « la complexité est un mot problème et non un mot solution » il ajoute que « la pensée complexe est animée par une tension permanente entre l'aspiration à un savoir non parcellaire, non cloisonné, non réducteur, et la reconnaissance de l'inachèvement et de l'incomplétude de toute connaissance » (Morin *op. cit*. : 10). Elle ne vise pas à rendre compte fidèlement du réel, à le reproduite par maints et habiles subterfuges explicatifs et réductionnistes, au contraire, elle propose un angle de négociation avec le réel. Elle offre un dispositif qui lie la simplicité et la complexité par la distinction des éléments mais non leur isolement, c'est-à-dire leurs mises en relations les uns avec les autres, autrement dit leur conjonction. La connaissance et la science sont fondamentalement relatives, la démarche complexe est une approche humble de la réalité, une relation entre le chercheur et son objet, entre le chercheur et son terrain ; il est présomptueux de nier que le sujet et l'objet soient indissociables, de contester que le chercheur soit inscrit dans une recherche, dans une discipline, une institution, dans une époque, en somme dans sa vie.

Le paragraphe précédent peut sembler confus, telle se présente la complexité au premier abord puisque l'amalgame est souvent fait entre « complexe » et « compliqué », alors qu'au contraire la complexité n'est pas absconse, elle est la voie de compréhension

d'éléments multiples hétérogènes associés. Edgar Morin explique dans le premier volume de la Méthode le fondement et les principes de la complexité. Le fondement c'est le défi à penser l' « Un » et le « Multiple » ensemble, la pluralité dans l' « Un » et l'unité dans le divers, il s'agit de les concevoir ensemble, de façon à la fois complémentaire et antagoniste, à travers le système. Ce dernier considéré comme un ensemble homogène est « un », tandis qu'appréhendé à partir de ses constituants, il est divers et hétérogène ; le système associe des caractères contradictoires que sont l'unité et la diversité (Morin, 1977). Un individu est unique, pourtant il est composé de milliards de molécules qui le constituent en tant que tout, à un autre niveau, les multiples individus sont des parties de la société homogène formée par eux, divers ; la complexité s'évertue à les penser ensemble. Les trois principes suivant aident à penser la complexité avec Edgar Morin, ils imprègnent la réflexion de cette thèse.

Le premier est « dialogique », il permet de maintenir la dualité au sein de l'unité, par exemple un mode de production traditionnel est complémentaire à un mode de production capitaliste au sein du même foyer, ces deux types sont antagonistes, le second tend à supprimer le premier mais en même temps ils collaborent à l'intérieur de la même unité. Ce principe permet l'appréhension de la tension des contraires, qui ne sont contraires que parce que leur contraire existe, ils intègrent alors la dualité selon une vertu de complémentarité.

Le deuxième principe est celui de la « récursion organisationnelle », autrement dit la « causalité récursive », c'est-à-dire que « les effets et produits sont nécessaires au processus qui les génère» (Morin, 2005 : 115). Cette relation élève la rétroaction systémique à un rang supérieur de complexité. Prenons l'exemple des mouvements de prix d'un sac de pomme de terre dans les Uporoto, une demande inférieure à Dar es Salaam fait baisser le prix dans la zone de production et possiblement à terme la production[76], c'est une causalité rétroactive, l'évolution de la demande rétroagit sur l'offre. La causalité récursive n'évince pas la rétroaction, elle la renforce sur ses caractères organisationnels, la totalité du système est active, la production seule ne génère pas un système d'échange, la demande seule non plus, c'est « le processus dans sa totalité qui est génératif à condition qu'il se boucle sur lui-même » (Morin, 1977 : 186), l'auteur définit le principe récursif comme « tout processus par lequel une organisation active produit les éléments et les effets qui sont nécessaires à sa propre génération ou existence, processus « circuitaire » par lequel le produit ou l'effet ultime devient élément premier et cause première » (*Idem* :186). Le marché agricole libéralisé me

[76] Du moins en théorie, dans le cadre d'un système de marché régulé façon Keynes

semble être un champ d'investigation pertinent à appréhender le système d'échange selon la causalité récursive. En effet, l'ensemble a besoin de produits et de marchés, une production sans marché ne crée pas d'échange, tout comme un marché sans production. Par extension, le producteur est produit par son propre produit, qu'il a lui-même produit, si un élément manque, l'autre n'existe plus, ils sont liés par le cycle organisateur.

Le troisième principe est « hologrammatique », ce néologisme signale l'entremêlement de la partie et de la totalité. Il est clair que la partie est dans le tout, il est moins évident d'accepter que le tout est dans la partie. Cela signifie que des principes de la totalité se retrouvent dans les parties, il est donc possible d'enrichir la connaissance de l'un ou de l'autre par l'un et l'autre. Yves Barel reprend l'expression de Castoriadis et Merleau-Ponty de « parties totales » pour signaler la relation paradoxale de la partie et du tout « c'est tout le champ [le système] qui s'exprime et se retrouve en chacune de ses parties » (Barel, 2008 : 137), il est alors possible de penser les « parties totales » (*Idem*). Appliquons ce principe sur notre terrain, un paysan exprime à travers sa production non seulement l'organisation de son mode de production, mais également l'organisation économique de l'environnement dans lequel il interagit, sans qu'il soit lui-même cet environnement.

La démarche complexe propose à travers le bouclage récursif de penser ensemble le couple individu/société et espace/société, ce qui, nous pouvons en convenir, relevait de la gageure à une autre époque.

Complexité et géographie

En géographie, le besoin d'articuler une situation précise avec l'environnement global est ancien sans que la complexité ne soit explicitement convoquée. De Martonne au début du XXe siècle remarquait cette intuition chez le père de la géographie moderne Alexander von Humbolt « l'étude d'aucun point [de la Terre] ne lui semblait indépendante de la connaissance de l'ensemble du globe » (Péguy, 2001 : 131). En 1953, Maximilien Sorre observe dans les faits géographiques « un ensemble complexe d'actions, de réactions, d'interactions » (*Idem* : 129). Des principes du systémisme sont mentionnés et seront repris dans les approches de l'analyse spatiale dans la seconde moitié du XXe siècle. La géographie n'a pas contribué explicitement (comme la plupart des autres sciences sociales) à l'élaboration du paradigme complexe, sans en demeurer étrangère. La géographie quantitative, l'économie spatiale et régionale ont développé des modèles inspirés de la démarche systémique notamment par l'intermédiaire des systèmes spatiaux. La limite de l'usage en géographie de la science des

systèmes réside dans le recours de procédés analogiques de la théorie des systèmes dynamiques issue des mathématiques (Thibault, *in* Levy, Lussault *op. cit.*), ce que Anne-Marie Codur nomme « les affres des premières modélisations systémiques en sciences sociales » en soulignant « le triomphe de l'élémentarisme » (Codur, *in* Loriaux dir., *op. cit.* : 179). Les fondements du systémisme ont donc été un temps dévoyés, l'application de formules mathématiques et les travers de la conception mécaniste du système sont voués à montrer des modèles reflets en miniature de la réalité, voire à prédire l'avenir, on semble loin des principes d'incertitude et d'incomplétude… La démarche systémique a rencontré un vif succès en sciences sociales à partir des années 1970 en s'éloignant des principes complexes, ce n'est que depuis peu que d'aucuns s'ingénient à appliquer l'approche à travers le prisme complexe.

Plus récemment, avec la « consécration » de la géographie comme une science sociale et les travaux sur l'espace vécu, la complexité a pris de la substance si l'on peut dire. « La complexité est la réalité, ce n'est pas un effet de regard. La saisir impose un mode opératoire de la pensée. On peut le qualifier lui-même de complexe en ce qu'il met l'accent sur les relations et sur les interactions, sur la dynamique et le mouvement, sur les contradictions, sur la nature indissociable de l'espace et du temps, sur le caractère multidimensionnel des spatialités et des temporalités » (Di Méo, Buléon, 2005 : 9). Ces auteurs, chantres de la géographie sociale, dénotent que l'espace social est par essence complexe, ils indiquent l'imbrication de la société et de l'espace, l'un ne pouvant pas se penser sans l'autre, l'espace est une dimension de la société multidimensionnelle dont le temps est une dimension qui permet d'envisager le changement. Le temps est une composante qui affecte, selon la temporalité, de manière plus ou moins directe, l'organisation comme le rappelle Charles-Pierre Peguy « On sait que cette répartition [des communautés dans l'espace] combine les interactions actuelles des forces en jeu et des héritages issus des équilibres anciens que des interactions semblables avaient pu créer » (Péguy *op. cit*. : 159). L'évolution de l'organisation procède du jeu des interactions entre les éléments caractérisés par des propriétés d'émergence, c'est-à-dire la manifestation de qualités nouvelles, les éléments peuvent changer du fait des interactions. L'émergence ne survient pas toujours et pas partout, mais quand elle se manifeste du fait du produit de l'organisation, ce peut être au niveau des parties ou de la totalité. (Morin, 1977 : 108). L'émergence peut se manifester par la création d'un marché périodique, phénomène lié à l'organisation du système.

En fonction de ces principes et de ces précautions, je propose une approche systémique qui essaye de se garder des travers du paradigme analytique carthésien, qui s'évertue à être féconde, comme l'indique Edgar Morin « Il y a un systémisme fécond qui porte en lui un principe de complexité […] et la *system analysis* qui est le correspondant systémique de l'*engineering* cybernétique, mais beaucoup moins fiable, et qui transforme le systémisme en son contraire, c'est-à-dire comme le terme *analysis* l'indique en opérations réductrices » (Morin, 2005 : 28-29).

2. Le système montagnard

Afin de rassurer le lecteur, et de conforter la démarche choisie, je récapitule ce qui m'a amené à construire ce cadre conceptuel de négociation avec le réel. L'objet de recherche est la montagne appréhendée comme un objet social, c'est donc un objet complexe ; elle peut être envisagée comme un système (les éclairages théoriques faits, je n'ai pas besoin d'employer le pléonasme socio-spatial). Le système est dynamique, il est une unité traversée par des interactions qui l'organisent. Le but du système est l'intégration, l'unité est cohérente, suffisante et elle ouverte vers l'extérieur. Yves Barel propose une judicieuse question pour savoir si l'ensemble appréhendé est un système, il faut se demander s'il est capable d'autoreproduction (Barel, 1979). Je vais exposer des éléments en faveur de la participation des Uporoto à leur propre reproduction, les Uporoto sont un ensemble d'interactions qui se reproduit.

2.1- Prélude conceptuel

La définition du mot « système » fait consensus, il s'agit d'un ensemble distinct organisé d'éléments en interactions. Il a été évoqué dans le point précédent qu'en géographie le concept de « système spatial » est un moyen d'appliquer le systémisme, dans notre discipline. Un système spatial se réfère à un espace, il est « un ensemble de configurations et d'agencements, composés d'entités reliées et donc interdépendantes » (Levy, Lussault, *op. cit.* : 889). On se gardera d'une conception de l'espace « structurant », l'espace intervient certes dans l'organisation, mais il n'est pas seul organisateur, c'est plutôt dans le produit des interactions entre les acteurs et l'espace que l'ont comprend la spatialité de la société. La

société est le tout et les acteurs sont pourvoyeurs d'émergences, c'est dans l'organisation que la compréhension du système se cache.

L'espace est considéré comme un sous-système de la société qui est le tout. L'espace est une partie du tout, elle contient en elle-même cette totalité, l'espace contient le social, et toutes les autres dimensions ; de même, l'espace est contenu dans les autres dimensions. On revient sur la dimension multidimensionnelle de la société complétée par la dimension spatiale multidimensionnelle, « l'espace entre en entier dans la société qui niche en entier dans l'espace – formule transposable à toutes les différentes dimensions » (Lévy, Lussault, *op. cit.* : 330)[77]. Cette conception se révèle pratique, mais périlleuse si je ne précise pas que le système n'est pas la totalité concrète, ni une partie de cette réalité concrète. Comme le souligne Jean-William Lapierre, un système est une entité abstraite et il faut absolument se garder de chercher à réduire la totalité concrète de l'objet à un système, pour ne pas galvauder la complexité et de s'illusionner avec un modèle qui épuise la complexité (Lapierre, 1992). De plus, la conception multidimensionnelle n'est pas une relation d'emboîtements mécaniques et hiérarchiques absolus entre les différents sous-systèmes, à l'instar des « parties totales » présentées plus haut. Il n'est pas question de nier le caractère hiérarchique, mais d'insuffler un principe de relativité selon l'expression de « hiérarchies enchevêtrées » d'Yves Barel qui montre que le même système peut-être considéré comme un sous-système d'un méta-système, ou alors comme le méta-système d'un autre, tel le système urbain médiéval (Barel, *op.cit.* : 151). On comprend qu'étant une construction abstraite, la hiérarchie s'élabore en fonction de la problématique, elle est donc méthodologique.

2.2- L'unité des Uporoto

Un système est « une unité globale organisée d'interrelations entre éléments, actions, ou individus » (Morin, 1977 : 99). C'est à partir de cette définition que je définis le système montagnard, comme un ensemble social spatialisé, organisé par des interrelations entre des territoires et des acteurs montagnards et extra-montagnards, sa cohésion et sa finalité s'appuient sur les complémentarités multiscalaires.

[77] Sérieux appel à la transdisciplinarité s'il en est…

L'unité globale des éléments

L'unité renvoie à la cohérence interne, la globalité suppose aussi la cohérence de l'ensemble et exprime l'interdépendance des éléments. L'expression « unitas multiplex » (Angyal, 1941, *in* Morin *op. cit.*) manifeste le paradoxe présenté en amont indiquant que le système est à la fois un et multiple, selon l'angle par lequel on le regarde. Vu du ciel (ou de Google Earth…) la montagne montre par son volume une unité morphologique quoique complexe, par contre, observée les pieds sur terre, l'extrême diversité géomorphologique des paysages montre dans toute sa splendeur la diversité des formations. La métropole régionale est une, en même temps elle est multiple dans son association de quartiers hétérogènes. L'unité du système des Uporoto est la montagne, objet dont la définition pose problème pour les géographes[78], je complète par le terme de « sociale », l'unité du système est la montagne sociale. Elle concerne la société multidimensionnelle des Uporoto, elle regroupe les dimensions spatiales, temporelles, économiques, politiques, historiques. Dans un système social, l'homme est la plus petite unité, la société mondiale la plus grande. Les éléments sont les acteurs sociaux, que ce soit les ruraux, les urbains, les paysans, les citadins, individuels et collectifs, les institutions, les organisations. L'ensemble rassemble les objets spatiaux tels la montagne et ses composantes (étages, versants, zones agro-écologiques, biosphère), telles la ville et plus exactement l'urbanisation, les marchés, les villages et les infrastructures de transport. Le système se rapporte également aux échanges économiques, intra et extra montagnard, aux caractéristiques et aux évolutions du paysage économique. Cet ensemble se distingue de son environnement externe par sa cohérence, il se reproduit et on présume qu'il s'amplifie. Pour assurer cette cohérence et maintenir son intégrité, il est fermé, c'est-à-dire qu'il localise les interactions en son sein, mais en même temps il est ouvert sur son environnement pour permettre d'assurer sa régulation par des flux d'entrée (matière, énergie, information, par exemple des flux financiers, de marchandises, etc.) et de sortie (exportations, émigration, etc.). L'ouverture de la montagne place son évolution dans un contexte de variabilité et d'instabilité probable, pourtant pour perdurer, le système maintient ses grands équilibres, ce phénomène est qualifié de principe homéostatique. L'homéostasie ne signifie pas l'inertie, bien au contraire, le système montagnard, on l'a vu, a connu des périodes différentes selon les modèles économiques, j'ai souligné la dimension transitionnelle dans laquelle elle se trouve. L'ouverture et la fermeture sont difficilement mesurables du fait des

[78] On abordera le problème d'objectivation de la montagne dans les pages suivantes.

multiples variables en jeu ; dans la sphère économique, on pourrait mesurer les importations par rapport aux exportations, mais le solde ne donnerait qu'un indicateur partiel et partial du degré d'ouverture ou de fermeture. Le paradoxe de l'ouverture et de la fermeture, propriété intrinsèque du système, fait ressortir la question somme toute géographique de la frontière et de la délimitation du système.

La limite est autant ce qui sépare que ce qui permet le contact. Le système qui nous préoccupe ne permet pas d'envisager le modèle de l'enveloppe, en d'autres termes le modèle « élémentariste » ou « corpusculaire » (Codur , *op. cit.*). On ne peut pas concevoir la limite du système des Uporoto comme celle d'un corps humain (membrane) ou de la Tanzanie (frontière politique). Je pose que la montagne à une forme de champ, de gradients décroissants, en d'autres termes une forme de continuum irrégulier et non concentrique. L'espace est caractérisé par des traits absolus et relatifs. La délimitation du système, fût-il spatial, ne répond pas uniquement aux lois de l'espace topographique, j'irais même à dire, en souscrivant à Anne-Marie Codur, que la pertinence du bornage d'un système social par une clôture artificielle peut être mise en question. Une prémisse de réponse est dans le degré d'intensité entre des éléments intérieurs et extérieurs, par exemple le marché de Mabibo à Dar es Salaam, qui reçoit tous les jours des dizaines de camions en provenance des Uporoto ne fait-il pas partie du système des Uporoto, ou à tout le moins du système d'échange dont la forme est réticulaire? Ne contribue-t-il pas à l'organisation de la montagne ? La systémique permet d'aborder cela, et plus encore, dans l'intention paradoxale, la clôture doit être méthodologique, pour envisager l'environnement du système comme faisant partie du système ; ainsi selon Yves Barel « Dans l'optique paradoxale, un système social est un phénomène équivoque, l'un des aspects les plus intéressants de cette équivocité étant d'être ce qu'il n'est pas, c'est-à-dire son non-système. Un système social est une entité floue qui a des frontières et un extérieur, et dont pourtant aussi les frontières passent à l'intérieur de lui même » (Codur *op.cit*. :189), l'extérieur devient l'intérieur et vice et versa. De cette façon, l'exploitant agricole du Berry n'appartiendrait-il pas aux Uporoto en produisant du blé qui finirait importé en Tanzanie bouleversant les prix nationaux et locaux, d'un autre côté, le paysan du Rungwe et ses homologues africains ne deviendraient-ils pas Berrichons si la

consommation en blé subventionné et importé stoppait. Le trait est un peu forcé, cependant, ces interactions si minimes et indirectes soient-elles, peuvent être conceptualisées[79].

L'organisation d'interrelations

Le suffixe « *-ation* » désigne l'action, soit un processus, pourtant le terme « organisation » est souvent assimilé seulement à l'infrastructure, c'est-à-dire un ensemble stable. Je rappelle que ce qui nous préoccupe c'est le mouvement de la société montagnarde, dans cette démarche, l'organisation se réfère à la configuration des interrelations, c'est-à-dire aux processus organisés qui font l'unité du système, autrement dit, aux « dynamiques organisatrices » organisées. L'accent est ainsi mis sur les processus qui organisent la société au regard du modèle agro-économique ; il est question de saisir « l'organisation organisée » et « l'organisation organisante » (Lussault, *in* Levy, Lussault, *op. cit.*: 680).

L'organisation organisée

L'organisation spatiale correspond à la configuration des objets spatiaux en fonction des principes organisateurs du système. On pourrait l'assimiler à la structure spatiale, fille du structuralisme et de la conception homéostatique, elle a quelque chose de la géographie régionale classique. Elle se réfère à la nature des éléments spatiaux constitutifs du système et à leur agencement. Dans notre cas, elle concerne le massif, le réseau urbain intramontagnard et extra-montagnard, les zones agro-écologiques, les composantes physiques de la montagne. Une attention particulière sera portée sur l'agencement des marchés périodiques. L'organisation de l'organisation spatiale s'exprime notamment par l'urbanisation, par la spécialisation de zones productives, par les traductions spatiales des modes d'intégration au marché. L'adaptation de la société des Uporoto à travers les époques manifeste la capacité d'auto-transformation du système. Les formes nouvelles, par exemple la création d'un marché, sont des indicateurs de l'organisation construite. L'organisation n'est pas seulement la structure, c'est aussi un processus qui implique donc la dimension temporelle, en cela

[79] D'aucuns soutiennent que même une chaise peut être conceptualisée, du moment que ce travail d'abstraction serve un questionnement « À quoi sert un concept? À penser, à catégoriser, à classer, à comprendre, à connaître, à juger. C'est-à-dire à rendre possible une lecture et une compréhension d'un domaine. Cette utilité, cette valeur pragmatique du concept est centrale et primordiale. » Sylvand (2009), http://pourrais-je-savoir.blogspot.fr/2009/01/qu-qu-concept.html , consulté le 29 juin 2013. Voir également la thèse du même auteur : Sylvand B. (2005) *Concept et changement de concept*, Thèse de philosophie, Université Paris IV. 310 p. http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/05/36/86/PDF/ijn_00000655_00.pdf , consulté le 29 juin 2013.

l'organisation « ne peut s'entendre que dans le temps, le temps irréversible de l'action. C'est en cela qu'elle se distingue de la structure comprise comme charpente, squelette relativement stable » (Lugan, 2005 : 116).

L'organisation organisante

L'organisation organisante du système social s'appuie sur les intentionnalités individuelles et collectives qui produisent les phénomènes d'émergence. Une intentionnalité signifie que les acteurs agissent en fonction de buts ; le principe systémique énonce que le tout est plus que la somme des parties, les finalités ne se confondent pas avec la somme des buts des acteurs ; l'ensemble des finalités (la téléonomie) oriente l'ensemble des processus d'un système (Lapierre, *op cit*.). Ce principe téléonomique s'illustre dans les Uporoto par l'orientation de la production et de l'économie vers le marché, en visant l'objectif conscient et inconscient de l'intégration au marché. Je présume que l'intégration au marché conduit à l'intégration territoriale, la téléonomie incite au changement, « pourtant » le système se reproduit. Les systèmes sociaux sont caractérisés par leur plasticité, par la variété des possibles de leur état. La société des Uporoto dont l'économie repose sur l'agriculture a montré, et continue de montrer sa capacité d'adaptation. Lorsque les changements de l'environnement sont négatifs et représentent des risques pour les conditions de vie, on peut parler de « résilience » pour pointer la résistance et la créativité africaine (Courade, 2000). Dans le jargon systémique, l'adaptation se traduit par le terme d'auto-transformation, qui n'implique pas un bouleversement de l'organisation ; la cohérence, la finalité et l'identité du système restent les mêmes par rapport à l'environnement. Le changement permet la stabilité, cette propriété du système est nommée « ultrastabilité » par le cybernéticien Ross Ashby, c'est-à-dire la capacité à rester le même en changeant (Lapierre, *op. cit.* : 51). Le passage suivant du volume un de la Méthode résume cette section « L'organisation lie de façon interrelationnelle des éléments ou évènements ou individus divers qui dès lors deviennent les composants d'un tout. Elle assure solidarité et solidité relative à ces liaisons, donc assure au système une certaine possibilité de durée en dépit de perturbations aléatoires. L'organisation donc : *transforme, produit, relie, maintient* ». (Morin, 1977 : 103-104).

Les interrelations

Les interrelations renvoient aux liaisons entre les éléments et entre les éléments et l'ensemble. Dans un système social, par essence complexe, les types de liaisons sont d'une variété extrême. Le projet conceptuel se cale sur la problématique, les interrelations qui font

l'objet de ce travail sont celles en rapport direct avec la production agricole, son commerce et sa régulation, auxquelles sont jointes celles liées à l'urbanisation. La multiplicité et la variété des interrelations rendent difficile leur appréhension. Je les traduis en termes d'échange, c'est-à-dire un phénomène de réciprocité entre les opérateurs de l'échange, qu'ils soient spatiaux, sociaux ou économiques. Les échanges s'opèrent en fonction des intentions des acteurs et également dans le cadre de la téléonomie du système, il y a donc une régulation élaborée par l'organisation ouverte du système sur son environnement. Les interrelations portent sur les rapports d'échange de flux de matière, d'énergie ou d'information. L'ensemble des interrelations crée des interdépendances, cette configuration « fait système » tout du moins c'est la proposition provisoire qui demande à être vérifiée.

Au terme de ces paragraphes quelque peu abstraits, je propose un schéma qui présente le « circuit relationnel » (Morin, 1977 : 125) du système montagnard. Cette représentation vise à résumer l'approche interrelationnelle.

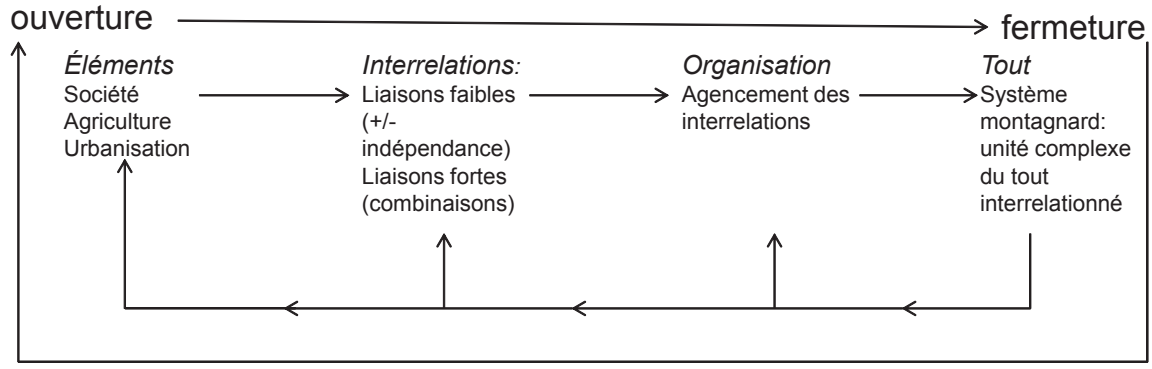


Schéma 2. Circuit relationnel du système montagnard, d'après Morin, 1977

Ce schéma souligne que l'explication des parties (Éléments) est liée à celle du tout, et vice et versa comme l'écrit Edgar Morin « la description (explication) des parties dépend de celle du tout qui dépend de celle des parties » ; et d'ajouter « les éléments doivent donc être définis à la fois dans et par leurs caractères originaux, dans et avec les interrelations auxquelles ils participent, dans et avec la perspective de l'organisation où ils s'agencent, dans et avec la perspective du tout où ils s'intègrent » (*Idem*) Autrement dit, on ne peut expliquer les parties sans expliquer le tout, et réciproquement, et on ne peut expliquer les éléments isolement ni le tout dans sa globalité seule. Cette construction est une sélection, elle met l'accent sur les multiples relations en fonction de la problématique. Les interrelations sont plus ou moins fortes, l'organisation « lie, transforme les éléments en un système, produit et

maintient ce système » (*op. cit.* :130). C'est l'organisation qui fait le système de la montagne, ce tout est donc un ensemble construit par des acteurs qui en assurent la cohésion afin de permettre les échanges entrants et sortants (*inputs* et *outputs*). Le système est ouvert, l'ouverture se manifeste par le bouclage ouverture-fermeture, comme il a été écrit plus haut, pour qu'un système soit ouvert, il faut qu'il soit fermé, pour assurer sa cohésion interne, et ouvert pour bénéficier des *inputs* (information, demande, etc.) et pour émettre des *outputs* (flux de produits, etc.). Cette ouverture organisationnelle boucle le système sur lui-même, sans l'enfermer. Selon cette conception, l'ouverture et la fermeture sont considérées en fonction de l'organisation du système, par exemple, le volume des produits émis peut s'appréhender d'après l'organisation productive dans la montagne.

Conclusion

L'approche systémique, explicitée dans ce chapitre permet de rendre compte des processus relationnels entre des éléments qui forment un tout cohérent, elle pense la montagne comme un système organisé dont l'ouverture se fonde sur les complémentarités à travers les jeux d'échelle. La finalité de l'organisation vise l'intégration territoriale des Uporoto à un schéma plus global, ce mouvement passe par l'intégration au marché et par l'intégration spatiale. Le modèle agricole qui se développe est orienté vers l'extérieur, l'extraversion souligne les interactions entre des échelles spatiales reliées par les flux agricoles. Le point de vue systémique s'impose comme la démarche la plus à même à relever le défi de la compréhension des jeux interrelationnels en cours dans le sud-ouest tanzanien.

La justification de la démarche adoptée prend sa source dans l'évolution des Uporoto dont les modalités d'ouverture redéfinissent les fondements mêmes de son organisation et de sa place dans le territoire. Le chapitre a explicité des principes de la complexité, inhérents dans la réflexion de cette thèse comme la récursion organisationnelle qui considère la rétroaction au-delà de la causalité linéaire, cette vision prend forme dans la relation configurant-configuré entre les flux et le territoire, les flux produisent le territoire qui les produit. Ces considérations prennent sens grâce au corpus des hypothèses qui s'attache à vérifier si le développement du modèle agricole contribue à la recomposition du massif et à son intégration territoriale. Des interrelations prennent corps à travers les flux qui sont l'objet de la seconde hypothèse de résultat tandis que les jeux d'acteurs et les relations de pouvoir

sont des champs du systémisme. Le corpus des hypothèses met en avant les processus organisationnels qui sont un domaine de prédilection du « systémisme authentique».

La démarche adoptée s'appuie sur des travaux d'auteurs qui ont été sollicités à de nombreuses reprises[80] ; il a paru intéressant de travailler l'idée d'intégration et de regarder des fondements géographiques à travers les lunettes de la complexité ; conscient du potentiel théorique et des limites du cadre de cet exercice. Le point de vue systémique mobilisé s'évertue à ne pas galvauder cette aventure théorique stimulante.

[80] Edgar Morin, Michel Lussault, Jacques Levy, Jean-William Lapierre, Yves Barel, Anne-Marie Codur, dont les ouvrages sont indiqués dans la biblioraphie.

Chapitre 4

APPROCHE CONCEPTUELLE DES FLUX ET DES ACTEURS

Les flux produits par le modèle agricole sont mis en mouvement par des acteurs organisés en réseau, ces derniers agencent des circulations qui ne font pas « que passer », au contraire, on présume que les flux jouent un rôle structurant pour les territoires. Ce chapitre explicite les concepts de flux et d'acteurs au regard des hypothèses d'objectif. On suppose que les flux des produits agricoles reconfigurent des lieux dans la montagne qui reconfigurent les flux. Cette articulation des flux et du territoire à travers la relation configurant-configuré vise à vérifier comment des lieux dans les Uporoto s'affirment en se spécialisant, comment d'autres se marginalisent au regard du modèle agricole. Le système montagnard extraverti est en prise avec des logiques économiques externes qui bouleversent l'ancienne organisation des terroirs, des étages, elles mobilisent aussi de manières inégales les lieux de l'échange, à savoir les marchés.

Le cadre économique dans lequelle s'opèrent les échanges est libéralisé, l'État n'intervient pratiquement pas dans les processus de mise en marché, sauf dans les cas de menace d'insécurité alimentaire. Cet environnement est une aubaine pour certains acteurs qui ont des positions de domination dans le réseau d'échange. Les transactions entre les acteurs de l'échange se réalisent sur le mode des relations de pouvoir, de domination et de dépendance. Ceux qui disposent du capital financier et de la connaissance des prix sont en position favorable, cela n'est pas le cas de la majorité des producteurs qui subissent un environnemnt concurrentiel, ce dernier participe à la marchandisation des moyens de production, du moins c'est ce que présume l'hypothèse de résultat.

Le propos est structuré en trois points, le premier porte sur les flux et la reconfiguration des lieux de la montagne, cette dernière réifiée en tant qu'objet est discutée en vue d'appréhender la spécialisation de lieux selon des logiques marchandes. Le second point s'intéresse au réseau d'échange qui s'appuie sur des acteurs et sur des lieux. Une dernière partie est consacrée aux méthodes de recherche employées, les différents moyens de recueil et de traitement des données sont explicités avant de montrer les difficultés rencontrées et les limites de la démarche.

1. **Les flux pour appréhender la reconfiguration des lieux de la montagne**

La problématique fait référence à la complexification des flux, l'organisation de ces derniers participe à l'organisation d'un système qui a été précisée dans le chapitre en amont. L'approche vise à comprendre dans quelle mesure la montagne est redéfinie et si sa place dans le territoire évolue. Cette section expose la proposition qui porte sur la mobilisation spécifique des lieux montagnards au regard de l'organisation du système, les concepts relatifs à l'hypothèse sont ensuite explicités. Mais avant de s'intéresser à la reconfiguration, une présentation du statut de la montagne en géographie s'impose, puisque l'hypothèse se réfère à la redéfinition des lieux, mais encore faut-il savoir ce qu'est une montagne.

1.1- Le statut ambigu de la montagne en géographie

Le thème de la montagne est ancien, et pourtant, comme d'autres thèmes tels la « ville » ou la « campagne », l'élaboration d'une définition consensuelle relève de la gageure. Son objectivation si elle est toujours matière à débat n'en demeure pas moins une étape incontournable d'un projet scientifique qui se réclame de son étude. Cette objectivation est d'abord présentée au niveau de la montagne « générique », elle est ensuite soulignée d'après la géographie tropicale dont ce travail se réclame, en proposant d'ailleurs sa propre définition.

« La montagne comme objet de 'géographie totale' »[81]

La prégnance de la montagne dans la géographie et son caractère paradoxal imprègnent cet objet. La géographie a toujours fait bon ménage avec la montagne, la discipline l'a regardée, scrutée et explorée depuis ses premières interrogations, « la montagne est donc comme une présence, peut-être même une figure tutélaire du discours géographique et cela depuis ses origines » (Debarbieux, 2001 :11). L'auteur indique les premiers moments d'appréhension de la montagne à la fin de l'Antiquité, avec Anaximandre de Milet puis Hérodote considérés comme des pères de la géographie. Espace obscur, méconnu, marge de relégation, territoire objet de nombreuses représentations négatives pendant plusieurs siècles, la montagne devient l'objet d'études des naturalistes et des géographes à partir du XVIIIe siècle. Le courant rousseauiste réhabilite la montagne qui devient un grand thème de la

[81] J'emprunte ce titre à Bernard Debarbieux dans l'article « La montagne, un objet géographique ? » *In* Veyret Y., coord. 2001. *Les montagnes, discours et enjeux géographiques*. Sedes. Paris. pp. 11-34.

géographie. L'école des Alpes a embrassé l'objet et a fait des Alpes un laboratoire reconnu dans le domaine. Pour Bernard Debarbieux, le statut de la montagne en géographie a été un laboratoire de la nature à l'époque des naturalistes, ensuite elle a été l'archétype de la région, unique, donc spécifique (Debarbieux, 1989). Cependant, malgré l'abondance des travaux sur la montagne, malgré le fait qu'elle apparaisse comme une réalité évidente, sa définition pose toujours problème pour la discipline ; s'il y a un consensus c'est bien sur le désaccord de conceptions. L'auteur distingue deux approches qui parcourent les géographies de la montagne, la première est spatialiste, la seconde est environnementale. Ces démarches articulent le rapport entre le générique et les descriptions spécifiques, il s'agit dans la première d'identifier les lois d'agencement de l'espace, et dans la seconde d'étudier les interactions localisées (Debarbieux, 2001). Le cadre d'analyse proposé dépasse ce clivage en pensant l'organisation spatiale comme produit et producteur dans les phénomènes d'interactions locaux en prise avec le global. Les débats sont désormais ancrés dans un contexte idéologique où depuis environ une décennie, la montagne cristallise des enjeux de développement selon une vision globale environnementaliste qui considère schématiquement les montagnes comme des espaces dont la spécificité repose sur ses attributs physiques à préserver. L'idéologie néo-naturaliste s'acoquine avec celle du développement durable, elles irriguent de nombreuses recherches et politiques à la fois au Nord et au Sud dans lesquelles la montagne est souvent présentée comme un sanctuaire écologique et comme un réceptacle de ressources environnementales déterminantes[82]. Récemment, la prise en compte des savoirs locaux comme donnée incontournable nuance les approches écosystémiques. La diversité des démarches s'appuie sur des objectifs différents, et en dépit de l'absence de définition générique, la montagne est un objet géographique pertinent, et comme toute construction cognitive, son élaboration répond à un projet, et c'est d'ailleurs en fonction de ce principe implacable que je pense la montagne comme un système. On peut d'ailleurs se demander quel est l'intérêt à avoir une définition à large acception qui, par définition, réduit la complexité de situations à une réduction terminologique. Dans mon approche, la montagne se réfère à un système d'interactions, elle est donc l'objet de recherche qui est aussi appréhendé à travers ses modalités d'ouverture, c'est-à-dire son intégration. Elle est donc objet de recherche de part son intériorité, ses spécificités localisées, mais aussi de part ses relations avec l'extérieur, de

[82] Le dernier évènement en date est la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, Rio+20, où la montagne a bien accouché d'une souris…cf les trois exhortations (N°210-212) relatives à la montagne. United Nations. Report of the United Nations of the Sustaiable Development. A/CONF.216/16. 2012. P41.
http://www.uncsd2012.org/content/documents/814UNCSD%20REPORT%20final%20revs.pdf

part sa substance comme terme de différentiation, elle est alors un objet de « géographie totale » (Debarbieux, *op.cit.* : 32) puisque les interactions sont analysées à l'échelle intra-montagnarde et à l'échelle plus petite. Dans le paradigme du système spatial, l'originalité des systèmes montagnards a fait émerger le terme de « montologie ». Ce champ spécifique de la recherche serait légitimé par l'originalité des systèmes montagnards dont l'analyse justifie le recours à une méthodologie spécifique[83]. Je mentionne cette « originalité » pour souligner une fois de plus la richesse de l'objet « montagne » et des approches dans ce domaine. Ce travail ne se réclame pas de ce courant non pas parce qu'il a fait comme un feu de paille, mais parce que car je ne suis pas de ceux qui sectorisent à outrance la science, comme je l'ai justifié en amont dans ma conception de la complexité.

« La montagne tropicale, objet géographique »

J'emprunte ce titre à François Bart qui, dès la première phrase de l'avant propos d'un ouvrage sur les montagnes tropicales qui a fait date[84], pose que « La montagne tropicale est un objet géographique paradoxal et composite ; paradoxal parce qu'il associe l'azonal et le zonal, le chaud et le froid, l'abondance et la pauvreté ; composite car elle peut être très humide ou sèche, densément peuplée ou presque vide, paysanne ou urbanisée, bastion central ou périphérique ». Et d'ajouter plus loin « Le terme 'montagne' côtoie fréquemment des circonlocutions dont on ne sait pas toujours si elles expriment d'approximatives similitudes ou le simple souci stylistique de diversifier les mots : hautes terres, terres d'altitude, hauts plateaux, voire 'altiplano', tendent à gommer, voire à contredire, la dimension de la pente pour ne garder que celle de l'altitude » (Bart, 2001 : 9). Le spécialiste en géographie tropicale donne le ton et fait état de confusions terminologiques de cet objet difficile à cerner, alors même qu'il est fortement distingué de ce qui l'entoure. Sa spécificité se fonde sur ses caractères propres différenciés vis-à-vis des basses terres, la situation tropicale amplifiant la démarcation. Les Uporoto correspondent à cette citation. Elles ne sont pas des hautes terres, la pente est un élément du paysage, je ne me perdrai pas en diverses circonlocutions, j'utilise

---

[83] Ives and Messerli, 1999 ; Rhoades, 1997 ; Banyopadhyay, 1992 ; cités dans Debarbieux, 2001 « La montagne dans la recherche scientifique : statuts paradigmes et perspectives ». *In Revue de géographie alpine, 2001, tome 89, N°2*. Pp. 101-123. Voir le numéro qui présente les résultats du séminaire international tenu à Autrans en 2000. D'autres auteurs ont proposé la « montology » Dafu, 1996, 1998 ; Veteto, 2004. Ce néologisme n'est-il pas un signe de plus du cloisonnement disciplinaire, d'affirmation institutionnelle, de promotion scientifique, etc. En 2012, on ne peut pas dire que le terme ait fait école… On peut ajouter le numéro de la Revue de géographie alpine, 1989, Tome 77, N°1-3.

[84] Bart F., Morin S., Salomon J.N. (2001) *Les montagnes tropicales. Identités, mutations, développement*. Espaces Tropicaux, N°16. DYMSET-CRET, Univ. Bordeaux III, Pessac. 670 p.

parfois l'expression « Uporoto Highlands » qui représente l'étage au dessus de 2000 m, il est identifié par les acteurs locaux (agents de l'État, population)[85]. Le sud-ouest de la Tanzanie est nommé « Southern Highlands », c'est une région de hautes terres dont l'altitude est supérieure à 1000 m (comme les deux tiers du pays), elle est marquée par les deux rifts, les Uporoto Mountains sont une perturbation d'élévation par rapport à l'environnement extérieur. Elles sont nommées au pluriel (Anderson, 1996, Sokoni, 2001 ; Liwanga, 2009 ; Mwanukuzi, 2011 ; etc.), signe du caractère composite. La dimension paradoxale sied aux Uporoto dont les spécificités environnementales sont marquées par le zonal et l'azonal, le climat de type tropical à régime unimodal influencé par les gradients altitudinaux, les amplitudes thermiques sont fortes dans un temps court et des espaces réduits ; l'abondance des productions agricoles est présente dans une société paysanne relativement pauvre ; la métropole régionale rayonne sur un arrière pays rural ; la centralité et la périphéricité des Uporoto diffèrent selon les critères choisis. Les importantes différenciations socio-environnementales procèdent de la forte concentration de gradients multiples (milieux, activités) dans un espace relativement restreint[86]. La montagne n'est pas refermée sur elle, ses limites sont bouleversées par les dynamiques en cours : limites urbain-rural, limites montagne-basse terres, limites territoire-réseau.

L'objectivation de la montagne repose pour beaucoup sur ses spécificités internes, en particulier celles qui ont trait avec les relations homme-milieu, il est certainement intéressant de les articuler avec les modalités d'ouverture puisque comme il en a été fait mention, la montagne n'évolue pas en vase clos, et si ses spécificités se fondent sur la différentiation avec l'extérieur, les relations entre l'intérieur et l'extérieur devraient faire partie des critères d'objectivation de la montagne. Gardons en tête que la construction d'un objet cognitif répond à un projet, l'intérêt du débat pourra alors non plus se porter sur le caractère générique d'une définition de la montagne mais sur la cohérence entre l'objectivation et le projet, puisque la relativité est consubstantielle à toute recherche.

Le défi majeur réside d'une part dans le dépassement de l'évidence physique dans la capacité de l'objet « montagne » à être un élément explicatif des phénomènes, et d'autre part dans la capacité à étudier la montagne à travers ses relations avec d'autres catégories de l'espace. Pour cela, Isabelle Sacareau nous invite à déconstruire nos représentations de

[85] Cet étage est aussi localement nommé « Mporoto Highlands ».

[86] Les transects élaborés dans le chapitre 7 sont représentatifs de la diversité des milieux et des activités.

chercheurs pour reconstruire l'objet géographique, elle poursuit en précisant que la montagne est un territoire particulier des sociétés, construit par les acteurs et leurs représentations. Sa vision empreinte du paradigme territorial propose une démarche qui a pour point de départ les sociétés et les lieux produits par les sociétés, et qui pense la montagne à partir de la « non-montagne » au niveau topographique et/climatique et au niveau des représentations. (Sacareau, 2003). Il est clair que l'objet montagne doit se penser dans ses dimensions relationnelles avec l'extérieur et cela d'autant plus dans la cadre de cette thèse puisque je présume que l'agriculture motivée par la demande urbaine extérieure est un moteur des transformations en cours. Considérer la montagne comme un système ouvert ne contredit pas cette approche, l'entreprise systémique vient plus exactement la nourrir en adjoignant à la métrique topographique celle des réseaux et en pointant la dimension interactionnelle.

C'est pourquoi je propose une définition de la montagne en fonction de la démarche systémique, la montagne comme le système, se pense distinctement de son environnement extérieur ; ***la montagne, réalité sociale multidimensionnelle, est une unité globale organisée d'interrelations entre des acteurs, elle se traduit par une organisation spatiale spécifique que je nomme « système montagnard »***. On peut dire que la montagne est un mot « problème » par analogie avec la complexité, d'autant plus que cette dernière est consubstantielle à la montagne si l'on se réfère aux paragraphes précédents.

1.2- Spécialisation des lieux montagnards par les flux

Les Uporoto, à l'instar de nombreuses montagnes est-africaines, sont prises dans les mailles de logiques marchandes qui les arriment à un système plus global et qui recomposent l'espace du massif pensé comme un agencement de lieux. L'hypothèse explicitée dans ce point se rapporte à la construction des territoires par les flux et à l'organisation des flux par les lieux à travers une relation récursive. La notion de « lieu » est travaillée d'après la problématique, à savoir la dimension intégratrice du modèle agricole. Ensuite, la conceptualisation des flux est précisée en vue d'appréhender la relation configurant-configuré entre les flux et les lieux.

Reconfiguration des lieux

Parmi les phénomènes articulés par la problématique, la redéfinition des lieux de la montagne est soumise au questionnement par la seconde hypothèse articulée avec la

proposition portant sur l'urbanisation et l'intégration territoriale. Le questionnement s'intéresse à travers la deuxième supposition aux processus intramontagnard et à leur appréhension géographique. Dans le cadre de ce nouveau modèle d'agriculture, il est question de vérifier si les lieux de production et de commercialisation sont valorisés au-delà de leurs déterminants physiques, en d'autres termes, il s'agit de voir comment les flux réorganisent les lieux qui les produisent. L'hypothèse est formulée comme suit :

Les flux des produits agricoles reconfigurent les lieux dans la montagne qui reconfigurent les flux.

Cette proposition se penche sur la reconfiguration spatiale, elle vise à comprendre si le modèle agricole récent mobilise les lieux de la montagne d'une manière différente au modèle précédent. La formulation intègre le principe « récursion organisationnelle » (Morin, 1977), les causes et les effets sont intégrés dans les phénomènes, les flux et les lieux sont à la fois configurant et configurés.

Le double statut du lieu

Le lieu est défini comme « un espace concret et individualisé, objet privilégié de la géographie et spécialement de la géographie régionale. Les lieux se distinguent de l' 'espace' qui est plus abstrait » (George, *op. cit.* : 269). Cette référence à Pierre George s'explique parce que je souhaite mettre en perspective l'individualisation du lieu par les acteurs et par les géographes. L'approche classique découpe la montagne en étages, selon une pensée verticale, ce travail analyse comment l'organisation du système redéfinit les usages de l'étagement, l'hypothèse questionne la pertinence de ce découpage et anticipe une organisation spatiale qui s'affranchisse de l'étagement et de la verticalité. Dans ce cas, la conception du lieu par le géographe est le lieu des attributs carthésiens, tels les niveaux d'altitude, ou la taille pour les centres urbains. La ville, le village et le marché sont d'autres lieux du géographe, l'approche défendue dans ce travail dans leur dimension organisationnelle. Ces lieux sont concrets et individualisé par le géographe, l'objectivation de ces lieux est mise en perspective avec l'organisation du système, il peut être intéressant de voir si des discordances apparaissent entre les fondements « géographiques » de ces lieux et leur dimension organisationnelle dans le cadre du système.

Ces questionnements induits par l'hypothèse sont transposés dans les relations lieu-sujet. Les lieux sont considérés comme des processus entre une unité spatiale et un sujet. Le lieu est un concept géographique paradoxal, il est à la fois un concept majeur de la discipline

(Paul Vidal de la Blache considérait la géographie comme la science des lieux) et il est objet à débats, à controverses, sa définition générique semble impossible[87], c'est un signe de la richesse du travail épistémologique de la géographie contemporaine[88]. Le lieu est caractérisé par la métrique topographique, c'est une unité spatiale de dimension réduite chargée de valeurs sociales, « il possède une portée sociale, en termes de pratiques comme de représentions, qu'il s'inscrit comme un objet identifiable, et éventuellement identificatoire, dans un fonctionnement collectif » (Lussault, *op. cit.* : 562). Dans le cadre de cette thèse, selon cette acception, les principaux lieux considérés sont le marché et l'étage.

Le lieu est un élément de définition du marché chez Pierre George « lieu de commercialisation de produits vendus au détail… » (George, *op. cit.* : 282), et chez George Benko « lieu de rencontre des offres et des demandes… » (Benko, 2003, in Levy, Lussault, *op. cit.* : 587). Le marché hebdomadaire est un lieu emblématique, sa portée sociale est forte, lieu de l'échange marchand et de l'échange social, il est identifié comme tel ; il peut participer aux processus d'identification, notamment au sujet de la distinction paysan/commerçant. Le lieu « marché » en tant que processus, c'est-à-dire une relation sujet-lieu, sera analysé en matière d'accès au marché, de choix des lieux de vente dans les pratiques des paysans et des commerçants. De plus, cette conception relationnelle permet d'aborder la dimension identitaire des marchés qui participe à leur attractivité et donc aux relations entre les lieux, autrement dit à l'organisation du système d'échange, sous-système du système montagnard.

Les lieux montagnards

Les étages peuvent être pensés comme des lieux du géographe, dans les démarches classiques tant ils ont été les caractères déterminants de la montagne « Les définitions classiques font de la montagne un système d'altitude, de pente et d'exposition, caractérisé par un phénomène qui a frappé très tôt les naturalises, celui de l'étagement bioclimatique, considéré par la plupart des auteurs comme un trait spécifique de la montagne », et de préciser plus loin « L'étagement est ainsi défini comme la superposition en altitude de ceintures végétales, d'aspect relativement homogène et de composition particulière, qui correspondent aux conditions écologiques dictées par l'élévation en altitude » (Sacareau, 2003 : 109-110).

[87] Cela a aussi été indiqué en amont pour la notion de « montagne ».

[88] Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés ne propose pas moins de quatre définitions relativement non consensuelles Lévy J., Lussault M., (2003) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin. Paris.1033 p. Voir également la revue *Communication*, Autour du lieu. 2010/2, N°87. Le Seuil. 192 p.

L'étagement est alors un modèle de découpage et d'organisation d'un massif selon une conception écologique des milieux ; le gradient altitudinal intervient sur les variables physico-chimiques, sur les gradients pluviométriques et thermiques, plus l'altitude est importante, plus la biomasse décroit. Cette méthode illustre la classification et la « ségmentarisation » des objets, des disciplines et par conséquent de la réalité, ce qu'Edgar Morin qualifie de mutilation du réel (Morin, 2005). D'après cette démarche, l'étagement agit comme facteur de répartition des ressources exploitables par la société, globalement, cela aboutit à un schéma tel qu'en basse altitude se trouve l'agriculture, puis dans l'étage intermédiaire la sylviculture et enfin plus haut le pastoralisme. L'étagement des ressources naturelles correspond à l'étagement biogéographique même si les situations d'exposition et l'importance des actions anthropiques le nuancent. Ces découpages sont bornés par un continuum, un gradient de végétation, et leur homogénéité est mise à mal par les actions humaines. Les discontinuités franches de végétation sont rares, et quand elles existent, elles sont souvent le fait des hommes, comme la délimitation d'une réserve forestière. Pourtant, bien que les conditions écologiques interviennent dans les activités humaines, elles ne les déterminent pas « les possibilités culturales offertes par les conditions du milieu ne préjugent pas des choix faits par les sociétés » (Sacareau, *op. cit.*. : 139), l'homme ne fait pas que s'adapter aux conditions naturelles, il organise l'espace selon des logiques multiples. En ce qui concerne les montagnes d'Afrique de l'Est, comme les autres massifs, l'étagement est un principe de lecture des montagnes, pour lequel la dimension sociale est prégnante et les logiques marchandes de spécialisation se devéloppent.

En zone tropicale, l'altitude relativise la zonalité climatique, l'étage tempéré est celui où la diversité culturale est la plus importante. Vers 1700 mètres, la gamme des productions agricoles s'élargit, cette altitude offre les conditions pour les cultures tempérées qui connaissent une forte demande. Aux cultures traditionnelles s'associent des cultures commerciales telles le maraîchage ou l'orientation vers le marché de cultures coutumières comme la pomme de terre. En dessous, les cultures se rapportent à l'étage prestigieux « café-banane-maïs-haricot », plus connu sous l'expression d' « étage caféier ». Cette organisation spatiale a participé à la qualification, à la construction identitaire de montagnes est-

africaines[89]. Le café a participé à une requalification des terres d'altitude, et des paysages contemporains, il a ouvert la montagne, l'a faite entrer dans la modernité et a pérennisé des sociétés de montagnes (pays Bamiléké, pays Chagga, pays Kikuyu) (Bart, 2001) ; à un autre stade, le café a construit la société kényane en ayant été au cœur de l'accumulation et de la promotion sociale (Charlery de la Masselière, 2005). Ce processus d'identification s'est réalisé au niveau des sociétés. Pour les habitants, principalement les producteurs, le café a réglé les modes de vie depuis plusieurs générations, par exemple la répartition des activités entre les hommes et les femmes, en tant qu'activité rémunératrice, elle était traditionnellement dévolue au chef de famille. Pour les géographes, on peut dire d'une manière schématique que l'étage caféier a supplanté les autres étages dans l'identification du lieu, ainsi la montagne est devenue une montagne caféière, le lieu « étage caféier » s'est confondu avec le lieu « montagne caféière », l'étage a supplanté la montagne. Si l'étage caféier a permis la requalification de la montagne, ne serait-pas parce qu'il a produit une intensité d'interactions inégalée par les autres étages ? L'intensité des flux, que ce soit dans le volume et/ou la variété a participé à la construction territoriale et identitaire d'une réalité sociale, et d'un lieu- objet-géographique. On en revient à la problématique, la nouvelle organisation des flux peut-elle, sur un autre modèle agro-économique requalifier les Uporoto ? Des cultures en essor comme l'ananas et l'avocat vont-elles élaborer une montagne « ananavocatière » ? Certes, je force le trait, mais le processus de construction et de mobilisation des lieux, par les sociétés et par le géographe, est une question d'échelle, et au-delà c'est une question sur l'objectivation d'une réalité et par extension sur le rapport sujet-objet. Autrement dit, les lieux se construisent autant par la société que par ceux qui les pensent. Les lieux sont des processus, ils ne sont donc pas statiques.

Logiques économiques d'organisation de l'espace d'une montagne ouverte

Je rappelle en m'appuyant sur des travaux de François Bart que les montagnes d'Afrique de l'Est ont un rôle structurant, qu'elles recèlent souvent de fortes densités, qu'elles sont souvent des greniers vivriers voire des pôles agro-exportateurs. Elles revêtent le statut de

[89]Voir à ce sujet les nombreux travaux de François Bart et de Bernard Charlery de la Masselière parmi lesquels Charlery de la Masselière B., Bart F., Pilleboue J. (1994) *Paysanneries du café des hautes terres tropicales.* Karthala, Paris**;** Bart F., Charlery de la Masselière B., Calas B. (1998) *Caféicultures d'Afrique orientale, Territoires, enjeux et politiques*, Karthala-IFRA, Paris**;** Tulet J-C., Bart F., Mbonile M.J., Devenne F. (2003) *Kilimandjaro, Montagne, mémoire, modernité*. Espaces Tropicaux. Presses Univ. de Bordeaux **;** Charlery de la Masselière B. (dir.) (2008) *Café et politiques*, coordination numéro 243, vol.61 de la revue Cahiers d'Outre Mer (juillet-septembre 2008)**;** Charlery de la Masselière B. (dir.) (2008) *Cafés et caféiers, singularités et universalité d'une production mondiale*, Direction d'un numéro spécial de la Revue Etudes Rurales, n° 180, janvier 2008.

montagne-réservoir (d'eau, de biomasse et de biodiversité, d'hommes) et/ou de montagne-pôle (pôle démographique, pôle agricole et marchand, et pôle touristique dans une moindre mesure) (Bart, 2006). Mis à part le développement touristique, les Uporoto correspondent à ces grands traits comme cela a été écrit dans les chapitres 1 et 2. Les multiples bouleversements (économiques, sociaux, culturels, etc.) depuis les dernières décennies ont modifié les modèles de développement basés sur une ou des cultures d'exportations, au premier chef le café, preuve s'il en est de l'essor du maraîchage observé dans de nombreuses montagnes ou hautes terres africaines. Les avantages comparatifs de l'agriculture de montagne sont fondés sur les conditions écologiques et sociales. Un des éléments déterminant est l'abondance de l'eau, caractéristique contrastant avec les basses terres. Le fait marquant est l'insertion des sociétés montagnardes dans des logiques qui dépassent le cadre du massif, « les systèmes montagnards débordent presque toujours l'espace montagnard » (Bart, 2001 : 57). Les bassins de production sont mis en concurrence avec les autres zones d'approvisionnement dans le cadre d'un marché libéralisé. Subséquemment à cette compétition territoriale, les Uporoto se spécialisent dans des productions pour lesquelles l'économie de montagne continue de jouir de rentes différentielles. Des lieux montagnards se spécialisent dans des productions, parfois certains terroirs sont cultivés en quasi-monoculture. Ces terroirs sont articulés au marché via des réseaux marchands. Les logiques de spécialisation et de réseaux sont des logiques horizontales favorisées par les progrès des transports, par l'économie de marché (Sacareau, *op. cit.*). Selon le modèle agricole en développement dans les Uporoto, il s'opère un changement d'échelle, l'économie du massif est en prise avec l'économie globale. La reconfiguration des lieux montagnards se traduit par des flux et des interactions.

Les flux comme outil pour comprendre l'articulation des lieux

L'articulation des lieux peut s'exprimer comme des interactions spatiales. Elles impliquent une action réciproque entre au moins deux lieux via une relation qui se traduit par un flux matériel (de produits, d'individus, etc.) ou immatériel (d'information, d'argent, etc.). Deux courants marquent l'analyse spatiale, mère des interactions spatiales, le premier indique qu'elles sont le produit de la société qui fait émerger des rapports entre des lieux, le second pense que les lieux émettent des lois organisationnelles indépendamment de la société. Cette vision duale est nuancée par des approches soulignant le caractère social des interactions « l'interaction dans l'espace géographique est d'abord un phénomène social, régi par la

définition des rôles et des positions que les acteurs ont acquis » et d'ajouter plus loin : « la position relative des acteurs ou des lieux intervient dans leurs interactions » (Pumain, Saint-Julien, 2001 : 5) ; la fonction sociale et la place des acteurs sont privilégiées. Quand bien même l'espace dicterait sa loi, l'espace est bien social « c'est par les échanges que l'espace géographique est avant tout un produit social, tant le produit des échanges a pu susciter ici de l'accumulation, ailleurs de la prédation ou de la déprédation, et partout de la différenciation entre les lieux (*op. cit.* : 10). L'échange est au cœur de cette thèse dont la perspective théorique appréhende les interactions entre l'espace et les échanges, mais sans préjuger de la primauté de l'un sur les autres.

Dans un sens restreint, le flux est défini comme la « quantité de personnes, biens, informations, etc., mesurée sur un axe de communication » (Pini, *in* Bailly *op. cit.* : 176). Effectivement, le flux revêt une dimension quantitative, par conséquent sa mesure est envisageable, le flux est aussi pourvu d'une dimension qualitative. Le flux est une circulation produite par le jeu des différentes intentionnalités entre des acteurs, en circulant, les flux mettent en scène des lieux. Le flux ne se résume pas seulement à un nombre, ou à quelconque valeur quantitative dénuée d'attributs qualitatifs tels leur origine, leur nature, ou leur capacité de mise en relation des multiples dimensions de la société. De plus, la mesure des flux n'est pas toujours quantifiable, si l'on prend l'exemple des flux du pouvoir. Ceux-là indiquent que toute relation est une question de rapport de force, selon l'approche foucaldienne. La notion de dissymétrie s'applique dans les rapports spatiaux, villes et campagnes ne s'articulent pas systématiquement de façon harmonieuse… ; les territoires de production ne sont-ils pas en concurrence dans le cadre d'un marché libéralisé ? Les flux mobilisent la dimension spatiale et également la dimension temporelle. Le flux s'inscrit dans des temporalités différentes, suivant de multiples facteurs dont la distance topographique n'est pas toujours la variable qui les caractérise au mieux. En géographie, le flux a été au centre des préoccupations de Törben Hägerstand, le géographe suédois qui a lancé la *time geography* dans les années 1960, afin de lier la dimension temporelle et la dimension spatiale dans l'analyse des phénomènes sociaux. Il est parmi les pionniers de la « nouvelle géographie », il considérait que les individus sont pris dans des flux, des interrelations, etc., qui dépassent largement leur cadre local (Offner, *in* Lévy, Lussault, *op. cit.* : 368). Comme l'indique Antoine Bailly, « l'espace est, par nature, temporel, et le temps spatial, puisque tous les deux constituent les supports de notre vie sociale » (Bailly, *op. cit.* : 224). Le flux a gagné ses lettres de noblesse dans la géographie régionale pour laquelle les régions fonctionnelles sont des « espaces définis par l'inscription

spatiale de flux de tous ordre révélant les structures et les modalités de fonctionnement » (Nonn, in Bailly *op. cit.* : 79). La démarche proposée tente de dépasser la vision fonctionnelle, les acteurs et les objets spatiaux ne sont pas seulement porteurs de fonctions qui obéissent à des modèles structuraux commodes. Chez les africanistes aussi, le flux a été mobilisé pour dépasser les approches sectorielles.

Hélène d'Almeida-Topor, Catherine Coquery-Vidrovitch et Jacques Sénéchal indiquaient dans l'introduction d'un ouvrage sur les relations urbain-rural en Afrique que le flux est un objet difficile à saisir mais essentiel pour décloisonner les études sur la ville et la campagne, ils précisaient plus loin la pertinence à appréhender la ville et la campagne par leurs échanges réciproques, ils émettaient l'hypothèse selon laquelle plus les échanges sont variés entre deux pôles, plus les flux sont intenses (d'Almeida-Topor, Coquery-Vidrovitch, Sénéchal, 1996). Ma préoccupation à dépasser le principe de disjonction a été soulignée en amont par le recours à l'approche systémique[90] ; l'usage du concept de flux induit par la problématique relationnelle s'ancre dans la démarche complexe qui emprunte des éléments de méthodes de l'analyse spatiale, toutefois mon cheminement ne se revendique pas des modélisations et des lois spatiales. Olivier Walther plaide pour l'usage des flux dans le cadre d'un modèle d'analyse situé au-delà de l'opposition entre villes et campagnes ; avant de montrer la continuité de la ville et de la campagne soutenues par des mobilités multiples (Walther, 2004). Considérer l'urbain et le rural montagnard signifie qu'il n'y a pas de rupture entre ces deux objets géographiques contenus dans les flux qui les traversent et les animent. Un détour en géopolitique, nous informe que le flux, conjointement aux Etats, est un acteur des relations internationales qui sont définies comme « les flux de toute nature et de toutes origines qui traversent les frontières » (Durand *et al*., 1993 : 58). Le flux est par essence une notion interrelationnelle, le flux met en relation au moins deux réalités sociales par delà les présumées limites, quelles qu'elles soient.

Un flux est l'expression d'une circulation entre lieux, sur une infrastructure ; par extension, déplacement de toute nature qui se caractérise par une origine, une destination et un trajet (Offner *in* Lévy, Lussault *op. cit.* 367). Le flux est un concept approprié pour

[90] La volonté de décloisonner la ville et la campagne dans l'approche est un objectif qui m'habite depuis le master. Ces travaux portent sur l'agriculture urbaine et montrent comment cette activité hybride associe le rural et l'urbain par les pratiques des citadins-cultivateurs ; l'analyse d'une ville ruralisée et d'une campagne urbanisée nuance les définitions de « ville » et de « campagne » en Afrique. RACAUD S., (2004) L'agriculture urbaine à Bafoussam, Ouest Cameroun : enjeux de la cohabitation de l'agriculture et de la ville dans la ville. Mémoire de maîtrise. Univ. Toulouse 2 ; (2006) L'agriculture rurbaine à Bafoussam, Ouest Cameroun, aux fondements de la rurbanité. Mémoire de master. Univ. Toulouse 2.

analyser le système d'échange à travers la variété des natures de flux, à travers la mise en scène des lieux articulés dans un réseau[91]. Le flux représente des mouvements matériels et immatériels.

Dans ce travail, les flux se réfèrent aux trafics de produits agricoles et d'acteurs engagés dans le système d'échange. Le flux cristallise les interactions entre les lieux et entre les acteurs, il permet de s'affranchir des discontinuités entre l'urbain et le rural, et d'introduire la dimension multi-scalaire du système montagnard. Dans mon approche, le flux est un produit social dans le sens où il s'articule autour de la transaction, principalement dans le cadre du système d'échange. L'intérêt du *fluxus* est qu'il traduit l'interaction transactionnelle caractérisée par la spatialité, le flux est l'expression de la récursivité des relations entre la société et l'espace, il est la manifestation de la relation configurant-configuré entre la société et l'espace, entre le rural et l'urbain. Prenons l'exemple des flux de bananes entre un marché périodique rural et un centre urbain lointain, la circulation des fruits est produite par les interactions dans le rural en interaction avec l'urbain, le flux est configuré par le produit des interactions dans le village, l'ampleur du nombre de bananes et d'acteurs induit un volume subséquent, dans le même processus le flux configure ce village par les rétroactions, comme les flux d'argent ou de nouveaux commerçants, occasionnant une meilleure attractivité puis une amplification des flux, la boucle est bouclée, ainsi les causes et les effets sont contenus dans le même processus exprimé à travers les flux. Autrement dit, le flux produit les lieux qui le produisent. Le suivi d'un flux, c'est-à-dire l'analyse de son circuit révèle son point de départ, son trajet et sa destination, soit son inscription spatiale. L'étude de la forme du circuit des flux permet de voir dans quelle mesure les lieux sont mobilisés dans le cadre du système d'échange.

L'intérêt des flux réside aussi dans leurs mesures en un point, sur un axe, entre deux lieux. Le flux permet la mesure d'interactions spatiales entre des lieux à un moment donné, il représente l'intensité des interactions, à minima son étude rend possible celle du passge en un lieux. La mesure est plus commode pour les flux matériels, par exemple le tonnage transporté sur un axe, où le nombre d'acteurs sur un marché. L'hypothèse présume de l'interaction entre les flux et les lieux dans la montagne, l'effet organisationnel de l'espace des flux a été analysé par Pierre Vennetier dans les grandes villes africaines. L'éminent géographe tropicaliste

[91] Le réseau se substitue à l'infrastructure, référence statique, tandis que le réseau induit la circulation. Le réseau fait l'objet du point suivant.

montre comment l'organisation concentrique des villes et leur étalement spatial engendrent des flux entre le centre et la périphérie complexifiés en ville par la présence de marchés, le centre ville et le grand marché ont un rôle polarisant majeur nuancé par celui d'autres marchés urbains; l'espace configure les flux de travail et les flux commerciaux (Vennetier, 1989). L'auteur cite Jean-Claude Bruneau et K. Kakésé pour souligner la hiérarchisation de cette organisation spatiale « les marchés génèrent des flux multiples de biens et de personnes, en amont et en aval, à leurs différents niveaux (Bruneau, Kakésé *in* Vennetier *op. cit.* : 276). Les marchés sont les lieux privilégiés de cette thèse qui se réalise à une autre échelle et en Afrique orientale. Les flux émis et reçus par les marchés se déplacent dans le cadre d'un système d'échange, dont la forme se révèle réticulaire.

Le système d'échange participe à la mobilisation des lieux, et à leur organisation, laquelle contribue à la régulation des échanges. L'ensemble des éléments en interralations par la fonction d'échange peut être pensée comme un système d'échange qui prend part à la production du système montagnard dans lequel les flux remobilisent les lieux. Ces derniers, c'est l'objet de la troisième hypothèse, sont articulés dans le cadre d'un réseau.

2. L'émergence de hiérarchies sociales et spatiales

L'organisation des échanges appréhendée par le prisme de la systémique pointe la notion d'émergence propre au tout, l'ensemble des individus et des lieux constitue un tout qui est plus que la somme des parties puisque des phénomènes émergent des interrelations entre les éléments, ces manifestations n'existant pas si l'on considère l'élément isolé. On peut prendre l'exemple des relations de pouvoir qui émergent entre deux acteurs, ou des concurrences territoriales entre deux lieux. Dans un environnement économique libéralisé, pour ne pas dire capitaliste, dans lequel les relations économiques sont fondées sur des principes différenciés (selon des intérêts mutuels d'après le dogme), il apparaît acceptable de considérer que l'organisation des acteurs et des lieux est hiérarchique et relève de relations de pouvoir. Les deux premières hypothèses ont engagé indirectement les acteurs à travers leurs relations à l'espace, ils étaient toujours présents mais ils n'occupaient pas le premier rôle. La troisième et la quatrième hypothèse corrigent cela, les acteurs sont au premier plan du champ d'investigation. Toujours dans l'optique relationnelle, l'espace est contenu dans ces deux propositions via le réseau ; la dimension économique coiffe l'organisation des échanges. La problématique indique que le modèle agro-commercial qui s'amplifie repose notamment sur

un réseau de marchés. Les deux présomptions se penchent sur les acteurs interagissant dans le cadre de ce réseau. La mise en relation de ces éléments vise à rendre compte du rôle des acteurs, notamment influencés par des logiques économiques dans les processus interactionnels, que ce soit au niveau des individus ou au niveau de l'espace. Elles sont formulées comme suit :

Dans le cadre d'un marché dérégulé, les jeux d'acteurs concurrentiels contribuent à la marchandisation des moyens de production.

Les flux sont contrôlés par des acteurs qui occupent des places stratégiques à des nœuds du réseau.

Les notions articulées par ces énoncés soulignent la dimension sociale de l'espace et la dimension spatiale de la société, acteur et espace sont co-organisateurs de l'organisation de l'espace social. Cela présume que les acteurs agissent en partie selon un environnement économique et que le produit de ces interactions modifie l'espace appréhendé comme un réseau stratifié. Les acteurs sont producteurs d'un réseau, lequel s'appuie sur l'espace puisqu'il relie les zones de production et les zones de commercialisation. Articulée aux autres hypothèses, ces deux présomptions permettent d'étudier comment des acteurs construisent le réseau d'échange et contrôlent la circulation des flux et comment ce réseau construit le territoire, comment il agence les lieux. Comme cela a été indiqué dans les chapitres précédents, l'agriculture évolue dans une économie non régulée par des instances étatiques ou toutes autres instances qui puissent assurer une relative stabilité des flux et des prix. Selon ce modèle, les acteurs interagissent d'après des logiques variables, dont les enjeux économiques sont parmi les plus prégnants. Les paysans cherchent à dégager des revenus pour assurer leur survie et la reproduction des moyens de production[92], la pléiade des intermédiaires et des commerçants cherchent à maximiser les profits. Ainsi schématiquement présentés, ces intérêts semblent contradictoires, on verra grâce à l'analyse que les relations sont plus complexes qu'il n'y parait mais que ces finalités « brutes » voire brutales pèsent finalement lourdement dans les stratégies des acteurs. D'autres acteurs (État, associations, etc.) sont dans l'arène et tous participent à des degrés divers à l'organisation de l'espace social. Les concepts mobilisés et présentés ci-après précisent la démarche géographique.

[92] dont la force de travail qui ne s'investit pas exclusivement dans l'agriculture.

2.1- Les acteurs du marché

Le développement du modèle agricole basé sur les cultures alimentaires commerciales se réalise dans un marché libéralisé qui est le cadre d'affirmation du secteur privé concurrentiel. Des logiques compétitives participent à l'orientation des flux et à la recomposition des moyens de production qui se traduit par une amplification des rapports marchands à tous les stades de la production.

La prédominance du secteur privé

J'ai à plusieurs reprises insisté sur l'ancrage de la démarche dans une géographie sociale empreinte de la science complexe, et d'aucuns pourraient dire « pourtant, paradoxalement l'acteur n'a pas encore été défini *stricto sensu* ». Cela s'explique par le fait que l'acteur fait partie des fondements conceptuels de la démarche ; pas encore explicité mais toujours sous-tendu, le concept d'acteur est un élément de la complexité du système social. Les acteurs sont des réalités sociales (acteur individuel, acteur collectif) en interactions permanentes, ils sont pourvus d'une intentionnalité et d'une capacité stratégique autonome, d'une intériorité consciente, d'une réflexivité potentielle, d'une compétence linguistique (Lussault, 2007). Les acteurs sont alors des entités non-isolées, en interactions permanentes avec leur environnement, leurs représentations et leurs actions sont le produit de leur intériorité construite par leurs rapports à l'autre, à l'avant et à l'après. Les acteurs composent avec l'espace et le temps (dimensions de la société), Michel Lussault indique que la dimension temporelle intervient dans la construction des stratégies, celles-ci sont produites par un capital lié à la socialisation à un moment donné et par l'historicité de l'acteur[93]. Le temps passé, présent et à venir participe aux stratégies, qui prennent en considération l'avenir, ce dernier n'étant pas toujours certain…Les calculs les plus élaborés, les prévisions les plus fines doivent composer avec le caractère aléatoire des événements, justement non prévus. Le principe d'incertitude de la science complexe est illustré par l'incertitude de l'individu comprise comme l'irrationalité, ou plutôt la multi-rationalité, ce que l'auteur souligne à travers le caractère fragmenté de l'individu-acteur ; ainsi l'individu est pluriel, il est habité par des instances complémentaires et parfois conflictuelles. Ces éléments se retrouvent chez des

[93] cela fait écho à la « Time-Geography » de Torsten Hägerstrand, et son principe d'articulation des trajectoires spatio-temporelles individuelles avec l'environnement social « ainsi que le fonctionnement des lieux géographiques à partir du couple individu/environnement ». Chardonnel S. (s.d.) « Torsten Hägerstarnd », p 2. Article publié sur le site *Echogeo*, consulté le 13 juin 2013. http://www.hypergeo.eu/spip.php?article540#

paysans montagnards, la cohésion des occupations apparaît parfois délicate pour les multi-actifs, par exemple pour celui qui est tour à tour producteur, puis commerçant. Il s'agit de considérer les acteurs au-delà de leurs fonctions, un paysan n'est pas que le porteur d'une fonction productive, son « intentionnalité productive » ne répond pas qu'à des objectifs de production économique, sinon pourquoi certains feraient-ils pousser du maïs à des altitudes inconvenables si ce n'est pour satisfaire leur mode de vie traditionnel en dépit des considérations de rendement ou de productivité et encore moins de la rationalité de l'*homo oeconomicus*.

Puisque la dimension économique est présente dans la problématique de ce travail, quelques remarques voire des critiques sont adressées à l'égard de la vision économique dominante, en particulier en ce qui concerne le fameux modèle de l'*homo oeconomicus*[94]. Il ne s'agit pas de sombrer dans une litanie de blâmes à l'encontre du capitalisme, non plus de louer une fantasmée authenticité de la société non-marchande, mais bel et bien d'envisager l'acteur au regard de sa complexité. Le principe simplificateur de l'individualisme méthodologique repose sur le fait que la société est la somme d'individus indépendants, chacun étant animé par la rationalité économique et le principe de maximisation, « individu rationnel et maximisateur, sans histoire, ni inconscient, ni appartenance de classe, doté d'une information parfaite sur les prix et qui ne réagit qu'à eux » (Rist, 2010 : 51). Or, les individus ne sont pas que des consommateurs, et ils vivent encore moins isolés, ils « sont » en société, c'est-à-dire pris dans des relations multiples, marchandes et non-marchandes, dans des contradictions et dans de nombreuses échelles de temps et d'espace. Ceci étant, l'observation du jeu d'acteur tourne autour de la transaction marchande, la place de l'intérêt économique est alors centrale dans ces échanges. On ne saurait les nier, les remarques précédentes visent à nuancer mon regard de néophyte en économie. L'enjeu est de ne pas se fourvoyer dans de fragiles raisonnements quantitatifs emprunts d'une pseudo-scientificité économique, sans pour autant nier l'importance de l'intérêt économique et de la rationalité des acteurs engagés dans le réseau commercial, fût-elle pure, imparfaite ou contextuelle[95]. L'hypothèse fait référence à des acteurs qui interagissent dans le cadre du marché, la formulation signale que le marché

[94] Je profite de ce point pour rappeler que ce travail, par la force des phénomènes observés, emprunte modestement via le cadre d'analyse, des éléments de la discipline économique, qui s'auto-qualifie de « science économique », alors que l'on n'entend pas souvent parler de la « science géographique »…Les remarques dans ce paragraphe du texte s'inspirent de travaux de Gilbert Rist, en particulier de l'ouvrage *L'économie ordinaire, entre songes et mensonges*, 2010, Presses de Sciences Po., Paris, 250 p.

[95] Sur les différentes rationalités, se reporter à Rist, *op. cit*. : 64.

des produits agricoles des Uporoto est un marché qui n'est pas parfait[96], cependant, ce qui est en question dans la démarche ce n'est pas une analyse économique du marché mais le jeu des acteurs en rapport avec la circulation des flux liés au commerce agricole. La libéralisation a ouvert la voie à une vaste gamme d'acteurs, dont le pléthorique contingent d'intermédiaires fragmente le marché.

L'acteur est ainsi pluriel et marqué par le morcellement dans ses stratégies et dans ses actions. La fragmentation souligne les différents registres sociaux qui s'entrelacent pour une même action, l'individu n'a pas la même figure dans la société quand il est dans la même existence paysan, élu local, chef de famille. La fragmentation peut se traduire par les passages d'une activité à une autre, voire d'un statut à un autre. Le concept d'acteur renferme de l'ambivalence, de l'équivocité, en fonction des situations interrelationnelles ancrées dans l'espace temps. Cela dit, on comprend que l'acteur n'est pas statique, tout comme la société et ses dimensions. Il sera intéressant d'analyser comment la position sociale d'un acteur peut changer. Par exemple, comment un paysan peut-il devenir agent-collecteur, transporteur ? Quels sont les mécanismes qui font sortir un paysan de l'agriculture? Comment cela s'exprime au niveau des rapports sociaux ? La société montagnarde expérimente-t-elle la dé-paysannisation ? La question du changement de statut d'un individu, peut, suivant un jeu d'échelle, être transposée au changement de la montagne et vice et versa. Autrement dit, comment se manifeste l'intégration des Uporoto au niveau des acteurs individuels et collectifs ? À ce stade de la recherche, on peut imaginer que la sortie des activités agricoles puisse représenter un indicateur de l'intégration à une économie moins rurale, ou plus probablement, que des acteurs parviennent à s'extirper des seules fonctions productives et qu'ils entreprennent des activités commerciales en lien avec l'agriculture, cela se réalisant dans la cadre de l'amplification des échanges et des interactions avec l'extérieur de la montagne.

Ainsi, les acteurs définissent leurs stratégies dans le rapport qu'ils entretiennent avec l'extérieur, les actions ne sont pas anodines, elles sont marquées d'intentionnalités. L'intention de l'acteur est l'expression de sa capacité stratégique autonome et de la tentative

[96] Dans l'analyse économique classique et dans ses avatars contemporains, un marché parfait est un marché dans lequel la concurrence est pure : l'information est transparente et disponible pour tous les acteurs, le nombre d'acheteurs et de vendeurs est très grand (atomicité) et les produits sont homogènes. De plus, ce type de marché doit être caractérisé par une concurrence parfaite : libre entrée et sortie sur le marchés (des acteurs) et libre circulation des facteurs de production (capital et travail). Ce cas de figure n'existe en réalité pratiquement jamais, pourtant, c'est bien le fondement des théories économiques qui inspirent la plupart des politiques économiques. Ou quand les hypothèses ne sont pas vérifiées et que la théorie dépasse la réalité…

de mise en coïncidence de ses objectifs avec ses actions (Lussault, 2007). L'intentionnalité des acteurs est soulignée dans la sociologie des organisations à travers les travaux de Michel Crozier et d'Eberhard Friedberg qui montrent que les acteurs individuels élaborent leurs propres stratégies dans le cadre d'un système d'action afin d'améliorer leur position et leur pouvoir, ils sont guidés par cette finalité (Crozier, Friedberg, 1977). Cette démarche d'analyse stratégique, concerne en particulier le monde du travail « cadré » par des organisations telles les entreprises. L'analogie avec la société paysanne des Uporoto est faible, notamment du fait des écarts des « valeurs sociales ». L'organisation entendue dans mon approche ne s'applique pas à l'entreprise, mais au système d'échange. Le monde de l'entreprise, terrain de leurs travaux, ne reflète pas justement les Uporoto, la finalité qu'ils montrent n'est peut-être pas celle que l'on trouve dans le système d'échange des Uporoto. Néanmoins, les notions de stratégies d'acteurs et de pouvoir demeurent intéressantes transposées à la systémique complexe dans laquelle on peut les considérer comme facteurs d'auto-organisation du système.

L'hypothèse induit les relations de pouvoir puisqu'elle fait mention « du contrôle des flux par des acteurs occupant une place stratégique à des nœuds du réseau ». Les jeux d'acteurs s'articulent autour des transactions liées au commerce des productions agricoles. L'analyse de la négociation du prix et l'accessibilité à l'information sont des entrées pertinentes pour aborder ces questions de pouvoir. Dans ces relations sociales particulières, la différence de capital entre deux acteurs génère une dissymétrie de pouvoir. Le capital est constitué du potentiel de réflexivité, de compétences linguistiques et de capacités à agir, il est constitué par et pour la socialisation, pour un même individu, ce capital varie selon le moment et selon le milieu social de l'interaction (Lussault, 2007). Prenons l'exemple d'un intermédiaire, face à un paysan démuni d'information, le premier exerce son pouvoir de négociateur informé, tandis que ce même intermédiaire pressé de vendre des denrées périssables peut ne pas être en position de force face à un grossiste[97], telle est l'ambivalence, la pluralité du capital social inscrit dans des situations spécifiques. Les rapports de pouvoir peuvent dans certains cas priver des individus de leurs potentiels de choix. Michel Lussault considère ces « acteurs défectueux » comme des« agents ». Cette amputation est rarement définitive, généralement elle s'opère sur un laps de temps, en fonction de circonstances particulières. Cette défection de pratique réflexive se révèle d'autant plus durable que le

[97] du fait de l'état du marché, de la périssabilité du produit, de la situation économique de l'intermédiaire, des crédits engagés, etc.

capital initial était moindre. Sans aller jusqu'à la rhétorique de l'aliénation des masses productives par les dominants (quoiqu'elle opère toujours sous d'autres formes), la problématique de l'accès au marché fait ressortir un contraste de statut entre les acteurs du système d'échange.

Les acteurs que le cadre conceptuel se propose d'analyser sont les producteurs, les intermédiaires, les commerçants, les transporteurs, et l'État à travers des administrations ; ils sont les cas échéants appréhendés au niveau individuel et/ou collectif. Comme il a été indiqué plus haut, nombre d'entre eux sont caractérisés par la multi-activité et les pluri-territorialités, brouillant de la sorte les pistes et les catégories fonctionnelles. L'observation tourne autour des échanges liés aux transactions commerciales, ces dernières s'opérant pour une grande part dans les marchés. Une proportion difficilement comptabilisable des échanges se réalise hors des cadres des places marchandes formelles, nombre de transactions s'accomplissent en bord de champs. Le concept d'acteur permet d'analyser les rapports de force dans les chaines de commercialisation, mais aussi d'appréhender comment ceux-ci créent un réseau d'échange via la dimension économique et la dimension spatiale des acteurs.

Selon notre conception multidimensionnelle de la société, celle-ci comprend une dimension spatiale qui « regroupe l'ensemble des manifestations de l'existence du problème de la distance et du déplacement » (*Idem* :39). La société peut se penser au niveau du tout ou au niveau des individus, le concept d'acteur autorise, par une analogie à un jeu d'échelle, à penser la société par les acteurs individuels et par les acteurs collectifs. Les relations à l'espace d'un commerçant ambulant, d'un paysan seront considérées par leur flux contraint par l'accessibilité au marché. Suivant le paradigme actoriel « l'action individuelle et collective est tout à la fois organisatrice et organisée par l'espace » (Lussault, *in* Levy, Lussault, *op.cit*. :40). L'hypothèse suppose que des acteurs contrôlent les flux du fait de leur position stratégique à des nœuds, en filigrane se pose la question « qui constitue et comment se constitue ce réseau ? », c'est ce que se propose d'analyser ces deux hypothèses articulée avec les trois autres dans le souci de ne pas présumer de la primauté d'une dimension sociétale sur une autre.

Marchés concurrentiels des échanges

La problématique indique que le modèle agricole émergeant est un moteur de l'intégration des Uporoto dans le territoire et dans l'économie globale. L'hypothèse

s'intéresse à la dimension productive et économique et présume la modification des moyens de production dans le cadre d'un marché concurrentiel défaillant. Il est question d'articuler l'environnement économique global et ses traductions dans les Uporoto.

Le marché des produits agricoles en Tanzanie est un dispositif dans lequel les échanges se réalisent d'après un modèle dérégulé, ou si l'on préfère selon les jeux de l'offre et de la demande de l'économie de marché. Cette organisation de l'activité économique influence la production, la commercialisation, la consommation, et également les relations sociales et l'organisation du travail. En Tanzanie, en ce qui concerne les nouvelles cultures commerciales telles le maraîchage, la pomme de terre, la banane, le rôle des acteurs privés est prépondérant. L'État intervient de manière partielle dans le commerce de ce qu'il classe comme les *cash crops* mais il laisse libre cours aux opérateurs privés pour les autres productions.

D'après la terminologie officielle, les denrées produites sont soit des cultures commerciales *cash crops* soit des cultures vivrières *food crops*, ces dernières étant les plus importantes. La frontière entre ces deux catégories est de moins en moins valide pour les cultures alimentaires destinées au marché. La démarcation demeure pertinente pour les cultures commerciales traditionnelles (dans le sens de « ancienne »), c'est-à-dire celles introduites par les colons et non consommées par les populations locales comme la café, le cacao, le pyrèthre et le thé. Le thé est certes aussi consommé localement mais il n'en demeure pas moins une véritable culture commerciale fournissant des revenus aux producteurs et dont l'objectif premier est la mise en marché. La banane est à la fois l'aliment traditionnel des Nyakyusa, et en même temps la culture d'exportation principale (en volume), cette denrée était auparavant destinée à l'alimentation du foyer, elle se tourne vers le marché, sans renier l'objectif alimentaire. L'agriculture vivrière et marchande « présente la double fonction de subvenir aux besoins des producteurs et de fournir des revenus grâce à la part commercialisée, les deux variant selon les types de cultures, les agriculteurs, le niveau des récoltes et l'état du marché » (Chaléard, 1997 : 172). Dans les Uporoto, le vivrier marchand concerne principalement le maïs et le haricot. La pomme de terre est certes cultivée depuis longtemps, mais l'introduction de nouvelles variétés, ses modes de production intensifs et sa finalité commerciale lui confèrent les attributs d'une véritable culture commerciale. Cette orientation se rapporte aussi à l'avocat et à l'ananas. Le maraîchage regroupe des plantes dont l'objectif

de production est la mise en marché, ce type de plantes s'apparente également à une culture commerciale.

En fonction de la classification *food crops/cash crops*, l'État intervient sur les cultures commerciales dans l'information sur les prix, dans la constitution de stocks. Le commerce du café, de thé, de pyrèthre, de coton ou le sisal est régulé par un *board* spécifique qui donne un prix indicatif et non pas incitatif, qui contrôle la transformation, et qui donne des licences, mais force est de reconnaître que leurs actions sont limitées, d'autant plus que ce qui intéresse les producteurs, c'est-à-dire les acteurs les plus nombreux, ce sont des garantis sur des prix rémunérateurs et un accompagnement financier et technique de la production. Cependant, l'État intervient pour des cultures cruciales, dont la disponibilité participe non seulement à l'alimentation de la nation mais également à une certaine paix sociale. Le maïs et le riz, bien que classés « culture vivrière » par les autorités, sont des productions qui peuvent être régulées pour contenir les éventuels problèmes d'approvisionnement, et en premier lieu le ravitaillement des grandes villes nationales. Si les récoltes s'annoncent mauvaises, des stocks sont constitués dans des entrepôts gérés par les autorités locales et l'exportation devient interdite. L'interdiction des exportations, comme cela s'est produit en 2011 ne signifie pas l'arrêt des échanges transfrontaliers, nombre de commerçants kényans étaient présents à l'été 2011 à Uyole pour tenter d'acheter du maïs pour le marché kényan. C'est bien l'enjeu de sécurité alimentaire, et en arrière plan de sécurité sociale et politique qui rend l'intervention de l'État palpable mais néanmoins sectorielle et limitée pour le monde rural.

Les cultures principales des Uporoto articulées au marché ne sont pas régulées par l'État, les opérateurs privés organisent le système d'échange comme dans la majorité des marchés africains. Cela n'est ni un fait récent, ni un fait spécifique à la Tanzanie, « le commerce régional africain de vivrier est le fait d'une longue tradition d'opérateurs le plus souvent informels, organisés en réseaux et chaînes de solidarité » (Lipchtitz *et al.* 2008). L'hypothèse suppose que le cadre des échanges est imparfait et articule les innombrables acteurs privés selon des logiques concurrentielles. Un marché imparfait est un dispositif matériel et immatériel d'échange par lequel la circulation de biens non standardisés et d'informations dissymétriques est fragmentée, « *markets in africa are stronly fragmented. Food products are traded in small quantities, and there are many steps in the value chain to take the product from the producer to the consumer* ». (RTI, IIRR, 2008 : 11). Les nombreuses étapes dans le circuit de commercialisation entre le producteur et le

consommateur restreignent la fluidité des échanges et l'accessibilité au marché pour les producteurs. Entre ces deux extrémités, une myriade d'intermédiaires intervient à de multiples étapes, de la collecte, au stockage, au transport, à la distribution et à la vente. De plus, ce type de marché est caractérisé par des concentrations du pouvoir, ce dernier n'étant pas dilué entre les acteurs. Un marché imparfait est un marché défaillant, c'est-à-dire qu'il est caractérisé par de nombreux obstacles tels l'absence de crédit ou d'assurance, l'asymétrie d'information, la distorsion de concurrence et l'immobilité des facteurs de production (Lipchtitz *et al.*, *op. cit.*). On retrouve le morcellement dans les chaînes de mises en marché du sud-ouest tanzanien, peu de paysans ont directement accès au marché final, les acteurs marchands assurent le lien entre la production et le marché de façons diverses. Les paysans locaux pâtissent des carences du crédit, ils répugnent à s'organiser en association ou autres coopératives, de plus l'information sur les prix leur est souvent directement donnée par ceux qui s'approvisionnent auprès d'eux. Les défaillances s'observent aussi au niveau de l'État qui n'encadre pas et qui taxe parfois abusivement, sans que l'on évoque des arrangements et la corruption.

De plus, les défauts du marché s'expriment à travers des contraintes à l'échange, c'est-à-dire des infrastructures déficientes et des normes insuffisantes en quantité et en qualité. Ces traits sont peut-être parmi les plus déterminants dans les Uporoto où le réseau routier est très insuffisant et les normes inefficaces. Il est très difficile pour un paysan vivant loin du tarmac d'apporter ses vivres dans un marché urbain, tout comme il n'est pas aisé pour un commerçant d'accéder aux unités de production peu accessibles. Au sujet des normes, prenons l'exemple des mesures de quantité. Ces dernières ne se font pas par unité de poids, mais par unités de volume qui peuvent être un seau, un sac, une benne, ouvrant la voie à de multiples et habiles techniques de filouterie. Les prix se fondent sur le volume par rapport aux cours du marché, celui-ci étant non régulé par une institution à logique non concurrentielle, il en résulte de l'instabilité et de la volatilité sur les prix en fonction du jeu de l'offre et de la demande, du moins en principe. Le concept d'acteur permet d'appréhender à travers la transaction, une partie de l'élaboration des prix.

Pourtant, malgré cette forte segmentation et ces diverses défaillances, de manière surprenante, ce système fonctionne bien qu'il n'y ait pas d'institutions formelles pour coordonner les échanges (Fafchamps, 2004). L'essentiel des productions marchandes trouvent un client, les villes sont ravitaillées, les paysans parviennent à reproduire leurs moyens de production. Mais comme l'admet l'hypothèse, cette organisation conduit à la marchandisation

des moyens de production qui a été abordée précédemment. L'évolution vers une orientation marchande du travail, de la terre et des intrants, est un indicateur de l'intégration de l'économie rurale au marché. Le foncier peut passer d'un statut patrimonial à celui d'une ressource économique en dernier ressort (Charlery de la Masselière, Racaud, 2012). Les systèmes de production expriment l'articulation entre une société locale avec l'environnement économique plus global. Les transformations de moyens de production reflètent des interactions entre les dimensions économiques et spatiales. Si l'on prend l'exemple de la terre, la marchandisation signifie qu'elle devient un bien commercial, un moyen productif ou un bien comme un autre, par delà les valeurs patrimoniales. Les changements de statut de moyens de production bouleversent-ils leur contribution dans l'organisation du système, et au-delà du système lui-même ?

Les jeux d'acteurs marqués de logiques concurrentielles reflètent le modèle agricole orienté vers le marché. L'articulation des acteurs et des flux se réalise via un système d'échange dont la forme réticulaire est constellée de nœuds.

2.2- Le réseau d'échange

Le réseau d'échange est un système dont la forme est réticulaire, il associe la dimension métrique de l'espace et la dimension topologique des distances relatives, il est une organisation organisée par l'ensemble des acteurs et des lieux de l'échange qu'il organise lui même du fait des interrelations entre les éléments de ce tout organisant. L'hypothèse subodore que des acteurs contrôlent les flux du fait de leur position dans le système d'échange dont la forme est réticulaire. Ce point présente le concept de réseau qui canalise les flux, et fait apparaître les lieux en relation. Les nœuds sont appréhendés comme des lieux physiques, mais également comme des étapes stratégiques dans les chaînes de commercialisation.

L'affirmation du concept de réseau en géographie demeure inachevée. L'idée de réseau a été mobilisée depuis les travaux sur les localisations optimales des économistes et des géographes depuis le XIXe siècle (von Thünen, Lösch, etc.) puis elle s'est précisée dans la théorie des lieux centraux de Walter Christaller. La notion de réseau est sujette à controverse en géographie[98], discipline pour laquelle la mise sur un même plan théorique des distances topographiques et des distances topologiques (écarts non euclidiens) n'est pas

[98] Une de plus…cela est un signe de l'effervescence de la discipline.

évidente. L'articulation de l'espace délimité et continu avec l'espace lacunaire et discontinu est possible si l'on considère l'espace comme un « feuilletage », comme réalité multicouche (Lévy, *op. cit.*). Pierre George définissait le réseau comme « notion éminemment géographique de tracé convergent ou de maillage esquissant et, dans certains cas, promouvant une organisation de l'espace brut » (George, *op. cit.* : 398). Le réseau exprime et parfois même participe au développement de l'agencement des éléments de l'espace, aussi le réseau donne à voir l'espace. La notion de réseau a surtout été sollicitée en géographie urbaine, dans la lignée des travaux des économistes et des géographes précités. Dans ce champ là, la forme et les fonctions du réseau sont au cœur d'une approche hiérarchisée de l'armature urbaine dominée par un centre urbain polarisant les fonctions et orientant les flux vers des centres secondaires. Le réseau est une notion qui s'aborde à plusieurs échelles, « à l'échelle infranationale, le réseau urbain aide à définir la région fonctionnelle et permet de caractériser des types d'organisations régionales » (George, *Idem* : 400). Suivant cette conception du réseau, convoquer cette notion n'apparaît par extravagante dans ce travail. Le réseau se joue des échelles, il fonde la cohérence interne de ce qui pourrait être qualifié de « région », et il ouvre l'intériorité vers l'extérieur, par la sortie de flux et par l'entrée de flux. J'ai indiqué en amont que l'organisation n'est pas à elle seule l'infrastructure, cette dernière comprend aussi le réseau. Le réseau traduit les flux structurels des échanges qui mobilisent les lieux présentés plus haut. Le réseau, appréhendé comme un concept géographique, permet de dépasser l'approche technique de la réseautique et l'approche fonctionnelle. Le réseau tel que je le conçois est le support de l'écoulement des flux, il articule les lieux et les acteurs du circuit de commercialisation.

Le réseau de lieux

La dimension spatiale du concept est une analogie au réseau urbain définit comme « un ensemble de villes reliées entre elles d'une manière durable et structurante par des interactions et des flux d'échanges matériels et immatériels » (Dematteis, *in* Levy, Lussault, *op. cit.* : 797), cette définition renvoie à celle de système, d'ailleurs un réseau de ville peut être nommé « système urbain ». Cela dit, la forme du réseau est le produit des interrelations entre les dimensions du système social (sociale, économique, politique, spatiale, temporelle), elle exprime l'organisation et l'organisation s'exprime à travers elle. La société des Uporoto se réalise dans un environnement global, sur lequel on insiste sur la dimension économique. Montagne productive, elle alimente des lieux de consommation lointains, si l'on se réfère à la

définition du réseau urbain, il est concevable d'affirmer que Dar es Salaam est un nœud du réseau urbain des Uporoto, exemple s'il en est de la proximité topologique eu égard de l'écart kilométrique. La ville devient un « nœud complexe de relations trans-scalaires étendues jusqu'au niveau planétaire : un système local ouvert » (*Idem* : 798) ; un nœud peut alors être un sous-système, mais pour éviter un emboitement excessif, et pour seoir à mon approche, Mbeya *city* et les autres centres sont des nœuds du réseau urbain, les villages-marchés sont des nœuds du réseau de marché ; l'analyse de ces réseaux montrera s'il se superposent, ou si l'organisation du système fait émerger des nœuds en dépit de fonction urbaine et d'après des fonctions commerciales.

La dimension spatiale induit que l'on s'intéresse à la forme du réseau qui permet de caractériser l'infrastructure du système. Le réseau canalise les flux, l'analyse de ces derniers participe à l'étude de la forme du système réticulaire. Cela s'avère judicieux pour les montagnes est-africaines qui, comme nombre de montagnes, sont des territoires compris dans une multitude de réseaux. La ville de montagne ou de piémont serait un facteur déterminant de l'intégration du massif dans le réseau urbain plus large, et subséquemment, la position de la montagne par rapport aux réseaux urbains et aux réseaux de flux serait un facteur explicatif du développement de la montagne (Sacareau, *op. cit.*). Mbeya est une métropole régionale en croissance rapide, elle polarise les flux, les investissements et les acteurs. Cet énoncé est le négatif de mon questionnement de départ, par lequel je cherche à savoir comment l'amplification de l'agriculture dynamise la ville. On comprend que les deux approches ne s'opposent pas, elles se complètent ; le choix de l'entrée dépend du projet scientifique. La notion de position de la montagne implique la question de la distance topographique et topologique induites par la forme du réseau, par son étendue, par sa densité et par sa hiérarchisation.

La forme réticulaire indique la discontinuité des lieux, le système montagnard associe la continuité et la discontinuité spatiale, continuité de l'étagement, discontinuité des réseaux d'échange. L'approche par le réseau évoque les notions de « centre » et de « périphérie », utilisées notamment par Fernand Braudel à travers l' « économie-monde » et Immanuel Wallerstein avec le concept de « système-monde »[99]. D'une manière schématique, ces deux

[99] Pour les ouvrages fondateurs, se reporter à Braudel F. (1979) *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e - XVIII^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 3 volumes et WALLERSTEIN I. (1976-1988) *The Modern World System*. New-York, Academic Press, 3 tomes. Le plus géographe des historiens et le sociologue historien altermondialiste ont une bibliographie très fournie sur la diffusion de l'économie mondiale, pour dire court.

visions proposent un schéma centre-périphérie dans lequel le(s) centre(s) domine(nt) la(les) périphérie(s). Dans le cadre de la problématique, j'utilise ces notions au niveau du territoire tanzanien, dans lequel la montagne périphérique pourrait se « recentrer ». Le modèle gravitaire a fait des émules parmi les tenants des notions centre-périphérie. Il postule que le nombre des interactions est proportionnel à la masse et inversement proportionnel à la distance. Cela présume d'une équité dans les possibilités de circulation, ce qui n'est pas le cas dans les Uporoto (ni d'ailleurs à l'échelle nationale) faiblement dotées en infrastructures de transport et dont le réseau est marqué par des discontinuités. Les Uporoto ne sont pas un espace où les conditions de circulation des flux sont homogènes. L'inscription spatiale des flux rend possible la représentation du réseau. Le plus évident serait de dire qu'il est de forme hiérarchisé centré, avec pour cœur la métropole, qui articulerait quelques satellites rayonnant sur leur arrière pays. L'utilisation du réseau mettra à jour s'il existe une superposition du réseau urbain et du réseau des marchés. Mais la propriété du réseau n'est pas que de rendre compte d'une forme statique, il autorise à envisager la souplesse de l'organisation et son évolution, par l'émergence de nouveaux nœuds, par l'extension ou la rétraction des branches. (Codur, *op. cit.*) La création d'un nouveau marché peut créer l'extension du réseau, la relation hiérarchique entre des nœuds du réseau peut se modifier et voire même s'inverser. Les connections entre les marchés et les nœuds indiquent l'organisation spatiale des flux.

Les intérêts à utiliser le réseau comme abstraction articulée à la problématique relationnelle sont multiples. Analyser sa forme est une perspective géographique authentique, analyser les flux qui traversent le réseau permet de mesurer l'intensité des relations entre les acteurs et les lieux du système. L'analyse de la forme du réseau montre également dans quelle mesure sa configuration influe sur l'accessibilité au marché physique et à l'information. L'accessibilité participe à l'organisation du réseau de lieux et à celle du réseau d'échange.

Le réseau d'acteurs, les filières et les « chains »

Le réseau d'acteurs se réfère à l'ensemble des individus reliés entre eux par des flux d'échanges matériels (produits, etc.) et immatériels (information, etc.) liés à la production et au commerce agricole. Le réseau organise et est organisé par les multiples chaînes qui le traversent, le réseau est un système dont la forme est réticulaire, il agence des acteurs qui l'organisent. Les acteurs considérés sont ceux de l'échange, c'est à dire les individus qui d'après leur intentionnalité, réalisent des actions engendrant des flux dans le système d'échange. Leurs actions sont ancrées dans l'espace topographique et dans l'espace

topologique, qui ne correspondent pas systématiquement, dès lors, les acteurs peuvent occuper des positions décalées selon l'espace considéré. L'intérêt du réseau d'acteurs est, entre autres, dans sa spatialité, il permet d'identifier et d'analyser la forme, c'est-à-dire les arrêtes et les nœuds du système d'échange et si ces points sont des centres de contrôle des flux. Le réseau d'acteurs permet de voir comment les acteurs construisent le système d'échange, comment ils mobilisent des flux, comment ils les agencent, comment ils organisent le système. Subséquemment, il s'agira de voir comment le réseau d'acteurs construit de territoire des flux, dessine la forme du système d'échange, comment les acteurs sont maîtres d'œuvre de la morphogénèse du système d'échange.

Le réseau d'acteurs est un ensemble fonctionnel dont la finalité est l'échange, la circulation des flux. L'analyse de l'organisation du réseau d'acteurs doit souligner les relations de pouvoir entre la myriade d'acteurs en interrelations. La forme réticulaire, comme indiqué plus haut, à l'avantage de convenir à la flexibilité, à l'incertitude voire à la contingence. Son caractère souple apparaît plus approprié que l'aspect statique et cloisonné des filières.

L'approche « filière » est une démarche rompue pour analyser les différentes étapes de la production, de l'amont, l'« ensemble des éléments d'un processus de production » (George, *op. cit*. : 192) à l'aval, c'est-à-dire la commercialisation et ses multiples phases ; une filière est donc l'ensemble des étapes qui relient le producteur et le consommateur. Cette méthode renvoie à un produit, ou un groupe de produits par conséquent, viser un produit implique que le regard puisse ne pas remarquer dans son viseur d'autres produits. Or, il a été souligné que la recomposition de l'agriculture de montagne ne s'appuie pas sur un produit spécifique, mais sur une diversification des productions en vue de satisfaire la demande urbaine. On aurait alors pu choisir la production la plus importante au niveau des volumes de production, d'espaces consacrés, mais cette méthode semble trop restrictive eu égard à la problématique et à l'approche défendue. Bien entendu, ce travail ne prétend pas à l'exhaustivité de l'attention portée sur l'agriculture, et en dépit des avantages de l'approche filière, on préférera analyser les échanges par le truchement des réseaux de circulation mobilisant des produits, des acteurs et des lieux. Il n'est pas question d'opposer les deux conceptions, pour s'en convaincre, les lignes qui suivent présentent des atouts de cette méthode éprouvée qui est complémentaire au réseau privilégié dans cette thèse.

L'approche « filière » s'est développée à partir des années 1960, elle consistait en l'étude de la « chaîne d'opérations de mise à disposition du produit au consommateur » (Charlery de la Masselière, 2002 : 365)[100]. Les productions coloniales majeures et emblématiques furent les premiers objets d'étude, il était question d'examiner l'approvisionnement des métropoles et la construction des territoires de production afin de légitimer l'expansion de ces cultures, et implicitement le contrôle territorial, « à travers la filière, s'exerçaient donc des mécanismes sociopolitique et économiques de contrôle et d'organisation du territoire national (*Idem* : 366). Dans ce cadre là, les filières étaient régulées par l'État et les analyses étaient par conséquent institutionnelles et fonctionnelles (*Idem*). Les modifications de l'environnement économique, politique, autrement dit la libéralisation et en particulier celle des marchés agricoles a incité à revoir les fondements de l'approche en tendant à inscrire chaque segment de la filière dans son environnement propre (social, politique, culturel) qui ne s'inscrit pas forcément dans la sphère du marché (*Idem*). Les lacunes de l'approche technique qui visait à évaluer la mesure des inputs et des outputs à chaque étape fut « corrigée » par l'apport de la théorie de la régulation qui complète l'aspect technique avec l'entrée « régulation » d'obédience marxiste[101]. Ainsi, ces contributions de la sociologie et de l'économie, à l'encontre de la vision économique néoclassique de l'*homo oeconomicus*, considèrent que les individus ajustent leur comportement en fonction de conventions, c'est-à-dire en fonction d'un ensemble de critères qui servent de repères décisionnels. Dans l'approche filière, cet apport fut mis à profit autour des questions de détermination de la qualité et du prix. Dans ce champ là, le rôle de l'accès à l'information est déterminant. Une filière peut être considérée comme un « sous-système [du système agro-alimentaire] intégrant la production, la circulation et l'utilisation d'un produit ou d'un groupe de produits agro-alimentaires donné suivant un mode de régulation déterminé et selon un rapport espace/temps spécifique » (Hugon, 1988 : 667)[102]. Cette proposition semble pertinente

---

[100] Sur les filières agricoles des produits tropicaux, voir le numéro spécial des *Cahiers d'Outre-Mer*, « Filières agricoles des produits tropicaux » n°220, octobre –décembre 2002, 130p. En ligne http://com.revues.org/939 Mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 3 juin 2011.

[101] L'école de la régulation insiste sur les mécanismes de régulation étatique et le rôle des institutions (politiques, normes, etc.) dans la configuration de la production, de la commercialisation et de la consommation. Voir Boyer R. (2006) « L'économie des conventions, 15 ans après. Un point de vue à partir de la théorie de la régulation ». *In* Eymard-Duvernay F. *L'économie des conventions, méthodes et résultats*. Paris, La Découverte. Pp 45-66. En ligne, consulté le 17 juin 2013 http://www.cairn.info/l-economie-des-conventions-methodes-et-resultats-1--9782707144874-page-45.htm

[102] Les remarques qui suivent s'appuient sur l'article de Philippe Hugon « L'industrie agro-alimentaire. Analyse en termes de filières ». *In Tiers-Monde*.1988, tome 29 n°115. Pp. 665-693.

puisqu'elle appréhende un ensemble d'éléments en interrelations (système) en intégrant la sphère économique, technique et sociologique et en insistant sur les relations de pouvoir et les institutions, ainsi « la filière permet de mettre en évidence des stratégies d'acteurs, des relations de coopération et de pouvoir, des contrôles de technologie ou d'informations, des effets de synergie et d'entrainement entre branches… (analyse meso-dynamique). » (Hugon, *idem*). On retrouve ces éléments dans mon modèle d'analyse, qui s'appuie sur le système d'échange d'intégration plutôt que sur un système agro-alimentaire. Bien que la contribution de Philippe Hugon soit fort intéressante, elle ne poursuit pas mes objectifs et je lui préfère alors le réseau d'échange qui vise à analyser le glissement de la société montagnarde dans une économie plus globale et dans le territoire national. L'aspect linéaire des filières ne me semble pas rendre compte des interactions et encore moins des rétroactions. Bien que Philippe Hugon utilise l'expression « système », il ne fait pas état des interactions ou des boucles de rétroaction, ce qui est gênant pour une dynamique de système. Comme cela a été expliqué, il est important pour comprendre les objets et les phénomènes de les appréhender à travers leurs relations, qui ne sont pas simplement linéaires, autrement dit, le modèle d'analyse de ce travail préfère l'analyse de système à l'analyse de filière, bien que cette dernière soit comprise dans une certaine mesure dans le cadre conceptuel. De plus, nos objets de recherche divergent, ma posture est géographique tandis que le système agro-alimentaire s'ancre dans la discipline économique. Enfin, la classification simplificatrice de l'outil filière ne correspond pas à ma démarche. L'auteur distingue quatre types de filière caractérisée par la régulation domestique, marchande, étatique et capitalistique. Ce dernier point issu d'une volonté classificatoire, disjoint des éléments qui sont en réalité bien souvent liés, on a plutôt affaire à des systèmes hybrides caractérisés par la flexibilité dans le temps et dans l'espace. Le contexte d'affirmation des incertitudes liées à une régulation libérale du marché brouille la distinction des filières et de leur mode de régulation, elles prennent de nouvelles formes, elles ont tendance à s'allonger, à se complexifier, de nouveaux acteurs et de nouveaux lieux s'y joignent, de manières plus ou moins durables. Certaines productions des Uporoto (par exemple la banane) pourraient être classées dans plusieurs de ces groupes, ce qui de fait rend la classification moins pertinentes puisque cette dernière tend à disjoindre alors que des productions rassemblent plusieurs types de régulation.

Le manque de théorisation est parfois reproché à la tradition française, « trop » empirique (Raikes, Friis Jensen, Ponte, 2000). L'approche filière colle aux travaux français, d'ailleurs la recherche anglophone la qualifie de « *French* filière *approach* ».

Schématiquement, l'approche anglophone s'est développée dans les années 1990 à partir des travaux du sociologue américain Gary Gereffi et sa méthode de l'analyse de *Global Commodity Chain* (GCC). Sa contribution a repris des travaux d'Immanuel Wallerstein qui insistait sur le rôle de l'État dans l'organisation de la production. Gary Gereffi, a adapté la GCC dans un contexte de libéralisation, en mettant l'accent sur la « *governance* » dans des chaînes industrielles globales, qui sont plus ou moins dominées soit par les « *buyers* » (grosses firmes commerciales), soit par les « *producers* » (grosses firmes, comme General Motors)[103]. Plus récemment, on peut trouver dans la littérature anglophone la *Global Value Chain* (GVC), qui rendrait mieux compte des produits moins marchands ; cependant les termes sont parfois utilisés de manière indifférenciée (Nylandsted Larsen, Fold, 2008). Cette démarche aurait l'avantage d'intégrer la tradition française des filières en mettant l'accent sur les institutions (organisations étatiques et non étatiques, et également les normes, les standards, les codes des relations sociales)[104] et sur les relations de pouvoir entre les acteurs, qui seraient le système organisationnel des chaînes. Les relations entre les acheteurs et les clients sont caractérisées par la complexité des transactions, la « codifiabilité » de l'information et le potentiel des fournisseurs (à négocier) (*idem* : 29).

Les points communs entre la méthode française et l'analyse anglophone sont une origine dans la théorie de la dépendance[105], une production comme point de départ, la prise en compte des relations de pouvoir entre les acteurs. Elles diffèrent dans l'échelle d'analyse, respectivement locale et nationale dans le premier cas et globale dans le second, dans la prétention théorique (évidemment discutable en ce qui concerne les tenants de la modélisation) et du statut du terrain. L'approche filière non contrainte dans sa dimension technique, fait la part belle au terrain, à l'empirisme, tandis que la GCC-GVC qui se voudrait

---

[103] Sturgeon T., (2008) *From Commodity Chains to Value Chains*. Working Paper Series, January 2008, MIT. En ligne http://web.mit.edu/ipc/publications/pdf/08-001.pdf Consulté le 17 juin 2013 (point)

Voir Gereffi G., Korzeniewicz M. (eds) (1994) *Commodity Chains and Global Capitalism*. Westport : Greenwood Press. 334p. Partiellement en ligne:

http://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=A86j9pWfTcAC&oi=fnd&pg=PR5&dq=gereffi&ots=gGhY-ZQEV9&sig=QLV_-Pj0_Fdd4kEoK2Evw0D7i-8

[104] "Institutions as bureaucratic organizations [ ] institutions as the rules that govern societies", (Sturgeon, *Ibid*., p25).

[105] Cela renvoie aux travaux d'Imanuel Wallerstein cités plus haut.

plus théorique, brigue le formalisme, et dans une certaine mesure la simplification, le réductionnisme[106].

Cette succincte mise en parallèle de ces travaux vise à indiquer des éléments qui sont intégrés dans le modèle d'analyse. Les « *key-agents* » des GCC ou GVC sont intéressants pour identifier qui contrôlent les flux d'échange, fussent-ils de produits ou d'information. On pense d'emblée à la myriade d'intermédiaires qui permettent de relier les producteurs et les zones rurales au marché. Ces agents clés, c'est-à-dire un type d'acteurs plus ou moins dominants, pourraient aussi être les investisseurs, qui façonneraient les paysages ruraux à la manière de territoires de production. Le cadre théorique de cette thèse opte pour un statut du territoire qui ne soit pas qu'un « simple support de production » (ce que l'on retrouve souvent dans les approches GCC-GVC et dans certaines recherches sur les filières), mais bien un «élément essentiel de la configuration du modèle économique contemporain » (Charlery de la Masselière, *op.cit*. 366). Cela est d'autant plus vrai pour le territoire montagnard, fortement différencié des basses terres et en compétition avec d'autres bassins de production ; l'ancrage de l'économie et de la société montagnarde repose en partie sur les spécificités du territoire montagnard.

Par ailleurs, les filières ou les *chains* ont un aspect relativement cloisonné, le point de départ étant un produit. Comment concilier la multiplicité des filières au sein d'un même ménage, d'un même territoire ? Comment borner les chaînes et qui plus est comment considérer les chaînes séparément? Ces dilemmes représentaient une impasse méthodologique au regard de la problématique qui questionne l'organisation productive et commerciale de l'agriculture. Certes il n'est pas possible d'être exhaustif, et l'analyse s'organise en fonction de la hiérarchie des flux. Par conséquent, les flux de pommes de terre et de bananes sont au premier rang des analyses. Les flux circulent à travers des réseaux, ces derniers, comme on l'a dit, permettent d'appréhender la flexibilité et la multiplicité. Focaliser sur les réseaux, avec ses nœuds, ses lieux et ses acteurs du pouvoir me semble offrir plus de souplesse dans la méthode d'analyse et me semble mieux rendre compte de l'intégration des Uporoto au territoire national et au marché ; l'approche « réseau » permettrait l'analyse de logiques hybrides et d'éléments mobiles (position d'acteurs, variation de régulation pour un même produit, dans un même ménage, un même territoire). Cette démarche, en intégrant l'espace métrique et l'espace topologique, en articulant les acteurs, les flux, l'organisation des

[106] Pourtant, « théorie » et « *theory* » ont une racine grecque qui signifie « contempler, observer » les faits.

échanges, accorde un statut premier à l'espace et un statut secondaire aux analyses économiques, ce qui scié mieux à ma posture. Enfin, puisque cette thèse privilégie l'échange, il aurait été dommageable de ne considérer que l'échange marchand qui est au cœur des filières et des *chains*. Partir de la filière occulte d'emblée la dimension non-marchande des échanges, tandis que les flux ne présument pas de la distinction marchande-non-marchande, même si on se doute bien au regard de la problématique, que la première prime sur la seconde.

Au terme de l'exposé conceptuel, il est proposé un schéma qui décompose et qui agence les concepts présentés en amont. Cette abstraction hiérarchise les concepts et les distingue jusqu'aux indicateurs afin d'analyser les éléments du réel en fonction de la problématique.

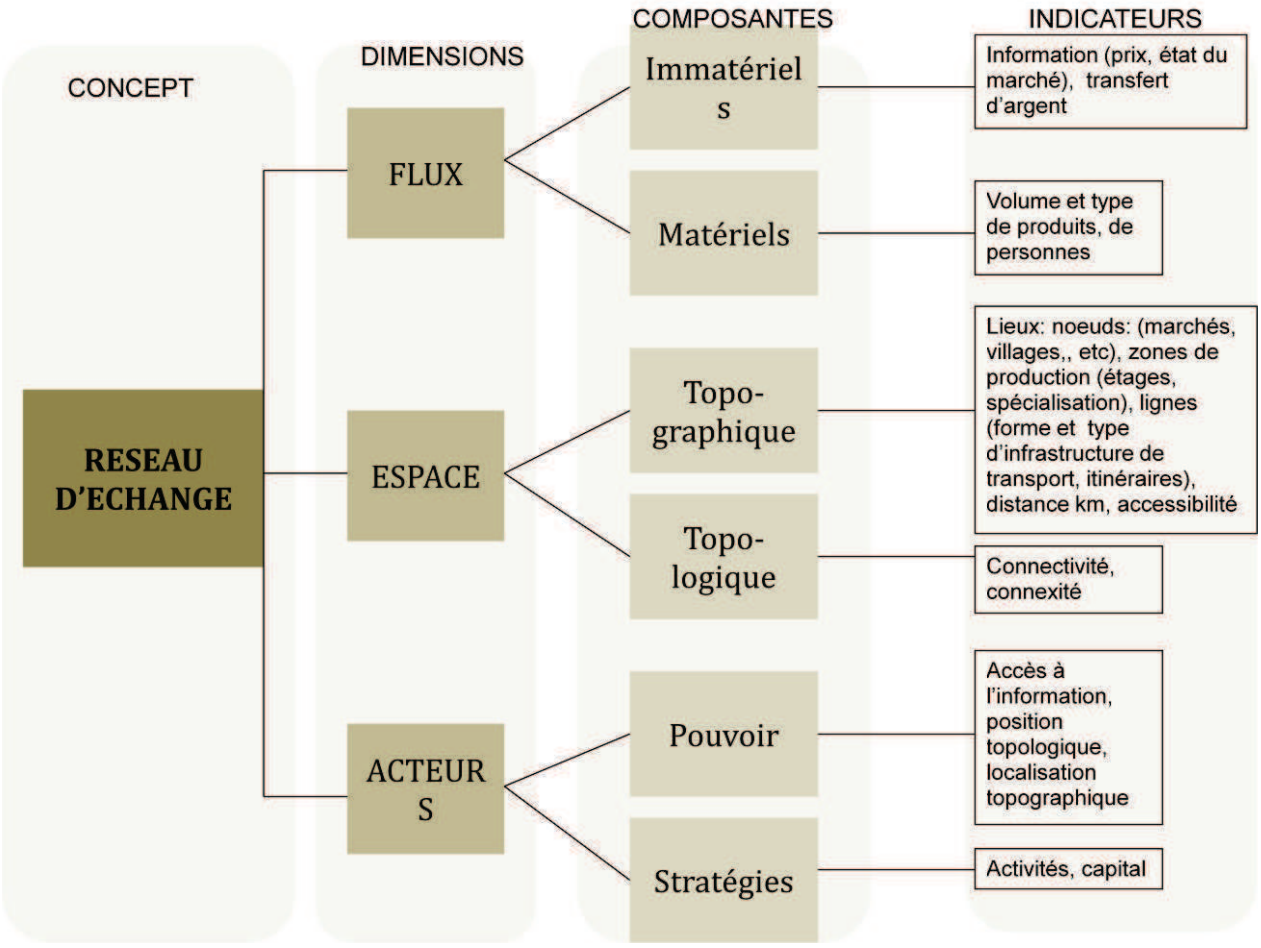


Schéma 3. Décomposition du concept de réseau d'échange

Les indicateurs sont nombreux, leur précision varie suivant leur nature ; leur repérage et leur mesure sont à la base de la collecte de données.

3. Le terrain en pratique

Le terrain a été arpenté dans le cadre de quatre missions, étalées du mois de décembre 2008 au mois d'août 2011. Il a fallu définir des objectifs spécifiques, compte tenu des périodes imparties dans le but de bénéficier au maximum des immersions. En Tanzanie, un slogan célèbre d'une bière non moins fameuse, la Safari, conseille « *Make the most of it* ». Cet aphorisme commercial, n'appelant pas à la modération, aurait pu faire en sorte que je me trouvasse noyé dans des méandres épicuriens, cependant, j'ai préféré tirer le meilleur profit de mes missions à la manière de la cigale plutôt qu'à celle de la fourmi. La rigueur scientifique me semble plus relever de la sagesse, de la modération afin de tirer le meilleur parti du présent en se projetant dans l'avenir, comme l'écrivit Julie à son amant dans la Nouvelle Héloïse[107]. En effet, il n'eut pas été question de me retourner vers mon terrain, en ayant l'impression d'avoir perdu mon temps au regard des objectifs scientifiques. J'ai donc essayé d'utiliser au mieux le présent du terrain en me projetant vers l'avenir. J'ai tenté de suivre ces principes pour utiliser au mieux ces opportunités à confronter le modèle théorique avec la zone de recherche. Néanmoins, malgré les anticipations, le pragmatisme, c'est-à-dire l'« attitude de quelqu'un qui s'adapte à toute situation, qui est orienté vers l'action pratique[108] », a caractérisé mes missions. J'expliquerai l'évolution du rapport au terrain ainsi que les difficultés rencontrées dans ce travail, mais avant cela, les méthodes de recueil et de traitement des données sont présentées.

3.1- Le recueil des données

Ce point vise à expliquer où, comment et pourquoi ont été récoltées les données de terrain. Les méthodes d'exploitation sont ensuite exposées.

---

[107] « Voilà, mon ami, comment on tire parti du présent en s'instruisant pour l'avenir & comment la bonté met d'avance à profit les leçons de la sagesse, afin que, quand les lumières acquises nous resteroient inutiles, on n'ait pas pour cela perdu le tems employé à les acquérir. Rousseau J.-J., (1835) [1782]. « La Nouvelle Héloïse, partie II, Lettre XXVII *», Oeuvres completes de J.J. Rousseau, tome 2*. Paris, Furne p. 153. En ligne, Google livres. Que cette citation me donne aussi l'occasion de remercier le docteur Jean-Pierre Fewou Ngouloure, brillant linguiste, pour l'agréable moment passé à la commenter. Je renvoie à son ouvrage sur la construction et les usages de l'imaginaire de l'Antiquité à nos jours, paru en 2013, *Expérience multimédia, de l'imaginaire global aux formes signifiantes*, Paris, L'Harmattan. 183p.

[108] Définition du Larousse en ligne http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/pragmatisme/63226

Consulté le 19 juin 2013

Choix des lieux d'enquête

Les lieux privilégiés d'enquête sont (comme on le sait déjà) les marchés. Il en existe trente neufs dans les trois districts (Mbeya Urban, Mbeya Rural et Rungwe) qui sont officiellement reconnus, c'est-à-dire qu'ils sont formellement organisés et ils collectent et reversent des taxes pour leur district respectif. Il n'était pas possible de recueillir des données dans tous ces marchés à cause de considérations logistiques et du fait des contraintes de temps. Grâce au programme CORUS « Montagnes et villes moyennes en Afrique de l'Est », une campagne collective de terrain a été organisée au mois de juillet 2009. C'était alors ma seconde mission, et j'ai pu bénéficier de la connaissance de collègues tanzaniens dont certains sont natifs de la région comme Cosmas Sokoni, originaire d'Igoma, village situé au nord du mont Rungwe. Nous avons ainsi parcouru les Uporoto et le mont Rungwe et nous avons observé et récolté des données dans des marchés et des villages dont les choix s'avérèrent pertinents au regard de la thématique des flux de produits agricoles. J'ai par la suite effectué des entretiens avec des personnes ressources (fonctionnaires en charge de l'agriculture, du commerce, à plusieurs échelons administratifs, commerçants, relations, etc.). L'importance du marché (fréquentation, volume de produits, aire d'influence) est le critère principal de choix des marchés enquêtés. Puisque le marché est le miroir de son arrière pays, le second critère est la localisation en fonction du type de zone agro-écologique. Le troisième critère est l'accessibilité, considérée du point de vue logistique. On sait que les infrastructures de transport sont limitées, cela a donc des répercussions immédiates en matière de faisabilité. Ces étapes m'ont permis d'élaborer un classement des marchés, une sorte de typologie dans laquelle se trouvent les marchés majeurs et immanquables, les marchés intéressants, les marchés « secondaires » et les marchés « redondants ». Compte tenu de cette première analyse, j'ai donc sélectionné des marchés dont certains me sont devenus familiers.

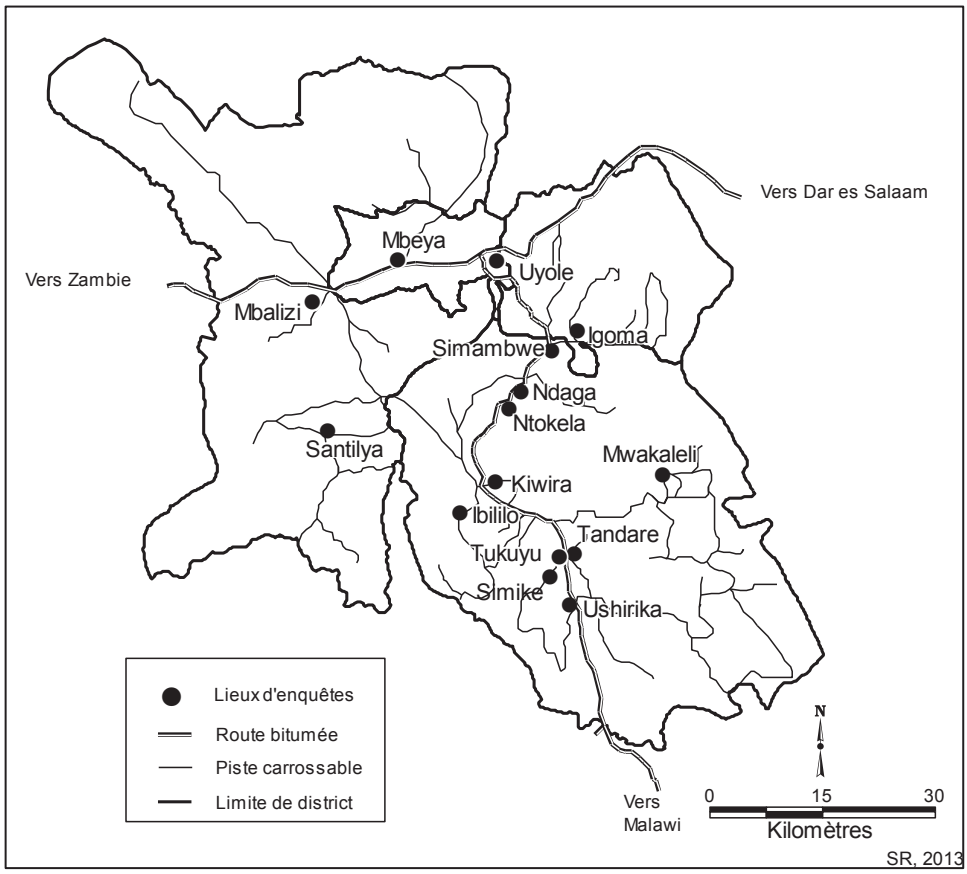


Figure 1 Carte de la zone d'étude et des lieux d'enquêtes

Méthodologie

Cette section présente les questionnaires, les entretiens et les autres méthodes de récolte de données. Avant cela, quelques lignes sur les situations d'échange sont nécessaires pour donner à voir, à comprendre et peut-être à ressentir le rapport au terrain.

Les situations d'échange

En principe, une situation d'échange optimale requiert du calme, de la disponibilité, et pourquoi pas du confort, pourtant il faut bien avouer qu'enquêter sur des marchés n'offre pas toujours une situation la plus favorable pour l'échange scientifique. Je suis sincèrement reconnaissant à toutes les personnes qui ont échangé avec moi sur les marchés. J'étais bien conscient de déranger des vendeurs, qui n'avaient pas d'argent à gagner en me consacrant du temps, et qui auraient même pu en perdre en se détournant momentanément d'une éventuelle clientèle. Qu'on me pardonne encore et toujours les jus et les bières que l'on me demanda souvent et il faut bien l'avouer, que je n'offris que rarement, et auxquels cas, honteusement,

ce fut dans un rapport intéressé, c'est-à-dire si je sentais que je « tenais une mine d'informations ». Cependant, j'ai à maintes reprises suscité l'engouement de clients et favorisé des affaires, certaines causeries avec des vendeurs ont attiré de curieux chalands qui venaient alors s'approvisionner chez le répondant[109], tout en restant là, et en s'intéressant à ce que le *muzungu*[110] et son « acolyte » pouvaient bien faire là. Ne maîtrisant pas suffisamment le swahili, j'ai administré directement tous les questionnaires avec l'aide d'un traducteur[111]. Le prélude à toute demande est de se présenter personnellement en précisant ce que l'on fait, en commençant d'abord par le chef des lieux.

En effet, la première tâche à accomplir est de se présenter aux autorités locales, muni de l'autorisation émise par l'administration[112]. Quand on arrive dans un lieu inconnu, il est nécessaire de demander le responsable du secteur. J'ai pu avoir l'aval de plusieurs types de chefs : du chef de marché au chef de *ward*, après avoir bien sûr montré patte blanche muni du précieux sésame délivré par l'autorité administrative supérieure. Cela a pu amener à des situations cocasses, par exemple, la première fois que j'ai voulu enquêter au marché d'Uyole, Rachid, le chef du marché, m'a introduit dans tous les secteurs auprès des vendeurs, en signalant que j'étais son ami, que j'allais leur poser des questions et qu'il serait bienvenue d'y répondre. Rien de mieux pour susciter l'attention et pour être « adopté » que de se faire « parrainer » par le chef local. Également, Mickael, chef du village Ilundo, dans lequel se trouve le marché Kiwira, m'accompagnait souvent lors des enquêtes. Nous marchions ensemble, où plus exactement nous paradions ensemble, car il aimait se montrer avec moi, et cela ne me dérangeait pas vraiment car dès que j'entamais un questionnaire, il causait avec ses administrés. Il est envisageable que ces parrainages aient pu introduire une espèce de pouvoir symbolique, voire une domination symbolique, puisqu'étant introduit par le chef, ses sujets devenaient en quelque sorte mes obligés, le temps d'un échange, désormais asymétrique.

---

[109] J'utilise le terme « répondant » de manière indifférencié avec « répondante », mais que le lecteur garde bien à l'esprit qu'une grande part des répondants furent des répondantes, cela sera précisé plus loin.

[110] Pour rappel, « m*uzungu* » est le terme en swahili utilisé pour dire « le blanc ». À toutes fins utiles, l'auteur de ces lignes est « blanc ». Il faut bien se rendre compte qu'un « blanc » avec tous les attributs du « blanc », à savoir le sac à dos et le chapeau, qui arpente le marché toute la journée en discutant, carnet et stylo en main, ne passe pas inaperçu.

[111] Je reviendrai sur ce biais dans le point 3-2. « Les difficultés de la recherche »,

[112] L'obtention des autorisations relève du parcours du combattant, c'est un périple kafkaïen que de parvenir à obtenir la multitude de documents à présenter aux autorités locales, si j'exagérerais je dirais qu'il relève de l'épopée d'Ulysse… dans notre cas, il est seulement coûteux en temps et en patience. Je n'irai tout de même pas à me confondre avec Sam Lowry, héros du formidable film de Terry Gilliam « Brazil », confronté à un système ultra contrôlé et oppressant.

Des enquêtes ont été réalisées avec des producteurs spécifiques dans des contextes qui le furent tout autant. Quel est l'endroit où l'on se sent bien, où l'on ressent du réconfort et donc, où l'on peut avoir la parole plus facile ? Effectivement, j'ai réalisé des questionnaires dans des bars, car le jour du marché, on ne vient pas seulement échanger des produits… Le bar rural est un haut lieu de l'échange prolixe, un espace central où l'on se montre plus facilement loquace. Et dans ce cas là, il est certain, et cela est un point d'honneur pour quiconque a fréquenté le comptoir, qu'il n'est pas possible d'inviter quelqu'un à sa table sans offrir une contrepartie, qu'elle soit une Safari *lager*, une Castle *beer*, une Serengeti, une Kilimandjaro, etc., ou très rarement un jus[113]. Des entretiens ont également été réalisés autour d'un plat de *nyama choma*, ou de *kitimoto*[114], et la plupart des entretiens avec des fonctionnaires se sont déroulés dans les bureaux. Ainsi, les situations d'échange ont été nombreuses, il a fallu faire preuve d'adaptation, parfois d'audace, et toujours d'humilité et de politesse, en somme de respect.

Les questionnaires

Quatre différents questionnaires[115] ont été administrés lors de trois terrains, les lieux d'enquête sont les marchés. Un questionnaire est un ensemble de questions dont le but est de collecter des informations en relation avec les hypothèses, « l'enquête par questionnaire à perspective sociologique […] vise la vérification d'hypothèses théoriques » (Quivy, Van Campenhoudt, 1995 : 190). Ils comprenaient des questions ouvertes, des questions semi-ouvertes et des questions fermées. La méthode d'échantillonnage est pragmatique, j'ai sélectionné les enquêtés en fonction des observations faites sur les marchés afin que l'échantillon soit représentatif du paysage des acteurs ; le type de produit vendu, la taille du stock et la localisation dans le marché sont les critères principaux de distinction. Des critères secondaires tels la tranche d'âge (estimée), le sexe ont été adoptés. Ils ont fourni des variables

[113] Cela est plutôt sympathique, sauf dans le cas où le traducteur boit un nombre de bouteilles proportionnel au nombre de répondants…

[114] Le *nyama choma* est le boeuf grillé, le *kitimoto* est le porc qui peut être grillé (*choma*), seulement frit (*kavu*) ou frit et mélangé à une sauce tomate avec des condiments (*rosti*).

[115] Cf. annexes. Cependant, seulement trois ont pu être exploités dans le temps imparti de la thèse. Le troisième questionnaire est sommaire, son dessein est de dessiner la route des commerçants, et de connaître le chiffre d'affaire réalisé pendant un jour de marché, en prenant en compte les variations. Ce travail est la base de l'évaluation du chiffre d'affaire des marchés enquêtés La méthode consiste à questionner un nombre suffisant de vendeurs pour chaque type de produits, puis de compter le nombre de vendeurs total pour tous les produits, et ensuite de multiplier un chiffre d'affaire moyen des enquêtés par type de produits, par le nombre de vendeurs. La toute première tentative a été faite sur le marché d'Igoma, avec le soutien de Joseph Lukumay, sur les conseils du Pr. Charlery de La Masselière présent pendant une période sur le terrain de 2011.

quantitatives nombreuses dont le traitement a donné lieu à des analyses de statistique descriptive (indices de centralité et de dispersion). Les résultats ont permis de construire des représentations graphiques et cartographiques. Pour ce faire, j'ai utilisé le logiciel SPSS et le logiciel EXCEL. Le premier a rendu possible le codage, la saisie, le tri et les calculs, le second a été utilisé pour la présentation en tableau et pour la représentation graphique.

Le premier questionnaire met l'accent sur la production et l'accès au marché. Il vise à identifier les caractéristiques socioéconomiques des ménages (taille du foyer, source de revenus, origine géographique, éducation, etc.), les caractéristiques des systèmes de production (types de cultures, localisation, taille et nombre de parcelles, intrants, main d'œuvre, etc.), le foncier, la commercialisation des produits (type de produits et d'acheteurs, lieux de vente, information sur les prix, etc.), la contractualisation et l'accès au crédit (types de contrats et de crédits, etc.) et les modes de transport empruntés. Il comporte 53 questions, l'administration durait par conséquent entre 20 mn et 30 mn[116]. Il est arrivé que ces instants soient écourtés ou durent longtemps si le répondant était très causant. J'ai directement soumis ces questionnaires à 191 individus.

Le second questionnaire a pour objectif de tracer les acteurs et les produits du système d'échange, il est aussi le support d'entretiens semi-dirigés pour comprendre les représentations et les itinéraires des acteurs commerçants. Il comprend 44 questions que j'ai posées à 35 personnes, les informations obtenues sont quantitatives et qualitatives. Le décryptage de la route des acteurs et des produits n'est pas simple, et bien que les questions soient concises, il a fallu les adresser avec des explications complémentaires. De plus, ce questionnaire comporte des questions ouvertes difficiles et cruciales, telles « Comment fixez-vous les prix ?, Quelles sont les variations de votre itinéraire de vente, pourquoi ? », etc.

Le troisième questionnaire a été réalisé dans l'optique d'une enquête budget des ménages. Ce projet ambitieux visait à connaître les revenus et les postes de dépenses des ménages dont le répondant était questionné sur un marché. L'objectif n'était pas de pouvoir donner des chiffres précis (compte tenu de l'impossibilité à avoir un échantillon très important), mais plutôt de dégager des tendances, et d'extraire des indices sur la configuration des dépenses, sur les habitudes alimentaires, sur le foncier, etc. Ce questionnaire contient également un bloc sur les itinéraires des commerçants, il comprend 30 questions,

[116] Toutes les questions n'ont pas été adressées à tous les répondants, des blocs devenaient inopérants en fonction de réponses préalables. Par exemple, les questions sur le système de production n'étaient pas posées si le répondant ne cultive pas.

principalement des questions fermées à choix multiples, mais aussi des questions semi-ouvertes et quelques questions ouvertes. Malheureusement, je ne les ai pas tous directement administrés, et j'ai réalisé que la personne en charge de cette mission n'avait pas toujours fait un travail sérieux. J'ai analysé les questionnaires pour éliminer ceux pour lesquels j'avais un doute. J'ai conservé ceux que j'avais moi-même administrés et ceux qui l'ont été en ma présence sur le marché. Après le travail de tri et de recoupage avec les autres enquêtes effectuées, des indices qui semblent fiables s'en dégagent mais aucun traitement statistique n'a pu être réalisé.

Les entretiens

Chaque campagne de terrain a été l'occasion de mener directement une vingtaine ou une trentaine d'entretiens. Trois grandes catégories d'acteurs peuvent être dégagées : les acteurs étatiques, les acteurs privés et les responsables locaux. Pour l'essentiel, les entretiens ont été effectués sur leur lieu d'activité respectif : le bureau administratif, le marché, le magasin. D'un autre côté, des entretiens ont aussi été effectués dans des restaurants ou des bars. J'ai réalisé plusieurs entretiens avec les mêmes personnes, pour certaines un à chaque mission. Il s'est passé près de quatre années entre la première et la dernière mission, par conséquent des relations de confiance ont pu s'instaurer avec certains interviewés.

Le premier type d'acteur concerne les fonctionnaires en charge des services de l'agriculture, du commerce, de l'urbanisme et du transport. La multiplicité des échelons administratifs conduit à un grand nombre de fonctionnaires pour un même secteur. Par exemple, il y a dans la ville de Mbeya le service de l'agriculture de la ville, celui du district Mbeya Rural et celui de la région Mbeya ; cette abondance vaut pour les autres secteurs d'activité. La seconde catégorie se rapporte aux acteurs privés, essentiellement les paysans, les commerçants plus ou moins importants, du détaillant au grossiste, puis les divers intermédiaires, les transporteurs, etc. Le troisième type d'acteurs comprend les responsables locaux comme les élus des circonscriptions administratives, les gestionnaires des marchés, des membres d'organisations collectives, etc. Ainsi, la gamme des enquêtés demeure large, afin d'obtenir des informations nombreuses, exprimant le point de vue des différents types d'acteurs et des différents acteurs d'une même catégorie.

Les entretiens sont une hybridation entre la *focused interview*, c'est-à-dire « une liste de points précis relatifs au thème étudié » (Quivy, Van Campenhoudt, 1995 : 195) et l'entretien semi-directif « une série de questions-guides, relativement ouvertes, à propos

desquelles il est impératif qu'il [le chercheur] reçoive une information de la part de l'interviewé » (*Idem*). Les grilles d'entretiens ne contiennent pas une liste de questions, elles sont organisées autour de thèmes et de sous-thèmes. Cependant, la redondance des thèmes abordés implique que les mêmes questions, ou des questions similaires ont souvent été posées lors des différents échanges. Les objectifs des entretiens, en liens avec les hypothèses, étaient définis avant chaque questionnaire, par conséquent, chaque grille est dessinée en fonction de l'interviewé. Ce cadre flexible a permis des ajustements au cours des entretiens, et au cours de la recherche. Les informations récoltées sont riches, nuancées et contradictoires. Outre l'abondance et la qualité des données obtenues, cette méthode permet d'analyser la position des acteurs dans l'arène relationnelle, et dans une certaine mesure leurs représentations. L'intérêt de cette méthode est qu'elle permet aussi la comparaison des discours des différents acteurs.

Les méthodes complémentaires de recueil de données

L'observation des paysages

L'observation des paysages consiste en une méthode empirique d'identification des éléments visibles d'une portion de la terre depuis un point de vue, par la description dans un premier temps. Puis, dans un second temps, l'analyse des éléments du paysage permet de distinguer plusieurs types de paysages parmi les paysages ruraux entendu comme « la combinaison concrète où interviennent […] l'habitat, le parcellaire, les chemins, etc. [qui] révèlent une organisation de l'espace rural » (George, *op.cit*., 338) et les paysages urbains « l'ensemble des constructions, équipements, infrastructures et espaces libres d'une agglomération » (*idem*). Egalement, « le paysage est, dans une certaine portion de l'espace, la résultante de l'interaction entre le milieu physique originel, l'exploitation biologique et l'action de l'homme »[117]. Le paysage est donc un tout, qui est plus que la somme de ses parties puisqu'il est l'ensemble d'éléments en interaction, autrement dit il est un système (Pinchemel P. et G., 1997) et les formes paysagères résultent de l'assemblage des données naturelles et des données culturelles (*idem* : 383). Une grille d'observation m'a aidé à relever les éléments topographiques (relief, hydrographie, couverture végétale, etc.), agricoles (taille des parcelles, agencement, type de culture, etc.), artificiels (forme et densité de l'habitat, des routes, réseau électrique, etc.) et la population. La grille d'observation des paysages urbains a repris ces éléments, auxquels sont ajoutés les services (type de commerces, administration,

[117] Georges Bertrand, cité dans Pinchemel P. et G., 1997 :380.

etc.). Les marchés ont été des lieux majeurs d'observation par le relevé des types de produits, des types d'acteurs, de la configuration, des équipements, des véhicules de transport, etc. L'observation de l'ambiance sonore des marchés a apporté des informations complémentaires, tout comme celle des odeurs. L'observation des paysages, a été une méthode qui a fortement nourri mon questionnement, puisque, comme il a été dit, les Uporoto présentent des paysages très typiques, très variés et très dynamiques. Certes, l'interprétation des paysages relève d'une grande part de subjectivité, d'abord du point de vue adopté, c'est-à-dire de là où l'on choisi de porter le regard, ensuite des représentations de celui qui regarde, elle apparaît alors peu objective. Cependant, cette méthode bien qu'empirique (et on a pu lui reprocher[118]), m'a permis de construire les hypothèses. De plus, ce procédé de distinction d'ensembles a été complété par la méthode du transect.

La méthode du transect[119]

Un transect est un dispositif d'observation par lequel il s'agit de relever les variations verticales le long d'une ligne dont le tracé est choisi par l'observateur en fonction de sa pertinence. Les indicateurs paysagers sont les critères principaux de « compartimentage » du transect[120]. Le paysage est compris comme une construction sociale, comme un produit social élaboré par les pratiques et les représentations des acteurs que l'on essaye de regarder d'un œil objectif, il est l' « agencement matériel d'espace – naturel et social – en tant qu'il est appréhendé visuellement, de manière horizontale ou oblique, par un observateur » (Tissier, *in* Levy, Lussault, *op. cit*. : 697). La méthode utilisée pointe les indicateurs matériels du paysage : densité et type de végétation, densité et type d'habitat, type de système de production et de cultures, d'infrastructures, topographie, sols, hydrographie, climat. L'indicateur « culture » est le critère de premier rang puisqu'il fait la liaison entre les conditions écologiques, sociales et économiques.

---

[118] Cf. Robert Chapuis, "La géographie agraire et la géographie rurale", *in* Bailly (dir.) *op. cit.* pp 149-164. Le regard des géographes sur le paysage a beaucoup changé, ce « marqueur de l'organisation du territoire par les sociétés » a été au cœur de l'analyse géographique du XIXe siècle jusque vers 1960, puis il a été marginalisé jusqu'au tournant des années 1970, avant de connaître un regain d'intérêt conjointement à une ambition de théorisation.

[119] Cette méthode fait l'objet de la première partie du chapitre 7.

[120] Il n'y a la plupart du temps (de l'espace ?) pas de limite franche, mais un continuum paysager entre les unités du transect.

L'observation directe

Cette méthode est un ensemble de procédés « qui captent les comportements au moment où ils se produisent sans l'intermédiaire d'un document ou d'un témoignage » (Quivy, Van Campenhoudt, *op. cit*. :199). L'empirisme et le pragmatisme ont également caractérisé les observations directes. Cette technique consiste à mettre ses sens au service de la recherche. L'observation visuelle joue le premier rôle, elle a été structurée par les hypothèses de travail. J'ai essayé d'être attentif aux modalités des transactions, à leurs gestes et à leurs postures ; j'ai aussi examiné des situations non marchandes, par exemple les occupations des commerçants entre les ventes, les attentes, etc. Je n'ai pas toujours observé « carnet en main », afin de ne pas susciter de la curiosité voire de la méfiance. Les restitutions d'observations ont donc parfois été faites *a postériori* mais le jour même. Je notais sur le carnet soit juste après, en me mettant à l'écart, soit le soir, de retour dans ma chambre. Mon regard est porté de l'extérieur, bien que je fusse moi-même dans la place, toutefois sans être engagé dans l'échange marchand. Par contre, j'ai participé au périple des commerçants qui naviguent au grès des marchés périodiques, pouvant passer plus de quatre heures par jour dans les plateaux des camions de transport, au dessus des marchandises, serrés les uns contre les autres, parfois à plus de trois mètres du sol. Cette proximité dans la rudesse des conditions de transport, bien qu'on ne se déplaçât pas dans le «White 666 » [121], a pu instaurer une proximité relationnelle et une familiarité d'autant plus qu'il arrivât que je retrouvasse parfois près de moi, sur un tas de sacs de marchandises à l'arrière d'un camion, une personne que j'avais interviewée quelques temps auparavant, sur le marché du jour ou sur un autre marché. Les principaux avantages de l'observation directe demeurent dans l'authenticité des phénomènes observés sur le vif et dans la spontanéité du matériau d'analyse (*op. cit*.), même si la vérité des phénomènes a pu être nuancée par ma présence visible.

La photographie, l'image satellite et la cartographie

La photographie a été un outil déterminant pour cette thèse en particulier du fait de l'éloignement du terrain. En effet, ces représentations visuelles des paysages m'ont permis de me replonger à distance, dans le terrain de recherche ; les photographies ont participé au maintien du lien avec les Uporoto. Les photographies n'ont pas seulement un statut illustratif,

[121] Le « White 666 » est le nom d'un camion du film « Le Salaire de la peur ». On n'en jouait pas le remake ni d'ailleurs un autre du "Convoi de la peur", il est bien question de la dure réalité et du quotidien difficile de ces mobiles, à qui je rends hommage. Ce rapprochement a aussi pu être favorisé car certains commerçants, contents de leur journée, purent faire eux-mêmes le plein, d'alcool, et être alors plus en clin à la taquinerie avec moi.

elles sont également un outil de recueil de données dont l'analyse fournit de nombreuses informations. Le travail cartographique a nécessité des préparations en amont ; les objectifs et les moyens d'y parvenir ont été définis au préalable. Par exemple, j'ai monté une « mission spéciale » afin de constituer un corpus photographique conséquent des paysages entre Mbeya et Tukuyu. Pour ce faire, j'ai fait l'aller-retour comme passager sur un *bodaboda*[122], que j'avais engagé. Ainsi, j'ai pu m'arrêter là où je le souhaitais, et profiter par l'occasion des commentaires du pilote : Asajile, un jeune local multi-actif. La prise de clichés n'est pas aisée, en particulier quand il s'agit de fixer des personnes. Dans ces cas là, il est nécessaire de demander l'autorisation des modèles, bien que je profitasse parfois de l'aval et de la présence à mes côtés d'un responsable local pour prendre un maximum d'images.

L'outil Google Earth est une sphère virtuelle représentant le globe terrestre, disponible sur internet, il a été déterminant dans la conservation de la proximité avec les Uporoto. Ce logiciel permet de consulter de nombreuses images satellites des zones sélectionnées[123], la précision est impressionnante, il est possible d'accéder à un affichage au niveau du sol, et de se « promener sur le terrain », en visualisant la topographie. J'ai pu localiser des villages où je m'étais rendu, en suivant la route depuis un point de départ identifié. Les altitudes des points de vue s'étalent du niveau du sol à 62 000 km. Suivant les zones, les images satellites sont plus ou moins disponibles à plusieurs périodes, par exemple, celles de Mbeya (les plus nombreuses) sont disponibles pour 2004, 2009, 2012 et 2013. Cet outil a contribué à la réalisation du transect et de cartes.

Cette thèse de géographie présente des cartes dont la réalisation a posé des problèmes au niveau de la fiabilité des sources. Au fil des recherches, j'ai disposé de plusieurs cartes officielles qui présentent parfois des contradictions et des erreurs (réseau routier, localisation de village). Le travail de « tri » et de recoupage de l'information cartographique (en fonction des diverses sources et de mes observations sur le terrain) a été fastidieux. Dans un premier temps, un fond de carte a été réalisé avec le logiciel ArcGis, d'après une photographie d'une carte papier affichée au bureau régional de l'agriculture. Pour le géoréférencement, le fond a

[122] Un *bodaboda* est un terme swahili qui signifie « moto-taxi ». Lorsque la moto n'est pas un taxi, on l'apelle *pikipiki,* du son émis par les motocyclettes de fabrication chinoise.

[123] Le logiciel compile des images de plusieurs satellites (Landsat, Spot, etc.).

été confronté avec un fond de la base AfriCover[124], il a été complété et ajusté en fonction des « trouvailles » successives, en particulier des cartes papiers. J'ai ensuite utilisé le logiciel Mapinfo à partir de fonds de cartes téléchargés depuis la base de données Natural Earth Data[125]. J'ai finalisé les cartes et réalisé d'autres documents graphiques avec AdobeIllustrator et Inkscape[126].

Les méthodes de recueil des données ont été complémentaires, elles mobilisent des procédés plus ou moins formels, empiriques et techniques ; parfois elles sont hybrides. Dans tous les cas, il a fallu faire preuve de pragmatisme pour venir à bout, autant que faire se peut des nombreuses difficultés rencontrées au cours de cette thèse.

3.2- Les difficultés de la recherche

Il est important de rappeler le très faible nombre de travaux universitaires sur la région de Mbeya et en particulier sur l'agriculture de montagne, qui plus est avec une approche géographique. Subséquemment, émerge un enjeu fort à créer des données, d'autant plus que les informations officielles ne sont pas toujours disponibles et fiables. Cet enjeu m'a fortement préoccupé, et pour rester tout à fait honnête et transparent, je me suis senti investi d'une responsabilité certaine. Ce point est consacré aux difficultés vécues lors de cette recherche, il s'attarde sur la qualité des données mais avant cela je soumets des réflexions sur le rapport avec le terrain.

Un rapport dialogique avec le terrain : empathie et distanciation

Une thèse est avant tout une expérience, une épreuve, une somme de sacrifices, si ce n'est une provocation envers soi même, voire un défi à la société. L'effort réflexif est primordial, le retour sur moi, sur ce que je fais et sur ce que je suis, a habité cette aventure, que ce soit en France ou en Tanzanie. L'activité d'introspection est nécessaire pour tout recul

---

[124] AfriCover est un projet de la FAO dont le but est de fournir une base de données digitale géoréférencée et un référenciel géographique homogène pour l'Afrique de l'Est, aux échelles 1/ 1 000 000 à 1/ 100 000 pour certaines zones. Le projet a permis de nombreuses cartes pour l'Afrique de l'Est et pour la Corne de l'Afrique, il est aujourd'hui terminé, mais de nombreux documents cartographiques sont disponibles. http://www.glcn.org/activities/africover_en.jsp Consulté le 25 juin 2013.

[125] De nombreux fonds de cartes sont disponibles. À noter que certains présentent des erreurs. http://www.naturalearthdata.com/

[126] Inkscape est un logiciel libre de dessin vectoriel. http://www.inkscape.org/

critique et à toutes les étapes de l'épopée doctorale, et bien évidemment à celles de la vie. Comme le souligne Jean-Pierre Olivier de Sardan, l'expérience continuellement acquise et les méthodes d'enquêtes permettent la mise à distance avec le terrain (1995). Pourtant, cette distanciation s'est aussi construite avec ma naturelle empathie. On penserait alors à un rapport dialectique avec le terrain, entre empathie et distanciation, un rapport qui serait le produit de ses contradictions, ou la fameuse synthèse de tradition hégélienne.

Plutôt de considérer la disjonction entre l'empathie et la distanciation à travers le prisme dialectique, il m'apparaît plus opportun, et plus honnête d'indiquer que je considère que ma relation avec l'objet est un rapport dialogique, c'est-à-dire une association de phénomènes antagonistes, une « mise en tension du différent dans le postulat de la complémentarité entre deux principes contradictoires […] la dialogique permet donc de reconnaître qu'il existe une relation de contrariété entre les termes posés face à face, chacun à la fois séparé de l'autre et contenu dans l'autre, c'est-à-dire actif dans la définition de l'autre » (Levy, *in* Levy, Lussault, *op. cit*. : 255). Et Edgar Morin d'écrire « il n'y a d'objet que par rapport à un sujet (qui observe, isole, définit, pense), et il n'y a de sujet que par rapport à un environnement objectif (qui lui permet de se reconnaître, se définir, se penser, etc., mais aussi d'exister) (Morin, 2005 : 57) et d'ajouter plus loin « ainsi le monde est à l'intérieur de notre esprit, lequel est à l'intérieur du monde » (*Idem* : 60). Dès lors, l'interaction est au cœur du regard porté sur le terrain, on en revient (toujours) à la pensée complexe expliquée plus haut dans le point 1.2 de ce chapitre. Le principe dialogique est d'autant plus approprié que s'il fallait le rappeler, cette thèse a muri pendant cinq années[127], au fil de la recherche, s'est instauré un rapport évolutif avec l'objet de recherche, l'objet et le sujet se sont co-construits. Ce positionnement se garde de tout scientisme et admet l'incertitude, l'humilité, la fragilité et rend ainsi possible l'auto-critique.

De manière plus concrète, le principe dialogique s'applique dans une situation communicationnelle afin que la position de chaque acteur, soit aussi confrontée à celle de son interlocuteur, « dans un respect mutuel de l'intégrité de chacun » (Levy, *op. cit*. : 256). Cela implique que le dialogue ne soit pas linéaire compte tenu du caractère productif de l'échange.

[127] Le projet s'est appronfondi, il s'est bonifié (on l'espère) avec le temps écoulé qui a permis que des aspects ressortent. On ne peut s'empêcher d'aborder l'analogie avec le whisky dont les arômes se développent à partir d'un certain nombre d'années ; ainsi, après les parfums de céréales, puis ceux de vanilline vite acquis, émergent les esters fruités et floraux qui ont migré du fût à l'eau de vie pour laquelle Irlandais et Ecossais se disputent l'origine et pervertissent les pratiques anciennes pour des logiques de rentablité, tandis que les Japonnais affirment leur incontestable talent dont Masataka Taketsuru fut précurseur.

Cependant, il faut avouer que le dépassement de cette difficulté n'a pas toujours été simple, la relation a pu être un non-échange, ou plutôt un « échange à sens unique », le statut de l'interviewé a pu, parfois, selon des circonstances particulières, se résumer à « source d'information ». Dans ces cas là, l'empathie avait été supplantée par la distanciation, par un rapport de « rentabilité de circonstance » avec le terrain, pour le moins discutable d'un point de vue éthique.

Les problèmes de disponibilité et de fiabilité des données

Les données existantes

Les problèmes de disponibilité et de fiabilité des données existantes ne sont pas nouveaux, et ne sont pas non plus l'apanage aux seules recherches en Afrique. Pour autant, ce problème est particulièrement prononcé pour les Uporoto, et vraisemblablement pour la Tanzanie tout entière. Il est connu que les recensements nationaux présentent des tableaux parfois éloignés de la réalité, et que les décalages peuvent être intentionnels. Autrement dit, les résultats sont volontairement faussés, la plupart du temps à des fins électorales ou à tout le moins pour servir le pouvoir en place, puisque comme chacun sait, le savoir est un pouvoir, et la représentation de la population est la première emprise du pouvoir (Raffestin, 1980)[128]. Outre les fins non louables, les lacunes de construction des données se retrouvent dans les documents officiels, qui alimentent certains rapports de documents internationaux. L'exemple des nombreuses manières de classification de la population urbaine ou rurale, selon des critères variés, est emblématique[129]. Également, les données sur l'agriculture diffèrent suivant les sources bien qu'elles soient officielles. Par exemple, le National Sample Census of Agriculture de 2007 (basé sur le recensement de 2002-2003) signale que 43 366 ha de bananes sont cultivés dans le Rungwe, tandis que le service régional de l'agriculture indique pour la même année une superficie de 20 000 ha. Le Regional Socio-economic Profile publié en 2011 par le service régional de planification, après la compilation des données des districts, ne signale tout simplement pas la culture de banane alors qu'un chapitre d'une cinquantaine de pages est pourtant consacré à l'agriculture. Il serait possible de multiplier les exemples, sur les discordances d'informations suivant les sources mais cela n'a pas grand intérêt, il convenait simplement de souligner les difficultés rencontrées à obtenir des données fiables.

---

[128] Voir (ou revoir) les ouvrages d'Hervé le Bras dont *L'adieu aux masses*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues. 89 p. 2002.

[129] Voir Muzzini, Lindeboom, *op.cit*.

L'incompréhension et les barrières de la langue

Les populations rencontrées parlent pratiquement toutes leurs langues vernaculaires, ainsi que le *kiswahili,* elles ont appris l'anglais à l'école si elles ont atteint l'équivalent du cycle d'enseignement secondaire, soit une faible part des enquêtés. Sur le terrain, les langues de travail ont été l'anglais et le *kiswahili*[130]. Mon niveau d'anglais est correct, et celui de swahili me permettait de communiquer maladroitement pour des conversations simples, pour la vie de tous les jours, mais pas pour mener des entretiens et des questionnaires seul[131]. J'ai donc dû avoir recours à un traducteur pour collecter des données. Comme cela a été dit, j'administrais directement les questionnaires en swahili, je pouvais les remplir avec l'aide d'un interprète. Les questions étaient redondantes, mais il fallait se gardait d'envisager que les réponses pussent l'être. De plus, il arriva souvent que je souhaitasse poser des questions complémentaires, en fonction du répondant. Jacob, enseignant au Mbeya Institute of Technologie, a été mon interprète ; cela peut apparaître cocasse voire loufoque, il est bègue, mais fort heureusement son trouble de la parole est peu prononcé. Lors de la dernière mission, c'est finalement Asajile, pilote de moto-taxi qui m'a aidé[132]. L'échange s'est alors opéré via plusieurs filtres, l'anglais n'est pas ma langue maternelle, ni celle des interprètes, qui traduisaient les réponses des enquêtés et parfois mes questions et commentaires. Le cheminement de l'information a pu être semé d'embûches, surtout en fin de journée, quand chacun est fatigué. Ces limites liées à la barrière de la langue n'ont pas rendu possible des analyses formelles du contenu des discours ; d'ailleurs, aucun échange n'avait été enregistré. Pour autant, grâce à l'expérience acquise, et à la récurrence des questions, j'ai pu noter directement des concordances et des discordances dans l'usage de certaines expressions. Par

[130] Le *kiswahili* est la langue nationale en Tanzanie, il est parlé du sud de la Somalie au nord du Mozambique, sur une bande qui s'étend de la côte (plus l'archipel des Comores) jusqu'à l'est de la République Démocratique du Congo, soit un ensemble de 47 millions de personnes. C'est une langue issue du groupe bantou, elle associe des mots arabes, persans, indiens et européens. Le géographe al-Mas'ūdī signale dès le Xe siècle un groupe humain sur la côte qui parlerait le swahili. Au XIVe siècle, Ibn Baṭṭūta se réfère à la communauté swahili, dont la ville de Kilwa a été le centre de pouvoir. Le swahili comprend de nombreux dialectes locaux. La politique d'expansion commerciale de la colonisation a favorisé la diffusion plus rapide du swahili à partir de la fin de la deuxième moitié du XIX siècle. De plus, le swahili normalisé (*standard swahili*) basé sur le swahili urbain de Zanzibar et institutionnalisé par les colons britanniques, se diffuse rapidement du fait de l'utilisation par l'administration. D'après PENRAD J.-C., « SWAHILI », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 27 juin 2013. URL : https://nomade.univ-tlse2.fr:443/http/www.universalis-edu.com/encyclopedie/swahili/

[131] J'ai appris le swahili avec la méthode Assimil et surtout sur le tas, par la force des choses. L'immersion dans le terrain réactivait les connaissances enfouies, d'autant plus que je cherchais systématiquement à m'exprimer en swahili, ce à quoi mes interlocuteurs furent très sensibles.

[132] Mon camarade et ami Joseph Lukumay, rencontré en 2008, dans le cadre du projet européen CREATING, m'avait mis en relation avec Jacob, puis avec Asajile. Jacob ne pouvait plus m'accompagner en 2011 car il avait entamé un master qu'il a d'ailleurs obtenu par la suite.

exemple, les commerçants de Dar es Salaam qualifient leurs fournisseurs du Rungwe comme des « *wakulima* » (paysans), tandis que les fournisseurs de la région de Moshi sont qualifiés de « *businessmen* », pourtant, dans les deux cas il s'agit de commerçants. En dépit du biais linguistique, des bribes d'analyse thématique des discours ont rendu possible l'identification de représentations et de jugements de valeur. L'incompréhension n'est pas seulement due à la barrière de la langue, elle prend aussi ses racines dans les représentations des individus[133]comme cela a été précisé dans le point sur les situations d'échange.

Relative fragilité des données construites

Les limites présentées an amont indiquent que des données sont incertaines. Il est donc approprié de garder à l'esprit la fragilité de certaines données construites, en particulier des calculs élaborés à partir de chiffres officiels; les résultats apportés n'ont pas une ambition de précision à outrance que l'on pourrait qualifier d'indécente, nul fétichisme du chiffre froid et simplificateur dans cette thèse. Certes, des résultats issus de calculs sont proposés, mais gardons nous de croire que tout est dans le chiffre avancé ou que le chiffre fait foi, fût-il étayé par des formules et des équations compliquées, comme on peut en trouver dans la science économique[134]. Le chiffre n'est pas la vérité, il donne un indice et il n'a de valeur qu'ancré dans une démarche transparente. Les données chiffrées construites indiquent des ordres de grandeur, des tendances, elles permettent la comparaison, et l'interprétation d'évolutions ; elles prennent sens dans le cadre de la démarche de recherche, en complément des autres procédés de recueil et d'analyse, « les statistiques ne constituent bien évidemment que l'un des outils dont dispose le sociologue pour étudier les phénomènes sociaux. L'observation, les entretiens, l'analyse historique et bien d'autres encore sont tout aussi légitimes (Blöss, Grossetti, 1999 : 3), auxquels on ajoute la photographie et la cartographie. Malgré la rigueur

---

[133] La première enquête réalisée à Simambwe fut un « désastre scientifique ». J'étais exceptionnellement accompagné de Sanga, enseignant au MIT (« M. » pour Mbeya). Nous devions administrer des questionnaires, et nous nous signalâmes, au responsable local, comme il se doit. Par « chance », la responsable de vulgarisation agricole avait convoqué ce jour là une quinzaine de paysans. Malheureusement, ce qui devait être une journée faste devint une journée pénible. En effet, mes compagnons décidèrent, malgré mes humbles remarques, d'administrer le questionnaire en une seule fois, dans la salle de classe, où siégeaient les paysans. L'agent de développement et le collègue enseignant jugèrent bon de poser à haute voix les questions une par une, et de guider les « élèves » vers la « bonne » réponse. Ne maîtrisant pas du tout la situation, je n'avais qu'à attendre que ça passe, et prendre les clichés qu'on me demanda afin d'immortaliser ce moment inoubliable.

[134] Celle-ci qui prétend expliquer les relations sociales à partir d'axiomes et d'hypothèses élaborées non pas pout être confrontées au terrain, mais pour vérifier le modèle déjà prévu (Rist , 2010) Ainsi le souligne Gilbert Rist au sujet de la pseudo capacité du marché à trouver un prix d'équilibre « au lieu de faire une série d'hypothèses pour les vérifier ensuite dans la pratique, on part de conclusion que l'on veut obtenir (l'équilibre existe et il est positif) et l'on construit, à partir de là, une série d'hypothèses qui permettent de « vérifier » le résultat prévu » (*idem* : 134).

apportée à la création et à l'interprétation des données, par le truchement des outils complémentaires, ce travail assume son aspect faillible et ses incertitudes.

Il a été souligné l'enjeu de la création de données, compte tenu, entre autres, de la pénurie d'informations chiffrées et non chiffrées. J'ai alors été animé par une tension, entre la volonté à créer de l'information, et parmi elle des données chiffrées, et la décision à ne pas tomber dans les travers de l'abondance numérique. Pourtant, le recours aux statistiques descriptives s'avère commode et incontournable pour décrire et analyser des phénomènes d'un point de vue quantitatif. Des précautions présentées en amont, et des résultats proposés en aval, le lecteur averti, sera seul juge de ce travail.

Conclusion

L'approche conceptuelle explicitée dans ce chapitre a mis en avant des processus relationnels au regard des échanges produits par le développement des cultures alimentaires commerciales. Le premier point s'est intéressé à la construction territoriale par les flux produits par les territoires, le modèle d'analyse présume que des lieux montagnards sont réagencés par les dynamiques organisatrices des flux émis par l'agriculture; la causalité récursive est pensée afin de dépasser les relations linéaires de cause à effet. Le commentaire de l'objectivation de la montagne, d'abord en géographie puis en géographie tropicale, a permis de mettre en avant la notion de « lieu » sur laquelle l'hypothèse porte. L'organisation des lieux s'appuie sur la spécialisation qu'on imagine inégale puisque la montagne n'est pas un territoire homogène et que les phénomènes n'en sont pas moins hétérogènes suivant des logiques concurrentielles. La complémentarité des espaces montagnards joue à plein dans les processus d'intégration.

Le second point a examiné les acteurs de l'arène marchande, les relations de pouvoir font émerger une organisation hiérarchique des acteurs au sein de réseaux commerciaux. Le concept d'acteur met en lumière un jeu de pouvoir, voire les dominations instituées par les logiques concurrentielles. Le contrôle de l'information, en particulier sur l'état de l'offre et de la demande et sur les prix, est un enjeu crucial dans ces rapports déséquilibrés entre des acteurs dont les capitaux sont fortement inégaux. Il émerge des réflexions sur les acteurs organisés en réseau, le rôle fondamental que joue l'accès au marché, qu'il soit physique ou immatériel.

La pratique du terrain a necessité une prise de distance avec la recherche même afin de préciser la situation relationnelle du sujet et de l'objet, qui oscille entre empathie et distanciation. La méthodologie employée fait appel à une vaste gamme d'outils de géographie humaine tels les questionnaires, les entretiens, l'analyse des paysages, les transects « agro-géographiques », la cartographie, etc. Les difficultés nombreuses de recherche sont indiquées, elles appuient l'auto-critique du travail, à ce stade de l'ouvrage.

En résumé, l'analyse du sytème montagnard, par le prisme des flux produits par le modèle agricole fondé sur les cultures alimentaires commerciales, est une entrée qui questionne les relations urbain-rural, plus précisément, il s'agit d'appréhender comment les flux réinterrogent les rapports ville-campagne.

Conclusion de la seconde partie

La montagne nourricière dont le modèle productif s'oriente vers le développement des cultures alimentaires commerciales voit ses modalités d'ouverture renouvellées, sans qu'elles représentent une réelle rupture. Il s'agit plutôt de l'affirmation d'une extraversion vouée au marché urbain national, et sous-régional dans une moindre mesure. Cette seconde partie a concerné les hypothèses de résultats, ces pistes font le lien entre l'hypothèse principale et les indicateurs relevés sur le terrain via les concepts. Le graphe suivant reprend les principales notions et les concepts sur lesquels s'appuie le modèle d'analyse. On y retrouve des termes présents dans la problématique, cette dernière met en relation le développement agricole avec la redéfinition de l'organisation des Uporoto et de leur place dans le territoire national. Au milieu de la représentation, figure l'intégration territoriale qui est le concept central autour duquel s'agencent les concepts et notions complémentaires. L'intégration territoriale se décline par la dimension économique et par la dimension spatiale, chacune d'entre elles est enrichie de composantes spécifiques. L'axe horizontal mobilise les flux et les réseaux, en mettant respectivement en avant les échanges matériels et immatériels et les relations de pouvoir entre les acteurs, puis les nœuds et les lignes inhérents aux réseaux.

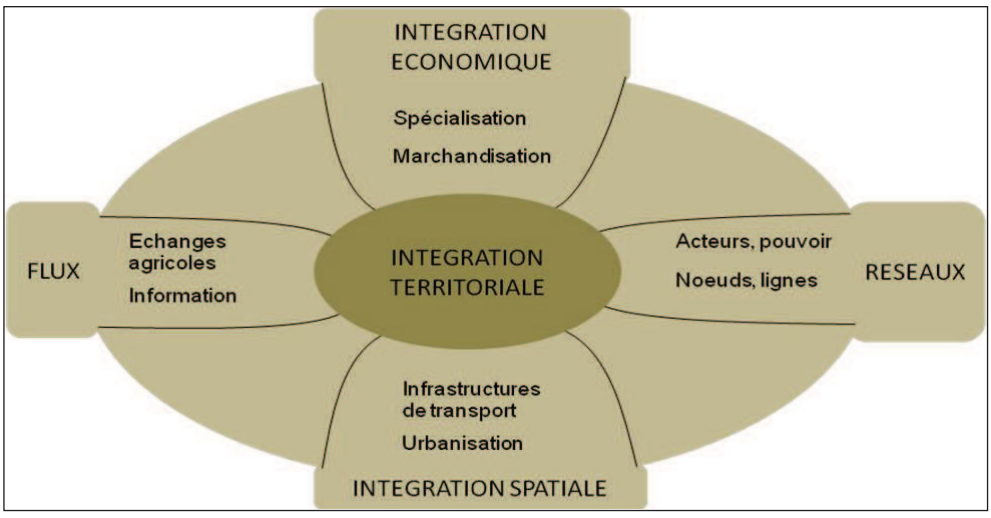


Schéma 4 : Graphe des mots clés et des concepts du modèle d'analyse

L'hypothèse principale de recherche suppose que le développement des cultures alimentaires commerciales redéfinit le statut de la montagne et « recentre » la périphérie. Elle relève du modèle centre/périphérie, qui énonce que le système spatial s'appuie sur un centre qui domine sa périphérie, les deux produisant les conditions de leur statut ; elle est aussi le fait de la proposition selon laquelle la montagne est organisée selon des logiques verticales et horizontales. Au terme de cette seconde partie, conséquemment au travail des hypothèses de résultat, j'affine la proposition initiale en précisant que c'est le statut même de la montagne qui est en recomposition. En effet, les reconfigurations des lieux, à savoir des étages, des zones de production et des marchés font plus que recomposer les étages, les dynamiques organisationnelles sont multi-scalaires. À l'intérieur du massif, ce sont non seulement les étages qui sont transformés par des logiques de spécialisation, c'est aussi la société même qui change, à travers la marchandisation des moyens de production et les modifications des modalités d'accès au marché. Au niveau extra-montagnard, c'est la place même des Uporoto au sein du territoire national qui peuvent être en quelque sorte « démarginalisées », le massif périphérique, mieux intégré aux échanges commerciaux, peut plus s'intégrer au territoire national. Il émerge la relation selon laquelle l'intégration au marché conduit à l'intégration territoriale. Les parties suivantes s'attachent à analyser les moteurs et les supports des flux en vue de confronter les hypothèses au terrain.

PARTIE III

Les moteurs des flux

Cette troisième partie vise à montrer comment s'agencent les circulations d'acteurs et de produits dans les Uporoto. Elles s'inscrivent dans l'espace et leurs itinéraires dessinent une cartographie du mouvement. La problématique de recherche articule les interrelations des acteurs et des flux avec la recomposition de l'organisation montagnarde, cette évolution poserait les bases d'une autre cohésion entre les acteurs et le territoire. La compréhension de l'organisation des acteurs et des flux permet de questionner la cohérence du système au niveau des acteurs et des lieux. Cet ensemble repose sur des acteurs, qui produisent des flux qui mettent en scène les lieux montagnards. Ces trois éléments sont engagés dans les dynamiques qui arriment la montagne à d'autres échelles géographiques. Pour comprendre ces phénomènes, cette partie met l'accent sur les moteurs des flux en s'appuyant sur les données de terrain. Les flux n'existent que parce qu'ils sont émis et orientés par des acteurs économiques investis dans l'approvisionnement du marché urbain en cultures alimentaires commerciales.

Le chapitre 5 examine les acteurs et leur organisation réticulaire. Il met à jour les caractéristiques socio-économiques des individus engagés dans l'échange, le tableau dressé offre un portrait des producteurs moins hétérogène que celui de la gamme variée des commerçants. Les individus sont mobiles dans l'espace topographique et dans celui des réseaux, mais il demeure des inégalités dans l'accession à la mobilité, le maintien de dissymétries de pouvoir est un enjeu pour des acteurs qui profitent de leur position avantageuse. Par conséquent, l'inertie des places dans le réseau d'acteurs semble être le produit de rapports de domination et de dépendance. Par analogie, des bases du modèle « centre-périphérie » se retrouvent dans le réseau d'acteurs à travers des relations de dépendance entre des acteurs dominés et d'autres dont la position dans le réseau est favorable. L'ascension dans l'organisation passe d'abord par l'accession au rôle d'intermédiaire. Par ailleurs, la montagne est régulièrement parcourue par des individus familiers des pistes carrossables, ils animent par leur mobilité les marchés périodiques qui parsement les Uporoto.

La multiactivité est pratiquée par une grande part des acteurs, les saisons rythment le balai des activités.

Le chapitre 6 s'intéresse aux mouvements des individus et des produits dans l'espace topographique, à travers les mobilités d'acteurs marchands et les flux de denrées. Le développement du modèle agricole se répercute sur la constitution d'un secteur de transport ajusté à l'organisation des marchés périodiques. Il est proposé une mesure des flux, un jeu de cartes permet de localiser les espaces les plus dynamiques dont l'analyse indique que les facteurs agro-écologiques, les logiques de marché et le rôle des infrastructures de transport sont déterminants pour l'émission des flux. Étant donné le caractère agricole, les saisons battent la mesure des flux orientés vers la demande extra-montagnarde. La participation des différents territoires montagnards est hétérogène, elle donne une image contrastée des Uporoto dont l'intégration est inégale.

Chapitre 5

HIERARCHIE FLEXIBLE DES ACTEURS EN AMONT DU RESEAU

Le chapitre 5 décrit et analyse les divers types d'acteurs dans la montagne, leurs stratégies économiques et leurs pratiques spatiales issues des activités de production et/ou de commercilisation. L'expression de « hiérarchie flexible » peut sembler être un oxymore puisque le premier terme renvoie à l'ordre, à la classification, à un état, tandis que le second se réfère à la souplesse et aux transformations de formes. Pourtant, cette formule apparaît adaptée pour caractériser les relations de subordination sans enfermer l'organisation dans un état stable, ou dans un équilibre improbable. Les acteurs ne sont pas isolés, ils illustrent leurs interactions permanentes avec leur environnement à travers leurs stratégies et leurs pratiques ; l'espace est un élément organisant et organisé par les acteurs. Leur position dans un ou des espaces spécifiques interfère sur les stratégies, qu'ils soient individuels ou collectifs, ils sont dotés d'intentionnalités qui guident leurs actions. L'acteur public intervient peu dans l'organisation des échanges, c'est pourquoi ce chapitre porte sur les acteurs de l'échange, du producteur à la gamme variée des intermédiaires et des commerçants, ce sont donc des acteurs du secteur privé.

La position des acteurs dans le réseau d'échange intervient dans les stratégies d'émission des flux. La distance sociale et la distance spatiale participent aux stratégies d'acteurs et aux interactions spatiales ; en somme, elles interviennent dans l'organisation du système d'échange. Les dynamiques d'ouverture de la montagne complexifient la distance qui s'appréhende à travers plusieurs dimensions, celle de l'espace métrique, celle de l'espace topologique, celle du temps. De plus, on sait que la distance réelle ne se confond pas systématiquement avec la distance perçue. La distance sociale peut s'interpréter comme un différentiel de pouvoir dans le jeu des acteurs de l'échange, en ce sens, elle représente une contrainte pour les dominés et un atout pour ceux qui sont en position favorable. La distance géographique est topographique et topologique, elle est consubstantielle à la société et à l'intensité des échanges qui traversent l'espace géographique.

Le chapitre est structuré par deux grands points, le premier dresse le panorama des acteurs, le second souligne des modalités de passage dans le réseau d'acteurs. Le modèle

agricole étudié repose sur le secteur privé à toutes les étapes, de la production à la commercialisation. L'analyse a dû distinguer ceux qui produisent de ceux qui commercialisent, ces deux groupes rassemblent plusieurs types d'acteurs. Des activités complémentaires en lien avec l'agriculture sont souvent pratiquées, la multiactivité articulée à l'agriculture est un moyen d'ascension dans la hiérarchie du réseau d'échange de manières plus ou moins temporaires ; le facteur saisonnier intervient dans l'agencement temporel des diverses occupations.

1. L'éventail des acteurs privés

Il s'agit dans ce point de dresser le tableau des acteurs de l'échange. Placer un individu dans une catégorie pose problème, cette méthode est statique et ne rend pas compte des mouvements des acteurs dans le réseau, ou de leur multiactivité. Cependant, il a été nécessaire de distinguer les acteurs suivant leur fonction dans le système d'échange, en soulignant la multiactivité pour justement rendre compte des situations réelles dynamiques. La catégorisation, si commode soit elle, n'est pas toujours opérationnelle « Dans la réalité, ces typologies se recoupent souvent, un vendeur pouvant relever de plusieurs états – vendeurs régulier sédentaire principal et commerçant par exemple - ; par ailleurs, les frontières entre chaque catégorie sont souvent difficile à tracer : certaines stratégies commerciales impliquent des passages d'une catégorie à l'autre » (Paulais, Wilhelm, 2000 : 86).

1.1- Les acteurs marqués par la paysannerie

Bien que les individus ne soient pas seulement les porteurs d'une fonction, l'analyse des acteurs procède par une approche fonctionnelle qui permet la classification des différents types d'individus, et qui appréhende l'évolution de statut, dans l'espace et dans le temps. La distinction est réalisée à partir des réponses des enquêtés qui pouvaient se déclarer « paysan », « paysan-commerçant » ou « commerçant ». Un paysan est une personne qui produit et qui vend des denrées agricoles qu'elle a produites, un paysan-commerçant est une personne qui cultive et qui vend sa production ou une partie et qui vend également des produits qu'elle a achetés, un commerçant est une personne qui revend des produits préalablement achetés. La population de l'enquête est composée à 26 % de paysans, 26 % de paysans-commerçants et 48 % de commerçants. Les résultats présentés sont issus des questionnaires administrés sur les

marchés, l'approche de ce point est donc quantitative afin de présenter des aspects quantifiables d'acteurs de l'échange.

Les paysans

Caractéristiques des foyers[135]

Cette catégorie comporte une part à peu près égale d'hommes et de femmes, respectivement 53 % et 47 %. La grande majorité des producteurs ont une éducation au niveau primaire (88 %), seuls 4 % ont suivi un enseignement dans le secondaire et 8 % n'ont pas étudié à l'école ; la répartition des hommes et des femmes est globalement identique et il n'y a pas de différenciation significative suivant l'âge. La moitié des foyers comptent moins de 5 personnes et les deux tiers moins de 6 ; la taille moyenne des ménages est de 5 individus. Le mode[136] de la série est de 3 personnes par foyer, ces indicateurs tranchent avec l'idée reçue de familles paysannes pléthoriques.

Les paysans rencontrés sur les marchés et dans les villages sont essentiellement originaires de leur district de résidence actuelle puisque seulement 12 % des cultivateurs proviennent d'un autre district et la moitié des allochtones sont natifs d'un district limitrophe. Les paysans sont par conséquent des individus ancrés dans leur terroir depuis de nombreuses années ; l'installation de paysans allochtones est limitée et pour moitié géographiquement proche.

La multiactivité des ménages de paysans demeure très limitée, 88 % d'entre eux sont seulement engagés dans l'agriculture, tandis que 6 % des ménages comptent une personne qui

---

[135] La définition du foyer ou du ménage est élaborée en fonction du projet de recherche, un ménage, ou un foyer, est une unité organisée fondée par la cohésion de ses membres, par la convergence des revenus à un moment donné et par la coprésence plus ou moins régulière.

Définir un foyer, ou un ménage, est sujet à débats et controverses et les critiques sur ces concepts sont nombreuses et fondées. Les transformations de l'environnement social, économique, politique, pour ne citer que ces dimensions, se répercutent sur des modifications des dynamiques familiales. Il en ressort une multiplicité des formes et une inclinaison plus favorable aux changements. Jamais l'articulation des dimensions spatio-temporelles n'a autant brouillé l'image de la famille, de la cellule de production, de l'unité statistique ou d'analyse. On est d'accord pour dire que le modèle de la famille dite « traditionnelle » s'efface sans pour autant que l'on se dirige vers le modèle de famille nucléaire des pays industrialisés. Il serait intéressant de passer l'analyse des structures familiales au prisme de la complexité afin, peut-être, de parvenir à concilier l'unité du ménage avec la multiplicité des individus, des formes, des dynamiques, etc. Sur ce thème, je renvoie à Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P. (dir.) (1995) *Ménages et familles en Afrique : approche des dynamiques contemporaines*. Centre français sur la population et le développement, Les Études du CEPED n°17. Paris. 424 p.

[136] En statistique, le mode est « la donnée la plus fréquemment observée ». *Statistique Canada*. http://www.statcan.gc.ca/edu/power-pouvoir/ch11/mode/5214873-fra.htm Consulté le 1er juillet 2013.

est employée dans le commerce et 6 % dans d'autres activités telles l'artisanat. Cela indique que les paysans sont fortement dépendants de l'agriculture pour leur alimentation et pour la création de revenus. Cependant, l'activité agricole ne signifie pas seulement le fait de cultiver son propre champ. Les « 88 % » comprennent la mise en valeur de leurs propres champs et le travail agricole rémunéré dans d'autres exploitations. Les questionnaires (dont l'analyse statistique résulte) ont permis de discerner les activités agricoles des activités non agricoles (*non- farm*) mais ils n'ont pas rendu possible la distinction entre le travail agricole non salarié et salarié (*off-farm*)[137]. Le recensement de 2002[138] indique que 90 % des ménages agricoles du district Mbeya Urban ont au moins une personne salariée agricole (30 % ont deux personnes), ce taux atteint plus de 90 % des ménages agricoles du district Mbeya Rural (42 % ont deux personnes), il n'est que de 42 % dans le Rungwe (12 % ont deux personnes). On peut rappeler que les Safwa ont des pratiques anciennes de travail agricole salarié puisque nombre d'entre eux partirent travailler dans les plantations commerciales lors de la période coloniale ; les différents types de système de production et la densité entre autres expliquent également ces taux disparates. Le fait d'être paysan (*mkulima*) n'est pas perçu comme avoir un travail, les représentations des cultivateurs n'intègrent pas cette activité productive comme étant un travail à part entière, ce dernier étant associé au salariat régulier, à la fonction publique, à l'artisanat ou au commerce. La condition paysanne n'apparaît pas être valorisée dans les esprits des acteurs, sans être péjorative, elle semble être le statut par défaut, produit de l'absence d'alternative socioéconomique.

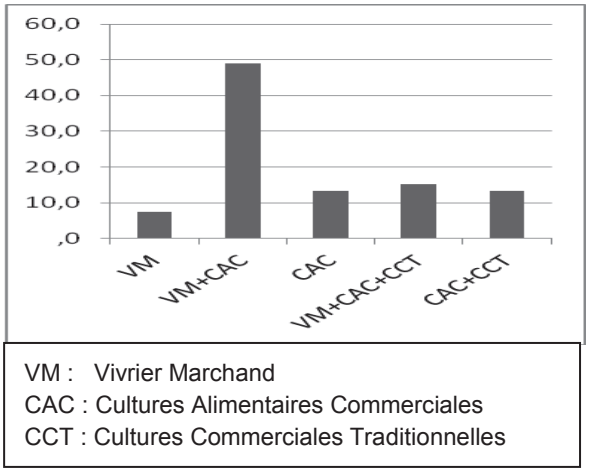
Répartition des hommes et des femmes selon le type de culture

La gamme des cultures souligne la prégnance des cultures traditionnelles, qu'elles soient vivrières ou commerciales, et la présence des cultures alimentaires commerciales. Les productions vivrières marchandes (VM) se réfèrent aux denrées produites dans le but de nourrir le foyer et de vendre les surplus. Elles concernent essentiellement les cultures ancrées dans les régimes alimentaires traditionnels telles le maïs, le haricot, les tubercules (manioc, patate douce, igname), le blé, les pois, les légumes, etc. Le panel varie en fonction des zones agro-écologiques et culturelles dans la montagne, par exemple on trouve le blé en terroir

[137] En effet, la question demandait le type d'activité des personnes qui travaillent au sein du foyer, y compris dans l'agriculture. Les réponses les plus nombreuses étaient « *wakulima* » (paysan), sans indication de salariat ou pas. La question a été précisée lors de la dernière campagne, mais la taille de l'échantillon (réduite après la « purge » des questionnaires douteux) n'est pas suffisante pour réaliser une étude statistique fiable et proposer des résultats sérieux.

[138] URT(2007) *National Sample Census of Agriculture, 2002/2003, Vol VI : Regional Report : Mbeya Region*. NBS. Dar es Salaam. 332 p.

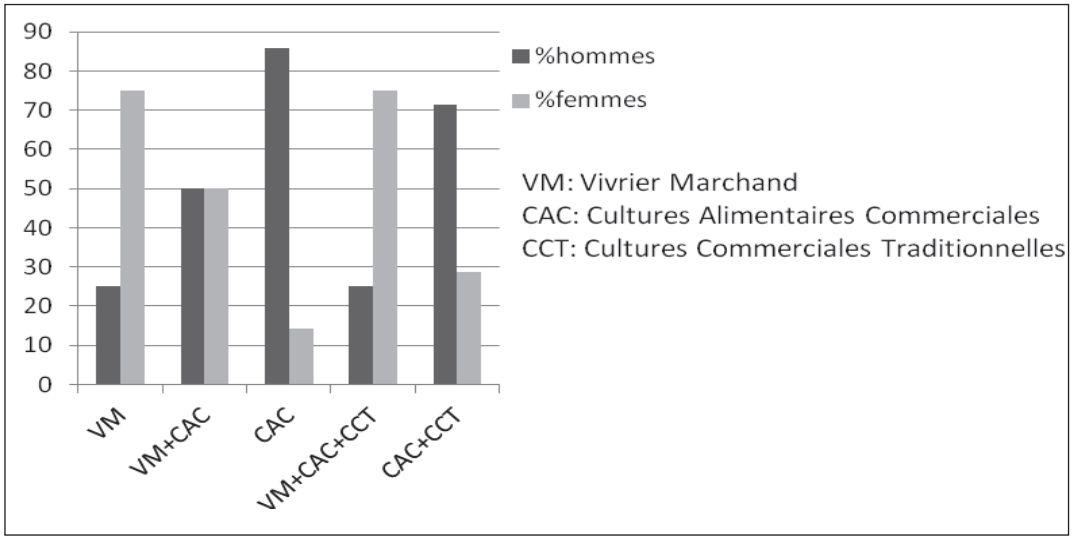
safwa, à des altitudes autour de 1900 mètres tandis qu'on trouve la patate douce en terres *nyakyusa*, à plus basses altitudes. Les cultures commerciales traditionnelles (CCT) comprennent les productions introduites par les colons et orientées vers l'exportation telles le café, le thé et le pyrèthre. Les cultures alimentaires commerciales (CAC) comptent les productions destinées au marché, leurs volumes augmentent car l'offre rencontre une forte demande qui croit qui plus est. La pomme de terre, la banane, le chou, certains fruits (avocats, ananas) fondent cette catégorie distincte du fameux « vivrier marchand » car leur orientation commerciale implique des bouleversements des systèmes de productions, des territoires et des sociétés montagnardes. De plus, les motivations à les cultiver sont purement destinées à procurer de revenus, sauf pour la banne dont une partie est toujours autoconsommée. Enfin, ces cultures sont la source majeure de revenus pour les paysans. Le graphique suivant présente la répartition des types de cultures dans lesquelles la population enquêtée est engagée.



Graphique 3. Pourcentage des types de production dans lesquelles s'engagent les paysans

Ce graphique montre que la plupart des paysans entreprennent plusieurs types de cultures puisque seulement moins de 20 % ne pratiquent qu'un seul type. Les deux tiers d'entre eux associent le vivrier marchand aux cultures commerciales et 50 % des paysans combinent le vivrier marchand avec les cultures alimentaires commerciales. Ceci indique que les producteurs, tout en conservant des pratiques éprouvées, élaborent des systèmes de production articulés au marché et qu'environ neuf producteurs sur dix réalisent des productions orientées vers le marché urbain. Un quart des paysans ne s'engagent que dans les cultures commerciales dont la moitié dans les productions tournées vers la demande urbaine. D'autre part, moins de 10 % des cultivateurs persistent dans les cultures vivrières marchandes seulement, par conséquent l'essentiel des producteurs sont insérés dans le marché.

On observe des distinctions entre les hommes et les femmes suivant les cultures proposées à la vente comme le montre le graphique ci-dessous. En effet, Les cultures vivrières marchandes sont majoritairement investies par les femmes (75 %) tandis que les hommes se consacrent plus aux cultures commerciales traditionnelles et aux cultures alimentaires commerciales. Les paysans « hommes » sont beaucoup plus spécialisés que les femmes dans les cultures destinées au marché urbain (86 % des producteurs de cultures alimentaires commerciales), ils apparaissent plus intégrés au marché que les femmes qui maintiennent les cultures vivrières marchandes dans leur choix de production. Ces cultures alimentaires sont associées aux cultures commerciales, les femmes optent ainsi pour l'association large afin de dégager des ressources alimentaires et des ressources financières. Il n'y a pas de distinctions notables suivant l'âge et le niveau d'éducation des répondants, les proportions suivant les classes d'âges sont à peu près similaires, bien qu'on ait pu imaginer que les jeunes diplômés pussent être plus réactifs et adaptés aux changements du marché[139].



Graphique 4. Répartition en % par sexe selon le type de culture

Ici encore, la nuance est de rigueur, la simplification de la richesse de l'information n'est pas aisée ; la classification de certaines cultures pose problème. En effet, certaines cultures pourraient se retrouver dans plusieurs catégories, telle la banane qui peut, selon les

[139] Cette répartition homogène peut s'expliquer par la construction des classes d'âges qui ne permettent pas suffisamment de mettre l'accent sur les « jeunes ». Les classes adoptées sont : « moins de 20 ans, 20 à 40 ans, 40 à 60 ans et plus de 60 ans ». Lors de la réalisation des enquêtes, l'intérêt des jeunes ne m'apparaissait pas clairement. On peut ajouter qu'il est difficile de définir la jeunesse et la vieillesse compte tenu de l'espérance de vie qui est de 54,6 années pour les hommes et de 56,2 années pour les femmes (en moyenne sur la période 2005-2010, ONU, 2011). Un Tanzanien est-il jeune à 30 ans, ou à 50 ans, au quasi-crépuscule de sa vie? On sait que le seul critère d'âge n'est pas suffisant pour définir la jeunesse et la vieillesse.

foyers, être considérée comme du vivrier marchand ou une culture alimentaire commerciale. Je la considère comme une culture alimentaire commerciale étant donné l'engouement qu'elle suscite comme cela a été expliqué dans les chapitres précédents.

Les paysans-commerçants

Cette catégorie comprend les personnes qui partagent leur temps de travail entre le champ et le marché, ce dernier étant le plus souvent hebdomadaire ou bihebdomadaire. Ces acteurs vendent une partie de leur production et revendent des denrées achetées à des paysans. L'échantillon comprend 52 % d'hommes et 48 % de femmes rencontrés pour l'essentiel sur les marchés.

Caractéristiques des foyers

Les foyers des paysans-commerçants présentent des traits relativement similaires à ceux des paysans. 86 % d'entre eux ont une éducation au niveau primaire, 12 % ont atteint le niveau secondaire et seulement 2 % n'ont pas fréquenté l'école. Il n'y a pas de différence notable des niveaux d'éducation suivant le sexe ou l'origine géographique. La moitié des ménages comptent moins de 5 personnes et les deux tiers moins de 6 ; la taille moyenne est de 5 individus, ces indicateurs sont identiques à ceux de la catégorie des paysans.

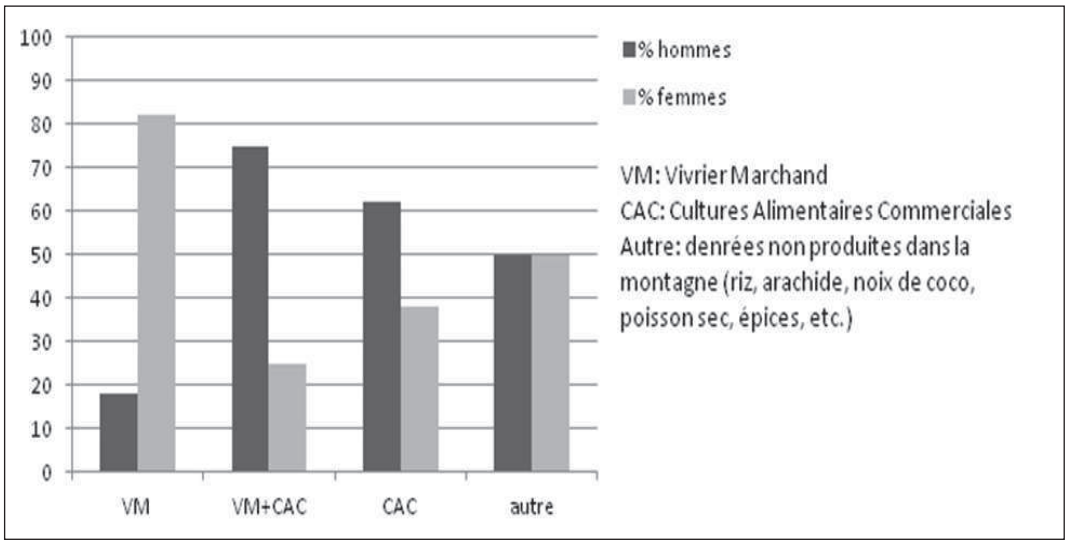
Le profil migratoire des paysans-commerçants est analogue à celui des paysans, environ neuf individus sur dix vivent dans leur district de naissance. Le négoce pratiqué par les paysans-commerçants ne semble pas être une activité qui distingue un modèle migratoire entre les cultivateurs et ceux qui complètent l'agriculture avec un petit commerce de denrées agricoles.

L'activité complémentaire réalisée dans ces foyers est l'agriculture dans près de 75 % des cas (sans distinction de travail salarié ou non salarié) et tous cultivent au moins une parcelle. Les autres activités sont par ordre décroissant le commerce (de denrées agricoles et non agricoles) et le travail salarié, puis la catégorie « autre ». Ces ménages s'appuient très fortement sur l'agriculture pour l'obtention de revenus puisque la part des activités non agricoles ou ne reposant pas sur l'agriculture reste faible.

Caractéristiques des acteurs selon les types de denrées vendues

Il existe une distinction par sexe dans les types de produits vendus, elle correspond à celle observée au sujet du vivrier marchand pour les paysans. Lorsque le vivrier marchand est associé aux cultures alimentaires commerciales, les vendeurs « hommes » sont trois fois plus

nombreux, et l'écart s'atténue pour les cultures alimentaires commerciales pour lesquels les vendeurs hommes sont encore deux fois plus nombreux que les femmes. Par contre, le vivrier marchand est un secteur commercial dans lequel les femmes sont ultra-majoritaires puisqu'elles représentent plus de 80 % des vendeurs. La catégorie « autre » rassemble les denrées qui ne poussent pas dans les Uporoto telles les arachides (*karanga*), le riz (*mchele*), ou qui ne sont pas représentatives de l'ensemble de la zone d'étude (ail, oignon, etc.). Ce secteur d'activité est investi à parts égales par les femmes et les hommes.



Graphique 5. Répartition en % par sexe des paysans-commerçants selon le type de produit vendu[140]

Les vendeurs hommes apparaissent plus impliqués et plus spécialisés dans les cultures destinées aux marchés urbains, mais ils n'abandonnent pas le commerce de productions marchandes plus classiques. Les femmes gardent la main sur le vivrier marchand et ont investi le commerce de cultures orientées vers la ville. L'âge n'est pas un critère de différenciation pour les paysans-commerçants âgés de 20 à 60 ans, par contre la majorité des jeunes sont tournés vers les cultures alimentaires commerciales ; ils semblent présenter une réactivité au marché plus rapide que leurs ainés. Le niveau d'éducation semble également intervenir dans le choix des affaires, ceux qui ont atteint le niveau secondaire sont plus nombreux que les

[140] L'association « VM+CAC+CCT » n'est pas représentée car l'effectif était trop restreint et le résultat était trop « prononcé » : 100% d'hommes. Il est concevable, d'après les travaux sur l'agriculture en Afrique, que les hommes ont « accaparé » les cultures commerciales traditionnelles, mais il semble inapproprié qu'ils en aient l'exclusivité, chiffre mal fondé à l'appui. Aussi, le café, le thé et le pyrèthre ne sont pas vendus sur les marchés, c'est pourquoi on ne les trouve pas dans ce graphique.

personnes ayant un niveau scolaire moins élevé à adopter les cultures alimentaires commerciales.

Les produits vendus par les paysans-commerçants correspondent globalement à ceux qu'ils cultivent. Les trois-quarts des vendeurs de vivrier marchand en cultivent et la proportion est similaire lorsque les cultures alimentaires commerciales les complètent. Les deux tiers des vendeurs de cultures alimentaires commerciales en plantent mais un tiers d'entre eux s'en tiennent seulement au vivrier marchand. Les produits proposés à la vente sont souvent ceux que l'on trouve dans les champs des vendeurs, ainsi ces derniers font le commerce de variétés qu'ils connaissent et dont ils maîtrisent les processus culturaux et commerciaux. Le fait de cultiver une variété accroît l'information sur le produit et semble être un élément de choix dans la gamme des denrées proposées à la vente. Par ailleurs, plus de 90 % de ce type d'acteurs plantent du vivrier, cette assise traditionnelle semble bien être une ressource certaine toujours ancrée dans les stratégies.

La distinction entre la catégorie des paysans et celle des paysans-commerçants est ténue, d'autant plus que les activités sont fluctuantes dans le temps, elles varient en particulier en fonction des saisons. Cependant, il est apparu intéressant de faire un distinguo afin de souligner les points communs et les différences et surtout pour montrer l'imbrication des activités de production et de commerces, notamment avec la forte relation entre le type de culture dans le champ et sur l'étal.

1.2- La gamme variée des commerçants sur les marchés

Cette catégorie est difficile à saisir tant la gamme des acteurs est variée, floue et fluctuante ; elle rassemble les détaillants, et de nombreux types d'intermédiaires (*dalali*) du réseau d'échange. Ce dernier groupe comprend les acteurs qui mettent en relation les territoires montagnards avec le marché en permettant le mouvement des produits à plusieurs échelles du local à l'international. Ce sont des acteurs privés, ils jouent un rôle clé dans l'organisation du réseau d'échange à plusieurs niveaux. Les grossistes ne se rencontrent pas sur les marchés, ils opèrent généralement à distance, les résultats des questionnaires concernent ceux qui se sont déclarés « commerçants » lors de l'administration des enquêtes sur les marchés ; il s'agit par conséquent de petits détaillants et d'intermédiaires ruraux. Les premiers sont plus faciles à cerner, il s'agit de personnes qui revendent des denrées en petites quantités. Par contre, le groupe des intermédiaires rassemble une importante variété d'acteurs.

Pour simplifier, on peut les différencier selon qu'ils fournissent un service ou un bien. Dans le premier cas ils mettent en relation des commerçants, des investisseurs, la plupart du temps installés en ville, avec les acteurs locaux situés dans le rural ; ces intermédiaires offrent ainsi une prestation. Dans le second cas, on peut distinguer les agents collecteurs et les commerçants-revendeurs. Les agents collecteurs travaillent pour des donneurs d'ordre contrairement aux revendeurs, ces deux types font du commerce, ils achètent et ils revendent, que ce soit en paiement comptant ou en paiement différé. Ils se ravitaillent dans les champs ou au marché et ils ne revendent pas au détail. Cette séparation n'est pas toujours opérationnelle, des intermédiaires peuvent arriver au marché avec la quantité commandée et avec d'autres volumes destinés à d'autres clients non encore identifiés. Globalement, les fournisseurs de services n'ont pas besoin de capital financier, la connaissance de l'environnement productif et économique constitue « leur valeur ». En revanche, les agents collecteurs et les revendeurs s'appuient sur un capital financier pour se procurer les denrées qu'ils revendront par la suite. Les frontières sont très minces et poreuses entre ces catégories, bien des acteurs sont « multi-casquettes ». Le schéma ci-dessous est une simplification des types d'intermédiaire, il distingue ces acteurs de l'échange en fonction de ce qu'ils fournissent et du capital mobilisé. Les flèches à double sens indiquent les glissements possibles tandis que les pointillés marquent la porosité des catégories.

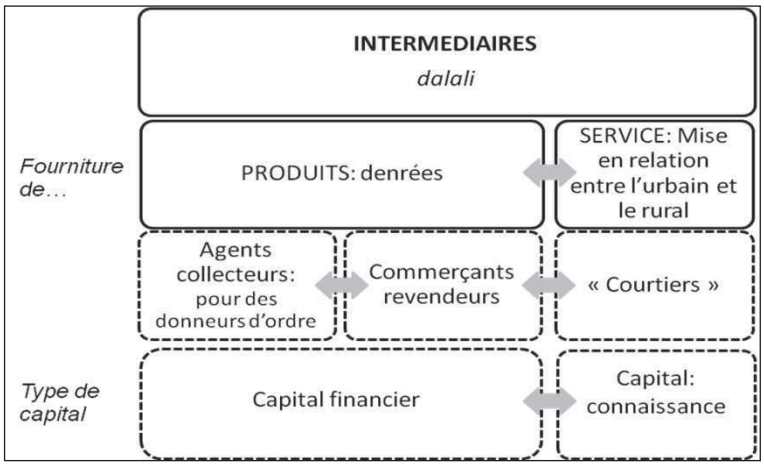


Schéma 5. Représentation simplifiée des types d'intermédiaires dans le rural

Ces acteurs font du commerce, principalement de produits et dans une moindre mesure de services ; le terme « commerçant » s'applique indifféremment dans les lignes suivantes. L'échantillon constitué par les commerçants regroupe 52 % des femmes et 48 %

d'hommes et plus des trois quarts sont des détaillants, puisque c'est ce groupe qui est le plus nombreux sur les marchés parmi les commerçants et les intermédiaires.

Les détaillants

Caractéristiques des foyers

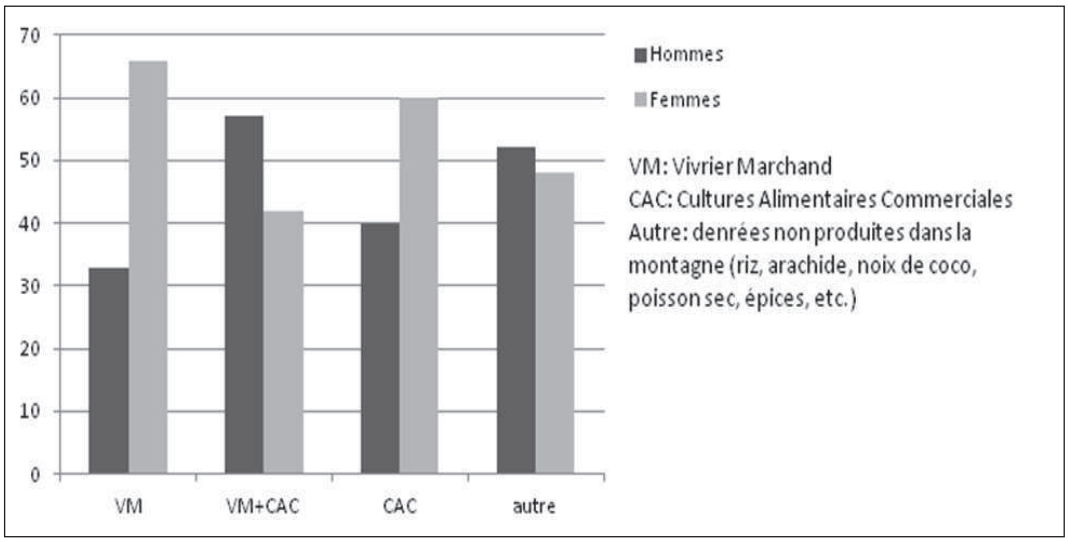
Les commerçants présentent un profil des niveaux d'éducation assez proche de ceux des paysans et des paysans commerçants, dans toutes ces catégories, plus de 80 % des acteurs n'ont suivi des enseignements qu'à l'école primaire. 83 % des commerçants ont fréquenté jusqu'au primaire, 10 % ont atteint le secondaire, 5 % n'ont pas été scolarisés et 2 % ont un niveau postsecondaire. La variable « sexe » n'interfère pas dans le niveau d'éducation mis à part pour le postsecondaire auquel seuls des hommes sont parvenus. Par contre, l'origine urbaine favorise l'accession au niveau post-primaire. Étant donné que moins de 12 % des commerçants ont un niveau d'éducation secondaire ou postsecondaire, il n'y a pas de corrélation entre le bagage scolaire et l'accession à l'activité commerciale.

Les indicateurs sur la taille des ménages des commerçants sont identiques à ceux des foyers de paysans ou de paysans-commerçants. En effet, les deux tiers des pénates dénombrent moins de 6 personnes, et la taille moyenne est de 5 personnes par ménage.

Les caractéristiques des activités des foyers sont plus marquées par l'urbanité, elles s'éloignent de celles des autres catégories d'acteurs puisque la mise en valeur d'une parcelle est moins présente comme socle des revenus dans les foyers de commerçants. L'agriculture ne représente qu'un tiers des activités complémentaires alors qu'elle atteint 88 % chez les paysans et 75 % chez les paysans-commerçants. 20 % des ménages s'appuient sur un autre commerce et 8 % sur une activité salariée ou l'artisanat. 37 % des foyers de commerçants ne s'appuient que sur l'activité principale de commerce, ce qui implique une importante inactivité pour plus des deux tiers des concubin(e)s des commerçants. Dès lors, ce travail apparaît dans une certaine mesure, comme une affaire qui permette de se passer d'une activité complémentaire. Mais cette mono-activité est peut-être plus une contrainte subie qu'un choix, en effet, les deux tiers des commerçants ne disposent pas de parcelles à cultiver, qu'ils en soient propriétaires ou locataires.

Caractéristiques des acteurs en fonction des produits vendus

Il existe des variations entre les types de produits vendus suivant le genre du vendeur, certaines sont similaires à celles observées pour les paysans-commerçants.



Graphique 6. Répartition en % par sexe des commerçants suivant les produits vendus

En effet, la surreprésentation des femmes dans le commerce de vivrier marchand est aussi présente dans cette catégorie. Par exemple, elles contrôlent la distribution des tomates au marché d'Uyole, cela est remarquable dans le paysage du marché. L'écart s'atténue lorsque le vivrier marchand est associé aux cultures alimentaires commerciales, et il s'inverse proportionnellement pour les seules cultures alimentaires commerciales pour lesquelles les femmes représentent presque les deux tiers des commerçants. Celles qui s'approvisionnent sur les marchés ruraux pour écouler leur stock dans d'autres villes font penser aux « Beyam Sellam » qui jouent un fort rôle dans le circuit d'approvisionnement des métropoles camerounaises (Hatcheu, 2000). Pour autant, certaines denrées commerciales sont l'exclusivité des hommes, c'est le cas du chou dans le marché d'Uyole dont le commerce est l'apanage des hommes. La gamme « autre » regroupe de nombreuses denrées, comme les graines (riz, arachide et maïs principalement, puis millet pour la fabrication de bière artisanale, etc.), les épices, certains légumes. Pour ce type de négoce, il n'y a pas de distinction significative entre les hommes et les femmes, chacun et chacune pouvant assurer le négoce de graines, de poissons secs, etc.

L'approche quantitative, par le bais de la simplification, permet de souligner l'importance des points communs de ces catégories d'acteurs. Schématiquement, on peut avancer que les acteurs de l'échange agricole dans les Uporoto ont des profils sociaux peu éloignés. L'activité de production agricole concerne les deux tiers de la population de l'enquête, elles sont étroitement imbriquées avec les activités d'échange. Le tableau dessiné dans ce point offre une vision statique des acteurs, alors qu'ils sont en interactions

permanentes avec un environnement, si ce n'est en mouvement dans l'espace topologique et l'espace topographique.

Les intermédiaires urbains : charnières entre les champs et le marché

Des acteurs clés du réseau d'échange se trouvent en périphérie de la ville, aux portes de l'arrière pays, afin d'assurer le relais entre la production et la commercialisation dans des marchés lointains. Parmi ces intermédiaires, on distingue les courtiers et les grossistes. Les courtiers font le lien entre différents opérateurs situés dans des lieux séparés afin d'organiser la commercialisation et le transport des marchandises, les grossistes achètent les marchandises fournies par des agents collecteurs et revendent en gros à des commerçants hors des Uporoto. Les uns et les autres travaillent souvent ensemble et ont pour point commun de permettre la circulation des flux de produits des Uporoto jusqu'aux centres urbains éloignés, ils assurent la jonction entre des territoires différents et ils permettent les échanges.

Les courtiers

Les courtiers sont des acteurs indépendants qui ont pour fonction de faciliter la commercialisation des productions sur lesquelles ils perçoivent un pourcentage. Pour ce faire, ils trouvent des produits dans les zones de production, via leurs agents locaux, et ils organisent le transport de marchandises hors des Uporoto, ils sont des interfaces ponctuelles entre d'autres acteurs économiques, le plus souvent entre un grossiste dans une grande ville et des agents collecteurs situés dans les zones de production. Il y a une hiérarchie dans l'organisation des échanges, ces intermédiaires se considèrent comme *middle men* qui mobilisent des *under middle men* situés dans le rural, pour satisfaire la commande des grossistes localisés dans les grandes villes, y compris Mbeya. À l'instar de leurs homologues du rural, l'ampleur de la connaissance est un capital déterminant, il se constitue en élargissant son répertoire de contacts. Ces acteurs se connaissent entre eux, et l'information n'est pas à sens unique, elle peut être une demande de produits de la part du courtier en ville ou elle peut être une offre de marchandises des contacts situés dans les zones de production. Les intermédiaires collaborent souvent ensemble et certains s'organisent en petits groupes de 4 à 5 individus. Bien qu'ils n'aient pas de bureaux, les courtiers d'Uyole sont faciles à trouver, il suffit de les demander, ils opèrent aux abords de la Tanzam, souvent installés sur les terrasses de bars ou sur des bancs. Ils bénéficiaient auparavant d'un bureau, dans lequel ils se rassemblaient. Cette infrastructure est devenue inutile et ils aiment dire, geste à l'appui, que

leur bureau est désormais le téléphone portable. Ceci peut être considéré comme un signe de la souplesse de l'organisation qui ne saurait s'encombrer d'infrastructures telles un bureau. Par ailleurs, ce peut aussi être un indicateur des incertitudes liées au marché, l'investissement dans un lieu serait un placement trop risqué. C'est à tout le moins un indice manifeste de la dématérialisation du réseau.

À Uyole, ils seraient environ 80 à 100 et ils déclarent que leur nombre ne cesse d'augmenter. Le développement de l'agriculture, qualifié localement de « boom » incite des locaux et des personnes originaires d'autres régions à se lancer dans cette activité. L'essentiel de leurs activités portent sur le commerce des denrées mais certains d'entre eux organisent aussi le transport des engrais importés par train de Dar es Salaam et stockés dans le port à sec de Mbeya, à destination du Malawi. Le courtier type est un homme âgé de 25 et 40 ans, équipé d'un téléphone portable à plusieurs puces afin de bénéficier d'une couverture de réseau maximale et de minimiser les coûts de communications[141]. L'un d'entre eux est incontournable à Uyole, il s'agit de M. L., non seulement il est visible dans le paysage de par sa corpulence, mais il semble être un intermédiaire de référence. Marié et père de trois enfants, il est natif de la région Morogoro, située à l'ouest de Dar es Salaam, il est arrivé à Uyole en 1999, attiré par l'effervescence agricole. En moyenne, il travaille quotidiennement pour 3 à 4 commerçants, ce qui représente 2 ou 3 camions par jour. Son activité consiste à trouver des camions pour des commerçants qui veulent expédier des marchandises, et/ou à trouver des denrées pour des clients de grands centres urbains en demande de denrées. Du mois d'avril au mois de décembre, il peut expédier jusqu'à 5 camions chaque jour tandis qu'il n'a pratiquement pas d'activité de janvier à mars. Il révèle que d'autres *dalali* à Uyole peuvent envoyer jusqu'à 10 camions par jour, la différence du volume d'activité dépend selon lui de l'ampleur du réseau. Il est donc continuellement à la recherche de nouveaux clients, tout en s'appuyant sur son réseau de commerçants réguliers. Ces derniers sont le plus souvent à Dar es Salaam et dans d'autres centres urbains tanzaniens, mais il travaille aussi pour des négociants du Kenya, du Malawi, d'Ouganda, de la RDC et de Zambie. Il travaille en coopération avec d'autres intermédiaires, puisque l'objectif est de satisfaire la commande en quantité, en qualité et en temps et en heure. Ses partenaires sont situés à Uyole, Mbalizi et dans le district Mbarali pour le riz.

[141] Au moment des enquêtes, il existait 4 opérateurs téléphoniques (Tigo, Vodaphone, Zain, Zaintel). Les coûts sont moins chers quand les communications concernent des numéros de mêmes compagnies.

Ils opèrent à plusieurs échelles géographiques, ils sont des rouages du trafic des flux à la fois dans le local et à l'international.

Les grossistes

Contrairement aux courtiers, les grossistes possèdent un capital financier conséquent, des infrastructures de stockage, et parfois de transport. Leur fonction est d'acheter en quantités importantes et de façon continue aux producteurs ou aux agents collecteurs ruraux, et d'assurer l'approvisionnement régulier de leurs clients qui sont des grossistes situés dans les grandes villes[142]. La notion de continuité est importante et participe à la valeur donnée à ces acteurs. Les grossistes travaillent de manière régulière avec les mêmes associés, à la fois ceux situés en amont et en aval. Les grossistes peuvent financer une partie des coûts de production en nature (en procurant des intrants), et/ou en argent (en avançant une partie du paiement). Cela vise à garantir la disponibilité de la récolte, ceci est fréquent pour la pomme de terre. Ces accords dépendent de la relation de confiance, cette dernière est souhaitée car elle est gage d'assurance et de régularité. En aval, les grossistes sont associés avec des partenaires qui écoulent les marchandises dans les grands centres urbains de Tanzanie et Zanzibar, ou qui les exportent dans la sous-région, aux Comores et aux Seychelles. Les négociants achètent et revendent également à des acteurs non réguliers, à la guise du marché. Les grossistes sont localisés dans les zones d'entrepôts, c'est-à-dire à Uyole et à Mbalizi.

Ils sont moins nombreux que les courtiers, à Uyole, le nombre d'entrepôts de grandes capacités[143] serait réduit à 5 unités. Ceci ne traduit pas une situation d'oligopole, ce serait plutôt le signe que la moindre capitalisation affecte aussi les grossistes, ils ont par conséquent des capacités commerciales limitées, de ce fait, chacun d'entre eux est noyé dans la masse de leur groupe. On peut aussi interpréter le faible nombre de grossistes importants comme un signe de la dématérialisation du réseau d'échange, les flux d'informations convergent vers et sont émis par Uyole mais les flux de produits ne font qu'y passer. Il y aurait un décalage entre le réseau physique des flux matériels et le réseau des flux d'information. Dans le secteur logistique, il existe un entrepôt emblématique, il serait le plus important et il appartient à M. E.T., il peut stocker jusqu'à 1000 sacs de pommes de terre. Cet homme d'affaire est spécialisé dans la parmentière et sa femme vend du haricot et du maïs. Il a d'abord été paysan, il a

[142] Cette définition s'appuie sur Vandercammen M., Jospin-Pernet N. (2004) *La distribution*. De Boeck éditeur. Bruxelles. 512 p.

[143] Par « entrepôt », on entend un lieu de stockage d'une capacité d'au moins plusieurs centaines de sacs de 100 kg.

accumulé du capital et a commencé à transporter et à vendre du maïs à la capitale économique nationale. Il avait reçu 10 acres en héritage et il a acheté, petit à petit une douzaine d'acres supplémentaires. Il exploite les deux tiers en pomme de terre et le reste en maïs et haricot. Il travaille depuis une quinzaine d'années avec ses six associés situés à Dar es Salaam, il y expédie selon la demande entre 90 et 120 tonnes par mois, par camions de 30 tonnes. Il vend également des marchandises à d'autres clients pour d'autres aires de consommation. Il a recours aux services des intermédiaires pour le transport des produits, il collabore notamment avec M. L. L'activité des grossistes souligne la continuité et l'investissement dans le temps, la confiance demeure fondamentale pour le commerce. Les grossistes sont connus et identifiés comme « valeur sûre », garants d'un approvisionnement certain.

Ces acteurs sont des interfaces entre les zones de production et les zones de consommation, la proportion des deux catégories est très inégale. À ce niveau du réseau d'échange, l'organisation est marquée par la souplesse exprimée notamment par la dématérialisation de la structure. Le système d'échange est un tout composé d'éléments multiples et fluctuants, les limites de l'investissement financier et en infrastructure peut être compris comme un aveu de la faible capacité financière tout comme une adaptation flexible à l'incertitude de l'organisation du système d'échange.

2. Les mobilités des acteurs dans le réseau par la multiactivité

Il s'agit de tracer des itinéraires sociaux, de suivre des individus dans les parcours à travers l'espace du réseau. L'approche est alors plus qualitative et vise à appréhender le passage d'un statut à un autre.

2.1- Devenir intermédiaire pour « sortir de la condition paysanne » ? [144]

Les conditions qui rendent possible l' « ascension » ou tout au moins le mouvement dans la hiérarchie des acteurs s'appuient sur le capital social et financier de l'acteur, mais il semble que le sort, le destin, ou la chance (*bahati*) interviennent aussi dans la contingence des

[144] L'expression « sortir de la condition paysanne » signifie le changement de rang, de place du paysan dans la société, elle n'a pas de valeur péjorative, elle fait référence au blocage de l'individu dans une contrainte déterminante. Elle s'ancre dans le modèle « universel » de développement, du moins dans la succession des étapes par lesquelles sont passées les sociétés rurales des pays dits « développés ».

opportunités[145]… La sortie de la paysannerie se réfère à l'accession à autre chose que la seule agriculture comme moyen de générer des revenus, et plus particulièrement à la promotion au rang d'agent collecteur ou de commerçant. Dans cette partie, il est question des intermédiaires installés au village car ils constituent la première étape d'une éventuelle ascension du grade de paysan à celui de paysan-agent. De plus, ces acteurs du rural sont présents sur les lieux d'échange et dans les zones de production, ils ont toujours un pied au champ et un pied au marché[146].

La condition commune pour devenir agent collecteur est une très bonne connaissance de la zone de production, puisque c'est ce savoir qui est valorisé dans le réseau d'échange. Ces informations intéressent les commerçants urbains cherchant à s'assurer d'un approvisionnement régulier en quantité et en qualité. Cette érudition en matière d'agriculture s'élabore sur le temps long, et souvent depuis l'enfance. Les agents collecteurs vivent dans leur bassin d'activité depuis de nombreuses années, et souvent c'est là qu'ils ont fait leurs premiers pas. Ceux rencontrés à Kiwira viennent des villages environnants (Ilundo, Ibula), ceux d'Ibililo viennent du même village, ceux de Ntokela y habitent, ceux de Tandare arrivent du *ward* local (Bulyaga), etc. Ainsi, ce savoir de l'espace se construit dans la durée, et parfois même sur toute une vie.

Par ailleurs, la connaissance du terroir est aussi le fruit du travail paysan des agents collecteurs, puisque beaucoup d'entre eux sont en même temps cultivateurs ou ils l'ont été. En conséquence, ils connaissent les variétés, les cycles culturaux, les zones de production et souvent de nombreux producteurs. Le statut de paysan est la condition *sine qua non* pour devenir un intermédiaire entre les producteurs et des acteurs économiques situés en aval de la chaîne de commercialisation. L'exemple de M. E. est un cas emblématique du passage au rang d'agent collecteur, son histoire professionnelle pourrait se résumer au proverbe « Quand on tient la poule il faut la plumer », ainsi convient-il de saisir l'occasion quand elle se présente. M. E. est natif d'Ibililo, situé à moins de 10 km de Kiwira et de la route asphaltée, village qui comptait plus de 4000 habitants en 2002. Le marché périodique de ce village est un nœud du commerce de la banane et de l'avocat à la saison. En 2008, M. E. était paysan, il

[145] Les informations suivantes sont issues d'entretiens réalisés avec des agents collecteurs dans et autour de marchés périodiques. Ces entretiens se sont construits au fil de l'échange à partir de la grille d'entretien. Souvent, ils sont le produit d'un échange informel dont le point de départ fut l'administration du questionnaire.

[146] La référence pédestre à l'ancrage double est un humble hommage à CHALEARD J-L., DUBRESSON A. (1989) « Un pied dedans, un pied dehors, à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire ». In *Tropiques, lieux et liens*, ORSTOM, Paris. pp. 277-290.

cultivait son hectare et demi avec de la banane, du maïs et du haricot. Un commerçant venu de la ville, pour se fournir en bananes, vint s'enquérir auprès de lui au sujet des fameuses bananes d'Ibililo. M. E. guida et assista l'allochtone dans l'arrière pays d'Ibililo pour trouver les denrées convoitées. M. E. inspira confiance et fut recruté en tant qu'agent local pour le compte de ce commerçant installé à Dar es Salaam. En 2010, le carnet de commande de M. E. comptait jusqu'à 9 commerçants, il pouvait collecter jusqu'à 150 régimes par semaine mais un an plus tard, aucun donneur d'ordre ne l'avait encore contacté. Le capital fondé sur les compétences et le savoir de M. E. et le facteur chance ont rendu possible cette aventure, puisque l'homme d'affaires débarqué de la capitale économique aurait pu trouver assistance auprès d'un autre autochtone. La confiance et l'intérêt mutuel sont le ciment de ces relations informelles, cependant le caractère informel et l'absence d'engagement dans la durée rendent ce statut incertain et fragile. De plus, ces agents sont spécialisés dans les productions du bassin, leurs activités fluctuent en fonction des saisons et du marché. Le facteur saisonnier est déterminant dans la fluctuation des opportunités à multiplier les activités économiques. L'expérience de M. E. rappelle que dans certaines circonstances, l'occasion fait le larron. Cependant pour de nombreux agents collecteurs, c'est l'absence d'alternatives et/ou l'attractivité qui les poussent dans ce type d'activité.

Qu'ils agissent pour le compte de donneurs d'ordre ou pas, les intermédiaires deviennent des relais en amont du réseau d'échange car cette pratique représente souvent le seul horizon économique. De plus, il est à moindre frais, puisque l'accession à ce métier ne nécessite pas un capital financier important. En effet, les paiements aux producteurs s'effectuent souvent à terme, l'intermédiaire n'a alors pas d'argent à débourser avant la vente. Les délais de paiement s'étalent de quelques heures à une semaine. Ainsi, l'intermédiaire peut s'approvisionner tôt le matin, vendre les marchandises au marché et payer les paysans le soir même. Autrement, le paiement est réalisé la semaine suivante, lorsque le commerçant vient se ravitailler, il paye les produits de la semaine précédente, ou du jour de marché précédent. Il n'existe pas de contrat formel, la confiance est le socle de ces transactions. La proximité géographique de l'intermédiaire et du paysan facilite les relations de confiance, à cela s'ajoute le fait que de nombreux paysans ne souhaitent pas ou ne peuvent pas prendre en charge les frais de transport ou de commercialisation. En outre, le face à face avec un acteur économique rompu et averti induit des coûts symboliques de transaction, une relation de pouvoir dans laquelle les paysans se sentent dominés. Ils peuvent donc accepter plus facilement la médiation d'un interlocuteur plus familier intervenant dans leur environnement.

La familiarité avec l'environnement local et le faible capital financier nécessaire sont des facteurs incitatifs à l'accession au rôle d'intermédiaire. De surcroît, ce travail est attractif car le commerce des denrées agricoles est un secteur en développement, si l'on en croit les volumes échangés croissants.

2.2- La multiactivité au rythme des saisons: signe de l'imbrication de l'agriculture et du commerce

La multiactivité revêt des caractères multiformes très variables dans le temps, chaque situation met en scène des stratégies particulières, l'unité consiste surtout dans l'objectif qui est de dégager des revenus. La multiactivité est « la multiplicité interne [au ménage] de revenus qui se complètent l'un et l'autre » (David, 1983 : 138), elle n'est pas aisée à identifier et elle doit s'appréhender au niveau de l'unité d'exploitation puisqu'elle « met en jeu l'ensemble des stratégies familiales » (*idem*) Dans cette analyse, elle se réfère à la complémentarité, au sein du foyer, entre les revenus issus de l'agriculture (salariat agricole compris) et les revenus issus des activités non-agricoles[147]. D'après les résultats, elle concerne moins de 15 % des ménages de paysans qui sont la très grande majorité de la population rurale. On accepte que la plupart des familles ne disposent que de l'agriculture comme moyen de subsistance mais cette proportion est peut-être surestimée. Cette valeur peut être nuancée tant le décalage entre les représentations des acteurs avec leurs pratiques pourrait biaiser cette valeur. En effet, un paysan qui vend une partie de sa production et revend celle de ses voisins à l'occasion, c'est-à-dire le jour du marché, ou à la saison, peut se considérer comme « simple » paysan, mais dès lors que des revenus proviennent d'un travail non agricole, fût-il périodique voire éphémère, il est considéré comme multiactif dans mon cadre d'analyse.

Travail au champ et écoulement de produits s'organisent en fonction des contraintes et des opportunités, par exemple entre la nécessité de sarcler son champ (ou celui d'un autre paysan en tant qu'ouvrier agricole) et celle d'aller au marché pour vendre. Le commerce occupe une place plus ou moins vaste dans le calendrier de travail tributaire des cycles culturaux. L'agriculture de montagne, faute d'irrigation, est déterminée par les saisons, par conséquent, ces périodes rythment l'agencement des activités pour une grande partie. Le tableau suivant montre un calendrier agricole indicatif, pour donner à voir les moments où

[147] Ce choix est aussi contraint, car le gros des enquêtes n'ont pas permis de travailler de manière convenable le thème du salariat agricole.

l'agriculture a plus ou moins besoin de bras, et les époques durant lesquelles le commerce agricole s'intensifie. Les cultures représentées sont les cultures saisonnières principales de la zone d'étude qui comprend plusieurs zones agro-écologiques marquées par l'altitude ; ces secteurs ont des rythmes culturaux spécifiques et chacune de ces cultures peut offrir deux récoltes par année sur la même parcelle. L'objectif est d'indiquer les différentes temporalités des travaux des champs, sachant que ce tableau présente les grandes lignes de l'agriculture locale et que les cloisonnements sont poreux. En effet, il existe des ajustements locaux en particulier pour la pomme de terre qui être cultivée pratiquement toute l'année. La banane n'est pas représentée car elle pousse à toutes périodes.

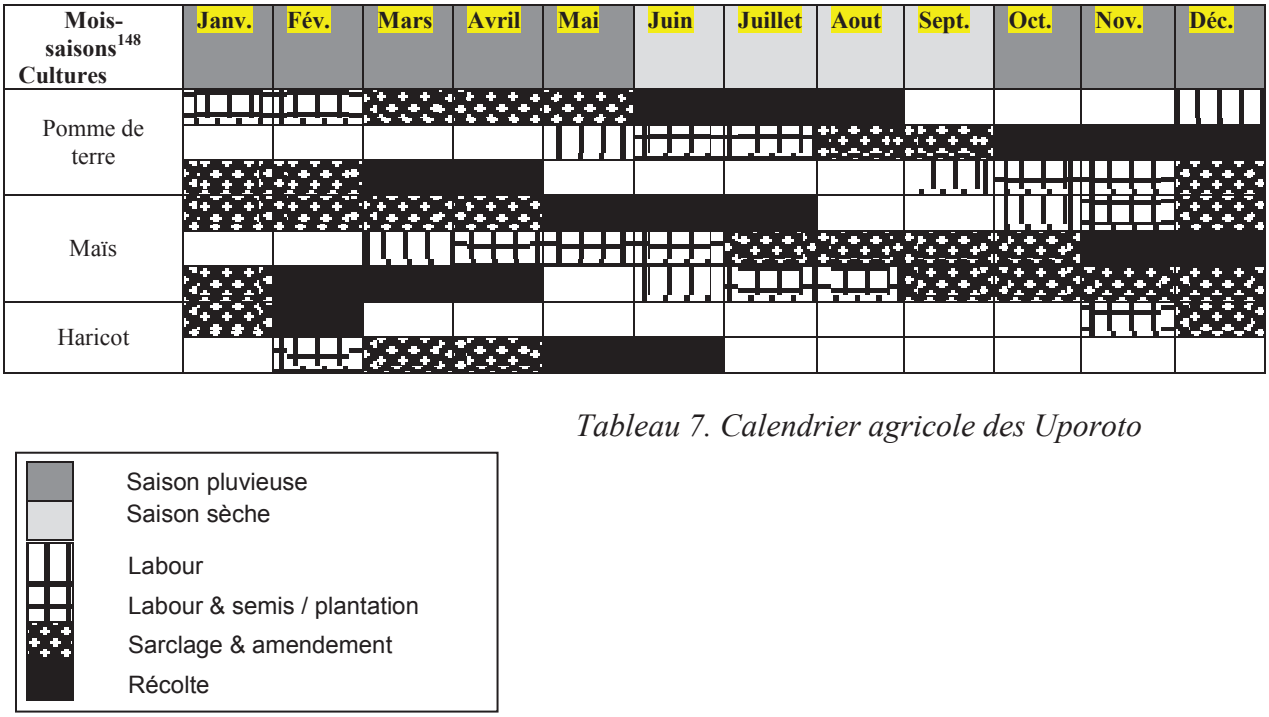


Tableau 7. Calendrier agricole des Uporoto

À l'échelle de la montagne, les moments d'accalmie des activités issues de la terre sont courts, la complémentarité des zones prolonge le dynamisme agricole. De plus, la variété des cultures offre une large gamme des travaux agraires même si toutes ne sont pas pourvoyeuses d'emplois de manière identique. L'exploitation de la parmentière demande une force de travail importante, entre le nettoyage de la parcelle et la mise en sac, une acre mobilise au total 30 ouvriers dont 20 journaliers qui sont nécessaires pour la récolte des tubercules en une seule journée.

[148] Présentation inspirée par Lamah D. (2013) *Insertion de la caféiculture dans les structures de production en Guinée Forestière*. Thèse de l'Université Toulouse 2 Le Mirail. 491 p.

La recherche de revenus complémentaires provient en partie du fait que l'agriculture est « aléatoire[149] » et que ses revenus sont trop incertains. Parmi les foyers pour lesquels le répondant indiquait une seconde activité hors agriculture, le commerce est la première activité complémentaire ; le négoce concerne principalement celui de productions agricoles. Les ménages qui ont des revenus diversifiés cultivent en moyenne 2,2 acres alors que les paysans dont les revenus sont exclusivement issus des champs (exploitation de champs dont ils sont propriétaires ou de parcelles louées et revenus du salariat agricole) mettent en valeur 3 acres en moyenne. La multiactivité peut sembler un palliatif à une surface cultivable par foyer trop restreinte, les différences de superficie ne semblent pas très importantes, pourtant, l'écart est plus conséquent rapporté au contexte local de faibles superficies disponibles par foyers.

Dans les ménages où les revenus sont multiples, les principaux gains proviennent généralement de l'activité principale. 80 % des paysans-commerçants affirment que l'agriculture est leur première source de revenus, ces individus vendent le jour du marché pour obtenir des revenus complémentaires. On les rencontre dans tous les marchés périodiques. Celui de Tandare a lieu tous les lundis et jeudis, c'est l'occasion pour près d'une centaine de femmes des environs de proposer à la revente des vivres achetés dans l'arrière pays proche tels du manioc, de l'igname, du maraîchage, etc. D'autres vendeuses proposent des marchandises, par exemple des oignons, achetés au centre de collecte et de redistribution : Uyole. Pour ces acteurs, la vente périodique de détail est une activité complémentaire à l'agriculture. La vente ambulante, au fil des marchés périodiques, est aussi une source de revenus complémentaires. En effet, de jeunes paysans profitent de l'affluence de certains marchés pour vendre des marchandises, à l'instar de Luke, un cultivateur de pommes de terre qui parcourt la zone Umalila en proposant de la fripe aux chalands des marchés Santilya, Isuto et Jojo, respectivement les samedis, lundis et mardis. Quand bien même sa verve et la qualité des étoffes, il confesse que ses trois acres de parmentière lui procurent plus de revenus que l'harassant négoce d'habits.

Par ailleurs, la plupart des détaillants quotidiens déclarent que ce travail leur fournit l'essentiel des revenus même si la terre est cultivée par un membre du foyer. À Mbalizi, les nombreux magasins proposant du maïs, du haricot et du riz sont tenus par des femmes dont les revenus complémentaires du foyer sont issus de l'agriculture. En moyenne, ces ménages

[149] Les termes « aléatoire », « incertain » reviennent souvent pour qualifier l'agriculture, à travers les expressions « *siyo ya kuaminika* », « *siyo ya uhakika* », « *haitabiriki* », etc.

disposent de 2,5 acres où sont systématiquement plantés du maïs et du haricot parfois accompagnés de patate douce et de maraîchage. Leurs tâches se répartissent entre le travail au champ, la collecte de denrées dans les marchés périodiques ruraux et la tenue du magasin à Mbalizi. L'essentiel de leur temps est passé à l'avant des magasins qu'elles partagent à deux, trois ou quatre. Suivant la saison et selon la différence induite du volume d'activité, elles sont plutôt des détaillantes, des semi-grossistes ou des agents collecteurs. Elles rassemblent entre 15 et 20 sacs par semaine pendant les récoltes et seulement 4 à la basse saison, leur capital limité les restreint généralement à une trentaine de sacs. Régulièrement, nombre d'entre elles sont chargées par des commerçants de Dar es Salaam, Morogoro, etc. de collecter des volumes variables de haricot ou de maïs. Les marchands leur transfèrent la somme d'argent nécessaire après que les parties se sont accordées sur un prix par unité. Les quantités sont moyennes le plus souvent, environ une vingtaine de sacs, mais exceptionnellement, les commandes peuvent être très importantes. Cela arriva au mois d'août 2011, lors de la pénurie de maïs au Kenya. 1000 sacs de maïs furent commandés à 3 d'entre elles, elles avaient 3 jours pour honorer la commande. L'argent fut versé sur un compte commun mais elles ne purent collecter le montant requis car le gouvernement bloqua les transactions de maïs ; elles remboursèrent alors la somme qui leur avait été avancée. L'exemple des commerçantes de Mbalizi exprime le caractère fluctuant et incertain des activités ainsi que la porosité des frontières dans lesquelles elles pourraient être cataloguées.

Cependant, le travail qui occupe le plus de temps n'est pas toujours celui qui procure le plus de revenus. C'est souvent le cas lorsque l'activité d'intermédiaire est pratiquée dans le foyer. Par exemple, un paysan qui devient agent collecteur au moment des récoltes peut passer plus de temps dans son champ à l'année mais il peut dégager plus d'argent d'une activité saisonnière. Ainsi, les critères « durée consacrée » et « revenu » ne sont pas toujours proportionnels, en particulier lorsque des revenus liés à l'intermédiation commerciale entre le rural et l'urbain contribuent au système de ressources du ménage. Cela se vérifie même chez les producteurs de cultures commerciales, telles la parmentière.

L'exploitation des cultures commerciales ne réduit pas la multiactivité, au contraire, elle implique un élargissement du panel des opportunités économiques comme le louage de parcelles. Des entretiens menés à Ndaga et à Ntokela, hauts lieux de la pomme de terre des Uporoto, révèlent l'importance d'activités non-agricoles au sein de foyers agricoles. M. A est originaire de Makete, district limitrophe au Rungwe, situé à l'est de l'escarpement des

Uporoto. Il est arrivé en 1992 à Ntokela pour profiter des opportunités agricoles liées à l'essor du commerce de la pomme de terre. Son foyer est composé de 8 personnes et il est le seul à générer des revenus. Il exploite 2 parcelles d'une acre chacune dans lesquelles il cultive du maïs et de la pomme de terre, parfois il loue 2 acres supplémentaires pour planter les mêmes variétés. Il possède 3 vaches qui produisent un total de 20 litres par jour. De plus, il assure la fonction d'intermédiaire pour des commerçants à qui il procure du maïs. M. A indique que l'activité la plus profitable est celle d'agent saisonnier, ensuite viennent la vente de lait et enfin l'agriculture qu'il qualifie de trop aléatoire. Il passe ses journées entre sa maison, ses champs, et le magasin où il vend quotidiennement le lait, le facteur saisonnier modifie l'organisation de ses occupations. Il tient la vente en détail de lait avec un ami. Ce dernier possède 2 acres mais il n'en exploite qu'un seul, faute de capital pour mettre en valeur le second. Le phénomène de location est très répandu dans ce secteur des Uporoto, la production du tubercule phare est très couteuse, et nombre de paysans ne peuvent pas cultiver toute leurs parcelles. Une acre est généralement louée de 40 000 Tsh à 100 000 Tsh[150] par récolte, ce qui représente 80 000 Tsh à 200 000 Tsh par an car il y a deux récoltes annuelles. Dans la majorité des cas, les revenus sont utilisés pour assumer les frais de scolarisation des enfants. La location de terres est une source complémentaire de revenus, on peut la classer dans la multiactivié puisque ces gains ne sont pas issus de la production de matières par la force de travail de l'unité de production. La définition de l'agriculture stricto sensu est « le travail de la terre pour produire des plantes et des animaux utiles » (George, *op. cit*. : 8), le louage est une cession de la terre pour une durée déterminée contre un loyer, il ne crée par directement de matières pour le loueur. Cependant, ce développement du fermage est dans certains cas paradoxal, puisque des paysans propriétaires peuvent devenir des ouvriers agricoles sur leur propre terrain. Le seuil bas de capacité financière et la forte demande en parcelles d'investisseurs ont conduit au développement du fermage qui concernerait, d'après des responsables locaux, environ la moitié des terres de Ntokela et peut être autant de ménages.

La multiactivité est difficile à appréhender, tant elle renvoie aux incertitudes de l'agriculture et du marché. Les modifications des espaces et des temporalités des travaux rendent bien délicats la classification et le rangement d'individus dont les pratiques fluctuent au grès des saisons et des contingences des opportunités. L'articulation des activités variées et variables brouillent les pistes tracées par les acteurs dans le réseau d'échange. Catégoriser les

[150] 40 000 Tsh équivaut à près de 20 euros et 100 00 Tsh à près de 50 euros.

acteurs selon leurs fonctions économiques est commode pour dégager des traits, pour souligner les différences et les points communs. Les convergences semblent être plus fréquentes que les divergences mais toutes doivent être considérées dans leurs articulations avec les pratiques complémentaires de l'individu et du foyer. Ces parties s'inscrivent dans un tout, elles sont des éléments d'une organisation fondée par la cohérence des pratiques au sein du foyer. Le développement des activités d'intermédiation et l'ampleur des revenus issus de locations de parcelles modifient la structure des revenus. À l'échelle du réseau, les individus occupent des places variables, suivant les périodes, suivant les produits, l'ordre offre plus l'aspect d'une hiérarchie multiple et mouvante qu'un état figé et statique.

La multiactivité est un signe de l'adaptabilité des sociétés paysannes montagnardes aux transformations de l'environnement économique, si elle continue de participer au maintien de population dans les montagnes en France, elle apparaît être un vecteur d'ouverture et d'intégration des habitants des Uporoto au système plus global. L'organisation hiérarchique des acteurs offre une flexibilité multiple, associant fluidité des bénéficiaires de l'ouverture et inertie des « parias » du mouvement dans l'espace topologique du réseau. On ne peut parler de mobilité sociale sauf pour quelques-uns, c'est-à-dire de changement de position dans la societété, il s'agirait plutôt d'un positionnement multiple selon les échelles. Il se comprend différemment suivant qu'on le considère de loin, de ce point de vue on ne voit pas de mouvement, l'acteur est toujours cantonné « en bas de l'échelle sociale ». Par contre, à une échelle plus grande, la vision s'affine et distingue la multiplicité des positions, certaines durables d'autres éphémères, dans une espèce d'imbrication ordonnée par les opportunités du marché. Le chapitre suivant analyse les déplacements des acteurs et des produits dans l'espace topographique.

Conclusion

L'organisation des acteurs engagés dans le modèle des cultures alimentaires commerciales apparaît finalement paradoxale, elle présente de la souplesse et des rigidités, tous les acteurs ne sont pas « égaux » face aux changements de positions dans le réseau. La multiactivité appuyée sur l'agriculture est la première étape d'ascension. L'essentiel de la production est assurée par une petite paysannerie dont les deux tiers associent le vivrier

marchand aux cultures commerciales. Au total, c'est neuf paysans sur dix qui réalisent des productions orientées vers le marché urbain, l'essentiel des producteurs sont insérés dans le marché. Les distinctions par genre indiquent que le vivrier marchand est majoritairement investi par les femmes, tandis que les hommes s'engagent plus dans les cultures commerciales. La différence entre les paysans et les paysans-commerçants est légère, la gamme des produits vendus par ces derniers reflète celle de leurs productions. Les individus impliqués dans le commerce sont des acteurs privés : les détaillants, les grossistes et le vaste éventail des intermédiaires assurent l'approvisionnement urbain selon leur niveau d'activité. Ces derniers ont été distingués selon qu'ils fournissent un service, par exemple une fonction d'intermédiation par la mise à diposition d'information, ou selon qu'ils procurent des biens. Dans tous les cas, ils jouent un rôle clé dans l'articulation de la production et de la commercialisation, ils sont des nœuds plus ou moins importants du réseau d'échange et la charnière entre l'urbain et le rural.

L'accession au statut d'intermédiaire est un premier stade dans la diversification des revenus, l'opportunité principale étant de devenir agent-collecteur pour le compte d'un donneur d'ordre. L'accession à ce rang est possible du fait de la familiarité du « promu » avec l'environnement, la connaissance du terroir confère un capital dans le cadre du réseau. Ce statut est caractérisé par l'informalité et une forte incertitude, cette dernière faisant écho aux aléas du marché. La multiactivité, c'est-à-dire l'association de revenus agricoles et non-agricoles demeure limitée pour les foyers ruraux, les ressources proviennent avant tout de l'agriculture, à savoir de la production du foyer et des revenus obtenus dans le salariat agricole. Par conséquent, ils sont variables dans l'année, les saisons ponctuent les entrées d'argent. Les activités du monde rural montagnard sont par-dessus tout agricoles.

Les modifications de position à l'intérieur du réseau d'acteur sont ténues, les mouvements s'opèrent dans des intervalles restreints, des paysans accèdent à des activités de commerce, cependant l'ampleur de leurs activités de négoce reste limitée. La flexibilité de la hiérarchie du réseau est par conséquent très relative.

Chapitre 6

CIRCULATION DES HOMMES ET DES PRODUITS

Ce chapitre propose donc une géographie des mobilités d'acteurs et une géographie des flux de produits dans les Uporoto afin de donner à voir et à comprendre comment s'organisent les échanges puisque le système crée par ces interrelations redéfinirait la configuration spatiale montagnarde. Les montagnes sont des territoires dans lesquels se concentrent les complémentarités des espaces et les habitants des massifs ont privilégié la mobilité, « les montagnards appartiennent, pour la plupart, à ce que l'on pourrait appeler à des sociétés de circulation » (Sacareau, 2003 : 183). Les multiples gradients de milieux, des activités et la forte saisonnalité ont conduit les occupants des terres d'altitude à multiplier les activités, parfois en recourant à l'émigration temporaire (Bart, 2001, Sacareau *op.cit*.). Les Uporoto ne dérogent pas à cette règle, ainsi les Safwa, déjà engagés dans les plantations coloniales des basses terres continuent à se déplacer régulièrement à l'échelle de la montagne. La mobilité est appréhendée comme « la pratique des échanges et des déplacements qu'effectuent les individus » (Pumain, Saint-Julien, 2010 : 11), l'analyse porte sur les circulations quotidiennes des vendeurs qui sillonnent le massif au gré des marchés périodiques, mais aussi sur les citadins qui s'engouffrent dans l'arrière pays pour ravitailler leur étal placé dans un marché urbain.

Les mobilités analysées dans le premier point sont déclinées en fonction du type d'acteur, l'objectif étant de comparer les aires de mouvement en fonction des activités marchandes. L'accent est mis sur les formes d'espace d'action, sur la temporalité des déplacements et sur les motivations dans les choix d'intinéraires. Dans cette optique, il est question de tracer des itinéraires d'acteurs qui relient des lieux, constituant un réseau individuel pour les besoins de l'échange. Le second point porte sur le domaine du transport des produits agricoles, sur ses modalités, sur les usagers et sur ses métiers en devéloppement à l'image de la croissance de l'agriculture. Il s'agira ensuite de traiter des flux à travers leur nature, leur évolution, leur mesure et leur représentation dans l'espace. Leur analyse indique la quantité de produits circulant à un point précis, ou au mieux échangée entre deux points.

Une cartographie des flux est proposée en vue de spatialiser la hiérarchie des zones les plus émettrices, voire les plus intégrées au marché. Les contraintes liées à l'environnement montagnard, aux carences des infrastructures de transport, influent significativement le trafic d'hommes ou de produits.

1. Les mobilités des marchand(es) dans le massif

Chaque jour, en fonction du calendrier des marchés périodiques, des commerçants se déplacent dessinant des espaces d'activités motivés par des opportunités marchandes mais contraints par les difficultés de transport et des capitaux financiers limités. Ces formes tracent des réseaux de lieux, des aires parfois discontinues dans lesquelles les vendeurs s'ingénient à dégager des revenus. Pour comprendre comment les marchands créent leur territoire d'action, il s'agit de les suivre dans leur parcours sur les routes afin de proposer des représentations des espaces d'activités. Les pratiques spatiales diffèrent en fonction des motivations des acteurs et de leur lieu de vie en particulier selon qu'ils habitent en ville ou à la campagne. Les trajectoires individuelles sont guidées par les occasions favorables engendrées par l'affluence de marchés. Les motivations des acteurs dans leur choix de tel ou tel marché seront étudiées dans cette partie qui analyse successivement les itinéraires de commerçants ruraux de vivres, puis ceux de marchands urbains en denrées, et enfin ceux de vendeurs d'articles importés.

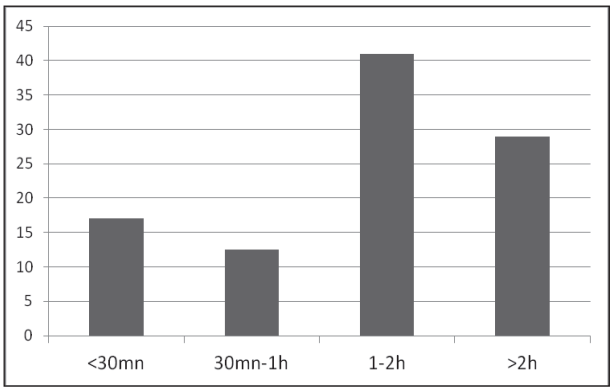
1.1- Les marchands périodiques ruraux de denrées

Ces acteurs partagent leur temps entre la vente dans un ou plusieurs marchés, la collecte dans l'arrière pays et souvent le travail dans les champs du foyer. La plupart du temps, il s'agit de femmes locales, familières des environs même si quelques hommes peuvent s'engager dans des produits alimentaires spécifiques comme l'oignon. Les provisions vendues sont variées, elles concernent ce qui pousse localement et des vivres importées de la région ou de plus loin encore.

Fréquences des mobilités

Il y a autant de commerçants qui vendent plus de 3 jours par semaine que de commerçants qui vendent moins de 3 jours par semaine ; il y a donc de nombreux négociants qui profitent d'un seul ou de deux marchés périodiques pour vendre mais il y a aussi de

nombreux marchands qui opèrent quotidiennement. Dans plus de 80 % des cas, le nombre hebdomadaire de jours de vente ne varie pas dans l'année. Les jours de non-vente sont généralement occupés par le ravitaillement dans les environs et/ou le travail au champ. Près de 80 % des commerçants utilisent un véhicule pour se rendre au marché et/ou pour transporter les denrées du lieu d'achat au marché de vente. Il s'agit en général des camions qui font la navette entre des villages le jour du marché, ou des pickups qui naviguent sur les pistes pour les mêmes raisons. L'utilisation d'un véhicule n'exclut pas la marche à pied puisque la plupart du temps, il faut marcher pour accéder à la route où passera l'engin motorisé. Les jours de marché, de nombreuses personnes se postent le long des pistes, en attendant qu'un camion transportant des marchandises et les commerçants associés s'arrête s'il dispose de place suffisante. Les résultats sur les temps de transport concernent le trajet entre le domicile et le marché d'enquête. Ils indiquent que près de la moitié des commerçants mettent entre une et deux heures pour se rendre sur le marché.



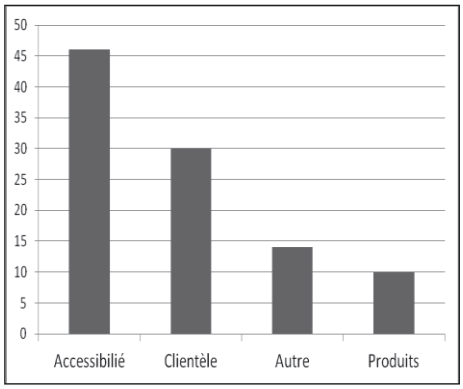
Graphique 7. Temps de trajet domicile-marché des commerçants ruraux (en %)

La variable « temps » est plus pertinente que celle de « kilomètre », car du fait de la topographie contraignante et des infrastructures de transport limitées, le kilométrage n'est pas représentatif des difficultés quotidiennes à se mouvoir dans les Uporoto ; un kilométrage réduit ne signifie pas systématiquement un temps de trajet restreint. Par exemple, il est plus rapide de rallier Tukuyu depuis Mbeya distant de quelques 70 km, via la route bitumée que de parvenir à Santilya depuis Mbalizi séparés par seulement 30 km.

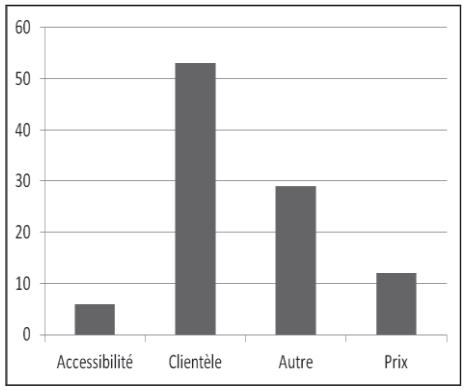
Motivations dans le choix des marchés

Opter en faveur d'un marché relève du jeu des contraintes et des choix réels en fonction des objectifs des individus. Les contraintes sont avant tout les coûts financiers des

transports, et également les coûts en temps, en énergie. Les objectifs sont économiques et sociaux puisque le marché est le lieu de l'échange économique et social. L'accessibilité, entendue comme la proximité et le capital disponible sont les critères principaux dans le choix d'un marché, ils peuvent être considérés comme relevant plus de la contrainte. En effet, un commerçant peut opérer dans un marché local faute de mieux, ou par la force des choses. Le volume de la clientèle, est un critère qui a plus trait au choix, il rassemble 30 % des réponses des enquêtés, ce qui contrebalance l'aspect précédent. La catégorie « autre » rassemble de nombreuses raisons et souligne la dimension sociale du marché. Certains commerçants choisissent de s'y rendre pour des mobiles qui ne cadrent pas avec l'*homo oeconomicus*. Par exemple, une vendeuse de poisson confesse que c'est la concupiscence envers son amant qui la pousse chaque semaine au *gulio* de Mbambo. La catégorie « produits » fait référence à la gamme des produits disponibles sur le marché, elle représente 10 % des réponses. Des vendeurs décident régulièrement d'aller sur un autre marché spécifique pour effectuer leurs affaires s'ils ont besoin d'un article uniquement disponible dans ce marché spécifique. Par exemple, un commerçant d'Ibililo peut aller commercer au *gulio* Kiwira où il trouvera une gamme de marchandises plus large qu'à celui d'Ibililo.



Graphique 8. Motivations des commerçants ruraux dans le choix d'un marché (en %)



Graphique 9. Critères de préférence des commerçants ruraux pour les marchés (en %)

La répartition des réponses en ce qui concerne les critères de choix ne coïncident pas avec celle énoncée pour les préférences des marchés ; ceci montre que les commerçants ruraux sont contraints dans leur choix des lieux de vente, autrement dit qu'ils ne vendent pas là où ils le souhaiteraient. Le décalage au niveau de l'accessibilité est frappant, cette référence n'apparaît que faiblement dans les critères de préférence. La clientèle demeure toujours un

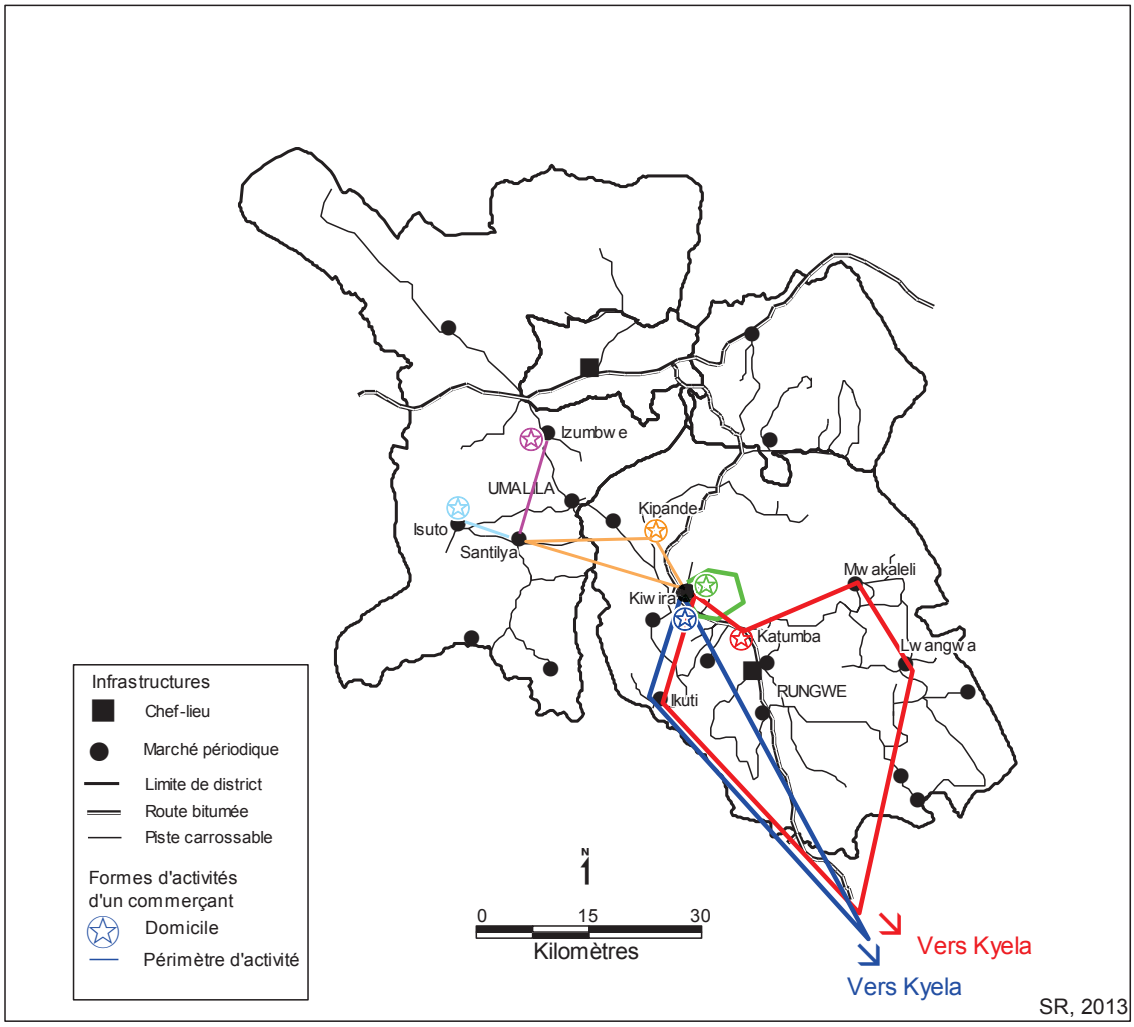
élément de la relation de l'acteur avec le marché. On note que la catégorie « autre » est importante, elle se rapporte à des dimensions plus relationnelles et intimes comme la présence de membres de la famille ou d'amis dans un marché particulier. Mais des considérations purement logistiques peuvent être déterminantes, par exemple un commerçant en capacité de choisir pourra privilégier un lieu de vente abrité ; les infrastructures et l'équipement du lieu de vente sont prises en compte dans quelques décisions.

Le capital, le temps et les infrastructures de transport relèvent de contraintes des acteurs dans leurs pratiques, ces éléments s'articulent dans les rationalités économiques et sociales des acteurs, produisant des stratégies qui dessinent des espaces d'activités.

Formes d'espaces d'activités[151]

Les commerçants ruraux parcourent des lieux dans une semaine pour exercer leurs activités de vente parfois complétées par celles de collecte ; l'ensemble de ces lieux constitue un espace d'activité individuel hebdomadaire. « L'agrégation de ces espaces d'activité individuels définit une aire collective d'interactions dont la forme générale est compacte et à peu près circulaire » (Pumain, Saint-Julien, *op.cit*. :13). Les surfaces concernent l'aire collective d'activité marchande des commerçants ruraux dans les Uporoto, la représentation graphique a pour objectif de montrer les formes d'espaces et les ensembles spécifiques de lieux. Elles sont dessinées à partir d'enquêtes menées sur le marché Santliya, dans la zone Umalila, et sur le marché Kiwira dans le Rungwe. Chaque couleur correspond à un commerçant. Pour des raisons graphiques, les surfaces sont transparentes, on les distingue par l'identification des périmètres représentés par les arêtes de couleur. Les sommets sont les nœuds du graphe dessiné par la mobilité hebdomadaire de l'enquêté, le nombre de sommets équivaut au nombre de lieux traversés par l'individu.

[151] Les espaces individuels hebdomadaires s'inspirent de Boulabahl M. (2000) *Le concept de territoire de mobilité*. Thèse ENPC. Cité dans Pumain D., Saint-Julien T. (2010), *op.cit*. : 15.



Carte 11. Périmètres d'activités hebdomadaires de commerçants ruraux

Les formes sont variées, il n'y a pas de modèle type d'espace d'activité des commerçants ruraux, on peut plutôt mentionner une série de formes, allant de l'arête simple, reliant 2 noeuds, le village de domicile et le marché voisin, au polygone comptant 6 arêtes ralliant les sommets correspondants au domicile, aux lieux de vente et à ceux de collecte. Les formes tracées ont des contours de tailles variables, la taille du périmètre n'est pas systématiquement proportionnelle au nombre de sommets, un commerçant peut accomplir de grandes distances en regagnant un faible nombre de lieux, comme cela est représenté par la forme bleue. D'après cette carte, les aires d'activités dans le Rungwe semblent plus importantes que celles de la région Umalila. La polarité de Santilya et de Kiwira se comprend car ce sont les lieux de recueil de ces données. Les orientations des formes sont variées, et la somme de ces polygones n'apparaît pas compacte, cela s'explique par l'origine de certains

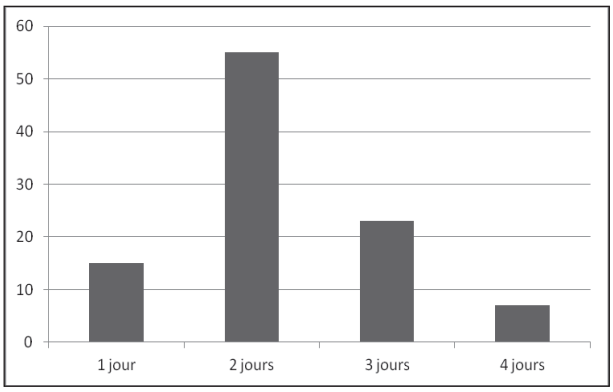
produits (poisson en bleu, riz en rouge) non originaires de la montagne, par contre, l'agrégation des formes d'activité des denrées montagnardes présente un aspect plus compact.

1.2- Les commerçants quotidiens urbains de denrées

Les détaillants urbains qui s'approvisionnent dans les marchés périodiques ruraux sont essentiellement des vendeurs de Mwanjelwa, le marché urbain principal de Mbeya, d'Uyole et de Mbalizi. La plupart de ces acteurs sont des femmes, les hommes sont plus investis dans le demi-gros mais la frontière entre revendeur au détail et en demi-gros est parfois mobile pour ces personnes, la limite bouge principalement en fonction des saisons et du capital qui en dépend.

Fréquences des mobilités et motivations dans le choix des marchés

Les marchands quotidiens de denrées sont sur leur poste de vente pratiquement tous les jours, mis à part le dimanche qui est très souvent chômé. Le nombre hebdomadaire de jours de collecte est déterminé par le ou les marché(s) d'approvisionnement. Globalement, les commerçants se rendent à chaque jour d'activité du *gulio* de ravitaillement. Le capital restreint, l'absence d'infrastructure de stockage et la périssabilité des vivres sont des facteurs qui les poussent à multiplier les déplacements pour des achats réguliers et limités en quantité.



Graphique 10. Nombre de jours de ravitaillement pour les détaillants urbains

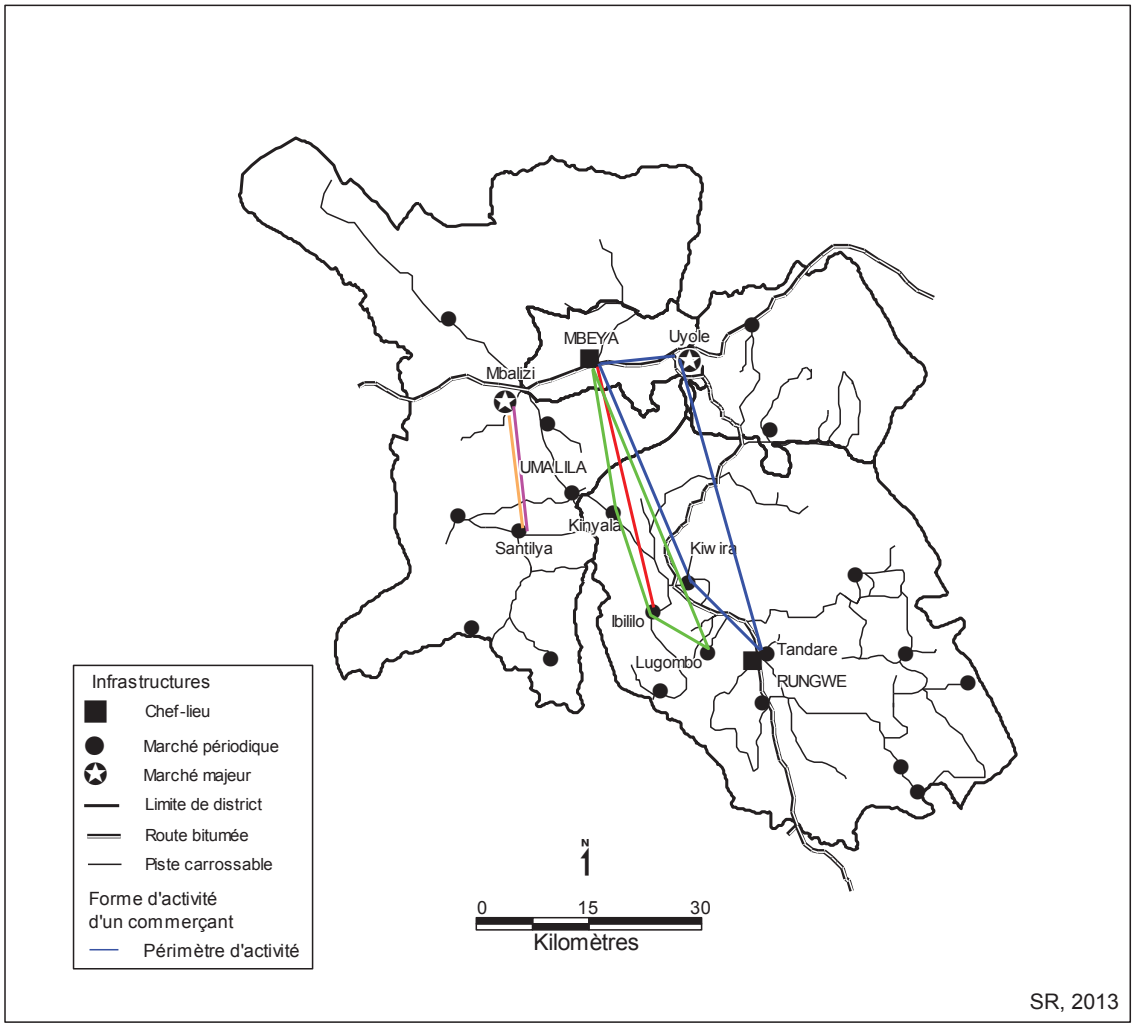
Les jours de collecte des vivres sont partagés entre l'approvisionnement dans un marché périodique jusque vers 15 h-16 h et le début de la vente dans le marché urbain, ou du moins l'agencement des marchandises au lieu de vente, au retour. Ces acteurs sont donc occupés à plein temps par l'activité de négoce, et leur rythme ne varie pas sur l'année pour trois quarts d'entre eux. Pour le transport des denrées, ceux qui vivent à Mbeya ou en

périphérie utilisent les transports locaux pour se rendre sur les marchés. Le temps de déplacement entre la zone d'approvisionnement et le marché de destination est entre une et deux heures pour la plupart des détaillants urbains rencontrés sur les marchés périodiques ruraux. Cela correspond au temps de trajet entre Mbeya et Santilya, Tandare-Tukuyu, Kiwira et Ibililo. Par exemple, à Ibililo, on rencontre de très nombreuses détaillantes de Mwanjelwa, elles viennent tous les mardis et les vendredis. Ces temps indiquent la durée du déplacement, il ne prend pas en compte l'attente du véhicule. De plus, lors de la saison des pluies qui dure en moyenne sept mois, les trajets sur les pistes non asphaltées sont plus longs.

Ces acteurs se déplacent dans les marchés périodiques pour s'approvisionner, tandis qu'ils revendent dans des marchés quotidiens. La disponibilité des denrées est le critère principal de choix d'un marché pour les deux tiers des commerçants questionnés ; l'accessibilité et les prix sont les éléments complémentaires. Ces commerçants distinguent les de marchés de ravitaillement et ceux de revente en fonction des prix, du volume de fréquentation, de l'équipement, de la disponibilité en qualité et en quantité des produits et de la familiarité.

Formes des espaces d'activités

Les espaces individuels d'activités des commerçants de Mbalizi, de Mbeya et d'Uyole, présentent des formes plus compactes que celles de leurs homologues ruraux. Les marchands urbains privilégient généralement un ou deux voire trois marchés d'approvisionnement et les périmètres d'activités sont moins étendus pour les négociants de Mbalizi comme cela avait observé pour les commerçants ruraux intervenant dans le secteur d'Umalila. Dans cette zone, l'absence de route bitumée peut expliquer les formes à une seule arête, tandis que dans le Rungwe, la route asphaltée permet d'accroître les périmètres d'activités et le nombre de sommets. De plus, le nombre important de *gulio* dans le Rungwe augmente les possibilités d'élargissement des périmètres d'activités. Les pourtours des périmètres des détaillants urbains sont moins longs que ceux des marchands ruraux. Les détaillants urbains se ravitaillent dans les marchés périodiques eux-mêmes alimentées par les commerçants ruraux dont certains parcourent de longues distances pour collecter les denrées. Les commerçants urbains enquêtés sont des détaillants, leur trésorerie est limitée, ils ne peuvent acheter de grandes quantités, c'est pourquoi ils doivent multiplier les trajets. De plus, les denrées achetées par les répondants sont surtout des produits frais, donc périssables, ils ne peuvent être stockés plus de quelques jours.



Carte 12. Périmètres d'activités hebdomadaires de commerçants de Mbeya, Mbalizi et Uyole

On note l'orientation verticale des formes, des centres urbains vers les arrières pays montagnards. Il existe des aires d'activités spécifiques déterminées par le lieu de vente, par exemple, les commerçants rencontrés dans les marchés périodiques d'Umalila sont surtout originaires de Mbalizi, alors que dans le Rungwe on retrouve plus de revendeurs provenant de Mwanjelwa, et d'Uyole.

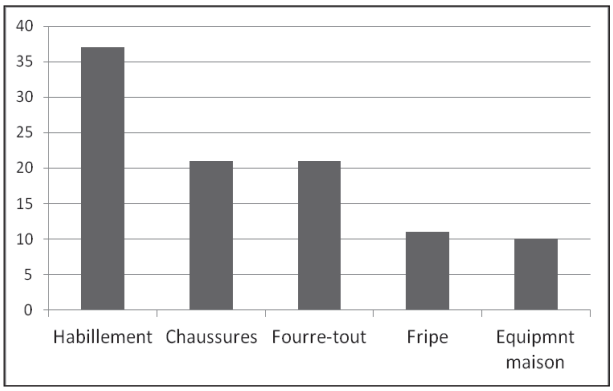
1.3- Les commerçants itinérants au rythme des marchés périodiques

Ces acteurs sont des personnes qui vendent au moins trois jours de la semaine et dans au moins un marché hors de leur ville/village de domicile, ils proposent des articles importés à la clientèle rurale des *gulio*. Leurs pratiques spatiales sont analysées car bien qu'ils ne commercent pas des denrées alimentaires, ils participent à l'animation des hauts lieux de l'échange, ils profitent de la croissance de l'affluence de populations dans les marchés. Aussi,

leur intervention développe l'attractivité du marché qui influence la production agricole, pour les producteurs et les commerçants, un marché attractif signifie plus d'opportunités d'échange. De plus, nombre de ces itinérants sont aussi engagés directement ou par le biais de leur conjoint dans l'agriculture, l'activité de commerce et celle de production agricole s'articulent et se complètent au sein d'un même foyer, en effet, les deux tiers des marchands interrogés qui vivent dans un village ont un(e) conjoint(e) qui est paysan(ne).

Une activité surtout masculine, des produits mixtes

Les marchands itinérants d'articles manufacturés sont pour l'essentiel des hommes dont les deux tiers ont moins de 35 ans. Ils proposent une gamme que l'on peut qualifier de « basique », elle est composée de tissus pagnes, de vêtements neufs « *made in China* », de chaussures de la même provenance[152], de fripe, d'objets d'équipement de la maison tels des ustensiles de cuisine, les emblématiques seaux et bassines en plastique de couleurs vives, l'éventail des marmites, etc. La catégorie « fourre-tout » rassemble les objets divers et variés, fabriqués dans l'Empire du Milieu, du bijou de médiocre qualité, aux montres et radios de même acabit, en passant par les gadgets les plus indispensables.



Graphique 11. Type d'articles vendus dans les marchés périodiques par les commerçants itinérants (en %)

Globalement, les deux tiers des articles vendus concernent l'habillement et le tiers restant se rapporte aux objets d'équipement de la maison et le fourre-tout. Les produits sont adaptés au pouvoir d'achat des clients, les transactions concernent des volumes et des

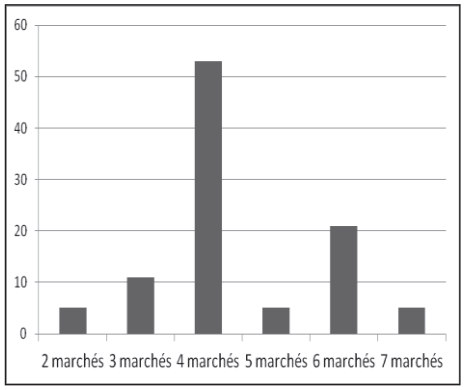
[152] La catégorie « chaussures » regroupe les modèles neufs et ceux déjà portés car beaucoup de commerçants de vêtements de pieds proposent les deux types. Les articles d'occasion sont semble-t-il importés des États-Unis, tout comme la fripe.

montants limités. Ce commerce est tributaire de l'agriculture, en effet, les affaires sont plus intéressantes quand les paysans ont vendu leurs récoltes.

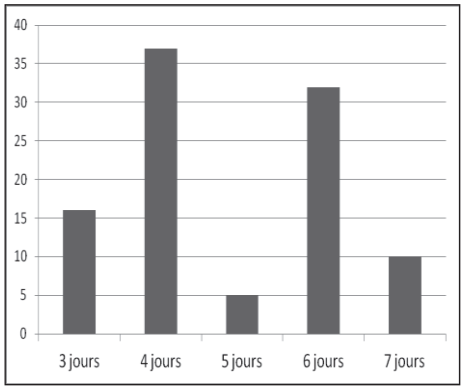
Les revenus de l'agriculture et ceux du commerce sont complémentaires, les résultats ne permettent pas vraiment de dégager des activités plus rémunératrices que d'autres tant les déclarations des enquêtés sont contradictoires entre elles, même d'après des surfaces cultivées, des produits vendus et des nombres de jours de vente comparables. On peut avancer que le commerce n'est pas la panacée, même pratiqué jusqu'à six jours par semaine, quels que soient les types d'articles vendus, et sans que l'exploitation agricole soit particulière.

Itinéraires commerciaux dans la montagne

Le commerce d'articles importés est une activité qui implique beaucoup de temps et d'espace, les détaillants mobiles interviennent avec une fréquence hebdomadaire soutenue et ils se rendent dans de nombreux marchés. En effet, 84 % des marchands opèrent dans au moins 4 marchés différents par semaine et 84 % des commerçants vendent au moins 4 jours par semaine.



Graphique 12. Nombre hebdomadaire de marché (en %)

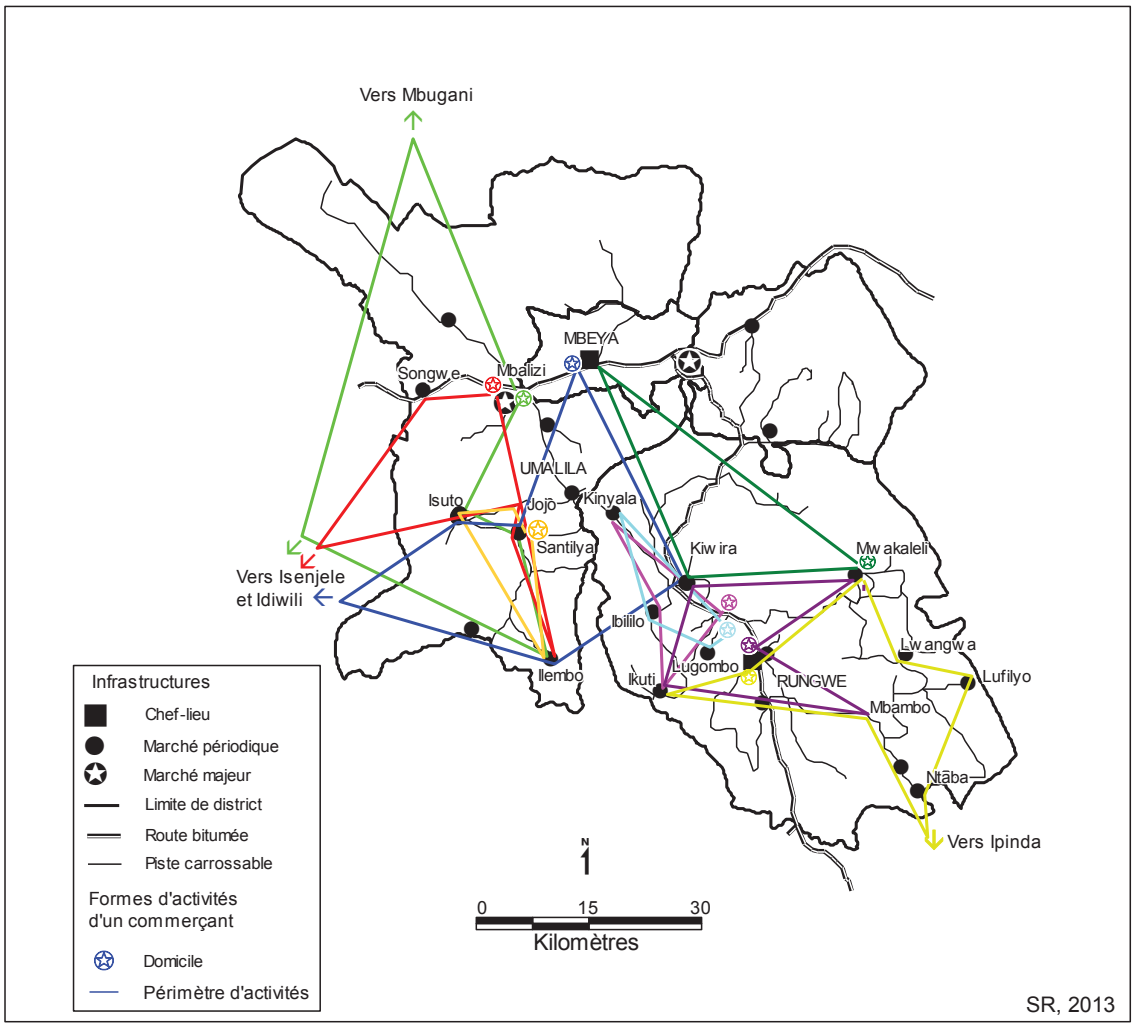


Graphique 13. Nombre hebdomadaire de jours de marché (en %)

Au cours d'une semaine, 70 % des détaillants fréquentent une seule fois le même marché, ils ne retournent sur les lieux de transaction que la semaine suivante. Les 30 % de marchands qui vendent plusieurs fois dans le même marché dans la même semaine sont ceux

qui commercent plusieurs fois dans les marchés urbains tels Mbalizi, Mwanjelwa, mais aussi le *gulio* important de Kiwira. Les détaillants itinérants sont donc des individus très mobiles qui effectuent au moins 4 fois par semaine des trajets pour réaliser leurs affaires. Le critère principal de choix de ces lieux est le volume de la clientèle, cela amène certains marchands à effectuer de longs déplacements qui les conduisent dans des districts limitrophes.

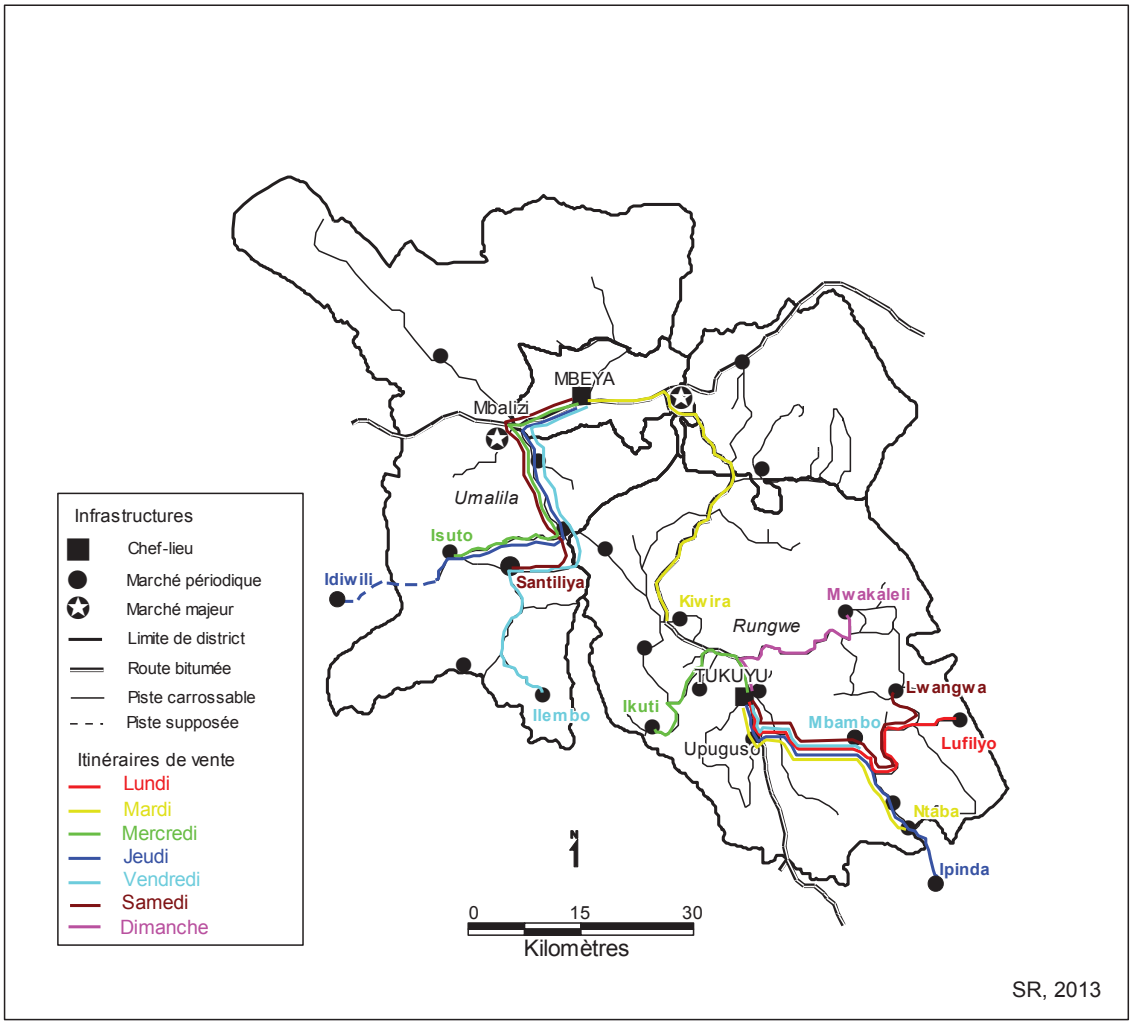
Ainsi, les marchés d'Idwili et d'Isenjele, situés dans le district Mbozi, ou le marché de Mbugni dans le district Chunya, captent des commerçants domiciliés à Mbalizi, ou dans le plateau d'Umalila car ce sont des marchés de bétail, ils brassent des sommes conséquentes. L'argent circule abondamment et les éleveurs qui ont vendu des bêtes disposent d'un capital attractif, l'investissement en temps et en coûts de transport est rentable pour des marchands ; ces derniers écoulent de la fripe. Différents périmètres sont tracés sur la carte en fonction des lieux mobilisés par les activités de 9 commerçants. Cette représentation contraste avec les cartes précédentes par la multiplicité des formes. Aussi, celles-ci contiennent plus d'arêtes et de sommets. Les aires d'activités sont donc composées de nombreux lieux, qui induisent d'autant plus de déplacements. De nombreux polygones relient la ville et la campagne. L'urbain est souvent le lieu du domicile, cependant, la forme verte présente la résidence à Mwakaleli, le commerçant se rend une fois par semaine au marché de Mwanjelwa-Mbeya pour se ravitailler en fripe. On observe une séparation entre les polygones de la zone est de Mbeya, et ceux situés à l'ouest. Cette ligne imaginaire correspond pour partie à la ligne de crête de la partie ouest du croissant formé par les Uporoto, elle est une barrière pour les communications. Cependant, un vendeur de fripe habitant à Mwanjelwa (forme bleue) parcourt des distances au-delà de cet obstacle. Le polygone jaune est formé par 8 sommets, 7 d'entre eux se réfèrent aux lieux de vente et le dernier représente le domicile à Tukuyu. Ces acteurs rentrent à leur domicile le soir, le nombre de déplacements est par conséquent très important si l'on considère les navettes quotidiennes ou quasi-quotidiennes.



Carte 13. Périmètres d'activités des marchands itinérants

La carte suivante représente les différentes mobilités pendulaires de deux commerçants sur les marchés périodiques. Ils ont été choisis car ils manifestent de l'importance des déplacements de cette catégorie d'acteurs. Ils sont certes plus mobiles que la moyenne, mais il est intéressant de dépeindre leurs itinéraires au cours d'une semaine pour voir quels lieux ils parcourent dans le cadre de leurs activités de vente. Le premier est un marchand de fripe qui habite le quartier Mwanjelwa à Mbeya, le second est un commerçant de bazar qui vit à Tukuyu. Tous les deux sont des hommes de moins de trente ans, le premier vend six jours de la semaine dans six marchés (il vend le lundi à Mwanjelwa), le second tente d'écouler ses articles dans sept marchés différents. Ils n'interviennent pas dans les mêmes lieux et ils empruntent très souvent une même route à partir de laquelle ils bifurquent vers des points plus reculés. Le détaillant de Mbeya fait moins de déplacements mais ils sont plus longs, en moyenne ils sont de 100 km par jour d'activité pour le vendeur de fripe avec un total

de 500 km par semaine. Le marchand de bazar parcourt en moyenne 60 km quotidiennement avec un total de 430 km par semaine. La forme dessinée par la somme des itinéraires du commerçant de Mwanjelwa est plus linéaire que celle de son homologue, elle offre trois branches contre cinq dans le Rungwe. Les routes parcourues sont essentiellement des pistes carrossables, le premier n'arpente que 180 km de bitume, soit un tiers du total de ses trajets ; le second sillonne un peu moins de 100 km asphalté, soit un quart de la totalité de la distance hebdomadaire. Les trajets sur le tarmac se répètent, ils sont effectués à partir du domicile vers le point d'entrée dans l'arrière pays. Il s'agit de Mbalizi pour la zone Umalila tandis que dans le Rungwe, Upuguso est la porte principale de l'*hinterland*. Des pistes se révèlent plus fréquentées, l'axe Mbeya-Mbalizi-Isangati est pris 4 fois par semaine, la voie Tukuyu-Upuguso-Mbambo est parcourue autant de fois. Le réseau sommaire de transport confère à ces portions de l'architecture de transport un rôle déterminant puisque c'est vers elles que convergent les pistes secondaires.



Carte 14. Deux itinéraires hebdomadaires de vente sur le plateau Umalila et dans le Rungwe

L'orientation et la multiplicité des formes (nombre d'arêtes, de sommets) des espaces d'activités varient en fonction des types d'acteurs et des espaces. Les logiques économiques spécifiques des individus et les infrastructures de transport participent au dessin des itinéraires. Deux ensembles se distinguent, la zone Umalila à l'est d'une ligne verticale passant par Mbeya, et la zone Rungwe à l'ouest de cette séparation poreuse. La ville et la campagne ont tour à tour la fonction de lieu de vente ou de lieu d'approvisionnement, suivant la catégorie de marchand, ces espaces ont ainsi un double statut et sont imbriqués dans les mobilités de nombreux commerçants. La combinaison des logiques économiques d'écoulement ou de ravitaillement trace des formes qui s'affranchissent des limites de l'étagement montagnard ; des acteurs tirent profit de la complémentarité des espaces avec des logiques de mobilité plutôt verticale. Cependant, d'autres acteurs, bien qu'étant fortement mobiles, interviennent de préférence selon des logiques horizontales. La multiplicité des

formes composent un tout complexe dont l'organisation semble répondre à des opportunités économiques d'achat ou de vente.

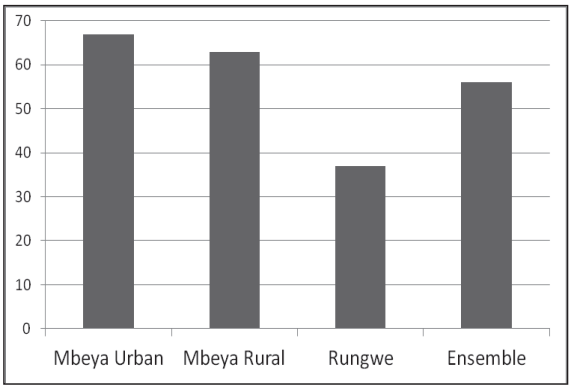
L'itinérance est plus prononcée chez les ruraux à la recherche de débouchés multiples alors que les détaillants urbains se déplacent dans l'arrière pays pour se ravitailler. Les vendeurs de marchandises sont plus mobiles que les commerçants de vivres.

2. Le transport des denrées

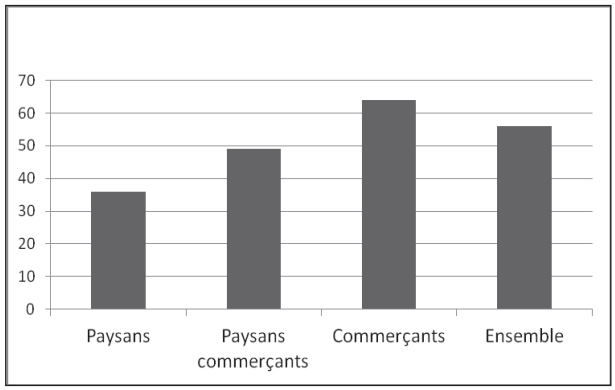
Dans les Uporoto, au niveau du déplacement des produits, la racine latine « *porto* » (porter) du verbe transporter prend tout son sens puisque bien souvent, les marchandises sont portées maintes fois à la force des bras au cours de l'acheminement et parfois sur des distances importantes. Le processus qui conduit les denrées des champs au chargement final à destination de marchés lointains est composé d'un nombre variable de séquences déterminé en grande partie par la proximité entre le lieu de culture et le point d'expédition ou de vente. L'organisation des déplacements implique des métiers spécifiques et l'articulation de lieux, avant de les analyser, il est question de comprendre l'usage des transports dans la montagne.

2.1- Les usagers et les usages des transports

Le recours aux moyens de transport diffère en fonction des types d'acteurs et du lieu d'activité ; l'usage d'un véhicule témoigne de l'importance des quantités et/ou des distances. Dans les districts Mbeya Urban et Mbeya Rural, les deux tiers des acteurs engagés dans la production et/ou le commerce agricoles utilisent un moyen de transport pour acheminer des marchandises, ils empruntent des fourgonnettes taxi *daladala*, des camions et des vieux Land Rover. Ce pourcentage traduit la circulation de marchandises qui se déplacent vers l'aval du réseau, par exemple du lieu de production vers le marché périodique, du marché périodique vers un marché urbain de Mbeya ou vers une ville lointaine. La proximité des pourcentages d'usagers dans les deux districts Mbeya témoigne de la forte imbrication de l'agriculture et de l'urbain, la ville n'atténue pas les déplacements liés au commerce agricole, au contraire, elle incite aux déplacements tarifés bien souvent dans des buts d'approvisionnement. La part des individus qui emploient les transports payants dans le plateau Umalila est égale à celle des acteurs qui sont engagés dans le négoce, c'est-à-dire les commerçants et les paysans-commerçants.



Graphique 14. % d'usagers de moyens de transport, par district



Graphique 15. % d'usagers de moyens de transport, par catégorie d'acteur

Dans le Rungwe, ils ne sont que 37 % à employer de tels moyens, la différence peut s'expliquer par le fait qu'il y a une plus grande proportion de paysans mono-actif dans le Rungwe. Les distances parcourues sont limitées et la densité de population est plus importante. Dans un marché du Rungwe, mis à part les commerçants qui viennent s'approvisionner, la plupart des acteurs arrivent des alentours proches en portant des quantités limitées, du moins transportables sans le service d'un véhicule. Le graphique 15 corrobore cette piste puisque les paysans sont ceux qui empreuntent le moins un véhicule, et donc qui marchent le plus. Cette représentation atteste que l'usage des moyens de transport croît avec l'intensité de l'activité commerciale, plus elle est intense, plus les déplacements s'opèrent avec des véhicules. De cette idée simple découle celle qui fait état que le négoce de denrées agricoles dynamise le secteur du transport qui participe au développement, ou du moins à l'ouverture de l'agriculture de montagne. L'amplification de la production des cultures destinées au marché crée un besoin en acheminement, la disponibilité de moyens de transport crée des opportunités d'accès au marché qui peuvent s'exprimer par le développement de cultures commerciales. Les causes et les effets sont contenus dans les phénomènes qui les animent, cette relation est représentée dans le schéma suivant dans lequel est figurée la relation récursive entre l'agriculture et le secteur des transports.

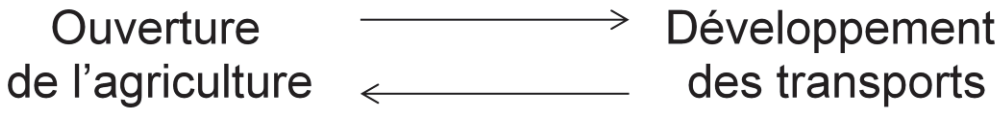


Schéma 6. Récursion organisationnelle de l'agriculture et du secteur des transports

Les moyens d'acheminement des produits vers les lieux de collecte dans le rural sont la marche à pied, la bicyclette, dans une moindre mesure, l'âne, enfin l'engin motorisé. La gamme des véhicules s'étend du minibus Hiace nommé *daladala*, au bus Coaster, au bus gros porteur, aux vieux Land Rover et aux divers types de camions. Les *daladala* et les Coaster convoient essentiellement des personnes, mais on peut faire confiance à l'ingéniosité des auxiliaires de transport *cwandor* pour réussir à caler des marchandises dans le moindre interstice de l'habitacle. Les minibus *daladala* peuvent contenir une quinzaine de passagers assis, et jusqu'à 20 personnes, les malheureux passagers debout se contorsionnent, pour s'agripper à quelque chose, ou à quelqu'un, tout en veillant à ne pas piétiner une poule, une canne à sucre, un sac, etc. Les Coaster ont une capacité théorique de 30 personnes, mais la pratique considère que ce seuil peut être largement dépassé, et que ceux qui n'ont pas la chance d'être assis prennent leur mal en patience[153]. Un bus gros porteur, d'une capacité d'environ une cinquantaine de places a été observé dans la zone Umalila, il effectue des trajets dans l'arrière pays pour rallier des marchés périodiques, cependant ce mode est peu répandu, il n'est pas vraiment adapté à l'état des pistes. Ces engins n'effectuent pas les mêmes trajets, les Hiace sont polyvalents, ils parviennent à se faufiler sur les pistes de campagne tandis que les Coaster restent sur le tarmac.

Les camions de type Canter ou Fuso sont hybrides, d'un côté ils sont employés pour acheminer les marchandises sur de longues distances, des marchés périodiques aux lieux de destination, d'un autre côté ils sont utilisés comme moyen de transport de personnes et de marchandises dans les campagnes les jours de marché. Les Fuso ont une capacité de charge de 6 à une douzaine de tonnes, suivant le modèle. Les sacs de marchandises sont chargés en premier, ensuite leurs propriétaires trouvent une place au dessus de cet amoncellement, à environ 3 mètres du sol, comme on peut le remarquer sur la photo suivante. Elle a été prise le samedi 10 avril 2010, vers 16 heures, à la fin du marché hebdomadaire de Santilya. Ce camion ramène à Mbalizi des commerçants venus le matin même pour tenter d'écouler leurs articles sur ce *gulio*. En cas de pluie, une bâche est déployée sur le plateau à ridelles afin de protéger les personnes et les produits.

---

[153] Le bourrage des bus offre parfois des situations cocasses. À l'approche d'un contrôle de police, le bus s'arrête, les passagers en surnombre descendent et continuent le chemin à pied tandis que le bus, à nouveau en piste, passe sans encombre le poste de contrôle avant de s'arrêter une centaine de mètres après, afin de récupérer les passagers. Il existe une certaine corruption des policiers pour qui les postes de contrôle sont une manne non négligeable. Policiers et transporteurs (pilotes et auxiliaires) se connaissent et se rencontrent pratiquement tous les jours, de fait, il existe une acceptation tacite de tout le monde de ces pratiques informelles de rétribution de l'agent afin de ne pas perdre trop de temps en route.

Photo 1. Transport de personnes et de marchandises le jour de marché, camion type Fuso, Santilya

Au retour, nous étions plus d'une vingtaine de personnes assises sur les sacs, agrippées aux ridelles, en guettant les branches des arbres jalonnant la piste et susceptibles de fouetter le visage des voyageurs inattentifs. Les trajets sont relativement dangereux, d'ailleurs, les passagers doivent régulièrement descendre des hauteurs du plateau motorisé pour que l'engin puisse négocier une portion délicate, ou surmonter un obstacle. Cependant, en dépit de ces conditions de confort sommaire, l'ambiance du retour est souvent enjouée et cela d'autant plus si les affaires ont été bonnes, ceci étant un juste prétexte pour arroser à coups de bières locales le prolifique marché du jour, et par conséquent « ambiancer » le retour. La photo suivante peut donner un aperçu du quotidien de commerçants itinérants dans les méandres des pistes de l'arrière pays montagnard.

Photo 2. Sur la piste Santilya-Mbalizi, depuis les « hauteurs du Fuso »

L'État des véhicules est souvent pour le moins discutable, et certains pilotes « *fly on the road* », ils roulent sur le tarmac à des allures inconsidérées, ce qui rend les déplacements périlleux[154]. Sur le réseau secondaire, des véhicules moins rapides mais parfois non moins dangereux effectuent les connections.

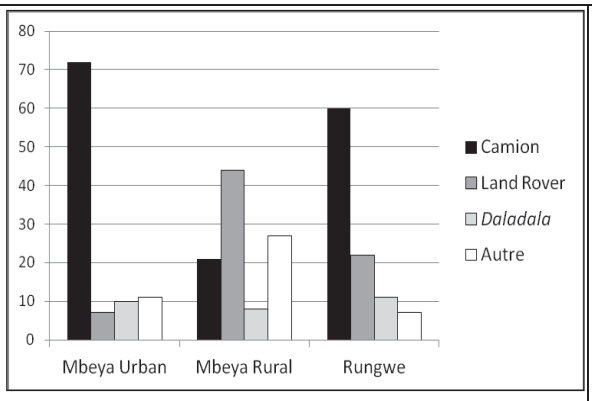
Les pickups et la fameuse Land Rover sont les véhiculent qui permettent l'acheminement de denrées depuis des zones reculées, difficilement accessibles du fait de l'état de la piste. L'état des véhicules est redoutable de dégradation due à leur grand âge et aux efforts qui leurs sont demandés, ils circulent seulement sur les pistes. Les vielles « reines des 4x4 » ne sont pas autorisées à rouler hors des sentiers des campagnes. La photo suivante montre un pickup qui fait la navette entre Katumba et Mwakaleli. Les voyageurs sont parfois

[154] Les autorités nationales tentent de limiter la vitesse sur la route (bitumée s'entend), cela amène à des situations saugrenues ou à tout le moins contrariantes. Dans les Uporoto, les policiers contrôlent la vitesse en demandant aux passagers si elle est correcte, ce qui est propice à des divergences d'opinion… en particulier entre ceux qui ont un permis de conduire (peu nombreux) et ceux qui n'ont jamais appris à conduire sans que cela ne les empêche de faire valoir leur connaissance certaine en la matière, lors des controverses. Cela serait comique si les situations n'étaient pas dangereuses, les freins sur (chauffent) fréquemment, dégageant une odeur devenue habituelle, et même de la fumée par moments. Sur les longues distances, par exemple le trajet Mbeya – Dar es Salaam, la police vérifie l'heure de passage à différents points de contrôle, regardant si le temps passé entre deux points induit une vitesse régulière. Cela conduit à des aberrations, après plus de huit heures en excès de vitesse, les bus roulent à 40 km à l'heure à travers la région d'Iringa car les policiers « font du zèle »…

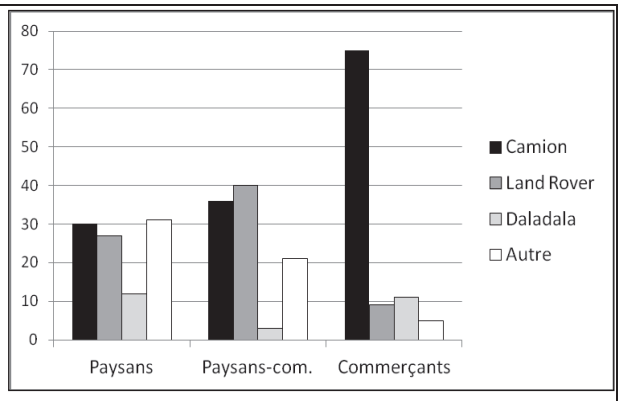
obligés de descendre car l'engin arrive à bout de souffle dans certaines montées, il faut alors délester la bête de somme de ses encombrants passagers. Ces derniers remontent à l'arrière quand l'engin peut à nouveau continuer sa besogne.

Photo 3. Passagers rejoignant le pickup après une montée difficile, entre Katumba et Mwakaleli

Les types d'acheminement sont employés à des niveaux inégaux, 55 % des répondants ayant recours à un moyen de transport utilisent un camion, 21 % la Land Rover, 9 % le *daladala* et 15 % utilisent d'autres types tels la bicyclette et la charrette à bras. Ces chiffres induisent que les denrées effectuent des trajets de niveaux qui dépassent le cadre territorial des campagnes. Le choix des types de transport est caractérisé par le genre d'acteur et par son espace d'activité.



Graphique 16. % des types de transport utilisé par district



Graphique 17. % des types de transport utilisé par catégorie d'acteurs

L'hétérogénéité des proportions des types de transport utilisé est forte entre les districts et en entre les catégories d'acteurs. Au niveau des districts, le recours majeur au camion dans le district de Mbeya Urban indique que le ravitaillement de la ville en denrées se réalise par camions ; dans le Rungwe, il atteste que les expéditions concernent de grandes quantités pour de longues distances. Le district Mbeya Rural offre un profil atypique, la Land Rover et les moyens autres (bicyclette, charrette à bras, âne) sont les transports principaux, des cultures spécifiques peuvent expliquer pour partie cette configuration. Les choux cultivés aux hautes altitudes de la crête des Uporotos sont envoyés par Land Rover, elle constitue d'ailleurs l'unité de mesure. Les tomates plantées dans les environs d'Uyole sont expédiées au marché par des charrettes à bras. Les trois quarts des commerçants sont des usagers des camions pour acheminer des volumes importants, la hiérarchie des transports pour les acteurs affiliés au rural, c'est-à-dire les paysans et les paysans commerçants présente de moindres écarts. L'emploi de transports affiliés au rural comme la bicyclette, la charrette, la Land Rover dépasse celui des camions. Cela dénote que les volumes transportés par ces acteurs sont inférieurs à ceux acheminés par les commerçants, autrement dit, les marchands ont un rôle déterminant dans la circulation des flux de denrées agricoles puisqu'ils convoient des quantités plus importantes.

Les transports représentent des coûts indexés sur l'itinéraire et sur le volume à charrier. Le tableau suivant rassemble une sélection de tarifs, il dresse le portrait des frais exercés dans la montagne. Les itinéraires allant des champs à un village se réfèrent au transport des produits ramassés et rassemblés en bord de champs, puis transférés au village

et/ou dans un point de collecte pour des grossistes ou leurs agents. En moyenne, un détaillant du marché Mwanjelwa qui s'approvisionne deux fois par semaine dans un marché du Rungwe, par exemple Tandare à Tukuyu, dépense entre 20 000 et 50 000 Tsh par voyage pour acheminer ses produits. Les commerçants ne s'organisent pas collectivement pour le déplacement, les places dans les camions sont trouvées sans difficultés le jour du marché, ceux-ci sont disponibles et profitent également de l'affluence de la demande.

Itinéraires	Véhicules	Tarifs, en Tsh
Champs -	camion	2000 / sac
Champs -	camion	1500 / sac
Champs - Uyole	âne	300 / sac
Tukuyu - Mbeya	camion	3000 / sac
Igoma - Uyole	Land Rover	500 / sac
Igoma - Kiwira	Camion	500 / sac
Upuguso -	Camion	1500 / régime
Umalila -	Land Rover	35- 50 000 / LR
Tukuyu-Mbeya	Land Rover	80-100 000 / LR
Mwakaleli -	Camion	300 000 / 75

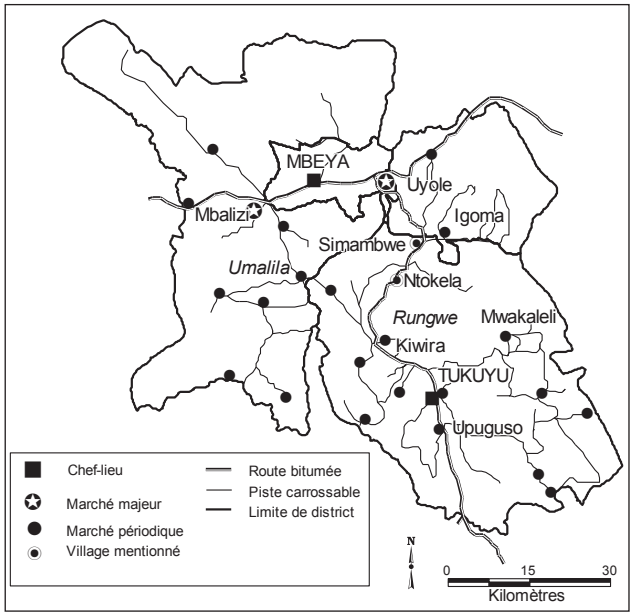


Tableau 8. Tarifs de transports et carte associée

Les tarifs pour les longues distances sont logiquement importants, ils s'élèvent à 1,2 million de shillings pour un camion d'une douzaine de tonnes de bananes, effectuant le trajet Kiwira – Dar es Salaam, la location d'un camion de 30 tonnes de pommes de terre ralliant les Uporoto depuis la capitale économique tanzanienne coûte 3,5 millions de shillings. Le secteur des transports offre un panel assez large des différents moyens disponibles, façonné par les conditions locales, en particulier les contraintes d'accessibilités et les capitaux limités. En dépit de ces retenues, il se développe à toutes les échelles et il offre des opportunités d'emploi.

2.2- Les métiers de l'acheminement

Les activités liées au transport sont multiples, elles induisent des métiers spécifiques vers lesquels se tournent de jeunes hommes et même des enfants. Dans la montagne, elles couvrent le transport à pied, à bicyclette, le charroi, le chargement des véhicules dans les lieux

de collecte, la conduite d'engins, la gestion de parc de camions, etc. La gamme est ainsi variée, elle rassemble des activités plus ou moins informelles et elle se développe au fur et à mesure que les flux de produits agricoles croissent. Ce secteur est principalement investi par des jeunes, surtout lorsqu'il s'agit du chargement.

Les jours de marchés, de vigoureux jeunes s'occupent du chargement des camions et de la mise en sac des bananes le cas échéant comme cela est visible sur la photo suivante. Les bananes sont apportées sous forme de régimes qui sont débités avant l'expédition afin de remplir des sacs avec les mains de bananes. Chaque sac peut contenir entre 4 et 8 régimes en fonction de la taille des branches. Le but est de protéger les doigts de bananes et d'optimiser la place sur le plateau du camion.

Photo 4. Mise en sac et chargement de bananes à Ibililo

Il est impossible de se risquer à émettre un chiffre global sur le nombre de personnes travaillant dans ce secteur, on peut néanmoins proposer quelques indices. Le camion le plus répandu est un Fuso, capable de rouler sur les pistes en terre, même en saison pluvieuse, son chargement est souvent d'une douzaine de tonnes ; ces camions sont généralement chargés par deux, trois ou quatre gaillards. À Ibililo, le nombre de camions varie selon les saisons entre 5 à 7 camions par *gulio*, il pourrait y avoir entre une quinzaine et une trentaine de chargeurs.

Bien que les cargaisons puissent être très lourdes, un transporteur en vélo est capable d'embarquer jusqu'à sept régimes de bananes sur son deux-roues, soit plus de 120 kg de bananes. Ils accomplissent des distances limitées, ce qui ne signifie pas des durées limitées puisque certains confessent convoyer leur butin pendant près de 4 heures de la zone de production à celle de commercialisation. Pour parcourir des trajets sur des pistes accidentées, dans un environnement marqué par le relief, on se doute que le vélo croulant sous les bananes, fait plutôt office de chariot à deux roues. Les itinéraires s'étendent des champs jusqu'aux marchés, ou jusqu'à des routes ou encore des points stratégiques comme des intersections. Par exemple, Dans l'arrière pays d'Upuguso, un croisement est un point de rassemblement des régimes de plantains. À Ntokela, les vendeuses de pomme de terre en bord de route ont recours aux services des transporteurs à vélo du village qui arriment le sac d'une centaine de kilogrammes au cadre de l'engin, ils effectuent des distances n'excédant pas la dizaine de kilomètre.

Les activités d'expédition sont influencées par la configuration du réseau de transport. La forme du réseau routier, la disponibilité d'infrastructures de transport participe à l'organisation des flux de produits, et donc à l'agencement des activités d'expédition. L'analyse des différents moyens de transport employés offre un panorama classique des circulations dans de nombreuses campagnes africaines. L'enclavement est une contrainte pour l'expédition des produits d'autant plus que la topographie ne facilitait pas les communications. Les modes d'acheminement sont ancrés dans les situations locales, ils sont en interactions avec l'environnement économique plus global auquel ils s'ajustent en tentant de fluidifier l'écoulement des vivres. Les sommes de ces mouvements sont appréhendées en termes de flux.

3. Mesures des flux [155]

L'agrégation des circulations des produits agricoles se traduit par des flux, leurs écoulements hors des montagnes ont une origine, un trajet et une destination, ils ont une dimension temporelle et une dimension spatiale. Ce point tâche de les mobiliser à travers la cartographie des flux et celle de leurs évolutions dans le temps. Les circulations analysées animent le trafic quotidien dans les Uporoto, elles sont les mouvements par voie terrestre des

[155] Cette partie se réfère aux flux émis dans le Rungwe et qui transitent par le poste de contrôle d'Isyonje, à la frontière entre le Rungwe et Mbeya Rural. Ce choix contraint est expliqué dans le 3.1- Le bilan annuel.

produits échangés dans la montagne. En ce qui concerne les marchandises, il existe un fort décalage entre ce qui entre et ce qui sort, les flux sortants sont les plus importants et sont le produit du modèle économique en œuvre, puisque ces montagnes sont un bassin de production orienté vers l'extérieur. Les flux étudiés se réfèrent à l'exportation des denrées cultivées dans les hauteurs à destination des marchés extérieurs à la montagne. À l'échelle du massif, les flux de denrées s'écoulent des différents étages, ils convergent vers la route principale et ils traversent le poste de contrôle situé à Isyonje. Les évolutions des flux sont appréhendées à plusieurs temporalités, avant cela, l'image annuelle des productions dans le Rungwe est dépeinte.

3.1- Le bilan annuel

Le mouvement des vivres vers l'aval du réseau d'échange met en scène des territoires montagnards dans le jeu économique de l'offre et la demande, la première étant pourvue par le paysan des Uporoto, la seconde étant incarnée par le citadin. Le flux permet l'articulation de la campagne et de la ville, il est l'expression de leur continuité. Le réseau de transport est hiérarchisé, il n'y a que deux axes bitumés, la Tanzam reliant Dar es Salaam à la Zambie, et la route B 345 qui naît à Uyole, de l'intersection avec la Tanzam, et qui se dirige vers le Malawi, en traversant le district du Rungwe et de Kyela. Les autorités des districts contrôlent si les taxes sur le commerce des denrées produites ont été acquittées. Chaque sac convoyé est taxé 1000 Tsh, chaque régime est taxé 100 Tsh. Ce prélèvement obligatoire est en principe perçu dans le lieu où l'achat a été effectué, cette opération confère au propriétaire un reçu qui indique le montant payé, somme indexée sur le volume acheté. Précautionneusement, les autorités des districts contrôlent à des points clés sur la route si les transporteurs détiennent les fameux reçus et si tel n'est pas le cas, la taxe doit être payée sur le champ. Dans le Rungwe, il existe deux postes de contrôle *mchangani*, l'un est situé après Upuguso, en direction du Malawi, l'autre se trouve à Isyonje, village à la frontière avec le district Mbeya Rural. Ce dernier est stratégique, c'est la porte de sortie, il se trouve au débouché des territoires de production de pomme de terre, banane, maïs, haricot, avocat, etc., en somme, il est traversé par la quasi-totalité des flux sortant du Rungwe et d'une partie des Uporoto à destination du reste du territoire Tanzanien et de la sous-région, hormis le Malawi. Les officiers contrôlent chaque véhicule de transport de marchandises, tous les jours et à toutes heures, ils remplissent des registres qui sont ensuite envoyés au service du commerce du district. Seul le registre

concernant le poste à Isyonje a pu être consulté[156], les cartes font donc état des productions du district Rungwe, auxquelles sont ajoutées celles du secteur d'Igoma, situé dans le *ward* Ulenje. Ce ward est compris dans le district Mbeya Rural, il a une portion enclavée dans celui du Rungwe, il s'agit du village d'Igoma et des ses alentours, dont les productions transitent par le poste de contrôle d'Isyonje. Cette zone est figurée au nord de la carte par l'enclave qui s'étire vers le nord tel un appendice vertical.

Les flux de marchandises peuvent s'interpréter par plusieurs unités, les registrent indiquent des taxes perçues mais il est plus approprié de traduire ces sommes en volume, il a donc fallu convertir les montants en tonnage. Cette opération a nécessité plusieurs étapes et plusieurs simulations, afin d'obtenir une cartographie des tonnages similaire à celle des taxes perçues[157]. L'unité territoriale est le *ward*, circonscription administrative juste supérieure au village. Afin de montrer l'évolution saisonnière des flux, et pour tenter de donner une image annuelle la plus juste, j'ai choisi six semaines sur la période octobre 2010 à août 2011, les cartes des totaux concernent donc les totaux de ces six semaines, et non pas les totaux annuels.

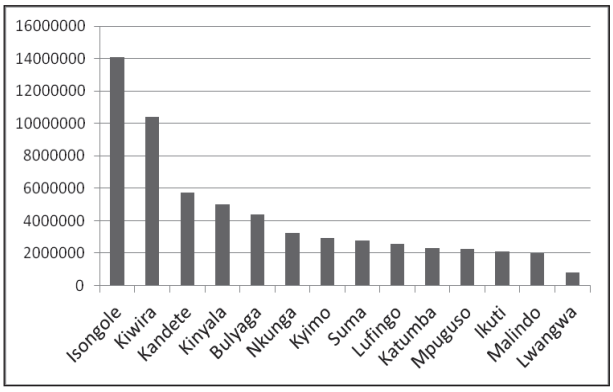
Hiérarchie selon les taxes perçues

Des ensembles se distinguent par le montant des taxes qu'ils récoltent, cela s'explique par les conditions agro-écologiques, par la proximité des infrastructures de transport et par la situation des *wards*. Le classement des *wards* selon les montants perçus présente de grands écarts, Isongole et Kiwira se détachent des autres wards, Kandete, Kynyala et Bulyaga (Tukuyu-Tandare) dépassent les 4 000 000 Tsh, les huit autres wards ont perçus entre 2 000 000 Tsh et 4 000 000 Tsh tandis que le reste des *wards* collectent des montants inférieurs

[156] J'ai recopié des centaines de pages de registres, en commençant par les plus récentes, celles détenues et en cours de remplissage au poste de contrôle, j'ai continué la besogne au bureau du commerce du Rungwe. Malheureusement, cette tâche n'a pas été possible dans le district Mbeya Rural qui a confié ces opérations de contrôle à une société privée à l'été 2011 (en conformité avec les instructions gouvernementales). Les registres d'avant le mois de juillet 2011 sont « introuvables », ce qui est fort dommage, car le *mchangani* se trouve à Madugu, à la sortie du plateau Umalila, avant Mbalizi. Curieusement, d'après le service du commerce de ce district, la société privée paye en avance les taxes au district, d'après celles qui ont été perçues l'année précédente. Il s'agit d'une spéculation car si les taxes effectivement collectées sont supérieures à celle de l'année précédente, la société fait du profit, sinon, elle perd de l'argent. Elle a donc tout à gagner à collecter beaucoup de taxes…au service de la collectivité mais pour le compte d'intérêts privés.

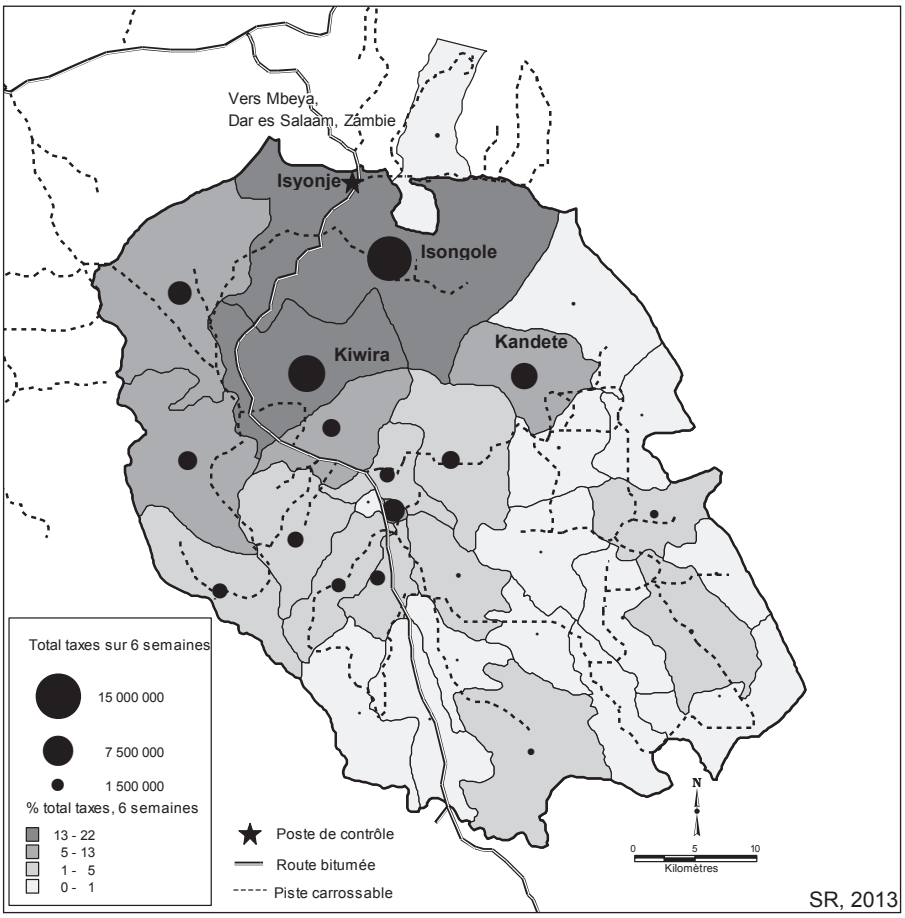
[157] Un dispositif a été mis en place pour parvenir à une table de conversion satisfaisante. Les registres n'indiquent pas les types de denrées. Pour chaque origine géographique, j'avais demandé les types de marchandises convoyées. J'ai ensuite regroupé les différents *wards* dans quatre classes correspondant à un type de chargement. Le prix à la tonne de chaque classe a été calculé d'après les produits de ces *ward* et d'après leurs taxations spécifiques (par sac, par régime). Le poids théorique des sacs n'est pas le poids réel, une opération d'ajustement a été nécessaire pour parvenir à un résultat que je qualifie d'honnête.

à 1 million de Tsh. Les autres *wards* ne sont pas représentés car leurs montants relevés respectifs sont résiduels. Il y a donc une forte distinction entre les territoires, globalement, une moitié des wards participent aux échanges, (ceux représentés sur le graphique), l'autre moitié demeure en marge du système dont la dynamique est très fortement alimentée par les flux d'Isongole et de Kiwira.



Graphique 18. Taxes perçues par les 14 wards principaux collecteurs sur 6 semaines

L'image du district offre une vision de cet ensemble et articule ces chiffres avec l'espace.

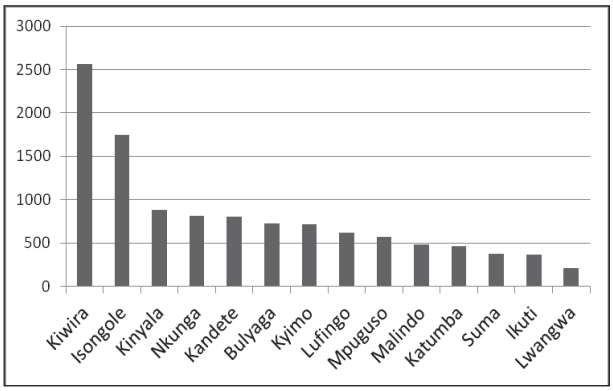


Carte 15. Total sur 6 semaines des taxes perçues par les wards en valeurs absolues et en pourcentage du total du district

Il existe une grande hétérogénéité à l'intérieur du district Rungwe dans la perception des taxes, on distingue un ensemble fortement pourvoyeur de taxes, à l'ouest d'une ligne passant par Mpuguso orientée sud-ouest nord-est. Aussi, le nord du district participe beaucoup plus à la création de richesses et des wards ne perçoivent pas de taxes. Mis à part le *ward* Ilima, au sud, dont les sols de grès rouge, de silice et de quartz sont impropres à l'agriculture, les terroirs proches de la route bitumée sont ceux qui collectent le plus de taxes. Parmi eux, ceux situés plus au nord, c'est-à-dire à des altitudes au dessus de 1400 m sont les principaux pourvoyeurs de richesses. La différence du montant des taxes est très importante, Isongole et Kiwira fournissent respectivement 22 % et 16 % des taxes du district, c'est-à-dire environ 14 millions et un peu plus de 10 millions. Le troisième contributeur est Kandete avec près de 6 millions de shillings. La route semble donc avoir un effet sur le montant des taxes, et par conséquent sur le volume des denrées.

Hiérarchie en fonction du tonnage

L'image graphique présente également un caractère bicéphale, puis un ensemble dont les écarts sont relativement ténus.

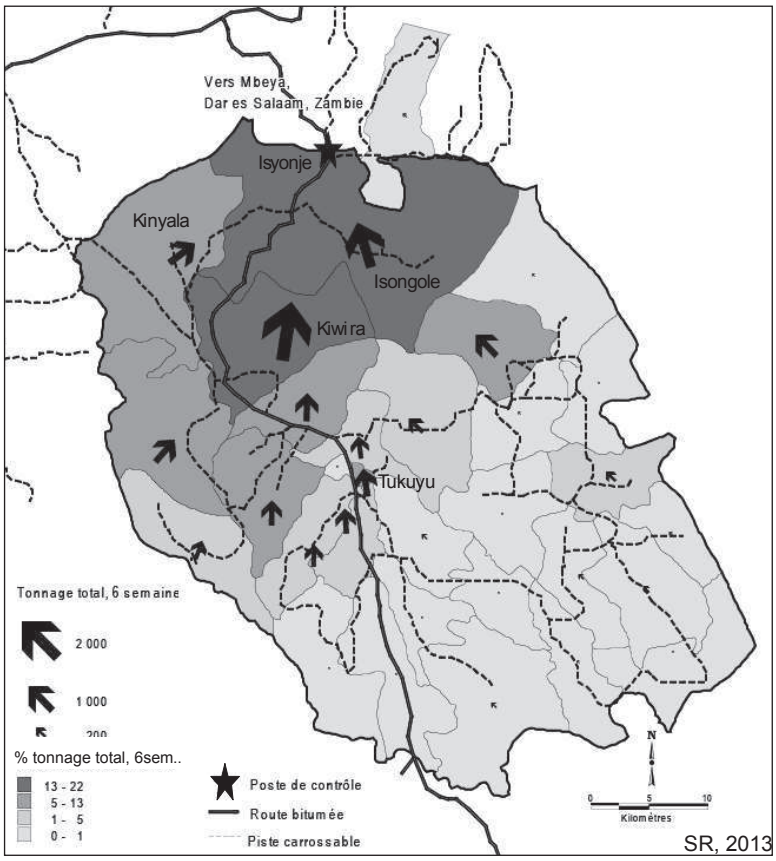


Graphique 19. Tonnages en milliers, des 14 principaux wards émetteurs de flux, sur 6 semaines

On retrouve la hiérarchie observée avec la carte des taxes, cependant le *ward* de Kiwira est cette fois en première position. Ce *ward*, foyer de la banane et de l'avocat, produit près de 2600 tonnes sur la période, Isongole dégage un peu plus de 1700 tonnes ; l'ordre de tête est inversé. Kiwira fourni 22 % du tonnage total et Isongole 15 %, l'inversement s'explique par la différence de taxation entre la banane et la pomme de terre, le fruit est moins taxé que le tubercule. En effet, un camion de 15 tonnes de banane est taxé 60 000 Tsh, la tonne de banane est donc taxée 4000 Tsh. La tonne théorique de pomme de terre est taxée 10 000 Tsh (10 fois 10 sacs de 100 kg), seulement, les sacs ne pèsent jamais 100 kg, il est reconnu que leur poids réel est plutôt d'environ 120 kg ; par conséquent, 10 000 Tsh correspond à un tonnage réel de 1,2 tonnes, autrement dit, le coût réel d'une tonne de parmentière est de 8333 Tsh[158]. Malgré cette valeur réelle ajustée, le prix d'une tonne de pomme de terre demeure plus du double de celui de la banane. De plus, la banane est produite tout au long de l'année tandis qu'il y a des variations saisonnières plus fortes pour la parmentière au niveau du bassin de production.

La répartition géographique des tonnages est conforme à celle des taxes perçues, on repère la distinction autour d'une ligne orientée sud-ouest nord-est.

[158] Cet écart est avantageux pour les commerçants, qui ont intérêt à « gonfler » les sacs pour réduire la taxe, puisque cette dernière est calculée sur un sac censé faire 100 kg. On reviendra sur ces caractères du marché dans le chapitre 8.



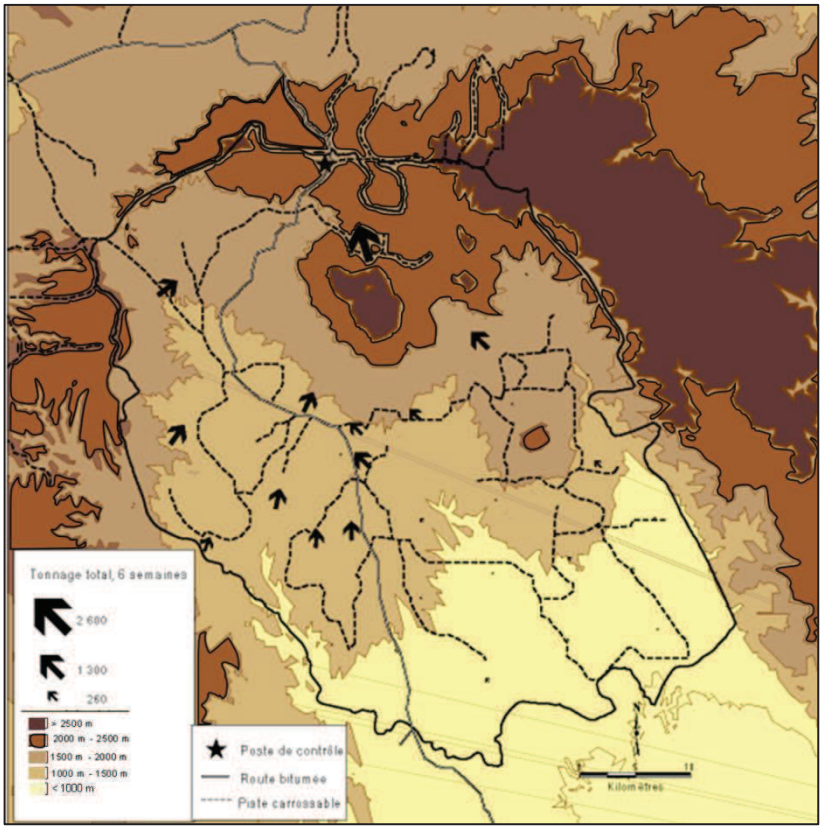
Carte 16. Tonnage total sur six semaines des wards en valeurs absolues et en pourcentage du tonnage total du district

L'ensemble à l'ouest est fortement émetteur en flux tandis que la zone à l'est de cet axe participe beaucoup moins. Les flux sont logiquement orientés vers le poste de contrôle d'Isyonje qui est le débouché des productions et qui est le lieu de collecte des informations.

L'étagement est également un facteur qui intervienne dans la production des flux puisque on observe que les tonnages expédiés les plus considérables sont produits à des altitudes supérieures à 1300 m. En effet, le *ward* de Kiwira[159] s'étend entre 1300 et 1650 m, il correspond à l'étage banane-maïs-haricot, le *ward* d'Isongole s'étire sur des hauteurs comprises entre 1650 et 2400 m sur lesquelles sont cultivées les fameuses parmentières. Le système d'échange mobilise ainsi les étages correspondant aux bassins de production des cultures alimentaires commerciales, l'organisation spatiale du système repose aussi sur l'étagement. Néanmoins, ce critère bien que déterminant, n'est pas une condition suffisante pour la production des flux. On observe que des territoires situés aux étages favorables

[159] Le *ward* de Kiwira comprend une grande partie du mont Rungwe, ce dernier est recouvert par la réserve forestière éponyme, la terre n'est en principe pas cultivée.

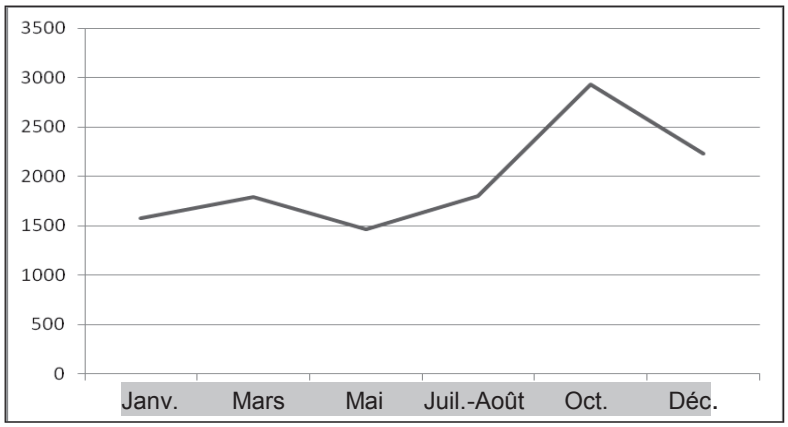
émettent moins de flux, voire peu, il semble que la route et la situation au nord confèrent des atouts complémentaires aux avantages comparatifs de certains étages.



Carte 17. Tonnage total sur les six semaines et altitudes

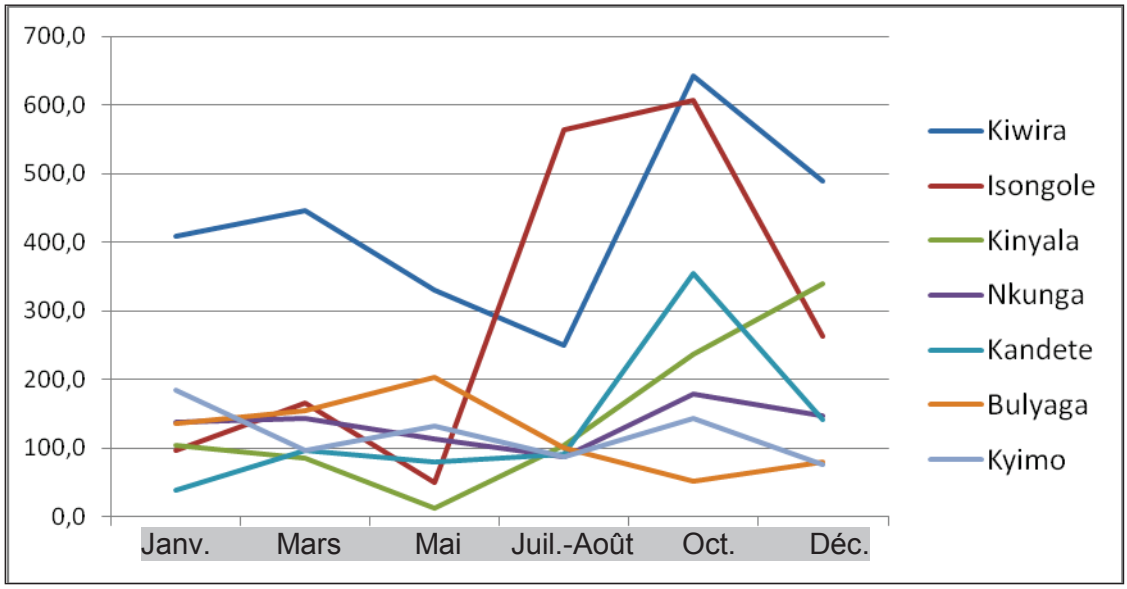
3.2- Les variations saisonnières

Le rythme des saisons agronomiques et la périodicité de l'évolution de l'offre et de la demande influencent l'émission globale des flux. Janvier et le mois de mai sont les périodes les moins dynamiques alors que le pic est atteint au mois d'octobre, quand la principale récolte de pomme de terre se produit. À cette saison, du mois de septembre au mois de décembre, les Uporoto deviennent le bassin de production national pour la parmentière et pour la banane.



Graphique 20. Evolution du tonnage hebdomadaire total au cours des 6 différentes semaines

Les fluctuations des volumes varient en fonction des types de production et sont atténuées par les complémentarités à l'intérieur des terroirs des *wards* dont la superficie est suffisamment grande pour permettre plusieurs zones agro-écologiques. Le graphique suivant montre les relevés pour les territoires dont le tonnage total sur six semaines dépasse les 700 tonnes, on peut distinguer non seulement les différences de tonnages mais également leurs niveaux de variation.



Graphique 21. Variations des tonnages hebdomadaires sur 6 semaines

Les deux principaux *wards* émetteurs ne sont pas autant sujets aux variations, elles sont plus importantes pour les terroirs de la pomme de terre que pour ceux de la banane. Les oscillations s'expliquent par les vicissitudes de la demande nationale. Ces indicateurs sont révélateurs de la participation de l'intégration économique des Uporoto au système national.

Les différents niveaux de volume et de fluctuation révèlent les disparités territoriales de participation aux échanges, ils sont des indicateurs d'une intégration territoriale hétérogène suivant les territoires montagnards.

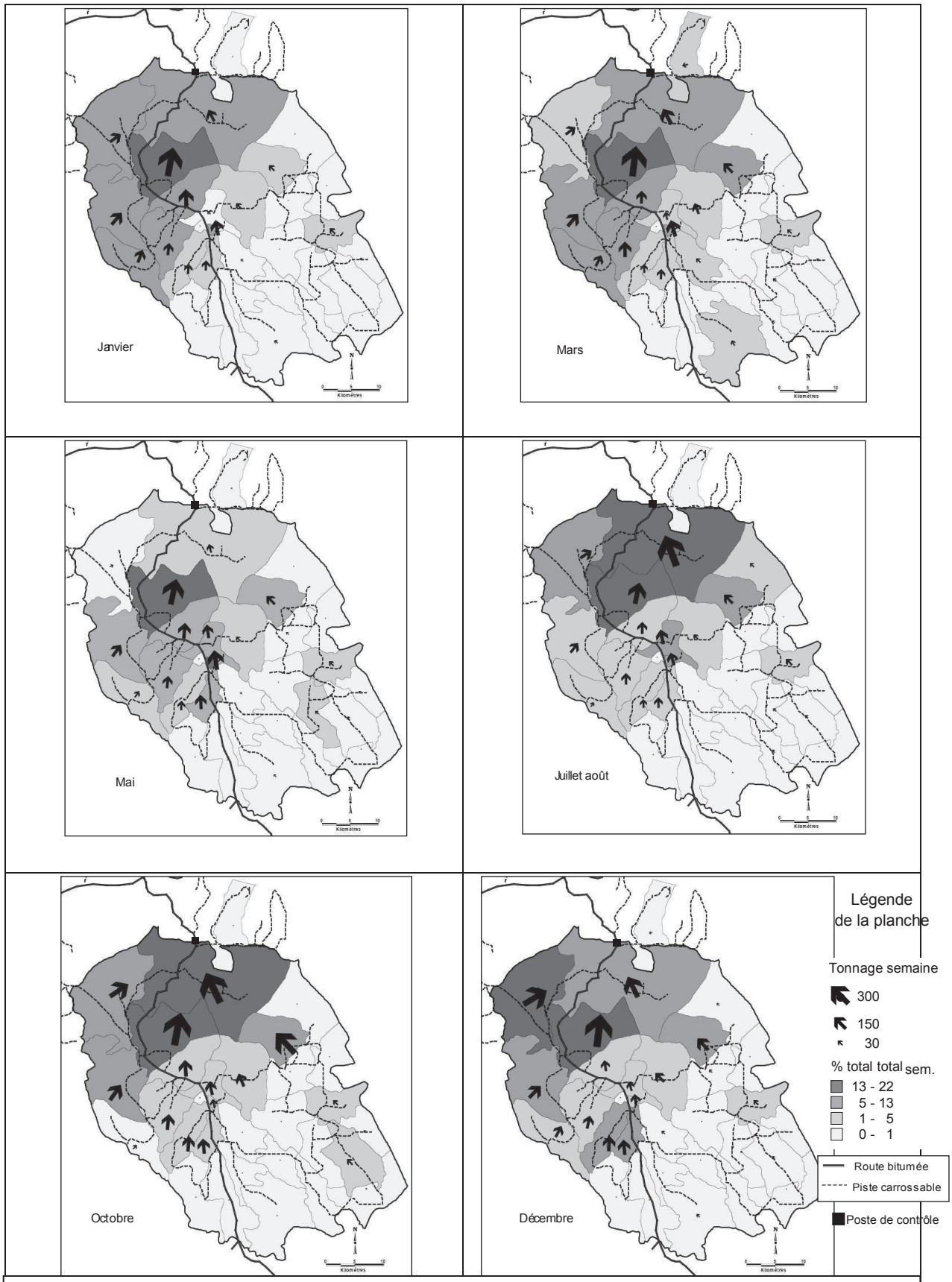
La planche (carte 18) montre des images contrastées, les mois pour lesquels les flux sont les plus considérables sont le mois d'octobre, décembre et juillet-août tandis que les flux sont les moins importants en mai. Le jeu des cartes de flux à différentes périodes de l'année fait apparaître les territoires les plus fluctuants et ceux dont le débit est plus régulier, elles situent dans l'espace les complémentarités temporelles indiquées par le calendrier agricole (voir page 227). Les variations saisonnières remettent peu en cause la hiérarchie globale, les *wards* les plus productifs sont toujours ceux du tiers nord du district. Cet ensemble est composé par le *ward* d'Isongole qui est traversé par la route bitumée, le nombre de pistes carrossable est limité, cependant, elles pénètrent loin à l'intérieur des ces *wards* et elles sont centrales, elles jouent le rôle de colonne vertébrale de ces terroirs d'altitude connectés aux infrastructures de transport. La zone d'Isongole présente de fortes variations saisonnières, le rapport de tonnage entre le mois d'octobre et celui du mois de mai est supérieur à 10, en forte saison plus de 600 tonnes sont émises par semaines tandis qu'il y en a seulement 50 par semaine au mois de mai. Le *ward* Kinyala présente les mêmes caractéristiques, mais avec des volumes moindres et une temporalité décalée. En effet, les plus forts tonnages sont produits au mois de décembre avec près de 350 tonnes, le mois de mai étant également le plus faible avec moins de 15 tonnes, pour ce territoire, l'écart est encore plus important, le rapport est de 1 à 23. Kandete est aussi soumis à une forte variation saisonnière, seulement 35 tonnes sont émises au mois de janvier alors que trois mois plus tôt, en octobre, 10 fois plus de denrées étaient expédiées. Les cultures de ces wards sont équivalentes, les variations saisonnières sont plus prononcées dans les *wards* moins étendues qui bénéficient de moins d'espaces et donc de moins de possibilités et de complémentarités entre leurs terroirs. Isongole, plus vaste, dispose d'une plus grande gamme de conditions et donc d'un potentiel plus important, d'ailleurs considérablement exploité.

La régularité de l'émission de flux explique en partie que le *ward* de Kiwira soit le premier exportateur en volume. Cette constance est due à la banane, puisque cette dernière est disponible toute l'année. Les écarts sont donc plus restreints, ce territoire exporte près de 650 tonnes de denrées par semaine au mois d'octobre, les volumes hebdomadaires chutent à 250

tonnes au mois de juillet et d'août, le rapport n'est que de 2,5. Ces espaces du tiers nord du Rungwe sont donc les principales zones émettrices de flux.

Le second tiers est l'interface entre le nord productif et le sud en marge des échanges. Ces terres du milieu sont le centre du Rungwe, représentées par une aire à peu près concentrique dont le centre est Tukuyu. Cette zone revêt les mêmes caractéristiques que Kiwira mais avec des valeurs beaucoup réduites, Nkunga au sud-ouest de Kiwira envoie au maximum près de 180 tonnes à la haute saison. Les terroirs de cet ensemble produisent des flux continus, qui transitent par les pistes carrossables pénétrantes, aussi, ces espaces sont proches du tarmac. Le bitume polarise les flux et est une condition nécessaire à l'écoulement des produits.

Le derniers tiers est donc l'espace situé à l'est d'une diagonale orientée sud-ouest nord-est, passant par le sud du ward d'Upuguso. Cet ensemble en marge des échanges semble souffrir des infrastructures moindres et des distances importantes avec la route principale. La portion sud de cette zone descend en dessous de 1000 m d'altitude, par conséquent, les conditions agro-écologiques sont différentes des étages plus haut, et la gamme des produits ne correspond pas avec les cultures principales du bassin de production des Uporoto. Cependant, on distingue trois *wards* à l'est qui participent, à leur niveau au commerce de la banane, en dépit de leur éloignement avec le tarmac. Les faibles taux, parfois nuls dans cet ensemble, peuvent être expliqués par le fait que des exportations puissent être orientées vers le Malawi. Cela indique aussi que la majorité des commerçants trouvent les denrées dont ils ont besoin en amont de la ligne de démarcation, tous les espaces des Uporoto ne sont pas intégrés d'une manière homogène au marché, les infrastructures de transport, la distance, la concurrence entre les terroirs interviennent dans ce processus hétérogène.



Carte 18 (Planche). Tonnages en valeurs absolues et en pourcentages du total hebdomadaire du district, planche de 6 cartes correspondant à 6 différentes semaines

L'organisation des espaces de production est fortement hiérarchisée, elle adopte une allure bicéphale dans laquelle Isongole et Kiwira sont tour à tour leader, selon que l'on considère les taxes ou le tonnage, tandis que les autres espaces sont relégués loin derrière. L'amplitude des variations saisonnière affecte plus les étages tempérés que l'étage de la banane. La situation géographique, le positionnement sur la route bitumée, la présence d'infrastructures de transport, l'étagement sont des facteurs déterminants pour l'émission de flux

Conclusion

Ce chapitre consacré aux circulations des hommes et des produits dans le massif pourrait être résumé en deux mots : contrastes et fluctuations. Les Uporoto sont conformes aux traits des montagnes, la saisonnalité est très prononcée et les complémentarités des terroirs jouent à plein et à toutes les échelles. Au niveau du massif, elle est atténuée par la complémentarité mais à l'échelle plus petite, la saisonnalité est accentuée par la répartition nationale de l'offre des différents bassins de production en fonction des périodes. Les mouvements qui traversent les Uporoto sont le produit de ces interactions marquées par la dimension économique.

Les différents acteurs se mettent en branle pour l'approvisionnement, pour la recherche de revenus additionnels ou pour l'écoulement de marchandises, et parfois c'est un peu toutes ces raisons combinées qui les poussent sur les chemins d'altitude, dessinant des aires d'activités individuelles multiples. Dans tous les cas, la recherche d'opportunités économique se conjugue avec les contraintes de la faible disponibilité en capitaux et en infrastructures de transport. La dimension urbaine et rurale et l'ampleur de l'activité de commerce interviennent dans le tracé des itinéraires marchands.

Le secteur des transports est articulé avec l'agriculture selon un rapport récursif, l'un et l'autre sont causes et résultats du phénomène qui les relie, ainsi, le dynamisme agricole produit le développement des transports qui l'a produit. L'enjeu est la fluidification de l'écoulement des marchandises, de l'amont vers l'aval du réseau d'échange. Les acteurs des transports jonglent logiquement avec la distance, cependant celle-ci s'appréhende mieux en mesurant le temps et les coûts que les kilomètres parcourus. L'acheminement fait la part belle au camion qui défie la topographie et l'enclavement, deux tiers des acteurs utilisent un

véhicule pour leur négoce, sans que cela n'occulte la marche à pied, puisque l'engin passe rarement devant le domicile de l'usager. La proximité avec un point d'expédition est un facteur d'agencement des différents métiers de l'acheminement.

Les logiques économiques sont les moteurs de l'organisation des flux. Les circulations des denrées constituent des flux qui articulent l'urbain et le rural, le flux est l'expression d'une relation dialogique entre ces deux entités comprises dans ce tout. Autrement dit, le flux permet de concevoir la multiplicité dans l'unité ; multiplicité des espaces et multiplicité du temps, le flux comme point mobile d'ancrage de l'espace et du temps. Par l'analyse des flux s'érige un tableau hétérogène des terroirs qui participent aux échanges, un ordre bicéphale indique que la situation géographique des territoires demeure un facteur déterminant pour l'émission de flux. À potentialités agro-écologiques égales, l'accessibilité au marché distingue des terroirs dans leur intégration économique et territoriale ; les flux, orientés et destinés au marché urbain, peuvent participer à l'agencement de lieux. L'intégration ou la marginalisation de lieux dans le système des Uporoto semble être le produit de la relation entre les flux qui construisent les territoires qui les produisent. L'organisation des flux et en particulier leurs variations saisonnières soulignent que les complémentarités se jouent aussi à des échelles plus petites, celle du pays et celle de la sous-région.

Conclusion de la troisième partie

L'analyse des acteurs et de leurs pratiques spatiales, ainsi que la cartographie des flux, indiquent que l'organisation du modèle agricole repose sur des contrastes socio-économiques et spatiaux. Dans le réseau, les frontières entre les catégories sont à géométrie variable, elles sont plus ou moins poreuses et mobiles suivant le capital disponible, suivant les opportunités de marché et suivant les saisons. L'analyse des acteurs dans le réseau d'échange montre qu'il y a des positions flexibles à grande échelle, et des rigidités à petite échelle. Effectivement, les acteurs situés en amont du réseau, à savoir les paysans et les paysans-commerçants, semblent cantonnés dans cette portion de l'ensemble. Le mouvement se réalise pour une faible part des producteurs qui accèdent à la fonction d'agent-collecteur, première étape de l'ascension. Cependant, cette activité est fortement incertaine et révèle finalement des situations de dépendance vis-à-vis des acteurs situés en aval du réseau. Le rôle d'intermédiaire est d'assurer l'interface dans le réseau et dans l'espace topographique, cette fonction regroupe une vaste gamme d'acteurs qui orchestrent les échanges et qui mettent en relation la campagne et la ville, les intermédiaires sont de véritables charnières entre l'urbain et le rural.

L'essentiel des producteurs intègrent au moins une culture commerciale dans leur système de production, en ce sens, la paysannerie est insérée au marché par les activités de production ou par le salariat agricole. Seulement un producteur sur dix a des revenus qui ne sont pas issus de l'agriculture. En outre, la multiactivité, finalement résiduelle, s'appuie sur l'agriculture, les acteurs engagés dans le modèle agricole sont très dépendants de son organisation et n'ont pas d'autres alternatives.

Les circulations de produits dans l'espace topographique sont hétérogènes, la cartographie des flux révèle une diagonale qui sépare le Rungwe en deux ensembles. Les critères agro-écologiques n'expliquent pas à eux-seuls la frontière, les logiques marchandes d'accès aux produits participent à l'intégration et à la marginalisation de zones aux échanges. Cette partie a fait émerger des dépendances organisationnelles du système montagnard et des dissymétries dans les jeux interrelationnels, à la fois dans le réseau et dans l'espace topographique. Elles seront précisées dans la dernière partie, en fonction de la finalité du système et des coûts socio-spatiaux engendrés.

PARTIE IV

Intégration contrastée et cohésion incertaine du système montagnard

Cette ultime partie vise à expliciter les modalités de la dépendance du système montagnard qui questionne sa cohérence et qui souligne le coût territorial de son intégration au marché. La partie précédente a montré la composition des acteurs dans le réseau qui, bien qu'il soit flexible, fige les acteurs dans leur portion de l'ensemble. La cartographie des flux a révélé de forts contrastes entre des zones montagnardes, certaines émettant de grands volumes de flux, d'autres demeurant en marge des circulations. Les logiques marchandes participent à la constitution de ces disparités et à la recomposition montagnarde. La relation entre l'intégration au marché et l'intégration territoriale apparaît de plus en plus tangible et problématique, si l'une semble attestée par une participation croissante aux échanges, l'autre ne rime pas sytématiquement avec le marché. Le modèle d'intégration, guidé et orienté par le marché induit des logiques concurrentielles qui ne vont pas inlassablement de pair avec des logiques de développement territorial. En somme, dans ce contexte agro-économique libéralisé, c'est la capacité du marché à produire du développement qui est implicitement posée. L'appréhension de l'ensemble des interrelations entre les forces du marché et les composantes territoriales par l'approche systémique peut nuancer les interdépendances et mettre à jour des dépendances dont on a montré des prémices dans la partie III.

Cette partie finale continue l'investigation de la redéfinition du statut des Uporoto en portant l'attention, dans le chapitre 7, sur l'organisation spatiale du système d'échange afin de comprendre comment sont mobilisés les lieux à travers les logiques d'extraversion économique. Les lieux sont pensés en tant que lieux de production et en tant que lieux d'échange, il est question d'analyser l'agencement de la production à travers la méthode du transect et ensuite, il s'agit d'examiner l'organisation du réseau des marchés. Le chapitre 8 est consacré au fonctionnement du marché et à ses traductions socio-économiques dans la montagne. Le chapitre 9 est l'étape définitive qui a pour objet l'intégration au regard de l'urbanisation du massif, cette dernière dimension faisant le trait d'union entre l'intégration économique et l'intégration territoriale.

Chapitre 7

ORGANISATION SPATIALE DU SYSTEME D'ECHANGE

L'objectif de ce chapitre est de montrer comment la dimension spatiale du système des Uporoto prend corps au regard de l'organisation des échanges. Les flux naissent des interactions entre des territoires différents et peut-être complémentaires, ils sont des moteurs qui contribuent à la recomposition territoriale du massif. Il s'agit désormais de comprendre comment ils mettent en scène des lieux dans le jeu de l'offre et de la demande de produits agricoles et comment des lieux créent des flux, les orientent, les facilitent. La récursion organisationnelle, nous permet de poser le « pourquoi » de la mobilisation des lieux, puisque comme on l'a écrit, les flux et les territoires sont imbriqués dans une relation configurant-configuré, l'un et l'autre sont à la fois les causes et les résultats des dynamiques qui les animent. La dimension spatiale de cette relation est au cœur de ce chapitre qui analysera successivement les étages et les hauts lieux spécifiques de l'échange, c'est-à-dire les places marchandes. Il est reconnu que les marchés ont pu participer à la configuration du territoire, « La halle, comme la place du marché, a joué un rôle capital non seulement dans la vie des agglomérations urbaines ou rurales, mais aussi dans leur structuration et leur devenir » (Hervier, 1984, cité par Françoise Choay *in* Merlin, Choay, 2000 : 601). Le corpus des hypothèses suppose que le modèle agricole réorganise le système de la montagne dans lequel les marchés jouent un rôle déterminant et dans lequel les étages et les marchés, appréhendés comme des lieux, sont inégalement mobilisés. La participation différenciée des lieux peut remettre en cause l'étagement, ou au contraire l'affirmer, on verra comment l'organisation du système est traversée par des logiques verticales de l'étagement et par des logiques horizontales correspondant à l'intégration au marché. Il sera aussi question d'examiner comment le réseau des marchés contribue à l'organisation des flux et à la recomposition territoriale de la montagne.

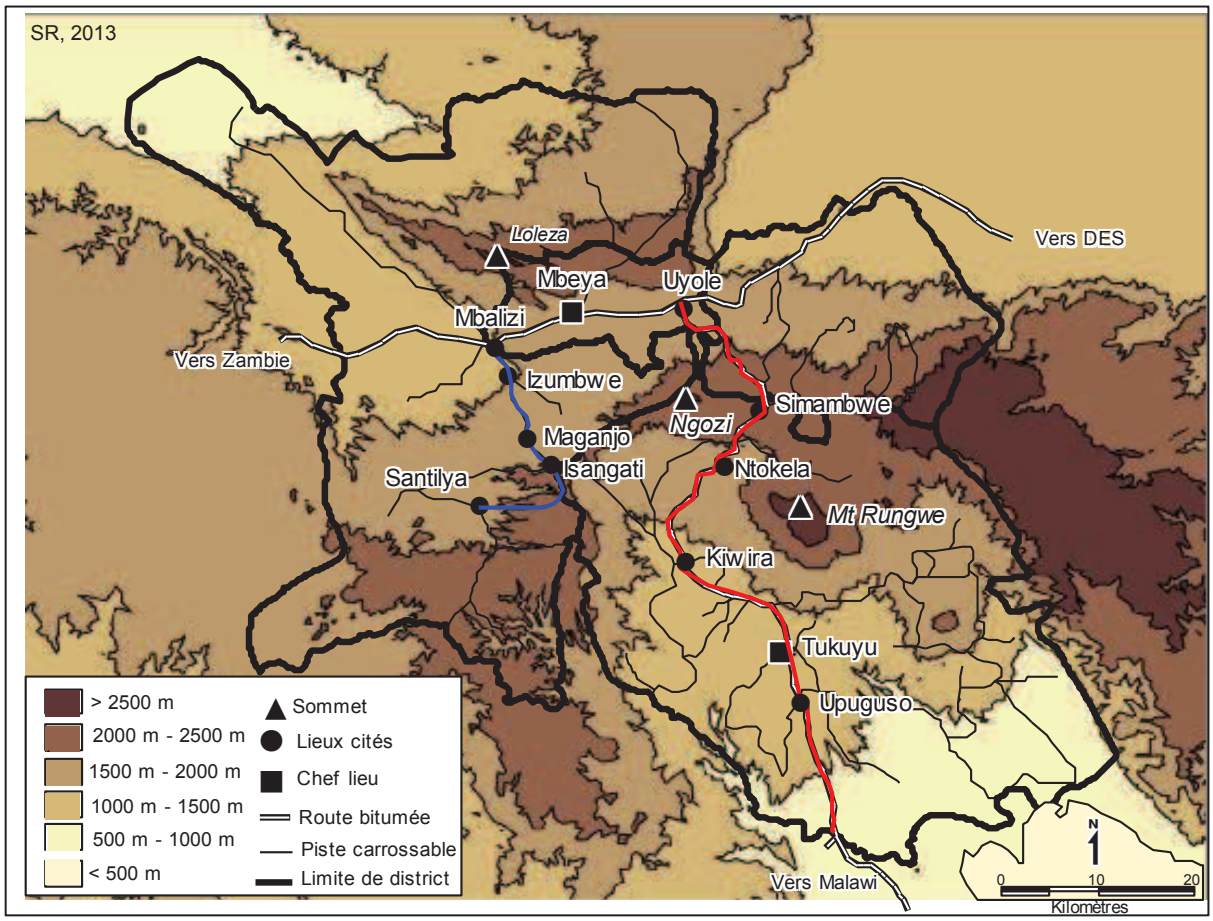
La première partie de ce chapitre s'appuie sur la méthode du transect, dispositif d'observation par lequel il s'agit de relever les variations verticales le long d'une ligne dont le tracé est choisi par l'observateur en fonction de sa pertinence. Deux transects sont proposés, le premier s'étire d'Uyole, à la périphérie de Mbeya jusqu'aux confins du Rungwe, le second

s'étend à travers le plateau Umalila, depuis Mbalizi jusqu'à Santilya. Ces outils permettent d'appréhender la mobilisation des étages au regard de leur fonction productive. La seconde partie analyse le réseau de marchés, miroirs de leur arrière pays respectif, elle met en perspective l'ensemble au regard de la finalité d'intégration.

1. Transects contrastés[160]

Les deux transects présentés ont des tracés qui ont été contraints par les conditions matérielles du terrain, néanmoins, leur combinaison offre une vision assez fidèle des Uporoto. Les itinéraires sont les routes et pistes parcourues avec les transports collectifs. Le premier (rouge) présente une complémentarité des paysages puisqu'il part de 1870 m, frise les 2300 m et redescend à 1000 m, il a une longueur de 93 km. Le second (bleu) couvre 30 km de la plaine vers le plateau Umalila, entre 1450 et 2000 m. La carte suivante montre la localisation et les formes des itinéraires, le rouge traverse verticalement la zone d'étude et trois isoplèthes d'altitudes de 500 m d'équidistance, l'écart entre le point le plus haut et celui le plus bas est de 1700 m. Le trajet bleu s'enfonce dans le plateau Umalila et grimpe dans l'arrête des Uporoto. Il est donc question de parcourir des étages, de cheminer à travers des dénivelés d'altitude, la méthode du transect s'avère pertinente pour mettre « en exergue les dénivelés, les pentes, l'étagement, les gradients suivant un versant, les différenciations et les complémentarités altitudinales […] Les transects expriment les constantes et les diversités de la dimension verticale de la montagne » (Bart, Pomel : 253 *in* Bart et al., 2003). Les deux itinéraires concernent deux zones différentes, celui dans le plateau Umalila est situé dans le convexe de l'arête des Uporoto, le second, passe du côté convexe au concave humide qui bénéficie de l'évaporation retenue par la crête du lac Nyassa.

[160] Les transects sont tracés grâce au logiciel Google Earth. Les valeurs d'altitude sont arrondies dans le texte pour ne pas donner l'illusion d'une précision à outrance qui serait d'ailleurs inappropriée car les données sont en temps réel, il y a donc des variations minimes, de quelques dizaines de mètres selon le moment de la journée. Le travail sur le transect s'appuie sur Bart F., Pomel S., « De la montagne à la plaine : transects, catena, succession, transferts » *in* BART F., MBONILE MJ., DEVENNE F. (2003) *Kilimandjaro : montagne, mémoire, modernité*. Presses universitaires de Bordeaux. Pessac. 368 p. pp. 253-267



Carte 19. Localisation des transects

Les indicateurs paysagers sont les critères principaux de gradation du transect. Il faut souligner que localement, l'exposition et la couverture végétale atténue le déterminisme altitudinal et il faut aussi garder à l'esprit que le découpage méthodologique ne se traduit pas par des ruptures paysagères, bien au contraire, l'observateur négocie avec un continuum paysager. La méthode utilisée pointe les indicateurs matériels du paysage : densité et type de végétation, densité et type d'habitat, types de système de production et de culture, infrastructures, topographie, sols, hydrographie, climat. L'indicateur « culture » est le critère de premier rang puisqu'il fait la liaison entre les conditions écologiques, sociales et économiques.

1.1- Le transect à travers les Uporoto, en direction de la plaine

Cette portion comprend deux étages montagnards : la zone tempérée et le versant tropical. Au dessus de 1000 m, on se trouve dans un tout autre environnement, qui n'est plus la montagne. Et pourtant, il est intéressant d'inclure les basses terres, qui font la transition

avec la plaine de Kyela, cette dernière sera rapidement présentée. Cela permet d'illustrer le fait que la montagne est une perturbation au sein du milieu où elle est implantée (Sacareau, 2003 : 9). Ainsi, la montagne se définit aussi par son extérieur duquel elle se distingue, autrement dit, son extériorité fait également partie d'elle et la constitue même[161].

Le point de départ est Uyole, la périphérie est de Mbeya à 1870 m d'altitude, la destination est Busale, situé à 600 m, interface entre les reliefs et la plaine. Le transect a une longueur de 93 km, il suit la route B 345 qui conduit au Malawi. Le tarmac s'élève dans les hauteurs de la crête des Uporotos, puis redescend en passant entre le mont Ngozi et le mont Rungwe qui sont de véritables châteaux d'eau, ils irriguent les étages inférieurs, ils donnent naissance à une multitude de cours d'eau qui ont façonné un bassin hydrographique complexe orienté vers le lac Nyassa situé à une petite centaine de kilomètres plus au sud. Le dénivelé entre le point le plus haut (2300 m) et le point le plus bas (600 m) est de 1700 m. Son allure est une descente, les gains d'altitude sont de 760 m alors que les pertes sont de 2020 m. Les étages sont définis par des critères agro-écologiques, ceux qui participent au modèle d'intégration des Uporoto sont l'étage tempéré qui contient les cultures tempérées, et la zone « sub-montagnarde » avec l'emblématique ceinture bananière.

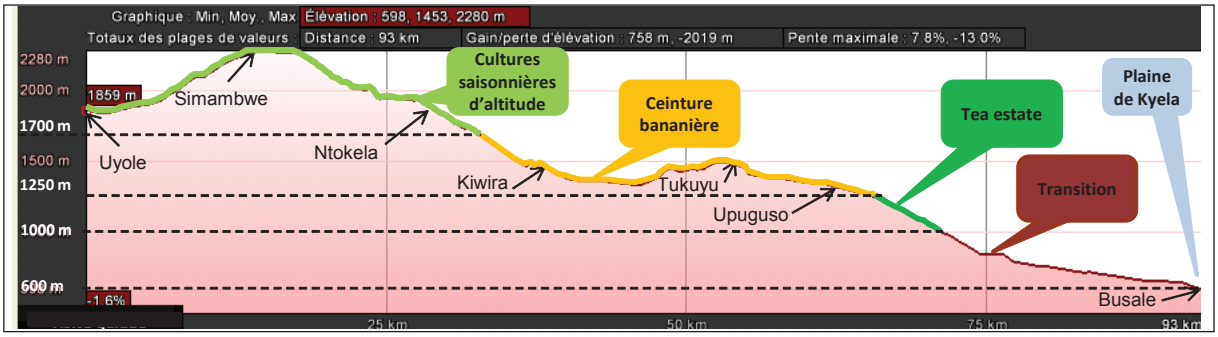


Schéma 7. Transect Uyole – Busale, des Uporoto à la plaine de Kyela

La montagne tempérée

La montagne est par définition une concentration de gradients qui offre une grande variété d'environnements écologiques dans un espace réduit, cette portion du transect ne cours que sur environ 30 km, mais elle réunie trois différents ensembles distincts, mais non disjoints.

[161] Cela est une illustration du principe dialogique, c'est-à-dire de la dualité dans l'unité et en même temps. D'ailleurs cette co-temporalité est un élément majeur de distinction avec la dialectique, qui elle suppose trois temps.

L'étage du patchwork paysager, entre 1870 m et 2000 m, km 0 – km 10

En quittant Uyole, l'effervescence du lieu, liée à ses fonctions commerciales, laisse la place à un habitat concentré pendant les cinq premiers kilomètres du trajet. Les maisons tôlées ont les murs en brique, dont la couleur reflète la composition du sol. La densité urbaine se dilue, et le bambou, vestige de l'habitat traditionnel, devient visible dans certaines constructions. Les maisons ont des formes rectangulaires et sont de petites dimensions, environ 40 à 50 m². La topographie est marquée par un enchevêtrement de multiples collines ondulantes, avec parfois de courts escarpements abrupts limitant de petits plateaux volcaniques. Les paysages sont ouverts, ils sont composés d'une mosaïque de petites parcelles en pente, les champs de blé se mêlent à ceux de maïs, de tomate ; des cultures sont en pousse, d'autres ont été récoltées, par endroits ne restent que les débris végétaux des cultures, ailleurs la terre nue attend d'être ensemencée comme on peut le voir sur la photo ci-dessous. Les parcelles ont une orientation verticale, le long de la pente de la colline, leurs formes épousent les versants qui bouleversent les figures géométriques rectangulaires, dessinant des polygones multiformes.

Photo 5. Patchwork de parcelles, étage 1800 m - 2000 m

Pratiquement tous les espaces sont cultivés, les bosquets sont éparses et il y a peu d'arbres, la terre est mise en valeur par la production de céréales, blé et maïs, par du

maraichage, principalement la tomate, puis l'oignon, tandis que le pyrèthre est résiduel. Les précipitations annuelles s'étalent entre 1000 et 2000 mm par an[162], les sols sont composés de cendres volcaniques magmatiques jeunes, de trachyandesite puis de basaltes jeunes issus du moyen pleistocène.

L'étage dans la brume, entre 2000 m et 2300 m, km 10 – km 21

Cet étage est souvent noyé dans la brume jusqu'à la mi-journée et parfois tout le jour, quand on le distingue, le paysage marie le marron aux verts. En redescendant, on longe une forêt résiliente d'altitude composée de pins, les bosquets sont plus nombreux et le couvert arboré plus important, les principales essences sont le Milletia, le Ficus et le Cissus. Les collines laissent voir des vestiges de terrasses, d'autres tiennent encore debout mais visiblement elles sont mal ou plus entretenues, en effet, les sols sont lessivés là où la pente est forte. La topographie est assez complexe, elle consiste en un enchevêtrement de collines, d'escarpements et de petites planèzes, la zone traversant l'arrête des Uporoto constitue la ligne de partage des eaux entre la rivière Kiwira et la rivière Great Ruaha. Le sol est composé de cendres volcaniques magmatiques anciennes datant du haut pliocène et du bas pléistocène. Les précipitations sont comprises entre 1000 et 2000 mm par an, cet étage connaît le gel, juillet est le mois le plus froid et le mois d'octobre est celui le plus chaud. Quelques vaches en stabulation ruminent l'herbe d'altitude. Les prairies arborescentes ont été supplantées par le maraîchage : carotte, petit pois, chou, et surtout la pomme de terre. Le maïs est toujours présent et le pyrèthre subsiste par endroits. Un indicateur de spécialisation productive est la présence d'étals en bord de route sur lesquels sont disposées des carottes. Aussi, dès qu'un véhicule s'arrête, des vendeurs, surtout des jeunes, surgissent des abords pour tenter de vendre à vil prix quelques bottes de carottes. À Simambwe, le marché de bord de route est spécialisé dans la production locale : le chou. Ils sont entreposés dans des boxes en bois, pour les préserver du soleil. Les vendeurs sont des femmes et des hommes du village qui commercent après les travaux des champs. L'organisation de l'habitat consiste surtout en un continuum qui longe la route bitumée, il est large d'une centaine de mètres.

[162] Les seules données disponibles sur les précipitations et les températures concernent la période 1961-1982. Elles proviennent, comme les données sur la composition du sol de Rugumamu (1988).

Photo 6. Parcelle de chou à Simambwe, le long de la route B 345, 2270 m

La route est un catalyseur des cultures commerciales, elle favorise l'accès au marché, d'autant plus crucial pour les productions périssables comme le chou.

L'étage spécialisé dans la production de pomme de terre, 2000 m – 1700 m, km 21- km 35

Le paysage est homogène, il est marqué par l'omniprésence de la pomme de terre. Des sacs de semences étalés sur des bords de route, aux ouvriers agricoles récoltant dans les champs, aux sacs de parmentières entassés en bord de champ, tout indique qu'on est au cœur du foyer d'émission des flux de tubercules. Des marchés de bord de route proposent les pommes de terre locales. Les indicateurs de spécialisation productive indiquent également qu'il s'agit d'un commerce de long cours si l'on en juge par la dimension et le nombre des poids lourds garés aux saisons des récoltes. Les superficies des parcelles sont hétérogènes, la plupart sont de tailles réduites mais certaines dépassent les 2 acres et frôlent donc l'hectare ; les tubercules sont plantés en billon et en plein champs.

Photo 7. Parcelles de pomme de terre, à perte de vue, Ntokela, 1850 m

Les cultures sont concentrées sur le plateau compris entre le Mont Rungwe et les reliefs escarpés découpés par les nombreux affluents de la rivière Kiwira qui prennent leur source dans le mont Ngozi. La quasi-totalité de la terre est cultivée, il n'y a plus de réserves, hormis quelques bandes résiduelles éparses. Cependant il existe des réserves gouvernementales (Ihoho, Sawago, Poroto Ridge, Rungwe, Kitweli), qui représentent des discontinuités paysagères de faibles superficies sauf pour les réserves Poroto Ridge et Rungwe.

Cette zone est comprise dans le bassin d'Isongole qui vient s'enfermer entre le Poroto Ridge et le mont Rungwe. Les superficies des plaines d'altitudes sont plus importantes et les reliefs moins encaissés. Une planèze d'orientation verticale s'étale de 1600 m à 1900 m. À l'ouest de Ntokela, elle est ceinturée à l'ouest par un affluent de la rivière Kiwira qui prend sa source plus au nord dans le mont Ngozi (2622 m) caractérisé par sa caldeira vaste de près de 4 km². Les pentes du Ngozi sont couvertes par la Poroto Ridge Forest Reserve de 1900 m à 2500 m d'altitude d'où partent de nombreux affluents de la rivière Kiwira. À l'est, la planèze est contenue par le mont Rungwe, stratovolcan s'élevant à 2961 m, couvert par la Rungwe Forest réserve jusqu'à l'isoplèthe 1400 m. Les sols sont composés de cendres volcaniques

anciennes, du haut pliocène et bas pléistocène, puis de cendres volcaniques jeunes du moyen pléistocène et enfin de basalte intermédiaire en aval de cette section.

Cette portion du transect relative à la montagne tempérée concentre jusqu'à trois différents étages agro-écologiques, sur une longueur de moins de 30 km, dans un continuum spatial qui souligne les complémentarités. Les densités de populations oscillent autour de 100 hab. /km². La suite du parcours présente un tout autre visage, les densités et les zones agro-écologiques modérées sont supplantées par des caractéristiques symboliques des montagnes tropicales : fortes densités et ceinture bananière.

Les versants tropicaux

Le transect entre dans la partie très densément occupée. Sur ce versant, les domaines (habitation et lopin de terre) sont omniprésents autour des innombrables pistes qui irriguent le flanc plein du mont Rungwe.

La ceinture bananière, 1600 m – 1250 m, km 36 – km 62

Cette section s'étale sur une trentaine de kilomètres, l'habitat est dense surtout à partir de Kiwira. L'espace semble plein, il est essentiellement mis en culture à l'exception des zones où la topographie ne le permet pas : escarpements arborés au fond desquels s'écoulent l'eau des monts volcaniques vers le lac Nyassa. Cependant, l'arbre est très présent dans le panorama, de petits bosquets et des espaces de savane arborescente sont dispersés au hasard d'un mitage bien moins dense que celui des habitations et de leurs champs. Les densités humaines sont élevées, toujours supérieures à 150 hab./km², elles atteignent leur maximum avec près de 500 hab./km² dans une diagonale d'une largeur d'une dizaine de kilomètres, orientées sud-ouest nord-est, avec pour centre Tukuyu. Le mitage du rural est condensé et il est plus fort le long de la route bitumée et le long des innombrables pistes. Tukuyu est marquée par le relief, la ville s'étend au sommet d'un petit dôme dont les contreforts ouest sont disséqués.

Les plantes les plus visibles sont le bananier, qui est de loin la principale production. Il pousse en association avec le maïs et le haricot et des arbres fruitiers au premier desquels figure l'avocatier. La photographie ci-dessous présente un paysage typique du Rungwe, le bananier est omniprésent et semble se développer, si l'on en juge par les jeunes pousses au premier plan. Le haricot, quand il n'est pas complanté, pousse par endroits en plein champ.

Photo 8. Ceinture bananière, environs de Tukuyu, 1450 m

Les tubercules tropicaux (manioc, patate douce, igname), des vestiges de caféiers et le thé complètent le panorama du Rungwe. Du maraîchage irrigué (salade, chou, pomme de terre, etc.) est pratiqué par endroits, le panorama offre un décor hybride entre l'agroforesterie et le bocage.

La topographie est marquée par le réseau hydrologique de la rivière Kiwira et de ses très nombreux affluents. Les formes du relief sont des plaines étroites, des planèzes, des escarpements et des chaînes de collines surmontant des fossés d'effondrement abritant un cours d'eau. Les précipitations sont très abondantes, elles s'élèvent à 2662 mm par an à Kiwira et à 2577 mm par an à Tukuyu. Les sols renferment des cendres volcaniques magmatiques jeunes, du moyen pléistocène, puis des cendres volcaniques anciennes du haut pliocène – bas pléistocène, et enfin du basalte.

L'étage des *tea estate*, 1250 m – 1000 m, km 63 – km 83

Les plantations de thé commencent à investir les paysages un peu après Upuguso, cette portion du transect est le domaine des trois grandes plantations de thé : Musekara Tea Estate,

METL Gold Estate, Chivanje Tea Estate, cette dernière s'étend sur environ 900 hectares[163]. Elles sont toutes situées aux abords de la route asphaltée, cela rappelle une fois de plus le rôle structurant que joue cet axe. Dans l'arrière pays sont réparties d'innombrables parcelles de thé, en particulier entre 1100 et 1300 m. C'est aussi un étage où la transition avec les basses terres commence à s'affirmer, la banane est très présente avec le haricot et la patate douce. La quasi-totalité de la terre arable est cultivée. Des parcelles arborées sont situées dans ou aux abords des grands domaines et semblent constituer des réserves foncières. La topographie empêche par endroits l'agriculture, principalement les fonds de vallées étroites et abruptes.

Après Tukuyu, le transect suit l'interfluve entre le bassin de la rivière Kiwira et celui de la rivière Mbaka. Le relief est marqué par le réseau hydrologique de la rivière Kiwira et de ses très nombreux affluents, il s'inscrit dans la continuité de la portion en amont. La composition du sol est de cendres volcaniques magmatiques anciennes du haut pliocène et bas pléistocène, puis la lave volcanique est la plus présente en dessous de 1200 m. Sur les derniers kilomètres de la section, le gré rouge, la silice et le quartz remplacent les terres fertiles. Les précipitations atteignent 2563 mm par an à Chivanje, les températures oscillent entre 15° au mois de juin et 29° au mois d'octobre, la moyenne annuelle est de 21,6°.

L'habitat s'organise linéairement à partir des voies de communication, il est restreint par les plantations de thé aux abords du tarmac. À partir d'Upuguso, une multitude de pistes orientées sud-est structurent l'organisation de la densité du bâti ; les pistes sont tracées sur les lignes de crêtes des interfluves.

L'interface montagne - plaine de Kyela

Ce dernier tronçon du transect, après environ 80 km, s'extirpe du massif et entre dans les terres chaudes, le seuil des 1000 m d'altitude est franchi. Cette zone constitue une transition vers la plaine de Kyela. Il ne s'agit plus de la montagne, mais il est intéressant de présenter les basses terres qui contrastent avec le massif afin d'illustrer les spécificités de chaque environnement et donc de consolider les spécificités des Uporoto. On s'attendrait à ce qu'une interface soit un peu à l'image de ce qu'elle sépare, pourtant la zone de transition se

[163] Un autre bassin de production de thé plus important se trouve sur le piémont sud-est du mont Rungwe, à des altitudes supérieures, entre 1400 m et 1600 m, le thé transite principalement par la Katumba Tea Factory et la Wakulima Tea Factory.

distingue fortement des hauteurs et de la plaine, les densités sont faibles et l'agriculture peu présente.

Contrairement à l'amont du transect, les densités sont plus faibles, elles décroissent, elles passent en dessous des 150 hab./km² puis en dessous des 100 hab./km². Les superficies de savane arborescente augmentent et les cultures de banane, haricot, patate douce laissent la place à un couvert végétal composé de taillis boisés du genre botanique *brachystegia*. Une portion d'environ 10 km, entre 800 m et 670 m est un quasi « no man's land » qui s'explique par la composition du sol, la terre de silice et de quartz n'autorise que les taillis boisés et ne permet pas la mise en valeur agricole. Les reliefs quartziques sont saillants avec une orientation globalement longitudinale, parallèle à la rivière Kiwira et à la Mbaka. Dans cette section, les fonds de vallées s'élargissent, (dans une moindre mesure pour la Mbaka) et sont cultivés. Les nombreux affluents de ces deux rivières creusent dans le quartz des talwegs étroits.

Il aurait été dommage de s'arrêter « en si bon chemin », sur cette note morose voire sinistre de paysage quartzique désolé, Busale est le point placé sur le seuil froid et tranchant de 600 m d'altitude, après ce village, la route plonge dans la dépression qui contraste avec la complexité géomorphologique des reliefs.

Les paysages changent drastiquement d'avec ceux d'altitude, la plaine offre des paysages de basses côtes où les manguiers et les palmiers à huile surplombent les bananiers et les cacaoyers, cependant l'essentiel de la plaine est couverte par les rizicultures irriguées. Il n'y a plus de reliefs, l'horizon peut porter jusqu'aux monts Livingstone. La route est longée par les méandres de la Kiwira à l'ouest, tandis qu'à l'est se répandent les rizières jusqu'à la Mbaka. Un peu de bétail paît dans les zones qui seront inondées par les abondantes pluies à la saison ; les précipitations à Kyela, située à 500 m, à 117 km de Mbeya, sont de 2583 mm par an. Les sols sont composés de dépôts lacustres du haut miocène et du pliocène sur les cinq premiers kilomètres, puis d'alluvions du moyen pléistocène et du holocène. La topographie est caractérisée par une dépression en forme de trapèze, bordée par les roches précambriennes des monts Livingstone au nord-est, par les reliefs des Uporoto au nord-ouest, par le plateau Ufipa au sud-ouest et par le lac Nyassa au sud-est. La plaine est irriguée par les rivières Songwe, Kiwira, Mkaba et Lufilyo. Les systèmes de production allient l'étagement des cultures : arbres fruitiers, palmier à huile, bananiers, manguiers, cocotiers, anacardiers, papayers, etc., et des tubercules avec quelques chèvres en stabulation, mais le plus frappant

est le riz, qui devient omniprésent dans les paysages ruraux mais aussi dans le paysage urbain de Kyela.

L'observation de la montagne et de son piémont et de la plaine en contrebas, par la méthode du transect, montre la concentration des espaces de production variés et complémentaires à l'échelle du massif, mais aussi une échelle plus petite.

1.2- Le transect de la plaine Mbalizi au plateau Umalila

Le trajet part de la dépression Rukwa, orientée vers le nord-ouest, il arpente le talus et et atteint le plateau Umalila. L'itinéraire mesure 30 km, le point de départ est Mbalizi, situé à 1430 m et la destination est le village de Santilya à 2000 m d'altitude. L'allure générale de la coupe est donc une montée avec des pentes fortes, régulièrement supérieure à 5%, jusqu'au plateau qui franchit les 2000 m au dessus du niveau de la mer. La différence entre le point le plus haut (2102 m) et le point le plus bas (1436 m) est de 666 m[164]. Les 4/5èmes du transect sont au dessus de 1600 m, il est donc marqué par des conditions climatiques tempérées et relativement fraîches voire froides par endroits. La route quitte la plaine de Mbalizi et monte sur le plateau Umalila qui présente des reliefs disséqués, l'orientation est sud, puis ouest à partir du 23ème kilomètre. Le sol est composé de cendres volcaniques dispersées, datant du haut pliocène et bas pléistocène. La zone Umalila se trouve à l'ouest de l'arête des Uporoto, cette dernière maintient dans son concave l'humidité du lac Nyassa, le convexe du croissant est plus sec, les précipitations oscillent autour de 1500 mm ; la répartition des cultures diffère de celle du Rungwe.

Sur ce transect, on distingue deux grands ensembles, le nombre restreint s'explique en partie par la distance limitée du trajet. Le premier est une zone hybride, entre les cultures de saison des pluies et les cultures d'altitude, il court de 1400 m à pratiquement 1900 m, cette portion est un continuum, cette tranche n'est pas homogène, elle manifeste plutôt de la multiplicité dans l'unité. Le second ensemble se distingue par les conditions climatiques, les cultures et la densité de l'habitat, la limite poreuse est placée à 1900 m, elle se trouve au kilomètre 13, c'est-à-dire pratiquement à la moitié du chemin.

[164] Ce résultat est inopiné, il n'y a aucune référence biblique. Les amateurs de *heavy metal*, certainement nombreux à lire ces lignes, trouveront ici un fortuit clin d'œil au troisième album du groupe anglais Iron Maiden, « The number of the beast », sorti en 1982.

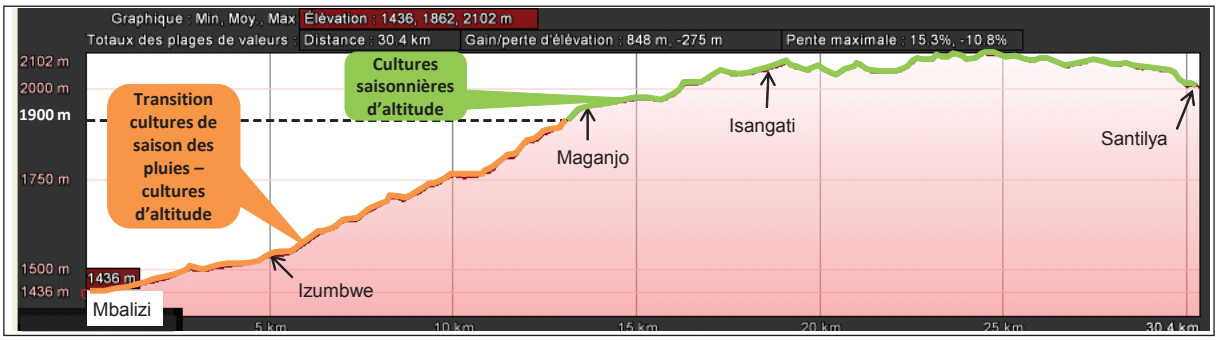


Schéma 8. Transect Mbalizi - Santilya

Le tronçon hybride, ni ceinture bananière, ni « cordon Parmentier »

Sous cette formule légère, se cache l'idée selon laquelle les indicateurs biophysiques et humains soulignent les points communs de la portion, les paysages sont marqués par la forte anthropisation révélée par des bocages dans lesquels s'enchevêtrent des bosquets, ils sont bien plus ouverts que les paysages de la ceinture bananière du Rungwe. La topographie permet de dégager deux ensembles.

La transition plaine - talus

Cette portion court sur seulement 5 km, jusqu'à 1550 m, altitude à partir de laquelle les pentes s'accentuent. Sur la transition plaine – talus, les rangées d'arbres et les haies font office de limites d'ensemble de parcelles, ces dernières sont de faibles dimensions. L'image satellite prise au mois de mai 2003, à une altitude de 2,3 km, (photo 9) couvre une superficie de 80 hectares, elle montre une image typique de cette zone en saison sèche. Les champs sont occupés par les plants de maïs (dont les épis seront récoltés à partir du mois de juin), par le haricot de seconde saison, par des tubercules (patate douce) et du millet. On devine de petites parcelles de café, souvent d'une demi-acre. On distingue un canal d'irrigation dans le quart bas-gauche de l'image. Les haies et les rangées d'arbres sont nombreuses et n'ont pas de configuration géométrique régulière, les propriétés semblent avoir des tailles modestes, autour de 2 hectares, elles sont donc plus importantes que la moyenne à l'échelle des Uporoto, et en paticulier que celles du Rungwe. L'image prise au mois de février 2013 montre un autre visage des ces paysages, cette fois ci pendant la saison des pluies. La teinte générale est le vert, les champs sont investis par les plants en pousse, de maïs, de pomme de terre, de maraîchage, de millet, de patate douce, et de haricot dont c'est la première récolte. La comparaison des ces deux images satellites permet de confronter les paysages de saison sèche

et de saison des pluies, mais également de constater le développement du mitage urbain. En effet, en dix ans, cinq maisons ont été construites, dont un vaste édifice en bas de l'image.

Photo 9. Bocages en saison sèche, zone Umalila, au sud d'Izumbwe, 1600m, mai 2003[165]

Photo 10. Bocages en saison des pluies, zone Umalila, au sud d'Izumbwe, 1600 m, février 2013

[165] La photo 9 et la photo 10 proviennent du logiciel Google Earth.

Sur cette portion du transect, il y a peu de concentrations des habitations, le seul village traversé est Izumbwe, au 5ème kilomètre, il comptait près de 3000 âmes en 2002. La densité moyenne de cette zone est de 100 à 150 hab./km². La topographie est caractérisée par une surface légèrement ondulée faiblement disséquée par le réseau hydrographique qui s'écoule vers le nord-ouest.

Le talus du plateau

Les reliefs sont très disséqués à partir du 6ème kilomètre, cela pendant une dizaine de kilomètres, jusqu'à pratiquement 1900 m. Le réseau hydrographique orienté vers le nord-ouest est dense. La topographie contraint l'anthropisation, les surfaces boisées sont plus nombreuses, elles se trouvent sur les escarpements les plus abrupts et dans les multiples fonds de vallées étroites. Quelques versants sont couverts de bois et de savanes arborescentes, ils constituent des réserves foncières, surtout entre 1800 et 1900 m. Les habitations sont alignées le long de la piste principale, ou des voies secondaires, le mitage est moins important que dans la plaine, cette portion accidentée est moins occupée, d'ailleurs, aucun village ne se rencontre sur ce tronçon. Les densités ne sont cependant pas faibles elles dépassent légèrement les 100 hab./km². Les cultures tropicales se mélangent aux cultures d'altitude, mais les secondes s'affirment graduellement aux dépens des premières.

Le plateau Umalila

À partir de 1900 m, les hommes et les cultures se concentrent. Le nombre de villages traversés augmente, on en compte cinq jusqu'à destination, chacun dénombre environ 2000 administrés. Leurs formes consistent en des alignements de maisons le long de la piste principale, et parfois le long de pistes qui convergent vers l'intersection villageoise. Isangati (2200 hab. en 2002) se démarque de ce modèle, et a une allure plus ramassée, les bâtisses sont rassemblées dans un croissant perpendiculaire à la piste. Isangati est située à l'intersection entre la route Mbalizi- Umalila et une piste orientée sud-est qui se dirige en direction du Rungwe et qui rallie Kiwira. Sur la suite du transect, les constructions s'agglomèrent de plus en plus autour de la route principale, autour des pistes qui y convergent et dans des appendices perpendiculaires à la route. Santilya comptait 3244 âmes en 2002, il a une morphologie longiligne, il se compose d'une forme d'un kilomètre sur 250 m, traversée dans la longueur d'est en ouest par la route.

Il existe de forts contrastes dans les paysages en fonction des saisons, et également en fonction des moments de la journée. Les très grandes échelles temporelles et spatiales sont pertinentes pour distinguer des particularités. Par exemple, le climat d'Isangati est très local, il est influencé par la Poroto Ridge Forest Reserve, située à seulement 1 km à l'ouest. Elle s'étend sur l'arête des Uporoto jusqu'à 20 km au nord-est, de 1700 m à 2600 m, c'est-à-dire au sommet de la caldeira du lac Ngozi[166]. Le voisinage avec cette forêt plonge Isangati dans un brouillard épais, très fréquemment, qui fait plonger la température et grimper l'humidité. Par ailleurs, la saison de la parmentière n'est pas identique selon que l'on se trouve à 1900 m ou à 2000 m, même si 3 km seulement séparent les terroirs. Le gradient altitudinal joue à plein dans la définition du calendrier cultural.

Les cultures principales sont le maïs, la pomme de terre, le blé, le haricot et le pois, le choux quant à lui se développe rapidement depuis quelques années en tant que culture alimentaire commerciale, le *brassica oleracea* se serait diffusé depuis le village de Mapengo situé à 2000 m, 7 km en amont. Les paysages sont très ouverts, la plupart des espaces sont mis en culture, d'autant plus que la topographie ondulée ne contraint pas l'agriculture. La variété des cultures et des calendriers agricoles permet au panorama du plateau Umalila de ne pas être monotone. Les champs supportent de nombreuses variétés, on distingue sur la photo suivante du maïs de couleur jaune, de jeunes plants de pomme de terre en vert foncé, de l'oignon en vert « chlorophylle » et du pyrèthre avec ses fleurs blanches caractéristiques. Les superficies des parcelles sont cette fois de tailles similaires que celles situées de l'autre côté de l'arête des Uporoto.

[166] Dans certaines sources douteuses, on peut trouver la toponymie « Lac Heckmann » Le nom « Ngozi » est l'appellation locale, et celle que l'on trouve dans les ouvrages scientifiques.

Photo 11. Paysage sur le plateau Umalila en saison sèche, environs de Santilya, 2000 m

Ce décor illustre la main mise de l'agriculture sur l'espace, le terroir apparaît saturé, la terre est défrichée, les réserves non mises en valeur sont peu nombreuses et les espaces boisés de faibles dimensions. Les principales essences d'arbres sont le *Milletia*, le *Ficus*, et le *Cissus* mais les pins introduits pour l'exploitation de bois sont visibles dans les paysages.

La méthode du transect ajustée selon les objectifs de l'analyse a privilégié le relevé d'indicateurs paysagers, ils soulignent les complémentarités et les différences entre les deux itinéraires et à l'intérieur des espaces parcourus. Cette combinaison pointe la variété des cultures (bien que l'on signalât seulement les principales) des transects spécifiques, et elle souligne aussi des similarités des gammes cultivées entre les deux versants. Le maïs et le haricot sont toujours visibles, la pomme de terre est omniprésente à partir de 1600 m, et la banane est le trait paysager du Rungwe. Les cultures traditionnelles commerciales n'ont pas été complètement abandonnées. La comparaison des transects, malgré leur écart de taille, tend à distinguer les deux ensembles, l'agriculture de la zone Umalila semble moins intégrée au marché que celle du concave des Uporoto où des terroirs sont spécialisés dans une production phare.

Le modèle de l'étagement bioclimatique fait voir ses limites, en particulier sur le transect vers Umalila, certes le modèle altitudinal définit des grands traits de l'organisation,

mais comme le souligne Isabelle Sacareau, il est loin d'être le seul facteur d'organisation, cette clé de lecture est utile mais insuffisante, et d'ajouter « les possibilités culturales offertes par les conditions du milieu ne préjugent pas des choix fait par les sociétés » (Sacareau, 2003 : 139). Preuve s'il en est de la présence du maïs à des altitudes de 1300 m à plus de 2000 m, avec des systèmes culturaux et des rendements variés[167], c'est la dimension sociale qui explique son omniprésence. De plus, la spécialisation de terroirs en bassin de production de pomme de terre relève de logiques horizontales et d'articulation de territoires en réseau (Sacareau, *op. cit.*). L'intégration au marché via ce modèle économique articule des lieux montagnards selon des fonctions de production et de commercialisation, les terroirs entrent dans des logiques concurrentielles, dans une compétition où celui qui gagne est celui qui dispose d'avantages comparatifs liés aux potentialités agricoles et aux conditions d'accessibilité au marché.

2. Le réseau des places marchandes

Les marchés sont des lieux majeurs dans la montagne, ils combinent les fonctions d'échange économique et d'échange social. Le marché est un motif de la mobilité, comme on l'a vu dans le chapitre 6, il est aussi un objet dont l'analyse permet d'appréhender l'intégration économique et l'intégration territoriale. On distingue les marchés urbains et les marchés ruraux, les premiers se tiennent chaque jour, les seconds ont lieu une à deux fois par semaine. Les rôles joués par les places marchandes sont définis par leur localisation dans l'espace topographique et leur position dans le réseau d'échange. Ce point ausculte l'organisation du réseau de marchés dans une optique spatiale et temporelle.

2.1- Variété des marchés urbains

Il y a une analogie forte entre les caractéristiques d'une ville et celle d'un marché si l'on s'en réfère à ces éléments de définition de la ville « la ville naît des besoins d'interaction des gens et des avantages que celle-ci procure » (Claval, *in* Merlin, Choay, 2000 : 881), on pourrait remplacer le terme « ville » par celui de « marché ». Comme on trouve une immense variété de villes, on rencontre une large gamme de lieux de négoce. Ces places marchandes se

[167] D'après les services de l'agriculture du district Mbeya Rural, ils sont estimés à 10 à 18 sacs (de 100 kg) par acre aux plus hautes altitudes, alors que dans les altitudes moindres, ils sont de 20 à 30 sacs.

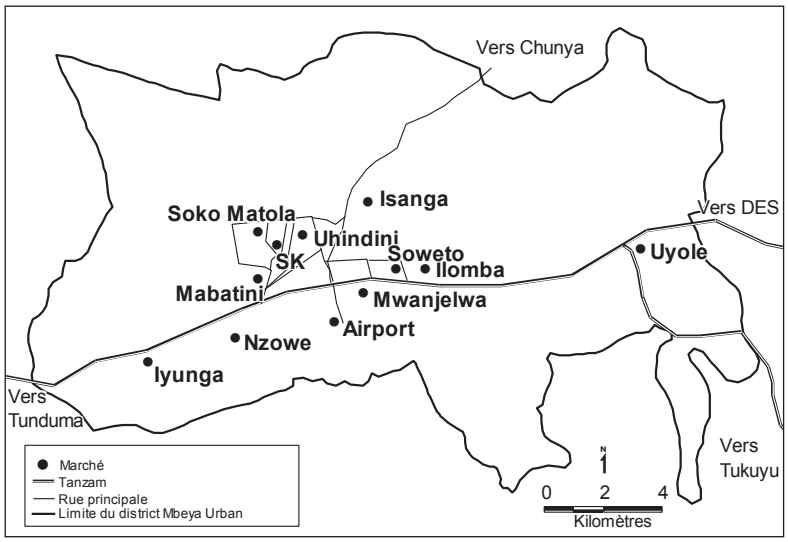
réfèrent aux lieux où l'on commerce des marchandises au détail, et les centres qui constituent des nœuds de collecte et de redistribution.

Les marchés de détail

La localisation, le type d'infrastructures, le type d'acteurs et de produits et le niveau de transaction sont des critères qui permettent de définir un marché urbain de détail. Il s'agit de places marchandes situées en ville, dans lesquelles les transactions concernent des volumes modestes et sont établies entre les détaillants professionnels et les consommateurs finaux. Les installations de vente sont généralement des magasins encadrant une place centrale dans laquelle se trouvent des tables couvertes et non couvertes. Ce sont des marchés dits « secondaire », c'est-à-dire qu'ils sont pour l'essentiel, approvisionnés par des commerçants et non pas directement par les producteurs. Il en existe dans la plupart des villages et dans les villes, leur importance et leur forme sont ajustées à la situation locale, celui de Kiwira est particulier, celui de Tukuyu, celui d'Upuguso et ceux de Mbeya disposent d'attributs urbains.

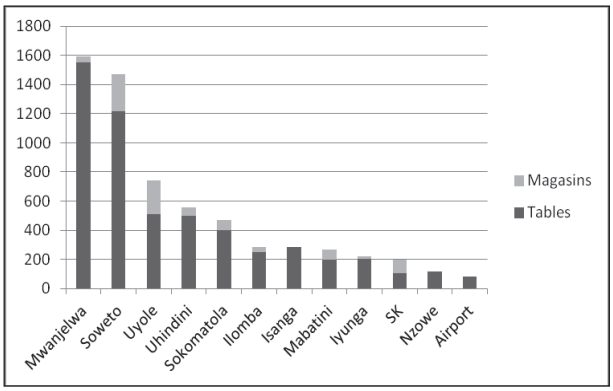
L'éventail des marchés de détail localisés à Mbeya est représentatif de leur diversité. Les autorités dénombrent 12 marchés urbains à Mbeya[168], ils sont concentrés dans les parties les plus anciennes de la ville et le long de la Tanzam, c'est-à-dire là où les densités de population sont les plus élevées ; la route polarise non seulement l'habitat mais également les activités. La répartition spatiale des marchés urbains répertoriés par la ville est assez représentative de la diffusion de l'informalité à partir du centre, plus on s'éloigne du cœur urbain et de l'axe structurant, moins on trouve de lieux formels de l'échange.

[168] Ce chiffre est donné par le service du commerce de la ville de Mbeya en 2010. D'autres sources sur le terrain indiquent 14, un article en compte 15 (Banyikwa, 2007). Le marché de Makunguru compté dans cet article a été déplacé et incorporé au marché Soweto.



Carte 20. Localisation des marchés dans le district Mbeya Urban

Certains marchés sont spécialisés tel Sokomatola, qui serait le plus ancien marché et dont la renommée est bâtie sur la disponibilité en poisson frais. Il aurait été créé avant celui d'Uhindini construit en 1955, cette question est sujette à controverses locales. Le marché de Soweto est reconnu pour son stock substantiel d'habits à bon prix. Mwanjelwa est le plus grand marché qui regroupe les plus importants volumes et les plus larges gammes de produits, près de 1600 commerces y sont enregistrés, il est suivi par le marché de Soweto, pourtant voisin, avec près de 1500 installations de vente. Il existe une grande hétérogénéité de taille des places marchandes.



Graphique 22. Nombre et types d'installations de vente à Mbeya

Un ordre bicéphale caractérise le réseau des marchés urbains, on distingue trois classes de marchés. La première, dans laquelle se trouvent Mwanjelwa et Soweto, se réfère aux très gros marchés qui rappellent un peu les bazars, fait d'allées étroites et multiples, autour d'une

zone centrale où siègent de petites halles ou hangars collectifs, les produits manufacturés sont en nombre plus important que les vivres.

La seconde classe regroupe Uyole, Uhindini et Sokomatola, ils ressemblent à ceux de la première catégorie mais en moins vastes, les marchandises confectionnées sont toujours plus nombreuses mais l'écart tend à se resserrer. Les vivres vendus reflètent ceux produits dans l'arrière pays, on trouve une gamme variée de produits maraîchers (tomates, pomme de terre, pois, carottes, poivrons, etc.), de graines (haricot, maïs, etc), de fruits (bananes, pastèques, avocats, etc.), de tubercules (manioc, patate douce, etc) et également des denrées importées de zones plus ou moins proches comme le riz de Kyela, de Mbarali ou de Rukwa, le millet de Mbozi ou de Chunya, le poisson de Rukwa, etc. Uyole est composé d'un ensemble de petits magasins, organisés en damier autour d'une place centrale dédiée aux denrées alimentaires. Il y a une certaine distinction de genre en fonction de certains produits vendus, le commerce de la tomate et celui des bananes sont exclusivement réalisés par des vendeuses, celui du chou est uniquement fait par des hommes. Globalement le commerce des *food crops* est assuré par des femmes, celui des cultures « élaborées » ou transformées est fait par des hommes. Des petites activités de transformation comme le découpage de pomme de terre en frites, de l'artisanat telle la vannerie occupent des travailleuses et des vendeuses pour combler l'attente de clients. Le marché alimentaire d'Uyole a connu une amélioration de son infrastructure puisqu'un toit a été construit en 2011, soit 27 ans après la création de ce marché urbain. Cette évolution est une avancée considérable pour l'amélioration des conditions de travail des vendeurs, de plus elle favorise l'attractivité du marché. Uyole est spécifique et la fonction commerciale dépasse le cadre du marché, il s'agit plutôt d'un quartier commercial, le marché quotidien est encadré par des ruelles dans lesquelles une multitude de boutiques proposent des produits variés, de l'alimentation à l'habillement, à l'équipement de la maison, etc. Sokomatola a une allure rurale, malgré son ancienneté, les installations de vente sont rudimentaires. Uhindini était un peu différent, sa halle était une infrastructure en dur, avec des piliers bétonnés et des stalles, autour de cet espace, une cinquantaine de magasins occupaient les quelques ruelles qui l'encerclaient. Uhindini situé dans le quartier administratif offrait les prix les plus élevés, mais feu Uhindini, si l'on peut s'exprimer ainsi, n'existe plus depuis le mois d'avril 2011, puisqu'il a été ravagé par un incendie, fait malheureux et non exceptionnel

dans certaines villes africaines[169]. Des rumeurs courent au sujet de la destruction volontaire d'Uhindini, en tout état de cause, ce qui est avéré, c'est qu'un projet officiel de construction d'un centre commercial façon « ville occidentale », est « dans les tuyaux » ; cet édifice est plus conforme à la nouvelle image que veut offrir la *city*. Par ailleurs, le marché de Mwanjelwa avait brûlé le 12 décembre 2006, évènement qui facilita du coup son déplacement peu après ; le 17 septembre 2011, ce marché a disparu sous les flammes face à la nouvelle installation commerciale qui doit prendre le relais de l'ancienne implantation. Le dispositif commercial a été reconstruit rapidement. [170]

La troisième classe rassemble les autres places marchandes dont les formes sont variées, par exemple Standi Kuu est la gare centrale de bus, c'est là qu'arrivent les gros porteurs après de longs trajets, et c'est aussi le terminus du réseau urbain. Ce n'est pas à proprement parler un marché, c'est un parking dans lequel des vendeurs proposent diverses marchandises, il est ceinturé au deux tiers par des commerces, d'autres échoppes en arrière court de la gare sont comprises dans Standi Kuu. L'essentiel des marchés de cette catégorie sont des places ouvertes qui réunissent des tables et des installations relativement légères.

Bien souvent, les installations de vente sont sommaires, et rustiques, ces dispositifs se répartissent entre les tables et les magasins, selon la terminologie officielle. Le critère de distinction est l'herméticité de l'installation, si elle peut être complètement close, il s'agit d'une boutique, à défaut, on parle de table. Ces dernières sont les installations de ventes les plus nombreuses, elles représentent 86 % de l'ensemble des dispositifs commerciaux. Elles peuvent être couvertes et plus ou moins ouvertes, dans ce cas il est question d'équipements délimités par quatre poteaux ceinturés en partie par des planches ou des bâches. Il est n'est pas rare de trouver en ville des marchandises étalées à même le sol, on rencontre ce type d'installation à Soweto pour des vêtements, à Uyole pour de l'habillement et pour des vivres

---

[169] Au Cameroun, le marché central de Douala a brûlé le 12 décembre 2009, le marché Congo le 9 mai 2010, ces places sont la proie de rivalités et de collusions entre mafias locales et autorités corrompues. D'autres évènements analogues se sont déroulés au marché Madina le 29 mai 2012 cinq mois après l'incendie d'un autre marché de la capitale guinéenne ; des incendies sont survenus également au marché Dembé le 28 octobre 2011 à Ndjamena, au marché Harobanda le 20 juillet 2012, peu après celui de Wadata, celui de Yantala et le Petit-marché, tous trois à Niamey, et plus récemment au marché central de Bujumbura (27 janvier 2013), etc. Les équipements vétustes, en particulier les connections électriques dangereuses sont souvent à l'origine et vecteurs d'accidents, voire des alibis, on peut se demander si parfois l'incendie ne pourrait pas être un moyen commode inavoué de gestion urbaine, ou comment déguerpir les indésirables par le feu…

[170] Sur l'incendie du 17 septembre 2011, voir l'article de Peti Siyame du Tanzania Daily News http://in2eastafrica.net/fire-destroys-over-1000-business-stalls-in-mbeya/ Consulté le 14 août 2013.

frais, en particulier la tomate, à Mwanjelwa pour des denrées, etc. La marchandise est présentée dans un contenant (panier, seau, etc.) ou disposée sur un sac, une natte.

Hangars centraux du marché Mwanjelwa.

Les hangars abritent des travées de tables où sont vendues les graines et la farine de maïs, chaque stand est occupé par une commerçante. Les bâches sont en mauvais état mais la toiture en tôle est récente. En arrière plan : installations « légères » de vente d'habillement, structurées par une armature ouverte et des bâches.Ci-dessous, le nom d'une tenancière.

Hangars centraux du marché Uyole

L'espace des vivres a été couvert en 2011. Malgré cet investissement urbain récent, les installations individuelles demeurent précaires, les denrées sont stockées dans des paniers pour la tomate, sur des palettes pour le chou. La tomate est l'affaire de femmes tandis que le chou est investi par les hommes. Pour la tomate, l'unité de mesure est le panier ou la pile contenue dans un bol, posé sur la table.

Place centrale du marché Sokomatola

La géométrie gondolée des installations numérotées et anciennes montre l'usure du temps. Ce marché de centre ville, existant depuis plus de 50 ans, semble en marge des investissements urbains. Dans cette travée, les tables couvertes (ou hangars individuels) proposent la même gamme de vivres frais.

Numéro de la table

Photo 12. (Planche) Marchés quotidiens de Mbeya

Les marchés urbains correspondent à leur zone de chalandise, les prix dans les marchés s'adaptent à leurs clients, les moins chers sont pratiqués hors du centre ville ancien, Uyole propose les tarifs les plus bas des denrées alimentaires, Mwanjelwa serait le lieu le plus compétitif pour les marchandises manufacturées. Un fonctionnement hiérarchique organise les marchés urbains, certains d'entre eux approvisionnent les autres. Cela est logique pour les grosses places centrales périphériques directement alimentées par les bassins de production, les commerçants des marchés de centre ville se ravitaillent dans les pôles que sont Uyole et Mbalizi. Néanmoins, Mwanjelwa, bien qu'étant situé en ville, fournit des denrées aux autres marchés urbains. Mwanjelwa est particulier car de nombreux commerçants de ce lieu vont se procurer les vivres dans les marchés périodiques ruraux, on en rencontre à Kiwira, Ibililo, Santilya, etc. Par contre, il n'est pas commun de voir un commerçant de Sokomatola s'approvisionner dans les terroirs.

Les différents marchés urbains sont organisés suivant un modèle relativement similaire : un président (*chairman*), un vice-président (*vice-chairman*), un secrétaire, un vice-secrétaire, un trésorier, un comité central et des sous-comités. Ils sont élus par les commerçants pour une durée de trois ans. L'organisation rassemble environ entre dix et vingt élus pour la plupart des marchés en ville, cependant celui de Mwanjelwa regroupe 41 membres dans lequel les vendeurs de chaque zone élisent deux membres du comité. Les hommes sont largement surreprésentés dans les organisations. Ils ont en charge le bon déroulement des affaires, le règlement des éventuels conflits et la gestion quotidienne comme le nettoyage, l'entretien, la sécurité. Ils ont aussi en charge le recouvrement des taxes pour le compte du district. Les taxes sont collectées en fonction de la taille de l'installation de vente, et dans certains cas selon sa localisation. Chaque table est taxée 200 Tsh par jour (ou 6000 Tsh par mois), les magasins acquittent une redevance mensuelle qui s'étale entre 8000 et 13 000 Tsh selon l'emplacement, à Uyole, le tarif augmente en fonction de la proximité avec la route.

Dans le district Mbeya Rural, Mbalizi renferme deux petits marchés quotidiens de denrées. La place centrale de ces lieux est de taille modeste, de l'ordre d'un terrain de tennis. Ils sont situés dans l'arrière court de la rue centrale, et sont accessibles par des passages exigus, ce qui annule toute chance de livraison directe par camion, la dimension du lieu reflète celle des activités. Leurs caractéristiques sont analogues à leurs homologues de Mbeya Urban, ce sont des marchés secondaires intégrés dans le bâti urbain et leur commerce se réfère aux

transactions régulières d'approvisionnement des foyers de la ville. Par contre, le relais sous-régional de commerce au long cours assuré par Mbalizi est remarquable. Mbalizi est un centre commercial, c'est-à-dire un parc bâti de petits entrepôts alignés le long de la rue principale[171]. Il existe des petits commerces agglomérés dans la plupart des villages du district Mbeya Rural, cependant, leurs configurations ne s'apparentent pas à celles des marchés urbains tels qu'ils sont définis, leur activités sont de faibles envergures, et c'est d'ailleurs pour les dynamiser et favoriser les échanges que les marchés périodiques ont lieu.

Bien qu'ils comptent moins de commerçants, les marchés urbains quotidiens dans le district Rungwe sont assez similaires au marché d'Uyole, on y trouve toute la gamme alimentaire et un large éventail de produits manufacturés et de l'artisanat, les produits manufacturés sont en nombre plus importants que les denrées. Ils sont enchâssés dans le tissu commercial de la ville, en ce sens, il est plus approprié de raisonner en termes de « centres commerciaux », fussent-ils de taille modeste. Les places marchandes journalières de Tukuyu et d'Upuguso rassemblent environ 250 commerçants professionnels chaque jour. Celui de Tukuyu se déroule tout près de la gare routière, il consiste en une halle aux grains située en bord de route, derrière elle et en contrebas, des dizaines de boutiques de faibles dimensions proposent des marchandises diverses. À Upuguso, l'organisation spatiale est assez conforme à la configuration observée à Uyole ou à Mwanjelwa, elle se compose d'une place centrale, ceinturée par des magasins, à partir de laquelle des ruelles commerçantes s'étirent sur quelques dizaines de mètres.

Les places marchandes urbaines sont des marchés secondaires, puisque la plupart du temps, les produits n'arrivent pas directement de la zone de culture, ces lieux sont dédiés à la fonction de détail, cependant, deux marchés urbains qu'il convient de qualifier de « centre commercial » jouent un rôle majeur dans l'organisation des échanges. Pour les circulations à des échelles plus petites, le bouillonnement des échanges se concentrent à la périphérie de Mbeya : à Uyole, et à Mbalizi dans une moindre mesure.

Contrastes de participation aux échanges entre Uyole et Mbalizi

La fonction de commerce de gros est particulière à Uyole et à Mbalizi, cependant, la périphérie du levant est bien plus dynamique que son homologue de l'ouest. La situation

[171] Du fait de ce caractère particulier, le point suivant lui sera consacré.

géographique des deux centres urbains périphériques à Mbeya explique en grande partie les différents rôles joués par Uyole et par Mbalizi dans le système d'échange. Le positionnement spécifique par rapport aux zones de production, au réseau de transport et aux zones d'expédition confère à Uyole des avantages comparatifs structurels.

L'aire d'approvisionnement est multiscalaire, elle est composée des arrières pays montagnards, et également des bassins de production respectifs qui ravitaillent leur centre de collecte et de redistribution. Localement, Uyole et Mbalizi sont positionnés aux portes de leur *hinterland* productif, les hautes terres des Uporoto et le Rungwe pour Uyole, la région du plateau Umalila pour Mbalizi, ces situations respectives attribuent un privilège de situation qui est plus favorable pour Uyole que pour Mbalizi. L'aire locale de ravitaillement est plus vaste pour Uyole, elle s'étend sur les Uporoto et sur le Rungwe, tandis que celle de Mbalizi est contenue dans la région d'Umalila. Aussi, cette dernière contribue à l'approvisionnement d'une variété limitée de denrées, elle procure seulement du maïs, du haricot et de la pomme de terre, alors que les terroirs au sud d'Uyole fournissent la pomme de terre, la banane, le maïs, des fruits (avocat, ananas) et du maraîchage, soit une gamme plus variée et des volumes plus importants.

Photo 13. Uyole : une attractivité liée à un arrière pays accessible (Photo prise par B. Charlery de la Masselière)

Cette photographie résume quelques avantages d'Uyole, une grande partie du cliché est occupée par la route B 345 dirigée vers le Malawi, on peut apprécier l'excellente qualité du revêtement sur lequel circulent moto, voitures et *daladala.* On repère les Uporoto en arrière plan, cette image laisse augurer un pays de cocagne si l'on en juge par la mosaïque champêtre. Sur la gauche, on distingue cinq camions caractéristiques de la fonction de gros du lieu, ils ont approvisionné Uyole en vivres provenant de l'*hinterland*. À l'autre bout de l'échelle commerciale, des vendeuses de vivres en détail sont postées au bord de la route avec leur seau et le plateau en fibre naturelle. L'habillement en manches longues rappelle que les températures sont fraîches, la photo est prise à 1800 m en fin d'après-midi au mois de juillet.

La présence de la route ralliant le Malawi offre une facilitation dans l'accès au marché et dans l'écoulement des flux, lorsque seules les pistes carrossables en terre sont disponibles au sud de Mbalizi. Les productions du Rungwe ne sont pas destinées à Mbalizi, bien qu'il existe une piste carrossable qui relie Mbalizi à Kiwira, elle arpente le talus et rejoint Isangati sur le plateau. Cette voie n'offre pas de bonnes conditions, elle est faiblement empruntée, du moins pour le transport de marchandises entre le Rungwe et l'est de Mbeya, les commerçants venant de Zambie arrivent directement à Uyole par la Tanzam.

L'emplacement d'Uyole, à l'intersection entre deux axes internationaux de communications est un atout crucial, par ailleurs, la position relative d'Uyole par rapport aux principales zones d'expédition, lui confère un autre avantage vis-à-vis de Mbalizi : Uyole est située avant Mbalizi (en direction de Dar es Salaam) et à la croisée de flux internationaux. À une échelle plus petite, les produits alimentant Uyole proviennent de terroirs plus nombreux que ceux qui ravitaillent Mbalizi. Le schéma ci-dessous représente le déséquilibre du nombre des produits et des origines géographiques entre les deux centres, à Uyole, la gamme des produits est plus vaste tout comme celle des bassins d'approvisionnement. Aussi pour un même produit, les provenances sont plus variées au marché Uyole, comme on peut le voir pour le maïs, le haricot et le riz.

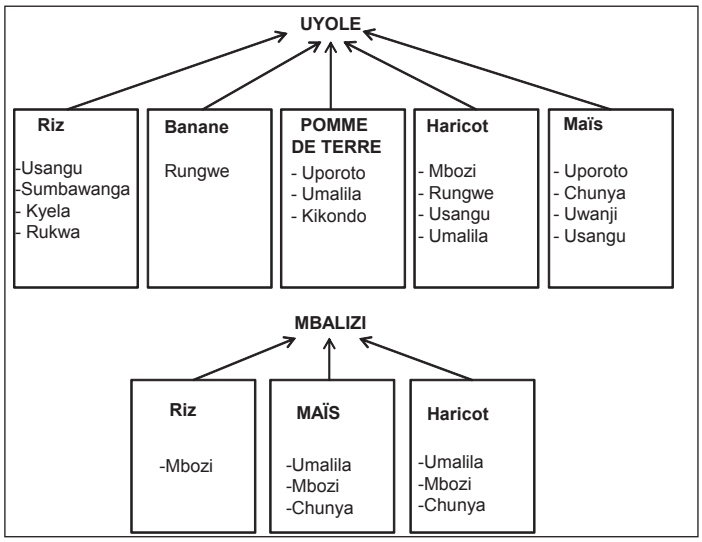


Schéma 9. Réseau d'approvisionnement d'Uyole et de Mbalizi

Le site et la situation sont donc des éléments déterminants à la vitalité d'Uyole, et dans une moindre mesure de Mbalizi. Le site est caractérisé par une localisation sur un axe de transport majeur, Uyole bénéficie d'un site caractéristique puisqu'il s'agit d'un carrefour d'axes reliant le local et le lointain. La situation inscrit ces pôles dans leurs environnements plus lointains, du régional, au national et à l'international, pour chaque échelle on relève les avantages d'Uyole.

Les paysages traduisent la vocation commerciale de ces pôles commerciaux, cela est particulièrement flagrant à Uyole depuis la route. Les indicateurs de l'échange, de passage, de brassage, de transaction, sont ostensibles si l'on en juge par l'abondance faramineuse de bars et autres hôtels animés, peuplés éphémèrement par les acteurs venus négocier, acheter ou vendre des vivres. Les véhicules de transport sont très nombreux, de l'increvable ancien pick-up de marque anglaise, rouillé, dépouillé du moindre artifice (comme les phares…) et croulant sous la tonne de choux, à la variété des camions de transport de long cours, qui seront conduits par des chauffeurs momentanément assis au bar ou occupant une chambre de passage, le temps que les innombrables intermédiaires complètent le chargement en denrées. Uyole est une place très animée et c'est aussi un lieu de transformation de certaines marchandises agricoles, principalement du riz qui est décortiqué après que la transaction est faite. Le commerce agricole est un moteur du développement d'Uyole où les véhiculent, les bars, les amoncèlements de vivres et les chantiers d'hôtels marquent le paysage.

Les places marchandes périphériques sont identifiées et connues en fonction des opportunités commerciales qu'elles offrent ; les produits proposés participent à leur identité.

À Uyole, les entrepôts de pomme de terre reçoivent les tubercules des Uporoto, d'Umalila, du Rungwe et même du plateau Kitulo, à l'est de la région Mbeya ; des commerçants viennent spontanément proposer leurs sacs. Les clients viennent de Dar es Salaam, Mwanza, Shinyanga, Morogoro, Dodoma, Tabora, Rukwa et de Zambie. Cette qualification du lieu par les produits et par les acteurs est constitutive d'un processus cumulatif, l'attraction des pôles est le produit des interdépendances entre les opportunités commerciales, le site et la situation et la qualification du centre. La convergence des flux de produits et d'acteurs, des flux d'information et des flux financiers vers ces pôles est le produit de l'attraction des pôles qui produit la convergence des flux. Par exemple, la croissance du nombre de commerçants implique une demande en hébergements dont la réponse se traduit par des investissements dans le parc de lieux d'accueil (auberges, hôtels, bars, restaurants) ; ces investissements développent les capacités d'attraction du centre.

Les places marchandes urbaines sont pour l'essentiel des marchés secondaires qui assurent des fonctions de détail, Uyole est le pôle principal des échanges de long cours, suivi par Mbalizi. Les emblématiques notions géographiques de site et de situation prennent leurs lettres de noblesse dans l'approche des marchés. Ils jouent un rôle fondamental dans les relations entre l'urbain et le rural, entre le proche et le lointain et ils participent plus ou moins fortement à la structuration des villes, si ce n'est des territoires ruraux.

2.2- L'organisation des marchés montagnards : vitrines de leur arrière pays

Les marchés périodiques *gulio* sont des interfaces entre le rural et l'urbain, ils sont des points de connexion entre les zones de production et celles de commercialisation, ils assurent la relation entre les acteurs du réseau d'échange. Isaac Chiva signale que « Les marchés et les foires désignent ces rassemblements familiers voués aux commerces et échanges de toute sorte, qui se tiennent selon des calendriers variables, mais en général périodiques, en des lieux connus de tous et souvent adaptés ou construits à cette fin », cité par Françoise Choay qui ajoute « Les places marchandes sont parfois des lieux essentiels de communication entre la campagne et la ville » (Merlin, Choay, *op. cit.* : 601). Les places marchandes périodiques sont inscrites dans leur environnement.

L'étagement du paysage des places marchandes

Au delà des paysages divers des marchés, se cachent des traits communs qui, paradoxalement, sont marqués par la diversité des formes, des couleurs, des odeurs et des ambiances sonores ; l'unicité du tout, c'est-à-dire du marché, rassemble la multiplicité des éléments qui le composent et qui fondent son unité. La description suivante se base pour beaucoup sur le marché Kiwira, qui est le plus important, il est certes singulier par sa configuration spatiale, par son importance dans le réseau d'échange, mais mis à part ces caractères spécifiques là, il est tout de même représentatif de la plupart des marchés montagnards ; les nuances concernent surtout l'origine spécifique des produits selon le marché considéré. Aussi, partir de l'élément pour caractériser le tout permet de mettre en avant un principe de la systémique, celui de la redondance ou le principe *hologrammatique* (Morin, 1977), on retrouve dans la partie les éléments du tout qui est plus que la somme des parties[172].

Ainsi, les places marchandes des Uporoto montrent une image qui mélange une grande variété de couleurs, les teintes vives des pagnes contrastent avec le ton morne du sol. La gamme des produits allie le proche et le lointain dans un assortiment harmonieux. Des denrées sèches proposées peuvent provenir de territoires productifs non montagnards et plus ou moins lointains, par exemple l'arachide de Chunya, Dodoma, Tabora ou du Malawi, le riz de Kyela, le haricot de Mbozi, le maïs de Sumbawanga. Les vivres frais sont issus de terroirs éloignés de quelques dizaines de kilomètres pour les cultures des autres altitudes, par exemple le blé et le maraîchage (tomate, oignon) d'Uyole, ou le chou de Simambwe. Les autres denrées fraîches proviennent de l'arrière pays proches comme les tubercules (manioc, igname, patate douce), la canne, la banane, l'avocat, le haricot, les légumes feuilles, les fruits (ananas). Ces réunions rassemblent entre 200 pour les plus petits et 1000 acteurs marchands (commerçants professionnels et paysans), l'écart des nombres de points de vente est de 1 à 5, il est beaucoup plus important concernant la fréquentation totale. Entre plusieurs centaines d'individus et jusqu'à 15 000 personnes (pour Kiwira) se rendent sur ces marchés périodiques. Les valeurs fluctuent en fonction des saisons, la période faste implique un nombre de vendeurs et de clients plus importants. Les femmes, aussi bien les commerçantes que les clientes, sont les occupantes largement majoritaires de la place. Certaines semblent trouver le temps long, d'autant plus quand il fait froid, d'autres se hâtent à décortiquer les haricots, ou vaquent à la

[172] Je renvoie au point « le paradigme de la complexité, le primat de la relation sur l'objet » dans l'introduction générale.

vannerie en profitant de l'opportunité de la réunion pour bavarder et commenter les affaires. De nombreuses odeurs se mélangent, le poisson, bien que sec, convainc de sa présence, les effluves de fritures et de mets des petits restaurants montés pour l'occasion activent l'odorat. L'ambiance sonore est assez calme, les commerçants ne hèlent pas les clients, ils les interpellent tranquillement dès lors que les yeux sont posés sur le présentoir ; cette attitude est peut-être un caractère de la culture swahili qui donne ses lettres de noblesse à l'atmosphère paisible. Le temps du marché périodique couvre une bonne partie de la journée, ils durent officiellement de 6 heures du matin à 18 heures, l'activité maximale cours de 11 heures à 14 heures. Les grand-mères, les mères et les filles-mères sont en charge du commerce du vivrier marchand, les hommes sont investis dans le négoce de biens manufacturées et importés via les containers américains ou européens de vêtements usagers, ou via les containers d'articles *made in China*. Cette division genrée des tâches est certes schématique mais elle rend compte du paysage des marchés montagnards dont on peut se faire une idée grâce à la photo suivante.

Photo 14. Etagement des installations de vente, Kiwira

L'agencement des places marchandes associe l'hétérogénéité des formes liée aux différents sites, aux différentes fonctions, aux différents degrés d'attractivité, avec l'homogénéité des dispositifs de vente, en dépit de leurs variétés manifestes. Thierry Paulais et Laurence Wilhelm soulignent pour les marchés africains les permanences des types

d'installations de vente en fonction du niveau d'équipement au-delà de la diversité apparente, (Paulais, Wilhelm, 2000).

Effectivement, les marchés périodiques consistent en des regroupements dans un espace restreint d' « édifices » commerciaux que l'on peut qualifier de sommaires. Les concentrations ont lieu sur un espace ouvert, dans lequel sont agencés des tables, des hangars individuels ouverts et les étalages au sol. Ces dispositifs correspondent souvent à des types de produits, il existe une adéquation entre le type d'installation de vente et le type de produit. Cela abouti dans des marchés à ce qu'il est possible de nommer l'étagement des installations de vente. Ainsi, l'étage du bas est occupé par l'étalage au sol de denrées stockées dans un panier, dans un seau, et présentées en tas sur un sac. C'est l'étage des petits détaillants occasionnels, autrement dit les paysans-commerçants. On rencontre aussi dans cet étage de la fripe et des chaussures. Ensuite se trouve l'étage des tables en bois isolées ou solidaires, elles couvrent une surface de 1 à 3 m². La table supporte le plus souvent du vivrier marchand ou des biens pour la maison comme de l'huile à combustion ou à cuisiner, du savon, etc. Les tables peuvent être couvertes, dans ce cas il s'agit d'une ossature en bois, d'une charpente en bambous et d'une bâche qui fait office de toiture et qui ferme certains côtés. La protection du soleil, du vent et de la pluie est précaire et laisse les marchandises sujettes aux intempéries. Quand elles sont juxtaposées ou solidaires, disposées de manière géométrique, on peut parler de hangars sommaires dont les hauteurs n'excèdent pas 2 m. L'habillement est accroché à des cordages liés à une série de poteaux, il en résulte une espèce de panneau de vêtements qui dépasse légèrement les deux mètres. Le troisième étage se compose de la halle, c'est un espace couvert et relativement ouvert, on peut parler de hangar collectif dans lequel la surface est ordonnée le plus souvent par des alignements de tables, parfois maçonnées (stalle) comme à Santilya. D'une manière générale, les produits abrités sous la halle sont ceux qui doivent être protégés de l'humidité tels les graines (maïs, haricot, arachide, riz, millet), le poisson sec. Dans certains marchés, ces infrastructures sont anciennes, par exemple les murs en pierre de la série de hangars collectifs à Santilya ont été montés en 1963, ceux d'Upuguso dans les années 1970 ; d'autres ont été construits très récemment comme la halle de Kiwira et le mur d'enceinte qui datent respectivement de 2007 et de 2009. La paroi qui clôture l'espace est rare, quoi qu'il en soit, elle n'enferme pas les activités, ces dernières débordent l'aire close, cela peut être interprété comme un indicateur de la croissance des échanges. La spécialisation des types de présentoir en fonction du produit est souvent complétée par la spécialisation de l'espace du marché.

Spécialisation de l'espace du marché

Comme la plupart des marchés dans le monde, les places marchandes des Uporoto sont organisées en fonction des types de produits, l'espace marchand est sectorisé. Le schéma du marché de Kiwira montre la répartition spatiale des produits.

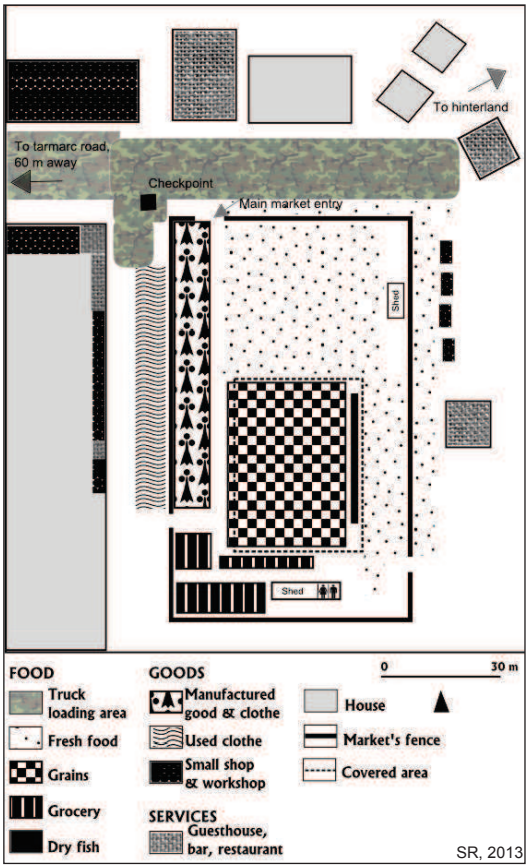


Schéma 10. Spécialisation spatiale en fonction des produits au marché de Kiwira

Il est à noter que ce marché est le plus « moderne », les autorités du district ont implanté cette infrastructure afin de faciliter et d'organiser les échanges, et le corollaire qui est la perception des taxes. Le pourtour muré mesure 60 m de large et 90 m de long. Ce modèle du marché fermé par une enceinte est encore peu repandu, mais selon les responsables du district, c'est la forme à diffuser. La halle mesure 30 m de large sur 40 m de long, elle couvre les produits secs, dont certains, comme le maïs, envahissent à la saison sèche la partie ouest du hangar devenu trop exigu. Les marchandises importées ou manufacturées (habillement neuf, équipement de la maison, etc.), les étalages d'épicerie sont contenus dans le périmètre fermé, tandis que la fripe est cantonnée à la périphérie ouest de l'enceinte. De l'autre côté du mur du marché, sont implantés des bars, des restaurants, des petites boutiques

et des ateliers, ces établissements sont polarisés par le marché, à l'échelle locale, la place marchande exerce un effet centripète sur les activités économiques. Ce modèle est une manifestation de l'intervention des pouvoirs publics dans l'organisation des échanges. Cependant, cet exemple montre déjà ses limites, comme on peut le voir sur le schéma, les activités submergent déjà l'espace intérieur du marché que ce soit pour les denrées fraîches ou l'habillement. Les commerçantes de tomates ont spécialisé la partie extérieure-est du marché en secteur de la tomate, alors que l'intérieur contient déjà une partie analogue. La face nord et les abords de la piste sont congestionnés par la profusion de commerçantes tandis que le commerce de l'habillement a investi la face ouest, le côté nord ne peut être annexé car une église y trône. La route bitumée se trouve à quelques 60 m à l'ouest, les camions se parquent devant le marché pour charger les denrées apportées par les agents collecteurs, les commerçants et les paysans. Cet espace est celui de la fonction de gros, il est le lieu de la collecte et du chargement avant envoi des produits. Le poste de perception est situé hors de l'enceinte, signe que le gros des activités s'effectue hors du périmètre. Les exportateurs de marchandises y acquittent les taxes en fonction du chargement, ils obtiennent en retour le fameux reçu qui est présenté au poste de contrôle d'Isyonje, à la frontière du district. Ce modèle le plus abouti montre de manière géométrique la spécialisation des places marchandes à partir de l'enceinte rectangulaire. Les autres marchés périodiques, même ceux qui sont le plus dépourvus en infrastructures proposent aussi une organisation spatiale en fonction des types de produits et des fonctions commerciales de détail ou de gros.

La gestion des marchés périodiques

Le mode d'organisation des marchés le plus élaboré s'appuie sur un comité composé d'un président (*duani),* d'un secrétaire, d'un vice-secrétaire, d'un trésorier et de trois à huit membres représentatifs des commerçants, par exemple des représentants de l'habillement, des émissaires des vivres, etc. Au total, les comités comptent entre cinq et douze membres. Étant donné qu'il n'y pas de régulation au niveau supra-villageois, chaque village est libre d'implanter un marché périodique et de l'administrer comme il le souhaite, la condition *sine qua non* étant de collecter les taxes pour le district. Il existe des ajustements locaux, le marché de Tandare dispose de deux comités, l'un s'occupe du secteur alimentaire, l'autre du domaine des marchandises manufacturées. Le comité est généralement élu par les acteurs commerçants du marché pour une durée variable de trois à cinq ans, cependant à Ibilio, il est élu par le

comité de développement du *ward* (*ward development committee*). Ses fonctions concernent les tâches basiques de gestion de l'espace, principalement l'entretien et le nettoyage. Le modèle de Kiwira offre des toilettes et dispose d'une zone de recyclage des déchets végétaux. D'une manière générale, et bien que chaque situation soit spécifique, la situation globale est au sous-équipement collectif.

Les comités assurent la fonction cruciale de collecte des taxes pour le compte du district. Ce rôle est capital car les marchés participent à la création de richesses en favorisant la rencontre de l'offre et la demande, de cette médiation, ils perçoivent des taxes sur les transactions et sur les installations de vente. Les taxes collectées sur les dispositifs de vente s'étalent de 100 Tsh pour les plus sommaires à 500 Tsh pour les tables couvertes, ces droits de place sont journaliers. Les revenus issus des exportations s'élèvent à 1000 Tsh par sac d'une centaine de kg, et de 100 Tsh par régime de plantain. Les marchés périodiques collectent pour l'administration les taxes perçues, qui reverse en retour 15% du montant au village et 5% au *ward*. Le pactole amassé relève plutôt de la portion congrue que de la manne agricole puisque, comme on le verra dans le chapitre 9, les sommes reversées permettent les dépenses de fonctionnement mais pas l'investissement.

Des lieux informels d'échange émergent aux abords d'axes de communication, ils relèvent de l'informalité bien que certains d'entre eux soient de véritables institutions comme Simambwe pour le chou, ou Ntokela pour la pomme de terre. Les marchés de bords de route ne disposent ni d'un cadre logistique ni d'un cadre de régulation locale. Ces dispositifs de vente sont de moindre importance au niveau des volumes, mais ils contribuent à l'accès au marché pour les acteurs locaux et ils participent aussi à l'identification d'un lieu à un produit. On les rencontre sur les axes les plus fréquentés, c'est-à-dire la route bitumée Mbeya-Malawi, mais ils s'implantent aussi ponctuellement, c'est-à-dire le jour du marché aux abords des pistes ralliant le *gulio*. Iwalanje est un terroir de carottes à proximité de Simambwe, ce dernier étant un haut lieu du chou, des installations sommaires de vente bordent la route, ces dispositifs informels tirent profit de l'axe routier tandis que leurs homologues reculés bénéficient de l'augmentation du trafic routier lié à un marché périodique. Des dizaines de personnes peuvent donc se regrouper localement et élaborer ce qui n'est pas un marché formel, mais ce qui constitue tout de même un lieu d'échange; cette ouverture se réalise sans comité de marché et sans paiement des taxes pour le district, compte tenu de l'envergure moindre des échanges.

L'impression générale que donnent les places marchandes montagnardes est fidèle à celle que présente l'agriculture, elles véhiculent une image de fort dynamisme, le changement d'échelle permet d'appréhender le marché au niveau du réseau montagnard.

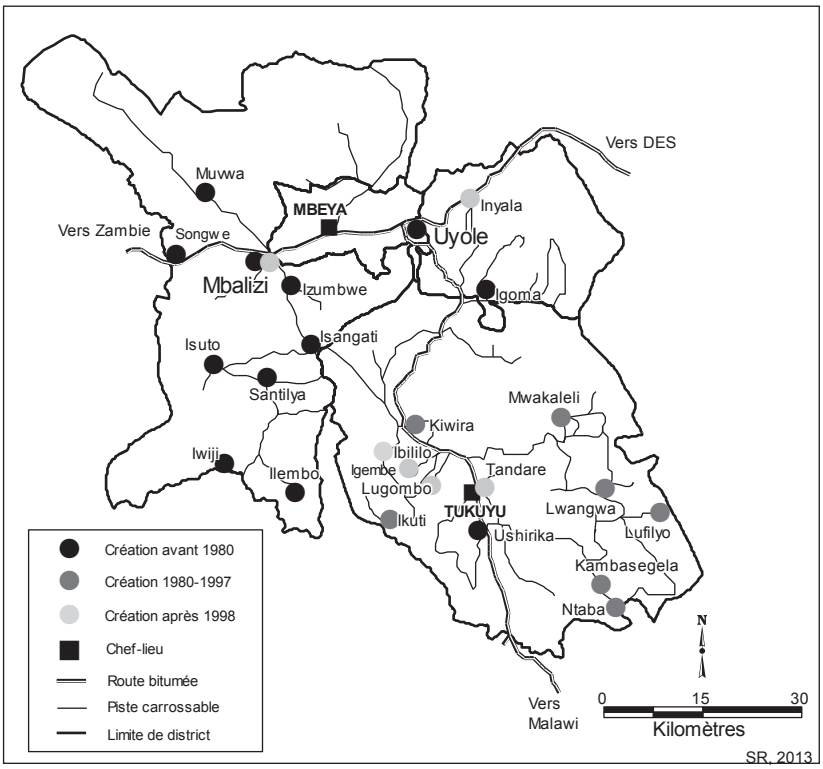
2.3- Densification du réseau des marchés

L'échelle montagnarde donne la possibilité d'analyser l'organisation des marchés à travers leur répartition spatio-temporelle. Le suffixe « –ation » signifie une action, c'est-à-dire une réalisation de quelque chose qui implique le mouvement et donc l'espace et le temps. L'occasion est trop belle pour ne pas citer Héraclite d'Ephèse qui dit cinq siècles av. J.-C. :[173] « on ne se baigne jamais deux fois dans la même eau du fleuve ». Le devenir permanent dans lequel s'inscrit le système montagnard implique l'évolution de son organisation, ce processus est pensé par le principe d'homéostasie, c'est-à-dire la capacité du système à maintenir ses grands équilibres, à changer tout en restant le même. L'adaptation d'éléments, tel le réseau des marchés périodiques, est une illustration de ce principe homéostatique. Cette partie examine l'évolution des marchés, puis leur fonctionnement hebdomadaire.

Evolution du semis des marchés périodiques

Le nombre des places marchandes est en constante augmentation, les implantations récentes soulignent l'effet structurant de la route. La zone d'étude regroupe 22 marchés périodiques, c'est-à-dire les lieux d'échange formels dont le volume des transactions et le nombre d'acteurs sont suffisamment importants pour que le district juge judicieux d'y percevoir des taxes ; ces lieux rassemblent plusieurs centaines à plusieurs milliers de personnes à chaque réunion. Ils sont situés dans des agglomérations urbaines ou suburbaines de plus de 2000 habitants, certaines d'entre eux deviennent des pôles secondaires de concentration des activités. Aujourd'hui, la création d'un marché émane de la volonté de la communauté locale, auparavant, l'administration intervenait, et parfois avec le soutien d'organisation étrangère. Par exemple, le marché de Santilya a été fondé en 1963, avec la participation d'une structure belge de coopération.

[173] C'est à dire avant d'illustres philosophes sur lesquels s'est bâtie l'histoire de la philosophie…



Carte 21. Périodes de création des marchés[174]

La carte de création des marchés fait apparaître trois ensembles : le premier concerne la zone écologique Umalila au sud du district de Mbeya rural, le second s'étend sur le Rungwe tandis que le troisième est situé au nord, le long de l'axe Dar es Salaam-Zambie. Les marchés les plus anciens se concentrent dans le district Meya Rural et dans la zone Umalila, ils datent d'avant les années 1980 et principalement de la décennie 1970. Dans le Rungwe, la majorité des *gulios* ont été réalisés à partir des années 1980. Tandare existe depuis 2001, il est localisé à la sortie de Tukuyu, aux portes d'un pays de cocagne, il connaît un développement très important malgré l'absence d'infrastructures. Logiquement, toutes les places marchandes sont connectées au réseau de transport. La construction de marchés est le résultat d'une volonté politique de régulation des échanges et en particulier de collecte des taxes. À Mbalizi, l'ancienne zone aménagée au début des années 1960 est engorgée face à la croissance des volumes. Un second lieu a été décidé dans les années 2000 pour décongestionner l'ancienne place et pour développer Mbalizi, tout en contrôlant les transactions. De la même manière, Inyala a été réhabilité en 2007 par la construction d'infrastructures modernes et par l'organisation formelle des échanges. Manifestement, cette configuration ne convient pas aux acteurs qui boudent Inyala au grand dam de ses administrateurs. Les six lieux d'échange

[174] Les cartes montrent les 22 marchés périodiques ainsi que Mbalizi et Uyole.

réalisés à partir de 1998 sont localisés à moins de 10 km de l'axe goudronné. La route a un effet structurant dans l'organisation du système de marchés puisqu'elle polarise les nouvelles implantations. Cette concentration est un indicateur de l'amplification des interactions entre la montagne et la ville, et de l'intégration des zones de production au marché.

La proximité entre les places récentes d'échanges n'est pas perçue comme une concurrence négative, mais comme un facteur favorisant l'attractivité indispensable à la survie des marchés et à celle de leurs zones de production. Les villages essayent de tirer profit de l'intensification des relations, en accédant au marché par la création d'un *gulio* destiné à satisfaire la demande urbaine. Ainsi, Lugombo a profité des flux engendrés par le marché d'Ikuti. De même, Ibililo tire profit de la très forte attractivité de Kiwira. Néanmoins, l'apparition de nouveaux marchés peut porter préjudice comme à Santilya. Des opérateurs locaux signalent que le nombre de clients a diminué du fait de la concurrence du *gulio* d'Ilembo, situé à environ 20 km plus au sud, dont le jour d'activité est vendredi, c'est-à-dire la veille de celui de Santilya. Les populations locales n'ont pas besoin de se rendre deux fois au marché d'autant plus que l'accessibilité est problématique dans cette zone. Aussi, ce « rival » n'est pas jeune car le marché a démarré en 1966 ; son ancienneté contraste avec le phénomène de concurrence récente signalé à Santilya. On peut se demander si une dynamique de relance des activités peut être en œuvre à Ilembo, comme cela a pu être observé à Inyala. L'augmentation du nombre de marchés illustre le dynamisme des échanges entre la montagne et l'extérieur.

Le nombre de jours d'activité est supérieur au nombre de marchés périodiques puisque certains d'entre eux opèrent deux fois au cours d'une semaine ; par ailleurs, il y a plus de jours de marchés dans le district du Rungwe que dans celui de Mbeya Rural. En effet, on compte 16 jours de marchés dans le Rungwe et 12 dans Mbeya Rural. La différence s'explique car il y a moins de places marchandes périodiques dans le district Mbeya Rural (10) et parceque seulement deux d'entre elles opèrent plus d'une fois par semaine. Dans le district du Rungwe, sur les 12 places marchandes, 4 d'entre elles se tiennent plus d'une fois par semaine. Les calendriers des jours de marché soulignent le rythme de l'intensité commerciale, la répartition temporelle des *gulio* n'est pas homogène. Dans le district de Mbeya Rural, il y a une concentration temporelle en fin de semaine, puisque 8 marchés sur 12 se tiennent entre le vendredi et le dimanche. Dans le Rungwe, la répartition est plus homogène, elle est toutefois caractérisée par un pic le lundi. Le choix des jours d'activités

confirme également une certaine complémentarité dans l'organisation du réseau des marchés dans les Uporoto Mountains, il y a une relative cohérence dans le choix du jour d'activité avec l'accessibilité du marché.

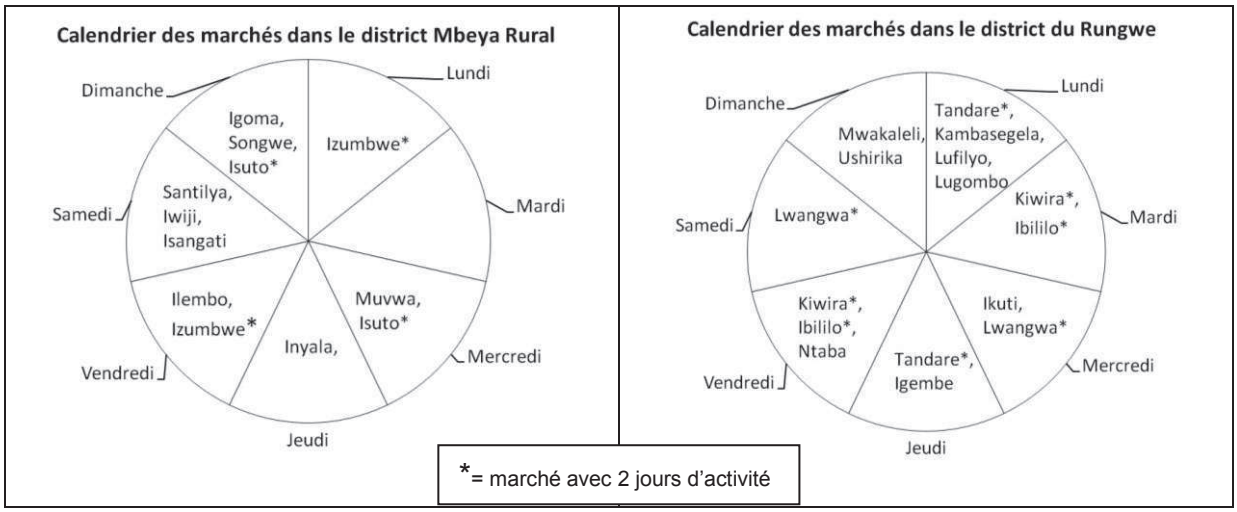


Schéma 11. Calendriers hebdomadaires des jours de marché pour le district Mbeya Rural et le district Rungwe

On observe une homogénéité des fréquences des marchés là où les routes ne sont pas asphaltées, comme dans la zone enclavée d'Umalila, et une plus grande variété dans le Rungwe traversé par le tarmac. Au sud de Mbeya rural, les marchés sont reliés par des routes non-goudronnées, ce qui complique les échanges surtout en période des pluies. Les *gulio* d'Isuto, d'Iwiji, de Santilya et d'Isangati se tiennent le dimanche pour les deux premiers villages et le samedi pour les deux autres. La collecte des produits vendus dans ces lieux à accès pénible est facilitée par la concentration des jours de vente puisque les camions peuvent faire une tournée des marchés voisins jusqu'à ce qu'ils soient pleins. L'objectif est d'optimiser l'attractivité des marchés isolés.

C'est la proximité avec Kiwira qui explique la fréquence du marché d'Ibilio implanté *a posteriori*. Les autorités locales ont calé les jours d'activité sur ceux de Kiwira : le mardi et le vendredi. Avant la création du *gulio* d'Ibililo en 1998, les paysans du village vendaient leurs produits et s'approvisionnaient à Kiwira, accessible via une piste d'environ 10 km. Les responsables locaux ont décidé d'exploiter le potentiel local et ont créé un marché. Le *gulio* transforme radicalement le paysage de ce petit village constitué de quelques dizaines d'habitations alignées sur une centaine de mètres le long de la piste. Un espace ouvert d'une superficie d'environ 2500m², entourant un vieil arbre à la jonction de deux autres pistes fait office de place du marché. Ce village est caractérisé par un contraste entre l'absence

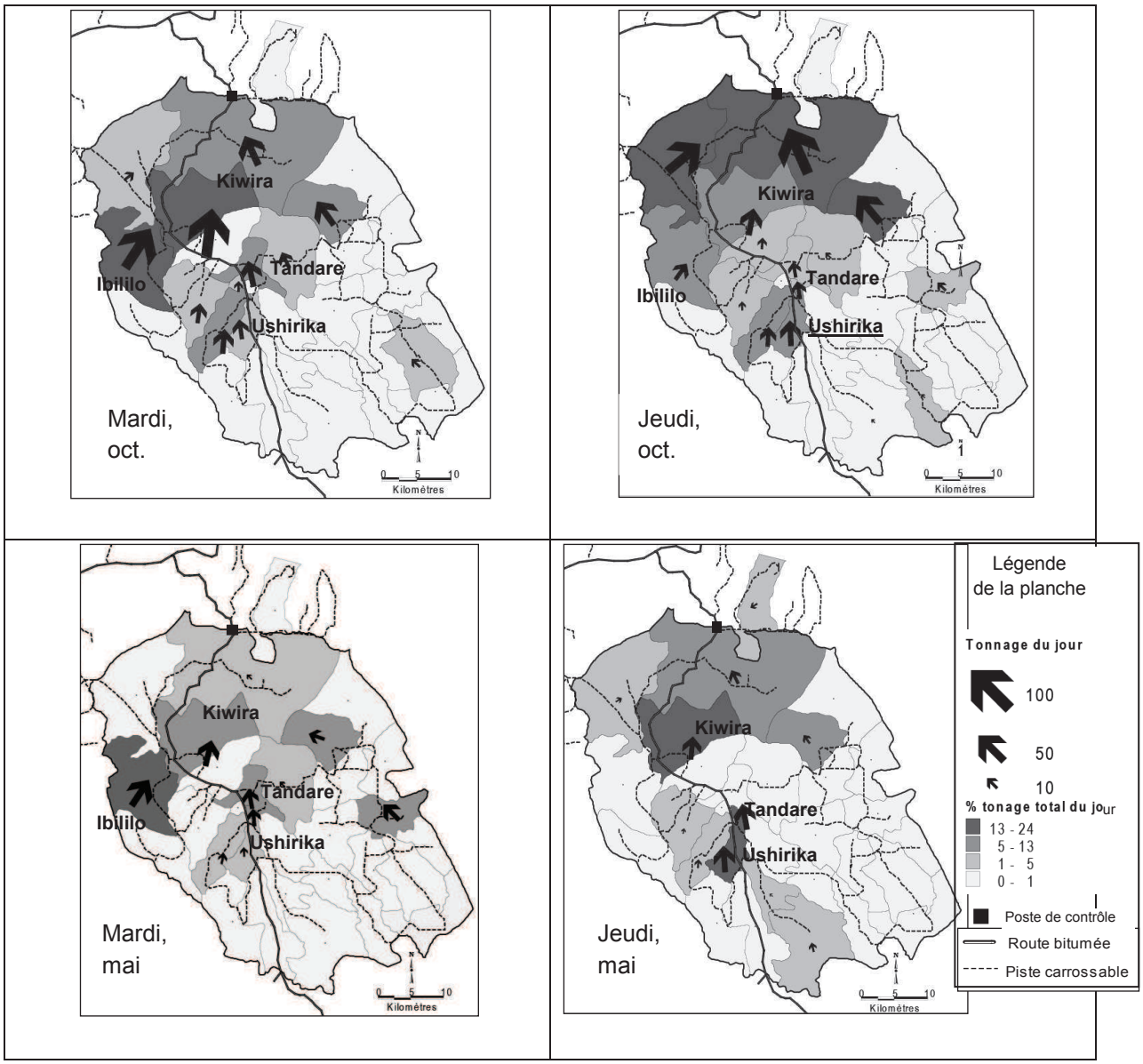
d'infrastructures et sa forte attractivité. Les commerçants et transporteurs viennent en nombre s'approvisionner en différentes variétés de bananes (*matoki, marindi, kambani*, *uganda*, etc.) dont certaines sont très prisées par des pays voisins. Les responsables locaux indiquent qu'il n'y a pas de compétition mais une complémentarité entre les marchés. Les paysans qui se déplacent le jour du marché peuvent profiter de l'augmentation du trafic pour écouler leur production soit à Ibililo, soit à Kiwira s'ils veulent augmenter le volant de négociation ou s'ils ont besoin de marchandises ou de services absents à Ibililo. Les acteurs exogènes qui viennent s'approvisionner en banane sont assurés de pouvoir trouver en quantité suffisante les denrées dont la collecte est facilitée dans l'espace et dans le temps. La concordance des fréquences de marchés apparaît alors profitable pour les acteurs de la chaîne. Les nouveaux marchés préfèrent s'implanter à proximité des axes et la localisation explique la fréquence des jours de marchés.

Au regard du réseau des villages, le réseau des marchés périodiques est peu dense. Le nombre de ces derniers est faible alors qu'on compte 42 villages de plus de 2000 habitants dans le district de Mbeya Rural et 51 dans le Rungwe. L'effectif limité des marchés périodiques est un atout pour les *gulio* existants puisque cela augmente leur intérêt. D'un point de vue commercial, pour favoriser l'attractivité, il est plus intéressant que les places marchandes soient concentrées et relativement importantes plutôt qu'elles soient nombreuses, dispersées et de faibles envergures.

Concentration spatio-temporelle des flux par les marchés périodiques

Les marchés exercent un effet paradoxal dans l'écoulement des flux agricoles, ils ont une action centripète et centrifuge, ils attirent les produits, principalement de l'arrière pays, et ils les éloignent par leur fonction d'expédition. Cette attraction-émission est visible si l'on cartographie les flux en comparant les jours où se tiennent les marchés majeurs et les jours de non activité. La planche suivante présente quatre cartes à deux périodes différentes, la basse saison et la haute saison, puis les mardis, jour de marché à Kiwira et Ibililo et les jeudis, jour de marché à Tandare. Le district est partagé en deux moitiés, les ensembles sont plus distincts en octobre. Le mois de mai est celui où les flux enregistrés sont les moins importants tandis que le mois d'octobre est celui où les volumes exportés sont les plus grands, ils sont émis par de nombreux lieux en particulier par les terres au nord du district, situées au dessus de 1700 m et spécialisées en pomme de terre. Cela introduit une forte nuance de la contribution des

marchés dans l'organisation des flux. En effet, les terroirs de la parmentière ne sont pas des territoires où siègent des marchés périodiques, pourtant, cette partie du district expédie parmi les volumes les plus importants. Les places marchandes ne sont donc pas la condition *sine qua non* pour la participation de terroirs aux échanges. Aussi, la carte du mardi au mois de mai montre un *ward* à l'est qui fait partie des trois principaux émetteurs du jour sans que s'y tienne un marché ce jour là, il s'agit de Lwangwa dont le marché se tient le samedi et le mercredi. Ces cartes montrent que les marchés n'ont pas l'exclusivité des flux. Cela est visible en haute saison, où des flux sont enregistrés les jours de non activité de marchés. De plus, on voit sur les cartes qu'Ushirika se passe de marché périodique pour émettre des flux de bananes, le *gulio* de ce haut lieu de la banane se tenant le dimanche. Il en est de même pour le *ward* Malindo, situé à l'ouest d'Ushirika, ce territoire ne dispose pas de marchés périodiques.



Carte 22. (Planche) Variations des flux les mardis et jeudis, mai et octobre.

Les mardis, les *gulio* de Kiwira et d'Ibililo concentrent les flux, que ce soit en saison haute ou en saison basse. Le mardi 19 octobre, Kiwira a exporté 131 tonnes et Ibililo près de 90 tonnes. Des flux sont aussi émis le jeudi en octobre car la demande en produit est très forte et les exportations ne suivent pas harmonieusement le rythme des marchés. Le mardi du mois de mai, la hiérarchie s'inverse, Ibililo a envoyé 46 tonnes contre 35 pour Kiwira, tandis qu'aucun flux n'est enregistré à Ibililo le jeudi. Le *gulio* rural semble avoir un rôle encore plus crucial dans l'accès au marché pour son arrière pays lors de la basse saison. La polarisation des flux par le marché à Tandare est aussi plus forte au mois de mai, quand la demande nationale en banane n'est pas orientée vers les Uoroto. En effet, les flux à Tandare sont d'une trentaine de tonnes le jour d'activité tandis qu'ils sont moitié moins les autres

jours. À la saison de forte demande, les différences de volumes entre les jours de marché et les autres jours s'atténuent. En calculant les flux émis les jours de marchés par rapport aux flux hebdomadaires totaux, on a une idée de la polarisation des flux par le marché. En forte saison, 63 % des flux hebdomadaires émis par le *ward* de Kiwira sont émis le jour du marché, ce taux atteint 79 % pour le *ward* d'Ibililo. La polarisation des flux par le marché situé hors du tarmac est plus importante que son homologue traversé par l'asphalte. Ces taux sont à nuancer, ils sont calculés à la forte saison, pendant laquelle les produits sont expédiés quotidiennement, les résultats en basse saison sont différents, le taux de polarisation du gulio de Kiwira chute tandis que celui d'Ibililo atteint presque les 100 %. Le marché périodique joue un rôle plus prépondérant en basse saison, où il peut devenir le moyen quasi-exclusif d'écouler des denrées.

Des entretiens menés avec plusieurs responsables locaux, ainsi que les observations permettent de construire le tableau de fréquentation de *gulio* par les camions.

Marché	**Nbr de camions, basse saison**	**Nbr de camions, haute saison**
Kiwira	10	20
Ibililo	4	7
Tandare	Abs. données	8
Santilya	Abs. données	7

Tableau 9. Nombre de camions par jour de marché

Ces valeurs sont les estimations d'acteurs locaux, elles indiquent le nombre de camions par *gulio* et les variations saisonnières. Kiwira est sans surprise le lieu où convergent le plus de camions. Les écarts entre les saisons s'expliquent par les types de produits et donc leur saisonnalité respective, et par la configuration temporelle de l'offre nationale, et donc de l'évolution du rapport entre l'offre et la demande. Ibililo est un pôle de la banane, elle est disponible toute l'année, d'autres cultures comme l'avocat ont une disponibilité saisonnière. Du mois de mai à décembre, environ 7 camions viennent chaque samedi à Santilya pour collecter les denrées, il y en a 3 pour le maïs, 3 pour la pomme de terre et un pour le haricot. Cependant, les marchés périodiques ne sont pas les moyens exclusifs d'accès au marché puisque des camions se déplacent pratiquement chaque jour dans les villages pour charger des denrées, à Santilya, trois camions collectent quotidiennement à la bonne saison les productions locales, un pour chaque culture. À Ibililo, la fréquentation quotidienne du village

est moindre, il n'y a que 2 camions par semaine qui viennent récolter les denrées hors des *gulio*. Il n'y a donc pas de d'adéquation entre la polarisation spatiale et temporelle et encore moins de modèle type de polarisation des flux par les marchés.

Le réseau des marchés dans les Uporoto s'étoffe et est caractérisé par le contraste des dynamiques, deux ensembles se dégagent, l'un situé à l'ouest de l'arête des Uporoto, l'autre dans le concave du croissant. La route apparaît comme un élément déterminant de la vitalité du réseau, elle polarise les créations de *gulio*. Par ailleurs, des flux sont indubitablement tributaires du marché local, mais tous n'en sont pas prisonniers, le gulio est plus un amplificateur des flux qu'un élément déterminant leur genèse.

Conclusion

La méthode du transect et l'analyse du réseau des marchés montagnards montre une mobilisation inégale des terroirs et des places marchandes dans l'organisation des échanges. Les changements d'échelle soulignent qu'il y a plus que la taille de la portion terrestre qui est modifiée quand on change les lunettes du géographe. Suivant le niveau d'analyse, des complémentarités, des logiques concurrentielles, des rentes différentielles apparaissent et différencient les territoires montagnards, certains étant caractérisés par des avantages comparatifs, d'autres restant à la marge des dynamiques d'ouverture. La route, et ce qu'elle induit, c'est-à-dire l'accessibilité au marché, apparaît comme un facteur structurant de terroirs et de marchés périodiques.

Les transects font ressortir les continuums paysagers, ils remettent en cause les conceptions cloisonnées de l'espace. La grande échelle révèle des particularités locales qui nuancent l'étagement : spécialisation de terroirs dans la parmentière sur le versant humide et hybridation continue au versant sec, les gradients prononcés ou atténués distinguent sans disjoindre les terroirs des Uporoto. La montagne est caractérisée par la concentration de gradients, ces derniers, loin d'exercer une pseudo tyrannie du milieu, sont mis à profit par les acteurs du système d'échange. À travers les transects, l'agriculture, prégnante dans les paysages variés, montre ses multiples visages. La spécialisation productive se développe aux altitudes tempérées et sur les versants tropicaux, la pomme de terre et la banane s'affirment en complémentarité avec le maïs et le haricot. Le versant du plateau Umalila, dans le convexe sec des Uporoto, montre une spécialisation moindre, induite par une accessibilité moins

favorable que dans le concave du croissant, traversé par la route bitumée. Cet axe exerce un effet de structuration des terroirs en favorisant la spécialisation dans la pomme de terre ou la banane.

Les marchés jouent différents rôles dans l'organisation des échanges, selon qu'ils sont des marchés de détail ou des marchés de gros. En ville, les places marchandes sont des marchés secondaires de détail, cependant, Uyole et Mbalizi dans une moindre mesure, assurent des fonctions de centre de collecte et de redistribution en parallèle des fonctions de détail. Les avantages comparatifs sont en faveur d'Uyole qui bénéficie d'un meilleur site et d'une meilleure situation, le pilier est de Mbeya est positionné sur un carrefour stratégique, il dispose d'un arrière pays plus vaste et plus productif et sa zone d'approvisionnement est plus étendue que celle de Mbalizi. Chacun à leur niveau, ces nœuds du réseau d'échange exercent un rôle structurant de leur localité jusque dans leurs aires d'approvisionnement. Les marchés périodiques sont les vitrines de leur arrière pays et ils agissent comme des interfaces entre le proche et le lointain. Ils sont marqués par l'aspect sommaire des équipements, leur paysage révèle un étagement fondé par les différentes installations de vente. Comme l'on observe des spécialisations de terroirs, on remarque une spécialisation de l'espace du marché en fonction des produits, de plus il existe une correspondance entre les produits et les types d'installation. La densification du réseau des marchés périodiques illustre l'intégration différentielle de lieux au marché, elle révèle le rôle de la route et des spécialisations productives de terroirs. La zone du Rungwe dispose d'un nombre plus grand de lieux d'échange et de jours d'activité que celle d'Umalila. La densification du réseau des marchés est un indicateur du changement du modèle agricole montagnard et de l'intégration du massif dans le système d'échange plus large. Les marchés exercent un effet centripète, en polarisant les marchandises et centrifuge en expédiant les marchandises, les circulations sont influencées par les saisons. La polarisation des flux par les marchés est plus forte pour les marchés situés hors du réseau routier principal, de plus elle augmente en basse saison. Cependant, s'ils jouent un rôle fort dans l'organisation des échanges, ils ne sont pas les lieux exclusifs des transactions.

Des portions montagnardes s'affirment dans les échanges là où d'autres s'intègrent moins aux espaces plus vastes, les logiques économiques orientent l'organisation du système des Uporoto, les nouvelles complémentarités mettent en avant des logiques externes de fonctionnement « de nouvelles complémentarités s'instaurent avec des villes et des espaces plus lointains, qui commandent de plus en plus les dynamiques des espaces montagnards »

(Sacareau, *op. cit.* : 222). La dimension économique transforme l'espace en territoire de production et agence les lieux selon des logiques de concurrence territoriale. Par conséquent, les sociétés s'articulent de manières contrastées au marché. Le chapitre suivant met en perspective les logiques marchandes d'ouverture et la cohésion du système montagnard.

Chapitre 8

INTEGRATION AU MARCHÉ DEFAILLANT ET MARCHANDISATION DES MOYENS DE PRODUCTION

Ce chapitre porte sur l'incorporation du système montagnard à l'environnement économique marchand, il met l'accent sur l'accès au marché, sur la marchandisation des moyens de production induite par cette orientation économique. Le modèle d'intégration en cours est fondé par l'émission de flux agricoles de la montagne vers les aires de consommation, aux premières desquelles figurent les grands centres urbains tanzaniens. L'intégration des Uporoto s'exprime par la relation ouverture-fermeture du système montagnard, elle permet l'appréhension de la cohésion de son unité. L'ouverture au marché se manifeste par des flux marchands organisés par des acteurs privés, elle est qualifiée d'intégration au marché. Dans cette configuration d'interdépendances entre les acteurs du système, les lieux montagnards participent de manière inégale aux échanges, l'intégration au marché n'est pas un phénomène qui se répande de façon homogène sur l'ensemble des Uporoto. L'intégration au marché et l'intégration territoriale rassemblent les interrelations suscitées, l'incorporation de la société paysanne au marché vise à maintenir la finalité du système, en dépit des bouleversements territoriaux subséquents. Pour comprendre le système montagnard, les chapitres précédents ont mis l'accent sur l'analyse des moteurs et des supports des flux, ce chapitre s'intéresse à l'accès au marché et les traductions sociales de l'ouverture du système montagnard. Il porte sur l'articulation entre l'intégration au marché de l'économie montagnarde, autrement dit de la paysannerie au capitalisme.

Dans un premier temps, les défaillances du marché des cultures alimentaires commerciales sont mises en exergue par les lacunes de l'accès au marché, par la forte volatilité des prix et par l'opacité de l'accès à l'information. Ensuite, la marchandisation des moyens de production, produite par des logiques marchandes est examinée, elle souligne comment l'ajustement contraint des systèmes de production illustre l'aliénation de fondements des avantages montagnards, mettant en péril la cohésion du système.

1. Un marché imparfait dont l'accès est incertain

Le système montagnard n'évolue pas en vase clos, bien au contraire, son économie extravertie l'arrime au système économique dérégulé dans un jeu concurrentiel animé par des territoires et des acteurs en interrelations. Le marché brille par ses défaillances, et pourtant, en dépit de ce caractère imparfait, les échanges sont réalisés. Cecilia Tacoli note que l'accès au marché est un enjeu crucial et cela particulièrement dans un contexte de retrait de l'État dans la production et la commercialisation. L'accès varie en fonction des choix, des opportunités et des capacités à accéder aux infrastructures physiques (disponibilité du réseau routier, coûts de transports abordables, équipements de stockage et de transformation), aux relations de marché et particulièrement les relations de pouvoir entre les différents acteurs (producteurs, commerçants et consommateurs), et à l'accès à l'information sur le fonctionnement du marché (Tacoli, 2002). Les conditions d'accès au marché ne sont loin d'être optimales, les capacités différentielles à parvenir au marché physique, à l'information et à ses règles révèlent des positions dominantes d'acteurs au sein du réseau d'échange.

1.1- Les voies fluctuantes de rencontre entre l'offre et la demande

Le secteur privé a la main mise sur les échanges des cultures alimentaires commerciales. La doctrine de l'économie libérale est que la main invisible du marché est censée ajuster les prix dans un cadre ou la concurrence est pure et parfaite, ainsi, l'allocation des ressources serait optimale. Cette hypothèse qui fonde universellement les politiques économiques (à quelques exceptions près) est une fois de plus non vérifiée par la réalité, et dans le cas présent, par les pratiques de l'économie montagnarde. Avant de se pencher sur les dimensions physiques de l'accès et sur la fragmentation du marché, ce point pose le cadre général des échanges.

La (dé)régulation des échanges : l'individualisation des transactions et l'isolement du paysan

L'État n'intervient pratiquement pas dans le marché des cultures alimentaires commerciales, il n'existe pas de comité de régulation des prix (*board)* pour les cultures alimentaires (*food crops)*. De toute manière, les comités existants n'ont qu'un rôle indicatif, ils proposent des prix qui ne correspondent pas aux prix réels. Ils « opèrent » pour les cultures

commerciales traditionnelles : café, pyrèthre, coton, cacao, thé, il y aurait un projet de création d'un *grain & mixed crop* (graines et cultures mixtes), indice de la prise en compte étatique de l'orientation commerciale des cultures alimentaires. Pourtant, le mouvement coopératif a été fort jusqu'au milieu des années 1970. Les *primary cooperative societies* étaient des organisations coopératives peu nombreuses mais avec beaucoup de membres, elles étaient donc puissantes. Ces organisations étaient proches des paysans qui y adhéraient en masse. Elles géraient de vastes zones et elles réalisaient donc des économies d'échelle. Par ailleurs, elles n'étaient pas organisées par type de culture, elles s'occupaient des cultures commerciales (café, coton tabac, pyrèthre) mais aussi des cultures alimentaires. Leur rôle était d'encadrer la production et la commercialisation des productions, elles garantissaient les prix d'achat au producteur. Bien qu'elles fussent proches du gouvernement, ce dernier les a dissoutes en 1976, pour des motifs politiques. L'activité agricole chuta, signe que l'interventionnisme de l'État était le garant de l'efficacité agro-commerciale. En 1981, de nouvelles coopératives furent élaborées, leurs dirigeants furent des hommes éloignés du terroir «*far from the grass roots* [175]», de la condition paysanne et de ses intérêts. Les scandales de corruption qui entachèrent le mouvement coopératif sonnèrent le glas de ces organisations dans lesquelles les paysans ne s'y retrouvaient pas.

Ce rappel historique est important pour comprendre la réticence actuelle des paysans à adhérer aux nouvelles formes d'organisations collectives, le sentiment de défiance est toujours vivace et freine le mouvement coopératif. Depuis 2005, le fond du président Jakaya Kikwete incite la création de coopératives agricoles sous la forme d'AMCOS (Agricultural Marketing Cooperative Society), la plupart des créations concernent les *cash crops* (café, cacao, etc.) cependant trois AMCOS en charge des *mixed crops* ont été montées en 2011, dans des districts extérieurs aux Uporoto, principalement pour le tournesol qui connaît un fort essor dans les basses terres de la région. Ce chiffre est donc très faible car il concerne toute la région Mbeya qui compte au total 151 AMCOS en 2011, contre 140 en 2008. L'intervention de l'État se produit au niveau des exportations, afin d'assurer la sécurité alimentaire de la population. Lors de la grave crise alimentaire kenyane de 2011, le gouvernement tanzanien a décidé de restreindre fortement les exportations de maïs dont le prix avait doublé, de plus,

[175] Expression utilisée par le responsable de l'IFAD à Mbeya. L'IFAD (International Found for Agricultural Development) est une organisation des Nations Unies. http://www.ifad.org/

certaines régions en Tanzanie étaient également sujettes à des pénuries[176]. L'intervention de l'État est donc épisodique, elle est due aux évènements alarmants et elle vise à contenir les éventuels problèmes liés à l'augmentation des prix aux consommateurs, urbains en particulier, ceux dont le mécontentement pourrait représenter une menace.

Cependant, deux dispositifs ont été mis en place, avec des succès inégaux. Le projet « Warehouse Receipt System » est un dispositif qui vise à stocker dans des entrepôts gérés par l'État les sacs de denrées, en l'occurrence de maïs pour les Uporoto, contre un reçu. Ce reçu permet l'accès au crédit dans les établissements bancaires partenaires. Ce dispositif a l'avantage de peser les sacs et de garantir un stockage dans de bonnes conditions, il est aussi censé limiter les ventes à des prix peu intéressants. Par ailleurs, il permet au gouvernement de constituer un stock de denrées. Malgré toute la bonne volonté affichée, la mise en place est encore très limitée, du moins dans les Uporoto. Un autre dispositif existe depuis 2008, il consiste en une subvention pour l'achat d'intrants. Le Voucher system est un programme national d'attribution de bons pendant trois ans aux « ménages les plus nécessiteux », il vise à assurer l'autosuffisance alimentaire des foyers les plus fragiles. Ces bons sont destinés à acheter des intrants pour la culture de maïs, pour une seule acre par bénéficiaire par an.

D'une manière générale, l'isolement des producteurs face aux autres acteurs du marché est aussi important que la non-intervention de l'État dans l'organisation des échanges, de la production à la commercialisation. L'organisation traditionnelle du travail était marquée par la mise en commun des moyens de production, cette culture de l'organisation commune a été pulvérisée par les logiques individualistes du modèle agricole des cultures alimentaires commerciales ; le paysan est enrôlé dans un système du chacun pour soi et du tous pour le marché. La culture du travail coopératif n'a pas été relayée par le système étatique qui a brillé par son inanité. Les transactions sont individualisées, cette configuration est avantageuse pour ceux qui détiennent l'information en particulier sur les prix, ce privilège est un pouvoir.

Les lacunes de l'accès au marché physique renforce les asymétries de pouvoir

Du point de vue des producteurs, l'enjeu de l'accès au marché est de pouvoir écouler les productions, du côté des commerçants, il est question d'être capable de s'assurer en

[176] Les pénuries étaient dues à deux années successives de mauvais récoltes et aussi par les problèmes de distribution et de stockage au niveau national. Voir l'article du Gardian en annexe. Les mauvaises récoltes sont la conséquence de deux années de retard des pluies qui tombèrent en quantités insuffisantes. L'agriculture tanzanienne est fortement soumise aux aléas climatiques.

quantité et en qualité les marchandises requises. L'organisation des marchés périodiques joue un rôle fort dans l'écoulement des flux, bien que ces dispositifs de marchés n'aient pas l'exclusivité des rencontres entre l'offre et la demande puisque des flux sont aussi émis hors des *gulio*. Ils permettent de faciliter la circulation des flux en polarisant de manière ponctuelle les acteurs, ils sont des hauts lieux des transactions, des interfaces où une large gamme d'acteurs se réunit. La configuration du réseau routier n'est pas en faveur de la fluidité des flux, la qualité médiocre des infrastructures de transports augmente les risques de pertes, en particulier pour les produits frais dont la périssabilité est rapide. Ces caractéristiques structurelles compliquent l'accès au marché et peuvent être des freins à l'intégration au marché.

Le manque d'accessibilité est une contrainte majeure pour la participation aux échanges, de plus elle permet de maintenir des prix bas lorsque le nombre de commerçants bravant les pistes (caillouteuses ou boueuses, suivant la saison), est limité, tandis que l'abondance de régimes va de pair avec l'impatiente des cultivateurs. La majorité des paysans n'ont pas d'autres accès au marché que le *gulio* local où la vente en bord de champ du fait de l'insuffisance de capitaux pour transporter les marchandises, par conséquent ils sont parfois contraints de vendre avec un pouvoir de négociation très limité. Les commerçants tirent avantage de ces problèmes d'accessibilité, puisque eux ont le capital suffisant pour acheter à vil prix, pour transporter et pour revendre dans des lieux où le prix de vente leur assure une marge bénéficiaire. On a vu, avec l'exemple du contingent de commerçantes en provenance de Mwanjelwa et se ravitaillant à Ibililo, que les marchands peuvent s'organiser collectivement, même si cela se fait à la dernière minute et devant le fait accompli. Cela est rare chez les producteurs, mais cela arrive, comme pour huit cultivateurs de Santilya, qui louent ensemble un camion au moment des récoltes, pour transporter environ 150 sacs jusqu'à Tunduma, à la frontière Zambienne.

Il a été montré dans le chapitre précédent que les marchés sont des centres majeurs de collecte et de redistribution mais qu'ils ne sont pas les points exclusifs d'approvisionnement, ainsi, des transactions ont lieu en bord de champ. Le choix des producteurs dépend de la balance entre les coûts de transport et les bénéfices liés à la vente dans un marché, ou à un grossiste en ville. Cependant, il n'y a pas toujours le choix du fait de l'absence de capitaux, le paysan est livré au bon vouloir de la demande, la vente en bord de champ est un choix par défaut et la manifestation de l'absence d'alternatives. Cependant, cette vision volontairement

partiale est nuancée par le fait que la vente en bord de champs n'est pas systématiquement moins profitable pour le paysan que s'il devait prendre en charge les coûts liés à la commercialisation dans un endroit éloigné. Chaque fonction commerciale induit un coût : le conditionnement, le chargement, le déchargement, le transport, le stockage, la prise de risque, l'information, la négociation, le paiement, tous ces postes sont tarifés. La vente en bord de champ n'implique pratiquement aucune dépense, mais la valeur ajoutée est la plus minime et le prix de vente par conséquent moins élevé. Le commerçant, sans être l'homme providentiel, demeure l'acteur clé qui assure la relation entre la production et le marché, entre le rural et l'urbain. Il est itinérant, il a une idée de la demande et des prix, il sait où trouver le filon, et le bon tant qu'à y être, il rode en quête de sources de profits. Fort heureusement, ce portrait n'est pas toujours fidèle à la réalité. L'acheteur peut être un individu en forte compétition avec ses pairs, à qui un donneur d'ordre a commandé les denrées rares en grandes quantités, alors que la nature se montre avare, puisque ce n'est pas la saison, du moins la bonne en ce qui concerne les récoltes. Cette compétition d'acheteurs peut changer le rapport de force, le paysan dispose d'un droit de regard accru sur la vente du fruit de son labeur. Ce retournement de situation n'est pas possible pour toutes les cultures, le facteur de périssabilité amoindrit les chances que ce scénario, pour une fois favorable au paysan, se produise. Ces évènements sont parfois contés au sujet des producteurs de denrées stockables telles le maïs et le haricot, et pour ceux la banane. Cependant, la plupart des cultivateurs qui ont récolté leurs graines s'aliènent, par la force des choses, de ce pouvoir en vendant tout ce qui est vendable pour satisfaire le besoin concret, et immédiat d'argent *cash*.

Fragmentation du marché articulé par de multiples chaînes aux formes fluctuantes

La nature ayant horreur du vide, le dévoué pragmatique et opportuniste secteur privé s'est emparé de l'entremise entre la production et la consommation. Il en résulte un marché fragmenté et opaque, loin de l'hypothèse traditionnelle de l'économie classique qui énonce que les marchés sont transparents et fluides. Le morcellement du marché se traduit par de multiples chaînes de commercialisation dont les formes fluctuent au gré du rapport entre l'offre et la demande et des modalités de leur rencontre. La fragmentation du marché n'implique pas une dilution du pouvoir, au contraire, cette organisation augmente sa concentration et la puissance d'intermédiaires.

Le réseau d'échange est caractérisé par l'instabilité de ses formes qui font écho aux instabilités et aux incertitudes du marché. Les chaînes qui configurent le réseau sont plus nombreuses que les types de productions agricoles commerciales, pour une même culture, plusieurs chaînes opèrent des flux. Ces traits sont observés ailleurs en Afrique « Markets in Africa are strongly fragmented. Food products are traded in small quantities, and there are many steps in the value chain to take the product from the producer to the consumer » (RTI, IRR, 2008 : 11). Le système montagnard est caractérisé par la coexistence de chaînes au nombre restreint d'étapes et d'autres marquées par un nombre élevé de stades de commercialisation, pour un même produit, et parfois au sein du même foyer. Un producteur de banane peut vendre sa production à un intermédiaire qui agit pour le compte d'un grossiste de Mbeya, ce dernier exporte à Dar es Salaam où le produit est (déjà) acheté par des grossistes, puis des intermédiaires mettent en relation ces grossistes avec des détaillants qui revendront enfin aux consommateurs urbains. Ce circuit est le cheminement classique de l'approvisionnement de Dar es Salaam. Le graphe suivant présente les principaux circuits empruntés par les cultures alimentaires commerciales, cette construction-sélection est une simplification qui vise cependant à rendre compte de la complexité des circuits. Elle distingue la montagne et le marché national et international. Le nombre d'acteurs et le nombre de flèches, dans une zone ou dans l'ensemble du réseau rend compte de la longueur d'un circuit. Globalement, le réseau présente un nombre important d'acteurs et de flèches, ce qui corrobore la fragmentation du marché.

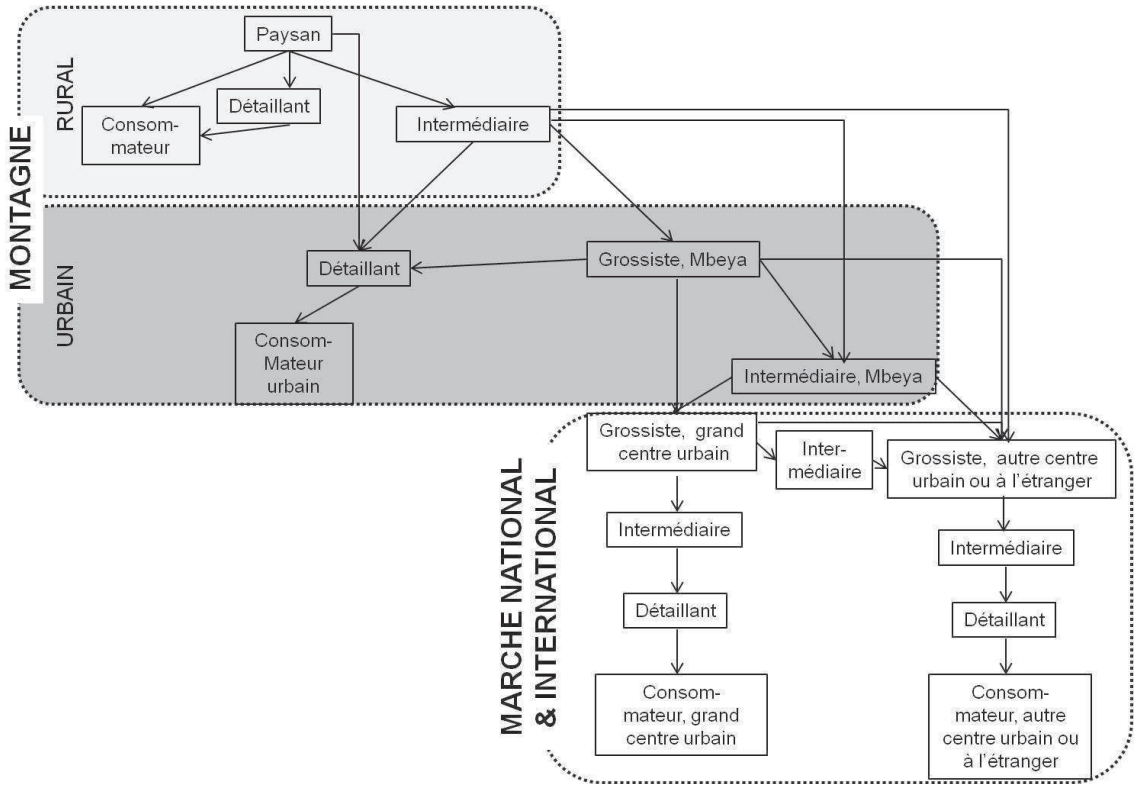


Schéma 12. Graphe du réseau d'échange

Cette représentation montre le nombre élevé d'acteurs entre la production et le consommateur final, elle permet de visualiser la fragmentation du marché et de différencier le type d'espace dans lequel interviennent les acteurs. Le morcellement est variable, suivant le circuit, entre le producteur et le consommateur, la marchandise passe directement ou elle peut transiter par six acteurs de l'échange. Les circuits courts dans la montagne concernent de faibles volumes, en rapport avec les quantités destinées au marché urbain national. Le marché principal des cultures commerciales est le marché national. Ce graphe n'est pas la représentation d'une filière ou d'une chaîne de valeur, d'autres acteurs tels les transporteurs, les chargeurs, etc. ponctionnent le bien. Mis à part le circuit court, les intermédiaires agissent à tous les niveaux du cheminement. Comme cela a été écrit dans les chapitres précédents, ce groupe d'acteurs présente des profils d'individu très variés, du collecteur qui négocie une demi-douzaine d'unités (par exemple des régimes de plantain) chaque semaine à l'intermédiaire d'Uyole qui expédie plusieurs centaines de sacs chaque jour. Le nombre de connexions indiquées par la quantité de flèches qui convergent ou qui partent d'un type d'acteur ainsi que la position dans le graphe, peuvent indiquer le pouvoir d'un type d'acteurs dans le réseau. Les grossistes de Mbeya et les intermédiaires de Mbeya, ainsi que les grossistes des grands centres urbains (en particulier de Dar es Salaam) semblent être à des

positions favorables, ils sont connectés à de nombreux partenaires et ils sont plus au moins au milieu des circuits.

La longueur du circuit peut aussi être influencée par le type de produits, les denrées fraîches ne peuvent pas être stockées longtemps puisque les infrastructures d'entreposage sont techniquement sommaires. Cet aspect logistique est un facteur qui agit sur la spéculation, cette dernière est plus importante pour les graines (maïs, blé, riz) que pour les vivres frais. Le point de départ du graphe est le paysan, ce dernier ne se cantonne pas à un circuit, bien au contraire, il adopte, avec plus ou moins de liberté de choix le circuit que son capital (entre autres) lui permet. Au sein d'un même foyer, pour la même culture, plusieurs itinéraires sont pris. Un jour le producteur peut vendre la banane en bord de plantation, si le prix annoncé est intéressant, le lendemain le paysan peut apporter lui-même ses régimes au marché périodique ou aller sur le *gulio* pour informer des commerçants de la disponibilité du fruit de son travail. Les choix du mode de commercialisation est réalisé en fonction du capital disponible, des coûts, des bénéfices escomptés, de l'état financier du ménage (c'est-à-dire de l'urgence en cash). Le réseau d'échange est flexible, incertain et presque imprédictible. Des variables, irrationnelles du point de vue de l'*homo oeconomicus* entrent aussi en jeu dans le processus de décision. En effet, aller au marché signifie aussi aller rencontrer des amis, échanger des informations et passer du bon temps ; par ailleurs, le marché et le village offrent des services et des biens non disponibles dans l'arrière pays.

Les fluctuations se rapportent aussi aux marchés périodiques, un marché est traversé par de multiples chaînes pour une même culture. Le marché de Kiwira est emblématique de la variété des circuits qui l'animent. Ce lieu est le siège de transactions directes entre un paysan et le consommateur final, entre un intermédiaire rural est un intermédiaire urbain, entre un commerçant local et un commerçant venu de loin. Les ménages et les marchés indiquent la pluralité des formes de chaînes de commercialisation qui fondent le réseau d'échange.

La saisonnalité est aussi un facteur qui affecte les formes des circulations dans le réseau d'échange. Par exemple l'approvisionnement urbain d'Uyole en tomate, du mois de mai à octobre, c'est-à-dire la saison sèche, est assuré par les livraisons des producteurs aux abords du marchés ou par leur prospection directe d'éventuels acheteurs dans le marché. Au contraire, du mois de novembre au mois d'avril, les commerçants d'Uyole sont en quête de la *Solanum lycopersicum,* la rareté du fruit rouge pousse les commerçantes dans l'arrière pays inversant la forme du circuit.

Les fluctuations de formes des circuits font écho à la multiplicité des possibles, autrement dit à la complexité du réseau d'écoulement des productions montagnardes. Les variations s'expliquent par les stratégies plus ou moins contraintes, par la saisonnalité culturale et celle du jeu aléatoire de l'offre et de la demande, par le caractère incertain de l'activité agricole, ces traits mettent en avant l'incertitude structurelle à ce marché dérégulé. La fragmentation inégale et variable, ainsi que les fluctuations de formes, divergent avec une image d'équilibre stable de marché dans lequel on connaîtrait le nombre et le type de participants. Tout cet imbroglio organisationnel brouille les règles de fonctionnement du marché. Les conditions de concurrence pure et parfaite sont loin d'être réunies et pourtant c'est d'après les fondements jamais démontrés et toujours défendus par les tenants du pouvoir que les règles du jeu sont fixées. La problématique des prix de produits non-standardisés illustre la spécificité imparfaite du marché.

1.2- Les variations erratiques des prix

Le fonctionnement du système d'échange n'est pas guidé par le prix, cet indicateur n'ajuste pas l'offre et la demande, il traduit plutôt la concurrence imparfaite d'un marché fragmenté où l'abondance des flux de produits tranche avec le grippage volontaire de la circulation de l'information sur les prix. Les prix sont manipulés par des intervenants, au premier desquels les grossistes et courtiers. Le prix est le reflet de la structure du marché national, il n'est pas la variable structurante entre l'offre et la demande. Son mode de fixation souligne l'opacité du marché et il est le produit de rapport asymétrique entre les acteurs. Aussi, la valeur des produits change fortement suivant les lieux et les périodes considérées.

L'espace comme facteur de variation des prix

L'emplacement du lieu de transaction est un important facteur qui impacte les prix. D'une manière générale, dans la chaîne commerciale, les prix augmentent selon que l'on s'éloigne de la production. Ce truisme introduit néanmoins la question de la distance. Elle peut être appréhendée en matière de distance physique, mesurée en unités métriques, auquel cas elle engage les modalités physiques d'accès au marché. Elle peut aussi être saisie comme le nombre d'étapes dans la chaîne de commercialisation, c'est-à-dire la distance topologique qui sépare la position relative des acteurs. Le prix est alors le produit de la distance métrique et de la distance relative.

Aux premières étapes de la chaîne, l'accessibilité physique fixe pour une grande partie le rapport entre l'offre et la demande. Dans des villages où l'accessibilité est compliquée par la distance et le réseau routier médiocre, la demande peut être amoindrie du fait des coûts et des difficultés de transport. L'isolement maintient des prix d'achat bas. À la même période, les prix d'un sac de pomme de terre de variété Alika varient entre 15 000 à 18 000 Tsh à Mwakaleli, situé à 30 km de l'asphalte, tandis que les mêmes unités se vendent entre 22 000 et 23 000 Tsh à Ntokela, situé sur le tarmac. Les zones enclavées sont moins attractives à cause des contraintes d'accessibilité, le rapport entre l'offre et la demande est plus profitable à la seconde, c'est-à-dire aux commerçants. Par ailleurs, dans les villages facilement accessibles, le nombre d'acheteurs est plus important, ils sont en compétition pour l'acquisition des marchandises, en conséquence les prix aux producteurs sont moins désavantageux que ceux qu'obtiennent leurs homologues isolés. La localisation intervient encore plus fortement dans la détermination des prix pour les producteurs qui n'ont pas les moyens, ni d'altérnatives pour accéder au marché autrement. Cette incapacité structurelle contraint la mobilité des acteurs dans ce marché imparfait.

Dans le réseau d'échange, sans surprise, plus on s'éloigne de la production, plus les prix augmentent, les prix les plus bas se rencontrent dans les campagnes et les tarifs les plus élevés sont pratiqués dans les grandes villes. Par exemple, le sac d'une centaine de kilos de pomme de terre, acheté 15 000 Tsh à Mwakaleli, est revendu 80 000 Tsh à Dar es Salaam[177]. Localement, les profits sont moindres. À Ntokela, une dizaine des vendeuses de parmentières tiennent des ventes au détail en bord de route. Quand elles ne cultivent pas, elles passent leur journée à ce point de vente, elles proposent des seaux de pomme de terre d'environ 18 kgs aux voyageurs qui s'arrêtent. Au mois de juillet 2011, la situation du marché est plutôt favorable, la demande est forte par rapport à l'offre. Elles achètent dans les environs un sac d'une centaine de kilos à 22 000 Tsh, elles le détaillent en 7 seaux de 18 kgs[178], chaque unité est proposée à 3500 Tsh, elles réalisent un profit de 2500 Tsh par sac. Cette marge est faible surtout si on l'a met en perspective avec l'investissement en temps et en effort quotidien. Elles confessent que les prix varient localement en fonction des prix de Dar es Salaam « *massoko hia Dar es Salaam ndiyo yanapanga bei ya viazi katika soko la Ntokela* » : le

[177] Données collectées au mois de juillet 2011.

[178] Effectivement, 7 seaux que multiplie 18 kgs par seaux est égal à 126. Mais il est écrit « d'une centaine de kilos », on verra dans les paragraphes qui suivent les lacunes de standardisation des échanges, en particulier des mesures.

marché de Dar es Salaam contrôle les prix à Ntokela. Cette affirmation souligne qu'elles ont connaissance de l'assujettissement des prix locaux à ceux de la capitale économique.

En basse saison, les profits augmentent, cela est valable pour les achats en gros. Un sac d'avocats d'une centaine de kilos coûte 20 000 Tsh à la ferme et sera revendu 50 000 à 60 000 Tsh à Mbeya, pour ensuite être écoulé à 80 000 Tsh à Iringa, distant de quelques 300 km à l'est de Mbeya. La basse saison est la plus profitable car l'offre est basse alors que la demande est forte. L'espace est une variable déterminante dans la fixation des prix, la dimension temporelle ne demeure pas en reste dans les mécanismes de prix.

Le temps comme facteur de variation des prix

La dimension temporelle intervient fortement dans les processus de fixation des prix, il y a d'importants écarts de prix entre la haute et la basse saison. L'échelle saisonnière est fondamentale, dans une moindre mesure, des temporalités plus courtes jouent aussi telle l'heure de la transaction. Le modèle agricole des Uporoto est fortement tributaire des conditions climatiques, les mauvaises récoltes (faible quantité, faible qualité) impactent l'offre et sa relation avec la demande. Pour un bassin de production, la haute saison correspond à la période durant laquelle cette zone est le principal fournisseur de denrées au marché national, et elle correspond à des périodes de récoltes. Par exemple, Mbeya est le principal bassin d'approvisionnement de Dar es Salaam en banane du mois de septembre à décembre. Les Uporoto se partage le duo de tête avec la région de Moshi pour le ravitaillement en pomme de terre de la capitale économique du mois de juillet au mois de décembre.

Pdt/mois	Jan.	Fev.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juilt	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
PdT	Njombe						Mbeya, Moshi					
Banane	*Abs.D.*	*Abs.D.*	Moshi				Morogoro		Mbeya			
						Kagera						

Tableau 10. Calendrier d'approvisionnement de Dar es Salaam en pomme de terre et en banane[179]

Les complémentarités des zones agro-écologiques à l'intérieur des bassins de production favorisent une durée plus longue des périodes fastes. La concentration en des territoires restreints de gradients est un avantage structurel des montagnes qui est mis à profit dans la concurrence qui se joue entre les différents territoires tanzaniens. Les complémentarités opèrent à l'échelle d'un massif, et à l'échelle du territoire national. Les différents rapports de l'offre et de la demande induisent des prix différents selon la saison. Le tableau suivant montre les variations saisonnières des prix de quatre types de bananes à Ibililo.

Types de bananes à Ibililo	Prix en basse saison (2010-2011), en Tsh	Prix en haute saison (2010-2011), en Tsh
Mzuzu	12000	3000
Uganda	8000	2000
Malindi	5000	500
Mchale	6000	3000

Tableau 11. Comparaison des prix de 4 variétés de bananes à Ibililo[180]

Les différences de prix sont très importantes, elles varient de 1 à 10 pour la variété Malindi. Les prix les plus bas se rencontrent quand les commerçants ne se bousculent pas à Ibililo, ceux qui osent la piste arrivent de Mbeya, tandis qu'en forte saison les commandes sont faites depuis la capitale économique tanzanienne, les acheteurs sont en compétition et les prix augmentent. Conformément aux marchés agricoles, les prix sont très volatiles. Le

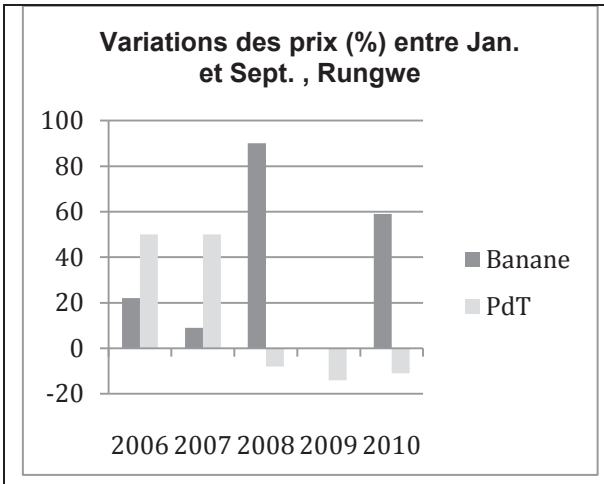
[179] Données issues des enquêtes menées aux marchés principaux de Dar es Salaam, qui assurent la collecte et la redistribution urbaine des vivres: Mabibo pour la pomme de terre et la banane, Tandika pour les graines. Abs. D. = Absence de données

[180] Source : interviews menées avec des commerçants et agents collecteurs à Ibililo.

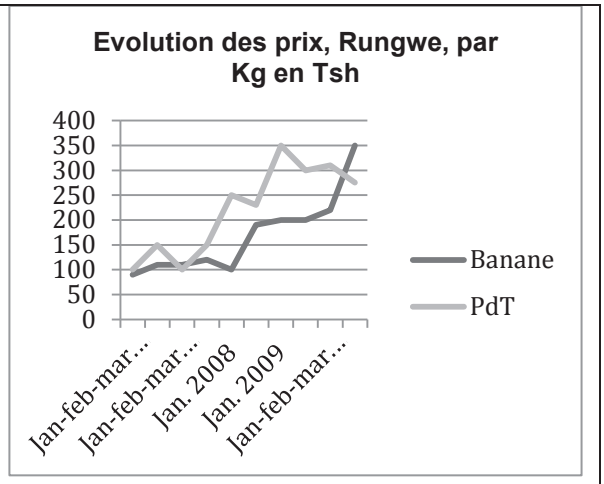
graphique 23 présente les variations des prix de la pomme de terre et de la banane, entre les mois de janvier et septembre, pour les années 2006 à 2010. La représentation montre que la variabilité des variations, autrement dit l'irrégularité des fluctuations pour une même culture, les prix augmentent, stagnent ou baissent, fortement ou pas. Aussi, les mouvements de prix n'ont pas les mêmes profils entre les deux principales cultures commerciales. La haute saison ne va pas main dans la main avec les prix élevés, bien au contraire, l'augmentation de l'offre se traduit par une baisse des prix d'autant plus forte si le marché de la capitale est saturé, cela est observé pour la pomme de terre, les prix à la forte saison sont inférieurs à ceux du début d'année depuis 2008. Pourtant, avant 2008, l'augmentation de la demande aboutissait à une hausse des prix, on peut interpréter le mouvement de prix d'avant 2008 par des récoltes insuffisantes pour satisfaire la demande. La modification de tendance à partir de 2008 peut être un indicateur de l'intégration de l'économie des Uporoto au marché, et de la concurrence nationale entre les bassins de production et en particulier celui de la région de Moshi. Les prix reflètent donc la structure du marché, plus que la valeur de la marchandise. L'évolution des prix de la pomme de terre sur la période 2006-2010 montre une augmentation continuelle, malgré un fléchissement depuis 2009, signe de l'instabilité du marché. Le graphique indique les variations saisonnières qui dessinent la courbe en dents de scie. Localement, des variations plus extrêmes sont mentionnées par les producteurs. Des cultivateurs à Simambwe indiquent qu'ils vendent un sac de pomme de terre entre 8000 et 35 000 Tsh, soit une variation de 1 à plus de 4. Le marché de la banane est plus tendu, l'augmentation de la demande à partir du mois de septembre provoque une hausse des prix, les taux de variations saisonnières sont positifs et très inégaux puisqu'en 2008 les prix ont augmenté de presque 90 % alors que l'année suivante ils n'ont pas bougé. La tendance interannuelle pointe une augmentation inégale mais continue. L'augmentation des prix est un phénomène global en Tanzanie, le taux annuel d'inflation est de 7,7% pour la période 2006-2010, il atteint 12,7 % en 2012[181] ! Il est notamment alimenté par le taux de croissance annuel qui est de 16 % pour la pomme de terre sur la période 2006-2010 et de 22 % pour la banane sur la période 2006 à 2009[182].

[181] Worldbank, 2013 et BAFD, OCDE, PNUD, OCEA, 2013. www.africaneconomicoutlook.org

[182] La période est plus courte pour la babance car le pic de 2010 fausse le chiffre, le taux de croissance annuel est de 33 % en prenant en compte la forte augmentation de 2010.



Graphique 23. Variation des prix de la banane et de la PdT, entre jan. et sept. dans le district Rungwe



Graphique 24. Evolution des prix de la banane et de la PdT dans le district Rungwe (2006-2010)[183]

La banane apparaît comme une culture moins incertaine et plus profitable que la pomme de terre, cette dernière étant fortement sujette aux aléas climatiques et aux caprices du marché. Elle a le monopole du ravitaillement de Dar es Salaam du mois de septembre à décembre alors que la parmentière de Mbeya, même en forte saison, se partage le marché oligopolistique avec Moshi. D'après les données sur les prix, ces situations de marché imparfait sont plus profitables pour les cultivateurs de bananes que pour ceux de pommes de terre. Cependant, ces considérations sont basées sur les prix relevés sur les marchés, les vivres ont souvent déjà transité par plusieurs intermédiaires.

Les tensions sur le marché peuvent avoir des effets considérables sur la fixation des prix. La crise alimentaire kenyane et celle qui balbutiât en Tanzanie se manifestèrent à Mbeya par une compétition importante entre les acheteurs du contingent considérable créé par l'occasion. Cette concurrence fit monter les prix du seau de 18 kg de maïs qui passa de 3500 Tsh à 7000 Tsh pendant le pic de la demande à l'été 2011. Les prix chutèrent à 5000 Tsh après que le gouvernement avait pratiquement interdit les exportations. Le nombre d'acheteurs et leur provenance, ainsi que le volume des produits représentés par des tas dans les marchés de collecte ou des camions dans les marchés de redistribution, sont des indicateurs visibles de l'état du marché, que ce soit à Kiwira, Ibililo, Uyole ou Mabibo. Ce

[183] Les données de ces deux graphiques proviennent de relevés officiels enregistrés dans les services du commerce du district.

dernier est la principale plateforme de collecte et de redistribution de denrées fraîches à Dar es Salaam, le prix d'un sac de parmentière est d'environ 35 000 Tsh si le nombre de camions en provenance des zones de production est d'une centaine, par contre le prix grimpe à 65 000 Tsh s'il n'y a qu'une dizaine de camions.

Comme dans la plupart des marchés du monde, les prix fluctuent au cours de la même journée, suivant l'état de l'offre et de la demande au moment de la transaction. D'une manière générale, les prix des denrées fraîches sont plus bas en fin de journée, la décroissance des tarifs accompagne le déclin du nombre de clients. Cette variation est plus intense pour les denrées qui ne peuvent être stockées et pour les vendeurs pour lesquels le marché périodique est la seule alternative de rencontrer la demande. Le temps, mobilisé à plusieurs échelles, est un élément fondamental pour appréhender les fluctuations des prix. D'autres facteurs comme la qualité du produit, les quantités achetées, l'état économique du foyer du vendeur, etc., entrent en jeu dans les modes de fixation des prix ; la plupart des enquêtés ne sont pas satisfaits pas les prix pratiqués qui ne leur permettent pas d'accéder à des alternatives économiques, ils parviennent tout juste à envoyer les enfants à l'école jusqu'au niveau secondaire, rarement plus, et ils réussissent à renouveler leur moyen de production. Les paysans, s'ils ne sont pas figurants, sont malheureusement des acteurs contraints voire piégés par le modèle économique dont ils ne contrôlent pas les règles.

1.3- L'opacité de l'accès à l'information

Les transactions sont marquées par un haut niveau d'informalité, elles révèlent les relations de pouvoir entre les acteurs du réseau d'échange, ces liens sont appréhendés à travers l'accès aux règles du jeu, à l'information et au crédit. Les relations de domination sous-tendues dans les négociations sont accentuées par la non-standardisation des produits, qui ouvre la voie vers les astuces et autres escroqueries au profit du plus fort. Dans le marché agricole dérégulé, les intermédiaires jouent une fois de plus un rôle clé dans l'accès à l'information.

Qui est ce « Mister Price » ?

D'après la multitude d'entretiens menés avec une grande variété d'acteurs du réseau, il semble qu'un mystérieux personnage, habitant à Dar es Salaam, est l'individu qui décide des prix, tout le monde s'accorde à dire qu'il est très puissant et également très versatile… Cette

image d'un personnage énigmatique tapi dans l'ombre, tirant les ficelles de l'organisation des échanges, illustre le fait que la détermination des cours du marché est très obscure. Les réformes économiques en matière d'agriculture ont conduit à la dérégulation du marché et à la consecration du secteur privé ; dans ce cadre là, les commerçants se trouvent en position de force face aux producteurs. 28 % des paysans confessent obtenir l'information sur les prix d'après le commerçant qui vient s'approvisionner directement sur le lieu d'exploitation. Bien qu'il ne faille pas se crisper à une vision prédatrice d'acteurs privés simplement dominants, on peut difficilement accepter qu'acheteurs et vendeurs partagent les mêmes intérêts lors de la fixation des prix. L'information est fournie directement pendant la transaction ou indirectement par d'autres producteurs qui ont déjà vendu leur récolte.

Sur les marchés périodiques, il n'y a pas de dispositif officiel de diffusion de l'information, la moitié des paysans enquêtés déclarent découvrir l'information sur les prix en arrivant sur le marché ; le nombre de camions présents signale l'état de la demande. Les téléphones portables sont des instruments redoutables pour obtenir des informations, mais seulement 10 % des producteurs rencontrés en possèdent un. Par ailleurs, encore faudrait-il que le réseau d'un opérateur téléphonique couvre les campagnes qui gagneraient aussi à disposer de l'électricité, puisque, 94 % des foyers ruraux utilisent la lampe à huile comme source principale d'éclairage et 4 % utilisent le bois pour faire jaillir la lumière[184], ce qui laisse peu de place à l'énergie électrique. De plus, avoir un téléphone ne signifie pas avoir le numéro de « Mister Price »… D'un autre côté, les commerçants sont rompus à l'usage du téléphone portable, qui est leur principal instrument de travail. Lors des entretiens menés avec des commerçants et des intermédiaires, certains enquêtés décrochèrent leur téléphone pour demander des prix à Dar es Salaam, ou dans l'arrière pays d'une denrée, l'information est donc immédiatement accessible à plusieurs niveaux de la chaîne, pour les acteurs positionnés à Mbeya ; le répertoire téléphonique est une ressource prisée. L'immédiateté et l'orientation en amont et en aval des sources d'informations tranchent fortement avec l'accès très limité qu'ont les producteurs au sujet des prix. Les prix sont « *market oriented* » (tournés vers le marché) suivant l'expression standard locale, aussi, la formule « *the market dictates the prices* » (le marché dicte les prix) est employée par des acteurs locaux. Les agents de l'État admettent que le marché n'est pas organisé et que l'État n'intervient pas dans la commercialisation. Les tentatives de relevés et de diffusion de l'information ne rencontrent

[184] URT, National Census, 2002. Ces valeurs sont les données pour la région Mbeya.

pas d'écho ni du côté des producteurs, ni de celui des commerçants. Les comités de commercialisation des cultures commerciales traditionnelles n'ont pas de pouvoir sur les prix, de plus la diffusion de l'information dans les journaux, à la radio ou à la TV n'apparaît pas comme le moyen optimal pour toucher la population rurale, et le dernier mais pas des moindres, les prix diffusés ne sont qu'indicatifs.

Connaître les prix augmente les capacités de négociation, cela est enjeu est fondamental dans le renforcement des positions de domination et dans la constitution du pouvoir. Le fameux « Mister Price », est la manifestation désincarnée de l'opacité des prix du marché, il est l'expression du signal « distordu », selon la terminologie économique, qui fait état de la demande à Dar es Salaam, dont la connaissance est détenue par les acteurs en position favorable, à savoir les grossistes et intermédiaires de la capitale économique et ceux de Mbeya.

L'informalité des contrats

Le commerce agricole est fortement caractérisé par l'informalité, les contrats sont oraux et ils reposent sur la confiance. Ces contrats sont des accords entre deux acteurs, par exemple un producteur et un commerçant, un intermédiaire et un grossiste, l'objectif est d'assurer la fourniture des marchandises négociées. Ce phénomène de contrats informels est en augmentation rapide, de plus, il est récent ; à Simambwe, ce n'est que depuis le milieu des années 2000 que des marchands réalisent ces types de contrats avec les producteurs. Dans les Uporoto Highlands, des contrats à terme sont passés oralement entre des commerçants/agent et des paysans au sujet des pommes de terre et des choux. Les négociations sont menées avant les récoltes, et parfois même avant les semences, elles concernent la totalité de la récolte. Dans le but de garantir l'approvisionnement, le commerçant fournit une avance en *cash* pour faciliter l'achat d'intrants. Les prix ne sont pas fixés lors de cette transaction, ils le seront au moment de la récolte et de la transaction finale. D'autres accords sont établis à la saison du ramassage, les acheteurs sont en compétition pour trouver les marchandises, qui ont pu être commandées depuis Dar es Salaam. Les commerçants/agents procurent aux paysans les sacs et l'argent requis pour financer le paiement de la main d'œuvre nécessaire à la récolte. Le paiement n'est pas effectué en totalité lors du ramassage, le paysan reçoit son dû dès que l'agent aura été payé par son donneur d'ordre ou que le commerçant aura revendu la marchandise à un autre opérateur. Le crédit relève de la confiance entre les acteurs de l'échange, mais il révèle aussi la position de faiblesse des producteurs car le système

d'échange n'offre pas toujours des alternatives, et l'offre peut être à prendre ou à laisser, sans garantie aucune d'en rencontrer une autre plus favorable. Les paysans des Uporoto, comme nombre de leurs homologues africains, sont dans une position de dépendance. En effet, dès qu'ils s'accordent sur un contrat avec avance, les cultivateurs sont piégés, ils ne disposent plus d'autres options, ils ne peuvent plus profiter d'éventuelles meilleures opportunités. Le débouché étant limité à un acteur, le pouvoir de négociation est par conséquent très faible[185]. La plupart des contrats sont réalisés au détriment des producteurs, si d'apparence l'intérêt mutuel des contractants est le ciment de la transaction, le paysan est floué puisqu'il s'accorde sur un prix de vente avant la vente, en acceptant l'avance en argent, sans jamais connaître le prix réel du marché au moment de la vente effective. Dans ce modèle agro-économique dérégulé, ces types de contrats et de crédits sont un choix par défaut, faute de mieux. Ces contrats informels concernent également des transactions de volumes plus importants.

En dépit des montants considérables en tonnes et en argent, des commandes téléphoniques sont émises depuis les gros centres urbains, cela met en mouvement une vaste gamme d'acteurs du réseau. L'exemple suivant donne une image des contrats types passés par un donneur d'ordre d'une grande ville. M. D. est un commerçant qui vit à Dodoma, quelques 500 km au nord-est, il commerce la banane à Kiwira depuis 2006. Il s'approvisionne à chaque *gulio* mais lors de la forte saison, il fait le voyage trois fois par semaine. Il achète 600 régimes de bananes (environ une douzaine de tonnes) à chaque achat. Il fournit régulièrement le même grossiste à Dodoma, sans qu'il y ait un contrat formel écrit. Une commande habituelle concerne une variété, une quantité, un délai et un prix d'achat. Par exemple, son client lui a commandé le dimanche précédent, (soit deux jours avant l'entretien mené sur et le jour du marché), 600 régimes de banane de la variété Uganda à livrer pour le mercredi, c'est-à-dire quatre jours après l'ordre. Aussitôt, M. D. a décroché son téléphone et a contacté les agents de Kiwira avec qui il a l'habitude de travailler, leur demandant de livrer les quantités le mardi, jour du marché. Au moment de l'entretien, son camion était en train d'être chargé, il avait payé comptant ses agents qui eux avaient acheté à crédit auprès des producteurs. Lui sera payé à la livraison à Dodoma. Toutes ses transactions sont réalisées sans clauses de garanties ou d'assurance, ni de signatures. Tout repose sur l'oralité et sur l'intérêt commercial mutuel des acteurs, ceux-ci étant liés dans le cadre marchand. Le caractère informel n'empêche pas la

[185] Ces types de contrats sont répandus en Afrique, les producteurs de tabac du Malawi sont particulièrement lésés, après avoir reçu quelques miettes des agents des Philip Morris et consort pour acheter les engrais, ils produisent à vil prix le tabac en y laissant leur santé et celle de leur abondante main d'œuvre, constituée le plus souvent par leurs enfants, sans jamais connaître le prix de vente si ce n'est après les enchères nationales.

régularité car ces acteurs en réseau opèrent fréquemment ensemble sans que l'un soit lié à l'autre. Ce fonctionnement réussit bien, du moins il satisfait M. D., il peut arriver qu'un agent défaille, en apportant une livraison non conforme, dans ce cas là, il y a peu de chances qu'il soit à nouveau contacté, puisque ces agents sont très nombreux à Kiwira. D'autres transactions sont réalisées sans que les acteurs ne soient physiquement réunis. Des commerçants locaux sont contactés par téléphone par des grossistes qui passent une commande. Le négociant local prend en charge la collecte et l'acheminement, il donne les références du transporteur à son commanditaire qui le rétribuera après livraison. Le paiement est effectué par le système M-PESA, c'est un dispositif qui utilise les téléphones mobiles pour envoyer et déposer de l'argent. Ce système est très populaire, il a été lancé en 2007 au Kenya et un an plus tard en Tanzanie dans lequel il s'est très fortement développé. Ce système est adapté aux lacunes d'infrastructures bancaires, il représente une alternative pratique pour faciliter les flux d'argent sans qu'il y ait besoin d'un guichet bancaire[186]. L'informalité est basée sur la confiance et sur la poursuite des intérêts mutuels. Cela pourrait conforter la théorie économique classique, qui énonce que « si chacun poursuit son seul intérêt, l'échange est mutuellement avantageux pour toutes les parties » (Rist, 2010 : 95), à cela près que le marché agricole des Uporoto, et plus généralement des marchés dérégulés, est loin d'être transparent, que la mobilité des acteurs est inégale, que les alternatives sont en faibles quantités et que les transactions ont pour socle les inégalités en matière de capacité de choisir et d'agir.

Le manque d'accès au crédit

La capacité à obtenir du crédit concerne une faible proportion d'acteurs. Moins de 12 % de paysans déclarent avoir accès au crédit à travers une banque ou une structure de micro crédit comme un SACCOS (Saving And Credit Cooperation Structure). Ce sont des associations de microfinance basées sur un modèle participatif. Bien que la création de ces organismes soit encouragée par le gouvernement et qu'elles demeurent les principales structures de microfinance, l'adhésion de la population reste faible. Il a été fait mention de la défiance des paysans face aux mouvements coopératifs, on retrouve ce sentiment avec ces structures. De plus pour épargner, il faut avoir de l'argent dédié à cela, ce qui est une

[186] Voir Morawczynski, Olga; Pickens, Mark (2009). *Poor People Using Mobile Financial Services : Observations on Customer Usage and Impact from M-PESA*. World Bank, Washington, DC. **http://hdl.handle.net/10986/9492**

éventualité incertaine. En 2011, dans les trois districts de la zone d'étude, d'après les données du service régional des coopératives, seulement 31 319 membres étaient enregistrés dans une SACCOS, 12 168 à Mbeya Urban, 9536 dans Mbeya Rural et 9615 dans le Rungwe. L'adhésion demeure modique si on l'a rapporte avec la population totale de la zone d'étude qui est proche du million d'habitants. Le tableau pourrait apparaître trop sombre si la *succes story* du SACCOS de Simambwe n'était pas mentionnée. La SACCOS baptisé «Mkombozi » (rédempteur) a été crée en 1998 par une dizaine d'habitants, en 2011, l'association dénombre 499 membres et la contribution mensuelle moyenne est de 50 000 Tsh. En 2009, la structure a perçu plusieurs prêts bancaires à hauteur de 70 millions de Tsh et elle en attend près de 100 millions en 2011. Le SACCOS procure des prêts à 3 % à ses membres, alors que les banques classiques élaborent des prêts dont les taux d'intérêts dépassent les 10 % et parfois 15 %. Cette structure a été appuyée par des organismes extérieurs, les membres ont été formés et accompagnés, l'intérêt individuel a été conjugué avec l'intérêt mutuel. En dépit de cet exemple encourageant, 90 % des paysans n'ont pas accès à des prêts faute de capital disponible, de confiance et de formation.

Le manque de standardisation des marchandises

Le modèle agricole des Uporoto est marqué par l'absence de standardisation au niveau de la qualité, des mesures et du conditionnement, ces traits caractérisant les marchés des cultures alimentaires en Afrique (Van der Lann, 1999). La plupart du temps, pour les cultures périssables, la taille est gage de qualité, elle se réfère également à l'usage prévu, c'est-à-dire la façon de préparer ; la banane illustre cela. Sa qualité dépend de la dimension de la taille du régime et de l'épaisseur des doigts, ces critères étant en partie déterminés par la variété et son goût spécifique qui vont conditionner l'usage. La Malindi se marie mieux avec la viande grasse tandis que la Mchale ferme et goûteuse accompagne mieux les abats, la Bukoba est douce mais moins goûteuse.

Les mesures se réalisent en fonction des volumes. Un sac pèse entre 100 et 130 kg, en fonction du contenu et de la taille de l'excroissance cousue afin d'augmenter le contenant (cf. photo suivante), un seau (*debe*) contient entre 15 et 20 kg, un *sado* représente entre 1 et 2 kg, un *ndonya* contient 0,5 kg. Les tas de diverses tailles sont aussi des unités communes, jusqu'au Land Rover qui est une unité de mesure pour le chou. La photo ci-dessous a été prise sur le marché Tandare, la commerçante pose fièrement parmi les sacs d'avocats dont elle fait le commerce. Les deux sacs au premier plan constituent la même unité, pourtant, on distingue

que celui couché au sol est muni d'une excroissance en tissu qui permet d'augmenter son volume. Cette astuce qui consiste à augmenter le volume se nomme *lumbesa*, cette technique a été interdite en 2011, pour autant, les sacs dotés de leur appendice sont toujours communément utilisés.

Photo 15. Sac au volume agrandi lumbesa et sacs non-augmentés, marché Tandare

Des sacs standardisés et labélisés sont introduits, on note qu'ils ne se distinguent pas par le poids mais par le nombre de seaux qu'ils peuvent contenir, il existe les sacs *debe sita* (6 seaux, =/- 100 kg) et les *debe nane* (8 seaux (+/- 140 kg). L'absence d'usage de mesures standardisées est préjudiciable pour ceux qui sont déjà en situation de faiblesse dans la chaîne de domination[187]. De plus cela laisse la porte ouverte aux tricheries comme les seaux à double fond, dont la contenance est donc réduite.

[187] Les seules balances observées sont celles des jeunes qui offrent le service de prise de poids aux individus urbains, contre un léger montant. On les appelle les *machinga*, le mot a pour racine « *marching guys* » qui désigne les jeunes vendeurs ambulants.

- Seau de +/- 18 kg (*debe*) de pommes de terre en bord de route à Ntokela

-Tas de patates douces et de bananes, marché rural

-Seaux et tas de pommes de terre, marché rural, variété Alika

-Land Rover croulant sous le chou (photo BCM)

Photo 16. Variétés de conditionnement et d'unités de vente

Ces exemples visuels montrent la diversité des unités. Le manque de standardisation ne favorise pas la transparence des échanges et renforce les positions dominantes dans les chaînes.

Le réseau d'échange est caractérisé par la multiplicité des chaînes aux formes fluctuantes, la mobilité des acteurs est très inégale en fonction des acteurs, et les rapports de domination sont prononcés, la volatilité et l'opacité marquent les prix. Le mouvement induit par les flux tranche avec les positions invariables de nombre de paysans, au cœur du système et à la base des flux mais pourtant en marge des voies d'ascension sociale. En dépit de l'informalité des contrats et des défaillances de marché, la paysannerie s'intègre au marché capitalistique en organisant sa production autour de logiques marchandes de biens à valeurs commerciales.

2. Marchandisation des moyens de production au prix de l'intégration au marché

L'orientation marchande de l'organisation du travail, de l'accès aux intrants et du statut de la terre est un indicateur de l'intégration de l'économie rurale à l'économie de marché. L'articulation de la paysannerie montagnarde n'est pas nouvelle, ce qui est récent

c'est l'amplification des interdépendances entre les systèmes de production et le marché. L'organisation de la production a glissé de logiques sociales à des logiques marchandes. Le corpus des hypothèses s'intéresse aux modalités d'intégration, aux renforcements des liens et leurs traductions socio-spatiales. Il suppose que le système créé par ces interdépendances conduit à la marchandisation de la force de travail, des moyens techniques et de la terre, les points suivant examinent l'ajustement contraint des moyens de production par raport au marché.

2.1- La commercialisation de la main d'œuvre et des intrants

Le modèle agricole des Uporoto amène au développement d'un prolétariat rural, c'est-à-dire d'une classe sociale d'individus qui offrent leur force de travail contre rémunération en argent. Presque la moitié des paysans ont recours à de la main d'œuvre salariée (*vibarua*), conjointement ou pas avec la force de travail familiale. Le prolétariat rural a augmenté concomitamment avec le développement de la parmentière. Il est alimenté par l'immigration originaire des districts voisins, en premier lieu Makete, Ilenje, etc., et aussi en provenance d'autres régions où les salaires agricoles sont plus bas (par exemple Sumbawanga). Ces travailleurs ont nourri la réserve du prolétariat agricole et certains ont acheté des terres aux autorités locales. Ces individus peuvent être des paysans propriétaires qui emploient aussi temporairement une main d'œuvre salariée pour des tâches spécifiques. De là, émerge un paradoxe, le paysan des Uporoto est un propriétaire-prolétaire qui prolétarise, il est un individu traversé par des intérêts contradictoires, le modèle marchand le pousse à être employé un jour, employeur le lendemain. Ces contradictions fondent pourtant la cohésion du système d'échange puisque quel que soit le statut, la finalité est toujours de produire pour le marché. Le glissement a débuté avec l'introduction des variétés améliorées de pomme de terre dans les années 1980. Auparavant, la population cultivait des variétés locales, les paysans constituaient de petits groupes qui travaillaient ensemble la même parcelle, puis une autre parcelle le lendemain. Ils entretenaient les systèmes de terrasses et de haies qui maintiennent les pentes et contiennent l'érosion des sols. Cette organisation communautaire s'est diluée dans l'individualisme marchand imposé par le modèle économique dérégulé. Les mesures de libéralisation qui visaient l'augmentation de la compétitivité agricole, mettent finalement en péril les fondements de la fertilité des sols montagnards qui ne sont plus entretenus selon des principes dont l'efficacité a été éprouvée. Le statut traditionnel de la terre est évincé par la

dimension marchande, le sol devient un support de production indifférencié dans le cadre de logiques marchandes.

Les nouvelles parmentières nécessitent des engrais et des produits phytosanitaires nombreux et coûteux, financés (en principe) par les revenus issus de la vente de la récolte précédente. L'engrenage est simple et redoutablement efficace : les foyers doivent dégager des revenus pour financer la production et espérer des revenus. À Ntokela, les coûts pour cultiver une acre de pomme de terre sont :

- Main d'œuvre : 1 ouvrier pour nettoyer la parcelle (10 000 Tsh[188]), 2 ouvriers pour préparer les billons (60 000 Tsh), 5 ouvriers pour semer (20 000 Tsh), 2 ouvriers pour l'entretien (20 000 Tsh), 20 ouvriers pour la récolte en un jour (1500 Tsh/sac, 5 à 10 sacs par ouvrier, total 150 000 Tsh) = 210 000 Tsh.

- Location de la parcelle à Ntokela pour 4 mois, entre 70 000 et 100 000 en fonction de la distance avec la route bitumée, et de la fertilité présumée.

- Intrants : semences, engrais et pesticides : 700 000 à 1 000 000 Tsh.

  Coût total : environ 1 million à 1,2 million.

Le montant nécessaire pour produire la parmentière est très important, il ne peut pas être mobilisé par tous les cultivateurs bien que cette culture soit rémunératrice. Il existe un seuil à partir duquel le capital disponible dans le foyer ne permet pas la mise en valeur directe des terres disponibles. Des investisseurs disposent du capital nécessaire et ils contractent avec des paysans afin de produire la pomme de terre. Ils fournissent une avance permettant de financer les intrants en produits chimiques et en main d'œuvre après qu'un accord sur le prix de vente a été convenu. Le paysan devient ainsi employé sur sa propre terre qu'il met en valeur pour le compte d'un commanditaire, par ce type de contrat, le paysan se transforme en un propriétaire prolétarisé sur sa propre terre, dans un système agro-commercial distinctif et rémunérateur.

À Ntokela, une acre produit entre 90 et 100 sacs dont la vente rapporte généralement environ 1,6 à 1,8 millions de Tsh. Le bénéfice s'étale entre 400 000 et 800 000 Tsh par acre. Le gradient altitudinal conduit à des rendements différents entre Ntokela, situé à 1800 m et

[188] 10 000 Tsh = 4,64 euros ; 100 000 Tsh = 46,4 euros ; 1 000 000 Tsh = 464 euros

Simambwe quelques 450 m plus haut où une acre de parmentière donne 70 sacs, cependant, les coûts en intrants sont seulement de 500 000 Tsh. Les coûts engendrés par la culture de pomme de terre sont très élevés, c'est la culture qui mobilise le plus de capitaux. À Simambwe, une acre de chou nécessite un investissement de 200 000 Tsh, et rapporte entre 100 000 et 600 000 Tsh, les ventes à perte sont possibles pour cette culture orientée vers le marché local et régional. Le montant de la main d'œuvre est relativement faible, surtout si on le compare à celui des intrants. L'orientation commerciale de la production de ne traduit pas par des emplois de journaliers bien payés, le charge des intrants est un facteur qui limite une éventuelle augmentation des salaires. Le prix des intrants est révélateur des incertitudes du marché et de la volatilité des prix, en 2011, un sac de 50 kg d'engrais type (phosphate de diammonium) vaut entre 61 000 Tsh et 65 000 Tsh, alors qu'un an plus tôt, son prix s'élevait à 40 000 - 45 000 Tsh. Ces tarifs exorbitants freinent les clients, les ventes ont chuté en 2011[189]. Une limitation des usages des intrants provoque une baisse des rendements, que ce soit pour les cultures alimentaires commerciales ou pour les cultures de subsistance, aux premières desquelles trône le maïs, cela peut mettre en péril la sécurité alimentaire. Pour agir contre cette menace, l'État a mis en place, depuis 2008, le système de subvention Voucher qui participe à hauteur de 26 000 Tsh pour un sac d'engrais destiné à amender une acre de maïs. En 2010, 44 109 foyers précaires bénéficiaient de ce dispositif dans le district de Mbeya Rural, sur environ 65 000 foyers soit les deux tiers des ménages. Cette opération vise la sûreté alimentaire, elle rappelle le système de subvention de l'État démantelé dans les années 1980. Néanmoins, il n'y a pas de système coopératif encadré par l'État en ce qui concerne les cultures alimentaires commerciales. Malgré ce dispositif qui vise à aider la paysannerie à reproduire sa force de production, l'accès aux intrants est donc devenu de plus en plus cher et de plus en plus problématique, l'accès individuel aux intrants augmente les coûts (Sokoni, 2001). La libéralisation du marché qui devait rendre l'agriculture plus compétitive a eu l'effet inverse. Les coûts de production élevés et en particulier ceux des intrants chimiques ont limité l'intensification agricole (*Idem).* Des acteurs privés en nombre insuffisant alimentent les campagnes en engrais, cependant le manque de compétition ne conduit pas à des prix attractifs. De plus, il n'est pas rare que des fournisseurs peu scrupuleux fassent des combines rusées en mélangeant de véritables engrais avec des poudres secrètes dont l'augmentation du volume va de pair avec la baisse d'efficacité.

[189] Cette baisse s'explique aussi car il y a eu moins de pluies, les quantités nécessaires d'intrants chimiques sont plus restreintes.

Le développement du prolétariat rural, l'individualisation des transactions et l'isolement du paysan sont des ajustements à l'environnement économique, ces adaptations contraintes servent la finalité du système montagnard, ou plutôt sa fonction commerciale. Certes le paysan est tant bien que mal intégré au marché, l'économie montagnarde est de plus en plus interdépendante avec l'économie nationale, cependant, à y regarder de plus près, se pose la question de la durabilité du modèle des cultures alimentaires commerciales, et de l'intégration du paysan à autre chose que le marché. L'évolution du statut de la terre est un phénomène symptomatique de la profondeur et du caractère irréversible de la marchandisation du foncier.

2.2- Le foncier : une ressource en dernier ressort

Les modes d'acquisition du foncier restent principalement traditionnels. La terre s'obtient par héritage aussi bien pour les garçons que pour les filles tant pour les Nyakyusa que pour les Safwa. Au regard de la forte croissance de la population, la taille des surfaces cultivables par ménage a diminué pour atteindre aujourd'hui 2,27 acres, soit 0,9 hectare. La création de réserves forestières (Poroto Ridge Forest Reserves, Rungwe Forest Reserve, Livingstone Forest Reserve pour les plus vastes) a accentué la pression foncière par la réduction des superficies cultivables. Cela a déjà engendré des conflits parfois violents[190]. La parcellisation du patrimoine foncier a favorisé l'émigration de jeunes en particulier dans le district Rungwe fortement saturé. Dans la zone des Uporoto Highlands, la pression foncière se traduit par un épuisement des sols et par des phénomènes d'érosion dus à leur surexploitation et à l'abandon des techniques traditionnelles, en particulier la jachère et les terrasses (Sokoni, *op.cit.).* Il n'y a plus de réserves disponibles et la fertilité sur laquelle s'était appuyé le développement de ces terroirs est remise en cause. La surexploitation répond à la nécessité impérieuse de dégager du *cash*. Selon ce contexte, la terre est un moyen de production voire une marchandise dont la valeur a fortement accrue.

Les prix du foncier ont explosé en l'espace de quelques années : à Ibililo il y a dix ans une acre près du marché valait 500 000 Tsh (237 euros), aujourd'hui cette même acre vaut 3 millions de Tsh (1422 euros). L'effet « route » et le critère de proximité jouent à plein dans la fixation des prix du foncier. A Ntokela, le long de la seule route asphaltée qui traverse le massif, une acre est estimée à 2 millions de Tsh alors que dans la zone reculée d'Umalila, le

[190] Un ranger a été tué en 2009 aux alentours du village d'Igoma.

prix d'une acre ne dépasse pas 400 000 TSh. Cependant le volume des ventes de terres reste limité, il concerne surtout de petites parcelles qui sont vendues souvent à des membres du village ou originaires des alentours. Les entreprises de grande ampleur sont marginales. Un homme d'affaires sud-africain a acheté et loué des champs dans le Rungwe pour planter une variété améliorée d'avocats destinés à l'exportation. Quelques *business men* de Dar es Salaam construisent une maison dans le Rungwe et achètent ensuite plusieurs parcelles dispersées et de faibles dimensions (entre 1 et 4 acres) en s'appuyant sur un agent local. Ces investissements concernent les cultures pérennes comme la banane ou l'avocat tandis que les cultures rapides (pomme de terre, chou) ne mobilisent pas les investissements dans le foncier. Les investisseurs ne souhaitent pas supporter les risques plus élevés de ces cultures d'autant plus qu'elles reposent sur le bon vouloir du climat, certes d'habitude favorable mais potentiellement incertain. Quand ils investissent dans la terre, ce n'est qu'à court terme par le biais de location de parcelles.

Les baux s'étalent sur une saison de récolte et leurs prix diffèrent en fonction du lieu. Dans les zones « retirées » comme à Santilya, la location d'une acre pour une saison vaut entre 16000 et 25000 Tsh, le montant pour la même superficie à Ntokela peut dépasser 100000 Tsh. Ces deux villages jouissent de conditions agro-environnementales assez similaires et les cultures alimentaires commerciales plantées sont identiques. L'accessibilité au marché participe à la fixation des prix du foncier et des marchandises. Ce facteur intervient aussi dans la variété de la gamme des acteurs impliqués dans l'agriculture. La zone Umalila attire des acteurs de Mbalizi. Ils louent des parcelles pour remédier à l'indisponibilité de terres à Mbalizi. Ils plantent à la fois des cultures d'autoconsommation (maïs), du vivrier marchand (haricot) et des cultures commerciales (pomme de terre, chou et pyrèthre). Par contre les espaces de production à proximité de l'axe Mbeya-Malawi sont des lieux où s'exerce une forte confrontation entre les locaux et les *business men* en quête de marchandises. L'origine géographique de ces acteurs est plus variée, elle comprend des personnes de grands centres urbains tanzaniens comme Dar es Salaam, Dodoma, Iringa, etc., et évidemment Mbeya. Ces investisseurs sont en très forte compétition pour trouver des parcelles à louer en vue de produire de la pomme de terre. Ils s'appuient sur des superviseurs locaux en charge de trouver les superficies et de gérer la production et parfois même la commercialisation. Dans cette optique purement mercantile, le foncier est dépossédé de son statut patrimonial pour ne prendre l'aspect que d'un bien marchand, ou pour ainsi dire un patrimoine désincarné.

Dans les années 1970 l'État avait confié la gestion des terres vacantes aux communautés locales. De nos jours certains villages disposent encore de quelques réserves qu'ils mettent en location pour leurs habitants. Santilya possède une réserve de 300 acres dont la moitié est mise en valeur, tandis qu'Ibililo ne détient plus que 10 acres toutes mises en culture par le comité villageois. Les terrains ne sont pas titrés officiellement, le « savoir local » gère le foncier et les éventuels conflits. Cependant, les populations interrogées répondent systématiquement « oui » quand on les interroge sur la possession d'un titre foncier si elles s'étaient déclarées « propriétaires » au préalable. Ce « oui » peut exprimer une perception de la propriété mais il peut aussi traduire une certaine insécurité foncière vécue qui doit être balayée par une réponse affirmative à l'indiscret chercheur étranger *muzungu*. Les droits coutumiers reconnaissaient l'occupation comme déterminant de l'appropriation. Le *Village Land Act* et *le Land Act* de 1999 ont renforcé les rôles des conseils villageois et ont reconnu ces droits coutumiers. L'objectif affiché est de considérer légalement l'appropriation afin d'assurer la sécurité foncière pour ensuite développer l'agriculture et les investissements. Ces réformes signifient aussi que chaque propriétaire est libre de céder sa terre. Le village est censé empocher 10 % de la valeur de la transaction et peut en théorie s'opposer en cas de désaccord, ces derniers pouvant s'exprimer si les transactions sont de grandes ampleurs. Ainsi intégré dans l'économie monétaire, le patrimoine foncier est devenu un bien marchand légalisé. Certes il conserve ses dimensions « traditionnelles », mais elles deviennent de plus en plus symboliques et sont évincées par les valeurs marchandes, par la force des choses…

Les changements du statut de la terre s'effectuent corollairement à ceux des rapports de production qui articulent les relations sociales et économiques, entre les individus, et entre les individus et leur environnement global. Ces transformations soulignent les fortes liaisons entre l'échelle locale et l'échelle plus globale et entre la sphère sociale et la sphère économique. Le foncier revêt les traits d'une ressource marchande de dernier ressort quand il doit être cédé. Les paysans vendent une partie de leur patrimoine pour faire face à des difficultés de la vie, les plus fréquentes étant la maladie, la mort d'un membre de la famille, ou l'impossibilité de trouver d'autres sources de financement pour assumer les frais liés à la scolarisation des enfants. On conviendra que ces charges n'ont rien d'extravagantes, elles sont problématiques pour des ménages dont les revenus reposent sur l'agriculture, activité incertaine si ce n'est risquée du fait de la forte dépendance au climat. Une mauvaise année conjuguée avec une maladie dans le ménage peut suffire pour motiver la cession d'un lopin de terre ; l'épargne est très peu développée comme on l'a vu. L'absence de capital est la raison

principale de mise en location de champs. Nombre de paysans n'ont pas les moyens de mettre en valeur toute leur exploitation, ou tout simplement ils ne peuvent supporter que les coûts d'une seule culture, et dans ce cas ils choisissent de planter le maïs qui fournit le *ugali* consommé quasi quotidiennement. Il existe un effet de seuil à partir duquel la mise en valeur n'est plus possible. Conjointement à la rémunération liée à la fonction de production, la terre procure une rente par défaut dans les ménages ayant un capital insuffisant pour la mettre eux-mêmes en valeur, elle s'intègre alors dans les stratégies de pluri-ressources des ménages, faute de mieux.

La transformation de la terre en ressource marchande répond aussi aux besoins des acteurs désireux de mettre en production des champs qu'ils ne possèdent pas. Ces individus ont des capitaux très hétérogènes, cela va de l'urbain à faible capital qui souhaite louer à 20000 Tsh une acre pour une saison dans le rural afin d'avoir accès à un lopin de terre, aux *business men* cherchant à assurer leur approvisionnement pour le marché urbain. Dans le premier cas, la concurrence est relativement faible car le moindre capital disponible pour ces acteurs les oriente vers des secteurs éloignés où le foncier est peu cher, tandis qu'elle est très forte dans le second. Par exemple à Ntokela, les agents travaillant pour des donneurs d'ordre cherchent à louer une parcelle pour plusieurs saisons afin de cultiver la parmentière dont deux récoltes sont possibles chaque année. Dans les zones très convoitées, c'est-à-dire facilement accessibles, les locations se multiplient et s'enchaînent sur une même parcelle ce qui peut amener à des conflits. Ils ont lieu lorsque le locataire veut planter de la pomme de terre alors que le maïs n'aurait toujours pas été récolté par le locataire précédent ou le propriétaire, si le climat de cette année-là l'avait fait durer plus longtemps. Ces situations extrêmes de multi-locations sont fréquentes dans les hautes altitudes des Uporoto, terres d'élection du *solanum tuberosum*. Les transactions sont informelles et sont fondées sur la confiance. À travers ces locations diverses, la terre devient un moyen de production comme un autre. On comprend que ceux qui louent ont peu de scrupules à tirer le maximum possible d'un sol sollicité à l'extrême. Nombre de locataires ne louent pas les mêmes parcelles d'une année sur l'autre, les baux ne sont pas réguliers ni systématiquement renouvelés. La ressource foncière s'ancre aussi dans des stratégies multi-territoriales multi-scalaires.

En effet ce moyen de production entre dans les parcours de vie des urbains producteurs qui vont le temps d'une saison cultiver dans le rural, mais il entre aussi dans les logiques commerciales des hommes d'affaires lointains qui cherchent à maximiser leurs

profits dans des filières qui mettent en concurrence les divers territoires de production à l'échelle nationale et à l'échelle de la montagne. Les transformations agricoles ne peuvent s'analyser qu'à travers les interrelations entre le contexte spécifique de l'environnement social et les changements plus larges (Anderson, 1996). Dans le contexte de libéralisation économique et de filières dérégulées, la ressource foncière en tant que moyen de production arbore un caractère incertain, parfois éphémère et dont la « durabilité » n'est pas la priorité des nouveaux acteurs qui la mettent en valeur. Dans ce cadre là, truisme s'il en est, le problème fondamental est l'accès au capital et plus généralement aux ressources. Le libéralisme, la disponibilité d'un marché et des conditions environnementales favorables n'impliquent pas un enrichissement systématique de la paysannerie montagnarde qui reste cantonnée aux fonctions de production. Le processus d'accumulation demeure limité dans le rural, les producteurs ne capitalisent pas à hauteur de pouvoir s'occuper de la commercialisation et renforcer leurs capacités de négociation et de décision au sein des chaînes marchandes. Toutes les étapes de mise en vente sont accaparées par les acteurs privés qui prolifèrent et qui sont en concurrence. Dans ce marché dérégulé et en expansion il apparaît que les forces du marché orientent le développement agricole des Uporoto.

L'usage de la terre répond à des logiques d'intégration au marché dans le cadre de la transformation de la société paysanne. La carence de capital semble être le facteur essentiel de la mutation du statut du foncier. La terre devient la seule alternative, la variable d'ajustement dans des stratégies productives marchandes inhérentes à l'intégration de l'économie rurale dans le schéma global, pour ne pas dire le capitalisme. Le patrimoine foncier évolue en une ressource productive et marchande articulée aux autres moyens de production. Les modalités d'accès révèlent l'imbrication de l'échelle locale pour les producteurs locaux en quête de champs à cultiver et de l'échelle plus globale de mise en concurrence de terroirs productifs. Les interrelations entre ces acteurs d'origines variées et d'intérêts souvent contradictoires soulignent la complexité des interdépendances entre l'environnement socio-économique global et les contextes locaux. « Le marché (dans le sens de marché physique et d'opportunités de commercialisation) a emmené ces changements », disait M. J.M. élu du village d'Ibililo. Mais comme l'indique l'adage, quand on change, on sait ce que l'on perd mais on ne sait pas ce qu'on va avoir ; le modèle agricole des cultures commerciales est sous le règne de l'incertitude.

Comme le souligne Jean-Paul Minvielle, le marché des produits est articulé aux marchés de la terre et du travail (Minvielle, *In* Haubert, 1999), on pourrait ajouter que ces éléments en interactions dans le système d'échange montagnard créent des dépendances à travers les interdépendances qui les unissent, les animent et les transforment. De plus, le système est ouvert, les dynamiques organisatrices sont le produit des interactions entre le « dedans » et le « dehors » du système et des règles incertaines et fluctuantes du marché. Le jeu de l'offre et de la demande est animé par l'urbanisation qui produit le modèle agricole qui la produite.

Conclusion

Les modalités d'intégration de l'économie rurale au marché, via le modèle agricole des cultures alimentaires commerciales, renforcent les situations de dépendances entre les acteurs engagés dans le réseau d'échange. Le commerce des produits se réalise malgré les défaillances du marché, en outre, ces dernières accentuent les dissymétries de pouvoir aux dépens des paysans. Les conditions d'accès au marché sont marquées par les lacunes en matière de circulation des acteurs, des produits et de l'information. Les formes des chaînes de commercialisation fluctuent au gré des saisons, des rapports entre l'offre et la demande, des lieux de transaction, de la situation économique des acteurs, en somme de toute une série de facteurs qui rendent bien incertaine l'organisation des échanges, qualifiée d' « imbroglio organisationnel », en ce sens, cette confusion complexe relève d'incertitudes structurelles. Le marché est fragmenté, la constitution des prix est opaque, ces derniers reflètent sa structure à un moment donné, ils sont volatiles et manipulés par des acteurs clés, en premier lieu ceux situés à Dar es Salaam. Qui plus est, les transactions se rapportent à l'informalité, que ce soit pour de faibles montants et volumes ou des échanges importants, le système repose sur la « confiance » plus ou moins contrainte. La non-standardisation des marchandises est un facteur qui limite les capacités de négociation au détriment de ceux qui sont déjà en situation de faiblesse dans l'arène des affaires. Malgré le nombre important d'acteurs et de nœuds dans le réseau d'échange, le pouvoir se concentre dans les mains des acteurs qui disposent de l'information.

L'intégration de l'économie rurale au capitalisme induit un paradoxe à travers la marchandisation des moyens de production, le marché produit une classe de petits proprétaires prolétarisés, qui peuvent devenir selon la saison, ouvriers sur leur propre terre.

L'individualisation de l'accès à la main d'œuvre, aux intrants et à la terre, engendre de forts coûts pour les cultures alimentaires commerciales, cela crée un effet de seuil dans la capacité productive ; des paysans restent en marge de la production et disposent alors de leur force de travail et de leur terre comme source de revenus. La transformation du patrimoine foncier en un bien indifférencié de production met en péril son entretien et sa fertilité, cette marchandisation pose des limites au modèle d'intégration.

L'organisation du marché révèle la dépendance du système montagnard à son environnement, en d'autres termes, le fonctionnement du modèle agricole des Uporoto est l'illustration de la domination d'une périphérie par rapport à un centre. La cohésion de l'unité du système relève du maintien de la paysannerie dans une situation de dépendance vis-à-vis du marché qui, de manière cynique, peut être envisagée comme un ensemble de « complémentarités » du système d'échange. Il ne s'agit pas de faire de l'anticapitalisme primaire, et encore moins de louer une société traditionnelle fantasmée, mais l'orientation extravertie qui fonde le dynamisme des flux et l'intégration au marché n'est pas la panacée pour la multitude des paysans qui ne voient pas leur vie quotidienne s'améliorer. De cette impasse rurale, la ville et l'urbanisation des campagnes peuvent être un facteur d'élargissement des opportunités.

Chapitre 9

DENSIFICATION DES CENTRES URBAINS ET INTÉGRATION INÉGALE DES CAMPAGNES

Cet ultime chapitre s'intéresse à l'intégration territoriale à travers le prisme de l'urbanisation de la ville et du rural. Les recompositions territoriales de l'ouverture au marché agencent les lieux montagnards en fonction de logiques externes, il ne semble pas inopportun de vérifier si ces logiques externes œuvrent pour la cohésion interne de la montagne. Il a été écrit plus haut que pour qu'un système soit ouvert, c'est-à-dire qu'il puisse bénéficier d'*inputs* et qu'il puisse émettre des flux, il faut qu'il soit fermé pour assurer sa cohésion interne. Cette relation est qualifiée d'ouverture organisationnelle, elle boucle le système sans l'enfermer, elle articule le tout organisé d'éléments en interrelations[191]. C'est ce type d'ouverture qui assure le maintien du système qui n'est pas statique, au contraire, il est capable d'adaptation ; il reste le même tout en changeant (principe d'homéostasie), la cohérence, la finalité et l'identité du système restent les mêmes par rapport à l'environnement. La posture défendue dans cette thèse est une vision des objets compris comme des réalités en devenir permanent, la montagne est sans cesse construite, et/ou déconstruite, et/ou reconstruite par les dynamiques qui la traversent, fussent-elles complémentaires, contradictoires, intégratrices ou désintégratrices. La densification des centres urbains se réfère à l'augmentation de leur nombre, de leur forme et de leurs fonctions. Le dynamisme souligné par le développement du modèle agro-commercial est accompagné par une expansion de la ville et une concentration des investissements urbains dans la capitale régionale. L'urbanisation de la ville et de la campagne est un indicateur de l'intégration territoriale des Uporoto. Cette dernière repose sur le modèle extraverti de développement des cultures commerciales qui conduit à la spécialisation des zones de production et des marchés ; la densification du réseau des marchés souligne l'urbanisation de la montagne. Les flux produits par le système d'échange agencent des lieux qui les agencent, cette relation vise à faciliter l'écoulement des marchandises. Ces mouvements rythmés par les saisons et les jeux du marché participent au développement du réseau des marchés et de l'urbain, comme l'indiquait Paul Pélissier, les campagnes les plus

[191] Se reporter au chapitre 3.

connectées à la ville sont les plus urbanisées (Pélissier, 2000). L'objet de ce chapitre est de montrer comment le système montagnard s'urbanise et quelles fonctions urbaines s'affirment. Il s'agit également, à travers la boucle récursive, d'appréhender la relation configurant-configuré entre les flux agro-économiques et l'urbanisation, autrement dit, comment l'un et l'autre se co-construisent.

Le premier point est consacré à l'urbanisation de Mbeya qui souligne l'amplification de ses fonctions d'échange. Ensuite l'attention est portée sur l'urbanisation des campagnes résultant des logiques économiques et se traduisant par l'affirmation d'attributs logistiques et commerciaux, sans bouleverser la situation chronique de sous-équipement. Enfin, l'urbanisation des campagnes est mise en perspective au regard de l'intégration inégale du rural au marché et au territoire.

1- L'urbanisation de Mbeya

Les fonctions commerciales de Mbeya sont des éléments moteurs de son développement, elles datent de sa création, puisque la bourgade animait le commerce de sel dès le XXe siècle (Banyikwa, 2007), elle doit aussi son essor à sa localisation stratégique sur l'axe Afrique de l'Est – Afrique du Sud. La promotion de la ville dans la hiérarchie administrative tanzanienne est un autre facteur de développement, les subventions induites par les statuts de rangs supérieurs sont plus importantes. Ces atouts urbains ont favorisé une croissance démographique naturelle et nourrie de l'immigration, cette dernière participe pour environ un tiers de la croissance démographique (Comoro, 1988, Muzzini, Lindeboom, 2008). Comme nombre de grandes villes africaines, sa population a explosé pendant la décennie 1967-1978 où elle a été multipliée par six, elle atteint 385 219 habitants au recensement de 2012. Le taux de croissance annuel moyen de la population est de 3,7 % sur la décennie 2002-2012 (URT, 2012) ; la métropole régionale est la cinquième ville tanzanienne. En dépit de ce classement flatteur au palmarès des plus grandes villes tanzaniennes, la métropole pâtit de la faiblesse d'une économie formelle et des lacunes en matière d'infrastructures urbaines, elle correspond aux traits communs que relève Jean-Pierre Paulet « Les villes du « Sud » présentent les caractères suivants : l'importance de l'habitat précaire [ ] l'absence dramatique d'équipements élémentaires [ ] un chômage important » (Paulet, 2000 : 153). Saitel Kulaba écrivait en 1993 que « le développement potentiel de la ville [Mbeya] est freiné par des ressources, équipements et installations insuffisants (Stren, White *et al*., 1993 : 216). Pourtant,

malgré ces carences caractéristiques à nombre de villes dans les Afriques, Mbeya se développe rapidement et offre de nouveaux paysages révélateurs de l'évolution économique qui se traduit dans une urbanisation inégale. Le territoire de la capitale se partage en trois zones, le centre ville historique, la zone économique dynamique et les quartiers d'habitation qui couvrent la majeure partie de l'espace urbain. L'évolution de la métropole régionale montre une urbanisation à deux vitesses et un déplacement de son centre vers la Tanzam, l'axe Dar es Salaam-Zambie structure l'extension du bâti, il polarise les activités commerciales et les investissements « modernes ».

1.1- Le développement de Mbeya se traduit par une multiplication des visages urbains

La ville se transforme en offrant de nouvelles facettes tout en maintenant des permanences urbaines, l'urbanisation est un phénomène inégalement réparti qui abouti à la constitution d'une métropole aux multiples visages et à la composition de centralités mobiles.

La ville s'étend mais les formes de l'habitat principal persistent. La morphologie du bâti de l'habitat populaire majoritaire indique la persistance d'un équipement urbain précaire et le non-décollage économique des foyers urbains. La plupart des maisons sont des bâtiments de plein pied avec des murs en terre cuite (72 %)[192], un sol en ciment (69 %) et un toit en tôle (95 %). Les sources d'éclairage sont la lampe à huile (69 %) et l'électricité (29 %) ; 87 % des toilettes sont des latrines à fosse et 89 % de l'eau provient du réseau d'adduction[193]. Ces valeurs sont caractéristiques de l'urbanisation africaine quoique la source d'eau par le réseau soit élevée à Mbeya. La voirie est composée d'artères asphaltées dans le centre ancien, c'est-à-dire une partie peu étendue alors qu'ailleurs les quartiers d'habitation sont irrigués par des rues sans revêtement. L'augmentation de ces types de maisons conduit à l'extension horizontale des quartiers d'habitation qui constituent les trois quarts de la superficie urbaine[194].

Les bouleversements urbains sont les résultats d'un politique volontariste dans le centre ville et de l'encouragement au secteur privé dans le reste de la ville, l'objectif est le

[192] Les données sur l'équipement sont issues du recensement officiel de 2002, elles concernent le district Mbeya Urban, qui est composé de la métropole et de sa périphérie.

[193] D'après mes observations, ce résultat signifie que le réseau est largement disponible dans la ville mais pas systématiquement à l'intérieur des maisons.

[194] Voir carte 7.

développement vertical de la métropole. Le discours officiel promeut une image « moderne » de Mbeya, c'est-à-dire une ville qui doit passer du secteur primaire au secteur secondaire et tertiaire, d'une ville agricole à une ville industrielle et commerciale. La mise en place du statut de *city* en 2008 accélère la politique de rénovation urbaine à travers des plans d'urbanisme (*master plan*). Le premier date de 1985 et celui actuellement mis en œuvre date de 2003, lorsque Mbeya était une *municipality*. Ces projets visent à spécialiser les zones de la ville à travers leurs usages. Les *planed areas* concernent pour l'instant le centre ville, tandis que le secteur privé a en charge les autres secteurs, et notamment les plus dynamiques comme Mwanjelwa. Dans les aires planifiées, les autorités obligent les propriétaires à construire des immeubles à étages, s'ils ne peuvent pas, ce qui est fréquent, ils sont délogés et dédommagés grâce à des mesures de compensation (*disturbances allowances*) comprises dans la loi foncière de 1999 (*Land act*). Cela a un effet pervers visible à Sokomatola, dans cette zone planifiée, les habitants n'ont pas le droit de rénover leur maison afin de limiter les éventuelles futures compensations, cela aboutit à des quartiers où se côtoient des bâtisses décrépies et des buildings reluisants, cependant les immeubles sont encore en nombre très réduits alors que les édifices anciens meublent le paysage (voir planche-photo ci-dessous). Ce quartier est le premier visé par le projet, qui s'étendra ensuite à Mwanjelwa et à Soweto. En périphérie, les habitants ne sont plus autorisés à cultiver plusieurs parcelles agricoles et la mise en valeur doit seulement être vouée à l'autoconsommation. Cette mesure tendrait à détourner les actifs de l'agriculture vers le commerce, cependant, des responsables de la planification urbaine avouent que 80 % des habitants de Mbeya vivent toujours de l'agriculture. Comme toujours, ici et ailleurs, il existe des décalages entre les objectifs politiques et les pratiques réelles. Un projet de centre commercial cristallise la vocation souhaitée par la *city*. Le Mwanjelwa market est un investissement de 11 milliards de Tsh, il s'agit de la construction d'un marché couvert à étages inspiré des centres commerciaux du modèle occidental. La construction a débuté en 2009 et n'est pas achevée en 2013, l'ancienne place marchande aux infrastructures sommaires est encore le dispositif opérationnel de vente. Nonobstant les quelques actions publiques, le secteur privé se montre le plus dynamique, soulignant l'effervescence économique et transformant les paysages urbains.

Les investissements urbains mettent en évidence la fonction tertiaire et commerciale croissante de l'économie de Mbeya, les implantations sont réalisées le long de la route Dar es Salaam – Zambie, dans le quartier de Mwanjelwa, elles créent un secteur attractif qui polarise les activités au détriment du centre ville.

Quartier Sokomatola, les nouveaux immeubles à étages, avec murs en parpaing jouxtent les habitations traditionnelles en terre cuite et couvertes de toits en tôle. La rue est en terre et l'éclairage est électrique.

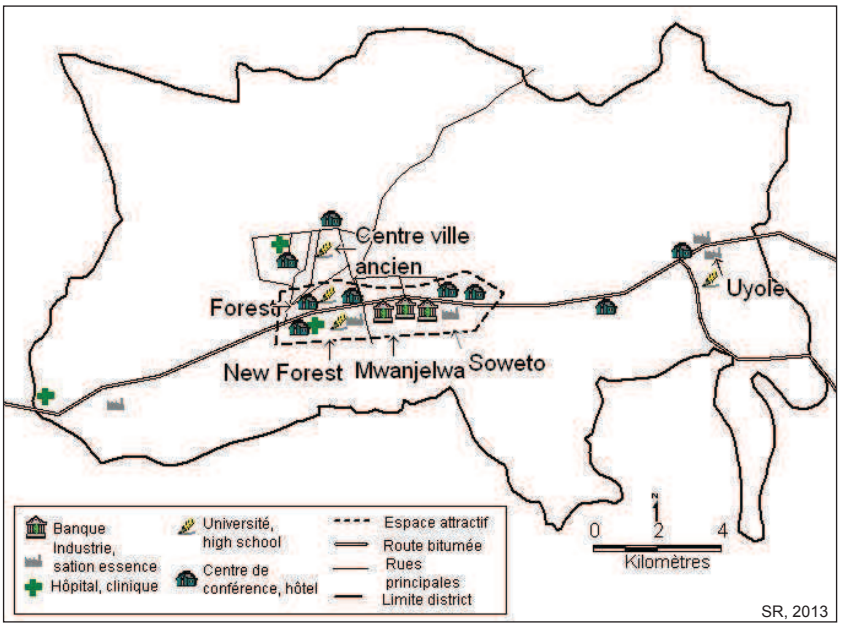
Nouvel hôtel flambant neuf, construit en 2010, proposant une centre de conférence

Quartier Mwanjelwa: édifice au bord de la Tanzam, ce bâtiment construit en 2009 abrite des banques et des assurances

Quartier New Forest: centre de conférence en cours de finition, situé le long de la Tanzam

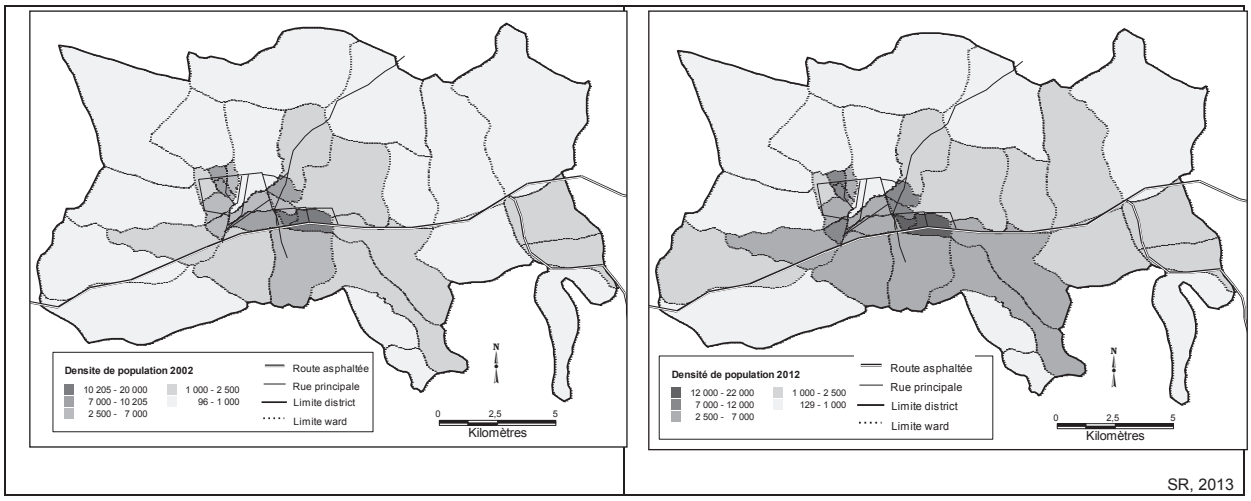
Photo 17. (Planche) Nouvelles constructions à Mbeya

Traditionnellement, ce secteur commercial est le plus dynamique, les nouvelles implantations créent un effet d'entrainement facilité par les autorités. Ces dernières aident les investisseurs à trouver des terrains dans cette zone, elles négocient avec les occupants le déménagement du terrain prisé par des financiers, ces derniers sont avant tout des nationaux. Le discours officiel explique que Mbeya n'est pas encore assez attractive car elle ressemble trop à une ville agricole, les projets en bord de route sont les bienvenus puisqu'ils se localisent dans la vitrine de la ville, le long de l'axe international, permettant de changer l'image de la métropole. La dimension tertiaire de Mbeya s'amplifie, une multitude d'hôtels, de centre de conférence sortent de terre, sans compter les universités, les *high school* privées, les hôpitaux et autres cliniques. La carte suivante montre les principaux investissements de 2008 à août 2011, elle fait ressortir l'espace attractif qui borde l'axe Dar es Salaam – Zambie, il est composé des quartiers Forest, New Forest, Mwanjelwa et Soweto. Uyole est aussi un secteur qui polarise des activités d'accueil des commerçants et de vie nocturne. L'effet polarisant de la route est manifeste et le dynamisme se diffuse le long de la Tanzam à partir de la zone traditionnellement effervescente. La liste des établissements n'est pas exhaustive, elle a été dressée en fonction des entretiens avec des autorités locales et d'après les observations. En moins de trois années, au moins une vingtaine d'implantations importantes et privées ont été établies à Mbeya dont plus de la moitié dans l'espace attractif.



Carte 23. Localisation des principales implantations économiques de 2009 à 2011

Les quartiers qui attirent les activités commerciales sont aussi des zones où la population se densifie. La comparaison des cartes de densité entre 2002 et 2012 met en évidence une densification autour et au sud de la Tanzam, le phénomène s'étend à partir de la bordure sud du centre ancien. Il est continuel puisque les zones qui étaient les plus densément peuplées en 2002 sont à peu près les même dix ans plus tard, elles sont passées à la classe supérieure d'une manière assez homogène.



Carte 24. Comparaison des densités du district Mbeya Urban entre 2002 et 2012

Le centre ville ancien s'est peu densifié puisque l'espace était déjà occupé par les administrations, des commerces et un bâti qui a peu évolué. Le secteur le plus densément peuplé correspond à Soweto et à Mwanjelwa, cette zone est aussi le centre commercial de Mbeya. Sur les cartes, l'effet de polarisation par la route est atténué car les densités sont calculées pour les *wards,* ces derniers s'étendent souvent à plus de 3 km de l'asphalte. La topographie contraint l'urbanisation au nord et au nord-ouest du centre ville traditionnel, la densification se réalise également là où les terres le permettent. Le sud-ouest est la zone industrielle Iyunga, là où se sont implantées les Tanzania Breweries, la densification n'a pas augmenté contrairement à l'est de la carte, en direction d'Uyole.

Le dynamisme de Mbeya n'est pas un fait exceptionnel, néanmoins l'intensité et la concentration des implantations est assez remarquable et semble conduire la métropole régionale à une organisation qui passe d'un modèle dual à un modèle fragmenté, le centre ville moribond et plus aisé contraste fortement avec les quartiers affairés, cependant que la majorité de l'espace est composé de quartiers d'habitats populaires en marge des investissements.

1.2- Les soutiens du développement urbain

Le développement de la capitale du sud-ouest tanzanien s'appuie en partie sur l'agriculture de son arrière pays qui bénéficie de l'urbanisation. La relation entre l'urbanisation et l'amplification du modèle agricole des Uporoto dépasse le simple cadre des rapports linéaires de cause à effet. L'agriculture nourrit l'urbanisation qui produit le développement de l'agriculture, la relation est récursive, le modèle agricole et l'urbanisation sont à la fois les causes et les effets de leur organisation. « Ville » et « campagne » sont distinguées mais ne sont pas disjointes. Autrement dit, point d'urbanisation sans agriculture et point de cultures commerciales sans urbanisation.

La contribution de l'agriculture au développement de Mbeya est un phénomène qui s'inscrit dans la durée et qui a contredit la théorie selon laquelle les forts taux d'urbanisation s'expliquent par des campagnes atones qui se videraient de leurs forces vives, « *the theory of the desolation of the countryside* » (Comoro, 1988 : 89). Christopher Comoro indiquait qu'au contraire, la croissance de Mbeya souligne la vitalité des campagnes environnantes qui fournissent des surplus agricoles conjointement à des cultures commerciales traditionnelles. L'arrière pays bénéficie de conditions naturelles favorables, il est un facteur ancien du développement de la ville qui lui doit en partie sa forte croissance. Les entretiens menés dans le cadre de cette thèse confirment et amplifient le facteur d'une agriculture locale florissante. En effet, les autorités de la planification urbaine, des banquiers, les responsables de l'agriculture, parlent aujourd'hui de « boom » agricole ou a minima de secteur agricole dynamique. L'agriculture génère des flux d'argent, le développement du secteur bancaire est compris comme un indicateur de la prospérité de la capitale. L'amplification du modèle agricole des cultures commerciales engendre de nouvelles opportunités. Il est connu, à Mbeya comme ailleurs, que « l'argent attire l'argent », cette expression est parfois employée par des agents de l'État et des acteurs privés. De plus, des acteurs profitent du modèle agricole en croissance et augmentent leur pouvoir d'achat, ce qui crée un marché et qui attire par conséquent des investisseurs. Ce mécanisme apparaît simpliste mais pourtant, d'après les entretiens et les observations, il est en œuvre à Mbeya comme dans les Uporoto. Cette vision consensuelle du développement du commerce agricole a été vérifiée par les indicateurs de l'évolution de la production et des flux, par la croissance du nombre de camions qui s'approvisionnent dans les marchés ruraux, par l'augmentation du nombre de camions envoyés par les grossistes et les intermédiaires, par la progression de l'effectif des

intermédiaires et par la densification du réseau de marché. Mbeya, en particulier à travers Uyole, situé dans le même district, est un nœud majeur du système d'échange, une plateforme de collecte et de redistribution des denrées produites dans l'arrière pays et exportées vers le reste de la Tanzanie et vers la sous-région.

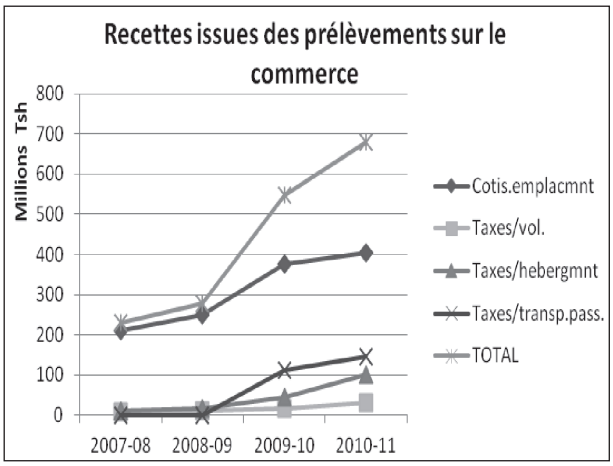
La quantification de la contribution de l'agriculture à l'économie locale ou régionale est difficile, les sources officielles[195] s'appuient sur les recensements qui indiquent le secteur d'activité des personnes, la littérature procède de la même manière. D'après le recensement de 2002, 44 % des actifs travaillent dans le secteur primaire, 7 % dans le secteur secondaire et 43 % dans le tertiaire[196]. Par définition, l'informalité est délicate à mesurer, elle représenterait les deux tiers (agriculture comprise) des activités[197]. L'économie de la capitale est fortement marquée par l'agriculture, par l'informalité reposant sur le petit commerce et par la faiblesse de l'industrie. Christopher Comoro affirmait il y a 25 ans que l'urbanisation était soutenue par le secteur informel articulé avec le formel (Comoro, *op.cit*.). On peut avancer, en fonction du discours consensuel des acteurs, des observations, des résultats et de ces chiffres, que le modèle agricole des Uporoto est un pilier du développement de Mbeya. L'environnement agricole avantageux de Mbeya a favorisé l'urbanisation de la ville depuis ses origines (*idem*), les tendances actuelles s'inscrivent alors dans la continuité d'un processus ancien.

Les revenus issus des activités urbaines formelles sont identifiables par les taxes et autres redevances perçues par la ville, elles indiquent le développement économique de la capitale. Le graphique ci-dessous représente les principales taxes issues des activités commerciales dans la capitale.

[195] Il s'agit des documents officiels présentant les circonscriptions administratives : Districts Profile de 2010 ,(Mbeya Urban, Mbeya Rural, Rungwe) Region Profile (1997 et 2011).

[196] Il reste 6 % correspondant à « Other ».

[197] D'après le croisement du recensement de 2002, du Mbeya City Council Profile de 2010 et Foecken, Sofer, Mlozi, 2004. L'informalité se réfère aux activités qui génère de faibles revenus, qui ne sont pas contrôlées et qui sont plus ou moins régulières ; elle relève souvent de la multiactivité.



Graphique 25. Recettes issues des prélèvements sur le commerce à Mbeya

Le graphique met en évidence l'accroissement des recettes issues du commerce à Mbeya, la courbe du total augmente fortement à partir de 2008, année où le statut de « *city* » a été mis en place ; année également où les taxes sur les transports de passagers sont reportées. Ces données ont été communiquées par le conseil municipal, elles montrent une rupture à partir de 2009, année à partir de laquelle tous les revenus croissent plus fortement. Les cotisations des emplacements se rapportent à la redevance journalière payée par les installations de vente, de la table située dans un marché au magasin, elles sont la première source de revenus du commerce, elles explosent dans l'année 2009-2010, la raison est obscure, aucune augmentation de taxe n'a été mentionnée, un changement de tarif est prévu proposé pour 2011. Les taxes sur l'hébergement explosent à partir de 2010, cela est dû à une majoration du prélèvement, tandis que les taxes collectées sur les transactions des sacs de denrées augmentent bien plus faiblement que les autres sources de recette. Ces données traduisent un accroissement des activités et une effervescence économique ; par ailleurs, il est fort probable que la collecte se soit améliorée. Ces revenus ne représentent qu'environ 10 % des recettes totales du district Mbeya City Council. Le tableau suivant indique les budgets et les recettes de 2009 à 2012[198].

Mbeya City Council En milliards de Tsh	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Budget	14,7	16,7	37,1
Recettes	5	6,8	15,4

Tableau 12. Budgets et recettes du district de Mbeya Urban de 2009 à 2012

[198] Données collectées lors d'entretiens et recoupées avec un document du Regional Administrative Secretariat. Année 2009/10 : budget réel ; année 2010/2011 : budget voté ; année 2011/2012 : budget estimé à soumettre au vote.

La promotion au rang de *city* donne à Mbeya des subventions en provenance des autorités centrales plus importantes. Si on suppose que le budget est en équilibre, elles passeraient de 10 à plus de 20 milliards entre juin 2011 et juin 2012[199]. Le budget et les recettes planifiées pour l'année 2011-2012 m'avaient semblé farfelus, cependant, les données ont été recoupées par deux sources officielles. Pour doubler ses recettes, la formule est simple, la ville compte doubler des taxes à partir de juin 2011, par exemple celles prélevées quotidiennement sur les tables passeraient de 200 Tsh à 500 Tsh. Le projet devait être présenté au Premier ministre au mois de février 2011 pour une mise en application au mois de septembre 2011. Le nouveau paysage souhaité par la volonté politique et la nouvelle orientation se répercute sur les moyens d'y parvenir, on pense notamment au marché de Mwanjelwa qu'il faut financer à hauteur de 11 milliards de Tsh. L'évolution de l'assise financière de la métropole illustre assez bien l'expression « l'argent appelle l'argent », l'économie des Uporoto est structurellement rurale et urbaine, ou rurbaine ; le modèle agricole repose sur l'urbanisation qui s'appuie sur l'agriculture.

L'aéroport de Mbeya, situé à Songwe, à quelques 25 km à l'ouest de la capitale, est une infrastructure dont l'objectif est de désenclaver la région et de favoriser l'essor de l'agriculture montagnarde. Cet outil est un levier de développement défendu aux premières loges du pouvoir, puisque le Président Jakaya Kikwete est venu en personne inaugurer une partie de l'aéroport au mois de mai 2013[200]. Les objectifs de ce dispositif sont clairs, il s'agit de développer l'agriculture montagnarde commerciale, autour de productions destinées à l'exportation, sur le modèle d'autres massifs est-africains tels le Kilimandjaro, le mont Kenya, ou les hautes terres éthiopiennes. Il est envisageable qu'un modèle agricole basé sur les exportations, en particulier de fleurs, soit encouragé dans les Uporoto. La construction de l'aéroport est un indicateur de l'intégration territoriale de la région, il offre des opportunités d'intégration à des marchés plus vastes, il est le signe et peut-être un futur moteur du dynamisme économique de la région. Cet investissement complète la ligne ferroviaire Dar es Salaam – Kapiri Mposhi terminée en 1975 et la Tanzam réalisée dans la seconde moitié des années 1960. La métropole, promue au rang de *city*, dispose depuis une quarantaine d'années

[199] Il n'est pas fait mention de prêt dans le document du Regional Administrative Secretariat.

[200] "I'm glad to inform you that Mbeya's dream of having an airport to export goods to other countries has been fulfilled. The long awaited and much anticipated airport is projected to boost the economy of Mbeya region particularly the flower, fruit and vegetable production [ ] As you all know the purpose of the construction of this airport was to stimulate the region's economy particularly in facilitating easy transport of flower, fruits and vegetables to other countries." Extrait de *The Guardian*, « Mbeya's Songwe airport near to completion ». 6th May 2013. http://www.ippmedia.com/frontend/?l=54369

d'attributs qui ont encouragé son intégration au territoire et au marché, l'aéroport international ouvre l'ouverture de la montagne.

Le modèle agricole et la promotion dans la hiérarchie urbaine sont des facteurs spécifiques à l'urbanisation de Mbeya. L'augmentation démographique soutenue, de l'ordre de 3,7 % par an sur la dernière décennie contribue nettement à la croissance urbaine, la ville est attractive puisque environ un tiers de cette progression provient de l'immigration, essentiellement des régions limitrophes (Muzzini, Lindeboom, *op.cit*.). La situation stratégique, cause de son implantation est plus que jamais un facteur participant à l'essor de Mbeya, porte d'entrée pour les pays enclavés de la sous-région, et porte de sortie pour les abondantes cultures montagnardes. La ville n'est pas passée par le stade d'industrialisation qui demeure très limitée, elle s'oriente vers une tertiarisation appuyée par le secteur primaire dynamisé par la tertiarisation. En effet, la croissance du nombre d'établissements scolaires, en particulier du secondaire et l'installation de nouvelles universités augmentent le niveau d'éducation de la jeunesse locale. Cette force vive mieux formée est un potentiel qui peut contribuer à l'essor de Mbeya et qui peut s'emparer et nourrir le dynamisme agricole de l'arrière pays.

Plus largement, les soutiens de l'urbanisation de Mbeya mettent en lumière l'articulation de la ville et de sa campagne, cette relation questionne le biais urbain théorisé par Michael Lipton en 1977, elle ne semble pas l'effacer, mais elle ne le renforce pas non plus. Elle n'est pas simplement une force de prélèvement qui ponctionne son arrière pays de ses ressources, les liens sont plus complexes, la ville joue un rôle structurant dans ce système montagnard, elle est un agent de développement, « *Cities are essential constituents of mountain areas' dynamics* » (Charlery de la Masselière *et al*., 2014). La ville est un vecteur d'intégration, elle se pare d'attributs modernes et elle polarise des flux de produits et des investissements. Jean-Pierre Paulais ne s'y trompait pas dans un sous-titre de son ouvrage sur la géographie urbaine « L'urbanisation : un révélateur du développement » (2000 : 69), cette formulation est une affirmation, pas une question. Il explique que la ville permet des économies d'agglomération, du fait de la concentration des activités, cela est un intéressant parallèle avec les économies d'échelles que l'on soulignât en amont au sujet de la concentration des complémentarités au sein de la montagne. « Ville » et « montagne » font bon ménage dans le sud-ouest tanzanien. Cependant, le développement de la ville repose essentiellement sur ses fonctions marchandes et logistiques et en partie sur un modèle agricole

extraverti, elles ne sont pas suffisantes pour créer un pôle de développement avec des attributs qui reposent sur des potentialités endogènes dont la métropole aurait le contrôle : « Les villes secondaires sont actives dans la centralisation des produits agricoles, et pour approvisionner les zones de montagne en produits provenant de l'extérieur mais il leur manque les outils d'un véritable développement territorial » (Mainet, Edouard, 2013 : 170). De plus, l'harmonie du couple n'est peut être que de façade, si selon la théorie économique classique Mbeya et les Uporoto interagissent en fonction de leur intérêt mutuel, d'après le système d'échange, il semblerait plutôt qu'il y ait une relation asymétrique entre les contractants. L'horizon économique de la ville se diversifie tandis que la campagne et les paysans ne semblent pas profiter de la manne agricole.

2. L'urbanisation des campagnes: le produit de logiques économiques externes

Le monde rural des Uporoto, peut être qualifié de « campagne agricole», cet espace est avant tout le siège des activités agraires, elles sont le moteur de l'organisation spatiale ; leur orientation extravertie renforce l'horizon paysan de la société rurale montagnarde. Il ne faudrait pourtant pas procéder par une vision binaire du rural et de l'urbain, on a vu du côté de la ville que son développement est considérablement imbriqué avec l'arrière pays agricole. Par ailleurs, la ville est un moteur du système montagnard, elle engendre des flux de produits, l'organisation entre la ville et la campagne crée des interdépendances qui fondent la cohésion du système. Cette organisation repose sur les différences entre l'urbain et le rural, sur leurs complémentarités et sur leurs spécialisations. Les dynamiques renforcent leurs traits spécifiques, si la ville s'urbanise, le rural apparaît « seulement le siège des activités agricoles », contrairement à ce qu'indiquait Pierre George pour le rural du « Nord », qui ajoutait « dans les campagnes urbanisées, ce secteur rural détaché de l'agriculture […] prend une importance croissante, alors que la population agricole, l'espace purement agricole ont tendance à décroître » (George, 1993 : 411). Cette définition oppose implicitement la fonction agricole et l'urbanisation des campagnes, elle s'appuie sur l'évolution des campagnes du « Nord ». Dans les montagnes du sud-ouest tanzanien, la relation est moins dichotomique, elle serait plutôt symbiotique, l'urbanisation des campagnes repose sur l'agriculture. Les Uporoto, à l'image de la Tanzanie, présentent des taux d'urbanisation faibles, au niveau national, l'urbanisation est estimée à 26 % (e-geopolis, 2012) tandis qu'elle est de 15 % dans le district

de Mbeya Rural et de 6 % dans le Rungwe (URT, 2002). Du fait de ces taux bas, la situation présente logiquement une tendance à l'urbanisation, cependant elle demeure limitée et elle est caractérisée par un sous-équipement urbain.

2.1- Le sous-équipement persistant des campagnes[201]

Les campagnes des Uporoto sont marquées par un manque endémique en matière d'infrastructures entendues comme l'« ensemble des installations réalisées au sol […] permettant l'exercice des activités humaines à travers l'espace » (Merlin, Choay, *op.cit.* : 440). Les infrastructures de transport, pourtant déterminantes dans l'écoulement des flux, sont largement insuffisantes, le réseau routier est constitué de pistes carrossables et de seulement deux axes bitumés. Aucun projet d'extension du réseau asphalté n'est à l'ordre du jour, cette situation contribue à maintenir des positions de force dans le réseau d'échange qui se traduisent par de fortes asymétries entre les acteurs quant à l'accès au marché physique et à l'information. Cela maintien une faible capacité de négociation pour les acteurs isolés dans le rural, et conduit à des prix d'achat au producteur moindres. Ce désavantage structurel est un frein pour le développement des villages enclavés.

L'équipement en matière de confort pour la vie quotidienne est également très insuffisant. L'électricité est très faiblement répandue, elle se trouve seulement dans les zones urbaines et à des taux moindres, elle concerne 11 % des foyers urbains du district Mbeya Rural et 38 % des foyers urbains du Rungwe. Le réseau électrique est présent à Mbalizi mais absent sur le plateau Umalila ; dans le Rungwe, Tukuyu et les villages situés le long de la route bitumée mais aussi d'autres dans l'arrière pays sont connectés. Il existe un fort déséquilibre entre les deux districts, Santilya n'est toujours pas raccordé au réseau alors que Mwakaleli dispose de l'électricité depuis les années 1980 ; cependant, Ibililo, pourtant proche du réseau électrique et du tarmac est encore privé du luxe de l'ampoule et des aléas de fiabilité de l'opérateur Tanesco. La source d'éclairage principale est la lampe à huile qui illumine 75 % des foyers des districts Mbeya Rural et Rungwe. L'énergie utilisée pour préparer la cuisine est à 97 % du bois dans le rural, et environ 50 % du charbon pour les secteurs urbains. Que ce soit dans l'urbain ou le rural, plus de neuf foyers sur dix utilisent des

[201] Les données statistiques proviennent des recensements de 2002, pour les districts Mbeya Rural et Rungwe. Sont indiquées des valeurs pour le rural mais aussi pour l'urbain, afin de montrer les grands traits de ces espaces ruraux, mais également les spécificités des quelques zones urbaines. Voir la partie 1.3- du chapitre 2 pour la définition des zones urbaines.

latrines traditionnelles à fosse. Dans les zones urbaines, les toits sont essentiellement en tôle tandis qu'ils sont pour moitié faits d'herbes et pour l'autre moitié en tôle dans le rural. Les murs sont quasi-exclusivement composés de briques en terre. Les centres urbains représentent une faible part de population, ils sont marqués par une relative faible urbanité en matière d'énergie, et mis à part la toiture, les distinctions en matière d'habitat sont faibles.

Le réseau des dispensaires met en avant une distinction entre les deux districts, 28 villages ont au moins un dispensaire dans le district Mbeya Rural sur un total de 126 villages, et 55 villages en sont équipés dans le Rungwe, sur un total de 162. Un tiers des villages du Rungwe sont munis d'au moins un dispensaire alors qu'il n'y a qu'un quart de ceux de Mbeya Rural[202].

Les services bancaires ne sont pas présents dans les campagnes. La NMB est une des banques les plus importantes et dont le réseau est le plus dense, pourtant, elle n'a que quatre antennes à Mbeya et une à Tukuyu. En zone rurale, les SACCOS prennent le relais, mais ces structures ne sont pas en nombre suffisant et le nombre d'adhérents est faible, il représente moins de 5 % de la population. L'accès au service bancaire est très limité, bien que le système M-PESA[203] se développe rapidement, mais encore faut-il que le réseau téléphonique soit disponible et qu'il y ait l'électricité pour charger le téléphone. Pour le réseau Airtel, il y a trois fois plus d'antennes dans les Highlands et la ceinture bananière du Rungwe que dans la zone Umalila. Seuls Santilya et Isangati sont pourvus d'une antenne, alors que dans le Rungwe, les antennes sont disposées le long de la route asphaltée et par endroits dans l'arrière pays proche, comme à Ibililo, de plus, leur réseau s'étire jusqu'à Mwakaleli et Lwangwa[204].

En ce qui concerne l'urbanisation, les campagnes des Uporoto tranchent avec leur capitale régionale, tandis que des logiques d'urbanisation par le haut sont à l'œuvre dans la métropole conjointement avec l'urbanisation par le bas, le rural reste en marge de processus d'aménagement. On retrouve la distinction révélée dans les chapitres précédents entre le Rungwe et le plateau Umalila[205], l'espace rural de la zone Umalila est à l'écart du réseau routier asphalté et du réseau électrique, il présente les causes et les effets de ses désavantages

[202] Source : carte réalisée par GIS Unit-RAS Mbeya (2010). *Health facilities in Mbeya Region*.

[203] Voir Chapitre 8, 1.3- L'opacité de l'accès à l'information- Le manque d'accès au crédit.

[204] Source, document de la compagnie Airtel, 2011.

[205] En particulier sur les spécialisations différentielles des zones de production.

alors que le Rungwe, mieux intégré aux infrastructures de transport, est le siège de dynamiques d'urbanisation plus significative.

2.2- Des aménagements limités guidés par des logiques commerciales et logistiques

Les aménagements réalisés dans le rural répondent à des logiques commerciales et logistiques dans le cadre du modèle des cultures alimentaires commerciales. Les investissements par le haut sont essentiellement des réalisations visant à faciliter les échanges et à tirer un meilleur profit du développement des cultures commerciales. Quand ils sont le résultat de la volonté politique d'une collectivité locale, principalement un *ward*, ils se manifestent par les marchés périodiques, dont la densification du réseau exprime la volonté collective locale d'intégrer le marché et de générer du « développement ». Il a été montré dans le chapitre 8 que l'augmentation de la densité du réseau des places marchandes périodiques est un phénomène endogène et hétérogène qui se produit plus facilement dans le Rungwe et qui fait écho à la spécialisation des zones de production.

La densification du réseau des places marchandes est un indicateur de l'urbanisation et la création d'un centre d'échange peut entraîner dans son sillage des aménagements et des investissements. Cela est particulièrement le cas autour de Kiwira qui est le *gulio* le plus dynamique, et dont l'attractivité s'exprime à travers la croissance des flux et la création d'édifices en vue d'augmenter l'attrait du lieu. Les revenus croissants issus des transactions ont permis au comité du marché de financer un bar-restaurant en face de l'entrée principale. La structure Kiwira SACCOS Ltd a lancé la construction d'un bâtiment qui sera son futur siège, aussi une station service est en cours de construction ; ces concrétisations sont le signe du dynamisme économique. Le marché en lui-même est un aménagement qui marque le paysage, avec sa toiture qui s'élève à plus de 6 mètres de hauteur et son enceinte rectangulaire. De plus, la place polarise des établissements privés tels des petits restaurants, des boutiques, des ateliers[206].

Pour autant, l'établissement d'un *gulio* n'implique pas systématiquement de l'aménagement urbain, les produits peuvent être échangés sans que des installations spécifiques soient édifiées. Par exemple, Ibilio, centre important de collecte de banane, n'a

[206] Voir dans le chapitre 7, le point 2.2- « l'organisation des marchés montagnard, vitrine de leur arrière pays ».

pourtant pas d'équipements de marché, ce dernier a lieu autour d'un avocatier, à l'intersection de pistes à partir desquelles l'habitat s'étend linéairement, les autres dispositifs légers de vente sont installés le long de la piste. Le secteur des produits alimentaires du *gulio* de Tandare ne dispose pas d'aménagement spécifique mais il est tout de même un centre important d'échange. Ces marchés sont spécialisés dans la banane et l'avocat, cette spécificité rend possible une forte attractivité en dépit d'installations techniques.

Les revenus issus des marchés périodiques ne se matérialisent pas fréquemment dans des édifices urbains comme à Kiwira, ils servent plutôt à assurer le fonctionnement quotidien et l'entretien des équipements locaux (école, dispensaire). Néanmoins, malgré les faibles transformations vers une campagne urbanisée, des élus locaux admettent que « c'est le marché qui a amené les changements », c'est-à-dire l'augmentation des échanges et la croissance de l'intérêt pour le village, et en particulier pour ses ressources, comme la terre. En effet, les marchés peuvent avoir un effet pervers pour la population locale, en facilitant l'intégration au marché, ils peuvent conduire à l'inflation des prix du foncier[207] et donc à la réduction de l'accès aux terres pour les locaux dont les conditions de vie ne se traduisent pas par l'enrichissement. L'essentiel d'entre eux parviennent à reproduire leurs moyens de reproduction, ils restent cantonnés dans la classe laborieuse des petits paysans.

Les réalisations institutionnelles peuvent prendre d'autres formes et l'objectif est toujours d'améliorer l'accès au marché pour les producteurs. Le programme de développement agricole du district a financé un entrepôt à Simambwe en 2011, la construction vise à permettre aux producteurs d'y emmagasiner leur production de pomme de terre et de négocier directement avec des commerçants urbains, l'objectif est de raccourcir la chaîne de commercialisation en supprimant les intermédiaires locaux. Ce projet propose seulement l'édifice, puisque les transactions resteraient individuelles entre le producteur et un marchand. L'enjeu est de favoriser l'accès au marché pour les paysans et de faciliter l'accès aux parmentières pour les commerçants. Cette construction tendrait à rendre Simambwe plus attractif et à augmenter les bénéfices issus des ventes des productions locales. Pour autant, il ne serait pas question de rendre les opérations collectives, aucune coopérative n'est envisagée, ce qui laisse présager quelques doutes sur l'efficacité de ce dispositif étant donné que les producteurs négocieraient individuellement avec les commerçants. Dans le district de Mbeya Rural, le marché d'Inyala a été réhabilité en 2007 en vue de polariser les flux de produits et de

[207] Voir dans le chapitre 8, le point 2.2- « Le Foncier, une ressource en dernier ressort »

marchands, ce dispositif ne rencontre pas beaucoup de succès, Uyole demeure le centre d'attraction pour les affaires de long cours. Mis à part ces infrastructures, rien n'est planifié dans le rural, on en conviendra, c'est un maigre palmarès.

L'amplification des activités se traduit par un effectif croissant de commerçants venus de loin, ces derniers ont besoin de trouver le gîte et le couvert lors de leurs courts et réguliers séjours dans le massif. Pour répondre à ce besoin, l'offre en *guest houses* et autres *lodges* s'est considérablement accrue ces dernières années, en particulier le long de la route entre et Uyole et Katumba, comme le montre le tableau ci-dessous.

Village, distance en km d'Uyole	Nombre de *guest houses*	Date de création de la *guest house* visitée	Origine du propriétaire	Clientèle	Évolution annuelle de la fréquentation
Mporoto, d.=23 km	1	2010	Mporoto, fonctionnaire à Mbeya	Commerçants de Dar, Arusha	Saisonnalité
Ndaga, d.=27 km	2	1997	Ndaga, paysan	Locale et commerçants à la saison	Saisonnalité
Ntokela, d.=31 km	2	2005	Ntokela, paysan	Locale et commerçants à la saison	Saisonnalité
Kiwira, d.=39 km	5		Locaux	Locale et commerçants	Faible
Keikei d.=45 km	2	2009	Tukuyu, commerçant à Tukuyu	locale	Faible
Katumba d.=54 km	5	2010	Entrepreneur, originaire d'ici, travaille à Iringa	Locale et commerçants	Faible

Tableau 13. Créations de guest houses sur la route Uyole – Tukuyu, entre 1997 et 2011

Les créations sont récentes et représentatives de l'effervescence induite par le développement du commerce des cultures montagnardes. Kiwira et Katumba polarisent les créations du fait de leur attractivité commerciale, Kiwira est un marché majeur, Katumba est un croisement stratégique qui mène vers des exploitations de thé, et l'usine éponyme, la Katumba tea factory. La colonne sur l'origine des investisseurs indique qu'ils sont individus locaux, en outre certains d'entre eux sont des paysans, il est probable qu'ils exploitent des superficies importantes, leur profil n'est pas représentatif de la masse paysanne. La clientèle est en partie composée des commerçants qui viennent s'approvisionner, par conséquent la saisonnalité de l'activité agricole impacte la fréquentation de ces établissemnts. Que ce soit au niveau de l'origine des investisseurs ou de la clientèle, il existe un lien entre le développement

agricole et des investissements urbains, de plus, la concurrence illustrée par la photo suivante montre le dynamisme économique. De surcroît, ces établissements qui, comme on le voit sur la photo, marient la fonction d'hébergement à celle de mise à disposition dans le rural des breuvages embouteillés salvateurs, signe qu'une clientèle locale existe, et que le labeur du paysan peut être récompensé par une bière issue des brasseries. Le bar peut être un indicateur de l'amélioration du pouvoir d'achat de la population locale.

Photo 18. Concurrence de l'offre de guest houses

L'objectif des réalisations est de tirer profit du modèle agro-commercial en étant attractif. Dans un cadre économique régulé par des logiques marchandes, l'enjeu pour un lieu est d'être compétitif et de disposer d'avantages comparatifs. Des atouts sont liés aux caractéristiques de zones de production qui se spécialisent dans des cultures porteuses, la création de marchés périodiques, vitrines de l'agriculture environnante, répond également à des fonctions marchandes et à la recherche d'attractivité. Ces dispositifs sont des vecteurs d'intégration au marché, et même si le développement est limité, les opportunités qu'ils permettent, fussent-elles au profit d'intermédiaires et de commerçants avides, sont des occasions de générer des revenus, voire des profits substantiels. On pourrait ajouter que « faute de mieux », les marchés sont un palliatif aux lacunes structurelles des campagnes montagnardes, aux premières desquelles figurent les problèmes d'accès au marché. À

l'échelle de la montagne, la densification du réseau des marchés signale l'urbanisation du massif, pourtant, à l'échelle du village, l'implantation d'un marché ne se traduit pas systématiquement, loin s'en faut, en un aménagement urbain. L'urbanisation de la montagne demeure contenue, certes les hommes se concentrent toujours plus dans un espace déjà plein, et les activités orientées vers le marché s'intensifient, mais la campagne semble assignée à sa fonction de production agricole, et c'est justement cela qui l'ancre dans l'urbanisation. L'urbanisation, dans le sens de la concentration des activités et du bâti reste limitée et inégale, et elle est plus importante dans le Rungwe que dans la zone Umalila. L'orientation extravertie vers des logiques marchandes apparaît comme la dynamique principale des relations urbain-rural.

3. L'intégration des campagnes au marché au prix de la fragmentation territoriale

Les Uporoto se trouvent à la croisée des chemins, au sens strict elles bénéficient d'une situation avantageuse sur un carrefour privilégié, au sens figuré, son corps est pris dans l'emprise du marché en fonction duquel de timides logiques de développement territorial s'ajustent. Selon la définition proposée, l'intégration implique des relations plus étroites entre les parties d'un tout, l'opposé étant le morcellement des éléments. Il a été indiqué qu'à l'échelle de la montagne, les bassins de production réagissent de manières hétérogènes au marché, ceux qui se spécialisent sont les mieux intégrés. Ce processus est plus important dans le Rungwe, où l'axe Mbeya-Malawi joue un rôle structurant, que dans la zone Umalila dépourvue de route asphaltée. Les terroirs montagnards sont en concurrence, le facteur déterminant est la capacité à générer des flux c'est-à-dire à s'arrimer au marché et à en tirer des profits, quels qu'ils soient. Cette partie porte sur le rôle des flux dans les recompositions territoriales, le dernier point a pour objet l'horizon paysan au regard du système montagnard extraverti.

3.1- L' « effet route » dans la production des flux et recomposition des territoires montagnards

Dans le cadre du marché régulé par les jeux de l'offre et de la demande, l'enjeu est l'émission de flux de produits, cela passe par l'attractivité de la zone émettrice.

Structurellement, les conditions d'accessibilité sont problématiques, la qualité du réseau routier est insuffisante et elle maintient des zones dans l'isolement. L'enclavement résulte de la distance topographique avec le réseau de transport, sur ce terrain, la zone Umalila est moins bien lotie que le Rungwe, équipé de l'axe bitumé, l'effet « route » joue à plein dans la polarisation des flux. Pour pallier les carences en infrastructures de transport, des terroirs se spécialisent en productions pour lesquelles il existe une demande structurante. Les spécialisations s'opèrent plus intensément là où le réseau routier est proche, à savoir dans le Rungwe. Les terroirs de la parmentière se sont constitués entre 1700 m et 2300 m, le long de la route Mbeya-Malawi, à partir de ces « noyaux linéaires », la spécialisation se diffuse à l'intérieur des terres. Pendant les deux saisons de trois mois, des terroirs sont investis par la pomme de terre, plus bas, les terres de la banane et de l'avocat poursuivent leur intégration au marché en augmentant les volumes émis. De nouveaux noyaux spécialisés émergent, la production d'ananas à Ikuti se développe rapidement, d'autres s'intensifient comme l'investissement dans la plantation d'avocatiers près de Kiwira. Les versants situés dans le concave des Uporoto, entre 1200 m et 2300 m sont en fortes interactions avec la demande extérieure, par contre, les versants localisés dans le convexe sont moins accessibles et donc moins attractifs. La spécialisation des zones de production engendre l'augmentation des flux et intensifie les interdépendances entre ces terroirs intégrés et les zones de consommation. L'intégration des espaces spécialisés conduit à une concurrence accrue pour les ressources, qu'elles soient les productions, ou le moyen de production « terre ». L'intensification des liens entre l'agriculture et le marché se traduit par une marchandisation des moyens de production. Celle de la main d'œuvre est engagée depuis l'introduction de la pomme de terre à la fin des années 1970 et elle s'est accélérée dans les années 1980. Cette évolution a rompu des organisations traditionnelles du travail basées sur l'intérêt collectif, l'individualisation des systèmes de production est le fruit des cultures commerciales. Ces dernières engendrent des coûts et en principe des revenus, dont une partie variable est destinée à reproduire des moyens de production. L'intégration au marché a fragmenté l'organisation sociale, la dislocation des systèmes éprouvés s'exprime par l'isolement des unités de production pris dans les mailles du cadre marchand. La fin consommée de la régulation étatique et la défiance vis-à-vis des coopératives et des organisations collectives a depuis longtemps sonné le glas de pratiques de groupe. La marchandisation a également affecté la terre, ce moyen de production est devenu une ressource qui procure des revenus. L'intérêt et la concurrence se sont accrus sur le foncier dont la valeur (pour des terres aux traits agro-écologiques similaires) est indexée à

l'accessibilité physique. Là encore, le Rungwe se détache du plateau Umalila, les tarifs sont bien plus élevés proche du tarmac que dans le secteur des pistes. La route, et l'accessibilité physique qu'elle implique, est un facteur fortement discriminant entre le Rungwe et la zone Umalila, le premier étant plus intégré au marché et le second apparaissant plus en marge des forces et des facteurs qui participent à l'intégration.

3.2- Le rôle des marchés dans la recomposition des territoires

La création de marchés périodiques répond aux enjeux d'attractivité et d'intégration au marché, ils visent à bénéficier au mieux des échanges en facilitant l'accès au marché pour des populations dont le manque de capital réduit la mobilité. Ils facilitent les transactions économiques en mettant en relation la gamme variée des marchands et les producteurs. Ils jouent un rôle d'amortisseur des inégalités structurelles en offrant plus d'opportunités et en mettant en compétition les acheteurs selon les saisons. Les places marchandes périodiques augmentent le volet de négociation des producteurs, sans renverser les déséquilibres relationnels. Dans l'environnement économique libéralisé, les marchés sont une arène des rapports asymétriques entre les acteurs, ils sont le théâtre des négociations qui illustrent les relations de domination entre ceux qui disposent de l'information et du capital, et les désavoués de l'ascension socio-économique. Cependant, ces lieux sont loin d'être la panacée en matière d'intégration pour la masse paysanne, les marchés sont investis par des intermédiaires qui assurent le relais entre les champs et la place marchande, ils approvisionnent le lieu de collecte en vue d'une expédition souvent déjà négociée. Nombre de producteurs ne s'approprient pas ce vecteur d'intégration du fait du court-circuitage des intermédiaires qui se chargent de ravitailler le pôle de transaction.

Les *gulios* exercent un effet structurant sur leur arrière pays dont ils sont le miroir, en ouvrant les portes des marchés extérieurs et celle des *hinterlands*, ils jouent le rôle d'interface entre le « dedans » et le « dehors » de la montagne, entre la campagne et la ville, entre le proche et le lointain, entre le débouché économique et la production. La localisation de ces pivots du système d'échange donne une forme réticulaire à l'organisation hiérarchique de ces vecteurs de flux. Bien qu'ils n'aient pas l'exclusivité de l'agencement des flux, ils structurent les circulations des produits et d'hommes dans l'espace et dans le temps. Des flux de produits et d'hommes sont orientés vers et par des places marchandes périodiques, ces nœuds sont des pôles de rencontre entre l'offre et la demande, ils participent à la configuration des flux. Les

logiques concurrentielles, ou à tout le moins marchandes à partir desquelles s'appuie le développement, favorisent des phénomènes d'émergence. Des nœuds apparaissent dans le réseau produisant des effets hétérogènes entre les points. Un nœud dynamique peut engendrer un nœud connexe, l' « émergent » tire profit du premier sans que cela ne porte « préjudice commercial », cela a été observé entre Ibililo et Kiwira, ce dernier étant un nœud majeur du réseau. En revanche, l'accessibilité moindre du fait de la distance et des infrastructures de transport lacunaires, doublée d'une taille réduite peut créer des logiques concurrentielles entre les *gulio* comme cela a lieu sur le plateau Umalila, dans ces cas là, une partie de l'offre et de la demande est détournée du marché initial vers le nouveau marché en fonction du critère de proximité. La situation est un facteur hautement discriminant dans la hiérarchie des places marchandes et dans les effets induits du fonctionnement d'une place marchande. Cette structuration n'est pas spécifique au modèle des cultures commerciales, par contre la densification du réseau est caractéristique des spécialisations productives et elle est symptomatique de l'intégration des lieux hôtes. Le phénomène se réalise concomitamment avec la spécialisation des terroirs.

La densification du réseau des marchés indique l'urbanisation, toutefois, cette dernière demeure contenue. Les campagnes restent sous-équipées et cantonnées aux activités de production agricole. Des centres attractifs comme Kiwira polarisent quelques investissements urbains qui sont la plupart du temps consacrés au commerce ou aux services. Les projets industriels ne sont pas à l'ordre du jour, la campagne s'en tient au secteur primaire qui fait sa force. De plus, comme cela a été écrit, l'attractivité ne se traduit pas systématiquement par l'urbanisation. Le marché imparfait implique des déséquilibres en matière d'accès physique et à l'information, il implique des relations de domination qui font le jeu d'acteurs positionnés à des points clés du réseau d'échange. Ce type de marché imparfait conjugué à une intégration territoriale défaillante dessert les paysans et leur environnement campagnard, cette organisation favorise les marchands généralement situés en ville. La faible accessibilité au marché soutient les asymétries entre l'offre et la demande et elle maintient des prix d'achat au producteur bas, par conséquent cette organisation, si elle n'enraye pas le développement du rural, elle ne propose pas non plus un modèle de développement qui puisse sortir la paysannerie et le monde rural d'une marginalisation territoriale, économique et politique. Le modèle place les producteurs au cœur des dynamiques et à la marge des profits. Les modalités d'intégration au marché sont d'autant plus défavorables aux paysans et aux espaces de production quand l'isolement est important, dans ces cas là, les rapports de domination sont

exacerbés. Dans des situations de monopsone, les transactions ne rendent pas possibles la satisfaction de l'intérêt des deux parties. On ne voit pas par exemple surgir tous azimuts dans les paysages ruraux des bâtisses dont les traits trancheraient avec ceux des maisons avoisinantes. La finalité du système est la facilitation des flux et des échanges, bien plus que le développement rural, qui pourrait mettre à mal des fondements du système et à minima des positions dominantes au sein de l'organisation. Cela n'a rien de nouveau ni de particulier, l'histoire s'écrit généralement aux dépens de la paysannerie, le pouvoir central ayant plus à gagner à maintenir des prix bas pour préserver le « calme urbain », prioritairement celui de la capitale nationale. Sur le plan paysager, l'urbanisation des campagnes signifie la continuité du processus de densification d'espaces presque pleins, le mitage des campagnes se poursuit mais à des degrés moindres.

L'intégration territoriale de marges montagnardes pourrait amorcer des transformations organisationnelles, sans remettre en cause la finalité du système qui se maintient tout en changeant, sa cohésion interne continuant à s'appuyer sur son ouverture et sur les échanges liés au modèle agro-économique. Le changement d'échelle indique, selon un principe géographique fondateur, qu'il y a plus que l'échelle qui change quand on oscille entre les niveaux d'analyse, si à petite échelle la montagne apparaît comme un tout ouvert vers les basses terres, une plus grande échelle révèle des discontinuités spatiales et économiques, globalement entre le convexe et le concave de l'arrête des Uporoto, et entre les zones proches de la route asphaltée et les zones enclavées. Les flux participent à la recomposition des territoires montagnards, certains s'affirment dans le système marchand, en profitant des avantages comparatifs liés aux conditions agro-écologiques et à la situation vis-à-vis des infrastructures de transport, d'autres, moins attractifs, pâtissent de désavantages structurels liés à leur enclavement.

La circulation des flux dans le cadre du système d'échange fait émerger des nœuds du réseau d'échange, ce phénomène révèle des décalages avec le réseau urbain, soulignant ainsi l'ascendance des fonctions commerciales dans la recomposition des Uporoto. Le *gulio* de Kiwira est situé dans un centre urbain d'environ 4000 habitants dont le statut administratif est celui de village. Il a été mentionné que ce marché est un nœud majeur du réseau d'échange qui polarise une part importante des transactions alors que Tukuyu, chef lieu du Rungwe, joue un rôle secondaire dans l'organisation des flux. Kiwira doit sa vitalité par sa situation géographique, ce marché est positionné à un carrefour stratégique, à la croisée de la piste qui

s'enfonce vers la zone Umalila et l'axe asphalté. De plus, les pistes qui irriguent l'arrière pays de Kiwira sont relativement denses, la population est nombreuse et les conditions agro-écologiques favorables. La situation géographique avantageuse est complétée par une position en amont dans le réseau. Ce décalage s'observe également au niveau inférieur, le village d'Ibililo consiste en un alignement de maison le long de la piste, les attributs urbains sont faibles, il y a certes un dispensaire et une école, mais l'électricité ne parvient pas dans ce « *hub* » du commerce de la banane. Des villages avec des attributs plus conformes à l'urbain, comme l'agglomération du bâti, des équipements, une population regroupée de quelques milliers d'habitants, prennent plus faiblement part aux échanges que des plus petits villages. Ces agglomérations urbaines de campagne ne doivent pas leur urbanisation par leur participation au marché, elles sont le produit ancien d'une volonté politique de planification du territoire, lorsque l'État le planifia. L'intégration au marché passe par des lieux faiblement urbanisés aux vertus agricoles.

Le décalage ne remet pas en cause le sommet du système urbain des Uporoto, Mbeya est incontestablement la « tête de pont » et elle le restera. Comme le souligne Hélène Mainet et Jean-Charles Edouard, au sujet de Mbeya, la ville moyenne joue « un rôle ancien et renouvelé d'intermédiaires, de relais entre les économies rurales et urbaines, servant de 'tête de pont' dans les interactions territoriales et assurant une fonction de pôle de centralité ». La métropole profite du dynamisme économique de la région, son développement est appuyé par une politique nationale de décentralisation, par une volonté locale de transformation urbaine, la ville « primaire » deviendrait une ville tertiaire. Sa population et ses revenus augmentent, la troisième *city* tanzanienne est plus intégrée au pays de par son dynamisme économique et une volonté politique. Ses avantages comparatifs, c'est-à-dire sa situation stratégique, les atouts de son arrière pays, sa population, et les infrastructures, facilitent son intégration au territoire national et à l'espace sous-régional.

3.3- Les contradictions de l'organisation du système montagnard

La finalité du système montagnard, tel que cette thèse le conçoit, est l'ouverture, autrement dit le système montagnard vise son intégration à son environnement, sans que ce mouvement n'annihile ses caractéristiques propres, bien au contraire l'intégration repose la capacité d'auto-transformation du système, c'est-à-dire sur sa faculté à s'adapter à son environnement sans remettre en cause sa cohérence interne. Cette dernière repose sur la

fonction de production agricole réaffirmée, elle est au cœur des dynamiques entre les acteurs et les espaces qui se traduisent par une augmentation des volumes produits et des flux émis. L'ensemble des interrelations des acteurs et des lieux s'agence en fonction de l'intégration au marché, horizon « inévitable » du système global. L'organisation extravertie des Uporoto repose sur les interdépendances asymétriques entre l'économie du massif et la demande urbaine nationale qui dispose de plusieurs bassins d'approvisionnement tandis que les productions des Uporoto ont pour débouché essentiel les consommateurs urbains tanzaniens. Le moteur des dynamiques qui animent les Uporoto est intra et extra-montagnard, il repose sur les avantages comparatifs du massif et sur des objectifs mercantiles et il n'a pas de considérations pour le développement de la société montagnarde. L'extraversion du système relève de l'aliénation de la société montagnarde, elle est dépossédée d'elle-même par sa participation contrainte en l'absence d'alternative, à un système qui la domine. Il a été souligné la persistance du sous-équipement rural, les campagnes bien intégrées aux échanges ne voient pas leur population jouir de conditions de vie plus faciles, et encore moins profiter d'un enrichissement qui puisse au moins envoyer les enfants se former au niveau postsecondaire ou même parfois secondaire. L'essentiel des ruraux restent cantonnés à leur statut de producteur parvenant tant bien que mal, au gré des vicissitudes du marché, à reproduire leurs moyens de production. Certains tirent parti du commerce des cultures commerciales, il s'agit d'intermédiaires, encore que cette gamme est variée, elle est composée de dominés et de dominants, les inégalités de pouvoir sont tranchées. Ce modèle économique, et le tableau morose qui en est dressé, laisse voir une fois de plus, que le marché n'assure pas le bien-être de la masse populaire. Les asymétries de marché, les déséquilibres en matière d'accès au marché sont défavorables aux producteurs qui cèdent le fruit de leur labeur d'après l'information sur les prix donnée par l'acheteur et qui vendent parfois à perte leur production. Dans ce cadre de marché libéralisé, les atouts de l'agriculture de montagne deviennent parfois ses désavantages, l'offre trop importante induit des prix inintéressants et maintient une « économie de déflation » selon l'expression consacrée par des élus locaux. Par ailleurs, l'intégration au marché, à travers la marchandisation de la force de travail et de la terre, transformées en biens indifférenciés, met en péril la fertilité des sols, c'est-à-dire des fondements mêmes des avantages comparatifs de l'agriculture de montagne. La valorisation de ressources internes par des logiques extérieures provoque une inégale intégration au marché et conduit à une intégration territoriale contrastée. Les deux phénomènes ne sont pas systématiquement proportionnels, on a vu que des villages qui participent fortement aux

échanges ne sont pas toujours territorialement intégrés. L'intensité des relations qui unit les éléments du système reposent sur des intérêts commerciaux et pas sur des enjeux de développement territorial. Les territoires spécialisés s'affirment dans le réseau marchand, leurs interrelations à dominantes économiques s'accompagnent de liens plus étroits et plus variés hors de la sphère économique, ainsi, par endroits, des projets sont mis en œuvre par les pouvoirs publics afin d'appuyer l'économie et afin de soutenir le développement local.

L'organisation du système montagnard manifeste de la multiplicité de logiques plus ou moins complémentaires et contradictoires, au sein de la même unité. Ce principe de l'interdépendance entre l'unité et le multiple du système est mis en avant par la complémentarité entre le « dedans » et le « dehors », respectivement illustré par les potentialités agricoles du massif et le demande urbaine extérieure. L'agriculture des Uporoto est soutenue par l'urbanisation extérieure qui participe à l'urbanisation de Mbeya et des campagnes à travers les revenus induits par le « boom » agricole. Ces interrelations sont « positives », elles se traduisent par une boucle de rétroaction cumulative, l'urbanisation dynamise l'agriculture qui dynamise l'urbanisation, les deux éléments, les effets et les causes de leurs liens sont constitutifs l'un de l'autre. La croissance de la population urbaine, par exemple celle de Dar es Salaam, crée un besoin de ravitaillement auquel répond l'agriculture montagnarde dont l'agencement des flux produit une urbanisation fonctionnelle exprimée par la densification de dispositifs de marchés tels des places marchandes ou des entrepôts. Cette organisation d'interdépendances repose sur des spécificités, les besoins croissants des consommateurs en nombre plus importants, la concentration des avantages agro-écologiques des bassins de production. D'un point de vue fonctionnel, ou de la « rationalité économique », on peut interpréter ces caractéristiques propres comme complémentaires. Cependant, on peut imaginer que la paysannerie montagnarde est en droit d'attendre autre chose que son rôle unique de pourvoyeur de denrées pour les consommateurs urbains. On a vu que le marché profite d'asymétries, plus exactement que des acteurs tirent le meilleur parti des déséquilibres liés justement à ces singularités. Ces modalités d'ouverture de la montagne fondent une cohérence interne contrainte, l'intégration des Uporoto est l'expression de la domination d'un système qui la dépasse et qui a intérêt à ce que les montagnes demeurent des espaces de production agricole subordonnés à un système plus global. Au final, l'intégration du système montagnard apparaît paradoxale, elle est empreinte de la théorie du biais urbain et du paradigme du développement des campagnes par la ville ; elle incarne la coexistence de la dualité dans l'unité.

Les campagnes s'intègrent à l'urbain tout en affirmant leurs attributs ruraux, ce phénomène nuance l'intégration, qui pourrait être qualifiée de défaillante. Peut-être faudrait-il redéfinir l'urbain et le rural pour atténuer l'antinomie, aller au-delà des critères paysagers partiaux, de seuils tyranniques de concentration ou de fonctions disjonctives. Il semble bien au contraire qu'il faille considérer le principe dialogique au cœur des relations urbain-rural, la ville et la campagne sont bien distinctes mais non disjointes.

L'intégration de la paysannerie montagnarde au marché et du massif à l'ensemble plus global, en commençant par le pays, montre que le changement d'échelle permet de distinguer les processus en cours de la réalité quotidienne des acteurs des Uporoto. Intégré aux basses terres, le massif est un continuum spatial, mais à l'échelle plus fine, c'est un continuum désagrégé, un territoire fragmenté dans lequel les logiques marchandes externes orientent les dynamiques socio-économiques et leurs traductions spatiales.

Conclusion

L'urbanisation des Uporoto présente un aspect dual entre la ville et la campagne et de forts contrastes à l'intérieur de ces entités. À l'échelle de la capitale régionale, les transformations urbaines se réalisent de manières hétérogènes et le monde rural s'urbanise inégalement. Les visages urbains se distinguent, le centre administratif végète tandis que les abords de la Tanzam, en particulier la zone commerciale, polarisent les investissements et les activités, et les zones d'habitat populaire, à savoir l'essentiel de la superficie urbaine reste marquée par un sous-équipement chronique. Les transformations en cours dans la métropole régionale sont le produit de la conjonction de plusieurs facteurs, certains d'entre eux sont liés à la ville, en particulier à son ascension au rang de *city*, et d'autres ont pour origine les dynamiques marchandes de l'arrière pays. La fonction d'intermédiation est fondamentale dans les processus de l'intégration des Uporoto, ce rôle est assuré à plusieurs niveaux, de l'agent-collecteur du rural, au marché périodique et à la capitale régionale. Les logiques économiques externes expliquent en grande partie une urbanisation du rural orientée vers des fonctions commerciales et logistiques et appuyées par l'amplification commerciale du modèle agricole. Des investissements sont réalisés pour répondre aux besoins créés par l'amplification des activités, que ce soit directement, auquel cas cela peut se concrétiser par un entrepôt, ou indirectement tels les bars et les *guest houses*.

Des logiques compétitives se retrouvent dans l'articulation des territoires montagnards dont le potentiel agro-économique n'est pas suffisant pour conduire à l'intégration territoriale. La capacité à générer des flux s'appuie sur l'attractivité des lieux émetteurs, qu'ils soient des terroirs spécifiques comme ceux de la parmentière, ou qu'ils soient des marchés, nœuds du réseau d'échange. L'accès au marché est un facteur déterminant dans la différenciation des territoires montagnards. La route bitumée joue un rôle majeur dans la configuration des flux, les circulations convergent vers elle, l'axe Malawi-Uyole-Dar es Salaam polarise les produits, les investissements agricoles et les investissements urbains. Ce processus engendre un phénomène cumulatif, l'attractivité de lieux favorise l'émission des flux et ouvre la voie à l'intégration au marché, cette dernière pouvant poser les bases d'un « développement ». De plus, la création de *gulio* produit des effets d'entraînement sur l'arrière pays qui trouve dans ce dispositif le vecteur d'échanges. Cependant, les marchés périodiques sont loin d'être la panacée, le nombre des investissements demeure limité et les phénomènes de court-circuitage sont importants, bien que difficilement évaluables. Les places marchandes périodiques facilitent certes l'accès au marché, mais nombre de paysans ne profitent pas directement de ce dispositif, puisque quantité d'intermédiaires se chargent de faire le lien entre la production et le marché.

Dans l'environnement économique global, les places marchandes périodiques sont des pivots du système d'échange dont l'agencement constitue un ensemble de points et de lignes, à savoir un réseau, qui n'est pas similaire au réseau urbain, il existe une dissimilitude entre le réseau commercial et le réseau urbain. Ce manque d'harmonie entre les deux ensembles indique que les fonctions commerciales de centres peuvent s'affranchir des autres fonctions urbaines, dont le rôle administratif, cet écart souligne la prégnance de logiques commerciales et logistiques dans l'organisation du système montagnard. La dissemblance est tout de même limitée puisque Mbeya reste la tête du réseau, polarisant la population et les activités.

Une dualité entre la capitale régionale et son arrière pays a émergé dans ce chapitre, la ville poursuit et intensifie son urbanisation tandis que ce mouvement reste contenu dans les campagnes. De surcroît, les différences entre l'urbain et le rural sont ambivalentes, elles peuvent être considérées comme des complémentarités, dans ce cas, les deux briguent leur intérêt mutuel, ou de l'autre versant, les contrastes sont le produit de relations de domination de la ville sur la campagne, du centre sur sa périphérie qui fait pourtant sa force. Le principe dialogique dépasse l'opposition, Mbeya et son arrière pays, bien que reliés à travers des

rapports dissymétriques, tendent vers une intégration territoriale hétérogène axée sur les fonctions commerciales. De la force du système émerge aussi son talon d'Achille, l'économique poursuit ses fins, faisant fi du devenir de la société montagnarde dont les moyens de production deviennent des biens indifférenciés. En outre, dans le cadre marchand dérégulé, la prégnance de logiques économiques recompose le système montagnard, mais l'intégration au marché n'est pas la condition suffisante pour l' « accroissement des richesses associé à l'amélioration des conditions de vie d'une population sur un territoire » (Cadène, *in* Levy, Lussault, *op.cit*. : 245). Il est utile qu'il y ait des marchés, mais la population est en droit d'attendre des routes de bonne qualité, de l'électricité, l'adduction d'eau potable, etc. Les noeuds qui s'affirment dans les Uporoto manquent d'attributs urbains, finalement ils sont des vecteurs imparfaits de développement, à l'image du marché sur lequel ils reposent.

Conclusion de la quatrième partie

La dépendance du système montagnard vis-à-vis de logiques économiques extérieures révèle la fragilité du modèle d'intégration fondé sur l'essor de cultures alimentaires commerciales. Les logiques concurrentielles du marché libéralisé ne vont pas de pair avec le développement territorial, elles recomposent les lieux, ceux de la production et ceux de l'échange par la spécialisation en des produits spécifiques. La pomme de terre et la banane siègent en haut du palmarès des cultures commerciales, la première se passe de marchés périodiques et la seconde contribue à la densification du réseau des marchés. Les voies diverses convergent pourtant vers le marché urbain lointain, comme quoi tous les chemins de la parmentière et de la banane mennent à Dar es Salaam, ou quasiment.

L'analyse de l'organisation spatiale du système d'échange, à travers les transects et les marchés, met en exergue une mobilisation inégale des terroirs et des places marchandes, ces contrastes reposent sur des écarts entre les différents avantages comparatifs de territoires productifs, certains participant avec plus ou moins de brio, d'autres restant à la marge des échanges. Les différents degrés de spécialisation dans les cultures alimentaires commerciales contribuent à fragmenter la montagne, alors qu'à petite échelle son organisation semble cohérente. Finalement, ces dissimilitudes sont l'expression de la dimension multiple de la montagne, cette dernière étant une concentration de gradients physiques et humains, donnant au massif des visages variés. L'arête des Uporoto en forme de croissant constitue une barrière, la partie concave et humide est la plus dynamique tandis que le convexe moins arrosé et plus enclavé reste en retrait des processus d'intégation.

Les rôles structurants des marchés diffèrent selon qu'ils assurent une fonction, de détail, de gros ou les deux, et selon leur situation géographique qui contribue à leur rayonnement. À la périphérie de Mbeya, Uyole est un pilier du système d'échange dont les transformations urbaines reflètent le dynamisme économique. Dans le rural, la densification et la spécialisation du réseau des places marchandes périodiques soulignent le changement de modèle agricole et l'intégration économique pour laquelle la route exerce un effet organisateur. Les marchés agissent en tant que force centripète, en attirant les marchandises, et en tant qu'énergie centrifuge par leur rôle de redistribution. Pour autant, ils ne sont pas les lieux exclusifs des échanges dont une quantité difficilement quantifiable s'opère directement en bord de champs. Les cartes des flux montrent la polarisation des produits par les marchés,

la concentration par ces dispositifs d'échange est plus forte pour ceux qui sont éloignés du réseau routier principal, et elle augmente en basse saison. Les nouvelles complémentarités sont produites par les logiques commerciales de spécialisation en vue de faciliter l'accès au marché et la circulation des produits, suivant le dogme libéral qui soutient que la libre circulation des marchandises est vectrice de croissance entendue comme remède universel.

Le chapitre 8 dédié au fonctionnement des échanges et aux recompositions induites a mis en avant comment les modalités d'ouverture à un marché défaillant bouleversent les moyens de production de la paysannerie. Les conditions d'accès au marché révèlent de fortes dissymétries et des relations de domination entre les acteurs des chaînes commerciales. Les producteurs sont les premiers lésés dans le cadre de ces rapports de pouvoir. Les positions dominantes sont entretenues par l'organisation des échanges sur laquelle la sphère privée exerce son emprise. Les intermédiaires jouent un rôle clé dans l'articulation de l'urbain et du rural, leur conribution au développement de la paysannerie est ambivalente, s'ils profitent de leur position avantageuse aux dépens des paysans, ils permettent néanmoins aux producteurs en marge du marché d'y accéder. L'opacité de l'information sur les prix et les incertitudes structurelles troublent une transparence de marché déjà bien obscure. De surcroît, l'informalité des transcations sur des biens non-standardisés parachève un modèle de domination du monde commercial sur le monde productif. Le développement du prolétariat rural, la mutation du statut de la terre s'amplifient et affirment les logiques marchandes comme perspective indépassable.

Le dernier chapitre a montré comment les transformations de la ville conduisent à une métropole multi-visage, dont le centre ancien se déporte vers les quartiers commerciaux, symbole s'il en est de la suprématie des fonctions commerciales sur les fonctions administratives. Dans les campagnes, l'urbanisation s'appuie sur la densification du réseau des marchés qui exercent un effet d'entraînement sur leur arrière pays. L'urbanisation repose également sur l'attractivité des espaces de production, cependant, le sous-équipement persiste dans les campagnes et le phénomène demeure contenu. Les interactions croissent en fonction de l'accessibilité des lieux, cette dernière conditionnant leur attractivité, favorisant ainsi l'émission des flux et l'intégration au marché. Ainsi, les logiques marchandes extraverties produisent une dissimilitude entre le réseau commercial et le réseau urbain sans que la tête du réseau change, Mbeya reste le pôle majeur. Un contraste se dégage entre l'intégration au marché et l'intégration territoriale, la première n'est pas une condition suffisante de

développement territorial, elle participe plutôt à la fragmentation de la montagne, en favorisant des concurrences entre les territoires. Néanmoins, à l'échelle nationale, les Uporoto sont un continuum spatial, mais à l'échelle locale, c'est plutôt un continuum désagrégé, un territoire dont les déséquilibres s'accroissent, d'une part entre le centre et sa périphérie, et d'autre part entre les campagnes des Uporoto. À l'échelle nationale, Mbeya et son arrière pays sont une périphérie, cette dernière tend à se recentrer mais au prix d'une dépendance accrue aux vicissitudes du marché incertain, en somme à quelque chose qui la dépasse.

CONCLUSION GENERALE :

Recentrage de la péripherie en redéfinition, au prix du renforcement de sa dépendance

Les recompositions en œuvre ont leur source dans la mobilisation des avantages comparatifs des Uporoto qui sont mis à profit dans le cadre du modèle des cultures alimentaires commerciales. L'organisation des flux dont les dynamiques relèvent d'échanges inégaux, se construit sur plusieurs échelles géographiques. La cohésion du système montagnard est fondée sur les complémentarités à l'intérieur du massif et entre le massif et les basses terres, elle est imprégnée de logiques commerciales qui renforcent la dépendance des Uporoto vis-à-vis du marché. L'intégration à ce dernier conduit à une fragmentation du territoire montagnard qui devient un support de production dans lequel les logiques concurrentielles distinguent les différents espaces suivant des critères de « compétitivité », ces derniers sont liés aux potentialités socio-agronomiques et à l'accessibilité. L'agencement des flux révèle des centralités à géométrie variable, à l'échelle sous-régionale, Mbeya s'affirme comme un centre incontournable grâce à ses fonctions commerciales et logistiques. Dans le territoire national, la métropole du sud-ouest tanzanien est une périphérie qui tend à se recentrer grâce à l'effervescence de ses fonctions économiques. Au niveau de la montagne, les centralités se déplacent en fonction d'intérêts marchands, ainsi le centre de Mbeya se meut vers le quartier des affaires, d'autre part dans les campagnes, des pôles d'échange supplantent des pôles urbains. Par l'extraversion de son modèle économique agricole dominé par les acteurs privés, par les inégalités de pouvoirs entre les acteurs de l'échange, le système montagnard produit les conditions de son assujettissement envers le marché imparfait. En même temps, les modalités de l'intégration territoriale manifestent la co-construction de l'urbain et du rural qui sont interdépendants. Cette relation intense repose d'ailleurs et justement sur leurs différences et sur leurs inégalités qui produisent leurs échanges. En résumé, les inégalités sur lesquelles s'appuient les interdépendances organisationnelles et multiscalaires entre la ville et la campagne, fondent le système montagnard.

Le tissage du fil d'Ariane

L'entrelacement des multiples fils avec un regard géographique a été guidé par la volonté de dénouer des relations entre la montagne et la ville, et entre l'agriculture et l'urbanisation. Cette thèse a eu pour objet la montagne d'Afrique de l'Est, précisément les Uporoto dont les grands traits sont :

- une montagne périphérique agricole,
- de bonnes conditions climatiques et édaphiques,
- une situation géographique stratégique sur un corridor international et aux portes de pays enclavés,
- un vif dynamisme commercial de Mbeya,
- un développement urbain important,
- une croissance démographique soutenue,
- de fortes densités rurales dans une situation de saturation foncière,
- l'affirmation d'un autre modèle agricole basé sur les cultures alimentaires commerciales, aux premières desquelles figurent la banane et la pomme de terre,
- une insertion ancienne dans les réseaux commerciaux par le café, le pyrèthre et le thé.

Le cheminement suivi a pour origine le constat selon lequel le développement agricole observé pouvait avoir un lien avec le développement urbain de Mbeya, la question initiale fut posée comme tel :

Le développement agricole des Uporoto est-il le moteur du développement urbain de Mbeya et de l'intégration de cette périphérie dans le territoire national ?

Il s'agissait d'orienter la recherche entre l'établissement d'un nouveau modèle agricole et la traduction qu'il pouvait avoir sur la société montagnarde, à travers des relations plus diverses et plus intenses avec le reste du territoire national. On sait que des cultures commerciales ont participé à la création de sociétés montagnardes, la communauté des Uporoto pouvait difficilement rester imperméable aux phénomènes en cours dans le massif. La formulation initiale pose une relation linéaire, qui occulte d'emblée la complexité inhérente au champ des relations ville-campagne. En outre, les dynamiques des montagnes d'Afrique de l'Est montrent que ces espaces sont des territoires privilégiés des interactions urbain-rural, notamment par le fait qu'elles sont des pôles de concentration des ressources et

des hommes, qu'elles jouent le rôle d'interface, et que leurs dynamiques d'ouverture sont anciennes[208]. Il résulte que la dimension relationnelle est forte, par conséquent, axer l'approche sur les relations entre les objets m'a paru approprié d'autant plus pour l'objet « montagne » dont l'appréhension s'élabore aussi par son extérieur, la montagne est un contraste, son intériorité se fonde également par son extériorité. Ce travail a alors été ancré dans le paradigme de la complexité, en vue tenter un dépassement de l'approche dichotomique qui sépare la ville et la campagne, bien au contraire, la modeste ambition de cette thèse a été de penser les objets (montagne, ville, campagne) comme des entités non cloisonnées, sans cesse traversées par les dynamiques qui les animent et donc dans une continuelle construction organisée. Les Uporoto ont alors été appréhendées comme un système montagnard dont je rappelle la définition : ensemble social spatialisé, organisé par des interrelations entre des territoires et des acteurs montagnards et extra-montagnards, sa cohésion et sa finalité s'appuient sur les complémentarités multiscalaires. La question de recherche a été reformulée comme suit :

L'organisation du système montagnard basé sur une économie agricole extravertie permet-elle l'intégration des Uporoto au territoire national ?

Cette élaboration a orienté la problématique qui met en relation l'émergence du modèle d'intégration reposant sur l'agriculture extravertie, avec la production d'un ensemble organisé dont le produit est le système montagnard. L'axe principal de recherche s'intéresse donc à l'organisation de la montagne pensée comme un système ouvert, dont le modèle économique s'appuie sur des avantages internes fondés par des complémentarités à plusieurs échelles, cette orientation tend à redéfinir le statut de la montagne à travers les modalités d'intégration. Ce fil rouge a engendré l'hypothèse principale de recherche qui suppose que :

Le développement des cultures alimentaires commerciales redéfinit le statut de la montagne et « recentre » cette périphérie.

Cette supposition s'articule autour de deux propositions géographiques, la première est ancrée dans le modèle centre/périphérie, elle énonce que le système spatial s'appuie sur un centre qui domine sa périphérie, les deux produisant les conditions de leur statut ; la seconde soumet que la montagne est organisée selon des logiques verticales et horizontales.

[208] Se reporter à l'introduction générale qui convoque dans les points sur la montagne intertropicale Africaine des travaux de F. Bart et de B. Charlery de la Masselière.

L'exposé s'est organisé en quatre parties, la première a montré les fondements ruraux du système d'échange et du système urbain, il a mis en exergue l'imbrication de l'agriculture, et de l'urbain, ce dernier, est dominé par la capitale régionale, et est caractérisé par la suprématie des fonctions commerciales. La seconde partie a présenté et justifié la démarche complexe à travers la démarche systémique, puis les concepts d'intégration, de flux et d'acteur. La troisième partie s'est intéressée à la hiérarchie flexible des acteurs en réseau et aux circulations d'hommes et de produits dans le massif. La dernière partie a porté sur l'intégration contrastée et la cohésion incertaine du système en pointant successivement l'organisation spatiale du système d'échange, l'intégration et la fragmentation territoriale des Uporoto puis les densifications des centres urbains au regard de l'intégration inégale des campagnes.

Fragilité du modèle d'intégration : les montagnes Uporoto tenues sous la tutelle du marché

Les réponses apportées aux hypothèses de résultat sont nuancées, elles mettent en exergue la fragilité du modèle d'intégration dont la dépendance au marché semble indépassable, de plus elles soulignent les contradictions de l'organisation.

Rapports de force et marchandisation des moyens de production

L'analyse du réseau d'acteurs a montré que les frontières entre les paysans, les intermédiaires et les commerçants sont mobiles mais elles présentent des blocages qui se situent au niveau de la position d'intermédiaire, les acteurs situés en amont du réseau sont cantonnés dans cette portion de l'ensemble ; il persiste des positions flexibles à grande échelle, et des rigidités à petite échelle. Par ailleurs, l'ascension au rôle d'agent-collecteur est une réussite aléatoire, cette fonction souligne les situations de dépendances qui varient quelque peu selon les saisons. Des intermédiaires situés à l'aval de l'ensemble sont en position de force pour l'organisation des échanges, il s'agit de ceux situés à Mbeya, ils sont de véritables charnières, ces pivots font le lien entre les zones de production qui aspirent à écouler leurs marchandises et l' « urbain » en demande de vivres. Les intermédiaires jouent un rôle clé dans l'organisation des échanges, bien qu'ils profitent de leur position dominante, ils permettent néanmoins à quantité de producteurs d'accéder au marché, leurs contributions sont autant ambiguës que fondamentales. Le marché est qualifié d'imparfait, c'est-à-dire il est fragmenté et opaque au niveau de ses règles et en matière d'information sur les prix qui sont,

qui plus est très volatiles. Les conditions d'accès au marché défaillant soulignent de forts déséquilibres entre les acteurs d'autant plus que l'informalité des transactions de bien non-standardisés couronne le modèle de domination de la sphère commerciale sur la sphère productive.

La marchandisation des moyens de production est le produit de l'environnement économique dérégulé, elle se traduit par une compétition sur l'accès aux ressources comme la terre dans les terroirs de la parmentière. Des logiques marchandes, à travers la concurrence entre des acteurs, conjointes au manque de capital des producteurs, transforment la terre en une ressource productive cédée le temps d'une récolte. La force de travail est devenue un moyen de production marchand du fait de l'individualisation des rapports de production liée à l'amplification de l'orientation commerciale de l'agriculture. La multiactivité est très faible chez les producteurs qui sont par conséquent en forte situation de dépendance vis-à-vis du modèle agricole contraint.

Ces éléments confirment la troisième et la quatrième hypothèse qui gagnent à être reformulées de concert : *le marché défaillant favorise des positions dominantes qui contribuent à l'exploitation et à l'aliénation du paysan au marché*.

Co-construction des lieux et des flux suivant des logiques marchandes

Les relations entre le développement du modèle agricole et les recompositions territoriales mettent en évidence la prégnance des logiques marchandes dans l'organisation spatiale de la montagne, que ce soit au niveau des espaces de production ou des lieux de commercialisation. Ces logiques se traduisent par une amplification des contrastes entre les zones intégrées et celles marginalisées, des espaces s'intègrent en se spécialisant et/ou en créant un marché périodique. La montagne montre une mobilisation inégale de ses terroirs et de ses places marchandes, les différences relèvent sur des écarts entre les avantages comparatifs en fonction de potentialités agronomiques et de l'accessibilité. Les degrés variables de spécialisation dans les cultures alimentaires commerciales participent à la fragmentation des Uporoto. Les rôles structurants des marchés diffèrent selon qu'ils assurent une fonction de détail, de gros ou les deux, et selon leur situation géographique qui contribue à leur rayonnement. L'agencement du réseau des marchés est influencé par la proximité avec des infrastructures de transport, la densification du réseau est un indicateur de l'intégration du massif et de son urbanisation, bien que les *gulio* ne se répercutent pas par des investissements urbains significatifs dans la plupart des cas. Néanmoins, ils exercent un effet d'entraînement

sur leur arrière pays puisqu'ils agissent en tant que force centripète, en polarisant les produits, et ils opèrent comme des dynamiques centrifuges par leur fonction d'expédition. Le rôle polarisant de ces hauts lieux de l'échange social et commercial est plus important pour ceux qui sont localisés assez loin du réseau routier bitumé, et ce pouvoir croît en basse saison. Les nouvelles complémentarités sont le fruit de logiques commerciales de spécialisation qui visent à faciliter l'accès au marché et la circulation des produits.

L'hypothèse supposant que les flux de produits agricoles reconfigurent les lieux montagnards qui reconfigurent les flux se vérifie partiellement puisque les interactions reproduisent plus la situation initiale dans un contexte de saturation foncière et d'investissement limité dans l'agriculture ; l'aspect cumulatif est contraint par la finitude de la montagne. De la proposition initiale émerge un nouvel énoncé : *les flux de produits agricoles affirment les contrastes liés aux avantages comparatifs de lieux qui canalisent les flux.*

Affirmation des fonctions commerciales au détriment du développemnt territorial

Dans la montagne, l'imbrication entre l'agriculture et la ville a été en filigrane de ce travail, la croissance de la métropole régionale repose en partie sur le développement agricole de son arrière pays. La transformation de la ville s'appuie aussi sur son rôle d'intermédiation au niveau sous-régional, l'agglomération est un pôle commercial et logistique. De surcroît, son accession au statut de *city* lui confère des atouts pour son attractivité, pour un prestige renouvelé et pour des revenus plus importants. L'évolution des visages de la ville est plurielle, le panorama des zones d'habitation s'élargit, le paysage du centre ville est assez figé tandis que l'urbanisation des quartiers commerciaux tend à se « verticaliser » et à offrir une nouvelle centralité à Mbeya. Là encore, la route exerce une fonction structurante. Le glissement du centre ancien vers les quartiers commerciaux est un symbole des processus en œuvre dans la région, à savoir l'affirmation de la fonction commerciale des Uporoto et en premier lieu de la capitale. Dans le rural, l'urbanisation est limitée, le sous-équipement des campagnes est chronique et les signes de changements significatifs sont timides. Une fois de plus, les investissements dans le rural poursuivent un intérêt commercial. L'accessibilité des lieux, favorisée par la proximité avec la route bitumée, est un facteur de polarisation de l'urbanisation orientée vers le modèle agricole. Il s'en suit une dissimilitude entre le réseau commercial en constitution, dans lequel certains nœuds s'affirment, tandis que d'autres émergent ; Le réseau urbain est largement dominé par Mbeya. Les logiques concurrentielles qui sont prégnantes dans l'organisation du massif, produisent certes des flux mais leurs

traductions en matière de développement local sont limitées. Le modèle atteste du décalage entre l'intégration au marché et l'intégration territoriale, le marché n'est pas un dispositif qui permette le développement territorial, au contraire, il conduit à la fragmentation de la montagne en accentuant les contrastes, favorisant les espaces dotés des meilleurs avantages comparatifs au détriment des marges montagnardes.

L'hypothèse qui postule de l'urbanisation et de l'intégration de la montagne n'est alors que partiellement vérifiée, les résultats indiqués induisent un nouvel intitulé : *l'amplification des échanges liée à l'essor de nouvelles cultures commerciales contribue à une urbanisation fondée sur des fonctions commerciales au détriment de logiques de développement territorial favorisant la fragmentation territoriale des Uporoto.*

Des éléments qui précèdent, la formulation suivante énonce la thèse selon laquelle *l'organisation du système économique en interrelations avec le système montagnard organise la dépendance au marché du massif et son intégration défaillante au territoire, la montagne est redéfinie en fonction de logiques marchandes et elle se recentre en s'appuyant sur ses fonctions commerciales.*

Limites de l'intégration par le marché

Le marché dominé par des acteurs privés qui poursuivent leurs intérêts propres ne constitue pas un vecteur de développement territorial et encore moins celui d'amélioration des conditions de vie de l'essentiel de la population montagnarde. Bien au contraire, ce modèle agricole, comme quantité d'autres en Afrique et ailleurs, repose sur une faible rémunération des producteurs cantonnés dans la fonction productive. Du reste, il produit des fragilités territoriales, elles résident notamment dans la transformation de la montagne en espace de production extraverti en concurrence avec d'autres espaces. Cette orientation met les territoires intramontagnards en compétition, à l'échelle du terroir, le foncier devient moyen de production indifférencié, il mute en une ressource productive déconnectée de valeurs sociales qui ont pourtant participé à la construction de sa fertilité. Les inégalités fondent les échanges, elles sont issues des différences entre « centre » et « périphérie », à grande échelle, entre la campagne et Mbeya, ou à plus petite échelle entre les Uporoto et Dar es Salaam. Les montagnes sont de plus en plus tributaires des turpitudes ou du bon vouloir du marché. Ces déséquilibres sont justement les moteurs des échanges, qui conduisent à l'intégration au marché, mais qui maintiennent les paysans dans des positions de dépendances et d'assujettissement. Le modèle d'intégration repose moins sur les paysans que sur leur

domination. La paysannerie est marginalisée vis-à vis-de l'accession à autre chose que la fonction productive, puisque si tel était le cas, c'est l'organisation du système qui pourrait être remise en cause si ce n'est le système lui-même. Par ailleurs, les rigidités positionnelles des producteurs dans le réseau, sont en contradiction avec la fluidité des flux.

Le système montagnard contient ses propres antagonismes qui paradoxalement lui confèrent ses dynamiques organisationnelles. L'extraversion amplifie les relations entre les éléments mais elle favorise la dépendance plutôt que l'interdépendance, la subordination de l'économie montagnarde à la capitale économique tanzanienne questionne la durabilité et la cohésion du système. En effet, le changement d'échelle fait apparaître que plusieurs territoires de production sont en concurrence pour l'approvisionnement de Dar es Salaam et des autres grands centres urbains. La situation périphérique de Mbeya n'est pas un atout dans ce cadre concurrentiel, il est imaginable que l'affirmation d'un bassin plus compétitif que les Uporoto puisse marginaliser l'agriculture du sud-ouest tanzanien. En ce qui concerne la pomme de terre, Mbeya et Moshi prennent le relais de Njombe, du mois de juillet au mois de décembre pour le ravitaillement de Dar es Salaam. Un affranchissement relatif de l'agriculture aux saisons, par exemple par le recours de la technique (irrigation, etc.), dans un bassin concurrent pourrait affaiblir les avantages comparatifs de la périphérie du sud-ouest. La région de Njombe (1900 m) est située juste à l'est des Uporoto, soit plus proche de Dar es Salaam. Njombe se trouve au sud de Makambako qui est un carrefour important entre l'axe Dar es Salaam-Zambie et une verticale Songea-Dodoma. Ce bassin est un concurrent disposant de forts atouts, il polarise d'ailleurs des investissements dans la parmentière et il est parmi les principaux bassins de production de pomme de terre, de maïs et de haricot. Conformément aux logiques concurrentielles, on peut aisément imaginer une redondance[209] entre les phénomènes à l'échelle intramontagnarde et à l'échelle régionale. Ce qui est observé dans les Uporoto, à savoir l'intégration d'Uyole et la marginalisation de Mbalizi peut trouver un écho entre une marginalisation des Uporoto due au développement de l'agriculture de Njombe. Finalement, ce phénomène, serait l'illustration du principe *hologrammatique*, il existerait une redondance entre le système des Uporoto et le système d'échange à l'échelle nationale, ou comme l'indique Yves Barel, on retrouve dans les parties l'expression de la totalité, (*parties totales*) sans que l'une ne soit réductible à l'autre (Barel, 1979). L'économie des campagnes montagnardes peut être qualifiée de rentière, puisque seules les fonctions de production

[209] En gardant à l'esprit, comme on l'a déjà souligné, qu'il n'y a pas que l'échelle qui change quand on en change.

agricole la caractérisent, et que le « processus d'accumulation n'a pas pu être enclenché » (Hugon, 2009 : 9), en ce sens, la campagne des Uporoto peut être pensée comme une partie exprimant la totalité africaine distinguée par l'économie de rentes.

Limites de l'approche élaborée et de la thèse défendue

Le doute m'a continuellement habité, et il m'habite encore, tant sur le questionnement que sur les réponses apportées. Cette sensation, doublée de celle de l'inachevée, résulte du défi signalé au début de l'ouvrage, à savoir celui de créer des données puisqu'on ne trouve que très peu de travaux sur cette zone d'étude. La volonté à créer de l'information m'a parfois poussé à me contredire, par exemple, j'ai dû recourir aux statistiques, « au chiffre froid » pour peindre le tableau des acteurs, mais je me suis attaché à rester dans la description-interprétation. Au risque de décevoir, je me suis gardé de toute modélisation, pour rester cohérent avec la position défendue, il est pertinent d'accepter l'incomplétude et l'incertitude et de ne pas sombrer dans ce que Anne-Marie Codur nomme « les affres des premières modélisations systémiques en sciences sociales ou le triomphe de l'élémentarisme […] tout ce qui traite de système n'est pas systémisme » (Codur, *in* Loriaux (dir.) 1998 : 179). Alors certes, des propositions peuvent sembler obscures au premier abord, j'ai essayé de les clarifier, rappelons nous que selon Edgard Morin c'est comme cela que se présente la complexité à première vue, (Morin, 2005). La posture choisie s'inscrit dans la cohérence et la continuité d'une expérience de vie, elle résulte du rapport entre le sujet et l'objet et elle se fonde avant tout sur les problèmes que m'a posés le terrain. Elle s'ancre également dans un champ disciplinaire qui vise à dépasser la dichotomie ville-campagne, autrement dit le principe de disjonction et de simplification. Au contraire, la position adoptée accorde une place à l' « irreductibilité » de la réalité que je ne saurais mutiler en la découpant. J'ai essayé de suivre ce que l'enseignant dit à ses étudiants « respectez les consignes », je crois avoir joué le jeu et respecté les étapes. Au terme de cette aventure, je suis heureux que le gage d'authenticité et d'honnêteté puisse marquer ce travail de son sceau.

L'orientation de la thèse s'est implicitement et irrémédiablement tournée vers la capacité du marché à produire du développement puisque l'environnement politique n'insuffle pas (suffisamment) de dynamiques qui visent à améliorer le quotidien de l'essentiel de la population montagnarde. Elle suggère que l'organisation économique est le moteur de l'organisation sociale. Aussi, l'environnement économique a individualisé les relations de

production, en atomisant le corps social et en créant un prolétariat rural, et il semble bien que les rapports de production contribuent fortement (et donc pas seulement) à l'organisation sociale. Gardons-nous de croire que l'intégration au marché serait la panacée et la solution pour améliorer le quotidien de la société paysanne montagnarde. Cependant, dans un tel environnement, elle constitue un palliatif contraint par l'absence d'alternatives. La thèse occulte d'autres voies de l'intégration, à savoir l'intégration politique et l'intégration régionale.

Les autres voies de l'intégration

L'intégration au marché régional est un axe de développement qui semble pertinent pour les Uporot du fait de leur situation stratégique, aux portes de pays enclavés de la sous-région. La recherche met en avant cet échelon comme un niveau pertinent d'établissement de filières agricoles (Devèze (dir.), 2008). La place de l'Afrique subsaharienne sur les marchés mondiaux est marginale, et les échanges intra-africains sont faibles : 22 % pour l'Afrique Subsaharienne et moins de 20 % pour la Tanzanie, (*idem*). La structuration des filières à l'échelle sous-régionale de la pomme de terre et de la banane, pour lesquelles il a été indiqué une demande Malawite, Zambienne, Congolaise, Botswanaise peut être un instrument d'intégration régionale et de renforcement de la centralité de Mbeya à cette échelle, et de réduction de sa périphéricité au niveau national. Cependant, cette perspective, si elle est accapérée par le secteur privé sans qu'il n'y ait une régulation publique, on peut douter de la capacité de cette orientaion à développer les Uporoto.

L'intégration politique de la paysannerie, à l'État est un processus qui a été entrecoupé par les changements de l'environnement économique. La participation des paysans dans les filières organisées par l'État a été un vecteur de la construction d'une identité nationale d'autant plus dans le contexte tanzanien de l'Ujamaa qui visa le développement social et économique des individus à travers la communauté, en privilégiant l'autosuffisance alimentaire du pays et en mettant donc l'accent sur l'agriculture[210]. Les bouleversements de l'environnement économique en particulier dus au libéralisme ont transformé les rapports des paysans à la terre et au territoire, l'individualisation des comportements induisent une redéfinition du contrat social et spatial sur lequel s'est construit l'État nation et une reconstitution des identités articulées à des territoires de références en recomposition

[210] Voir la partie « 3-2. Le tissu des villages un ensemble de points aux attributs urbains limités » du chapitre 2.

(Charlery de la Masselière, 2002, 2013). L'intégation politique, l'adhésion à un contrat social est un champ d'investigation qui pousse l'analyse à l'échelle des individus et qui est complémentaire à la démarche proposée.

En ma fin est mon commencement. Thomas Stearns Eliot

Cette citation illustre la position adoptée qui s'appuie sur la boucle récursive, elle souligne le mouvement temporel qui sied au mouvement spatial, elle évoque la renaissance continuelle, la construction permanente des choses par les dynamiques qui les traversent. D'un autre côté, elle suggère l'origine et la destination du flux qui anime la montagne. On est parti de l'idée que les Uporoto pouvaient être pensées comme un système organisé par des interrelations, dont « le produit est producteur de ce qu'il produit » (Morin, 2005 : 115). La boucle récursive a été le moyen par lequel il a été possible de penser l'intériorité de la montagne dans son articulation avec son extériorité, autrement dit les objets sont appréhendés en tant qu'eux-même par rapport aux autres. Cette position s'appuie sur la porosité et la mobilité des frontières, entre les objets donc, mais également entre le sujet et l'objet qui se co-construisent et sur lesquels on a écrit quelques lignes plus en amont[211]. Les frontières entre la ville et la campagne semblent aussi inadéquates que les frontières inter-disciplinaires, que les chapelles disciplinaires, voire que les murs qui ont cloisonné le savoir physique du savoir métaphysique, et la création artistique de la rigueur scientifique. Tout cela n'est que vue de l'esprit. L'essentiel est peut-être de suivre une logique d'ouverture, qu'elle soit organisationnelle ou justement d'esprit.

[211] Se reporter aux chapitres 3 et 4.

BIBLIOGRAPHIE

AKOUN MAMBO P., GUERY M. (1996) « Dynamiques des villes secondaires en Côte d'Ivoire ». In *Citadins et ruraux en Afrique subsaharienne*. Cahiers de l'UCAC n°4. UCAC, Karthala. Yaoundé, Paris. Pp 127-145.

ALDEN WILY L., (2003) *Régime fonciers communautaires : La nouvelle loi sur le foncier villageois de 1999 en Tanzanie : question set réponses*. Dossier n°120. IIED. Londres. 77 p.

ALMEIDA TOPOR (d') COQUERY-VIDROVITCH H., SENECHAL J. (coord.) (1996) *Interdépendances villes-campagnes en Afrique. Mobilité des hommes, circulation des biens et diffusion des modèles*. L'Harmattan. Paris. 296 p.

AMIET M., BILLIARD I., BRAMS L. (1989) *Système et paradoxe, autour de la pensée d'Yves Barel*. Seuil. Paris. 244 p.

ANDERSSON J.A. (1996) " Potato Cultivation in the Uporoto Mountains, Tanzania: An Analysis of the Social Nature of Agro-Technological Change". *African Affairs*, Vol 95, N° 378. Oxford University Press. Pp85-106.

ANTHEAUME B. (ed.), BLANC-PAMARD C. (ed.), CHALÉARD J-L. (ed.), DUBRESSON Alain (ed.), LASSAILLY-JACOB V. (ed.), MARCHAL Jean-Yves (ed.), PILLET SCHWARTZ A.M. (ed.), POURTIER R. (ed.), RAISON Jean-Pierre (ed.), SEVIN Olivier (ed.), PINTON F. (coord.) (1989) *Tropiques: lieux et liens: florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*. ORSTOM. Paris. 620 p.

ATHANASIO H.F. (2008) *Population growth and provision of primary school education services in Tanzania : a case study of Mbeya urban district*. Master, University of Dar es Salaam. 80 p.

BACHIMON P. (2001) *La « Rurbanité », au centre de la recherche action.* Sempervira, N°9. Académie Suisse des Sciences et Centre suisse de recherche scientifique. 4 p.

BAILLY A. (dir) (2005) [1984] *Les concepts de la géographie humaine*. Armand Colin, Collection U, 333 p.

BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D. (Dir.) (1995) *Encyclopédie de géographie*. Economica. Paris. 1168 p.

BANYIKWA W.F. (2007) « The Socio-economic Structure of Food Commodities Marketing in Mbeya Municipality, Tanzania ». In *Journal of the Geographical Association of Tanzania*, n°32 november 2007. Dar es Salaam. Pp1-15.

BAREL Y. (1989) *Le paradoxe et le système, Essai sur le fantastique social*. Presses universitaires de Grenoble. Grenoble. 268p.

BAROUIN C., CONSTANTIN F. (1999) *La Tanzanie contemporaine*. Karthala. Paris. 360 p.

BART F. (1993) *Montagnes d'Afrique, terres paysannes*. CEGET / PUB. Collection Espaces Tropicaux, n°7. 590 p.

BART F. (2001) « Montagnes entre marginalité et intégration *»*. In Veyret, Y. (coord) *Les montagnes, discours et enjeux géographiques*. SEDES, dossier 28. 141 p.

BART F. (2002) « Montagnes d'Afrique Tropicale : espace sous tensions ? », in BART, F., Bonvallot J., Pourtier R. (coord.) Dossier *Regards sur l'Afrique*, Historiens & Géographes n°379 (édition spéciale), UGI/CNFG/IRD/2002. Paris. Pp.153-162

BART F. (2006) « La montagne au coeur de l'Afrique tropicale ». In *Les Cahiers d'Outre-Mer, Afrique de l'Est : montagnes,* n°235, vol 59 juillet-septembre 2006. Pp307-322.

BART F. (dir) (2003) *L'Afrique, Continent pluriel*, CNED-SEDES, 255 p.

BART F., CALAS B. (2008) « Montagnes tropicales, espaces d'interface ? ». In PAGNEY BENITO-ESPINAL F. (dir.) *Les Interfaces : ruptures, transitions et mutations.* Espaces tropicaux n°19, Presses universitaires de Bordeaux. Pp157-169.

BART F., MBONILE MJ., DEVENNE F. (2003) *Kilimandjaro : montagne, mémoire, modernité*. Presses universitaires de Bordeaux. Pessac. 368 p.

BART F., Morin S., Salomon J.N. (coord.) (2001) *Les montagnes tropicales. Identités, mutations, développement*. Espaces Tropicaux, N°16. DYMSET-CRET, Univ. Bordeaux III, Pessac. 670 p.

BERTRAND M., DUBRESSON A. (éds) (1997) *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*. Karthala. Paris. 326 p.

BIENT G. (2007) *Géographie « ouverte » des territoires du piémont sud du Kilimandjaro (Nord – Tanzanie)*. Thèse de géographie, Université de Bordeaux III Michel Montaigne. Bordeaux. 494 p.

BLÖSS T., GROSSETTI M. (1999) *Introduction aux méthodes statistiques en sociologie*. Puf. Paris. 224 p.

BONERANDI E., LANDEL P-A., ROUX E. (2003) « Les espaces intermédiaires, forme hybride : ville en campagne, campagne en ville ? » In *Revue de géographie alpine*. Tome 91, N°4, Déc. 2003. Pp 65-77.

BRAUDEL F. (1985) *La dynamique du capitalisme*. Champs, Flammarion. Paris. 121 p.

BRET, B. (2005) « Intégration et fragmentation territoriale en Amérique latine ». In *Intégration et fragmentation territoriale en Amérique latine*, Bulletin de l'Association de géographes français, vol. 82, n°4. Paris. Pp 387-392.

BRUNEAU J-C. (2002) " Vivre la ville à la campagne : crise des sociétés et exurbanisation en Afrique tropicale ", *Regards sur l'Afrique* , *Historiens et Géographes*. n° 379. Pp 185-196.

BRYCESON D.F. (1993a) *De-Agrarianization and Rural Employement Generation in Sub-Saharan Africa : Process and Prospects*. Working Paper vol. 19/1993. Africa Studies Centre. Leiden.54 p.

BRYCESON D.F. (1993b) *Liberalizing Tanzania's food trade*. UNRISD, James Currey, Hernemann, Mkuki Na nyota. 300 p.

CALAS B. (1999) « Les paradoxes des rapports ville-campagne à travers l'analyse du ravitaillement kampalais ». In CHALEARD J.L, DUBRESSON A. (éds) *Villes et campagnes dans les pays du Sud*. Karthala. Paris. 258 p.

CALAS B. (2000) *Le système logistico-urbain est africain*. In mambo, vol I, n°2, décembre 2000. IFRA- Nairobi. Nairobi.4 p.

CALAS B. (2007) « Dynamiques métropolitaines d'Afrique orientale ». In *Afrique de l'Est : dynamiques urbaines*. Les Cahiers d'Outre-Mer (en ligne), n°237 (janvier-mars 2007), mis en ligne le 01 janvier 2010. 19 p. URL : http://com.revues.org/index623.html

CARIOU A. (2009) *Le nouveau Xinjiang : intégration et recompositions territoriales d'une périphérie chinoise. EchoGéo* [En ligne], Numéro 9 | 2009, mis en ligne le 17 juin 2009. URL : http://echogeo.revues.org/11244

CARR M.K.V., *et al*. (1992) "An overview of tea research in Tanzania; with specials references to Southern Highlands". In *Proceeding of Conference in ARTTT in the Southern Higlands of Tanzania*. Uyole Agricultural Research Centre. Pp 237-252.

CASTEX P. (1977) *Voie chilienne au socialisme et luttes paysannes.* Maspéro. Paris. 296 p.

CAZENAVE-PIARROT A. (2009) « La région des Grands Lacs africains : collapse nature-société pronostiqué ? ». In *Entropia, L'effondrement : et après ?* n°7, automne 2009. Pp 61-74.

CHALEARD J.L., DUBRESSON A. (1989) « Un pied dedans, un pied dehors, à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire ». In *Tropiques, lieux et liens*, ORSTOM, Paris. Pp 277-290.

CHALEARD J-L. (1987) "La place des cultures vivrières dans les sytèmes de production en agriculture de plantation : le cas du département d'Agboville (Côte d'Ivoire)", in Cahiers des sciences humaines, *Systèmes de production agricole en Afrique tropicale*, Vol 24, n°1, ORSTOM, Paris, 1987. Pp17-35.

CHALEARD J-L. (1990) *Réponses paysannes à la croissance urbaine*, in Les Cahiers d'Outre-Mer. n°169. Bordeaux. Pp5-24.

CHALEARD J-L. (1996) *Temps des villes, temps des vivres, l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire.* Karthala. Paris. 662 p.

CHALEARD J-L. (2003) « Cultures vivrières et cultures commerciales en Afrique occidentale : la fin d'un dualisme ». In LESOURS M. (coord) *L'Afrique, vulnérabilité et défis*. éd du Temps. Nantes. 2003. Pp 267-292

CHALEARD J-L., CHARVET JP. (2004) *Géographie agricole et rurale.* Belin. Paris. 239 p.

CHALERAD J-L. (2002) « Marchés et vivrier marchand en Afrique occidentale : le cas de la Côte d'Ivoire ». In : Bart F., Bonvallot J., Pourtier R. (coord.), *Regards sur l'Afrique*, Historiens & Géographes n° 379 (édition spéciale), UGI, CNFG, IRD / 2002. Paris. Pp 111-122

CHARLERY de la MASSELIERE B. (2002) « Filières agricoles des produits tropicaux ». In Les Cahiers d'Outre-Mer , "*Filières de produits tropicaux*" 220 | Octobre-Décembre 2002 , [En ligne], mis en ligne le 13 février 2008. URL : http://com.revues.org/index940.html

CHARLERY de la MASSELIERE B. (2002) « Paysanneries d'Afrique noire : entre terre, terroir et territoire ». In : Bart F., Bonvallot J., Pourtier R. (coord.), *Regards sur l'Afrique*, Historiens & Géographes n° 379 (édition spéciale), UGI, CNFG, IRD / 2002. Paris. Pp. 123-132

CHARLERY de la MASSELIERE B. (2005) « Le biais rural. Retour sur le développement ». *Outre-Terre, 2005/2 no 11*. P. 41-55.

CHARLERY DE LA MASSELIÈRE B. (2013) « Systèmes spatiaux, systèmes de ressources et identités : redéfinir les contextes des dynamiques territoriales ». In CHARLERY DE LA MASSELIÈRE B. THIBAUD B., DUVAT V. (dir.) *Dynamiques rurales dans les pays du Sud, l'enjeu territorial*. PUM. Toulouse. Pp 9-20.

CHARLERY de La MASSELIERE B., NAKILEZA B., UGINET E. (2009) Le développement du maraîchage en Afrique de l'Est : les enjeux. *In Mutations tropicales et transformations des systèmes agropastoraux. Les Cahiers d'Outre Mer*, n°247. Pp 311-330.

CHARLERY DE LA MASSELIÈRE B., RACAUD S. (2012) « De la terre-patrimoine à la terre-ressource : tensions entre structures foncières héritées et nouvelles perspectives des acteurs paysans en Afrique de l'Est ». *Bulletin de l'Association des Géographes français*. *Terres et tensions en Afrique*, 2012-3. Pp 412-426.

CHARVET JP. (2007) *L'agriculture dans la mondialisation.* La Documentation photographique, sept-oct. 2007. Paris.64 p.

CODUR AM. (1998) « Approche systémique et modélisation des systèmes sociaux : un système sociétal unique ou des sous-systèmes hiérarchisés ? » In LORIAUX M. (dir.) (1998) *Populations et développement : une approche globale et systémique*. Academia Brulant, L'Harmattan. Louvain La Neuve, Paris. Pp 167-199.

COMORO C. (1988) *Urbanization in Tanzania, The Dynamics of Market Forces : the case study of Mbeya*. PhD Thesis. Carleton University. Ottawa. 288 p.

COQUERY-VIDROVITCH C., d'ALMEIDA-TOPOR H., SENECHAL J. (1996) *Interdépendances villes-campagnes en Afrique, Mobilité des hommes, circulation des biens et diffusion des modèles depuis les indépendances*. L'Harmattan. Paris. 294 p.

COURADE G, DEVEZE JC. (2006) « Des agricultures africaines face à de difficiles transitions ». In *Afrique contemporaine* 2006/1 (n° 217). De Boeck Université. Bruxelles. Pp 21-41.

COURADE G. (dir) (2006) *L'Afrique des idées reçues*. Belin. Paris. 400 p.

DASCON J. (2009) *Les acteurs paysans du tourisme au Kilimandjaro, écriture filmique et écriture textuelle comme mode de compréhension des dynamiques géographiques en terres Chagga*. Thèse de doctorat de géographie et aménagement, Université de Toulouse 2 le Mirail. Toulouse. 676 p.

DAVID J. (1983) « Multi-activité individuelles et stratégies des ménages agricoles ». In *Revue de géographie alpine*. 1983, Tome 71, N°2. Pp 133-141. En ligne, consulté le 15 juillet 2013.http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rga_0035-1121_1983_num_71_2_2528

DEBARBIEUX B. (1989) « La montagne dans la recherche scientifique : statuts paradigmes et perspectives ». *In Revue de géographie alpine*, tome 89, N°2. Pp 101-123.

DEBARBIEUX B. (1989) « Les statuts implicites de la montagne en géographie ». In *Revue de géographie alpine*. Tome 77, N°1-3. pp 279-291.

DEBARBIEUX B. (2001) « La montagne : un objet géographique ? » In Veyret, Y. (coord) *Les montagnes, discours et enjeux géographiques*. SEDES, dossier 28. Paris. pp11-35.

DEVEVE JC. (dir) (2008) *Défis agricoles africains.* Karthala. Paris.414 p.

DI MEO G. (1991) [1988] *Géographie sociale et territoires*. Coll. Fac. Nathan. Paris. 320 p.

DI MEO G., BULEON P. (2005) *L'espace social*, Colin, Paris. 304 p.

DICKEN P., KELLY F., OLDS P ., WAI-CHUNG YEUNG, H. (2001) *Chains and network, territories and scales : towards a relational framework for analysing the global economy.* Global Networks 1, 2 (2001).pp 89-112.

DUPONT V., GUILMOTO C.Z. (1993) « Présentation, mobilités spatiales et urbanisation. Théories, pratiques et représentations ». In *Cahiers des sciences humaines, Mobilités spatiales et urbanisation. Asie, Afrique, Amérique*. Vol29, n°2-3. Paris. pp 279-295.

DUPUY F. (2004) *Anthropologie économique*. Armand Colin. Paris. 192 p.

DURAND M-F., LEVY J., RETAILLE D., *Le monde espaces et systèmes*. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Dalloz. Paris. 596 p.

ELA J.M., (1998) *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique Noire*. L'Harmattan. Paris. 420 p.

ESSANG T., WOIN N., BADEBOGA EA. (2003) « Stratégies et comportements des acteurs économiques de la filière oignons ». In JAMIN DY., SEINY BOUKAR L., FLORET L. (éd. Scientifiques) *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun*. PRASAC, CIRAD. N'Djamena, Montpellier.10 p.

ESTEVA G., SACHS W. (1996) *Des ruines du développement*. Ecosociété. 140 p.

FAFCHAMPS M. (2004) *Market Institutions in Sub-Saharan Africa : Theory and evidence*. MIT, Cambridge/London. 462 p.

FMI, Nord et al. (2009) Tanzania, the story of an African transition. Washington. IMF. http://www.imf.org/external/pubs/ft/books/2009/tanzania/tanzania.pdf

FOECKEN D., SOFER M., MLOZI M. (2004) *Urban agriculture in Tanzania, Issues of sustainability*. Research Report 75/2004. African Studies Centre. Leiden.215 p.

FOLD N., NYLANDSTED LARSEN M. (2008) *Globalization and Restructuring of African Commodity Flows*. Nordiska Afrikainstitutet. Uppsala. 276 p.

FONTIJN K., WILLIAMSON D., MBEDE E., ERNST G. (2012) « The Rungwe Volcanic Province, Tanzania – A volcanogical review ». *Journal of African Earth Sciences*. N° 63. Pp 12-31. www.elsevier.com/locate/jafrearsci

FOURNIER S., MUCHNICK J., REGUIER-DESJARDINS D. (2002) *Enjeux et contraintes du développement de la filière huile de palme au Bénin : une approche par les systèmes agroalimentaires localisés*. In *Les Cahiers d'Outre-Mer*, "Filières de produits tropicaux" 220 | Octobre-Décembre 2002 , [En ligne], mis en ligne le 13 février 2008. URL : http://com.revues.org/index940.html

FRANCOIS A. (2003) « Le concept de développement : la fin d'un mythe », in *L'Information géographique* n°66, décembre 2003, pp. 323-336.

FRANCOIS A. (2006) « La paupérisation des économies montagnardes sur le Mont Elgon (Ouganda) ». In *Les Cahiers d'Outre-Mer, Afrique de l'Est : montagnes,* n°235, vol 59 juillet-septembre 2006. Pp 371-380.

FRANQUEVILLE A. (1972) *Les relations ville-campagne sur la route au Nord de Yaoundé*. ORSTOM, vol IX, n°3. Pp 337-387.

FRANQUEVILLE A. (1987*) Une Afrique entre le village et la ville*. ORSTOM. 646 p.

GALLAIS J. (1982) « Pôle d'Etat et frontières en Afrique contemporaine ». *Les Cahiers d'Outre-Mer*. Vol 35, N° 138. Pp 103-122

GEORGE P. (1993) [1970] *Dictionnaire de la Géographie*. Puf. Paris. 498 p.

GERVAIS-LAMBONY P. (1994) *De Lomé à Harare, le fait citadin*. Karthala-IFRA. Paris-Nairobi. 490 p.

GODELIER M. (1984), *L'idéel et le matériel*. Pensée, économie, sociétés, Paris, Fayard. 348 p.

HATCHEU É. T. (2000) « Les commerçants et les transporteurs dans l'approvisionnement vivrier et la distribution alimentaire à Douala (Cameroun) ». *Bulletin de l'APAD*, [en ligne] 19. Consulté le 23 novembre 2012. http://apad.revues.org/431

HATCHEU É. T. (2006) *Marchés et marchands de vivres à Douala*, Paris, L'harmattan, 189 p.

HUCHON J. (2004) *Intégration et conflits d'espaces, les dynamiques territoriales des Pokot (Nord-ouest Kenya)*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse 2 le Mirail. Toulouse. 433 p.

HUGON P. (1988) L'industrie agro-alimentaire. Analyse en termes de filières. In Tiers-Monde, tome 29, n°115.Pp 665-693. URL :http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1988_num_29_115_3715

HUGON P. (2009) [1993] L'économie de l'Afrique. La découverte. Paris. 127 p.

IBDAHO B., DIBUA J.L. (2003) Deconstructing Ujamaa : The Legacy of Julius Nyerere in the Quest for Social and Economic Development in Africa. African Journal Of Politics and Sciences, Vol 8, No1.pp59-83. URL

JOUVE P. (2006) « Transition agraire : la croissance démographique, une opportunité ou une contrainte ? » In *Afrique Contemporaine*, 2006/1, n°217, De Boeck Université, pp43-54.

KAYSER B. (1990*) Géographie, entre espace et développement.* PUM. Toulouse. 284 p.

KAYSER B. (1990) *La renaissance rurale*. Armand Colin. Paris. 316p.

KLUGMAN J., NEYAPTI B., STEWART F. (1999) *Conflits et croissance en Afrique, vol2 : Kenya, Ouganda, Tanzanie.* Centre de développement de l'OECD. Paris. 129 p.

KOIZUMI M. (2007) « Comparative study of farming systems in South-Wester Tanzania : agrarian adaptation in a socio-historical perspective ». In *African Study Monographs*, Suppl. 34, March 2007. Pp 3-20.

KONINCK R. (de) (2005) « La géographie critique ». In Bailly *Les concepts de la géographie humaine*. Armand Colin, Collection U. pp 185-199.

LAPIERRE J-W. (1992) *L'analyse de système, l'application aux sciences sociales*. SYROS. Paris. 228 p.

LATOUCHE S. (1998) *L'autre Afrique, entre don et marché*. Albin Michel économie. Paris. 248 p.

LAURENS VAN DER LAAN H., DIJSKTRA T., TILBURG A. (ed.) (1999) *Agricultural marketing in Tropical Africa, Contributions from the Netherlands*. African Studies Centre, Research series, 15/1999. Leiden. 240 p.

LE BRIS E., PAULAIS T. (2007) *Décentralisation et development.* In Afrique contemporaine 2007/1 (n° 221). De Boeck Université. Bruxelles. Pp 21-44.

LE ROY E. (1995) « La sécurité foncière dans un contexte de marchandisation imparfaite de la terre ». In BLANC-PAMARD C., CAMBREZY L. *Terre, terroir, territoire, les tensions foncières, colloque et séminaire, Dynamique des systèmes agraires*, ORSTOM, 2 III. 472 p.

LEON A. (2004) "L'East African Community: vers une intégration régionale des espaces". In *Les Cahiers d'Afrique de l'Est, L'intégration Est-africaine*. n°23, janvier-mars 2004. Pp 2-32.

LESOURD M. (2000) *Agricultures et espaces ruraux africains en devenir*. Revue de géographie de Saint-Louis, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Numéro inaugural, janvier 2000, pp.102-121.

LEVY J., LUSSAULT M. (dir) (2003) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés.* Belin. Paris. 1034 p.

LIPCHITZ A. TORRE C., CHEDANNE P. (2008) « Vers une priorité aux marchés vivriers régionaux ». In DEVEVE J-C. (dir) (2008) *Défis agricoles africains.* Karthala. Paris. pp 285-312.

LORIAUX M. (dir.) (1998) *Populations et développement : une approche globale et systémique*. Academia Brulant, L'Harmattan. Louvain La Neuve, Paris. 582 p.

LUGAN J-C. (2005) [1993] *La systémique sociale*. Puf. Paris. 128 p.

LUSSAULT M. (2003) *L'homme spatial, la construction sociale de l'espace humain*. Seuil. Paris. 364 p.

MAINET H., EDOUARD J-C. (2011) *« Territorialités rurales et villes intermédiaires dans les montagnes d'Afrique de l'Est : vers un renouvellement des fonctions ? »* In Charlery de la Masselière B., Thibaud B., Duvat V. (dir.) *Dynamiques rurales dans les pays du Sud, l'enjeu territorial*. PUM. Toulouse. 410p. pp157-170

MBONILE M.J. (1995) *Determinants of migration in Tanzania, the case of Makete district*. Research report n°96, Institute of resource assessment, University of Dar es Salaam. 50 p.

MEILLASSOUX C. (1992) *Femmes, greniers et capitaux*. L'Harmattan. Paris.252 p.

MERLIN P., CHOAY F., (Dir.) (2000) *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. PUF. Paris. 902 p.

MINVIELLE J-P. (1999) « L'articulation des paysans au marché ». In Haubert, M. *L'avenir des paysans*. PUF. Paris. pp107-123.

MIRALLES M. (2007) « La ville secondaire et son environnement rural dans un contexte de métropolisation : l'exemple de Kiambu ». In Les Cahiers d'Outre-Mer (en ligne), n°237 *Afrique de l'Est : dynamiques urbaines* (janvier-mars 2007), mis en ligne le 01 janvier 2010. URL : http://com.revues.org/index647.html

MORIN E. (1977) *La Méthode, 1. La nature de la nature*. Seuil. Paris. 402 p.

MORIN E. (1988) *Le défi de la complexité*. Revue Chimères, n°5-6, mis en ligne le 10 janvier 2007, URL : http://www.revue-chimeres.fr/drupal_chimeres/?q=node/57

MORIN E. (2005) [1990] *Introduction à la complexité*. Seuil. Paris. 158 p.

MULUNGUD. (2007) *The impact of rural-urban migration to youth livelihood, a case study in Mbeya city*. Master, University of Dar es Salaam. 120 p.

MUZZINI E., LINDEBOOM W. (2008) *The Urban Transition in Tanzania : Building the Empirical Base for Policy Dialogue*. IBRD/ World Bank. Washington. Stock No. 37274. 150 p.

MWAKALOBO A., KASHULIZA A. (1999) *Smallholder farming systems in a liberalized market environment in Tanzania : some empirical analysis in some areas of Mbeya Region*. Agricultural Economist Society of Tanzania conference proceedings, Series volume2. URL : http://www.fiuc.org/iuap/sap/

MWAKALOBOA., (1997) « Prices Reforms and Smallholder Agricultural Production in Rungwe District ». In *Tanzanian Journal of Development Studies Journal*. UDS. Dar es Salaam. 23 p.

MWAMFUPE D.G. (1998) *Changing village land and livelihoods. Rungwe and Kyeala district, Tanzania*. African Studien Centrum. Leiden. Working paper Vol 29. University of DES.

MWASEBA D.L. (2005) *Impact of agricultural research: A study of on-farm development effects of agricultural research in the Southern Highlands and Eastern Zones of Tanzania*. Phd doctoral thesis. DIEDS-Noragric. Norway.

NYLANDSTED LARSEN M., FOLD N. (2008) (ed) *Globalization and restructuring of African Commodity Flows*. Nordiska Afrikanstitutet. Uppsala. 276 p.

OJANY F.F., WIESMAN U. (1998) *Resources, Actors and Policies, Towards Sustainable Regional development in the Highland-Lowland System in Mount Kenya.* Easter and Southern Africa Geographical Journal, vol. 8, Special Number, September 1998. Nairobi.

OLIVIER DE SARDAN J.P. (1995) *Anthropologie et développement*. Karthala. Paris. 205 p.

OUMA OWUOR S. (2006) *Bridging the urban-rural divide. Multispatial livelihood in Nakuru town, Kenya*. African Studies Centre, Research Report 81/2006. Leiden. 274 p.

PALLOTTI A. (2008) "Decentralizing power or spreading poverty ?" In *Review of African Political Economy*, ROAPE. No 116. Pp 221-235.

PAULAIS T. WILHELM L. (2000) *Marchés d'Afrique*. Karthala. Paris. 198 p.

PEGUY C-P. (2001) *Espace, temps, complexité ; vers une métagéographie*. Belin. 284 p.

PELISSIER P. (2000) *Les interactions rural-urbain : circulation et mobilisation des ressources*. Bulletin *de l'APAD* [En ligne], 19 | 2000, mis en ligne le 12 juillet 2006. URL : http://apad.revues.org/422

PELISSIER P. (2004) « Ruraux et citadins en Afrique noire : une géographie métisse ». In L'Information géographique, L'*Afrique*, vol 68, décembre 2004. Armand Colin. Paris. pp 293-308.

PERROUX F. (1981) *Pour une philosophie du nouveau développement*. Presses de l'UNESCO. Paris. 265 p

PINCHEMEL P. et G. (1997) *La face de la Terre*. Paris. Armand Colin. 517 p.

PONTE S. (1998) *Fast crops, Fast Cash : Market Liberalization and Riral Livelihood in Songea and Morogoro Districts, Tanzania*. Canadian Journal of African Studies, Vol 32, N°2. Pp 316-348.

POURTIER R. (1993) « Petites villes et villes moyennes : développement local et encadrement étatique ». In HUGON P., POURTIER R. (dir) *Villes d'Afrique*. Afrique contemporaine, n° 168 octobre-décembre 1993, numéro spécial. La Documentation française. Paris. pp 82-97.

POURTIER R. (2008) « L'Afrique des Grands Lacs : un espace de fractures ». In PAGNEY BENITO-ESPINAL F. (dir.) *Les Interfaces : ruptures, transitions et mutations*. Espaces tropicaux n°19, Presses universitaires de Bordeaux. pp 83-97.

PUMAIN D., SAINT-JULIEN T., (2010) [2001] *Analyse spatiale, les interactions*. Armand Colin. Paris. 218 p.

QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L. (1995) *Manuel de recherche en sciences sociales*. Dunod. Paris. 288 p.

RACAUD S. (2004) *L'agriculture urbaine à Bafoussam : enjeux de la cohabitation de l'agriculture et de la ville dans la ville*. Mémoire de maîtrise. Université Toulouse 2. 124 p.

RACAUD S. (2006) *L'agriculture urbaine à Bafoussam, Ouest Cameroun: Aux fondements de la rurbanité*. Mémoire de Master Recherche. Université Toulouse 2. 97 p.

RACAUD S. (2012) « Interdépendances des montagnes Uporotos au regard de leur intégration dans le système d'échange tanzanien ». S Racaud. *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*. Numéro spécial « Tanzanie », N°45, jt-sept 2012. IFRA. Nairobi.

RACAUD S. (2013) « Intégration territoriale d'une montagne en transition aux marches urbains, le cas des Uporotos Mountains, Tanzanie ». In Charlery de la Masselière B., Thibaud B., Duvat V. (dir.) *Dynamiques rurales dans les pays du Sud, l'enjeu territorial*. Presses Universitaires du Mirail. Collection Ruralités Nord-Sud. (2013).

RAFFESTIN C. (1980) *Pour une géographie du pouvoir*. Litec. Paris. 249 p.

RAHKO Juhani (2012) Potatoe value chain in Tanzania. MSc Thesis, University of Helsinki. 117 p. https://helda.helsinki.fi/bitstream/handle/10138/31434/Thesis_Juhani_Rahko.pdf?sequence=1

RAIKES, P., FRIIS JENSEN, M., PONTE, S. (2000) *Global Commodity Chain Analysis and the French Filière Approach : Comparaison and Critique. CDR Working Paper 00.3.* Working Paper Subseries on Globalisation and Economic Restructuring in Africa no. Ix. Centre for Development Research . Copenhagen. 26 p.

RAISON J.P. (1989) « Les erreurs géographique de l'Ujamaa tanzanienne ». In Antheaume Benoît (ed.), Blanc-Pamard C. (ed.), Chaléard J.L. (ed.), Dubresson Alain (ed.), Lassailly-Jacob V. (ed.), Marchal Jean-Yves (ed.), Pillet-Schwartz A.M. (ed.), Pourtier R. (ed.), Raison Jean-Pierre (ed.), Sevin Olivier (ed.), Pinton F. (coord.) *Tropiques : lieux et liens : florilège offert à Paul Pelissier et Gilles Sautter*. ORSTOM. Paris. P. 402-420.

RAISON J.P. (1997) « Originalité et diversité des massifs tanzaniens ». In RAISON J.P. (dir.) *Essais sur les montagnes de Tanzanie*. Karthala, IFRA, Géotropiques. Paris, Nairobi. Pp 5-29.

RATON G., (2010) *Processus d'intégration des villages périphériques dans le système d'approvisionnement de Bamako*. Echo Geo n°11, décembre-février 2010. Mis en ligne le 24 février 2010. URL : http://echogeo.revues.org/11559

RIST G. (2010) *L'économie ordinaire, entre songes et mensonge*. Presses de Sciences Po. 250 p.

RTI, IIRR (sd) *Trading up, building cooperation between farmers and traders in Africa*. RTI, IIRR. URL http://www.kit.nl/net/KIT_Publicaties_output/ShowFile2.aspx?e=1441

RUGUMAMU W. (1988) *Soils resource survey and evaluation for agriculture land use planing in part of Mbeya Region, Tanzania*. Thesis of doctorate. University of Dar es Salaam.

SACAREAU I. (2003) *La montagne, une approche géographique*. Belin Sup. Col. Capes Agrégation. Paris. 287 p.

SOKONI C.H. (2001) *The influence of agricultural marketing reforms on highland farming systems in Tanzania. The case of the Uporoto Highlands, Mbeya Region*. Thesis of doctorate. University of Dar es Salaam. 378 p.

SOKONI CH. (2008) *Commercialisation of smallholder production in Tanzania : implications for sustainable resources management*. The Geographical Journal Vol. 174 n° 2. The Royal Geographical Society. URL : http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1475-4959.2008.00287.x/full

SPORREK A. (1985) *Food marketing and urban growth in Dar es Salaam*. The Lund Studies in Geography, serie B Human Geography, n°51. Lund University press. Lund. 200 p.

STURGEON T.J. (2000) *How do we define value chains and production networks ?* Globalization studies, Industrial Performance Center, Special working papers series. MIT IPC Globalization Working Paper 00-010. http://www.uni-leipzig.de/~afrika/documents/Carlos/Sturgeon.pdf

TACOLI C. (1998) "Rurban-urban interactions : a guide to the literature". In *Environment and Urbanization,* Vol. 10, No 1, April 1998. Pp 147-166.

TACOLI C. (2002) *Changing rural-urban interactions in sub-Saharan Africa and their impact on livelihoods : a summary.* Working Paper Series on Rural-Urban interactions and livelihood strategies, Working Paper 7. IEED. London. 37 p.

THEVOZ L., MONTEVENTI WEBER L. (2008) « Une approche systémique des relations urbain-rural : le cas de la région de Morges ». In MONTEVENTI WEBER L., DESCHAUNAUX C. (2008) *Campagne – Ville, le pas de deux*. Presses polytechniques et universitaires romandes. Lausanne. Pp 239-250.

TITI NWEL P. (1996) « Entre la ville et la campagne : la route ». In *Citadins et ruraux en Afrique subsaharienne*. Cahier de l'UCAC n°4. UCAC, Karthala. Yaoundé, Paris. pp 227-241.

UGINET E., (2005) "Café, recomposition sociales et territoriales sur les hautes terres du Mont Elgon (Ouganda)". *Les Cahiers de l'IFRA, Numéro special, n°27*.

UWIZEYIMANA L. (2009) "Après le café, le maraîchage ? Mutations et pratiques agricoles dans les Hautes Terres de l'Ouest Cameroun". *In Mutations tropicales et transformations des systèmes agropastoraux. Les Cahiers d'Outre Mer*, n°247. Bordeaux. pp 331-344.

VANIER M. (2000) « Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialités complexes et construction politique, note de recherche ». *In Revue de Géographie alpine*, Grenoble, n°1, tome 88. Pp 105-113.

VENNETIER P. (1969) « Le développement urbain en Afrique tropicale », in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°85. Bordeaux. 62 p.

VENNETIER P. (1989) « Centre, périphérie et flux intra-urbains dans les grandes villes d'Afrique noire ». In. *Annales de géographie*. Tome 98, N° 547.pp 257-285.

VENNETIER P. (1991) *Les villes d'Afrique tropicale*. Masson géographie. Paris. 244 p.

VEYRET Y. (coord) (2001) *Les montagnes, discours et enjeux géographiques*. SEDES, dossier 28. 140 p.

WALTHER O. (2004) Au-delà de l'opposition entre villes et campagnes. Eléments pour un modèle territorial dynamique en Afrique de l'Ouest. *In L'information géographique, L'Afrique*, vol 68, décembre 2004. Armand Colin. Paris. pp 308-319.

WAUTELET J.M. (1998) « La mobilisation des ressources : un système à réenchasser ». In LORIAUX M. (dir.) (1998) *Populations et développement : une approche globale et systémique*. Academia Brulant, L'Harmattan. Louvain La Neuve, Paris. pp 247-260.

WILSON M. (1949) « Nyakyusa Age-villages ». In *The Journal of the Royal Anthropological Institute of Great-Britain and Ireland*. Vol.79, N°1/2. Pp 21-25. http://www.jstor.org/stable/2844500?origin=JSTOR-pdf

Documentation officielle

MBEYA HANDBOOK COMMITTE (1960), *Mbeya handbook*. 32 p.

The UNITED REPUBLIC of TANZANIA (1981) *Some potatoes marketing problems in Iringa and Mbeya*. 18 p.

The UNITED REPUBLIC of TANZANIA, REGIONAL COMMISSIONER'S OFFICE, MBEYA REGION (2008) *Mbeya Region investment opportunities*. 44 p.

The UNITED REPUBLIC of TANZANIA (2007) *National Sample Census of Agriculture 2002/2003, vol VI : Regional report : Mbeya Region*. 332 p.

The UNITED REPUBLIC of TANZANIA (2010) Mbeya Rural District Investment Profile. Mbeya Rural District Commissioner Office. 26 p.

The UNITED REPUBLIC of TANZANIA (2010) Mbeya Urban District Investment Profile. Mbeya Urban District Commissioner Office. 24 p.

The UNITED REPUBLIC of TANZANIA (2010) Rungwe District Investment Profile. Rungwe District Commissioner Office. 32 p.

The UNITED REPUBLIC of TANZANIA - PMO-RALG - SMEC (2010) E2361 v9. *Environmental Impact for Statement for Tanzanian Strategic Cities Project-Mbeya Municipality*. 102 p.

Revue de presse

KISEMBO P. (2011) « Food to be stored nearer famine areas ». In *The Guardian, issue n°5188, mardi 26 juillet 2011*. pp1-2-3.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....

SOMMAIRE 1

AVANT-PROPOS 2

PROLOGUE 3

Avertissement 3

Choix du terrain 5

INTRODUCTION GENERALE 9

Le premier fil conducteur : c'est le terrain qui pose problème ! 9

Un espace fortement anthropisé mais faiblement urbanisé 10

Dynamiques des montagnes Uporoto 11

L'émergence du questionnement 15

Le décloisonnement des approches sur l'urbain et le rural 17

Interactions urbain-rural en Afrique 19

Les montagnes d'Afrique de l'Est : territoires privilégiés des interactions urbain-rural 22

Les montagnes d'Afrique de l'Est : concentration des ressources et des hommes 22

Dynamiques des montagnes d'Afrique de l'Est 24

La relation paradoxale entre l'ancrage territorial et l'ouverture à la globalité 27

Le paradigme de la complexité : le primat de la relation sur l'objet 28

Formes et limites du système ouvert multi-scalaire 32

Le nécessaire retour critique : la « géographie avec conscience » 34

De la question de départ à l'hypothèse principale 37

PREMIERE PARTIE : 43

Fondements ruraux du système d'échange et du système urbain dans les montagnes Uporoto 43

Chapitre 1 45

UNE MONTAGNE NOURRICIERE, QUELLE ORIENTATION DU MODELE PRODUCTIF ? 45

1. Conditions physiques d'une agriculture abondante....46

1.1- Situation géomorphologique 46

Géologie....48

Topographie....50

1.2- Climat et végétation 52

Climat....52

Végétation....54

2. Le développement de l'agriculture 57

2.1- Caractéristiques de l'agriculture....57

Des terroirs saturés mis en valeur par des systèmes de production éprouvés....58

De faibles superficies cultivées par foyer 58

La force de travail....59

Les techniques de production 60

Le sol....60

Les intrants 61

Le bétail et les volailles 61

Bovins, caprins et ovins. 61

La volaille....62

Les cultures....63

2.2- Evolution vers le marché....67

3. La prégnance d'une économie agricole dans un contexte d'amplification des échanges 71

3.1- La prédominance de l'agriculture comme source de revenus des ménages 72

3.2- Reconfiguration par de nouvelles interactions économiques et spatiales....74

Conclusion 76

Chapitre 2 78

CROISSANCE SOUTENUE ET INEGALE DES DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET DES DYNAMIQUES URBAINES 78

1. Le nombre des hommes 79
1.1- Groupes ethniques principaux 79
Les Safwa. 79
Les Nyakyusa 80
1.2- Croissance de la population 81
Migration 81
Démographie galopante 82
1.3- Population urbaine et population rurale 84
2. La ville de Mbeya 87
2.1- Eléments historiques de l'urbanisation de la *city* 87
2.2- Les paysages urbains 88
La vieille Mbeya et le centre administratif 90
La zone économique 91
Les quartiers d'habitation 92
2.3- Modifications de la forme urbaine 93
2.4- Les périphéries centrales de la métropole 95
3. Le réseau urbain des Uporoto 96
3.1- Tukuyu, un chef lieu dans l'ombre de la métropole régionale 97
3.2- Le tissu des villages, un ensemble de points aux attributs urbains limités 100
L'implantation des villages : l'organisation spatiale de l'Ujamaa 100
La gestion villageoise 103
4. L'urbain: relais du rural 104
4.1- L'échange : au cœur de la croissance urbaine 104
L'échange commercial favorisé par une situation stratégique 104
L'économie rurbaine 105
4.2- Les marchés : interfaces qui cristallisent les interactions urbain-rural 108
Le marché : lieu majeur des échanges 108
Relations entre les marchés ruraux et l'urbanisation 110

Conclusion 115
Conclusion de la première partie....117
SECONDE PARTIE :....120
Approche interrelationnelle du mode d'ouverture de la montagne 120
Chapitre 3....122
MÉTHODE SYSTÉMIQUE POUR COMPRENDRE L'INTÉGRATION TERRITORIALE DE LA MONTAGNE....122
1. L'organisation des échanges : un système extraverti....123
1.1- De la transition à l'intégration territoriale 123
Transitions économiques et spatiales....123
Le concept d'intégration territoriale pour appréhender les relations et les processus territoriaux de l'ouverture....127
1.2- Principes de la complexité au service d'une problématique relationnelle 132
Préambule théorique : l'espace relationnel de la société multidimensionnelle ..133
La distance....133
L'espace 135
Le paradigme de la complexité : une alternative ancrée dans son monde....137
Le paradigme de simplicité....137
Le paradigme de la complexité....138
Complexité et géographie 141
2. Le système montagnard 143
2.1- Prélude conceptuel 143
2.2- L'unité des Uporoto....144
L'unité globale des éléments 145
L'organisation d'interrelations....147
L'organisation organisée 147
L'organisation organisante 148
Les interrelations....148
Conclusion 150

Chapitre 4 152
APPROCHE CONCEPTUELLE DES FLUX ET DES ACTEURS 152
1. Les flux pour appréhender la reconfiguration des lieux de la montagne 153
1.1- Le statut ambigu de la montagne en géographie 153
« La montagne comme objet de 'géographie totale' » 153
« La montagne tropicale, objet géographique » 155
1.2- Spécialisation des lieux montagnards par les flux 157
Reconfiguration des lieux 157
Le double statut du lieu 158
Les lieux montagnards 159
Logiques économiques d'organisation de l'espace d'une montagne ouverte 161
Les flux comme outil pour comprendre l'articulation des lieux 162
2. L'émergence de hiérarchies sociales et spatiales 166
2.1- Les acteurs du marché 168
La prédominance du secteur privé 168
Marchés concurrentiels des échanges 172
2.2- Le réseau d'échange 176
Le réseau de lieux 177
Le réseau d'acteurs, les filières et les « chains » 179
3. Le terrain en pratique 186
3.1- Le recueil des données 186
Choix des lieux d'enquête 187
Méthodologie 188
Les situations d'échange 188
Les questionnaires 190
Les entretiens 192
Les méthodes complémentaires de recueil de données 193

L'observation des paysages 193
La méthode du transect 194
L'observation directe 195
La photographie, l'image satellite et la cartographie 195
3.2- Les difficultés de la recherche 197
Un rapport dialogique avec le terrain : empathie et distanciation 197
Les problèmes de disponibilité et de fiabilité des données 199
Les données existantes 199
L'incompréhension et les barrières de la langue 200
Relative fragilité des données construites 201
Conclusion 202
Conclusion de la seconde partie 204
PARTIE III 206
Les moteurs des flux 206
Chapitre 5 208
HIERARCHIE FLEXIBLE DES ACTEURS EN AMONT DU RESEAU 208
1. L'éventail des acteurs privés 209
1.1- Les acteurs marqués par la paysannerie 209
Les paysans 210
Caractéristiques des foyers 210
Répartition des hommes et des femmes selon le type de culture 211
Les paysans-commerçants 214
Caractéristiques des foyers 214
Caractéristiques des acteurs selon les types de denrées vendues 214
1.2- La gamme variée des commerçants sur les marchés 216
Les détaillants 218
Caractéristiques des foyers 218
Caractéristiques des acteurs en fonction des produits vendus 218
Les intermédiaires urbains : charnières entre les champs et le marché 220

Les courtiers 220

Les grossistes 222

2. Les mobilités des acteurs dans le réseau par la multiactivité 223

2.1- Devenir intermédiaire pour « sortir de la condition paysanne » ? 223

2.2- La multiactivité au rythme des saisons: signe de l'imbrication de l'agriculture et du commerce 226

Conclusion 231

Chapitre 6 233

CIRCULATION DES HOMMES ET DES PRODUITS 233

1. Les mobilités des marchand(es) dans le massif 234

1.1- Les marchands périodiques ruraux de denrées 234

Fréquences des mobilités 234

Motivations dans le choix des marchés 235

Formes d'espaces d'activités 237

1.2- Les commerçants quotidiens urbains de denrées 239

Fréquences des mobilités et motivations dans le choix des marchés 239

Formes des espaces d'activités 240

1.3- Les commerçants itinérants au rythme des marchés périodiques 241

Une activité surtout masculine, des produits mixtes 242

Itinéraires commerciaux dans la montagne 243

2. Le transport des denrées 248

2.1- Les usagers et les usages des transports 248

2.2- Les métiers de l'acheminement 255

3. Mesures des flux 257

3.1- Le bilan annuel 258

Hiérarchie selon les taxes perçues 259

Hiérarchie en fonction du tonnage 262

3.2- Les variations saisonnières 264

Conclusion 269
Conclusion de la troisième partie 271
PARTIE IV 272
Intégration contrastée et 272
cohésion incertaine du système montagnard 272
Chapitre 7 273
ORGANISATION SPATIALE DU SYSTEME D'ECHANGE 273
1. Transects contrastés 274
1.1- Le transect à travers les Uporoto, en direction de la plaine 275
La montagne tempérée 276
L'étage du patchwork paysager, entre 1870 m et 2000 m, km 0 – km 10 277
L'étage dans la brume, entre 2000 m et 2300 m, km 10 – km 21 278
L'étage spécialisé dans la production de pomme de terre, 2000 m – 1700 m, km 21- km 35 279
Les versants tropicaux 281
La ceinture bananière, 1600 m – 1250 m, km 36 – km 62 281
L'étage des *tea estate*, 1250 m – 1000 m, km 63 – km 83 282
L'interface montagne - plaine de Kyela 283
1.2- Le transect de la plaine Mbalizi au plateau Umalila 285
Le tronçon hybride, ni ceinture bananière, ni « cordon Parmentier » 286
La transition plaine - talus 286
Le talus du plateau 289
Le plateau Umalila 289
2. Le réseau des places marchandes 292
2.1- Variété des marchés urbains 292
Les marchés de détail 293
Contrastes de participation aux échanges entre Uyole et Mbalizi 300
2.2- L'organisation des marchés montagnards : vitrines de leur arrière pays 304

L'étagement du paysage des places marchandes.....305
Spécialisation de l'espace du marché 308
La gestion des marchés périodiques.....309
2.3- Densification du réseau des marchés 311
Evolution du semis des marchés périodiques.....311
Concentration spatio-temporelle des flux par les marchés périodiques 315
Conclusion 319
Chapitre 8 322
INTEGRATION AU MARCHÉ DEFAILLANT ET MARCHANDISATION DES MOYENS DE PRODUCTION.....322
1. Un marché imparfait dont l'accès est incertain.....323
1.1- Les voies fluctuantes de rencontre entre l'offre et la demande.....323
La (dé)régulation des échanges : l'individualisation des transactions et l'isolement du paysan 323
Les lacunes de l'accès au marché physique renforce les asymétries de pouvoir 325
Fragmentation du marché articulé par de multiples chaînes aux formes fluctuantes.....327
1.2- Les variations erratiques des prix 331
L'espace comme facteur de variation des prix.....331
Le temps comme facteur de variation des prix 333
1.3- L'opacité de l'accès à l'information 337
Qui est ce « Mister Price » ? 337
L'informalité des contrats 339
Le manque d'accès au crédit.....341
Le manque de standardisation des marchandises.....342
2. Marchandisation des moyens de production au prix de l'intégration au marché.....344
2.1- La commercialisation de la main d'œuvre et des intrants.....345
2.2- Le foncier : une ressource en dernier ressort.....348
Conclusion 353

Chapitre 9 355

DENSIFICATION DES CENTRES URBAINS ET INTÉGRATION INÉGALE DES CAMPAGNES 355

1- L'urbanisation de Mbeya 356

1.1- Le développement de Mbeya se traduit par une multiplication des visages urbains 357

1.2- Les soutiens du développement urbain 362

2. L'urbanisation des campagnes: le produit de logiques économiques externes 367

2.1- Le sous-équipement persistant des campagnes 368

2.2- Des aménagements limités guidés par des logiques commerciales et logistiques 370

3. L'intégration des campagnes au marché au prix de la fragmentation territoriale 374

3.1- L' « effet route » dans la production des flux et recomposition des territoires montagnards 374

3.2- Le rôle des marchés dans la recomposition des territoires 376

3.3- Les contradictions de l'organisation du système montagnard 379

Conclusion 382

Conclusion de la quatrième partie 385

CONCLUSION GENERALE : 388

Recentrage de la péripherie en redéfinition, ...388

au prix du renforcement de sa dépendance 388

Le tissage du fil d'Ariane 389

Fragilité du modèle d'intégration : les montagnes Uporoto tenues sous la tutelle du marché 391

Rapports de force et marchandisation des moyens de production 391

Co-construction des lieux et des flux suivant des logiques marchandes ..392

Affirmation des fonctions commerciales au détriment du développemnt territorial 393

Limites de l'intégration par le marché 394

Limites de l'approche élaborée et de la thèse défendue 396

Les autres voies de l'intégration 397

En ma fin est mon commencement. Thomas Stearns Eliot.....398

BIBLIOGRAPHIE.....399

TABLE DES MATIÈRES 415

TABLES DES ILLUSTRATIONS 426

Glossaire 430

Tables de conversion 431

ANNEXES 432

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Cartes

Carte 1. Carte de localisation de la zone d'étude 6

Carte 2. Rift Est-Africain 47

Carte 3. Reliefs des Uporoto 48

Carte 4. Couverture et usage du sol 55

Carte 5. Carte des zones agroécologiques.....56

Carte 6. Direction des produits majeurs cultivés dans les Uporoto.....70

Carte 7. Densité de population, calculée par ward, d'après le recensement de 2002 (URT, 2002).....86

Carte 8. Découpage de Mbeya.....90

Carte 9. Tukuyu 99

Carte 10. Localisation des marchés.....112

Carte 11. Périmètres d'activités hebdomadaires de commerçants ruraux.....238

Carte 12. Périmètres d'activités hebdomadaires de commerçants de Mbeya, Mbalizi et Uyole 241

Carte 13. Périmètres d'activités des marchands itinérants 245

Carte 14. Deux itinéraires hebdomadaires de vente sur le plateau Umalila et dans le Rungwe 247

Carte 15. Total sur 6 semaines des taxes perçues par les wards en valeurs absolues et en pourcentage du total du district.....261

Carte 16. Tonnage total sur six semaines des wards en valeurs absolues et en pourcentage du tonnage total du district 263

Carte 17. Tonnage total sur les six semaines et altitudes.....264

Carte 18 (Planche). Tonnages en valeurs absolues et en pourcentages du total hebdomadaire du district, planche de 6 cartes correspondant à 6 différentes semaines 268

Carte 19. Localisation des transects.....275

Carte 20. Localisation des marchés dans le district Mbeya Urban 294

Carte 21. Périodes de création des marchés.....312

Carte 22. (Planche) Variations des flux les mardis et jeudis, mai et octobre. 317

Carte 23. Localisation des principales implantations économiques de 2009 à 2011 360

Carte 24. Comparaison des densités du district Mbeya Urban entre 2002 et 2012 361

Photos

Photo 1. Transport de personnes et de marchandises le jour de marché, camion type Fuso, Santilya 251

Photo 2. Sur la piste Santilya-Mbalizi, depuis les « hauteurs du Fuso » 252

Photo 3. Passagers rejoignant le pickup après une montée difficile, entre Katumba et Mwakaleli ...253

Photo 4. Mise en sac et chargement de bananes à Ibililo 256

Photo 5. Patchwork de parcelles, étage 1800 m - 2000 m 277

Photo 6. Parcelle de chou à Simambwe, le long de la route B 345, 2270 m 279

Photo 7. Parcelles de pomme de terre, à perte de vue, Ntokela, 1850 m 280

Photo 8. Ceinture bananière, environs de Tukuyu, 1450 m 282

Photo 9. Bocages en saison sèche, zone Umalila, au sud d'Izumbwe, 1600m, mai 2003 288

Photo 10. Bocages en saison des pluies, zone Umalila, au sud d'Izumbwe, 1600 m, février 2013 288

Photo 11. Paysage sur le plateau Umalila en saison sèche, environs de Santilya, 2000 m 291

Photo 12. (Planche) Marchés quotidiens de Mbeya 298

Photo 13. Uyole : une attractivité liée à un arrière pays accessible (Photo prise par B. Charlery de la Masselière) 301

Photo 14. Etagement des installations de vente, Kiwira 306

Photo 15. Sac au volume agrandi lumbesa et sacs non-augmentés, marché Tandare 343

Photo 16. Variétés de conditionnement et d'unités de vente 344

Photo 17. (Planche) Nouvelles constructions à Mbeya 359

Photo 18. Concurrence de l'offre de guest houses 373

Tableaux

Tableau 1 Hectares cultivés districts Mbeya Rural, Mbeya Urban, Rungwe 64

Tableau 2 Volumes produits en tonnes, districts Mbeya Rural, Mbeya Urban, Rungwe 65

Tableau 3. Sources de revenus des foyers agricoles 73

Tableau 4. Démographie tanzanienne.....83

Tableau 5. Croissance de la population.....83

Tableau 6. Population urbaine 1988-2002.....85

Tableau 7. Calendrier agricole des Uporoto.....227

Tableau 8. Tarifs de transports et carte associée.....255

Tableau 9. Nombre de camions par jour de marché.....318

Tableau 10. Calendrier d'approvisionnement de Dar es Salaam en pomme de terre et en banane...334

Tableau 11. Comparaison des prix de 4 variétés de bananes à Ibililo.....334

Tableau 12. Budgets et recettes du district de Mbeya Urban de 2009 à 2012.....364

Tableau 13. Créations de guest houses sur la route Uyole – Tukuyu, entre 1997 et 2011.....372

Graphiques

Graphique 1. Diagramme des précipitations, d'après Rugumamu, 1988.....54

Graphique 2. Flux migratoires, région Mbeya 2001-2002 (valeur absolue).....82

Graphique 3. Pourcentage des types de production dans lesquelles s'engagent les paysans.....212

Graphique 4. Répartition en % par sexe selon le type de culture.....213

Graphique 5. Répartition en % par sexe des paysans-commerçants selon le type de produit vendu.215

Graphique 6. Répartition en % par sexe des commerçants suivant les produits vendus.....219

Graphique 7. Temps de trajet domicile-marché des commerçants ruraux (en %).....235

Graphique 8. Motivations des commerçants ruraux dans le choix d'un marché (en %).....236

Graphique 9. Critères de préférence des commerçants ruraux pour les marchés (en %).....236

Graphique 10. Nombre de jours de ravitaillement pour les détaillants urbains.....239

Graphique 11. Type d'articles vendus dans les marchés périodiques par les commerçants itinérants (en %).....242

Graphique 12. Nombre hebdomadaire de marché (en %).....243

Graphique 13. Nombre hebdomadaire de jours de marché (en %).....243

Graphique 14. % d'usagers de moyens de transport, par district.....249

Graphique 15. % d'usagers de moyens de transport, par catégorie d'acteur.....249

Graphique 16. % des types de transport utilisé par district.....254

Graphique 17. % des types de transport utilisé par catégorie d'acteurs 254

Graphique 18. Taxes perçues par les 14 wards principaux collecteurs sur 6 semaines 260

Graphique 19. Tonnages en milliers, des 14 principaux wards émetteurs de flux, sur 6 semaines....262

Graphique 20. Evolution du tonnage hebdomadaire total au cours des 6 différentes semaines.....265

Graphique 21. Variations des tonnages hebdomadaires sur 6 semaines 265

Graphique 22. Nombre et types d'installations de vente à Mbeya.....294

Graphique 23. Variation des prix de la banane et de la PdT, entre jan. et sept. dans le district Rungwe 336

Graphique 24. Evolution des prix de la banane et de la PdT dans le district Rungwe (2006-2010)..336

Graphique 25. Recettes issues des prélèvements sur le commerce à Mbeya 364

Schémas

Schéma 1. Décomposition du concept d'intégration territoriale 132

Schéma 2. Circuit relationnel du système montagnard, d'après Morin, 1977.....149

Schéma 3. Décomposition du concept de réseau d'échange 185

Schéma 4 : Graphe des mots clés et des concepts du modèle d'analyse.....204

Schéma 5. Représentation simplifiée des types d'intermédiaires dans le rural 217

Schéma 6. Récursion organisationnelle de l'agriculture et du secteur des transports 249

Schéma 7. Transect Uyole – Busale, des Uporoto à la plaine de Kyela 276

Schéma 8. Transect Mbalizi - Santilya 286

Schéma 9. Réseau d'approvisionnement d'Uyole et de Mbalizi 303

Schéma 10. Spécialisation spatiale en fonction des produits au marché de Kiwira 308

Schéma 11. Calendriers hebdomadaires des jours de marché pour le district Mbeya Rural et le district Rungwe 314

Schéma 12. Graphe du réseau d'échange.....329

Encadrés

Encadré 1 : Caractéristiques des sols volcaniques 49

Glossaire

Mots en Swahili

Cai : thé

Coaster : bus de transport collectif d'une capacité d'environ 30 places

Dalali : intermédiaire

Daladala : minibus de tansport collectif d'une capacité d'environ une quinzaine de places

Dawa : médicaments, intrants phytosanitaires

Debe : seau

Gulio : marché périodique

Kahawa : café

Lumbesa : extension du volume d'un sac de denrées

Maharage : haricot

Mahindi : maïs

Mchangani : poste de contrôle situé en bord de route

Musungu : les Blancs, les Européens

Ndizi : banane

Nyama choma : viande grillée

Ugali : couscous traditionnel

Viazi mvirungu : pomme de terre

Vibarua : ouvrier

Mots en anglais

Cash : espèces ; paiement en *cash* : paiement au comptant

Cash crop : culture commerciale

Food crop : culture alimentaire

Middleman : intérmédiaire

SACCOS (Saving And Credit Cooperation Structure): Association de microfinance

TANZAM (Tanzania-Zambia highway) : autoroute Tanzanie-Zambie

TAZARA (Tanzania Zambia Railway Authority): chemin de fer Dar es Salaam –Kapiri Mposhi (nord de Lusaka)

Tables de conversion

Shillings tanzaniens en euros :

10 000 Tsh = 4,64 euros ; 100 000 Tsh = 46,4 euros ; 1 000 000 Tsh = 464 euros

Superficie :

1 acre = 0,40 ha = 4000 m², +/- = 63 m X 63 m

1 hectare = 2,47 acres, = 100 m X 100 m

ANNEXES

Annexe 1

Questionnaire de la campagne 2009

MASWALI MUKULIMA+ MFANYABIASHARA *Questionnaire farmer + trader*

- SEX MWANAUME *male* MWANAUMKE *female* UMRI *age*
- UNAISHI WAPI? *where are you from?* JE MKAWA WA MBEYA : *Mbeya Region*

  Mbeya mjini Mbeya rural vijini Mbarali Chunya
  Rungwe Ileje Kyela Mbozi

  Au sekemu nyingine *other* : KIJIJI *village* :

- UMESOMA MPAKA WAPI? *what is your educational attainment*

Hapana *none* Schule yamsingi *primary* Schule yasecondary Au chuokikuu *post sec*

- MNAISHI WANGAPI NYMBANI? *How many people live in the house?*
- WANGAPI WANAFANYA KAZI? *How many are working? Including cultivating*
- KAZI GANI? *What are their activity(ies)?* Shamba *farmer*s Umeajiliwa *employee*
  Biashara ndogondogo *little trade* Umeajiliwa serikarini *civil servant*
  Au sehemu nyingine *other*:
- UNA SHUGHULI GANI? *What are your main activities* Shamba
  Mfanyabiashara
  Au sehemu nyingine:

MFANYABIASHARA

- UNAUZA VITU GANI? *Which products do you sell*

Bidhaa *good*s:		Nguo mpya *new*	Nguo mitumba *sec hand*	Au vingine
		Zanyumbani *domestic*		
Chakula *food*:	"Mboga" "*vegetables"*	1 Cabbage	6 Mboga *green veget*	11 Salad /green mboga
		2 Biningania eggplant	7 Nazi carrot	12Tango concombre
		3 *leek*	8 Ndizi *banana*	13 Viazi vitamu *sweat pot*
		4 Maharage *beans*	9 Njegere *peas*	14 Viazi ulaya *irish pot*
		5 Hoho poivron	10 Nyana *tomatoes*	15 Vitungu *onion*
	Matunda *fruits*	1 Apple	5 Manansi *Pine applE*	9 Passion fruit
		2 Chenga *lemon*	6 Mandarin	10 Tikiti maji
		3 Chungwa *orange*	7 Papaie	11 Zabibu *grapes*
		4 Coco nut	8 Parachichi avocado	
	Tuber & cereal and "seeds"	1 Magimbi "*yams"*	4 Mtama *sorghum*	7 Tango *taro*
		2 Mahind*i maize*	5 Ngano *wheat*	8 Usangu-Karanga *grownut*
		3 Mchele au Mpunga	6 Soja	Kisamuu *cassava*
	Nyingine	Asali *honey*	Kiungo *spice*	Sukari
		Chumvi *sel*	Ulezi *millet*	Kitungu swaumu *garlic*
	Iliki	Pilipili	ginger	Samaki fish

- ZINATOCKA WAPI? *Area of production*

Mbeya Uporotos Rungwe Kyela Chunya Mbarali Mbozi Ileje

Au sehemu nyingine VIJINI:

- JE MNANUNULIA BIDHAA KUTOKA WAPI? *Where do you buy those products?*

Shambani *farm* Vijijini *village* Vijijini gani? Sokoni *market* Soko gani?

- NANI ANAWALETEA BIDHAA ? *who are your suppliers*

Wanafanya biashara wakubwa *wholesaler* Wakulima *farmers*

SHAMBA

- UNA HECKA NGAPI SHAMBANI KWAKO ? *how many plots do you have*
- SEHEMU GANI? *Where are they*
- NI MBALI KIASI GANI? *Are they far*
- JE NIKUBWA? *Size of the bigger*
- NI NDOGO? *Size of the smaller*
- NI YA KATI/ WASTANI? *Average*
- UNATUMIA NINI KULIMA? *Which inputs do you use?*

Mbolea *fertilize*rDawa *pesticide* Improved seeds

- NANI ANAFANYA SHAMBANI? *Who works in the farm*

Peke yako *alone* Familia Vibalua *worker*

- UNAPENDA MAZAO GANI? *Which products do you grow*

Bidhaa *good*s:		Nguo mpya *new*	Nguo mitumba *sec hand*	Au vingine
		Zanyumbani *domestic*		
Chakula *food*:	"Mboga" "*vegetables"*	1 Cabbage	6 Mboga *green veget*	11 Salad /green mboga
		2 Biningania eggplant	7 Nazi carrot	12Tango concombre
		3 *leek*	8 Ndizi *banana*	13 Viazi vitamu *sweat pot*
		4 Maharage *beans*	9 Njegere *peas*	14 Viazi ulaya *irish pot*
		5 Hoho poivron	10 Nyana *tomatoes*	15 Vitungu *onion*
	Matunda *fruits*	1 Apple	5 Manansi *Pine applE*	9 Passion fruit
		2 Chenga *lemon*	6 Mandarin	10 Tikiti maji
		3 Chungwa *orange*	7 Papaie	11 Zabibu *grapes*
		4 Coco nut	8 Parachichi avocado	
	Tuber & cereal and "seeds"	1 Magimbi "*yams"*	4 Mtama *sorghum*	7 Tango *taro*
		2 Mahind*i maize*	5 Ngano *wheat*	8 Usangu-Karanga *grownut*
		3 Mchele au Mpunga	6 Soja	Kisamuu *cassava*
	Nyingine	Asali *honey*	Kiungo *spice*	Sukari
		Chumvi *sel*	Ulezi *millet*	Kitungu swaumu *garlic*
	Iliki	Pilipili	ginger	Samaki fish

MFANYA BIASHARA & MUKULIMA

- JE UKO KENYE CHAMA CHOCHOTE? *are you a member of an association*
  - (NDIYO: JE MNANUNUA VIZURI? *Do you buy collectively the inputs)*
  - JE MNAUZA VIZURI? *Do you sell collectively the products*
  - UNAKODI GARI? *Do you hire a vehicle* Laury Hiace LandRover Au mengine
- UNATENGEZA BIDHAA YEYOTE? *Do you process the products*
  - Wapi?
- KWANINI MMECHAGUA BIDHAA HIYO? *Why do you chose this production*

Vipo vingi *availability* Bei *prices* Au usafari ni rahisi *easy/cheap to transport*
exp/like *not perishable*

- MNAUSA BIDHAA WAPI? *Where do you sell this products*
  Soko ngani *name*:
  Siku gani mnausa *day*:
- WATEJA WAKO NIAKINA NANI? *Who are your customers*
  Wanafanyabiashara Hotelini Wanainchi: - wanaume
  -wanawake Chama *association:*

BEI prices

- JE MNAPATAJE HABARI KUHUSU BEI? UNAJUAJE KUHUSU BEI ? *How do you get information about the prices*
  - Simu kutoka kwa ndugu zeni? soko ngani? *Tel relatives to others markets, which one*
  - Kuangalibei ya kawaida sokoni *see the prices at the local market*
  - au sehemunyingine *other*
  - *from the trader who buys your production*
- MNAPANGAJE BEI? INATEGEMEA NA : *How do you fix the price , depend of:*
  - the price of buying
  - Au ubora *on the quality*
  - Au wingi *quantity*
  - Au muda *time*
  - Au wateja *customer*
  - Au sokoni *market*
  - Au vingine *other:*
- JE MNARIDHIKA NA BEI? *Are you usually satisfied about the prices*
- KWANINI? *Do the prices vary often? Why*
- Do you speculate? *With which products ?*

MUKATABA *contract*

- JE MNAMUKATABA : *Have you a contract*
  - NA WAFANYABIASHARA? *with a trader*
  - NA WAKULIMA? *With a farmer*

  * JE NI YA MDOMO *oral contract*

  * JE NI YA KUANDIKA *written contract*

  * JE MUDA GANI WA MAKATAKA ? *what is the duration*

  * JE INABADILIKA? *Is it regular*

  * JE MNAKUBALIANAKABLA YA KUVUNA? *Do you agree before the harvest*

* JE MNAKUBALIANA NA *Do you agree on*

- WINGI*? quantity in Kg*

- KWA HEKA? *A plot*

- AU NINYINGINE ? Other? bags

* MNAAMUAJE KUHUSU BEI? *How do you decide the prices*

* LINI MNAAMUA KUHUSU BEI? *When*

USAFARI *transport*

- JE UNA USAFIRI? *Do you own a vehicle*
- JE UNA KODIGARI? *Do you hire a vehicle*
- NIGARI AINA GANI? *Type* - Hiace -Lorry -LandRover -Au mengine
- JE SHINLIGAPI UNATOA ? *how much*
- KWA NJIA GANI ? *what is the route*
- MARA NGAPI? *Frequency* - Kila siku *daily* - kwa wiki *weekly* - Kiwa muesi *monthly*

MKOPO *credit*

- JE MMESHAPATA MKOPO? *Have you access to the credit*

Bidhaa *Supplier* Chama *association* Familia *relatives* Benki *bank* Au sehemu nyingine *other*

Annexe 2.

Questionnaire de la campagne 2010

MASWALI MUKULIMA+ MFANYABIASHARA *Questionnaire farmer + trader*

- SEX MWANAUME *male* MWANAUMKE *female* UMRI *age*
- UNAISHI WAPI? *where are you from?* JE MKAWA WA MBEYA : *Mbeya Region*

  Mbeya mjini Mbeya rural vijini Mbarali Chunya
  Rungwe Ileje Kyela Mbozi
  Au sekemu nyingine *other* : KIJIJI *village* : KATA *ward :*
  • *Do you live there all year long? If not, where is other place? Why?*

- ELIMU YAKO ? *what is your educational attainment*

Hapana *none* Shule yamsingi *primary* Shule yasecondary Au chuo/chuokikuu *post sec*

- MNAISHI WANGAPI NYUMBANI? *How many people live in the house?*
- WANGAPI WANAFANYA KAZI? AU WAKULIMA *How many are working? Including cultivating*
- KAZI GANI? *What are their activity(ies)?* Shamba *farmer*s Umeajiliwa *employee*
  Biashara ndogondogo *little trade* Umeajiliwa serikarini *civil servant*
  Au sehemu nyingine *other*:
- UNA SHUGHULI GANI? *What are your main activities* Shamba
  Mfanyabiashara
  Au sehemu nyingine:

- UNAUZA MARANGAPI KWA WIKI? *How many days per week do you sell in a market?*
- KATIKA SOKO GANI? *In which market do you sell*? NA NI SIKU ZIPI? *Which days* ?

	Jumatatu M	Jumanne T	Jumatano W	Alhamsi T	Ijumaa F	Jumamosi S	Jumapili Su
Sokoni							
Type, Route Muda, Prices							
kgs							

•JE SIKUU ZAKUUZA ZINAFANANA, JE ZINA BADILIKA ? SA BABU GANI ZINA BADILIKA ? *Are there some variations ? Which?*

• UNATUMIA USAFIRI GANI KULEPA SOKONI? *Which kind of transport do you use ? JE SHILINGAPI UNATOA? Price?*
Lorry hiace Kwamguu au mingine
• UNATUMIA MUDA GANI KUSAFIRISHA BIDHAA KUPELEKA SOKONI ? How long transport time ?
•*Can you describe the route?*

• VIGEZO GANI VIMEFANYA UCHAGUE KUUZA SOKO HILI? KWA NINI ISIWE SOKO LINGINE? Criteria market's choice

• KUNA TOFAUTI GANI YA MASOKO? Markets differences
(Kuna fikika kirahisi accessibility bei prices aina wa wateja nbr people uwingy wa watu)

• UNAPENDA KUUZA SOKO GANI? KWA NINI? Markets preferences?

- UNAUZA VITU GANI? *Which products do you sell* FROM?

Bidhaa *goods*:		Nguo mpya *new*	Nguo mitumba *sec hand*	Au vingine
		Zanyumbani *domestic*		
Chakula *food*:	"Mboga" "*vegetables"*	1 Cabbage	6 Mboga *green veget*	11 Salad /green mboga
		2 Biningania eggplant	7 Karoti carrot	12Tango concombre
		3 *leek*	8 Ndizi *banana*	13 Viazi vitamu *sweat pot*
		4 Maharage *beans*	9 Njegere *peas*	14 Viazi ulaya *irish pot*
		5 Hoho poivron	10 Nyana *tomatoes*	15 Vitungu *onion*
	Matunda *fruits*	1 Apple	5 Manansi *Pine applE*	9 Passion fruit
		2 Chenga *lemon*	6 Mandarin	10 Tikiti maji
		3 Chungwa *orange*	7 Papaie	11 Zabibu *grapes*
		4 Coco nut	8 Parachichi avocado	
	Tuber & cereal and "seeds"	1 Magimbi "*yams"*	4 Mtama *sorghum*	7 Tango *taro*
		2 Mahind*i maize*	5 Ngano *wheat*	8 Usangu-Karanga *grownut*
		3 Mchele au Mpunga	6 Soja	Mihogo *cassava*
	Nyingine	Asali *honey*	Kiungo *spice*	Miwa sugar can
		Chumvi *sel*	Ulezi *millet*	Kitungu swaumu *garlic*
	Iliki	Pilipili	Ginger	Samaki fish
		Pareto		

• JE BIDHAA ZINATOKA SHAMBANI AU UNAJUMUA SEHEMU NYINGINE? *Products from farm or purchase*

° SHAMBANI - KAMA NI SHAMBANI WAPI ? *where?*
- AU NI SHAMBALAKO? *Ownership*

- UNA PLOTI NGAPI ZA MASHAMBA? *How many plots do you have*
- UNA EKARI NGAPI ZA MASHAMBA? *How many acre*
- NANI ANAFANYAKAZI SHAMBANI? *Who works*
Peke yako *alone* Familia Vibarua *worker*

° MFANYA BIASHARA - JE MNANUNULIA BIDHAA KUTOKA WAPI ? *Place of purchase* shambani sokoni ngani?
- JE ANAWAUZIA NANI? *Type supplier* wakulima wanafanya biashara
- ZINATOKA SEHEMU GANI? *Supplier from?*
- BIDHAA ZINATOKA WAPI *products from?*

• JE WATEJA WENU NI AKINA NANI? *Type customers* wanainchi wanafanya biashara hotelini chama
WATEJA WENU WANATOKA WAPI? *From?*
KAMA MFANYABIASHARA, NA WANAUZA WAPI? *Place of selling*
• UNAUZA DEBE AU GUNIA AU KGS NGAPI? Kwa wiki? Kwa sokoni?
• UNAJUAJE BEI? *Prices knowledge*

• UKINUNUA UNAPANGA JE BEI YA KUUZA? *purchasing prices fixations*

• UNAPOUZA ANAPANGA NANI BEI? *Selling prices fixations*

- JE MNARIDHIKA NA BEI? *Are you usually satisfied about the prices*
- JE BEI HUBADILIKA NUARAKWA RUARA? KWANINI? *Do the prices vary often? Why*
- JE UNASUBIRI BEI IPANDE? KWA KITU GANI? *Do you speculate? With which products ?*
- JE UKO KENYE CHAMA CHOCHOTE? *are you a member of an association*

•TUNGA SHABAHA (LENGA) NANI ? *Which aim?*

•KWANINI MMECHAGUA BIDHAA HII? *Why do you chose this production*

(Vipo vingi *availability* Bei *prices* Au usafari ni rahisi *easy/cheap to transport* Uzeotu *exp/like* *Haziuori not perishable)*

MUKATABA *contract*

- JE MNAMUKATABA : *Have you a contract ? MUKATABA NANI? With who, type, duration, regularity*

* JE MNAKUBALIANAKABLA YA KUVUNA? *Do you agree before the harvest*
* JE MNAKUBALIANA NA *Do you agree on*
  - WINGI*? quantity in Kg* - KWA HEKA? *A plot* - AU NINYINGINE ? Other? Bags
* MNAAMUAJE KUHUSU BEI? *How do you decide the prices*
* LINI MNAAMUA KUHUSU BEI? *When*

MKOPO *credit*

- JE MMESHAPATA MKOPO? *Have you access to the credit*

Bidhaa *Supplier* Chama *association* Familia *relatives* Benki *bank* Au sehemu nyingine *other*

Annexe 3. Questionnaire de 2011, base d'entretien

	Sexe	Age	Lieu de résidence	Type de produits vendus	Chiffre d'affaires bas/haut	Activité conjoint(e)	Activité la plus lucrative
Jours de vente	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Lieux de vente							

Explication des choix des produits, des jours, des lieux de vente, et des activités ; causes de la rentabilité des différentes activités.

Annexe 4.

Grilles d'entretien

GRILLE D'ENTRETIEN « MARKET LEADER »

- Objectifs:

1 Identification

- Localisation du marché et accès ; infrastructures
- Identifier l'organisation du marché : structure, missions
- Identifier les produits : nature, origine géographique, destination, évolution
- Identifier les acteurs : vendeur, acheteur (nature, origine)

2 Analyse

- Relation entre les acteurs de la chaine : accès au marché (infrastructures physiques, informations-prix)
- Relation entre les espaces :
    - Espace de production / point de vente
    - Marché / marché (local à international)

3 Typologie

- Elements de classement

- Organisation du marché
- Bref historique et spécificité
- Structure
- Mission
- Relation avec les autres marchés
- Niveau hiérarchique

- Produits
- Type de produits
- Aire de production
- Destination
- Evolution

- Acteurs
- Statut des acteurs : producteurs, commerçants
- Origine géographique des acteurs
- Fixation des prix
- Evolution

GRILLE D'ENTRETIEN ADMINISTRATION/ ORGANISATION D'AGRICULTURE

- Objectifs :

1 Identifier

- Identifier les missions de la structure
- Identifier les productions
- Identifier les systèmes de production
- Identifier les itinéraires en fonction des produits et/ou des marchés et/ou des localisations

2 Analyser

- Analyser les relations entre zones de production et zones de commercialisation
- Analyser les points communs et divergences entre les diverses organisations
- Analyser les points communs et divergences entre les institutions et les pratiques des acteurs

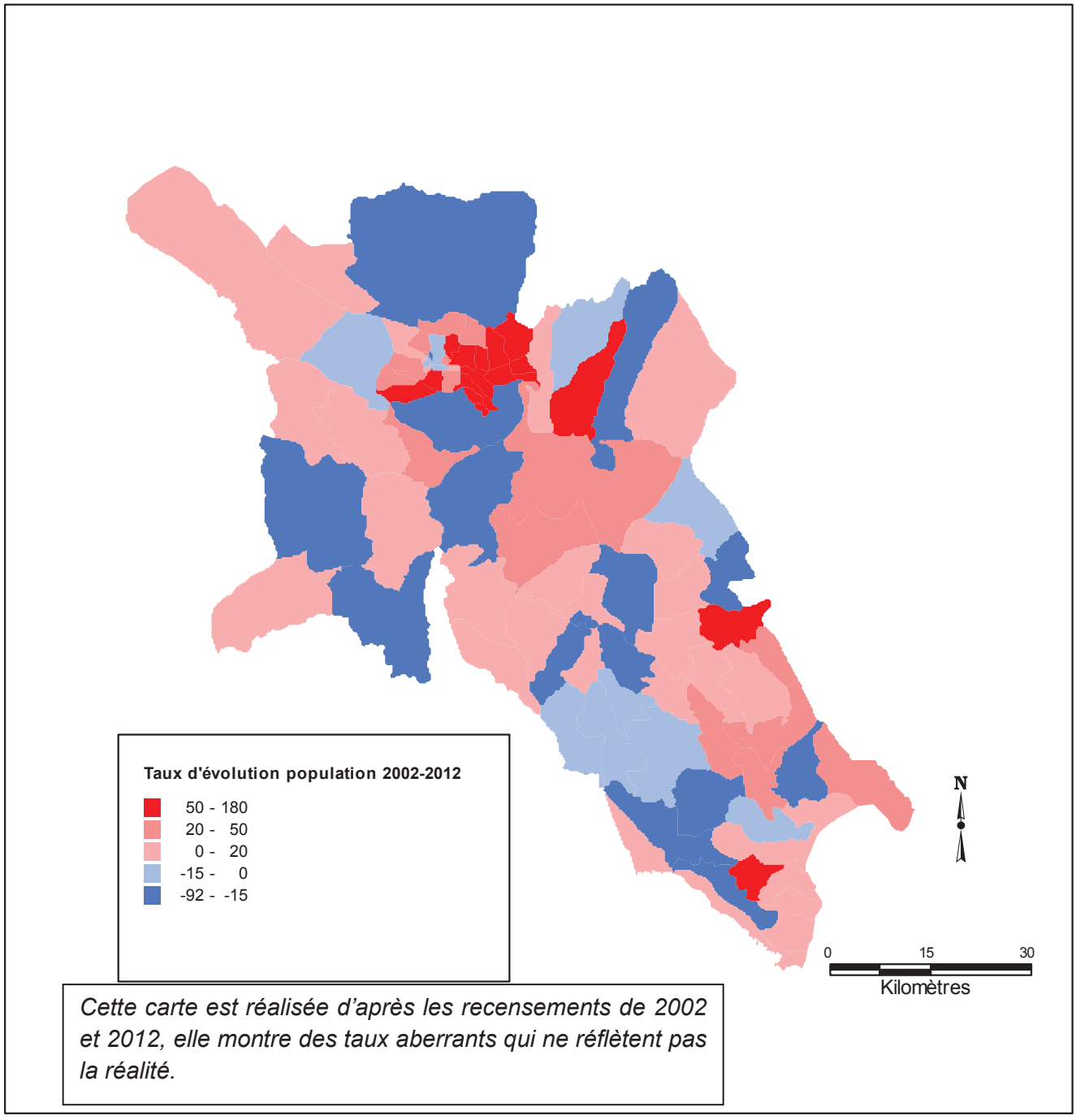
- Produits
- Calendrier agricole
- Nature des produits
- Système de production
- Organisation collective
- Itinéraire : zone de production, zone de consommation, étapes
- Evolution

- Système de commercialisation
- Accès au marché : infrastructures, information, capital
- Fixation des prix
- Organisation collective
- Transport

- Rôle des commerçants-intermédiaires
- Origine géographique
- Lieux d'activité
- Produits
- Contrat : type, partie, durée, fréquence, éléments
- Organisation collective

Annexe 5.

Exemple de la difficulté à travailler avec les données statistiques : Carte d'évolution de la densité dans les districts Mbeya Urban, Mbeya Rural, Rungwe et Kyela.

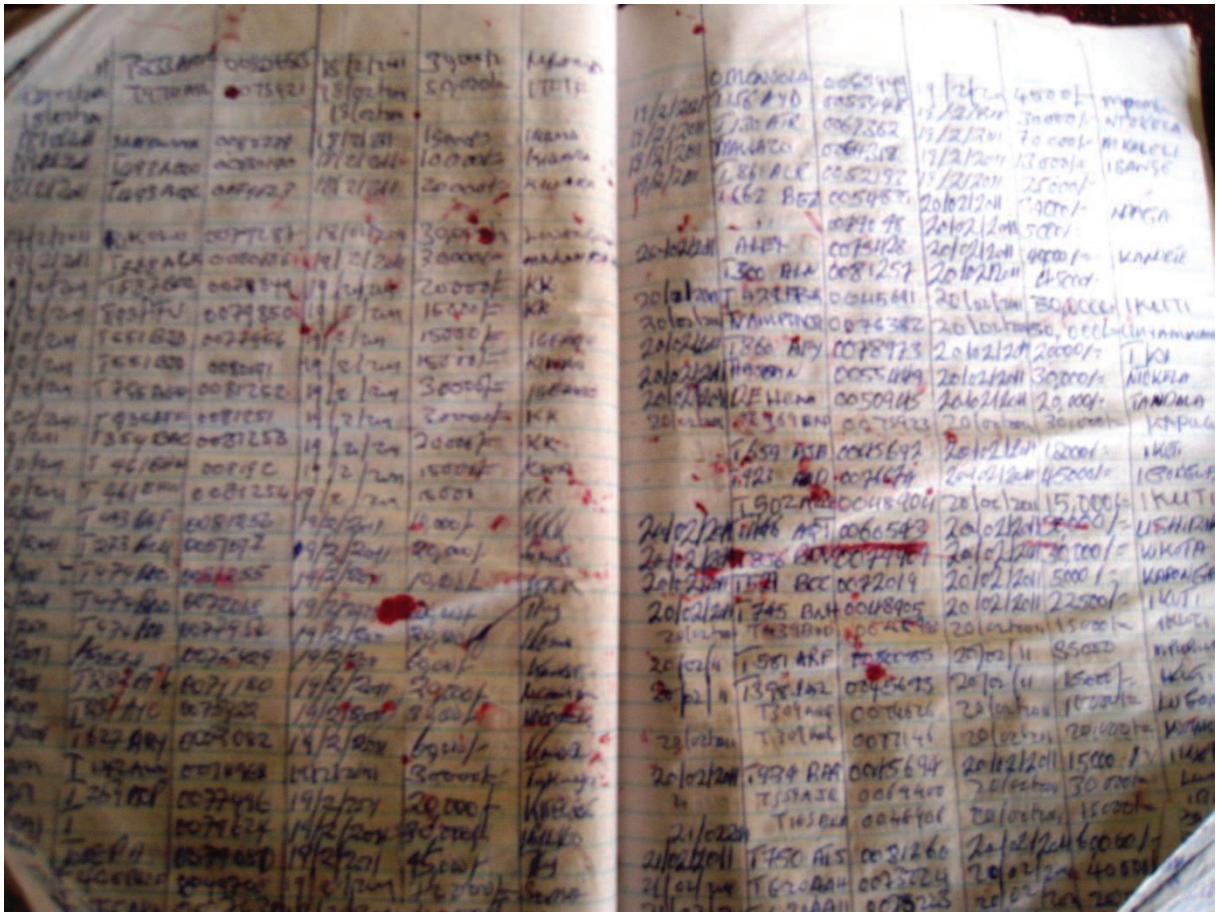


Cette carte est réalisée d'après les recensements de 2002 et 2012, elle montre des taux aberrants qui ne réflètent pas la réalité.

Annexe 6.

Photo du registre du poste de contrôle.

Dans les colonnes de gauche à droite, date de paiement, nom ou immatriculation, date du contrôle, montant, origine.



Annexe 7.

Article du Gardian au sujet de la pénurie de maïs en 2011

● House Committee urges govt to build more warehouses

● Opposition says system to identify famine-hit areas poor

By Patrick Kisembo, Dodoma

THE government will move 115,000 tonnes of food grains from Sumbawanga, Makambako and Songea warehouses to stores closer to famine prone areas for more efficient delivery; it was announced in Dodoma yesterday.

Tabling his budget estimates for the financial year 2011/2012 yesterday, the Minister for Agriculture, Food Security and Cooperatives, Prof Jumanne Maghembe said the 115,000 tonnes of grains will be moved to warehouses located closer to the famine hit areas.

The said grains will be stored in Dar es Salaam, Dodoma, Shinyanga and Arusha to enable the government to cope with shortage of food and other needs.

A total of 56 districts in 16 regions are facing food shortage and that 413,740 tonnes of cereals are needed to meet the current food

Extrait du journal *The Guardian*

du mardi 26 juillet 2011

« Food to be stored nearer famine areas ». Patrick Kisembo.

Food to be stored nearer famine areas

From Page 1

demand in the areas, according to the minister.

He named the districts facing hunger as Bariadi, Kishapu, Meatu, Maswa, Kahama, Shinyanga Urban, Shinyanga Rural, Bukombe in Shinyanga region, Karatu, Monduli, Meru, Ngorongoro, Longido, Arusha municipality in Arusha region, Magu, Kwimba, Misungwi, Ilemela and Ukerewe district in Mwanza.

Other districts are Mwanga, Moshi, Siha, Rombo and Same in Kilimanjaro region, Mbulu, Simanjiro, Babati and Kiteto in Manyara region and Bunda, Rorya, Musoma Urban and Musoma Rural in Mara.

Districts facing food shortage in Tabora region includes, Nzega, Igunga, Tabora Urban and Uyui while in Dar es Salaam the shortage is experienced in all Temeke, Ilala and Kinondoni districts.

According to him, the other districts are Manyoni and Iramba in Singida region, Mafia and Rufiji in Coast region, Dodoma Urban, Bahi in Dodoma region, Iringa Urban and Iringa Rural in Iringa region, Muleba and Chato in Kagera region, Chunya and Mbarali districts in Mbeya region, Masasi in Mtwara region and Mkinga district in Tanga region.

The minister who asked the House to approve some of 258.350bn/- for the Ministry's 2011/12 budget estimates said sending the said grains to warehouses closer to hunger prone areas would ease access of other market demands for food and would give space for other grains that would be purchased this season to be stored in Sumbawanga, Makambako and Songea.

Of the 258.350bn/- requested, 105.944bn/- would be for development he said, explaining that 14.260bn/- was from domestic sources and 91.684bn/- from donors.

The minister also requested the House to approve 6.660bn/- for cooperative development in the country.

Prof Maghembe explained that in order to resolve the food shortage, the government would enable the National Food Reserve Agency (NFRA) to purchase some of 200,000 tonnes of food grains from farmers in Rukwa, Iringa, Mbeya and Ruvuma regions.

The Minister told the House that NFRA had only managed to purchase 181,019 tonnes of maize equivalent to 90.5 per cent of the target last season.

"The purchase target was not met due to low supply of maize in the market and the higher price of the cereal during the buying season," said the Minister.

He said the Grain and Mixed Crops Board would also be empowered to purchase an initial 16,000 tonnes of food crops from farmers of Rukwa, Kigoma, Iringa, Mbeya, Ruvuma and Morogoro regions to sell to regions with food shortage.

"The purchase of the said crops will be done using funds that will be approved in this 2011/2012 budget," stressed Prof Maghembe.

He said food assessment done by the ministry and regions and districts between May and June 2011 for the 2011/2012 season indicated that food production would reach 12,810,818 tonnes compared to the demand of 11,499,414 tonnes for the year.

But the Parliamentary Committee on Agriculture, Livestock and Water urged the government to build more warehouses for the NFRA to perform effectively.

"The current warehouses are in poor condition, others leak during the rain season. We advise the government to allocate funds for rehabilitation of these godowns," said Prof David Mwakyusa, committee chairman.

The opposition camp said there was still a problem in identifying famine-hit areas in the country, advising the government to come up with ways to address the matter.

Shadow minister, Meshack Opulukwa told the government to allocate enough funds to enable the NFRA compete efficiently with individual businessmen.

In June this year government announced its move to sell maize from the National Food Reserve Agency to reduce the burden of high prices on consumers.